HAL
open science

L'Italie et les Alliés de 1914 à 1919 : indépendance ou subordination ?

Emmanuel Boudas

▶ **To cite this version:**

Emmanuel Boudas. L'Italie et les Alliés de 1914 à 1919 : indépendance ou subordination ?. Histoire. Université de la Sorbonne nouvelle - Paris III, 2009. Français. NNT : 2009PA030188 . tel-01129252

HAL Id: tel-01129252

https://theses.hal.science/tel-01129252

Submitted on 10 Mar 2015

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

UNIVERSITE DE PARIS III SORBONNE NOUVELLE

U. F. R d'Etudes Européennes

L'Italie et les Alliés de 1914 à 1919 : indépendance ou subordination ?

Volume 1

par Emmanuel BOUDAS

officier d'active

Thèse d'histoire contemporaine

Sous la direction de M. le Professeur Jean-Marc DELAUNAY

Ecole Doctorale 514 Etudes Anglophones, Germanophones et Européennes (EDEAGE)

Equipe d'accueil n°2291 : Intégration et coopération dans l'espace européen

Soutenue le 16 décembre 2009

Jury :

M. Jean-Marc DELAUNAY, Professeur des Universités, Université Sorbonne Nouvelle - Paris III

Mme Elisabeth DU REAU DE LA GAIGNONNIERE, Professeur émérite, Université Sorbonne Nouvelle - Paris III

M. Hubert HEYRIES, Professeur des Universités, Université Sorbonne Nouvelle - Paris III

M. Michel OSTENC, Professeur émérite, Université d'Angers

M. Giorgio ROCHAT, Professeur émérite, Université de Turin (Italie)

REMERCIEMENTS :

Je remercie les organismes suivants pour avoir ouverts leurs portes à mes recherches :

- Monsieur le Lieutenant-colonel Guelton, commandant le S. H. D - terre à Vincennes et tout son personnel
- Monsieur le Colonel commandant l'E. C. P. A- D au fort d'Ivry sur Seine et son personnel
- le service des archives du Quai d' Orsay
- la Bibliothèque Nationale de France pour son soutien actif
- les archives de l'Assemblée Nationale
- les Archives Nationales.

Je remercie les intervenants à Rome pour leur aide précieuse :

- Monsieur le général commandant la Mission Militaire Française à Rome et son personnel
- Monsieur l'Ambassadeur de France et l'ensemble du personnel de Farnèse
- Monsieur le Directeur de l'Ecole Française de Rome
- Monsieur le Lieutenant-colonel Di Rosa commandant l'Ufficio Storico dello SME ainsi que l'Etat-Major des armées italiennes
- la Biblioteca del Senato
- les Archives du ministère italien des affaires étrangères.

Je remercie aussi Monsieur Delaunay qui a su guider mes travaux durant ces cinq dernières années à l'Université et pour son aide active.

Je dédie ce travail historique à l'ensemble des Nations et des Armées Alliées, en particulier à tous les combattants.

SOMMAIRE :

La problématique : Les relations entre l'Italie et les Alliés étaient-elles fondées sur un équilibre ou sur une subordination stratégique au cœur des évolutions militaires, diplomatiques, et socio-économiques de la Première Guerre Mondiale ?

Introduction **p. 2**

1ère partie :
L'équilibre stratégique entre les Alliés et l'Italie de 1914 à 1917

I - Le marchandage de l'intervention de l'Italie (1914-1915) p. 12
II - Une action militaire puissante mais fragile (1915-1917) p. 61
III – L'opposition entre l'Italie et l'Entente de 1915 à 1917 : l'indépendance italienne, l'influence française grandissante et les rivalités impériales p. 136
IV- Le développement extraordinaire de l'économie italienne gage de puissance (1914-1917) p. 207

2ème partie :
L'année 1917 : un retournement stratégique complet

I - Les derniers mouvements diplomatiques italiens et la nouvelle attitude des Alliés p. 242
II - La crise sociale, morale de l'Italie est la cause profonde du renversement de la posture stratégique du pays p. 262
III - De Caporetto à Rapallo : de la défaite au sacre de la subordination p. 289

3ème partie : L'Italie soumise aux Alliés (1918-1919)

I –L'opposition entre les Etats-Unis et l'Italie p. 322
II –Le commandement unique soumet l'armée italienne p.357
III – L'inaction italienne renforce la domination alliée p. 372
IV – Le Traité de Versailles p. 433

Conclusion générale **p. 464**
Table des documents et cartes **p. 470**
Table des matières **p. 473**

INTRODUCTION :

La Grande Guerre commence pour une large partie de l'Europe le 2 août 1914. Chaque pays s'engage dans le conflit en appliquant le plan mis au point avant la guerre : le plan Schlieffen pour les Allemands (un gigantesque mouvement tournant par la Belgique visant à détruire l' Armée Française en trois semaines afin de pouvoir faire face à la Russie à l'est et ainsi vaincre les principales puissances de l'Entente) ou le plan XVII pour les Français qui lui créait une offensive française contre la Lorraine. Cette planification stratégique des Allemands ou des Français a échoué avec la bataille de la Marne du 1er au 6 septembre 1914. Après cette contre-offensive française, les belligérants se livrent une course à la mer jusqu' en Belgique. La guerre des tranchées va commencer et durer pendant deux ans et demi avant de se conclure en 1918.

Ce résultat militaire modifie complètement la vision de la guerre. Il faut faire face pour les uns comme pour les autres à une guerre longue et industrielle. Il devient donc nécessaire pour l'Entente comme pour la Duplice de trouver de nouvelles ressources et de nouveaux alliés pour contourner l'adversaire et obtenir la victoire par une stratégie périphérique. Ce sont les Britanniques qui l'incarnent. Or la seule puissance, encore en dehors de la guerre, est l'Italie. En effet, les Italiens se sont déclarés neutres dés le 2 août 1914. Ils ont prévenu les autres puissances le 31 juillet 1914, en particulier la France. C'est un geste positif envers la France quand nous savons que l'Allemagne comptait sur l'aide italienne par une invasion à travers les Alpes. Ce qui soulage les Français.[1] Par conséquent, l'Italie devient l'enjeu des antagonismes entre les Alliés et la Duplice. Cette situation va donner au pays une place politique, militaire et stratégique très particulière. L'Italie va pouvoir négocier ou non à un prix des plus intéressants sa participation en fonction de ces véritables intérêts nationaux insatisfaits depuis le Risorgimento (processus d'unification de l'Italie au XIXème siècle incomplet) [2] puisque le Trentin, Trieste sont restés autrichiens.

Pourtant au fil de la guerre et des désastres militaires avec, en particulier, les sanglantes batailles de l'Isonzo et Caporetto l'armée italienne est mise hors de combat en octobre 1917. La position très favorable stratégiquement est mise à mal par cette situation militaire qui a des conséquences diplomatiques : le traité de Rapallo symbolisant finalement la fin de cette rente stratégique italienne. L'Italie arrive aussi paradoxalement à une «victoire mutilée» en 1919 à Versailles. Ce décalage entre l'entrée en guerre en 1915 et le résultat de 1918-1919 va être l'objet de

[1] AMAE, CPC, Italie 1914-1918, Télégramme n°253 et 255 de l'ambassadeur Barrère à Mr Viviani le président du consei1 du 1er / 08 / 1914, Paris.

[2] Serge Berstein et Pierre Milza, *l'Italie contemporaine. Du Risorgimento à la chute du Fascisme*, Paris, 1995, p .28-33

cette thèse. Nous allons expliquer ce paradoxe grâce à plusieurs cadres théoriques qui vont permettre de construire les équilibres stratégiques, fondement de cette recherche.

Tout d'abord, nous allons étudier la guerre selon trois théories. Le premier cadre est la pensée militaire et stratégique chinoise[3]. Nous recherchons à savoir si une campagne militaire a été bien préparée par un chef militaire, si la stratégie militaire adoptée est valide et si cette dernière peut ou non amener à la victoire. Nous étudierons donc le décalage entre les buts et les résultats. Avant d'exposer la théorie de Sun Tzu, il faut définir la stratégie au sens chinois du terme. Ce sont les moyens de préserver son pays par des procédés ordinaires et de livrer combat par des méthodes irrégulières. Cette définition montre clairement que la théorie chinoise permet seulement de juger si la guerre a été bien menée et surtout si elle respecte les règles de l'art de la guerre. Seul ce respect peut amener à la victoire. La pensée stratégique chinoise est divisée à l'origine en trois courants : les diplomates qui prônent la victoire par la parole comme préalable à l'engagement, les culturels qui veulent vaincre par la culture et la civilisation et enfin les légistes qui l'emportent par la terreur intérieure, la discipline. La «guerre se gagne donc avant d'être livrée».

Sun Tzu est une synthèse des trois. En effet, pour lui la guerre est tridimensionnelle : militaire, politique et spirituelle. La guerre est l'expression de la puissance, c'est la confrontation. Mais pour Sun Tzu, la guerre est une défaite, un échec. La pensée chinoise s'arrête au conflit alors que Clauzewitz et la pensée occidentale ont pensé l'affrontement. Nous avons donc une contitnuité entre la pensée chinoise et occidentale : aux Chinois la préparation, aux Occidentaux la bataille ou le conflit. Sun Tzu pose trois hypothèses. La première correspond à un rapport de force favorable qui s'obtient à partir des cinq facteurs de la puissance (la *virtù*, le climat, la topographie, le commandement, l'organisation). La seconde est de profiter des opportunités par des stratagèmes: «la guerre est l'art de duper». La dernière hypothèse est fondée sur la bénédiction des dieux. Si ces trois conditions sont réunies, nous pouvons établir une stratégie globale s'appuyant sur treize règles permettant d'obtenir la victoire désirée. Ces treize règles sont des idées simples et efficaces 25 siècles après la mort de Sun Tzu, car elles établissent la premanence de la guerre. Tous les stratéges sérieux les connaissent dont les Italiens.Les treize règles sont les suivantes.

La première règle nous dit que la logistique est primordiale. Le général doit chercher une victoire rapide non une guerre d'usure qui ruine l'économie nationale. Aucune guerre prolongée n'a donné de profits. De ce point de vue, la guerre des tranchées 1915-1917 est une ineptie pour les stratèges chinois et elle n'a pas donné la victoire.

La deuxième énonce qu'un général doit économiser ses forces en s'attaquant aux plans de

[3] Sun Tzu [-345 av JC], *l'Art de la Guerre*, Paris, réédité en 2000.

l'ennemi, ruinant sa stratégie et l'empêchant d'agir. Nous devons obtenir la victoire sans combattre car «soumettre l'ennemi sans croiser le fer, voilà le fin du fin»[4] . Cependant, pour réaliser ce cheminement, il faut réfléchir et faire un peu d'introspection : «celui qui connaît son ennemi et se connaît soi même gagnera plus de 100 batailles». Il faut connaître son ennemi : c'est la clé de la victoire.

Pour la troisième la victoire dépend d'un autre facteur : la détermination. Pour atteindre ce seuil, il faut avoir confiance en soi et se fier à ce que l'on a appris : «une armée est victorieuse si elle cherche à vaincre avant de combattre». Par exemple, la victoire alliée de 1918 prend tout son sens par la détermination de tout un peuple, d'une nation, d'une armée pour vaincre. Cette règle amène deux conclusions : une armée a besoin d'une solide détermination et d'une excellente formation. Par la suite, un général doit choisir tous ses hommes pour être sûr d'eux afin qu'au milieu de la bataille, ils ne l'abandonnent pas. Il doit en fait connaître ses hommes. Cette idée nous montre tout l'intérêt des théories du commandant Grandmaison sur les forces morales et la foi en la victoire, voire l'offensive à outrance.

La sixième règle évoque le fait de «diriger les mouvements de l'autre pour exceller à la guerre»[5]. Sun Tzu nous dit finalement que le bon général doit imposer sa liberté d'action à l'adversaire afin de l'obliger à faire ce qu'il veut pour le surprendre et passer dans les intervalles de la défense. Pour obtenir la victoire une fois la liberté d'action acquise, le général doit concentrer ses forces sur le point faible, *le point le plus vulnérable comme l'eau*. Les pensées de Clausewitz et Foch y seront fidèles.

Dans la septième, l'engagement a deux difficultés : la distance par rapport à la bataille et le terrain. Nous pouvons dégager trois conséquences : la nécessité de troupes fraîches donc de combattre près de ses frontières, ensuite de connaître les objectifs de son ennemi et enfin de bien choisir le lieu de la bataille. Il faut aussi bien savoir doser sa stratégie entre un moyen direct : le combat et, des moyens indirects (l'espionnage, la propagande, etc...).

La huitième règle évoque que «le nombre n'est pas un facteur décisif» et qu'«il faut savoir évaluer l'adversaire et se gagner le coeur des hommes». «Mais qui ne réfléchit pas et méprise l'ennemi sera vaincu». Cette règle nous apprend que le respect et la connaissance de l'ennemi sont les fondements de la réflexion stratégique. C'est le seul moyen d'obtenir la victoire. Elle nous apporte aussi un éclairage intéressant sur la façon de commander, de gagner la fidélité des peuples et des soldats. La propagande de l'Entente prend ici un autre regard étonnant de continuïté.

La neuvième règle énonce que, pour contrer un ennemi, il faut attaquer ce qu'il a de précieux rapidement. Pour l'Italie, c'est la capitale politique et culturelle: Vienne.

La dixième dit que nous ne devons livrer bataille que si la victoire est acquise avant le

[4] Sun Tzu, ibidem, p. 7-8-9
[5]ibidem p .13 à 16

début des hostilités.

Enfin, la onzième évoque le fait que l'espionnage est le point-clé de la connaissance de l'ennemi. Il est au centre de l'activité militaire. Ce modèle va nous permettre de savoir si l'Italie, avant les hostilités, respectait les règles de l'art de la guerre. Ainsi nous saurons si elle a commencé la guerre avec une stratégie valide permettant une position favorable.

Le deuxième cadre est la pensée stratégique clausewitzienne qui complète la théorie chinoise puisqu'elle n'est centrée que sur l'affrontement proprement dit. Ce cadre va nous permettre de savoir si l'Italie a mené et respecté une stratégie cohérente lui permettant de décrocher la victoire dans la première guerre totale de l'histoire : la Grande Guerre. Si elle fait la guerre en respectant ce cadre, elle aura sans contestation une position stratégique plus que favorable par rapport aux Alliés.

Pour Clausewitz, la stratégie est «l'usage de l'engagement aux fins de la guerre»[6]. Le gouvernement établit, selon Clausewitz, des buts de guerre. Il fixe à partir de ses objectifs une «série d'actions propres» et la conduite de la guerre. Il nous explique que l'activité guerrière se structure autour des buts qu'une nation se fixe. Ces buts devront être atteints par la force militaire. Pour arriver à ses résultats, le chef militaire va mettre en place un plan «des différentes campagnes et organiser les différents engagements de celles-ci»[7].

Les buts de guerre servent à la planification des opérations en orientant les offensives vers les territoires visés, ou les villes clés à prendre pour obtenir la victoire. Par exemple, le plan Schieffen visait dans un mouvement tournant par la Belgique à prendre Paris, capitale politique, afin de casser le moral des Français et à encercler l'armée française. La planification allemande avait compris, qu'en faisant tomber Paris, la France était vaincue. Cette action lui permettait de se retourner par la suite contre les Russes par un déplacement rapide vers la Prusse, exploitant au maximum la position centrale de l'Allemagne en Europe.

Cet exemple illustre très bien la logique clausewitzienne. De plus, pour lui, il faut savoir organiser sa stratégie en fonction de ses moyens et de ses buts «sans en faire trop ou pas assez». Le bon général doit monter sa stratégie en fonction des puissances matérielles dont il dispose et non des moyens théoriques : la taille de son armée, l'armement, la force de son adversaire et son économie. Il l'orchestre aussi en fonction des Forces Morales : la cohésion de son pays et le soutien de son peuple à son action. La stratégie, et par voie de conséquence l'Art de la Guerre, sont guidés par l'objectif politique. La guerre doit atteindre ce but sinon elle est inefficace. Elle rend le pays qui l'utilise dans une position d'infériorité stratégique pouvant entraîner sa disparition. «La guerre n'est rien d'autre que la continuation des relations politiques, avec l'appoint d'autres moyens [...]. Elle

[6] Carl Clausewitz, *De la Guerre*, Paris, réédité en 2000, p .181
[7] Ibidem, p .181-182

n'est que des linéaments d'une politique qui se poursuit à travers la guerre jusqu'à la paix.»[8]. La doctrine clausewitzienne va nous permettre de savoir, si pendant l'engagement militaire, l'Italie va respecter par sa stratégie ses buts de guerre. De plus, en étudiant son action militaire, nous allons pouvoir établir sa position stratégique pendant la guerre.

Nous venons de voir deux cadres qui vont nous permettre d'établir la position stratégique de l'Italie avant (théorie de Sun Tzu) et pendant (Clausewitz) la guerre. A partir de cette position de l'Italie, nous allons pouvoir déterminer le rapport de force qui existait avec les Alliés avant et pendant la guerre. Ce rapport de force peut aboutir soit à une situation d'équilibre stratégique avec les Alliés, soit à une supériorité ou encore à une infériorité. L'équilibre ou la supériorité stratégique d'un pays par rapport à d'autres confère l'Indépendance, l'infériorité donne la subordination. Ce rapport de force va être étudié à travers la théorie des jeux. Cette réflexion va permettre d'établir le type de relations interalliées, les oppositions, les alliances informelles contre un des membres du groupe et les relations de puissance. Toutes ses relations sont modifiées par le résultat des batailles et finalement, par la position stratégique de chacun des alliés au moment H.

La théorie des jeux repose sur plusieurs hypothèses. Tout d'abord, chaque joueur est une nation. Ensuite, les joueurs sont des acteurs rationnels. Ils ont des préférences individuelles. Ils font des choix et des arbitrages qui maximisent leurs préférences en tenant compte de leurs contraintes. Par exemple, la France en 1914 optimisait sa préférence : le retour de l'Alsace-Lorraine, par une offensive sur Metz (= le plan XVII) en tenant compte qu'une offensive par les Vosges était impossible. De plus, chaque joueur établit une stratégie globale, cohérente (militaire, diplomatique, économique) visant à renforcer sa préférence en fonction de l'histoire et des comportements des autres joueurs. Ce sont des anticipations rationnelles car nous établissons une stratégie par l'enchaînement des réactions possibles et/ou réelles des autres joueurs[9]. Ensuite, l'information est disponible pour chacun des joueurs. Tous connaissent l'ensemble de l'information grâce à l'histoire et aux services de renseignement. C'est l'hypothèse de l'information parfaite. Le point suivant est que le seul critère de rationalité d'une Nation est l'intérêt national. Enfin, le jeu se fait par coups successifs : les uns après les autres. Ces cinq hypothèses sont le fondement du modèle.

La théorie est la suivante. Chaque joueur fait face aux autres. Dans le monde des grandes puissances, il n'y a pas d'amis. D'après Hobbes «l'homme est un loup pour l'homme».[10] Les grands pays sont tous ennemis. Face à une situation, chaque joueur «cherche à obtenir la solution qui lui est favorable»[11]. Il va choisir l'option la meilleure ou la moins mauvaise (qui maximise son intérêt national) et vice-versa pour les autres. Comme l'information est parfaite, chacun connaît le choix de

[8]Ibidem, p .703
[9]Jean-Pierre Delas, é*conomie contemporaine,* Paris, 2001, p. 10
[10] Thomas Hobbes, *Le Léviathan*, Paris, réédité en 2001, p. 9
[11] C Schmidt, *la théorie des jeux, essai d' interprétation*, Paris, p . 9-10

l'autre. Par rapport à cette nouvelle situation, chacun établit sa stratégie en fonction du choix adverse. Nous obtenons un ensemble de stratégies dites dominantes pour chacun des joueurs qui vont s'affronter au sein du jeu.

Les coups étant successifs et les joueurs dotés d'anticipations rationnelles, c'est celui qui a le mieux estimé la stratégie adverse qui l'emporte. Mais il peut arriver que les stratégies choisies se neutralisent vers une situation avec des gains faibles. Chacun va choisir la stratégie ayant le moins de risques. En effet, à cause d'une absence de toute confiance, chaque joueur va rationnellement appliquer le principe de précaution qui semble plus efficace. Comme tout le monde fait de même, nous obtenons un équilibre sous optimal au regard des prétentions nationales mais néanmoins stable. C'est l'équilibre de Nash. Cette théorie permet de mettre en lumière les rapports de force internationaux et d'illustrer ceux qui ont une stratégie gagnante ou perdante. Ainsi nous pouvons en déduire les relations de clientélisme, les rapports de dominants à dominés.

Pour l'Italie, cette étude va nous permettre de connaître sa position internationale au regard des faits et de sa stratégie avant, pendant et après la guerre. Nous pourrons ainsi définir le type de relation entre l'Italie et les Alliés entre 1914 et 1919. Quels types de relations internationales existent-ils ? Nous avons trois possibilités : l'indépendance, la subordination et enfin l'équilibre. La théorie des jeux nous permet d'éliminer la troisième car les grandes puissances sont rarement en situation d'équilibre. Il existe toujours une puissance dominante et une dominée. L'indépendance est le fait de pouvoir prendre ses décisions librement. C'est aussi de ne pas attendre des directives d'un autre pays et exercer sa pleine souveraineté. Il s'agit pour un Etat, vis-à-vis d'un autre, de mener une guerre et les négociations de paix sans se faire imposer une solution ou un compromis de l'extérieur. Or, une nation qui opte pour une mauvaise stratégie ou qui a une mauvaise situation stratégique va se trouver en mauvaise posture vis-à-vis des autres. Elle est dans une situation d'une stratégie dominée et contre-productive par rapport aux gains espérés. Elle est subordonnée aux puissances ayant joué la bonne stratégie dite dominante en théorie des jeux. A partir du 2 août 1914, l'Italie se déclare neutre. Elle va devoir choisir son camp pour garantir ses intérêts car rester en dehors aurait un coût trop élevé en matière d'équilibre géopolitique en Méditerranée, en Adriatique plus particulièrement. Le 26 mai 1915, elle entre en guerre contre l'Autriche. Puis elle va mener une longue guerre d'usure à l'Autriche avec douze batailles sur l'Isonzo. Cette stratégie se solde par le désastre de Caporetto en octobre 1917. Les Alliés devront envoyer un corps expéditionnaire pour la sauver du drame. C'est le tournant. L'Italie accepte à ce moment précis la guerre de coalition, puis elle termine le conflit en essayant d'éviter une nouvelle défaite. In extremis, elle lance une offensive contre les Autrichiens à Vittorio Veneto en octobre 1918. Nous pouvons voir ici un extraordinaire paradoxe qui s'explique grâce à la théorie des jeux. L'Italie voit donc sa position par rapport aux Alliés évoluer de 1914 à 1919. Les relations entre l'Italie et les Alliés étaient-elles fondées sur un équilibre ou sur une subordination stratégique suite aux évolutions militaires, diplomatiques et

économiques de la grande Guerre ?

Nous allons répondre à ce problème en trois étapes qui suivent le développement et les évolutions de la guerre. Tout d'abord, nous étudierons la période 1914-1917 qui voit l'Italie acquérir une position très favorable au niveau stratégique. Ensuite, nous verrons que l'année 1917 avec Caporetto en moins d'un mois renverse complètement la situation. Enfin, nous allons voir que les années 1918-1919 se soldent par une position précaire, aux antipodes des espoirs de 1915.

L'étude des sources documentaires est un travail nécessaire pour mieux saisir les oppositions entre décideurs, exécutants ou plus simplement entre nations. Tout d'abord, notre étude bibliographique nous fait relever l'absence de synthèses globales sur le champ de recherche. Pour beaucoup d'auteurs, nous avons une étude par grands domaines de la guerre sans jamais vraiment rassembler les conséquences au niveau interallié. Cet état de fait perdure aujourd'hui du fait que les historiens voient la Grande Guerre comme une juxtaposition de conflits nationaux au lieu d'étudier ce conflit comme un affrontement mondial avec des coalitions ayant un ou plusieurs hégémons. Il ne faut pas oublier que la Grande Guerre est la première guerre mondiale et d'usure industrielle. Pour cette thèse, il a fallu reconstituer l'internationalisation du conflit et la multitude des domaines à prendre en compte. Une guerre n'est pas seulement un conflit militaire terrestre le long d'un front. Une guerre est une manifestation violente de la puissance étatique. Il est nécessaire d'étudier les mentalités, la puissance économique, la cohésion sociale et nationale, l'action militaire dans toute ses dimensions, le moral, les opérations clandestines secrètes, la politique et ses hommes. Au-delà de ces déterminants des équilibres stratégiques, c'est l'homme qui est bien au centre de la guerre. Comme disait le général Patton : « *cela passe ou ça casse* » en franchissant le Rhin en 1945 à Coblence. Ces éléments expliquent l'importance de la bibliographie par sa taille et sa diversité. Elle se veut assez complète mais non exhaustive. Nous avons des auteurs français, italiens, britanniques, américains, allemands et autrichiens. Ce qui permet d'avoir une information assez fiable. Cependant, il est très difficile de tout lire sur la Grande Guerre avec au moins 10 000 ouvrages écrits sur ce thème. Tous les ouvrages disponibles à la Bibliothèque Nationale de France, à la *Biblioteca del Senato* italienne ont été parcourus. Les ouvrages majeurs sont tous référencés dans la bibliographie.

Au niveau des recueils et des documents imprimés, nous avons des sources très riches et variées. *L'Armée Française dans la Grande Guerre* et *l'Esercito Italiano nella Grande Guerra* nous apportent des informations solides, recoupées, fiables sur la partie militaire terrestre du conflit avec l'éclairage des grands commandements alliés. Les mémoires des acteurs du conflit nous apportent des visions partiales et partielles, notamment du côté italien. En effet, les Italiens demeurent orgueilleux sur cette guerre. Cette situation rend inévitablement les hommes très soucieux de défendre leur honneur. Nous pouvons constater parfois une certaine mauvaise foi chez

Cadorna, Salandra et Sonnino. Les mémoires de personnages français et britanniques nous permettent de porter la contradiction et de réequilibrer les visions. Ils donnent un relief particulier à ce travail. Pour l'étude de la presse, il faut distinguer méthodiquement les articles de l'époque et ceux des historiens. Les articles de l'époque reflètent avec exactitude les sensibilités nationales des Alliés et de l'Italie. Au fil du conflit, nous voyons les évolutions de mentalité vis-à-vis des uns et des autres. Nous constatons le passage de l'enthousiasme en 1915 à la défiance en 1917 des journaux français et britanniques, notamment avec le fond de la B. D. I. C issu des cartons verts de la Maison de la Presse constitués en recueils. Quand à la presse italienne, nous établissons avec précision tous les tournants et les états d'âmes d'une nation en guerre contre son gré. Elle illustre aussi toute la complexité des relations interalliées : en combattant pour partie les décisions alliées, tout en soutenant jusqu'en 1918, Wilson leur pire ennemi politique. Le fond journalistique de la *Biblioteca del Senato* est très précieux dans ce cadre. Pour les articles d'historiens, les préoccupations portent surtout sur l'année 1915 où l'Italie change d'alliance et la question balkanique avec les travaux de Frédéric Le Moal ou de Claude Vidal. Notre étude fait apparaître le peu d'intérêt pour la question italienne dans les travaux universitaires français. Les Britanniques se sont consacrés sur les questions navales. Ils ont étudié les conséquences en Méditerranée du retournement d'alliance car en terme stratégique cette situation nouvelle sécurise la route des Indes et de Suez. Les Italiens n'ont étudié que des questions navales précises : le *Motoscalfi Anti Sommergibili*, l'amiral Thaon di Revel… Le fond des revues historiques est assez pauvre en France au final mais plus développé que celui des Britanniques ou des Italiens.

Pour conclure sur les sources périodiques ou journalistiques, leur richesse est importante et les fonds sont variés. Cependant, ils mériteraient une thèse à eux seuls ou vu de l'immensité documentaire. Les sites internet représentent une source documentaire négligeable car ils ont surtout pour but d'illustrer la Grande Guerre et non de l'expliquer. Nous allons maintenant passer à l'étude des archives françaises, italiennes, américaines et russes.

Tout d'abord, notre étude est incomplète du fait de la non consultation des archives britanniques par manque de temps. Les archives françaises se composent des documents du S.H.D, du M.A.E et des AN. Pour les archives militaires, nous avons plusieurs types de documents : les rapports de l'Ambassadeur de France au Conseil de Guerre, les sources du deuxième bureau qui n'ont pas brûlé en juin 1940, les télégrammes et rapports de la M. M. F à Rome de 1915 à 1918. L'éclairage le plus intéressant est porté sur le déploiement de la Xème Armée de Fayolle en 1917 et les combats du Monte Tomba. Les rapports de l'attaché militaire sont assez classiques. Il est clair que les archives militaires ne se concentrent que sur les moyens à engager pour vaincre la Duplice. Les archives du M. A. E sont plus complètes et intéressantes du fait de la personnalité de Camille Barrère et de l'engagement total du ministère pour la défense de la Nation dans tous les domaines :

politique, économique et la propagande. Le fond Billy est d'une grande richesse pour l'action de la France en Italie. Enfin, les Archives Nationales mettent en lumière l'action économique de la France. Le fond français est d'une grande richesse. Il met parfaitement en lumière la volonté de la France de dominer l'Italie à partir de 1916-1917 et la lutte pour la survie d'une très Grande Nation.

Dans le domaine archivistique italien, nous avons *l'Ufficio Storico dello Stato Maggiore del Esercito* et celui de la *Marina Militare* au niveau militaire, *l'Archivio Storico del Ministero degli Affari Esteri* pour la diplomatie et *l'Archivio Centrale dello Stato* où sont situés les archives des gouvernements Salandra-Boselli-Orlando de 1914 à 1919. Au niveau militaire, les archives sont assez muettes sur les relations italo-britanniques. Les rapports de l'attaché militaire à Londres sont assez vides. Seul les liens entre les troupes britanniques et italiennes de 1917 à 1919 en Italie sont documentés. Dans les relations franco-italiennes, la documentation est très importante et riche : ordres d'opérations, cartes, rapports et compte-rendus… Les rapports de l'attaché à Paris sont relativement maigres. Globalement, le fond militaire est vaste et riche. Cependant, il montre directement peu de choses. Une analyse est toujours nécessaire pour exploiter les informations très indirectes.

A la Farnesina, le fond sur la Grande Guerre avec les Alliés, la Russie et les Etats-Unis est très riche avec plus de soixante cartons. Il retrace toute la vie diplomatique de l'Italie et met en exergue le jusqu'au boutisme des Italiens face à une réalité différente en 1919 à celle de 1915. Les équilibres stratégiques changent mais la myopie de Sonnino l'empêche de les reconnaître. Les relations franco-italiennes sont très bien développées ainsi qu'avec les Britanniques. Avec la Russie du fait de la coupure de 1915 avec les Dardanelles et de la révolution de 1917, les relations sont restées très froides et lointaines malgré un contentieux sérieux. Avec les Etats-Unis, les archives italiennes sont très prolixes et importantes. Le fond diplomatique est très riche. Il a été exploité le plus possible mais il existe encore des possibilités d'effectuer des recherches sur les questions annexes : La Libye, la campagne de Russie en 1918-1919, la Turquie et le déploiement des unités italiennes en 1918… Au niveau politique, *l'Archivio Centrale dello Stato* propose des fonds utiles mais assez réduits aux papiers de la présidence du conseil, aux actes parlementaires. Il permet de saisir les divergences et les divisions politiques, donc le climat de l'époque. C'est donc un fond intéressant sur les relations franco-italiennes et les mentalités politiques de l'époque. Nous allons voir les archives américaines.

Les archives américaines permettent d'établir la situation entre les Etats-Unis et l'Italie à compter de la déclaration de guerre des U. S. A à l'Allemagne car ils deviennent une puissance belligérante de premier plan. Ce sont les Etats-Unis qui vont mener le jeu à la conférence de la paix. Or, si les Etats-Unis ont un contentieux avec l'Italie, elle va tout perdre. C'est ce qui va se passer : Wilson s'oppose à la classe politique italienne. Ce contentieux doit être étudié. Les Archives du *Department of State* et du *National Archives* illustrent et expliquent ce différent qui va peser lourd

sur le nouvel équilibre stratégique de 1919. Les sources américaines sont vastes et précises. Au niveau militaire, les archives du *War Department* donnent tous les éléments nécessaires. Le fond américain est riche et précis. Il ne s'oppose pas au fond italien, il le complète. Notre étude a été réalisée à partir essentiellement des recueils et, des documents visibles en ligne ou copiés à l'ACS ou à l'ASMAE.

Au niveau des archives russes, nous avons présenté seulement celle du ministère des Affaires Etrangères qui établissent le contentieux italo-russe de 1915 à 1917. .Les documents utilisés ne sont pas assez nombreux mais ils sont en parfait accord avec ceux de Rome. Ils ont été la plupart étudié au M. A. E italien et quelques documents à la B. N. F sous forme de recueil. Les archives russes ont été étudiées de la même manière que les américaines.

Cependant, cette thèse reste incomplète sur trois points : l'étude non réalisée des archives britanniques, l'absence de l'histoire culturelle et psychologique et enfin le champ social restant partiel. En effet, cette thèse est fondée essentiellement sur des documents franco-américano-italiens par les archives et les ouvrages. La position du Royaume-Uni est vue à travers ces documents. Il reste l'étude des archives britanniques à mener. Ensuite, l'histoire culturelle et psychologique est absente de ce travail en raison du choix théorique qui a été fait. La pensée stratégique ignore ce qui touche à la culture, à la psychologie et aux mentalités. Il est clair que la culture et la mentalité nationale doivent influencer quelque part les choix stratégiques puisque les hommes vivent au sein d'une nation et d'une perception particulière. Si l'histoire culturelle et psychologique est absente de ce travail, c'est dû aussi à la pauvreté des documents de l'époque sur ce point. Enfin, mon étude de la société italienne et de celles des Alliés est très partielle. Elle s'est limitée aux interactions sociales entre l'Italie et les Alliés. Une étude approfondie sur les différences de modèle social serait à mener pour mieux établir les décalages entre l'Italie et les Alliés. Mon étude est restée partielle sur ce thème par manque de temps et d'informations disponibles. Ces trois points sont des pistes de recherches intéressantes à développer ultérieurement.

En conclusion de cette étude des sources, nous avons travaillé sur une quantité vaste d'archives, d'ouvrages et de périodiques. Les sources se corroborent assez bien. La majorité des sources sont françaises et italiennes. Les apports américains et russes permettent de mieux comprendre le contexte et les bouleversements stratégiques. Globalement, la thèse présentée n'a pour objectif d'être exhaustive mais plutôt de modifier la vision des rapports interalliés en montrant une réalité de la Grande Guerre : la volonté des grands alliés de dominer les autres nations de l'Entente ou de les instrumentaliser.

PREMIERE PARTIE :

L'EQUILIBRE (1914-1917)

Entre 1914 et 1917, l'Europe est dans une période agitée mais l'Italie réussit assez bien à préserver sa liberté de manoeuvre. En effet, le pays parvient à maintenir un équilibre stratégique avec les puissances de l'Entente alors que le monde entier est en guerre.

Nous allons voir plusieurs phases illustrant cette indépendance stratégique vis-à-vis des Alliés : tout d'abord le marchandage extraordinaire de l'entrée en guerre du pays aux côtés de l'Entente, puis la signature du traité de Londres le 26 avril 1915, la déclaration de guerre, l'action militaire italienne de 1915 à octobre 1917, la montée des rivalités impériales, enfin la naissance d'une économie nationale puissante avec des fragilités congénitales.

I - Le marchandage de l'intervention de l'Italie :

A - Les origines de l'intervention :

1- La politique extérieure de l'Italie avant guerre :

a – La politique étrangère de l'Italie :

Avant guerre, l'Italie nouvelle puissance industrielle s'est lancée dans la constitution d'un empire colonial, touchée elle aussi par le virus de l'Impérialisme. En 1911, elle se lance à la conquête de la Libye côtière. Elle entre en guerre avec la Turquie. Elle triomphe des Ottomans.

La paix signée est assez avantageuse puisque l'Italie occupe la Libye, les îles du Dodécanèse dont Rhodes et obtient une ouverture économique favorable via le biais des capitulations (traité de commerce avec l'Empire Ottoman qui crée le libre-échange gage de la

puissance de l'Italie sur les Ottomans)[12]. Cette guerre a engendré une tension franco- italienne. Se conjuguant à la prise de contrôle du Maroc par la France en 1912, cette dernière se solde par une politique tripliciste des Italiens[13]. Ce choix s'oppose à la logique de l'accord de 1902 Prinetti-Barrère, qui garantit aux Français la neutralité italienne en cas d'agression allemande ou autrichienne contre un membre de l'Entente[14]. Cette nouvelle politique étrangère anti-française se matérialise par un retour auprès de la triple alliance : le chef d'état-major italien le général Pollio, germanophile convaincu, signe de nouvelles conventions militaires plus précises avec les puissances centrales.

En effet, face à la concentration de la flotte française en Méditerranée, celle des Anglais en Mer du Nord et la possibilité pour les Français de mener un raid naval contre la flotte italienne, les Italiens signent une convention navale qui permet de créer un commandement unique sous la direction d'un amiral autrichien afin d'avoir une politique navale commune. De plus, le gouvernement italien a reconduit avec six mois d'avance le traité d'Alliance avec la Duplice avant son terme de rigueur. A partir de ce renforcement de l'Alliance, les Italiens décident de continuer tous azimuts leur politique expansionniste, notamment dans les Balkans et en Anatolie. San Giuliano, le ministre des affaires étrangères jusqu'en novembre 1914 (date de sa mort), disait «qu'il pensait à développer une politique de présence active de l'Italie dans les questions balkaniques et de préparer une zone d'influence en Anatolie, dans le cas d'un démembrement de la partie asiatique de l'Empire Ottoman».

En revanche, cette politique italienne, approuvée par Berlin avec l'accord de 1912, offrant à l'Italie le sud de l'Anatolie comme zone d'influence économique, provoque l'apparition de tensions de plus en plus fortes avec l'Autriche[15]. Cette dernière veut mettre la main sur les Balkans, notamment dans la zone adriatique. Cette tension avec Vienne se développe durant l'année 1913. Les rivalités impériales entre l'Italie et l'Autriche s'affrontent sur plusieurs questions. Tout d'abord, il existe le partage des restes de l'Empire Ottoman. Ensuite, les deux puissances s'affrontent sur l'Albanie. En effet, avec à l'accord signé à Londres en 1913 mettant fin aux guerres balkaniques, l'Albanie est devenue indépendante sur pression de l'Italie et de l'Autriche. Mais les Autrichiens ont réussi à imposer leur candidat à la tête du pays en mars 1914 : le prince Guillaume de Wied. Or, l'Italie veut se constituer un protectorat politique et économique sur le pays. Cette situation génère une montée de l'hostilité vis-à-vis de l'Autriche. De plus, l'Autriche mène une politique anti-serbe dans l'Adriatique voulant empêcher tout accès des Serbes à la mer. Cette stratégie autrichienne contre la Serbie provoque l'hostilité italienne qui réclame soit des compensations en cas de guerre,

---

[12] Giorgio Candeloro, S*toria dell'Italia moderna,* volume 8, *la Prima Guerra Mondiale Il dopoguerra e l'avvento del Fascimo*, Roma, 1978, p . 24 § 1

[13] Serge Berstein et Pierre Milza, *l'Italie contemporaine : des nationalites aux Européens,* Paris, 1973, p. 199

[14] Giorgio Candeloro, ouvr. cité, p . 24-26

[15] Richard A Webster, *Industrial Imperialism in Italy 1908-1915*, Los Angeles, 1975, p. 266

soit une indemnisation des intérêts italiens dans cette région[16].

Si cette compensation n'avait pas lieu, l'Italie y verrait *un casus foederis*. Jusqu'à présent ce conflit austro-italien s'est développé à l'extérieur des deux États, mais un incident plus grave encore se déroule début 1914. En effet, le lieutenant-général de la province autrichienne du Littoral (Trieste), le prince Hohenhole, a pris des décrets xénophobes interdisant l'accès des étrangers à la fonction publique autrichienne dans et autour de l'Istrie. Il a licencié les Italiens qui travaillaient au sein du personnel de la ville de Trieste[17]. Cet acte a été vu par Rome comme un geste anti-italien. Cet incident diplomatique grave a mis à mal l'Alliance avec les Centraux vus comme des puissances hostiles à l'Italie par les nationalistes. L'Autriche continue à pousser ses pions en tentant une action : les Autrichiens prirent le contrôle du mont Lovcen en avril 1914. Or, ce morceau d'Albanie empêche le Monténégro de s'unir à la Serbie en mettant un territoire autrichien entre les deux. Cette situation donne à l'Autriche le contrôle de la baie de Cattaro, site stratégique en Adriatique pour fermer le détroit à tout navire par la mise en place d'une flotte de combat.

Or, l'Italie ne peut accepter que son économie, ses ports, sa flotte de guerre stationnée à Venise soient pris aux pièges par l'Autriche. C'est une menace directe contre le pays. Tous les éléments étaient rassemblés pour qu'objectivement l'Italie veuille changer de camp en juillet 1914.

b – Les conceptions en matière de diplomatie des Italiens :

Le gouvernement est le seul acteur de la politique étrangère. La société civile est absente des choix stratégiques de l'Italie. Nous allons étudier les conceptions des Italiens de la politique étrangère pour mieux comprendre les mécanismes de prise de décisions et, ainsi éclairer les choix du pays.

Dans l'Italie des années 1890-1913, le régime politique est une monarchie constitutionnelle non parlementaire. C'est le roi qui prend les décisions en matière de politique étrangère d'après l'article 5 de la constitution italienne de 1861. Seul le roi peut déclarer la guerre, signer les traités de paix, d'alliance et de commerces. Il peut, s'il le choisit, informer le Parlement en cas de danger à la surêté de l'Etat[18]. L'Italie connaît un régime plus proche de l'Allemagne impériale que du Royaume-Uni. Nous pouvons conclure que par la constitution la politique étrangère est le domaine réservé de l'Exécutif royal.

Le Parlement et le peuple italien en sont exclus. San Giuliano écrit à Salandra le 5

[16] AMAE, CPC, Italie 1914-1918, Convention de la triple Alliance Article VII signée en 1888, Paris, 1914
[17] Giorgio Candeloro, ouvr. Cité, p . 27 à 28
[18] Giovanni Negri, *La politica estera della Republica Italiana*, volume 3, Milano, 1967, p 721-800

septembre 1914 dans ce sens : « En général, je pense qu'il vaut mieux parler le moins possible de politique étrangère au Conseil des Ministres »[19]. De plus au printemps 1915, Salandra annonce à Sonnino que seul le président du Conseil et le ministre des Affaires Etrangères doivent évoquer la question de la guerre et de la paix : « Nous deux seulement »[20]. La tradition libérale italienne inscrit la politique étrangère uniquement dans le petit cercle gouvernemental. La justesse du choix est donc du seul ressort de ces deux hommes, ce qui explique le secret autout du Pacte de Londres et de ses négociations vis-à-vis des ministres, du Parlement et du peuple d'après Orlando, ministre de la Justice du cabinet Salandra. La vision libérale est celle d'un petit groupe d'hommes agissant pour défendre les intérêts vitaux de l'Italie sans le consentement des partis pour éviter les divisions. Le peuple est exclu. C'est la diplomatie classique fondée sur le secret. Le P. S. I (*Partito Socialista Italiano*) privilégie la lutte des classes et la révolution. Traditionnellement, il est tourné vers la politique intérieure. La politique étrangère l'indiffère généralement. Mais, son pacifisme est puissant avec les « prolétaires de tous les pays, unissez vous »[21]. Il s'inscrit dans un internationalisme (la IIème Internationale) qui veut la révolution mondiale et la paix entre toutes les nations. C'est dans ce cadre qu'il peut condamner les actes de politique étrangère : la guerre de Libye par exemple[22].

Pour les catholiques, principale force politique populaire, la diplomatie est une nécessité pour attendre que l'humanité toute entière se tourne vers l'Eglise et l'Amour du Christ. Cet engagement religieux fort laisse de facto la politique étrangère aux mains du gouvernement. Les Italiens, dans leur grande majorité, sont donc très peu intéressés par la politique extérieure et obéissent au gouvernement. C'est un constat que dresse *l'Osservatore cattolico* : « la Consulta a complètement les mains libres et finalement à un certain point ce n'est pas un mal, puisque la politique étrangère ne doit pas être soumise aux oscillations des partis »[23]. C'est l'indifférence et la soumission au cabinet qui domine le pays. Du coup, personne ne discute la politique extérieure de la Consulta. L'opinion publique italienne dans ce domaine n'existe pas. Salandra va plus loin puisque, avec le concours de la presse et des nouvelles laissées transpirées volontairement, le gouvernement peut fabriquer les idées de l'opinion publique[24]. Pour le président du Conseil, le peuple est manipulable en vue de soutenir sa politique étrangère.

Avec les négociations qui vont débuter avec les deux camps à partir d'août 1914, les rapports vont évoluer vers une intégration des Italiens à la politique étrangère ; ce qui est pour Giolitti une ineptie et une erreur. Cependant jusqu'en 1915, les traditions libérales et catholiques

---

[19] D. D. I, Série 5, Vol 1, n°593, *Lettre de San Giuliano à Salandra du 5/09/1914*, Rome
[20] Sydney Sonnino, Carteggio 1914-1916, ASMAE, Rome, 1974, *Lettre du 16 mars 1915*, p 289-290
[21] Karl Marx, *Le Manifeste du Parti Communiste,* Paris, 1848, p 9-10
[22] Brunello Vigezzi, *L'Italia Unità e la Sfide della politica estera : dal risorgimento alla Repubblica*, Milano, 1997, p 211-225
[23] Ernesto Vercesi, *L'Italia al bivio*, article tiré de « Osservatore Cattolico », 1er mars 1916, Rome
[24] ACS, Carte Salandra, carton 8, fasc 63, Rome, 1914

prévalent dans la société italienne : le secret et le petit cercle d'hommes gérant la politique étrangère. C'est Luigi Albertini, rédacteur du *Corriere della Sera*, qui demande cette intégration. Malheureusement, la guerre ne modifie pas la tendance profonde issue des cercles libéraux et catholiques. Seul le nationalisme interventionniste va réussir à mobiliser en mai 1915 les foules autour du thème de l'amour et de la gloire de la patrie et des annexions nécessaires.

Cette étude invalide l'idée reçue d'une hostilité des Italiens à la guerre. C'est plutôt l'indifférence vis-à-vis de la politique étrangère et la confiance au gouvernement qui domine. Elle montre aussi le cadre dans lequel la politique étrangère a lieu : le secret et un petit nombre de décideurs. Enfin, l'idée centrale de la politique extérieure est la défense des intérêts vitaux de l'Italie. Maintenant que nous avons esquissé l'étude de la politique extérieure d'avant-guerre, nous allons voir la question libyenne.

2 – La question libyenne :

A cette politique extérieure d'avant guerre de plus en plus anti-autrichienne, un autre conflit oppose l'Italie à un allié des Centraux : l'Empire Ottoman. En effet, en 1911, la guerre italo-turque a donné à l'Italie la Libye. Cette action a créé une hostilité des Jeunes Turcs, nouveaux dirigeants de l'Empire, depuis les défaites en Europe face aux nations balkaniques de 1912 et 1913.

Les Turcs n'ont jamais oublié ce précédent. Ils ne rêvent que de revanche. En novembre 1914, les Ottomans entrent en guerre aux côtés de l'Allemagne contre l'Entente. Le 1er octobre 1914, ils proclament la fin des capitulations et le 2 novembre 1914 ils entrent dans le conflit. A ce même moment, ils déclarent la guerre sainte contre les chrétiens. Cet acte sonne le signal de la guerre pour toutes les tribus libyennes qui refusent l'occupation italienne. A ce moment précis, la guerilla reprend. Le Colonel Miani et ses troupes sont encerclés par les rebelles dans le Fezzan (région proche de Benghazi). Le 12 décembre 1914, la ville de Murzuk est prise par les insurgés[25]. Cette situation ouvre la route de Benghazi et de Tripoli. Le Colonel Roversi, qui vient de Tripoli, libère les assiégés avec ses troupes le 15 décembre 1914. Mais le même jour, les rebelles frappent un grand coup et prennent Sebha, le siège du général italien. Face à cette rébellion, les Italiens isolés décident de se replier sur Tripoli. Les rebelles talonnent et harcèlent les unités italiennes. Elles sont anéanties au cours du repli. Le Colonel Vivian, vu les événements, décide d'évacuer tous les hommes et part pour la frontière française en Tunisie. Il se replie avec trente-cinq officiers, douze sous-officiers, sept cent Erythréens et quatre cent méharistes. C'est le dernier vestige de

[25] Site Internet italien, *Prima Guerra Mondiale – L'Italia dal 1914 al 1918,* Riassunto anno 1914 (2), 2004, p .3 à 11

l'armée italienne en Libye.

Ils atteignent la frontière le 26 décembre 1914. Les Italiens, suite à l'entrée en guerre des Ottomans qui ont déclaré la guerre sainte contre les Alliés et l'Italie, ont perdu le contrôle de la Libye. Or, vu le coût de la conquête en hommes et en armes, cette situation détruit la politique de prestige de Giolitti (précédent président du conseil) et nuit à la réputation du pays à l'étranger. L'Italie pourrait paraître comme une nation d'incompétents en matière coloniale.

La perte de la Libye est donc une menace pour les intérêts vitaux du pays. Cette situation crée une grave crise avec l'Empire Ottoman, un des principaux alliés de l'Allemagne. Par conséquent, cette déclaration de guerre sainte a accru l'attirance de l'Italie tripliciste pour l'Entente en ce début 1915.

3 – Les intérêts stratégiques italiens :

Ces intérêts sont de trois ordres. L'Italie est une puissance continentale, maritime et coloniale.

Au niveau continental, elle a des intérêts très clairs : «compléter son unité par l'annexion de Trente et de Trieste»[26] et «pour sa sécurité, l'acquisition de ses frontières naturelles ; c' est à dire de fait la ligne des Alpes». Ces territoires sont convoités par l'Italie pour des raisons assez simples. En 1870, le processus d'unification se termine par le départ des troupes françaises de Rome qui protégeaient les Etats du Pape et, l'invasion de ses territoires par les armées nationales. Mais le traité de paix de 1859 entre la France et l'Autriche, qui a suivi la guerre pour la création de l'Etat italien entre l'alliance franco-sarde et les Autrichiens, n'a abouti qu'à une unification partielle. En effet, l'Autriche conservait la Vénétie, le Trentin, et le Haut Adige. Il fallu attendre l'alliance germano-italienne à Sadowa en 1866 contre l'Autriche pour que l'Italie récupère le Haut-Adige, la Vénétie. Mais en 1914, le processus d'unification est pour les Italiens inachevé du fait que le Trentin (région alpine) et Trieste sont toujours occupés par les Autrichiens. Ses territoires sont donc une affaire d'unité nationale au même titre que l'Alsace-Lorraine pour la France[27]. Et les Alpes ? L'Italie, vu la situation avant-guerre, croit assez vite que la seule barrière protectrice contre les actions de ses puissants voisins est les Alpes. En effet, les montagnes vont obliger à livrer tout d'abord une bataille décisive par le petit nombre de cols permettant leur franchissement. Cette situation va permettre «de concentrer nos forces derrière la montagne d'attaquer certaines parties

[26]Albert Pingaud, *la Grande Guerre Diplomatique,* volume 1 *les Alliances et les Interventions,* Paris, 1932, p .259 § 1
[27] Serge Berstein et Pierre Milza, *l'Italie contemporaine : des nationalites aux Européens,* Paris, 1973, p 200-201

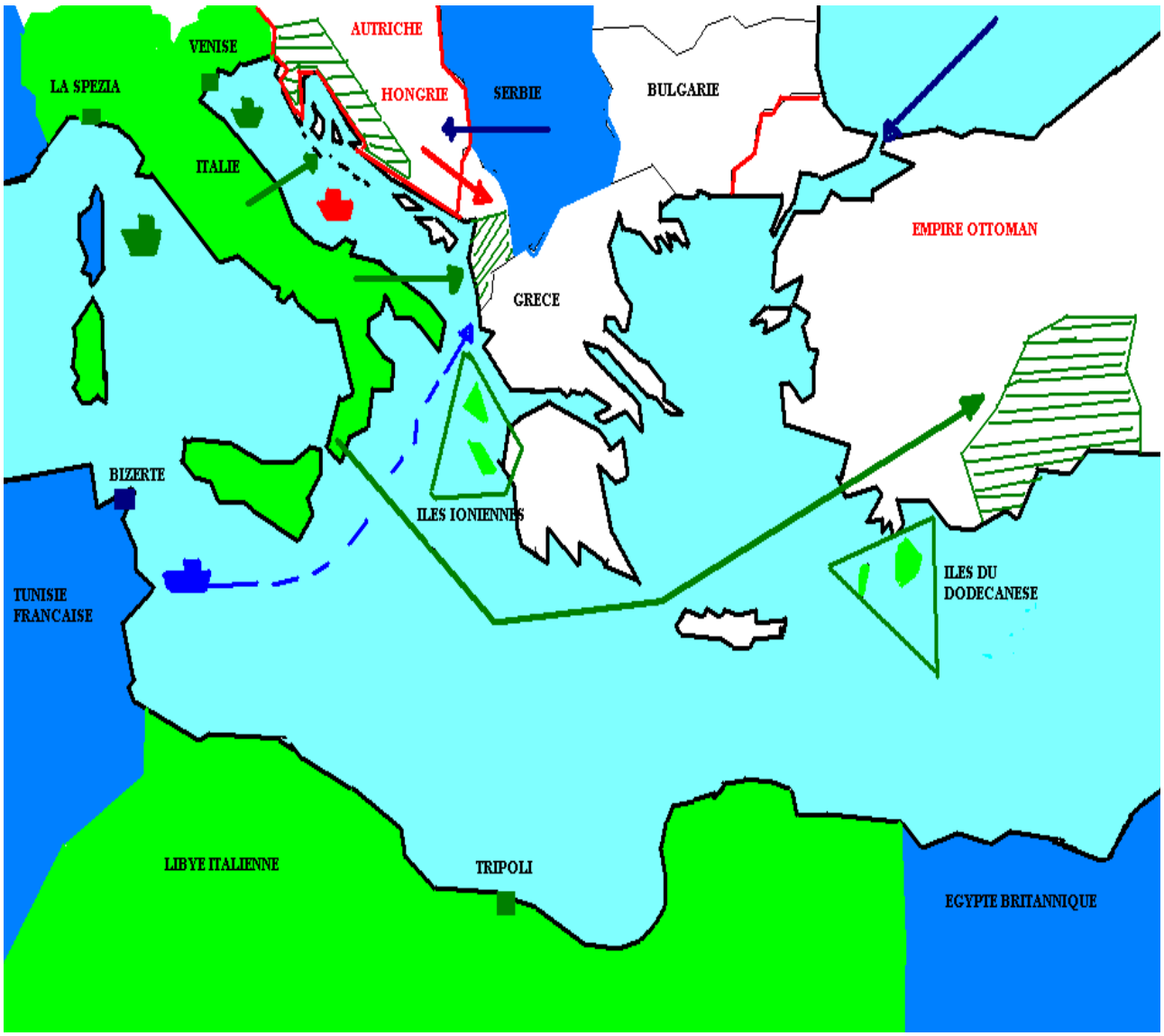
isolées des forces ennemies et donne [...] un engagement victorieux»[28]. Il est vrai que les montagnes donnent une barrière stratégique en obligeant l'adversaire à se séparer et à attaquer des cols qui pour une armée préparée sont faciles à défendre victorieusement. Ensuite, elles peuvent couper les lignes de communication d'un envahisseur car si des résistants décident d'attaquer, les convois de ravitaillement sont anéantis. C'est la fin pour l'armée qui a envahi sans munitions et alimentation : «elles ont souvent motivé la retraite, après avoir vidé l'armée de toute sa substance vitale». Les montagnes sont donc une barrière stratégique assurant une très bonne sécurité.

Au niveau maritime, les intérêts de l'Italie sont importants. Le seul accès maritime de l'économie italienne industrielle naissante est le port de Venise par lequel transitent environ 50% des marchandises[29]. De plus, Venise est le deuxième port militaire italien après La Spezia. Ce dernier devrait être détruit par la flotte française dés l'entrée en guerre de l'Italie contre la France, d' où la nécessité pour garantir la sécurité navale du pays de conserver l'accès à la Méditerranée. Ces contraintes obligent l'Italie «à s'assurer la maîtrise complète de l'Adriatique et à empêcher toute autre Puissance de la lui disputer»[30]. Pour assurer sa sécurité navale stratégique, il devient nécessaire de contrôler tout le pourtour de l'Adriatique : la Dalmatie, Trieste (port militaire autrichien important), l'Albanie avec Vallona, principal place forte qui commande le Canal d'Otrante (isthme qui ferme le détroit entre l'Adriatique et la Méditerranée). De plus, l'Italie doit se constituer une puissante flotte de guerre pour surclasser toute puissance voulant contrôler l'Adriatique. Sa seule concurrente est l'Autriche.

Au niveau colonial, l'Italie est la plus jeune puissance dans ce domaine. En effet, la constitution de l'empire continue après la Somalie et l'Erythrée avec la victoire de 1911 contre les Turcs lui donnant la Libye et les îles grecques du Dodécanèse dont Rhodes. Mais le pays considère ses territoires «comme un observatoire sur l'Asie mineure et comme une pierre d'attente pour d'autres avantages ou acquisitions, en cas de démembrement de l'Empire Ottoman». L'objectif de l'Italie est de dominer l'ensemble de la Méditerranée orientale. En effet, elle détient la Libye, les îles grecques qui permettent de contrôler l'entrée de la mer Egée, les voies maritimes reliant Suez à l'Italie. Mais il lui manque des zones importantes : le détroit de Corfou pour éviter une incursion grecque en Adriatique, ensuite la province d'Adalia en Anatolie pour contrôler la côte turque et libanaise de la Méditerranée. Mais cet ambitieux programme va s'affronter à d'autres impérialismes ayant des objectifs similaires : le Royaume-Uni en Médittérranée orientale et la France au Levant[31].

---

[28]Carl Clausewitz, *De la Guerre,* Paris, Plon, réédité en 2000, p . 485-486
[29]Serge Berstein et Pierre Milza, ouvr. cité, p . 209-210
[30]Albert Pingaud, *la Grande Guerre Diplomatique,* volume 1 *les Alliances et les Interventions,* Paris, 1932, p . 259 § 1
[31]AMAE, CPC, Royaume-Uni 1914-1918, Accords Sykes-Picot de 1916, Paris



Carte n°1 : Les impérialismes italiens

Réalisée par Emmanuel BOUDAS

Echelle 1/ 10 000 000.

Soit 1 cm est égal à 100 KM.

(Les zones hachurées représentent ls territoires convoités par l'Italie.)

Cette étude des intérêts italiens montre les visées impérialistes du pays et surtout le vrai adversaire stratégique de l'Italie : l'Autriche-Hongrie. Cette conclusion permet de relativiser le comportement pro-allemand de la politique italienne et de comprendre l'absence de scrupule à changer de camp, dans la mesure où ce changement correspond aux intérêts réels du pays. C'est la cause profonde du retournement de 1915.

4- Les propositions de l'Entente (août – novembre 1914) :

Les événements ne sont pas aussi clairs que nous pourrions croire. En effet c'est l'Entente qui commence à approcher l'Italie neutraliste par des propositions diplomatiques immédiates de façon à profiter de ce retournement stratégique. Puis nous allons établir que le gouvernement italien fait son choix dès le 5 septembre 1914 sans informer son peuple ou ses anciens alliés.

a – Les propositions d'août 1914 :

Dès le mois de juillet, la politique italienne se met en place. En effet, le gouvernement italien n'a pas été prévenu de la volonté de l'Autriche de mener une action offensive contre la Serbie après l'assassinat de l'archiduc François-Joseph le 28 juin 1914.

L'Italie n'a pas eu connaissance même du contenu inacceptable pour les Serbes de l'ultimatum[32]. Ensuite, en réponse à l'agression de plus en plus probable contre la Serbie, l'Italie pressent que Belgrade devrait être conquise par les Autrichiens. Les Italiens demandent l'application de l'article VII de la triple alliance dès le 25 juillet 1914. Or le comte Berchtold, ministre des affaires étrangères autrichien, refuse tout net toute compensation envers les intérêts italiens dans les Balkans : «le comte Berchtold prétendit d'abord ne vouloir l'admettre». Berchtold dit : «qu'au regard de l'article VII seuls les régions ottomanes des Balkans donnent des droits à compensation»[33]. Cette attitude intransigeante est vue par les Italiens comme une menace pour leurs intérêts balkaniques même si Berlin lui est favorable pour l'entrée dans la guerre à ses côtés. Rome demande en compensation le Trentin le 28 juillet 1914. L'Allemagne accepte : «Rome demande le Trentin sans discussion, le gouvernement allemand approuve». Face à cette situation, le gouvernement italien décide la neutralité le 2 août 1914 [34]. L'intransigeance autrichienne sert de prétexte pour rester hors de la guerre.

De plus, Rome invoque plusieurs arguments à sa neutralité. Premièrement, le traité

[32] Albert Pingaud, *la Grande Guerre Diplomatique,* volume 1 *les Alliances et les Interventions,* Paris, 1932, p . 263
[33] Piero Pieri, *l'Italia nella Prima Guerra Mondiale 1915 -1918,* Torino, 1965, p .28
[34] Jean-Jacques Becker et Serge Berstein, *Victoire et frustration 1914 – 1929,* collection Nouvelle Histoire Contemporaine volume 12, Paris, 1990, p . 22-23

d'alliance a un caractère défensif et de plus non offensif : «la guerre entreprise par l'Autriche était agressive et ne rentrait pas dans le caractère purement défensif de la Triple Alliance»[35]. Donc l'Italie était dégagée des obligations par rapport à l'alliance. Deuxièmement, l'Autriche a refusé l'application de l'article VII. Troisièmement le pays n'a pas été prévenu par ses alliés de l'action contre la Serbie. Cette déclaration de neutralité est pour la Duplice un acte de trahison dans la mesure où cette décision donne un avantage substantiel à l'Entente. L'Italie applique les accords Prinetti-Barrère de 1902[36].

Ce choix a une conséquence diplomatique énorme : c'est un geste d'amitié envers la France. En effet, l'Armée Française peut respirer : les troupes alpines sont libérées de la frontière italienne[37]. Elle peut dégarnir son armée d'Afrique en A. O. F, en A. E. F et l'armée italienne immobilise 600 000 Austro-hongrois sur les Alpes italiennes. L'armée russe est aussi soutenue par cette décision en allégeant le front austro-russe. Cette décision supprime l'envoi de trois corps d'armée (C. A.) sur le front allemand et deux sur la partie austro-russe [38].

C'est donc un bouleversement stratégique immense des forces en présence qui accroît les chances de l'Entente sur terre. En mer, la flotte autrichienne est enfermée suite au rapport de force défavorable en Adriatique avec les Français et de même avec la flotte allemande en Mer du Nord vis-à-vis des Anglais. Le blocus par l'Entente devient possible. Donc l'Entente, par ce geste, acquiert la suprématie navale. Or, l'Italie fait son ravitaillement en céréales et en biens consommables dès le temps de paix au Royaume-Uni et en Russie. Cette décision lui assure aussi ses voies commerciales. Par conséquent, la position de l'Italie dans le jeu internationale a basculé : mésentente avec la Duplice et possibilité de retournement d'alliance. L'Entente a tout de suite compris le geste italien et le potentiel d'un tel retournement.

Les Alliés tentent donc d'approcher l'Italie. Dès le 1er août 1914, les tentatives fusent : «le président Poincaré a exprimé le désir d'attirer l'Italie en lui promettant Valona et la liberté d'action en Adriatique»[39]. La France se montre très intéressée par un marchandage avec l'Italie qui s'appuierait sur une cession de territoires à la victoire. De même Sazonoff, ministre des affaires étrangères russes, fait des démarches auprès de Carlotti, ambassadeur italien à Saint-Petersbourg, pour la conclusion d'une alliance[40]. Le Royaume-Uni s'y montre plus que favorable. Le 6 août 1914, le gouvernement britannique propose en plus de la proposition russe Trieste en récompense[41]. Le 8

---

[35]DDF, tome 1914, Télégrammes n°253 et 255 de Mr Barrère ambassadeur à Rome à Mr Viviani Président du Conseil du 2 août 1914, doc n°7, Paris, 1999

[36] DDF, 2ème série 1871-1914, tome 2, 4 lettres échangées sur la non bélligérance italienne en cas de guerre offensive contre la France entre le 30 juin et le 20 juillet 1902, doc n° 277-278-349 et Jules Laroche, *Quinze ans à Rome avec Camille Barrère 1898-1913*, Paris, 1948, p. 50-51

[37] Emilio Ragioni, *Italia Giudicate 1861- 1945 ovvero la storia degli italiani scritta dagli altri,* volume 2 *Dall' età Giolittiana al delito Matteoti 1901-1925,* Torino, 1969, p . 424-425

[38] Giorgio Candeloro, ouvr. cité, p . 28

[39] Piero Pieri, ouvr. cité, p .37

[40] Albert Pingaud, ouvr. cité, p .260

[41] Piero Pieri, ouvr. cité, p .37

août, Carlotti demande à Sazonoff la Dalmatie. Tout en continuant ses négociations qui ne disent pas leur nom, le gouvernement italien veut organiser ses discussions à Londres pour des raisons de sécurité Cette situation place l'Entente dans une position de demandeur par rapport à l'Italie, donc d'infériorité diplomatique. L'Italie se place au centre des convoitises des deux blocs. Elle peut laisser libre cours à son programme expansionniste et le bloc le plus offrant attirera le pays dans son camp. Elle est en position d'arbitre, donc de supériorité stratégique. En effet, l'Italie est la seule à posséder la totalité de l'information. Elle connaît ses intérêts vitaux.

Cette situation lui confère un avantage stratégique par rapport aux deux autres joueurs (l'Entente et la Duplice) : l'Italie est la seule à avoir une stratégie dominante. Elle rentabilise le plus possible son entrée en guerre. Elle est indépendante des autres puissances. San Giuliano disait le 9 août 1914 à Salandra, président du conseil italien en exercice : «vous pouvez prévoir maintenant la probabilité, ou au moins la possibilité que l'Italie doit sortir de la neutralité».

La situation politique et diplomatique n'est pas aussi nette que les Italiens veulent bien le dire au monde. C'est la signature par eux du pacte secret du 5 septembre 1914 concernant les pays de l'Entente.

b- Le pacte secret du 5 septembre 1914 :

Le Royaume-Uni, la France, la Russie signent un pacte secret le 5 septembre 1914. Ce traité engage les parties contractantes à ne pas signer de paix séparée avec les ennemis de l'Entente. Cette décision oblige les Alliés à combattre tous ensemble jusqu'à la défaite finale de tous leurs ennemis.

Ce pacte instaure une profonde solidarité entre les Alliés et une vision commune des objectifs à atteindre. L'Entente sort renforçée de cette décision d'autant plus qu'elle se situe à un moment crucial : la veille de la bataille de la Marne où les Alliés vont renverser la situation militaire. C'est donc un instant clé de la guerre. L'Italie ne connaît pas le résultat de la bataille qui va s'engager le lendemain. Pour autant elle prend une décision majeure qui va en dire long sur ses véritables intentions diplomatiques, politiques et militaires.

L'Italie accepte officieusement avec les Alliés le pacte du 5 septembre 1914[42]. Cet accord énonce la solidarité italienne avec l'Entente et son désir de combattre jusqu'à la victoire finale tous

[42] Luca Riccardi, *Alleati non amici : le relazioni politiche tra l'Italia e l'Intesa durante la Prima Guerra Mondiale*, Brescia, 1992, p 92-93 et AMAE, DDF, tome 1, télégramme n°466 secret du 28 août 1914 de Cambon à Delcassé sur le pacte interallié de non conclusion de paix séparée, doc n°136, Paris, 1999, p. 123-124 et MAER, DDSR 1914-1917, télégramme n°2173 du 26 août 1914 secret de Sazonov à Kroupensky sur la promesse italienne officieuse de non paix séparée, Paris, 1928, p. 213-247.

les ennemis de l'alliance sans conclure de paix séparée en cas de problèmes. Un tel acte est un signe patent du choix stratégique de l'Italie. Le gouvernement italien sait déjà quel camp il va choisir. Le reste n'est donc qu'un jeu de dupes où l'objectif des Italiens est de maximiser leurs gains par la mise en concurrence des alliances. Ils veulent faire monter les enchères pour pousser les Alliés à satisfaire toutes leurs revendications territoriales. Les négociations avec les Centraux sont un guet-apens tendu pour l'Entente. La stratégie italienne est très élaborée et montre la supériorité du pays sur les Alliés. Cette politique permet aussi de maintenir les apparences avec les Centraux pour frapper militairement au bon moment avec un effet de surprise maximum. De plus cette décision donne la possibilité d'attendre que l'opinion publique italienne soit prête. Cette politique n'a donc que des avantages au niveau interne et sur le plan international. Ce sont bien les héritiers de Machiavel.

Pour conclure sur ce point, l'Italie a le monopole de l'information sur ses adversaires diplomatiques. De plus elle tend un piège à l'Entente avec des pseudo-négociations avec les deux alliances alors que l'Italie a déjà fait son choix. Cette mascarade montre sa supériorité stratégique par sa stratégie dominante. L'Italie montre une *realpolitik* efficace.

Nous allons maintenant étudier les indices de ce choix stratégique : la Légion Garibaldienne, puis la présence de D'Annunzio en exil en France.

c – Un prémice de l'intervention : la Légion Garibaldienne en Argonne (1914-1915) :

Il est vrai qu'avec le pacte secret du 5 septembre 1914 auquel adhèrera l'Italie les jeux sont légèrement truqués. Les Alliés s'attendent au renversement d'alliance[43]. Pour autant, les Italiens sont massivement pacifistes en cette année 1914. En revanche certains décident de combattre au nom de leurs idées. Ce sont les Garibaldiens. Leur but est de renverser la situation intérieure par leur exemple.

Il faut remonter en 1859 pour comprendre ce choix différent vis-à-vis du gouvernement italien. Avec ses chemises rouges, Garibaldi envahit la Sicile et Naples en 1860, soit un an après la terrible guerre entre l'Autriche, ennemi juré, et l'alliance franco-sarde pilotée par Napoléon III et Cavour. Cette invasion clôt le Risorgimento et la naissance de l'État Italien. Cependant, Garibaldi doit s'incliner face à la Maison de Savoie. L'Italie républicaine est morte. Or, Garibaldi est un républicain fervent et admire le régime de la Première République Française. Il veut une Italie républicaine une et indivisible, centralisée. C'est le modèle mazzinien. Par conséquent, Garibaldi aime la France de tout son cœur. C'est pour cette raison qu'il part combattre le Prussien en France en 1870. L'unité qu'il commande se distingue en Bourgogne par une belle victoire à Châlon sur

[43] Jules Laroche, *Au Quai d'Orsay avec Briand et Poincaré 1913-1926*, Paris, 1957, p. 24§3

Saône. Il va rester présent dans le cœur des Français comme l'ami fidèle et dans celui des Italiens comme l'homme de conviction incorruptible et exceptionnel. Son nom devient un mythe en cette fin de XIXème siècle. Garibaldi transmet ses valeurs à ses descendants. Ricciotti, le fils aîné, s'exile par refus de cette Italie monarchique. Peppino, le petit-fils, naît à Melbourne le 29 juillet 1879. Il a été éduqué à l'école industrielle de Fermo. Puis, en 1897, il fuit à Domokos en Grèce où il part combattre les Ottomans aux côtés des Grecs. Avec le déclenchement de la guerre des Boers en Afrique du Sud, Peppino se bat aux côtés des Britanniques. C'est un nomade, guerrier dans l'âme, au service de causes qu'il choisit mais toujours loin de l'Italie du roi Victor-Emmanuel III[44].

Tout naturellement, par fidélité familiale à la France et par haine de l'Italie monarchique, Peppino Garilbaldi part rejoindre l'armée française en août 1914. Il offre ses services au gouvernement pour créer un corps franc de volontaires italiens se battant contre les Allemands comme 44 ans auparavant. Au départ, le gouvernement français était plutôt réservé sur le sort à donner à cette proposition, notamment vis-à-vis de l'Italie neutre dont la France a besoin. La victoire de la Marne change la donne car la France est sauvée. Effectivement, le 16 août, Peppino avait eu une réponse dilatoire malgré l'entremise du sénateur Gustave Rivet (S. F. I. O), président de la Ligue Franco-Italienne. Le 19 août, les trois fils de Ricciotti Garibaldi sont à Paris. A ce moment-là, Rivet, appuyé par Luchaire, obtient une rencontre entre Peppino et Viviani, président du Conseil. Puis, Peppino voit Messimy et Augagneur le 22 août[45]. Le projet présenté au gouvernement prévoit la constitution de cette unité avec Peppino à sa tête. Le 26 août, Millerand, nouveau ministre de la guerre, accepte le projet et demande à Peppino de se rendre le 3 septembre à Bordeaux. Puis, Peppino part à Lyon avec ses officiers pour attendre les instructions de l'Armée. Début octobre, la France absorbe le corps garibaldien en l'intégrant à la Légion étrangère. C'est la création du régiment garibaldien avec à sa tête Peppino au grade de lieutenant-colonel.

Le corps était composé d'Italiens de France mais surtout d'un grand nombre de recrues venant de la botte. Les bataillons sont constitués à Montélimar et sur le camp des Garrigues. Sur ce dernier, c'est Ricciotto Canudo, grand poète italo-français de la Belle Epoque, qui commande un détachement de 400 hommes. Le capitaine Camillo Marabini, historigraphe de ces unités, nous parle des nombreux contacts entre D'Annunzio, Clémentel et Jean Finot pour aboutir à la création de ces unités voulue probablement par D'Annunzio[46]. Le régiment s'intitule le 4ème régiment de marche du 1er R. E, dit le régiment garibaldien. En cas de déclaration de guerre de l'Italie, le régiment peut-être dissous. Logiquement, cette création devient un mythe. En effet, il cristallise tous les espoirs d'un mouvement républicain, démocratique d'une Italie hostile à la monarchie libérale et profondément injuste. Il sera glorieux par ses faits d'armes. Un certain nombre de

[44] USSME, L3, f n°157, *Il Reggimento Garibaldino in Francia 1914-1915*, Rome, 1929 USSME
[45] Guy Tosi, *D'Annunzio en France : 1914-1915*, Paris, 1961, p 48-51
[46] Capitaine Camillo Marabini, *Les Garibaldiens de l'Argonne*, Paris, 1917, p 49

personnalités vont marquer la période : Ubaldo Lucchini, Bruno Gatti, Della Noce, Falangola, Della Rocca, Cappabianca, Angelozzi, Evangelisti, Belli, les frères Garibaldi. La plupart sont des artistes, des journalistes. Les grades sont distribués par le décret n°268 du 30 septembre 1914 paru au Journal Officiel. Le 1er octobre, l'entraînement commence.

Le régiment est constitué de trois bataillons, soit 12 compagnies avec deux sections de mitrailleuses[47]. L'uniforme est celui de l'infanterie de la Légion Française. Ils ont perdu les légendaires chemises rouges car l'armée française a réformé les pantalons garance. De plus, Paris voulait que les Garibaldiens soient protégés par la convention de La Haye par l'uniforme de l'armée française en cas de blessures ou de captivité. La protection ne s'applique qu'aux soldats en uniforme des belligérants. Les autres sont assimilés à des espions ou des terroristes, donc exécutés. Début novembre, le régiment monte vers l'Argonne. C'est un défilé triomphal jusqu'à Mailly le Camp. L'entraînement continue au niveau tactique et moral. Il est évident qu'en terme de forces morales, ces volontaires n'ont pas de problèmes de motivation ou de détermination. Luchaire disait : « le 1er R. E (volontaires italiens) vient de quitter les dépôts de Montelimar et de Nîmes. Dans quelques jours sans doute, il aura rejoint son poste de combat. Que la France salue au passage ces braves. Leur dévouement est un des plus beaux qui soient, puisqu'il est entièrement […] spontané. […] Tous ont quitté, pour venir défendre une patrie qui n'est pas la leur, dans la guerre la plus formidable qu'on ait jamais vu »[48].

Le 12 décembre 1914, après deux mois d'un entraînement intense, la Légion garibaldienne monte en ligne. Les trois bataillons sont commandés par les chefs de bataillon (C. B. A) Martin, Longo et Latapie. Les compagnies sont commandées par des capitaines italiens : la 5 de Cappabianca, la 6 de Sante Garibaldi, la 8 d'Angelozzi et la 10 de Bruera. Fort de ses 2 000 hommes, le régiment se bat avec bravoure en Argonne. Il monte en ligne entre Vavray et l'axe Domartin sur Yavre – Grange aux Bois-Les Huttes de Florent. Les soldats se battent le 24 décembre, ralliés par Pierre Gossé, sous la neige après de terribles combats. Le 25 décembre, le général Gouraud engage le régiment contre Boulante appuyé par deux bataillons français et deux sections du génie, plus une de mitailleuses en renfort. Ces forces sont sous le commandement du général Valdant. Les Garibaldiens attaquent en criant « Vive la République Française, Vive l'Italie » sous la tempête d'acier allemande. Ils atteignent les tranchées ennemies. C'est le début d'un long corps à corps. Ils conquièrent la position ennemie. Ce combat a coûté la vie à 160 Italiens. Durant l'assaut, une balle traversa le béret de Peppino, comme un signe annonciateur du destin. Au fil de la bataille, Bruno fut blessé trois fois lui valant une citation à l'Ordre de l'Armée Française lue par le général Gouraud[49]. Malheureusement, Bruno Garibaldi trouve la mort. Il est

[47] USSME, L3, f n°157, *Il reggimento Garibaldino in Francia 1914-1915*, Rome, 1929
[48] Luchaire, article *Le régiment de volontaires italiens* dans le Petit Journal du 14 novembre 1914, B. N. F, Paris
[49] AN, Journal Officiel de la République Française (JORF) n°38 du 8 février 1915. p 652, Paris

enterré au petit cimetière de la Maison Forestière, puis transporté et inhumé en Italie en 1915. Le 6 janvier, Peppino repart à l'assaut avec ses volontaires vers 2 h du matin. Vers 7 h 00, il passe les trois tranchées allemandes capturant une centaine d'hommes, trois mitrailleuses et deux mortiers. Les prisonniers appartenaient au 61ème R. I de Pomeranie au même lieu où 44 ans avant Ricciotti avait conquis le drapeau en 1870 à Dijon. Costante Garibaldi trouve la mort dans cet assaut. Une lutte à mort s'engage avec les renforts allemands. Les Garibaldiens contre-attaquent à la baïonnette mais ils sont obligés de retraiter à Claon sous les acclamations des unités françaises. 300 braves sont morts ou blessés.

Le 8 janvier au matin, le régiment remonte en ligne et attaque menaçant l'artillerie lourde allemande. Les Italiens résistèrent sur ces positions durant 2 jours. Seul le 2ème bataillon de Longo a tenu tête avec 600 hommes face à trois régiments prussiens. Le 9 janvier, les Italiens retraitent vers la 10ème D. I française. Suite à ce fait d'armes, la croix de chevalier de la Légion d'Honneur est décernée aux officiers du régiment[50]. Sont médaillés : lieutenant-colonel Garibaldi, lieutenant Oggero, capitaine Ricciotti Garibaldi, lieutenant Zambrini, commandant Longo, lieutenant Marabini, lieutenant Bousquet, sous-lieutenant Thomas, capitaine Cappabianca, Angelotti, Evangelisti. Les sous-officiers eurent la médaille militaire. Les décorations furent décernées par le général Micheler le 26 janvier au cours d'une prise d'armes à Grange le Comte. Les promotions pleuvent : Peppino devient colonel… Le régiment est cité à l'ordre de l'armée[51]. En 15 jours de combat, le régiment a eu 93 morts, 136 prisonniers, 337 blessés, soit 600 pertes. En parallèle, il reçut 75 récompenses. Après l'affrontement de Meurissons, le régiment a été au repos à Grange le Comte. Il faut rajouter les 500 malades dus à l'hiver. Début mars, le régiment est transféré à Bar sur Aube en Champagne. Avec l'intervention italienne imminente, le régiment est dissous le 7 mars 1915 au dépôt d'Avignon bien que le MAE italien envisageait un déploiement de 30 000 hommes[52].

L'épisode garibaldien est court mais illustre. L'objectif de Peppino est de rencontrer la légende de son grand-père pour attirer l'Italie dans le camp des Alliés. Le régiment est resté dans le cœur des Français couvert de gloire à jamais avec ses 50 % de pertes. C'est l'avant-garde des Italiens en guerre. Ils ont bénéficié de l'aide de D'Annunzio comme du gouvernement français. C'est l'exemple même de la coopération franco-italienne au profit de la France tout en fournissant un moyen de propagande exceptionnel. La Légion garibaldienne est bien le prémice de l'intervention italienne. D'Annuzio va être l'avocat de l'unité et jouer un grand rôle dans cette période 1914-1915.

Nous allons étudier son action et comment elle relaye celle de Peppino vis-à-vis des Français.

---

[50] AN, J O R F n°54, du 24 février 1915, p97, Paris
[51] AN, J O R F n°38 du 8 février 1915, p 662, Paris
[52] USSME, L3, n°157, *Il Reggimento Garibaldino 1914-1915*, Rome, 1929 et ASMAE, DDI, s 5, vol 2, télégramme n°271/35 du 9 février 1915 de Tittoni à Sonnino sur les Garibaldiens, doc n°790, Rome, 1984, p.657

d – D'Annunzio : l'avocat de l'intervention italienne au côté de la France :

D'après les différentes sources de cette époque. De décembre 1914 à avril 1915 à Paris, D'Annunzio avait été un patriote fervent mais désabusé. Il est assailli par les doutes quant à la décision finale de son pays. Cependant, il est en contact étroit avec les Garibaldiens en France et Albertini à la tête du *Corriere della Sera*.

Il écrit des poèmes tel que *L'Ode pour la résurrection latine* qui exhorte les Italiens à se battre avec la France. Il va construire une propagande active non pas contre l'Autriche mais contre l'Allemagne. Il profite du climat favorable créé par la destruction de Reims par les Allemands pour lancer sa campagne pro-française.

A ce titre, il est reçu par Gallieni du mois de septembre à décembre 1914 plusieurs fois pour énoncer le retournement d'alliance de l'Italie. D'Annunzio déclare à Gheusi : « je vous jure, ami, ainsi que mon pays, non content d'avoir renié des alliances sacrilèges, se rangera aux côtés de votre, sur les champs de bataille, avant qu'il soit longtemps. Les Maures et les Vandales ne sauraient renaître et durer après quinze siècles de latinité. »[53]. En tout état de cause, D'Annunzio n'abandonne plus ce thème de l'intervention italienne aux côtés de la France. L'attaque du *Cattaro* par la Marine Française commandée par l'amiral Boué de Lapeyrère, lui fournit le prétexte. Dans son article *Fluetibus et Fatis* du 30 septembre 1914, il évoque l'alliance contre-nature avec les Autrichiens tandis que les Français se battent. Pour D'Annunzio, la forfaiture autrichienne a délié les Italiens de l'alliance, puis il compare les Allemands à des guerriers affamés de conquêtes et de violences. Comme l'enjeu est le retour de Trente et de la Dalmatie, il faut une Italie courageuse prompte à se battre. La Grande Guerre devient « une lutte de races, une opposition de puissances inconciliables, une épreuve de sang, que les ennemis du nom latin soit combattus selon la plus antique loi du fer ». Pour lui, l'Italie doit participer au « triomphe des nations sur la horde ». Le retentissement de ces articles en France est puissant. D'Annunzio devient le symbole de l'interventionnisme italien en France. Il essaie d'en convaincre les Français et s'en persuader. Pour se rendre-compte des réalités militaires, D'Annunzio tente d'aller sur le front au lieu de se contenter des récits des blessés. Cependant le G. Q. G refuse. C'est durant ses visites à l'hôpital franco-italien du duc de Carmastra qu'il rencontre Georges Duhamel, jeune médecin. D'Annunzio envoie au même moment en octobre 1914 une lettre à Albertini où il s'impatiente de ne pas voir le front et se plaint avec mépris de l'inertie italienne et du roi : « l'Italie couvre sa paralysie progressive à l'ombre du gros képi galonné de ce pauvre chef de gare qui règne sur elle et la gouverne ». Il

[53] Guy Tosi, *D'Annunzio en France : 1914-1915*, Paris, 1961, p 78-101

déménage en décembre du Quai Kléber pour la rue Geoffroy-Lasnier.

Le 24 janvier 1915, D'Annunzio, sur invitation de Peppino Garilbaldi, assiste à la commémoration de l'anniversaire de la bataille de Dijon (1870). La mort de Bruno, de Sante et le désastre sismique des Abruzzes poussent le poète à écrire un article sur la guerre et les punitions divines. Le lien est douteux. Le poète exalte le sacrifice du sang, Jeanne d'Arc… Pour lui, les exilés de l'Adriatique et de Trente veulent se battre. Cependant, D'Annunzio condamne l'idée des « marchandages astucieux ». En clair, il s'oppose à la politique stratégique de son pays contraire à l'idéal et la générosité qu'il suppose. D'Annunzio rend hommage aux Garibaldiens dans ce texte. Le 12 et 13 février 1915, il accepte de participer à deux grandes manifestations pour « la défense de la Civilisation Latine » sous les auspices de la *Société des Conférences et de la Revue Hebdomadaire* à la Sorbonne devant Paul Deschanel, président de l'Assemblée Nationale, Madame Poincaré, les Corps Diplomatiques et de l'Etat, des officiers garibaldiens. Tittoni, ambassadeur d'Italie en France, n'est pas venu. Le lendemain durant le banquet de l'hôtel Lutecia, il prend la parole en public pour la première fois en France. D'Annunzio dit à la France : « La France n'est pas seulement le champion de la liberté latine. Elle est, car il faut le proclamer très haut et il faut le répéter sans cesse – elle est le champion de toute la liberté du monde. Qui sera donc près d'elle, sinon sa sœur en armes, debout ?»[54] La presse française publie le discours sous le titre : « *Le signe du Bélier* ». D'Annunzio devient le garant du retournement de l'alliance. Albertini lui demande de calmer ses ardeurs[55].

Au cours d'un déjeuner à la Bibliothèque Nationale donné par Théophile Homolle en l'honneur du poète, D'Annunzio confirme à Leygues l'entrée en guerre de l'Italie comme imminente ce 5 mars 1915. C'est le jour de la dissolution du régiment garibaldien. Peppino décide d'agir en Italie de la même façon que son grand-père : des manifestations géantes pour l'intervention pour obtenir la guerre et créer un grand corps franc, sinon une révolution par le débarquement de 2 000 chemises rouges en Ligurie et rallier le pays par la force comme Giuseppe. Peppino et les siens quittent la Légion etrangère avec la bénédiction du gouvernement français pour ses plans. D'Annunzio soutient l'action. Début mars, il reçut l'invitation de participer à Gênes à une cérémonie garibaldienne. C'est le moment opportun. D'Annunzio part pour Gênes le 5 mai 1915[56].

Cette période de 1914-1915 à Paris est le moment où D'Annunzio va plaider pour la guerre aux côtés de l'Entente de l'Italie. Il peut lancer sa propagande librement de France à destination des Italiens avec une liberté favorisée par le gouvernement français sans nul doute. Il s'appuie sur les Garibaldiens en Argonne et en Italie. Il est l'atout maître de Paris dans ces négociations avec Rome

[54] *Revue hebdomadaire*, 20 février 1915, Paris, p 280-283, B. N.F
[55] Guy Tosi, ouvr. cité, p.90
[56] ibidem, p. 101

puisque le poète met indirectement la pression sur le roi et Salandra. Il est aussi l'élément pertubateur au cœur du mouvement interventionniste pro-français. Il est sans le vouloir un agent de la France.

Nous allons maintenant étudier le marchandage avec les Empires centraux.

B – Les négociations avec les puissances centrales (novembre 1914-mars 1915) :

1 - Maintien d'un dialogue avec l'Entente :

Les négociations avec l'Entente s'arrêtent suite aux victoires des centraux jusqu'en septembre 1914. Mais les succès de l'Entente, la Marne et la victoire russe en Galicie contre les Autrichiens, modifient la perception des Italiens de la guerre.

En effet, la victoire n'est plus sûre pour les Empires centraux. Les Italiens ont des doutes sur la victoire allemande. La guerre se complique pour Salandra: «La nouvelle eut sur sa vision de l'avenir une influence presque décisive»[57]. La victoire de la Marne montre aux Italiens que la victoire pour l'Entente est possible changeant dans l'univers mental des Italiens dans le champ des possibles. Participer à l'Entente n'est plus aussi incertain que le suggérait San Giuliano en août : «sans certitude de victoire»[58]. Du coup, l'Italie décide de maintenir un dialogue avec l'Entente en concomitance des négociations avec les Centraux pour conserver la possibilité de changer d'alliance si les intérêts du pays n'étaient pas garantis par un accord avec la Duplice. Le 17 septembre1914, San Giuliano envoie une lettre à Imperiali à Londres où il évoque cette possibilité de rompre avec la Duplice [59]. Le 25 septembre 1914, il envoie un courrier à Saint-Petersbourg avec «une liste complète, présentée en un programme en seize points, des conditions de l'abandon de sa neutralité»[60].

Puis il y a l'entrevue entre Jules Cambon et San Giuliano où le ministre expose les raisons qui empêchent l'Italie de changer de camp. Au niveau moral, le pays avait besoin d'un prétexte. Au niveau économique, ses finances publiques sont au plus mal. Au niveau technique, la Libye a vidé les arsenaux italiens [61]. Enfin, il dit à Cambon, sur l'entrée en guerre aux côtés de l'Entente : «Ce n'est pas certain, mais c'est probable». Mais la pression de Giolitti à la *Camera dei Diputati* suffisait pour que, le gouvernement en reste à la neutralité et à la doctrine du *Parrechio* : «sans guerre

[57]Antonio Salandra, *Souvenirs de 1914-1915,* Roma, , années 20, p . 54
[58] Piero Pieri, *L' Italia nella Prima Guerra Mondiale,* Torino, 1965, p .38
[59] Antonio Salandra, S*ouvenirs de 1914-1915,* Roma, années 20, p .176
[60] Lettre déchiffrée par le cabinet noir russe et publiée dans *Die internationalen Beziehungen,* tome VI, p . 195_239
[61] Albert Pingaud, *la Grande Guerre Diplomatique,* volume 1 *les Alliances et les Interventions,* Paris, 1932, p. 265

obtenir beaucoup de choses»[62]. Pour autant Bissolati, patron des démocrates interventionnistes de gauche, dénonce en parallèle les dangers de la neutralité à long terme à la chambre. Si les Autrichiens gagnent, l'Italie va devenir l'esclave des Empires Centraux ce qui signifierait la fin des garanties des Italiens de l'Empire des Habsbourgs et le non retour définitif des terres irrédentes[63]. Pour Bissolati, l'intervention aux côtés de l'Entente est une nécessité stratégique. Le dialogue avec l'Entente devait en rester là jusqu'en mars 1915.

L'Italie reste maîtresse du jeu. San Giuliano «désirait faire monter les enchères» (septembre 1914)[64]. Elle est encore libre de sa politique mais avec une nette préférence gouvernementale pour l'Entente plus favorable aux intérêts italiens dans la mesure où les Alliés ont peu d'influence dans la zone Adriatique. Le traité du 5 septembre 1914 le démontre.

2 – L'échec des négociations avec les centraux :

Les Italiens, même si l'Entente s'est montrée plus favorable à leur programme annexionniste, tentent de nouvelles négociations avec la Duplice : «les dirigeants de la politique italienne ne renonçaient pas à l'espoir de se faire céder à l'amiable les territoires autrichiens qui répondaient à leurs aspirations nationales»[65].

Le problème est stratégique avec la Duplice. En effet, les intérêts italiens s'opposent à l'Autriche sur plusieurs questions : les terres irrédentes, la Dalmatie, l'Albanie, l'indépendance de la Serbie et son accès à l'Adriatique. Tout les oppose. La seule chose qui les rassemble, c'est l'Allemagne qui oblige souvent l'Autriche à des concessions. Pourtant, Rome essaie encore de s'entendre avec Vienne. En décembre 1914, suite à l'annonce d'une offensive contre la Serbie, Sonnino, le nouveau ministre des affaires étrangères italien, demande à Vienne d'appliquer l'article VII du traité. Si les Autrichiens l'emportent, cela modifie tout l'équilibre stratégique des Balkans. Le comte Berchtold lui répond négativement le 11 décembre. L'ambassadeur, le duc d'Avarna, insiste. Ce qui lui vaut une réponse sèche qui clôt la négociation. Mais le gouvernement allemand soutient la position de Rome dans la mesure où les territoires à prendre sont autrichiens. Cependant, la cuisante défaite autrichienne sur le Danube le 20 janvier 1915 clôt le débat.

Les Italiens décident de lancer un deuxième phase de négociations. Les Allemands saisissent l'occasion et envoient le prince Von Bülow (ancien chancelier d'Empire) à Vienne pour

---

[62] Lettre du 2/02/1915 de Giolitti à Peano dans le journal la Tribune publié par S Berstein et P Milza, *l'Italie contemporaine : des nationalistes aux Européens,* Paris, 1973, p. 200
[63] Leonida Bissolati, *La politica estera dell'Italia dal 1897 al 1920*, Milano, 1923, p 360-365
[64] Serge Berstein et Pierre Milza, ouvr. cité, p. 216
[65] Albert Pingaud, *la Grande Guerre Diplomatique,* volume 1 *les Alliances et les Interventions,* Paris, 1932, p. 271

trouver un accord. Son prestige le précède, ce qui facilite son entreprise. Il arrive avec de nouvelles propositions pour maintenir l'Italie dans la neutralité : cession du Tyrol méridional, autonomie de Trieste, meilleur traitement des Italiens de Dalmatie. Mais le nouveau ministre autrichien y voit «une tentative de chantage envers un Allié dans le péril». En janvier 1915, les négociations échouent[66]. Les Autrichiens «veulent gagner du temps» pour éviter de sacrifier des territoires inutilement alors que la victoire contre la Russie est en vue [67].

Face à cette intransigeance autrichienne, Sonnino excédé décide de mettre son veto à toute action autrichienne dans les Balkans sans cession de territoires comme préalable. Il lance cet ultimatum le 16 février 1915. L'Autriche répond par des messages évasifs. Le baron Sonnino met donc un terme à ces négociations : «il n'est plus possible, désormais de nourrir aucune illusion sur l'issue pratique des négociations». Malgré une dernière missive venant de Vienne acceptant sous pression allemande le principe d'une cession de territoires le 24 février 1915, l'Italie arrête les négociations[68]. Les Autrichiens ajoutent une dernière provocation avec le débarquement de troupes à Antivari (Dalmatie) à partir de cinq torpilleurs le 3 mars ce qui déclenche la colère de Sonnino[69].

Nous étions par rapport aux Centraux dans une situation sans solution. L'Italie a une stratégie dominante : la guerre ou une cession de territoires. Les Autrichiens sont en infériorité car céder un territoire aux Italiens ouvre la porte à l'implosion de l'Empire avec les poussées nationalistes des minorités qui résulteraient de ce processus. Donc l'Autriche doit résister, ce qui amène l'Italie à s'opposer à cette politique. Comme en plus, pour les Italiens, l'Autriche ne tient pas sa parole au vu de l'historique des actions précédentes dans les Balkans gênant les intérêts italiens, l'affrontement devient de plus en plus probable. Stratégiquement, l'Italie a l'avantage car elle sait que l'Entente est prête à de plus substantielles concessions et qu'elle peut l'emporter. C'est un jeu où la stratégie du donnant-donnant accorde la victoire, or les Impériaux ne pouvant donner satisfaction, l'Italie va choisir l'Entente. Ce jeu montre la profonde indépendance du pays face à la Duplice.

---

[66] AMAE, DDF, tome 1 1915 (février – mai 1915), télégramme de Barrère à Delcassé du 22 janvier 1915, doc n°82, Paris, 2002

[67] Baron Burian, *mémoires, Drei Jahre aus der Zeit meinerAmtsführung im Kriege ,* Vienne, p . 54, publié dans Albert Pingaud, *la grande guerre diplomatique,* volume 1 *les Alliances et les Interventions,* Paris, 1932, p . 274

[68] Ibid, p. 276

[69] Piero Pieri, *l' Italia nella Prima Guerra Mondiale,* Torino, 1965, p . 50

C- Les négociations fructueuses avec l'Entente :

L'Entente va exaucer les vœux italiens, ce qui va donner à l'Italie une position d'indépendance puisque c'est l'Entente qui a demandé l'intervention italienne. Mais, elle va aussi exercer des pressions sur l'Italie pour l'attirer dans son camp. Nous obtenons donc une situation d'équilibre stratégique globalement entre l'Italie et les Alliés.

1 - Les pressions des Alliés sur l'Italie :

a – Au niveau économique :

Face à la volonté de l'Italie d'obtenir les profits territoriaux maximums, les Alliés réagissent car pour eux, il est du plus haut intérêt d'attirer dans leur camp une nouvelle nation industrielle avec une population nombreuse. Il est stratégique pour les Alliés d'avoir l'Italie pour renverser le rapport de force légèrement en leur défaveur par l'arrivée d'un nouvel allié.

En effet, la France voit un quart de son territoire et le plus riche envahi par l'adversaire. Elle a mobilisé huit millions d'hommes. Elle ne tient que par une volonté inébranlable. Les Anglais sont en train de constituer leur armée et donc ils amènent peu d'aide. Les Russes sont envahis en 1915 : la Pologne vient de tomber en avril par l'offensive Mackensen. Pour les Alliés, il faut agir et s'assurer de la participation italienne. Ils vont donc exercer des pressions au niveau économique et des manipulations de l'opinion publique pour permettre au gouvernement italien d'entrer en guerre.

Les Anglais détiennent Chypre, l'Egypte, Gibraltar et Malte. Ils contrôlent les voies de communication et de ravitaillement en Méditerranée. De plus, ils ferment s'ils le désirent la route commerciale vers les Etats-Unis. En 1914, l'entrée de l'Empire Ottoman dans la guerre ferme les détroits du Bosphore et donc toute relation économique avec la Russie par le sud. Or avant guerre, l'Italie achètait 10 000 000 quintaux de blé à la Russie en 1914. En 1915, le besoin d'importation augmente à 22 522 000 de quintaux [70]. De plus, l'Italie importe 87% de son charbon du Royaume-Uni. Donc l'Italie est dépendante des Anglais en termes économiques. Le Royaume-Uni accepte de ravitailler le pays en échange du basculement dans l'Entente [71]. Les pressions britanniques sont réelles et fortes.

C'est la France qui s'est engagée à fond dans cette action suite à son état de faiblesse car elle a ressenti avec acuité l'occupation allemande de la Champagne et du Nord. La France connaît la

[70] Giorgio Candeloro, ouvr. Cité, p . 69-70-71
[71] Giotgio Sabbatucci et V Vidotto, *Storia d' Italia,* volume 4 *Guerre e Fascismo*, Rome, 1998, p . 10

récession de l'économie italienne. La France sait que 470 000 émigrants sont revenus ce qui porte le nombre de chômeurs à 280 000[72]. Elle est aussi au courant que l'industrie italienne a connu trois mois de baisse des exportations avec la guerre, de l'inflation des produits importés. La France décide d'agir sur deux leviers : le développement des exportations et une prise de contrôle financière de l'économie italienne. L'ambassadeur Barrère envoie une lettre du 17 novembre 1914 à Delcassé, ministre des affaires étrangères. Dans laquelle il dit : «on ne saurait exclure l'hypothèse où, acculé par la crise économique, à une grave situation intérieure, le gouvernement italien ne chercherait dans une guerre une diversion populaire» [73]. Ce courrier montre bien la conscience française d'une carte à jouer dans ce jeu à coups successifs en remontant l'économie italienne par la création d'une dette de l'Italie envers la France.

Au niveau commercial, l'O. N. C. E (Office national du commerce extérieur) décide de développer les exportations, en envoyant des missions commerciales de plus en plus nombreuses. La France développe l'exportation de ses colonies de matières premières vitales pour l'Italie afin de contrôler ses approvisionnements : la laine, le coton, la gomme, les phosphates et de la métropole des machines-outils en grand nombre[74]. De plus, le gros de la flotte française est concentré à Toulon et à Bizerte. Cette flotte peut à tout moment fermer la porte du ravitaillement provenant aussi des Etats-Unis. L'économie italienne est dépendante des alliés pour son commerce extérieur et ses approvisionnements.

Au niveau financier, l'action de la France est encore plus forte. En effet, elle est la deuxième puissance financière du monde derrière le Royaume-Uni. Cette réserve de fonds va lui permettre de réduire la présence financière allemande omniprésente en 1913 à une peau de chagrin. Elle crée en 1914 une grande banque d'affaires en forçant la fusion de deux plus petites puisqu'elle était le principal actionnaire. Elle fusionne la *Società Bancaria* et *Il Credito Provinciale*[75]. On crée la *Banca di Sconto*. Cette nouvelle banque a tout de suite eu un gros succès financier par l'effet rebutant que dégageait pour les nationalistes *la Banca Commerciale*[76] (agent du capitalisme allemand en Italie). La *Banca di Sconto* devient en peu de temps l'une des quatre premières banques d'Italie et des institutions de crédit. Elle finance les deux premiers groupes industriels italiens : la société *Ansaldo*, premier sidérurgiste du pays, et les entreprises des frères Perrone, spécialisées dans la mécanique.

La France prend le contrôle financier d'une partie du pays et de sortir l'Italie de l'orbite allemande. L'économie italienne est dépendante des Alliés financièrement et commercialement. La

[72] Giorgio Candeloro, ouvr. cité, p . 71 § 2
[73] Serge Berstein et Pierre Milza, ouvr. cité, p . 214
[74] Giorgio Candeloro, ouvr. cité, p . 73 § 2
[75] Serge Berstein et Pierre Milza, ouvr. cité, p . 215
[76] Giorgio Candeloro, ouvr. cité, p . 77

France exerce une influence sur le gouvernement de fait.

b – Des pressions sur l'opinion publique :

En terme de propagande, la France a réalisé un énorme travail de fond pour faire basculer l'opinion publique italienne dans le camp des Alliés. Elle a fait un certain nombre de manipulations soit par le canal officiel, soit par des actions clandestines.

Au niveau officiel, l'ambassadeur Barrere a aidé des écoles culturelles pour célébrer l'amitié franco-italienne : l'Ecole Française de Rome, l'Institut Français de Florence[77]. L'ambassadeur avec ses fonds secrets a financé Mussolini, transfuge du PSI interventionniste pro-Entente, pour qu'il crée son journal : *Il Popolo d'Italia*. En parallèle, les services secrets français développent des actions de propagande pro-française à travers plusieurs hommes. Tout d'abord, Julien Luchaire essaie d'influencer par des dialogues réguliers les démocrates interventionnistes : Amendola, Prezzolini, Salvemini, en expliquant la justesse du combat pour l'Entente par la défense de la démocratie contre les Empires et du droit des nationalités[78]. Ce Français a pris aussi des contacts avec Ferrero, socialiste interventionniste. De même, Charles Benoist de l'Action Française s'est entretenu avec l'extrême droite italienne et lui a fait miroiter les gains territoriaux que l'Italie obtiendrait avec l'Entente : les terres irrédentes, la Dalmatie et un protectorat sur l'Albanie.

Benoist a aussi mis sur pied avec l'aide des nationalistes italiens la Légion Garilbaldi, notamment avec l'appui et la participation des six fils de l'illustre général, père de l'unité par son expédition des Mille, plus connu sous le nom des Chemises Rouges. Cette Légion est partie combattre sur le front français dès août 1914. Elle s'est illustrée sur la Marne et deux des fils sont morts en 1914. L'action de cette unité a servi en terme de propagande pour souligner la fraternité d'armes entre les deux nations et les exploits militaires italiens pour montrer la justesse du combat des Alliés. Cette action secrète est complétée par l'envoi dans le pays par le Quai d'Orsay d'un bureau de propagande où travaillent de nombreux spécialistes de l'Italie : Alazard, Vaussard, publiciste catholique. Ces messieurs développent des liens avec la droite catholique et nationaliste et financent des journaux comme *Il Secolo* et *Il Popolo d'Italia* de Mussolini. Avec l'invasion de la Belgique, la France envoie des Belges en suppléments pour compléter l'action de ses hommes et exploiter avec force l'avantage en terme de propagande que procure ce geste agressif allemand. Elle fait passer l'Allemagne pour un monstre assoiffé de sang.

Nous faisons référence aux soi-disant crimes de guerre commis par l'armée allemande

[77] Serge Berstein et Pierre Milza, ouvr. cité, p . 216

[78] Emilio Ragioneri, *Italia Giugicate 1861-1945 ovvero la storia degli italiani scritta dagli altri,* volume 2 *Dall' età Giolittiana al delito Matteoti 1901 – 1925*, Torino, 1969, p . 425-428

pendant son entrée en Belgique. Nous trouvons des hommes comme George Lorand, plutôt libéral, Melot, catholique La France choisit des catholiques pour avoir une propagande plus efficace car le pays est à 90 % catholique. Ils communiquent avec les socialistes réformistes de Turati. Cette action de propagande politique est complétée par une action sur le terrain pour faire basculer les Italiens eux mêmes, en plus de leurs élites. Le bureau de propagande crée des revues exprimant le point de vue des Alliés sans attaquer de front l'orgueil ombrageux des Italiens.

Le bureau fonde la *Revue des Nations Latines* avec Ferrero. Il établit aussi en mars 1916 la *Ligue Latine de la Jeunesse*. Les Anglais ont participé à cette action de concert avec les éléments français au travers de la *British Italian League* de S Hoare et Fisher, futur ministre de la propagande du cabinet Lloyd George de 1916 et de la *League of Italy* dont le porte-parole est R Bayot. Toutes ses actions sont en relation avec celles que mène l'ambassadeur britannique Rennel Rodd à Rome. Les Anglais complétaient cette entreprise par une campagne de propagande anti-allemande dans le journal britannique publié en Italie : le *Dillon* et, de sensibilisation aux intérêts de puissance de l'Italie.

Les Alliés ont mené une action de propagande sur le peuple italien. Ce qui accroît la pression sur le gouvernement de Salandra pour intervenir aux côtés de l'Entente. Le gouvernement italien devient l'otage des Alliés par cette action souterraine de propagande. Donc, l'Italie est mise sous pression. Elle est dépendante des Alliés qui contrôlent son opinion publique.

2 - L'Entente accepte avec des réticences les prétentions italiennes :

L'Italie décide de reprendre les négociations à son initiative : le mémorandum du 4 mars. Les négociations vont se développer à partir de ce document de travail qui aboutira au Pacte de Londres. A l'aune de la théorie des jeux, nous allons voir la face à face entre l'Entente et l'Italie afin de savoir si le pays est indépendant stratégiquement ou non.

Cependant, nous allons aussi mettre en lumière la complexité des négociations au sein même de l'Entente entre les Occidentaux et la Russie vis à vis de l'Italie. Cette opposition russe à l'alliance italienne explique les réticences de l'Entente vis à vis des prétentions italiennes. L'indépendance stratégique italienne va devenir beaucoup plus relative. Nombre d'éléments sont déjà en place pour que la situation se retourne.

a- Le mémorandum du 4 mars :

Le 4 mars 1915, le gouvernement italien adresse à l'Entente un mémorandum où figure la totalité des revendications et économiques du pays. C'est une initiative qui montre que l'Italie est la maîtresse du jeu. Elle joue avec les *blancs (*dans le jeu d'échec, le joueur qui joue en premier). Elle a le privilège de l'offensive. Elle joue en premier avec un jeu à coups successifs lui conférant la supériorité sur son adversaire. Le marquis Imperiali, ambassadeur à Londres, remet à Sir Edward Grey, ministre du Foreign Office, ce document le 4 mars. Puis, Grey transmet les demandes italiennes aux autres gouvernements de l'Entente.

Ce mémorandum comprenait seize articles. L'Italie, à travers les articles 1 et 3, voulait éviter l'isolement militaire et demandait des garanties aux Alliés : une opération énergique des Russes en Galicie et le concours de la flotte française en Adriatique[79]. Nous pouvons voir ici le souci des Italiens d'obtenir la suprématie navale en Adriatique sans avoir à déployer trop d'efforts, puisque la flotte française était la plus puissante suite à l'accord franco-anglais qui concentrait celle-ci en Méditerranée. De plus, les Italiens ne se sentent pas prêts à attaquer seuls l'Autriche.

Cette attitude montre à l'extérieur la volonté de mener une guerre de coalition. Cependant, elle essaie d'avoir un appoint de force terrestre russe contre les Autrichiens en raison de sa faiblesse militaire. Cette situation est due au fait que les Italiens ont évité de faire une préparation militaire qui aurait été interprétée comme une provocation par l'un des deux camps, alors qu'elle s'est déclarée neutre. Sur ce point, elle n'a pas respecté une règle fondamentale de l'art de la guerre : un pays ne se lance dans la bataille que lorsqu'il est sûr de l'emporter après l'étude de son ennemi. De plus, la Libye a vidé les arsenaux italiens[80]. Le gouvernement Salandra n'a pu que faire voter l'augmentation de 20 millions de Lires du budget de la défense [81]. Dans les articles 11 et 14, elle cherche à se prémunir des conséquences financières de son engagement : elle veut une part «dans l'indemnité de guerre» [82] (art 11) et un emprunt de 50 millions de Livres sterling contracté auprès du gouvernement britannique (art 14).

La revendication financière traduit la volonté des Italiens d'avoir une part des réparations de guerre et d'une sécurité budgétaire pour payer la guerre sans trop de soucis. Or l'Italie connaît des difficultés économiques majeures puisque son économie était en récession jusqu'en décembre 1914, avec un chômage élevé suite au retour des 470 000 immigrants. Par conséquent, elle essaie de faire peser le coût de la guerre sur les autres Nations de l'Entente. L'Italie, en demandant une somme si

[79] Albert Pingaud, ouvr. cité, p .279
[80]Piero Pieri, *L' Italia nella Prima Guerra Mondiale 1915 – 1918,* 1965, p .57_58_59
[81] Giorgio Candeloro, *storia dell' Italia moderna ,* volume 8 *la Prima Guerra Mondiale Il dopoguerra e l' avvento del Fascimo*, Roma, 1978, p . 75
[82] Albert Pingaud, puvr. cité, p . 279

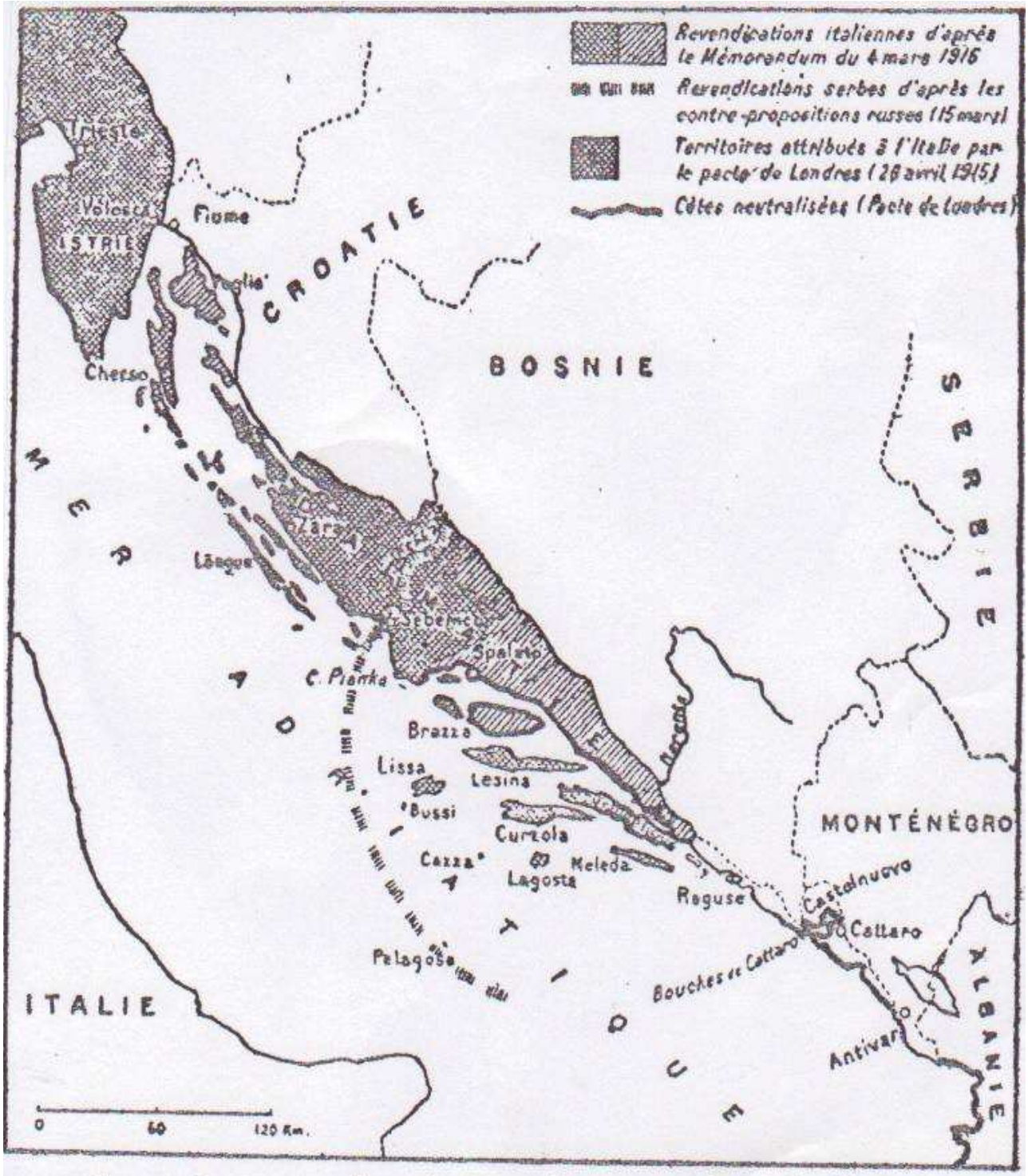
petite, croit encore à une guerre courte contre la Duplice. Elle respecte ainsi la première règle de l'art de la guerre selon Sun Tzu : elle doit être courte sous peine de se ruiner. Ces premiers articles illustrent les demandes militaires et financières pour s'assurer de ne pas supporter les coûts de la guerre, tout en ayant tous les avantages.

Les articles suivants évoquent les revendications territoriales. Sur terre, c'est l'article 4 qui parle des annexions italiennes au détriment de l'Autriche, principal ennemi des intérêts stratégiques du pays. l'Italie veut «la totalité du Trentin, non plus jusqu'à la frontière linguistique envisagée jusqu'alors dans ses pourparlers avec Vienne mais la ligne de faîte des Alpes» [83]. Le pays demande aux Alliés de lui donner le droit d'annexer des territoires italophones : le Trentin, le Veneto ; mais aussi des régions germanophones : le Haut-Adige, les Alpes autrichiennes pour réaliser son rêve (avoir des frontières naturelles). L'Italie veut la ligne des Alpes pour s'abriter derrière et transformer la péninsule en forteresse imprenable grâce aux montagnes. L'Italie suit les propositions de Clausewitz sur la guerre en montagne qui favorisent le défenseur en obligeant l'assaillant à attaquer les cols et à se séparer en plusieurs éléments. Cette situation le rend vulnérable à la guerilla et aux troupes de montagne entraînées à ce type de guerre. Sur terre, elle réclame le maximum, la totalité de ses visées stratégiques. Sur mer, elle désire la suprématie en Adriatique. Dans les articles 5, 6, 7, l'Italie accepte de revoir à la baisse son programme pour ne pas trop entrer en conflit avec le droit des nationalités. Elle «réclamait l'annexion, non pas de toute la côte orientale, mais de trois grosses tête de pont».

Tout d'abord, l'Italie veut l'Istrie et Trieste avec le port de Pola au centre sans la ville de Fiume. Ensuite, elle désire les deux tiers de la côte dalmate soit une bande de terrain d'une «longueur de 375 kilomètres entre la côte croate et le Monténégro». Enfin elle demande le port de Valona qu'elle occupe depuis décembre 1914. Ce territoire est la clef du canal d'Otrante et donc de l'accès à l'Adriatique. De plus, la baie de Cattaro devait être démilitarisée.

Enfin, dans ce mémorandum, elle ajoute des articles sur les conquêtes coloniales éventuelles en cas de démembrement de l'Empire Ottoman. L'article 9 évoque la prise de contrôle de la région d'Adalia (sud ouest anatolien). De plus, dans l'article 13, elle évoque des compensations coloniales aux confins des colonies italiennes de Somalie et de Libye par rapport aux territoires pris sur l'empire colonial allemand par les Français et les Britanniques en cas de victoire.

[83] Albert Pingaud, *la Grande Guerre Diplomatique,* volume 1 *les Alliances et les Interventions,*Paris, édition Alsatia, 1932, p . 279 § 2



Carte des revendications et des annexions italiennes.

Carte 2 : <u>Les revendications italiennes en 1915 en Adriatique</u>

A Pingaud, *La Grande Guerre Diplomatique*, p 280

Nous pouvons conclure que le mémorandum italien n'est rien d'autres que la liste de ses visées impérialistes. Ce texte correspond en tout point à ses intérêts stratégiques sur les Alpes, en Méditerranée orientale, ainsi qu'en Adriatique. Nous allons voir les négociations entre l'Entente et l'Italie à partir de ce document

b – Les négociations :

Lorsque Grey reçut le texte, il donna son accord tout en voulant remédier à «une omission, il proposait de bien spécifier qu'en accédant à l'Entente, l'Italie s'engageait à en combattre tous les ennemis». Le ministre britannique voulait éclaircir ce point pour lui essentiel.

L'Italie devenait un allié et non un pays associé afin d'éviter que le gouvernement italien ne fasse sa guerre nationale sans se préoccuper du reste de l'alliance. Si les Italiens ne l'ont pas spécifié, c'est dû au souvenir de Sadowa et de l'alliance germano-italienne pour terminer l'unification. Il y a un sentiment de dette à l'égard de l'Allemagne d'où cette omission. Pour le gouvernement français, il n'existait «aucune objection sérieuse». En revanche, le ministre Delcassé formulait «des réserves sur la portée des compensations réclamées en Afrique dans le voisinage des colonies françaises»[84]. Cependant, c'est la Russie qui va poser problème pour les Italiens puisque les Russes sont les protecteurs des Slaves et de la Serbie en particulier. Logiquement Sazonoff, ministre des affaires étrangères russe, «concentrait ses critiques sur la répartition du territoire de la Dalmatie»[85]. En effet, les visées italiennes empêchaient les Serbes et les Monténégrins d'avoir un accès à la mer puisque le seul port se situait dans la baie de Cattaro que les Italiens veulent neutraliser. D'autant plus que le site stratégique de Sabioncello qui contrôle la baie serait aux mains des Italiens.

Le 18 mars 1915, Sazonoff soulevait donc cette question. Le 20 mars, Grey envoie un courrier à Rome de la part des trois pays et demande aux Italiens de revoir leur copie en Dalmatie pour laisser à la Serbie un accès à la mer. Mais, dès le 28 mars, Sazonoff, devant l'aide qu'apporterait l'Italie à son pays en immobilisant 600 000 Austro-hongrois sur le Trentin alors que la Russie vient d'essuyer la défaite de Gorlice de mai 1915, décide de revoir sa position pour soulager stratégiquement son pays[86]. Il propose des concessions à la limite du supportable: il recule la frontière avec la Serbie au cap de Planka, entre le cours de la Kerka et celui de la Narenta

[84] AMAE, DDF, tome 1 : 1915 janvier-mai, télégrammes n°422 et 423- très secret du 12 mars 1915 de Delcassé à Paléologue relatifs aux revendications italiennes du 09 mars 1915, doc n°335, Paris, 2002, p. 445-446

[85] AMAE, DDF, tome1 1915, télégramme n°461-secret du 25 mars 1915 de Paléologue à Delcassé sur les réserves russes, doc n°382, Paris, 2002, p. 506-507 et ASMAE, DDI, s 5, vol 3, télégramme n°149/59 du 23 mars 1915 de Carlotti à Sonnino sur les objections russes à la Dalmatie, doc n°173, p. 144

[86] Robin Prior et Trevor Wilson, *Atlas de la Première Guerre Mondiale*, collectionAtlas des guerres, Paris, 2001, p. 54-55

réclamée par l'Italie. En revanche la neutralisation s'étendrait à l'ensemble de la Dalmatie. C'est «son dernier mot»[87]. Le marquis Imperiali donne son accord mais refuse la démilitarisation de la partie italienne notamment la position de Sabioncello.

Cette situation de blocage va être levée par Delcassé pour qui «l'intervention armée de l'Italie produirait une impression morale foudroyante» et serait «le tournant décisif de la guerre». En effet, pour Delcassé, l'intervention de l'Italie renverse le rapport de force en faveur de l'Entente par l'arrivée de plus de 1 million de nouveaux soldats contre les Centraux. Elle déclencherait le basculement des autres pays des Balkans dans le camp de l'Entente dû à l'importance de la position italienne pour ses Etats : la Roumanie, la Grèce. Cette situation renforcerait l'Entente au point de pouvoir lui donner la victoire. Delcassé envoie un télégramme à Saint-Petersbourg lui expliquant qu'il était vital de faire des concessions du égard à la France qui supporte le gros des troupes allemandes avec plus de 10% de mobilisés sur 39 millions d'habitants, le 29 mars.

Le 1er avril, Sazonoff donne son accord à ce compromis. Le seul point d'achoppement est Sabioncello. Face à ce conflit politique, Delcassé propose un nouveau plan : Sabioncello aux Serbes et les îles à proximité aux Italiens. Le GQG russe oblige Sazonoff à accepter à la suite de la prise de Przemys'l par les Allemands qui ouvre la Pologne russe à l'invasion le 3 avril. Le 9 avril, Asquith, premier ministre britannique, annonce au gouvernement italien cet accord. Face à la rumeur qui disait que l'Autriche allait conclure une paix séparée avec la Russie pour se retourner contre l'Italie, Sonnino, le 14 avril, rencontre Grey et lui donne l'accord de son pays à cet ultime partage avec la Serbie en Dalmatie. Mais le gouvernement italien demande à ses nouveaux alliés un mois de délai avant d'entrer en guerre.

Cette ultime demande mit les Russes dans une fureur car ils attendaient un temps plus court suite à la puissante offensive allemande de von Mackensen à travers la Pologne russe : «l'accord intervenu devra donc être considéré comme caduc si l'Italie n'entre pas en guerre avec l'Allemagne le 1er mai». Face à cette rupture possible, Poincaré envoie à l'Empereur Nicolas II un télégramme qui garantit la bonne foi italienne et la nécessité de signer cet accord : «Votre Majesté, qui a une conscience si haute des intérêts des pays alliés, n'hésitera pas à conjurer une rupture qui pourrait avoir les conséquences les plus graves». En moins de 24 heures, le Tsar donne son accord pour la signature du traité. L'Italie et les Alliés ont donc trouvé un terrain d'entente sur toutes les questions territoriales en Europe et ailleurs. Nous pouvons être frappés de la manière dont s'est déroulée cette négociation. L'Entente a accepté sans coup férir la quasi totalité des revendications italiennes. La seule confrontation, qui eut lieu, opposa la Russie à l'Italie pour les intérêts de la Serbie en Adriatique. La diplomatie française a réussi à trouver un compromis satisfaisant pour les

[87] Albert Pingaud, *la Grande Guerre Diplomatique,* volume 1 *les Alliances et les Interventions,*Paris, 1932, p . 286 § 3-288

deux parties[88].

Nous pouvons donc conclure que l'Italie a mené à bien les négociations. Ses intérêts stratégiques sont totalement satisfaits. Grâce à cette nouvelle alliance, elle acquiert l'hégémonie en Adriatique et sa frontière naturelle des Alpes. La volonté des Alliés de l'avoir à tout prix dans l'Entente les a placés en situation de demandeur, mais les fragilités italiennes et les pressions franco-britanniques font que nous avons une situation d'Equilibre Stratégique en cette veille de signature du Pacte de Londres.

Cependant, cette accord fait l'objet de réticences venant de Saint-Petersbourg, nous allons procéder à l'étude détaillée du point de vue russe vis à vis de l'Italie.

c - L'opposition russe au ralliement de l'Italie (septembre 1914-avril 1915) :

Comme nous l'avons vu précédemment, la Russie et l'Italie sont deux puissances qui ont des intérêts dans les Balkans, en Méditerranée et en Orient. Traditionnellement, la « Sainte Russie des Tsars » est la protectrice des Slaves, une puissance ennemie de la Turquie ou de l'Empire Ottoman et qui veut mettre la main sur l'accès à une mer chaude. L'Italie a des visées en Adriatique et au Levant. Les deux pays sont traditionnellement concurrents, ce qui explique aussi au niveau stratégique le choix de la Triplice encore en 1911.

L'Italie voit dans la Russie un pays lointain où les moyens de transport sont difficiles d'accès. Il existe un isolement réciproque par l'absence de lignes ferroviaires transcontinentales ou maritimes italo-russes. Cette indifférence est illustrée par la très faible représentation diplomatique italienne en Russie. L'Italie possède trois consulats à Moscou, Batoum, Odessa et une ambassade à Saint-Petersbourg, soit quarante diplomates au total. La faiblesse de la représentation traduit l'absence de lien et d'intérêts. L'Italie voit dans la Russie un géant militaire. En effet, elle conserve en tête le mythe du soldat russe rustique, rude et combatif qui a défait la Grande Armée de Napoléon. Les Italiens se représentent la Russie comme le pays qui vénère la force. Ils voient et croient dans le mythe de la « baïonnette analphabète » de Suzorov : un bon soldat est l'homme le moins instruit. La Russie est vue comme un pays lointain et invincible[89].

Dans le même temps, les Russes ont une image d'une Italie peu fiable, manquant de volonté et alliée de l'ennemi juré : l'Autriche-Hongrie. Pour Saint-Petersbourg, Rome est un agent de Vienne contre les Slaves. Les préjugés sont donc nombreux avant-guerre. En 1914, la situation est assez tendue entre les deux pays. C'est à ce moment précis que Rome envoie comme

[88] Georges-Henri Soutou, *Histoire de la diplomatie française*, volume 2 *de 1815 à nos jours*, sixième partie : *le deuil de la puissance 1914-1958*, Paris, 2005, p .287-306

[89] Giorgio Petracchi, *Da San Pietroburgo a Mosca : la diplomazia italiana in Russia 1861-1941*, Roma , 1993, p 107 à 111

ambassadeur Carlotti à Saint-Pétersbourg. En août, Carlotti, saisissant bien avant son ministre San Giuliano les implications de la guerre, va s'engager pour rapprocher les deux pays. C'est le « Barrère local ». Cependant, il existe une différence capitale : Carlotti n'a pas l'accord de Rome. L'ambassadeur reçoit des informations de la Stavka (Etat-Major Général russe) qui prédisent la fin de la guerre début 1915. Il prend des contacts avec Sazonov dans ce sens mais sans succès.

Dès le 2 août 1914, Poincaré parle du retournement de l'Italie à Isvolsky, ambassadeur russe à Paris et surtout du coût. La Russie accepte le principe d'un coût faible : l'annexion de Valona et le protectorat en Albanie. Ce coût convient à Sazonov puisque les intérêts russes en premier lieu d'enfermer la flotte autrichienne dans ses bases pour l'empêcher de couper les lignes de communications interalliées par le Bosphore. Ensuite, l'Italie n'empiète pas sur des territoires slaves. Enfin, cet équilibre permet de construire un nouveau bloc balkanique contre les Centraux avec l'appui de l'Italie. Au vu de la proposition française, Sazonov accepte et demande à Paris de négocier. Cependant, l'Italie déclare sa neutralité réduisant ainsi son intérêt. De plus, l'OKRANA a cassé les codes des services secrets italiens permettant à Sazonov de connaître les propositions des Centraux[90]. Dès le 14 août, la Russie ne porte plus d'intérêt à l'Italie. Pour autant, Saint-Pétersbourg laisse les franco-britanniques continuer les discussions.

La politique étrangère russe est de négocier avec un prix raisonnable au final si les Alliés obtiennent l'entrée de l'Italie à leur côté. C'est donc une indifférence pour la Russie vis à vis de l'Italie d'août 1914 à mars 1915. C'est le mémorandum du 4 mars qui change l'attitude bienveillante de la Russie.

α - L'hostilité russe à l'alliance italienne (mars-avril 1915) :

La complexité des relations entre l'Entente et l'Italie est réelle en raison de l'opposition traditionnelle de la Russie.

Le jeu se complique encore du fait de la simultanéité et du secret des coups de chacun des joueurs. Par exemple. L'Italie préfèrait s'allier à la Bulgarie plutôt qu'à la Serbie pour s'assurer les territoires dalmates alors que la Russie espère l'inverse. Pour Sonnino, la politique du Pacte de Londres consiste à bloquer la Serbie par de solides garanties imposées par l'Occident à la Russie[91]. Le jeu est multiple tant au niveau des stratégies affichées et secrètes que sur le plan des rapports de puissance. A travers cet exemple. Nous pouvons voir que la politique italienne de sécurité dans les Balkans est clairement anti-russe et cherche à s'appuyer sur les Occidentaux. Sonnino s'oppose donc à la Russie, garante et protectrice des Slaves.

[90] OKRANA : services secrets tsaristes divisés en deux départements : la police politique et un service extérieur classique. En 1914, ils ont acquis la clé du code italien de transmissions des messages. Voir Roger Faligot et Rémy Kauffer, *Histoire mondiale du renseignement*, tome 1, 1870-1939, Paris, 1999

[91] Luigi Aldrovandi Marescotti, *Guerra diplomatica*, Milano, 1938, p 249

Petrograd analyse le mémorandum du 4 mars 1915 comme une puissante machine de guerre diplomatique contre les intérêts russes et serbes. San Giuliano savait que si la Dalmatie devenait italienne, un puissant conflit italo-serbe éclaterait avec un regard favorable des autres Slaves et de Saint-Petersbourg. C'est pourquoi, il ne l'a jamais abandonné. Pour autant, c'est la voix choisie par Sonnino : dominer l'Adriatique, barrer la route à la Russie dans les Balkans. Ce constat russe explique l'hostilité croissante du M. I. D (ministère des Affaires Etrangères russe) de Sazonov.

Les victoires remportées en août 1914 ont modifié la perception par la Stavka et le M. I. D de l'aide italienne[92]. La véritable rupture stratégique pour la Russie fut l'entrée en guerre de l'Empire Ottoman en novembre 1914 et l'arrivée du *Goeben* du *Breslau* à Constantinople. Les détroits sont fermés au niveau naval et terrestre du fait de la taille de l'Empire ottoman. Face à cette crise stratégique, la Stavka n'a pas les moyens militaires d'attaquer posant ainsi un problème au M. I. D. Avec la guerre de tranchées, les Alliés veulent de nouveau l'Italie à leur côté et pressent la Russie. Cette dernière résiste du fait notamment des victoires russes en janvier 1915 contre l'Autriche avec la prise de Przemys'l. Cette évolution à l'Est pousse Sonnino à envoyer ce mémorandum pour conclure au plus vite et surtout avant une victoire totale russe qui priverait l'Italie du butin. La presse italienne interventionniste demande avec encore plus de véhémence l'entrée en guerre.

L'opinion russe est opposée à l'Italie. Nous pouvons le voir à l'occasion de son soutien à la résolution votée lors de la 163ème session des cercles slavophiles du 9 avril 1915 à Petrograd. Dans cette résolution, ils condamnent une intervention italienne tardive, inutile et comme facteur de complication de la paix. Ils ne veulent pas de l'Italie en Dalmatie et en Adriatique qui appartient aux Slaves. Enfin, la Russie est en guerre pour libérer les Slaves de l'Autriche, non pour y substituer un joug par un autre[93]. De plus, les cercles du Parti Constitutionnel Démocratique et des Progressistes avaient une position plus favorable à l'Italie en acceptant de donner des compensations territoriales adéquates. Malheureusement, la presse progressiste russe condamne l'Italie impérialiste. Pour ce courant, seul « l'extrême nécessité » pourrait obliger la Russie à accepter le prix injustifié de l'Italie. Après la victoire en Galicie, Sazonov pense que l'Italie est inutile pour vaincre l'Autriche. Le 2 mars, soit deux jours avant le mémorandum, Sazonov propose à Grey de décliner avec diplomatie l'aide italienne car ce serait un poids lors des négociations de paix[94]. Sazonov avait peur que les fruits de l'entrée en guerre de l'Italie ne correspondent pas au prix payé. Pour lui, il n'existerait pas de rendement attendu.

Cependant, les pressions franco-britanniques commencent à se faire sentir sur la Russie.

---

[92] Stavka : diminutif de Stavka Glavnokommandujuscego : Etat-Major Impérial russe

[93] Article n°8, revue de *L'Istoriceskij Vestnik*, *Vojna. Chronika i otkliki* (La Guerre. Chronique et obstacles), 1915, Petrograd, p 75

[94] IB, Section II, volume 7, Partie I (14 janvier-23 mars 1915), n°276, p 262-263

Cette dernière fait une proposition aux Alliés : elle accepte l'Italie moyennant quelques concessions. Tout d'abord, les gains italiens seront réévalués selon la situation lors de la paix. Ensuite, l'Italie doit donner le jour de son entrée en guerre contre l'Autriche et la Turquie. Enfin, les Alliés doivent satisfaire les demandes officielles de la Russie sur les détroits en date du 4 mars 1915. La Russie accepterait l'Italie si les alliés lui donnent accès à son ambition la plus profonde : contrôler les détroits. Si Petrograd met la main sur Constantinople, le Bosphore, les Dardanelles et la Thrace orientale, la Russie devient une puissance méditerranéenne. Cette situation est une menace directe pour l'Italie. Il s'agit pour Sazonov de clôre la question avant l'arrivée des Italiens. Petrograd voit avec cet accord du 10 avril l'ouverture de son expansion en Méditerranée orientale. Elle peut développer une flotte puissante qui clouerait les Italiens en Adriatique et empêcherait ainsi l'installation de bases italiennes. Le deuxième effet serait de pouvoir créer un nouveau bloc balkanique sous la coupe des Serbes. Sazonov, au vu de ses projets, rejette les ambitions italiennes en Adriatique et en Dalmatie. Cependant, devant les pressions de Grey et Delcassé, il est obligé de céder[95].

Paris et Londres estiment que les Détroits sont une excellente compensation à la question italienne. Cette politique plonge la Russie dans un dilemme stratégique : obtenir les Détroits pour elle même ou soutenir les Slaves, tout en restant solidaire avec les Alliés qui paient la guerre à l'Est et fournissent la logistique à l'armée. Le choix russe va être évident : la nécessité l'oblige à choisir les Détroits avec le soutien des Alliés plutôt que de s'opposer à l'Italie pour la cause slave.

β - L'extrême nécessité de l'intervention italienne :

Au final, c'est la *Stavka* qui va prendre la décision de céder. C'est la situation militaire qui va imposer le choix. Après la victoire dans les Carpates en mars, l'armée est exsangue.

Les lignes logistiques sont tellement allongées que le ravitaillement n'arrive plus. Il n'y a ni munitions, ni nourriture, ni vêtements pour le froid. Ces élongations logistiques empêchent les Russes d'atteindre la plaine hongroise. Du coup, la *Stavka* a peur d'une contre-offensive des Empires centraux en avril qu'elle ne pourrait pas repousser. La Stravka pousse le M. I. D à négocier et à faire des concessions pour que l'Italie attaque le plus vite possible[96]. Sous les pressions des militaires de l'Entente, Sazonov cède sur la Dalmatie et l'Adriatique. Le jour de la signature du Pacte de Londres, Paris et Londres signaient l'accord sur les Détroits en secret à Saint-Petersbourg. Les Russes connaissent deux échecs : sauver leur crédibilité de protecteur des Slaves et l'attaque italienne en mai 1915.

---

[95] Mario Toscano, *Il Patto di Londra*, Roma, p 75

[96] MOEI, Section III (1914-1917), vol 8, partie n°2, n°487, 23 mars 1915 et IB, section II (24 mars-23 mai 1915), n°487, p 491-492, Moscou

Image 1 : Affiches de propagande sur l'Italie marchandant sa guerre en 1915

Compilation de Nicola della Colpe *Esercito e Propaganda nella Grande Guerra*, 1979, Rome, p 49

Sazonov y voit une capitulation mais la guerre diplomatique russo-italienne vient seulement de commencer. La Russie vient de perdre une bataille mais pas la guerre. Certes, la Russie est la seule puissance à émettre des réticences sérieuses à cette alliance italienne. Elle a du accepter le Pacte de Londres à cause des pressions alliées et des compensations dans les détroits. L'Italie face à la Russie en sort stratégiquement plus forte mais l'accord sur les Détroits renforce le conflit stratégique italo-russe. Petrograd a voulu conserver l'aide financière des Alliés et les matériels fournis mais la Russie n'a pas dit son dernier mot. L'Italie ne domine pas strictement l'Entente comme nous pouvions le voir à première vue. L'équilibre stratégique de 1915 est très fragile. Nous étudierons le Pacte de Londres.

D – Le Pacte de Londres (26 avril 1915) :

C'est le résultat des négociations qui se sont déroulées dans la phase précédente. Nous allons étudier le traité, puis ses conséquences.

1 – Le Traité du 26 avril 1915:

Le texte de Londres reprend à la lettre près le mémorandum du 4 mars 1915 mais avec quelques modifications issues des négociations.

Tout d'abord, l'Italie devient membre de l'Entente et non pays associé. Ce qui a pour effet de réduire sa marge de manoeuvre : entrée en guerre contre tous les ennemis de l'Alliance. Cet ajout ne pose aucun problème contre l'Autriche ou les Ottomans, mais elle crée des difficultés par rapport à l'Allemagne que l'Italie voulait se concilier. Cette disposition a été rédigée par Paul Cambon, ambassadeur français à Londres. Le traité reprenait l'intégralité de l'accord italo-russe sur la Dalmatie. Il ajoutait une autre obligation à l'Italie : l'entrée en guerre avant le 26 mai 1915, soit un mois après la signature[97].

Ensuite, l'Italie obtient le caractère secret du traité, sans doute pour terminer de négocier une convention spéciale avec l'Allemagne sur la sécurité des biens et des propriétés privées en temps de guerre. De plus, sur le traité figure les conventions militaires interalliées demandées par l'Italie au niveau terrestre et naval. La première est signée dès le 2 mai 1915. La seconde est terminée le 10 mai. Elle fixe la création de deux flottes en Adriatique : un commandement italien et

[97] Albert Pingaud, *La Grande Guerre Diplomatique*, volume 1 *Les Alliances et les Interventions*, Paris, 1932, p. 297 et ASMAE, DDI, s 5, vol 3, télégramme n°249/111 du 15 avril 1915 d'Imperiali à Sonnino sur le texte intégral du pacte de Londres , doc n°378, Rome, 1984, p. 303-305

une flotte de réserve sous direction française. Cette clause est particulièrement favorable à l'Italie puisqu'elle a le commandement de bateaux alliés et un renfort naval important. Cette situation lui confère la prépondérance en Adriatique, sans avoir les inconvénients d'une guerre de coalition : le commandement unique naval ou terrestre. Elle a l'indépendance et le commandement de la flotte alliée d'active.

Enfin, il y a une dernière clause militaire entre la Russie et l'Italie pour coordonner leurs actions contre l'Autriche. Cette clause vise à mettre le maximum des moyens possibles sur les Carpates et le Trentin pour lutter plus efficacement contre les Autrichiens et soulager l'un des contractants en cas de difficultés[98].

Le traité de Londres est donc conforme aux équilibres stratégiques en vigueur et donne à l'Italie une place de choix dans l'Entente. Mais, il pose des problèmes pour le gouvernement italien. Il doit le faire ratifier par le parlement et s'accorder avec les Serbes qui se sentent lésés. Ces fragilités ont de graves conséquences sur la conduite de la guerre et peuvent déboucher sur la rupture stratégique de 1917. Dans tous les cas, l'Italie entre en guerre le 22 mai 1915.

Dans le point suivant, nous allons voir les difficultés immédiates du traité, germes des soucis de 1917.

2 – Le processus d'adoption du traité :

a – Les aspirations populaires :

Les Italiens sont en 1914 majoritairement des paysans avec plus de 5 000 000 d'exploitants ayant moins d'un hectare de terre pour vivre[99]. Mais le pays commence à s'industrialiser notamment le long de la plaine du Pô autour de Milan, Turin, Vérone et Venise. Rome est le seul îlot d'industrie dans le milieu de la péninsule.

Cette réalité sociologique montre combien les Italiens sont sensibles à la pauvreté et au chômage. La guerre a plongé le pays dans la récession (on le verra au sujet des pressions économiques alliées). De plus, l'Italie est une nation jeune. Le souvenir de l'unité inachevée est fort au sein de cette population rurale qui garde une attitude profondément garibaldienne : nationalisme, république jacobine, centralisée et lutte contre les inégalités sociales. Cette situation montre la rupture avec l'Italie libérale de l'époque. Par conséquent, la population est contre l'Autriche et ne

[98] Albert Pingaud, ouvr. cité, p. 298

[99] Brunello Vigezzi, *L'Italie libérale-gouvernement, partis, vie sociale- et l'intervention dans la Première Guerre Mondiale,* Actes du colloque *Les sociétés européennes et la guerre de 1914-1918* Amiens du 8 au 11 décembre 1988 Centre d'histoire de la France Contemporaine, 1990, p . 105_106_107

veut pas d'une guerre l'opposant à la France ou à l'Angleterre. Cette population, plutôt révolutionnaire opposée aux partis d'ordre de Giolitti et d'autres, fait peur aux gouvernements en place. Juste avant la signature du Pacte de Londres, Salandra, par son ministre de l'intérieur, commandite une étude ultra-secrète sur la position de la population en cas de guerre contre l'Autriche en avril 1915. cinquante-cinq préfets ont répondu à cette enquête. Celle-ci laisse peu de place aux doutes.

Les Italiens font confiance au Roi. Ils sont prêts à la guerre si la cause est la libération des terres occupées par les Autrichiens : «je dirai même unanime, est le sentiment que la guerre, si elle est nécessaire, devrait conduire à la libération des terres italiennes encore assujetties à la domination étrangères»[100]. Les populations paysannes ne s'opposeront pas à la guerre. Les préfets relatent les positions des milieux économiques qui sont de plus en plus favorables à la guerre pour relancer l'économie par des commandes d'Etat pour équiper et nourrir l'Armée. Ils y sont favorables pour réduire aussi sa durée et pour le «rétablissement de l'ordre normal des choses»[101].Cette étude montre que l'idée d'une Italie profondément neutraliste est une ineptie. Il n'existe qu'une élite syndicale et chrétienne qui s'y oppose. Mais les préfets observent aussi une profonde impréparation morale à la guerre dûe au silence des politiques[102].

La population italienne accepte la guerre, fait confiance au Roi et au gouvernement pour faire au mieux des intérêts du pays contrairement à une idée reçue.

b – L'idée impériale en Italie et son développement interventionniste

L'Italie est une nation jeune dont l'unité s'est close en 1870 avec l'évacuation des troupes françaises de Rome. Le Royaume d'Italie prend Rome pour capitale. Seuls le Trentin, l'Istrie et Trieste restent aux mains des Autrichiens. Le Risorgimento accouche d'un Etat libéral qu pratique une démocratie censitaire mais les Italiens restent eux-mêmes : un peuple contemplatif et attentiste[103].

Cette situation traduit un désintéressement profond envers le choix public et un tempérament élevé dans les questions sociales. Au final, les inégalités sociales perdurent et, seul le nord profite de l'Unité nouvelle. Il s'agit bien comme le pensait Gobetti d'une « révolution

[100] Le rapport de Teramo (préfecture de région dans les Abruzzes) du 20 avril 1915 cité dans B Vigezzi, *Da Giolitti a Salandra*, Firenze, 1969, p . 382_383

[101] Brunello Vigezzi, *L' Italie libérale-gouvernement, partis, vie sociale- et l' intervention dans la Première Guerre Mondiale,* Actes du colloque *Les sociétés européennes et la guerre de 1914-1918* Amiens du 8 au 11 décembre 1988 Centre d'histoire de la France Contemporaine, 1990, p . 106

[102] ibidem, p. 107

[103] Giorgio Di Lampedusa, *Il Gattopardo* , Rome, 1902

manquée » : un État libéral avec des mécanismes ancestraux[104]. Les blocages traditionnels envers une société industrielle demeurent l'Eglise, la Mafia, la corruption et les grandes propriétés foncières. A partir de 1888 et l'arrivée de Cripsi au pouvoir, la course au développement industriel commence et la société italienne change à toute vitesse mais sans débat. En 1911, l'Italie est une nouvelle société industrielle qui se trouve lancée dans la concurrence mondiale. Giolitti voit nécessaire de doter à ce moment-là l'Italie d'un empire pour se réserver des débouchés industriels et des ressources naturelles[105]. Il prend la décision de la conquête de la Libye en 1911-1912. La constitution libérale exclut les Italiens d'un débat sur l'impérialisme et le nationalisme italien.

L'idée d'Empire est née sur les décombres du patriotisme garibaldien ou mazzinien. Garibaldi ou Mazzini disait que l'Italie devait être une République dont l'unité reposait sur une population homogène avec des territoires délimités incluant le Trentin et Trieste à reconquérir. Ce parti républicain est mené au début du XXème siècle par Bovio, Ghisleri, Mirabelli et Gaudenzi. Il est contre la Triplice et pour le retour des terres irrédentes. Le nationalisme a repris cette conception mais il l'a pervertie en faisant de celle-ci un prétexte pour combattre le parlementarisme et en voulant une politique coloniale forte. Enfin, le mouvement nationaliste voulait une population ethniquement homogène. Cette idée va évoluer au fur et à mesure des visées expansionnistes du programme nationaliste. Le parti nationaliste va mélanger les questions coloniales et adriatiques pour les renforcer l'une et l'autre. Le parti nationaliste éclôt avec la guerre de Libye de 1911 et une vague populaire tiré de ce mouvement enflamme l'Italie. Cependant, le P. S. I, les Républicains et des hommes plutôt libéraux comme Nitti s'y opposent. Ils sont défaits par les nationalistes qui y voient une seconde unification et la victoire de l'Italie impériale. Giolitti soutient l'aventure pour apaiser les visées nationalistes et éviter le sort de la Tunisie[106]. Seul Salvemini, parmi les leaders de la gauche interventionniste démocratique d'après 1915, était opposé aux deux guerres : la Libye et la Grande. Pour lui, le véritable ennemi était l'Allemagne, superpuissance, ce qu'il voulait éviter en détruisant l'Autriche et en reconquérant les terres irrédentes.

Ce fait va changer la donne : c'est l'introduction du suffrage universel direct en 1912 réservé aux hommes. De 1912 à 1914, le parti nationaliste se développe autour de Rocco et Corradini qui l'oppose au libéralisme et au socialisme. Avec les congrès de ces années-là, le nationalisme se dit anti thèse de la démocratie. Avec les journées rouges de juin 1914, la propagande nationaliste dénonce le socialisme et veut une purification : la guerre. Au départ, il veut combattre avec la Duplice, puis avec l'Entente. Le mouvement nationaliste va à ce moment précis s'allier avec son ennemi : l'interventionnisme démocratique.

En effet, pour eux, l'Empire doit compléter l'Unité et l'Indépendance nationale. La guerre

---

[104]Piero Gobetti, *Rivoluzione liberale*, Torino, 1925
[105] Richard A Webster, *Industrial imperialism in Italy 1908-1915*, Los Angeles, 1975, p. 244-246
[106]James Andrew Thayer, *L'Italia e La Grande Guerra. Politica e cultura dal 1870 al 1915*, Firenze, 1973, p. 349

doit permettre à l'Empire d'arriver et de détruire les régimes autoritaires, ce qui devrait renforcer la Nation mazzinienne. Cette dialectique introduit des changements stratégiques et économiques. C'est choisir le camp de l'Entente au lieu de la Duplice[107]. Les Socialistes mussoliniens se joindront à cette idée. Prezzolini accueille Mussolini dans le camp interventionniste avec ses mots : « le P.S.I t'expulse, l'Italie t'accueille ». Pour Croce, la devise nationaliste était « pour la guerre et non pour l'Italie »[108]. Seuls les catholiques restaient en dehors du courant nationaliste.

Pour conclure sur ce point, nous pouvons affirmer que l'Italie impériale est une construction idéologique très tardive : 1911-1912. Avant 1912, les Italiens étaient hors de la vague impériale qui secoue l'Europe depuis 1878. Il faut attendre le passage au suffrage universel masculin en 1912 pour voir se déclencher une vague nationaliste en Italie. Tous les courants politiques sont enlevés par la vague. La particularité du nationalisme italien est son caractère antiparlementaire dû à la révolution politique et sociale avortée du risorgimento selon les thèses du PSI peu combattues par la droite italienne. Le coup d'envoi de l'expansionnisme italien est la guerre de Libye. L'interventionnisme démocratique se ralliera en 1915 à ces visées impériales mais avec une vision mazzinienne de la guerre et non purificatrice. Au final, l'idée impériale, née en 1911-1912, ne donne ses pleins effets qu'en 1915 avec l'intervention dans la Grande Guerre. C'est dans cette atmosphère de poussées impériales que le débat interventionniste et son corollaire entraînent un conflit politique intérieur durant la période de septembre 1914 à mai 1915.

c – Pourtant commence un conflit politique intérieur :

Le débat entre interventionnistes et neutralistes va diviser la classe politique italienne en deux camps. Nous allons aborder cette crise politique sous l'angle idéologique et international avec l'intrusion des alliés dans ce débat interne.

Au sein de la classe politique, nous avons trois courants idéologiques : les socialistes, les libéraux catholiques et les nationalistes. Le résultat du mois de mai est la victoire de Salandra par l'incapacité du camp neutraliste à se liguer. Les opposants à la guerre sont les Giolittiens (catholiques libéraux) et le P. S. I alors que les interventionnistes sont la droite et les nationalistes plus quelques hommes de gauche. Cette incapacité à s'unir des neutralistes est la raison du mois de « mai radieux ». Nous allons voir la victoire des interventionnistes avec l'aide alliée.

[107]Sauro Matarelli, *Idée d'Empire en Italie pendant la Grande Guerre*, revue Guerres Mondiales et Conflits contemporains (GMCC) n°161, 1991, Paris, p. 21-30
[108]Benedetto Croce, *Pagine Sparse* , Napoli, p. 15

α – L'échec de P. S. I face à la guerre et la victoire de Mussolini

Le P. S. I est né en même temps que la deuxième Internationale en 1848 et les premiers écrits de Karl Marx. Il s'inscrit dans une optique marxiste clairement établi. Les socialistes sont donc massivement pacifistes.

Pourtant, il existe des socialistes prêts à défendre leur patrie face à une agression extérieure mais en aucun cas ils n'acceptent une guerre offensive ou coloniale. Ce fait permet de comprendre l'opposition unanime de la guerre en Libye du P. S. I. Cependant, une guerre nationale pose un problème idéologique à quelques socialistes comme Mussolini, Rocca, De Ambris ou d'autres. Mussolini disait en 1906 qu'il fallait parler « de la défense de l'Italie contre les barbares du nord comme d'un devoir sacré »[109]. Il évoque aussi la question des Italiens sous le joug autrichien et la conscience nationale. Pour lui, une guerre nationale peut régénérer l'Italie et la nation est un facteur de la réalité moderne du XXème siècle. L'internationalisme doit être une association volontaire de nations égales entre elles. Pour arriver à cet objectif, il faut déjà résoudre les problèmes nationaux en particulier italiens. En effet, pour Mussolini, les intérêts nationaux italiens sont en opposition avec une neutralité absolue comme le P. S. I l'impose début août 1914. Mussolini plaide au sein du P. S. I pour une neutralité active, c'est-à-dire conserver la possibilité d'entrer en guerre aux côtés de la France et de la Belgique. L'invasion de la Belgique a soulevé une indignation très forte chez lui[110]. Il partage cette conviction avec De Ambris et Corridoni, deux autres leaders révolutionnaires. En effet, cette guerre serait à la fois nationale et révolutionnaire. Elle répondrait aux intérêts vitaux du pays et permettraient de lutter contre le conservatisme réactionnaire austro-allemand. Le 14 septembre, Mussolini appelle la jeunesse italienne à lutter contre le joug autrichien dans le Trentin, dans l'*Avanguardia*. Il est clair que Mussolini est francophile et germanophobe puisqu'il parle de « hordes teutoniques »[111].

Cette situation pose un problème évident : c'est le grand écart entre la doctrine marxiste et les intérêts nationaux. Cette guerre est vue comme nationale, compte tenu de l'irrédentisme et révolutionnaire car il permet au prolétariat de prendre le pouvoir ou ses responsabilités. Mussolini veut récupérer les provinces perdues et sauver les intérêts italiens dans les Balkans, en Méditerranée lui conférant une conscience nationale aiguë. De plus, les socialistes assignent à la bourgeoisie la tâche historique de l'unification nationale. Or, la bourgeoisie italienne est vue comme neutraliste et un objet entres les mains du pape Benoît XV au service des Habsbourg. Ensuite, elle a laissé le pays

[109] A. James Gregor, *Young Mussolini and the Intellectual origins of fascisme* , Berkeley, 1979, p.160
[110] Benito Mussolini, *Contre la neutralité* , discours du 13 décembre 1914 à Parme sous le préau des écoles Mazza, extrait de *Discorsie Opere* , volume 1 *Campagne pour l'intervention de l'Italie – Mon journal de guerre – naissance du fascisme* , Paris, 1934 – 1939, p. 18-28
[111] A. James Gregor, ouvr. cité, p. 166 - 202

en retard au niveau industriel, économique et social. Mussolini considère le prolétariat italien comme immature avec des organisations inadéquates. Dès 1909, il délivrait ses opinions. Nous sommes dans les premières instructions du fascisme. Mussolini veut donc forcer la bourgeoisie à tenir ses deux tâches historiques.

Pour atteindre ces deux objectifs, Mussolini veut mobiliser les forces révolutionnaires pour contraindre la bourgeoisie. Ce bouleversement n'est possible que par la guerre. La guerre devient le moyen de cette régénération révolutionnaire, la purification. La doctrine mussolinienne de 1914 est en complète contradiction avec celle du P. S. I. Le départ de Rocca le 14 octobre 1914 pour la France auprès de laquelle il va combattre trouble encore un plus Mussolini. Le 10 octobre, un article écrit par Rocca, leader interventionniste, critique dans *Azione Socialista* la schizophrénie mussolinienne qui s'explique par l'envie du pouvoir de Mussolini, devenu en 1912 l'homme en vogue du P. S. I. Cette situation doctrinale intenable l'oblige le 18 octobre à sortir de la contradiction en se déclarant interventionniste. Le 10 octobre, Olivetti, Corridoni mettent en place les Faisceaux d'action révolutionnaire autonome et écrivent le « manifeste du faisceau »où le nationalisme est intégré à la Révolution. Le 24 novembre, le P. S. I organise un meeting, ou plutôt un tribunal révolutionnaire sur le cas Mussolini.

La séance commence et ce dernier essaie de se défendre avec un discours où il reprend sa nouvelle doctrine et rappelle qu'il a raison. Cette situation est intolérable pour le Parti. Il a rompu la ligue politique unique et le concept de Deuxième Internationale, enfin tourne dos au marxisme orthodoxe. Le P. S. I l'exclut de la direction politique et le démissionne de son poste de rédacteur de *l'Avanti*. Pour le P. S. I, une société sans classe autour du concept national est une ineptie et la guerre n'est pas une solution aux blocages socio-économiques italiens. Pour Mussolini, le P. S. I est un parti de la stérilité stratégique et de l'incompétence. Il quitte la section de Milan et le parti le 24 novembre 1914.

Mussolini décide d'adhérer au Faisceau d'action révolutionnaire autonome en décembre 1914. Il rassemble autour de ses discours : les nationalistes, les futuristes, les socialistes réformistes de Treves et Turati, les garibaldiens. Il évoque un nouveau système international autour d'une Entente plus progressiste que les Centraux, où les nations seraient libres et égales permettant la création d'une nouvelle organisation efficace, internationale des travailleurs. Cette guerre nationale serait la conclusion de l'idéal *risorgimental*, de l'unité nationale, de la nouvelle Italie dans le courant européen. Il faut mobiliser les masses. Pour Mussolini, l'âge d'or du socialisme est celui de Pascare, Mazzini et Garibaldi lors de la construction de l'Italie. Le fascisme est né en 1914 : socialisme et nationalisme. Les intérêts de classe disparaissent au profit de la Nation. Or, le Parlement est d'obédience giolitienne : catholique et pacifiste. Il faut donc renverser ce Parlement[112]. Mussolini et

[112]Benito Mussolini, article tiré dans le *Popolo d'Italia* du 11 mai 1915 *Abbasso Il Parlamento*, extrait de *Discorsi e Opere*, Volume 1, Paris, p. 39-41

les premiers fascistes déclenchent la lutte contre Giolitti et les neutralistes.

La première chose à faire pour lui est d'avoir un moyen de communication. Ce que lui propose Filippo Naldi, directeur du journal de droite *Il Resto del Carlino*. Même s'ils avaient des idées éloignées, les deux hommes deviennent amis. Pour Naldi, aider Mussolini revêtait deux avantages : détruire la gauche et lui donner une tribune soutenant les interventionnistes. Naldi a le soutien de San Giuliano, ministre des Affaires Etrangères, pour mener cette action. Les deux créent *Il Popolo d'Italia* le 15 novembre 1914. Mussolini était le rédacteur en chef et Naldi le soutien financier et logistique. Son premier article « Audacia » lance le journal dans la mobilisation des masses pour la guerre. Naldi a trouvé plusieurs sources de financement : ½ millions de lires de son journal, 1 million des Frères Perrone d'Ansaldo et Agnelli pour Fiat, plus le soutien de la Fédération des Travailleurs de la Mer. Le journal va percevoir de substantielles aides financières françaises via l'Ambassade à Rome. La France va financer très largement Mussolini à travers les fonds secrets et ceux de la S F. I. O avec Marcel Cachin. Le 2ème bureau de l' EMA dès octobre 1914 sous la couverture d'un partenariat de la firme Hachette va verser 100 000 francs avec l'aide de Charles Dumas et Jules Guesde. Barrère avec les fonds de l'ambassade va donner 10 000 francs par mois à Mussolini. Albert Thomas, ministre de l'armement, va verser 6 000 francs par mois sur les fonds secrets de la Guerre.Enfin en novembre 1914 via un compte en Suisse, la France va donner 1 000 000 de francs à Mussolini[113]. Au total, la France va financer le journal à hauteur de 1 868 000 francs. Le journal va bénéficier aussi du soutien de la Russie car en décembre 1914 Mussolini rencontre un agent de l'Okrana et un menbre de l'ambassade russe Godenstrom. La Russie va verser 1 million de francs afin que Mussolini provoque un incident diplomatique austro-italien. Le Royaume-Uni emboîte le pas à la Russie puisque le MI 1 envoie sir Hoare dès 1914 pour rencontrer Mussolini afin de former un grand mouvement patriotique. Hoare va soutenir les manifestations de *l'Associazione dei mutilati di guerra* après Caporetto. Laval s'associe à Hoare et, transmet les ordres à Mussolini via Enzo Garibaldi par le Foreign Office[114]. C'est l'association Laval-Hoare.

Suite à l'incorruptibilité de Mussolini, Naldi suspend en mars 1915 les finances italiennes. La France paie à la hauteur 100 % les frais du journal : mars 1915, 100 000 lires suite à la demande de Dino Roberto, Luigi Campolonghi auprès de Jules Guesde. Puis, c'est 10 000 lires par mois qui partent au journal. De Billy, à l'Ambassade, a reçu plusieurs fois Mussolini avec un imperméable miteux. Gorse disait en février 1916 : « Mussolini est tout à fait dans nos mains. Il nous fait de continuelles demandes d'argent. Nous devons y satisfaire, car il nous a grandement servis au printemps 1915 »[115]. Par conséquent, Mussolini est l'instrument de la propagande française et alliée pour l'entrée en guerre de l'Italie. Mussolini était un agent de la France durant la campagne pour

[113] ACS, Rapport à la Présidence du Conseil de juin 1919 de l'Inspecteur général de la Sécurité Publique Giovanni Gasti, *Papiers du Président du Conseil*, 1919
[114] Roberto Festorazzi, *Mussolini e l'Inghilterra 1914-1940*, Roma, 2006, p 13-25
[115] Pierre Milza, *Mussolini*, Paris, 1999, p. 170-189

l'intervention.

Mussolini va se servir de sa tribune pour attaquer le P. S. I et les neutralistes. Il va rassembler autour de lui les interventionnistes. Des personnalités de la gauche démocratique vont écrire dans le journal : Maria Rygier, Pietro Nenni, Sergio Pannunzio, Margherita Sarfatti, ainsi que des hommes de droite : Papini et Prezzolini. Son journal tirait à 40 000 exemplaires fin 1914 et 70 000 selon les tirages soit la moitié de *l'Avanti*. Mussolini se lance dans toutes les batailles pour l'intervention. Ce qui va faire basculer les forces de gauche en deux camps. Le P. S. I en sort anéanti car il est pris au piège de sa doctrine « ni aderine, ni sabotare » et de sa neutralité absolue.

La doctrine fasciste est née, le P. S. I a échoué. Mussolini, agent de la propagande française en Italie, gagne en parti la campagne pour l'intervention. Le catalyseur qui va retourner l'Italie est D'Annunzio.

Nous allons étudier l'arrivée du poète en mai 1915 et comment il va conclure l'essai français : faire basculer les Italiens dans la guerre aux cotés de l'Entente.

β – Le catalyseur du mois de mai 1915 : le retour de D'Annunzio

Gabriele D'Annunzio vivait en France lorsque la guerre se déclenche. D'Annunzio est décrit par Marcel Boulanger comme francophile, et germanophobe. Sur ordre du Roi, il rentre en Italie en ce 6 mai 1915. Son retour se fait avec un discours célèbre : les *Mille* sur une grande place à Gênes.

La presse française y remarque l'enthousiasme du peuple italien vis-à-vis du poète patriote. Lors de cette commémoration du départ de Garibaldi et des milles chemises rouges pour la Sicile en 1860, le discours de d'Annunzio enflamme les patriotes italiens. C'est le départ ou la fin de la manifestation du Quarto qui prend une place assez large dans la presse française de l'époque. Julien Luchaire conclut ce jour-là : « D'Annunzio est notre ami, Peppino Garibaldi notre frère d'armes »[116]. Or, Luchaire, responsable de la propagande française en Italie, le soutient. Il apparaît clairement que D'Annunzio est lui aussi un agent de la France pour faire basculer les cœurs et les esprits de l'Italie. Le discours des Mille est clairement pro entente et interventionniste[117]. C'est Salandra qui a invité D'Annunzio à s'exprimer à cette fête, d'où l'idée d'une certaine manipulation gouvernementale pour retourne l'opinion publique contre le parlement avec l'aide de la France.

Dans la conférence de presse qui suit à l'hôtel Eden, D'Annunzio évoque sa forte

[116] Julien Luchaire, *Le rocher du Quarto*. Article tiré du *petit journal* n°20127, 53ème année, 5 mai 1915, p.1, Paris
[117] Michel Ostenc, *D'Annunzio et l'entrée en guerre de l'Italie dans la presse française de 1915,* GMCC n°185, 1997, Paris, p. 89-110

sympathie pour « la douce France » et la nécessité pour l'Italie d'intervenir devant les journalistes rassemblés. D'Annunzio célèbre la victoire de la Marne et l'effort militaire français. Le soir du 6 mai 1915, lors d'un banquet au théâtre Carlo Felice, D'Annunzio prononce une nouvelle allocution où il compare les survivants des *Mille* aux derniers combattants grecs face aux Perses, en prolongeant la métaphore sur l'Italie actuelle. Après ce séjour à Gênes, il part à Rome. Le 14 mai, il fait un discours à l'hôtel Regina où du balcon, il crie « vive l'Italie, vive la guerre »[118]. Ces mots ont une véritable influence sur la presse française en particulier qui soutient le poète et l'intervention italienne. A partir de ce discours commence une autre guerre. La crise politique et institutionnelle éclate à Rome. C'est le début du mois de « mai radieux ». Le retour de D'Annunzio est le catalyseur qui déclenche le cheminement populaire et politique vers la guerre.

D'Annunzio transforme l'action des interventionnistes depuis octobre 1914 en volonté nationale par son verbe. Son retour est le fruit de la volonté du Roi qui vient de conclure avec Salandra le Traité de Londres et de l'aide française à travers Luchaire. La politique d'accompagnement française pour obtenir l'intervention à travers Mussolini et D'annunzio a parfaitement fonctionné. C'est l'échec des neutralistes.

γ – La défaite des neutralistes et la crise institutionnelle : mai 1915

La population est plutôt favorable à un conflit aux côtés de l'Entente, pourtant les neutralistes vont créer une crise institutionnelle, politique grave qui se solde par le vote du traité mais après bien des oppositions intérieures.

Le gouvernement veut combattre les neutralistes pour imposer la guerre et respecter le traité. D'Annunzio a réussi cette mission d'enthousiasmer les foules pour la guerre lors de son retour car il a été relayé par la presse. Le 7 mai, Sonnino informe le reste du cabinet du traité signé le 26 avril. Le cabinet accepte à l'unanimité le Pacte malgré l'opposition de deux ministres : Grippo et Martini. Le gouvernement décide de prolonger la session parlementaire jusqu' au 20 mai. Le roi envoie un télégramme de soutien au traité pour le Président Poincaré, le Tsar et le Roi d'Angleterre, le 29 avril.

Tout va bien jusqu'au retour de Giolitti à Rome. Il est le principal leader neutraliste, père de la doctrine du Parecchio : obtenir beaucoup sans recourir aux armes. La décision de Giolitti de combattre la position de Salandra provient de ses sentiments germanophiles, des pressions de ses

[118] « *L'Italie et la guerre. Grandioses manifestations interventionnistes*, Article tiré de l'Humanité du 14 mai 1915, n°4044, Paris, p3

amis et de l'envoyé spécial allemand Von Bulöw. Giolitti veut obliger Salandra à reprendre le dialogue avec l'Autriche et à dénoncer le traité de Londres par un vote du parlement. Le roi choisit de faire accepter ce pacte. Il rencontre Giolitti le 8 mai et lui annonce sa décision d'abdiquer si son interlocuteur ne se rallie pas à sa position.

C'est à ce moment précis qu'éclate la crise institutionnelle puisque le roi intervient dans la vie politique pour la première fois pour imposer une décision : la guerre au régime parlementaire de Giolitti. Salandra, sentant le problème, donne sa démission au Roi le 9 mai. C'est en plus une crise ministérielle. Le roi la refuse et impose le vote en affirmant que le traité de Londres engage l'Etat Italien et donc lui-même[119]. Le roi en appelle à l'article 5 de la constitution qui lui donne carte blanche en matière d'alliance et lui confère le droit de déclarer la guerre. Mais 300 députés et 100 sénateurs se rallient à Giolitti pour contrer le traité par un vote des Assemblées. L'Italie est donc en pleine crise politique pour la ratification de l'accord de Londres. Les 4/5 des parlementaires sont contre ce changement de politique extérieure. Salandra ne peut compter que sur 120 à 150 voix pour ce revirement. Le roi essaie de reconduire en force le cabinet Salandra.

Les parlementaires crient au coup d'Etat. Mais le roi n'est plus seul. D'Annunzio et les interventionnistes se retrouvent à Rome. Ils se mettent en grève dans toutes les villes d'Italie : «*La manoeuvre de Giolitti, appuyée par vous autres, n'a servi à rien d'autre qu'à réveiller le sentiment patriotique assoupi et hier il y eut dans la rue 100 000 personnes et ce soir probablement cela augmentera encore»* (ici à Milan) [120]. Le 12 mai, Mussolini, Corradoni, D'Annunzio prononcent un discours incendiaire contre Giolitti devant l'Hôtel Regina, le 14 mai au théâtre Costanzi. On entend dans la rue : «*Morte a Giolitti*»[121]. La partie est perdue pour les neutralistes qui ne peuvent plus sortir de chez eux. Les contre-manifestations neutralistes sont réprimées dans le sang, notamment celle organisée par la centrale syndicale ouvrière C.G.D.L. à Turin[122]. Le 18 mai, Giolitti quitte Rome. Le 20, Salandra demande le vote de la loi sur les pouvoirs extraordinaires de guerre au parlement. La chambre approuve par 407 votes contre 74. Bissolati en profite pour donner une ébauche de buts de guerre possibles et souhaitables : le retour de l'Alsace-Lorraine à la France, une Belgique libre, les Terres Irrédentes, et une Serbie indépendante[123]. Nous pouvons voir que Bissolati propose des buts de guerre interalliés ce qui est aux antipodes de la vision du gouvernement centrée sur le « *sacro egoismo* ». Il s'oppose aux conséquences du traité de Londres à peine ratifié devant la Chambre. Le Sénat vote à l'unanimité le texte. Le 22, le cabinet déclare la mobilisation générale et le 23, l'Italie entre en guerre contre l'Autriche.

---

[119] Giorgio Candeloro, *storia dell' Italia moderna,* volume 8 *la Prima Guerra Mondiale Il dopoguerra e l'avvento del Fascimo*, Roma, 1978, p . 108-109

[120] Brunello Vigezzi, *L'Italie libérale-gouvernement, partis, vie sociale- et l' intervention dans la Première Guerre Mondiale,* Actes du colloque *Les sociétés européennes et la guerre de 1914-1918* Amiens du 8 au 11 décembre 1988 Centre d'histoire de la France Contemporaine, 1990, p . 110

[121] Giorgio Candeloro, ouvr. cité, p . 112-113

[122] C G D L : *Confederazione Generale del Lavaro*

[123] Leonida Bissolati, *La politica estera dell'Italia dal 1897 al 1920*, Milano, 1923, p 365

Le Pacte de Londres a été ratifié après une véritable crise constitutionnelle, politique où le Roi a pris les rênes du pays et seul à assumer le traité. Avec le soutien du peuple, il a réussi à le faire voter et ainsi à donner à l'Italie après de rudes négociations une position stratégique favorable au niveau diplomatique. L'Italie est maîtresse du jeu international entre août 1914 et mai 1915. Elle est une des seules à avoir atteint ses objectifs politiques et stratégiques par un marchandage substantiel. Elle est indépendante pour le moment de ses Alliés de l'Entente. Le Pacte de Londres est la consécration de cet état de fait. Nous allons maintenant étudier l'impact sur la presse française de cette phase.

δ – Le mois « de mai radieux » vu par la presse française :

La presse française est sous le charme des paroles de D'Annunzio et relate chacun de ses discours enflammés durant ce mois troublé. Le journal *Le Temps* identifie le verbe du poète à celui de l'Italie dans un article du mois de mai[124].

Lors de son discours durant une réception organisée en son honneur au cercle artistique de Rome, D'Annunzio évoque l'horreur des bombardements allemands sur les villes françaises. Il n'en faut pas plus pour que Jean Carrère, journaliste au *Temps*, soit convaincu que l'Italie veut la guerre[125]. Cette idée est une ineptie compte tenu de la crise politico-institutionnelle. La presse française voit son jugement et son esprit critique s'effondrés. Elle est sous le coup du verbe de D'Annunzio, sous son influence lyrique. Sa subjectivité est très forte. Elle cherche quand même à connaître les raisons politiques et économiques de l'intervention italienne. La presse de gauche se concentre sur l'idéal garibaldien et les droits de l'homme. Cette analyse lui est dictée par sa doctrine plutôt révolutionnaire et un anti militarisme prussien puissant. L'analyse des journaux de gauche est avant tout idéologique et assez éloignée de la réalité. C'est oublier la cause profonde de l'intervention : l'irrédentisme italien. *L'Humanité* est le reflet de cette presse d'idéologues[126]. La *Bataille syndicaliste* relaie la vision révolutionnaire d'un De Ambris sur le militarisme prussien.

Pourtant, la presse française parle des raisons nationales de cette guerre : le fin du *risorgimento* selon *l'Echo de Paris*. C'est plutôt la presse du centre et de droite qui évoque cette question : une lutte populaire et nationale pour finir l'unité. Cette presse retrace la conquête italienne de la liberté au XIXème siècle et les discours de D'Annunzio. Elle adhère aux propos du poète car il sait reprendre l'histoire pour la transformer en avenir. La presse française fait preuve

[124] Bulletin du jour, *La crise italienne*, Le Temps, n°19671, 16 mai 1915, Paris, p 1
[125] *La volonté du peuple italien*, Le Temps, n°19673, 18 mai 1915, Paris, p 2
[126] Gustave Hervé, *L'Italie au garde à vous*, *La Guerre Sociale* n°320 du 16 mai 1915, p 1 et Marcel Cachin, *Monument Historique*, L'Humanité n°4041 du 11 mai p 1, Paris,

d'une certaine complaisance. La seule exception est le journal monarchiste *La Gazette de France* qui évoque l'égoïsme sacré italien comme ennemi des idéaux des démocrates occidentales. Enfin, Stéphen Pichon, dans le *Petit Journal*, insiste sur la propagande française à mener en Italie. Pour conclure, la presse française a pris parti pour l'Italie interventionniste à laquelle elle prête toutes les vertus.

Dans un deuxième temps, la presse française évoque le conflit entre les neutralistes et les interventionnistes. Elle pose la question de la possibilité qu'une Italie nouvelle éclose. Cette nouvelle Italie serait constituée de patriotes contre ceux qui ont des intérêts. Pour Hanotaux, l'Italie doit aller au bout de ses revendications nationales et de ses volontés impériales[127]. La presse française épouse les intérêts italiens et loue le gouvernement Salandra contre Giolitti. Pour Clemenceau, Giolitti est un Thiers italien. Ce qui lui permet de condamner le neutralisme. Bien sûr, le comportement du oi, durant ce mois de mai, est porté aux nues par la presse française. Cette dernière condamne les neutralistes italiens sans expliquer leurs motivations et encore moins le fond idéologique : pacifisme et catholicisme. Ce qui n'est pas surprenant pour une presse plutôt radicale et anti cléricale, voir de gauche. La presse française en vient même à donner des contre vérités comme l'unanimité des intellectuels italiens pour la guerre[128]. La presse française représente une vision de l'Italie assez paradoxale : un pays coupé en deux mais avec une unité des élites autour de la guerre.

Ensuite, en fonction de l'angle idéologique du journal, elle porte surtout son attention sur les raisons de l'intervention italienne qui donne à chaque fois une image trompeuse de la société italienne. Nous pouvons donc dire que la presse française est le reflet d'une nation en guerre : la France qui tente de rallier l'Italie. Elle essaie de présenter aux Français une Italie prête au combat pour diverses raisons, selon de grands idéaux. Cependant, cette myopie française ne montre pas aux Français la véritable Italie de 1915 ; ce qui va être le point de départ d'une série de malentendus franco-italiens. La presse française montre une Italie idéalisée selon D'Annunzio et non ce que sont les Italiens. Ce fait va expliquer l'incompréhension française des difficultés italiennes pendant la guerre et le mépris qui va naître plus tard. Pourtant, cette presse met aussi en avant l'étendue de la propagande française en Italie et les intérêts français.

Pour conclure sur le conflit intérieur en Italie, nous avons vu que l'Italie a basculé dans la guerre pour trois raisons. Tout d'abord, Mussolini, par ses choix, a rallié la gauche interventionniste au gouvernement. Ensuite, D'Annunzio a conquis les foules. Enfin, le roi a mis tout son poids dans la balance. Cependant, tout ceci aurait été beaucoup plus difficile sans la politique d'ingérence,

[127] Gabriel Hanotaux, *Retour à Rome*, Le Figaro n°122, 2 mai 1915, p 1
[128] André Maurel, *Impressions de Rome*, Le Petit Journal n°20134, 12 mai 1915, Paris, p 1

d'accompagnement et de propagande française[129]. L'Italie a ratifié le Traité de Londres après un conflit politique majeur que la France lui a permis de surmonter par ses actions. Enfin, nous avons étudié le regard français sur cette crise qui montre une myopie due à la guerre des Français et la source des incompréhensions futures. C'est la première brèche politique dans l'équilibre de Londres dès sa mise en place. Il s'agit d'étudier les réactions politiques en France et en Italie.

d – Les réactions en Italie et en France :

Le 26 avril 1915, Paul Cambon pour la France, le marquis Imperiali pour l'Italie, Grey représentant le Royaume-Uni ainsi que l'ambassadeur russe signent le traité de Londres. Ce texte marque la fin de l'affrontement italo-français mais nous avons vu que la Russie s'oppose à ce traité diplomatiquement dès sa signature. Nous allons étudier les réactions de chacune des parties au traité.

α – Les réactions françaises :

Les premières réactions sont plutôt favorables à ce changement d'alliance de l'Italie. Les Français voient dans ce retournement d'alliance non pas une trahison mais une preuve de lucidité. La presse française est plutôt enthousiaste.

Le *Temps*, journal proche des Yougoslaves et de la cause des nationalités, analyse ce retournement comme le passage dans le camps de la liberté et de la défense des nationalités opprimées[130]. Le *Temps* voit l'Italie et la France comme « les champions de la civilisation contre les Barbares unis par les liens indissolubles de la Fraternité ». Jules Rateau à Rome dans *l'Echo de Paris* évoque l'excellent caractère italien fondé sur des valeurs saines : travail, ordre, sobriété. Dans la Chronique de la *Revue des deux Mondes*, Francis Charmes parle de la fine analyse stratégique des Italiens fondé sur un solide calcul politique de la part du gouvernement italien[131]. Les publicistes français préfèrent parler des valeurs communes plutôt que du calcul stratégique. Globalement, la presse reste favorable à l'Italie.

Au niveau politique, les réactions sont diverses. Clemenceau oublie sa haine du système impérial auquel l'Italie appartient. Il attend surtout une relance du moral des poilus plutôt qu'une véritable aide militaire. Clemenceau se montre favorable à une Italie élargie avec les territoires

---

[129] Fransesco Saverio Nitti, *Rivelazioni Dramatis personoe*, Bari, 1963, p 36-85
[130] Bulletin du Jour *France et Italie* le Temps, 26 avril au 3 mai 1915, Paris
[131] Frederic Le Moal, *L'Armée 1915 dans les relations franco-italiennes : l'année de la rupture?* , GMCC n°220 : *De la Première à la Seconde Guerre en Europe – accords stratégiques et opérations*, Paris, octobre 2005, p. 5-22

« qui lui sont nécessairement dévolues »[132]. Il est clair que Clemenceau met ses sentiments anti-italiens entre parenthèses pour bénéficier du poids peut-être décisif de l'Italie dans la guerre. Son seul objectif est bien dès 1914 la victoire à tout prix sur l'Allemagne. A cet effet, dès septembre 1914, il est mêlé à une intrigue avec le comte Sabini, attaché commercial à l'ambassade d'Italie à Paris[133]. Il s'agissait de pousser le gouvernement italien à choisir l'Entente. Cependant, Clemenceau connaît la difficulté majeure : le rêve de la Grande Serbie auprès du plus vieil allié de la France qui s'oppose à la politique italienne en Adriatique.

Clemenceau défend la position de Pachtich refusant les revendications de l'Italie en Dalmatie. Le jeu dramatique de 1919 est déjà en place : choisir un vieil allié sûr face aux Allemands ou un pays changeant d'alliance au gré du vent et des gains territoriaux. Francis Charmes s'inquiète pour le débouché maritime de Serbie[134]. Charles Vellay, dans son livre sur *La question de l'Adriatique* se rallie aux Serbes[135]. Au Quai d'Orsay, les diplomates montrent clairement leur scepticisme. Dans une lettre adressée à de Billy, William Martin, chef du protocole, parle des Italiens avec une phrase directe : *Mais quel appétit !* [136]. Le 6 avril 1915, Manneville devant Delcassé rajoute « Là aussi, les rapports ne seront pas facile». Tout le personnel diplomatique à Rome comme à Paris se rallie à l'alliance italienne en craignant très sérieusement pour l'avenir. C'est d'autant plus profond que l'antagonisme franco-italien en Méditerranée et en Afrique du nord est toujours vivace. Même le président de la République Poincaré trouve que l'addition est chère. Ce qu'il ne dit pas à Tittoni le 24 avril 1915.

A Paris, nous sommes passés de la joie d'un nouvel allié à plus de réalisme politique et stratégique très vite. Nous pouvons voir que l'alliance à peine née est déjà menacée par la question adriatique.

β – Les réactions italiennes :

En Italie, le parallèle est saisissant. La classe politique dans son ensemble est très froide envers cette nouvelle alliance. C'est assez logique puisque les giolittiens tiennent les Chambres. De plus, les diplomates italiens ont plutôt l'habitude d'affronter les Français que de travailler avec eux. La méfiance est donc de mise.

Les discussions de mars et avril 1915 ne dissipent pas ce sentiment. La francophobie au

---

[132] Georges Clemenceau, *L'Homme Enchaîné, « Italie ! Italie ! »,* 27 avril 1915, Paris
[133] Frédéric Le Moal, *Les relations entre la France et l'Italie dans les Balkans pendant la Première Guerre Mondiale. Deux Alliés face au problème yougoslave 1914-1919*, Paris, 2004, p . 33-35
[134] Francis Charmes, *Chronique de la quinzaine*, Revue des Deux Mondes, tome 27, 1/05/1915, B. N. F, Paris, p .230-231
[135] Charles Vellay, *La question de l'Adriatique*, Paris, 1915, B. N. F, Paris, p 126
[136] AMAE, Papiers De Billy, *Lettre de William Martin*, carton 10 et 10 bis,Feuillet n°34, 17 mars 1915, Paris

sein des élites italiennes est marquée, notamment à cause de l'affaire tunisienne et de la concurrence franco-italienne en Méditerranée surtout depuis l'accord franco-britannique de 1912. Enfin, le poids du passé *tripliciste* de l'Italie joue encore sur les mentalités des diplomates italiens[137]. De plus, les chefs d'entreprise italiens ont peur de passer sous la domination financière et commerciale de Paris du fait de la rupture avec Berlin. Tout logiquement, Imperiali avoue à Grey en mars-avril que *« les sympathies italiennes ne sont pas aussi unanimes et cordiales qu'à l'égard de l'Angleterre »*[138]. Ce constat explique pourquoi les négociations se sont déroulées à Londres et non à Paris.

Nous pouvons conclure que les réactions à Rome sur l'alliance franco-italienne sont plutôt défavorables ou indifférentes car Paris reste l'ennemi des visées impériales italiennes. Dès la signature du Pacte de Londres, les éléments sont en place pour une dégradation des relations interalliées, principalement entre Paris et Petrograd d'un côté et Rome de l'autre.

Ce sont les résultats militaires, politiques et économiques qui nous permettront de voir si cet état de grâce va perdurer tout en connaissant une érosion prononcée. En effet, dans ce chapitre nous avons vu apparaître déjà les faiblesses qui peuvent lui être fatal : une élite politique plutôt neutraliste, une économie faible, une armée impréparée et un moral pas aussi fort qu'en France par exemple. Nous allons commencer par étudier une action militaire puissante mais fragile de l'Italie. Nous verrons si cette action militaire renforce l'équilibre stratégique de 1915.

II – Une action militaire d'envergure mais inefficace:

Nous avons vu dans la partie précédente la victoire diplomatique et stratégique de l'Italie pendant les négociations avec l'Entente qui lui ont assuré une indépendance politique. Maintenant que le pays est en guerre, ce sont les victoires ou les défaites de l'armée italienne qui vont assurer cette position ou la transformer. Nous allons étudier l'action militaire des Italiens de mai 1915 à décembre 1916. Dans cette étude, nous examinerons d'abord la guerre navale menée par l'Italie, puis l'action des forces terrestres italiennes.

[137] Luigi Salvatorelli, *Neutralismo e interventionnismo*, Atti del XLI Congresso di storia del risorgimento italiano, Rome, 1965, p 23 (bibliographie : Istituto Storia del Risorgimento Italiano)
[138] ASMAE, DDI, série V 1914-1918, volume 3, télégramme du cabinet à Imperiali n°107/66 du 9 mars 1915, Rome

A – La guerre navale en Adriatique et en Méditerranée :

La guerre éclate le 23 mai 1915 entre l'Autriche-Hongrie et l'Italie. L'Entente est déjà en conflit avec ce pays. La stratégie alliée est globalement la sécurisation des voies de communications maritimes en Méditerranée et le blocus naval de l'Autriche. Les Italiens ont pour stratégie de satisfaire immédiatement leurs intérêts nationaux : le contrôle de l'Adriatique et la conquête de la Dalmatie, plus un protectorat en Albanie. Pour atteindre ce but de guerre, il faut faire de l'Adriatique un lac italien. Malheureusement, les Italiens n'envisagent pas le problème du ravitaillement et de l'économie italienne car ils croient à une guerre courte de deux à trois mois insuffisante dans la durée pour affamer le pays ou l'armée.

Nous allons donc étudier la guerre navale en Adriatique en trois points : tout d'abord, la situation de la marine italienne avant 1914, puis la campagne de 1915 et enfin celle de 1916.

1 – La situation de la Marine italienne avant 1914 :

Depuis 1861, date de création du Royaume d'Italie, le gouvernement a toujours mis en oeuvre deux orientations navales :

- le contrôle du canal d'Otrante afin de fermer et de gérer, surveiller l'Adriatique.
- la maîtrise du canal de Sicile pour sécuriser les ravitaillements en mer Tyrrhénienne.

En 1866, lors de la guerre austro prussienne, l'Italie (alliée de la Prusse) a subi une sévère défaite navale à Lissa face à la flotte autrichienne. Lissa est une île sur la côte dalmate. Après cette humiliation, le gouvernement italien reconstruit une flotte mais veut connaître les objectifs souhaitables à atteindre pour établir un modèle de flotte. En 1875, le capitaine de vaisseau Arminjon et le commandant Osio, mandatés par le gouvernement pour une mission de reconnaissance en Dalmatie juste avant qu'elle ne passe sous souveraineté autrichienne, recommandèrent d'acquérir des bases sur la côte adriatique orientale pour compléter celles de Venise, Brindisi et Tarente. Le but est clair : contrôler l'Adriatique.[139]

La réflexion stratégique italienne contre l'Autriche en reste à ce niveau. En effet, entre 1882 et 1885, la rivalité impériale franco-italienne en Tunisie marque un tournant stratégique majeur. Suite à l'échec des Italiens de coloniser le pays en raison du soutien anglo-allemand à la France, le gouvernement réoriente sa politique étrangère contre les Français. Donc, en 1882, l'Italie adhère à la Triple Alliance. La flotte désignée comme ennemie devient la Première armée navale

[139] Michel Ostenc, *La Marine italienne de l'Unité à nos jours*, Paris, 2005, p. 1 - 5

française en Méditerranée. Les Italiens étudient la Marine française. Il en ressort que la flotte française fait le double en bâtiments de surface de la *Regia Marina*. De plus, la flotte marchande française est la deuxième du monde. Ce qui donne la capacité à l'Armée française de débarquer partout en Italie[140]. Les Italiens en déduisent deux modes d'actions ennemies possibles : soit des raids contre les ports italiens avec des grosses unités, soit une guerre navale combinée avec des débarquements sur les points de concentration de l'Esercito signifiant sa destruction. Un affrontement militaire avec la France entraînerait pour les Italiens une défaite quasi-automatique. Cette situation tactico-stratégique oblige la *Regia Marina* à se doter d'une flotte à deux vitesses et d'un système solide de défenses côtières.

Pour ce qui est des défenses côtières, la marine italienne s'en est tenue à la construction de sémaphores et de lignes télégraphiques pour alerter la flotte de l'arrivée de navires ennemis. Vis-à-vis de la flotte de haute-mer française, les Italiens se mettent à construire des navires de batailles pour constituer une escadre forte. Par rapport à la guerre navale combinée, la Marine italienne se dote de vaisseaux et de navires de course afin d'arriver avant l'ennemi sur les lieux des débarquements. Cette deuxième flotte a aussi pour objet d'attaquer les lignes de communication entre la France et l'A. F. N. puis entre Gibraltar et Suez contre les Britanniques[141].

Sa flotte de haute-mer est constituée en 1895 de quatre navires de bataille (*l'Italia, le Duilio, le Lepanto et le Dandolo*), de trois cuirassés de type Lauria (*Ruggero di Lauria, Morosini et Doria*) de 11 000 tonnes et allant à 15 noeuds en vitesse de combat avec une autonomie de 3 800 milles nautiques. Puis vers 1900, elle met en ligne trois cuirassés de type *Re Umberto* en plus. Ils pèsent 13 000 tonnes chacun et atteignent 19 noeuds en vitesse de combat. Ils ont une autonomie plus grande de 600 milles nautiques, soit 10 800 km. Pour lutter contre la guerre combinée, la *Regia Marina* se dote de trois escadrilles de torpilleurs : *l'Euterpe, la Mosca et l'Alderaban*[142]. Donc, la flotte possède au total 110 navires dont 91 torpilleurs de conception allemande. Le budget de la marine passe de 51 milliards de Lires en 1861 à 84 en 1886, puis à 114,2 en 1888 et enfin à 157,6 en 1889.

Malgré ces nombreux investissements italiens de plus en plus importants la marine française surclasse toujours la flotte italienne. En effet, en réponse à la tension croissante franco-italienne, la France se dote avec la loi organique de 1882 d'une flotte possédant des canons à culasse avec frein dès 1885 lui conférant la supériorité navale. De plus, la marine française se dote de nouveaux bâtiments régulièrement pour avoir en 1914, 200 navires, soit le double. Même si la flotte italienne est plus puissante qu'en 1875, elle reste inférieure à celle de son ennemi désigné. A partir de 1890, les flottes allemandes et autrichiennes se développent et dament le pion à la flotte

[140] Ibid p. 21
[141] Ibid p. 24
[142] Ibid p 32

italienne. En 1914, la marine italienne est la cinquième du monde devant la marine autrichienne.

Le problème est l'affaiblissement naval italien constant de 1890 à 1914. En effet, les alliés de l'Italie refusent de défendre ses côtes à partir de 1893. L'Italie ne sort que deux navires de bataille de 9 800 tonnes allant à 18 noeuds, deux cuirassés de 13 500 tonnes avec une vitesse de combat de 20 noeuds et cinq croiseurs de type *Garibald*i de 7 000 tonnes, plus douze torpilleurs vers 1905[143]. L'Italie a perdu la course aux armements face à la France et à l'Autriche. Il faut attendre 1907 pour que la Marine Italienne se dote d'un chef d'Etat-Major. Cette situation crée une infériorité stratégique navale face à l'Autriche-Hongrie et à la France. L'Italie a adopté une stratégie contre la flotte française mais pas contre l'Autriche-Hongrie qui est encore en 1914 l'allié des Italiens. Enfin, la supériorité navale française en Méditerranée est énorme.

En 1914 La Marine Italienne n'est pas prête à un retournement d'alliance puisqu'il était même prévu dans la convention navale de 1911 qu'un amiral autrichien prenne le commandement unique des deux flottes en Méditerranée. L'Italie a une bonne marine mais inadaptée à tout changement de posture stratégique.

La situation en 1915 juste après la signature de Pacte de Londres modifie radicalement les équilibres stratégiques navals en Méditerranée et en Adriatique.

2 – La campagne de 1915 :

a – La situation initiale de la *Regia Marina* :

α - Force et faiblesses de la *Regia Marina* en 1915 :

La revendication italienne sur l'Istrie, Trieste et la Dalmatie est plus qu'intéressante au niveau stratégique pour la marine. Ils permettent de contrôler l'Adriatique qui est l'un des objectifs majeurs de l'Italie. En effet, avec ces territoires, elle mettrait la main sur tous les ports, toutes les îles et l'ensemble des chenaux longeant la côte dalmate.

Elle disposerait de tous les points d'appui. L'Adriatique deviendrait sûre et par conséquent, toutes ses lignes de communications maritimes seraient protégées. Il n'existerait plus de menace étrangère pesant sur le ravitaillement et les exportations de l'économie italienne puisque le principal port commercial est Venise.

La *Regia Marina* pèse en bateaux 498 000 tonnes en 1915 face aux 372 000 tonnes de la

[143]Ibid p 43

flotte autrichienne. Structurellement, l'Italie a une flotte composée de navires de bataille conçus en nombre pour lutter contre la marine française en un point (croiseurs, cuirassés, dreadnoughts) et de beaucoup de bâtiments plus petits faits pour la guerilla navale. Elle possède peu de sous-marins. Ses navires sont inadaptés à une guerre contre la marine autrichienne dotée de petits navires et de quelques grosses unités comme le croiseur léger *Helgoland*. En revanche, la marine italienne connaît très bien la flotte autrichienne car elle a été son alliée pendant plus de dix ans. Elle sait la structure de la marine ennemie avec l'accord naval austro-italien de 1911 lors du renouvellement de la Triplice. Cette connaissance peut lui donner la victoire : « connaîs toi et ton ennemi et tu gagneras plus de cent batailles. »[144].

Cependant, la *Regia Marina* aborde cette guerre avec de sérieuses faiblesses. Tout d'abord, elle n'a que trois bases navales en Adriatique très espacées et lointaines : Venise, Brindisi et Tarente[145]. La distance est d'au moins de 380 milles nautiques entre elles laissant 1.500 km de côte sans aucune protection face à un raid autrichien. De plus, l'Adriatique fait entre 60 et 100 milles nautiques de largeur. Cette situation permet aux Autrichiens de mener un raid et de rentrer chez eux sans être inquiétés au vu du délai nécessaire pour les unités italiennes d'être alertées et d'arriver sur les lieux. Ce fait introduit une asymétrie très forte entre les capacités italiennes et les actions autrichiennes. Nous entrons dans une guerre navale asymétrique au profit de l'Autriche. Cette asymétrie met le ravitaillement de l'Italie sous la menace permanente de raids ou d'attaques sous-marines. En effet, à partir de Pola, de Cattaro et de Trieste, la marine autrichienne peut frapper n'importe où, n'importe quand sans être inquiété. C'est une faiblesse stratégique majeure pour les Italiens.

Ensuite, la *Regia Marina* n'est pas préparée à cette guerre, non seulement par rapport ses moyens mais aussi compte tenu de son programme de construction. En effet, elle manque de tout pour pouvoir construire des bâtiments de guerre : du fer, du charbon, du cuivre, de navires de commerce pour acheminer des troupes ou nourrir le pays[146]. En tenant compte de sa pauvreté en ressources naturelles et au vu de sa faiblesse en ravitaillement, le rapport de force n'est pas prêt d'évoluer. L'Italie ne respecte pas la sixième règle de l'art de la guerre : imposer sa liberté d'action à l'ennemi.

La *Regia Marina* part avec une flotte plus puissante que l'Autriche, mais elle entre aussi dans un conflit naval asymétrique où elle est manifestement non préparée. En effet, l'Italie a besoin de l'aide navale alliée. Ce soutien dépend de l'orientation stratégique des Alliés : stratégie centrale ou périphérique ?

---

[144]Sun Tzu, *L'Art de la guerre,*Paris, réédition 2000, p. 6 à 8
[145]Michel Ostenc, *La marine italienne de l'Unité à nos jours*, Paris, p. 55 - 56
[146]PE Coletta, *Allied and American naval operations in the European theater in World War I*, volume 7, *Studies in American History*, New-York, 1996, p. 307 à 311.

β – L'entrée de l'Italie dans l'Entente et le soutien allié :

Le choix de se battre au côté de l'Entente a été pour l'Italie une décision stratégique. Au cours du marchandage pour son entrée dans la guerre, l'Italie a obtenu trois éléments qui figurent dans la convention navale signée le 10 mai 1915 adjoint au Traité de Londres[147].

Tout d'abord, la promesse d'une solidarité militaire entre les puissances de l'Entente contre la flotte autrichienne : « les navires de France et de Grande Bretagne fourniront leur aide permanente et active à l'Italie jusqu'à ce que la flotte autrichienne soit détruite ou la fin de la guerre. »[148]

Ensuite, l'Italie obtient un puissant soutien naval qui a pour objectif de combler les lacunes de la *Regia Marina*. Ce soutien va permettre d'avoir pour l'Italie la suprématie et de la protéger virtuellement contre toute défaite d'ampleur comme celle de Tsoushima pour les Russes face aux Japonais en 1905. Il s'agit dans ce cas d'effacer le spectre de Lissa. Pour toutes ces raisons, les Alliés mettent à la disposition de l'Italie : pour les Britanniques 4 cuirassés et 4 croiseurs légers ; pour les Français 12 contre torpilleurs, 8 torpilleurs, 9 sous-marins, une escadrille d'hydravions, un dragueur de mines, un cuirassé ancien ; soit au total 40 bâtiments soit l'équivalent de la flotte autrichienne[149]. De plus, depuis l'accord naval franco-britannique de 1912, la France assure le commandement naval en Méditerranée puisque toute sa flotte y est présente. Elle dirige aussi l'appui non négligeable de la *Royal Navy* basée à Gibraltar, à Suez et à Malte.

Enfin, dans la convention navale, l'Italie a obtenu le commandement naval unique en Adriatique avec deux flottes : la première armée navale à Brindisi et la deuxième armée navale à Bizerte en réserve. Cette disposition lui donne le contrôle d'une partie de la flotte alliée pour ce qui touche au théâtre adriatique[150]. Elle a donc, au vu de la convention et du soutien allié, un avantage stratégique évident pour satisfaire ses ambitions politico-navales.

Pour conclure sur ce point, l'Italie a l'avantage tactique grâce au soutien allié par un renfort en navires de guerre et des faiblesses stratégiques face à la flotte autrichienne. En revanche, elle est dans une position stratégique favorable par rapport aux Alliés. Si elle veut maintenir son avantage sur les Alliés, elle doit obtenir des victoires.

---

[147] DDSR, télégramme n°303 du 10 mai 1915 de Iswolsky à Sazonov sur la convention navale entre l'Italie et les alliés franco-britannique, Paris, 1928

[148] M Gabriele, *La Convenzion navale italo-franco-britannica del 10 maggio 1915*, revue *Nuova Antologia*, Fascicules 1972-1973, avril-mai 1965

[149] Michel Ostenc, *La marine italienne de l'Unité à nos jours*, Paris, 2005, p 54-55

[150] AMAE, DDF, 1915 tome 3, mémorandum n°1926, secret, de Briand à l'amiral Lacaze sur la mise à disposition de 12 torpilleurs auprès de la Regia Marina du 29/11/1915, doc n°487, Paris, 2004, p. 578-579

b - Les opérations navales de 1915 :

Il s'agit d'epliquer le débat opératif italien de 1915, puis les affrontements sur le théâtre adriatique, enfin notre étude va porter sur la guerre navale en Méditterranée.

α – Le débat opératif à la tête de l'Etat-Major de la *Regia Marina* :

Le débat à la tête de la Marine s'ouvre en janvier 1915 entre l'amiral Louis Amédée de Savoie, duc des Abruzzes, et le vice-amiral Thaon Di Revel. Ce débat opératif naît du constat tactique suivant. L'Adriatique est une mer large de 60 à 100 milles nautiques sans forte houle. L'ennemi est donc très proche montrant que l'élément capital est la rapidité des navires. De plus, la côte dalmate est faite de nombreuses îles avec des milliers de chenaux étroits qui assurent aux Autrichiens d'excellentes positions pour se cacher et mener des embuscades. Ensuite, les champs de mines y trouvent toute leur efficacité sur ce terrain. Il faut donc pour gagner développer une marine apte à la guerilla navale équipée de sous-marins, de torpilleurs, de dragueurs de mines et d'avisos avec de puissants moteurs. Or, la marine italienne contient des éléments plus classiques, plus proches de la bataille du Jutland que de la guerilla. En revanche, elle a une énorme supériorité navale dans les gros bâtiments en raison de la convention navale.
L'amiral de Savoie veut profiter de cet avantage tactique en utilisant la méthode de l'appât. Il s'agit d'envoyer un navire rapide détruire un objectif ou envahir une île pour forcer les Autrichiens à faire une sortie de grande ampleur en haute mer où la supériorité alliée devrait avoir raison d'eux. Il faut piéger l'adversaire. Il s'agit d'obtenir une bataille navale d'anéantissement. C'est une guerre navale offensive classique.

Le vice-amiral Thaon Di Revel propose une autre conception. La théorie des risques équivalents aux avantages. Il s'agit d'harceler l'ennemi par des dégâts continus qui lui sont infligés et d'avoir au maximum des pertes italiennes équivalentes et non supérieures à celles de l'adversaire. Lui faire plus de mal qu'il nous en fait. Cette tactique a pour but de le contraindre à la défensive pour lui ôter toute initiative et ainsi le rendre inoffensif pour avoir les coudées franches en Adriatique. Il faut protéger les lignes de communication et les côtes italiennes. C'est la première stratégie qui l'emporte.

Du coup, lors de la déclaration de guerre, l'Etat-Major applique la planification opérative suivante pour l'année 1915. L'objectif stratégique est le contrôle de l'Adriatique. Au niveau opératif (la réflexion militaire sur la campagne), il s'agit de faire sortir la marine autrichienne. Dans un premier temps, les torpilleurs et les frégates doivent chercher et détruire l'ennemi, principalement les petits navires et les sous-marins adverses, afin d'éliminer la guerre sous-marine et les capacités de torpillages comme modes d'actions de la marine autrichienne. Dans un deuxième temps, il s'agit

de détruire les ports, ou des bâtiments de surfaces légers comme Raguse, Gravosa, Spalato et d'isoler les îles du continent par la destruction des sémaphores, des câbles sous-marins. Cette tâche peut être accomplie par la flotte de bataille. Cette deuxième phase consiste de contrôler la côte dalmate en éliminant les points d'appui ennemis. Enfin, dans un troisième temps, il faut mettre en place le guet-apens pour attirer et détruire la flotte de haute-mer autrichienne.

Ce piège peut être l'invasion d'une île dans l'Adriatique sud tel que Lagosta ou Lissa[151]. C'est une réponse du duc des Abruzzes et de ses deux contre amiraux Millo et Calzi à la déclaration de guerre. Notre étude va porter sur son apllication selon les théâtres.

β – Les opérations en Adriatique :

Les opérations commencent dès le jour de la déclaration de guerre le 24 mai 1915. L'amiral teste dès le premier jour sa doctrine et envoie le contre-torpilleur *Zeffiro* dans le détroit de Porto Buso. Ce dernier attaque le port et mène en parallèle une opération sur Brin (Dalmatie) pour déclencher la poursuite autrichienne.

En parallèle, les Autrichiens à 20 heures bombardent Ancône avec leur flotte de la haute-mer et frappent avec les autre unités Corsini et sa région, Rimini, Senigallia. La flotille aérienne autrichienne attaque Venise et détruit la base aéronavale de Chiaravalle. Au retour de ce raid, le croiseur léger *Helgoland* et deux destroyers coulent *le Turbine*[152]. Les Autrichiens frappent en tout quatorze ports, la voie ferrée Venise-Brindisi, les navires de commerce avec quatre sous-marins. C'est la plus grande victoire navale de la guerre et elle est au crédit des Autrichiens.

En revanche, les Italiens continuent dans cette voie en attaquant sans succès jusqu'au 1er juin les sémaphores et les stations télégraphiques. Ils effectuent des raids inefficaces sur la côte dalmate jusqu'au 9 juin. De cette inefficacité naît une polémique sur l'aide alliée que les Italiens jugent inadéquate. Pour eux, une des explications des difficultés est la mauvaise qualité des bâtiments fournis. En effet, pour les Italiens, les quatre cuirassés fournis par les Britanniques arrivent avec de sérieuses avaries dues à la campagne des Dardanelles handicapant la *Regia Marina*. De plus, ils sont de vieux *dreadnoughts* s'opposant aux voeux de Di Revel qui désirait des semi-dreadnoughts modernes de type *Lord Nelson*. Enfin, les Italiens se plaignent que les quatre croiseurs anglais à Brindisi sont à peine supérieurs à des vieux cuirassés. Ils sont en plus victimes d'avaries : le *Dartmouth* a deux chaudières hors service et le *Sapphire* voit sa vitesse réduite à 20 noeuds.

[151]PG Halphern, *A naval History of the Wold War I*, Annapolis, 1994, p. 146-149
[152]Michel Ostenc, L*a marine italienne de l'Unité à nos jours*, Paris, 2005, p. 55

En revanche, pour les Italiens, la France a fait mieux par l'envoi des douze meilleurs destroyers de la flotte et de six sous-marins. Le souci est que la présence nouvelle des sous marins allemands oblige les Français à reprendre six de leurs destroyers pour patrouiller au large de Bizerte et de Corfou afin de tenir le barrage d'Otrante[153]. Cette politique alliée pour les Italiens est le signe d'un désintérêt significatif pour la question adriatique et le moyen de soustraire des moyens au commandement naval unifié italien. Ils voient cette stratégie comme un moyen d'affaiblir leur position créant des tensions avec les officiers de liaison alliées : Sir Richmond pour les Britanniques et le capitaine de vaisseau Daveley pour la France. Il est donc nécessaire pour maintenir leur position stratégique favorable de relancer la guerre navale et d'engranger des victoires.

A cet effet, le 8 juin, les Italiens prennent l'île de Lagosta durant quelques heures avec plus de 200 marins. Puis, le 11 juillet, ils envahissent l'île de Pelagosa sans combat et installent une garnison de 300 hommes composée de carabiniers, de policiers et de 200 fusiliers marins. Ces actions s'inscrivent dans un débat au sein de l'Etat-Major. Le vice-amiral Thaon di Revel avait une autre idée pour obliger la flotte ennemie à sortir. Il s'agissait de frapper au coeur du système défensif du sud adriatique dans un premier temps. Il faut donc attaquer Cattaro après avoir mené des actions de guerilla. L'amiral Louis Amédée de Savoie, d'accord avec cette option offensive, voulait placer des Howitzer sur le Mont Lovcén pour tirer sur la base navale autrichienne[154].

Thaon di Revel pensait que ce dispositif tactique est trop faible pour réussir. Pour prendre Cattaro, il fallait débarquer des troupes pour encercler et assiéger la ville obligeant les navires ennemis à sortir. Pour une telle opération interarmée et combinée, il faudrait 35 000 hommes de troupes et plus de 300 canons de campagne avec au moins 50 avions pour encercler le port et se défendre par rapport à une armée autrichienne de secours, selon le C. E. M de l'*Esercito*[155]. C'est un modèle de bataille type Alésia. Cadorna, qui voit la victoire uniquement sur les pentes des Alpes Carniques et Juliennes, ne veut pas disséminer ses troupes sur des théâtres d'opérations périphériques au nom du principe clausewitzien de la bataille décisive demandant la concentration des forces sur le point faible de l'adversaire. Il refuse tout envoi de troupes. Nous pouvons voir dans ce cas l'opposition stratégique entre les deux armées. L'*Esercito* a une stratégie centrale avec la concentration de l'ensemble des moyens militaires italiens sur le front principal. La *Regia Marina* a une vision stratégique périphérique. Cette division au sein de la haute hiérarchie militaire affaiblit les Italiens face aux Alliés qui, eux, ont choisi la stratégie centrale.

Dans les faits, Cadorna fournit à la marine seulement un régiment d'infanterie, quatre canons de 76 mm et 4 Howitzer. Ce volume de force ne permet que de prendre une île comme Sabbioncello ce qui est très loin des besoins de la marine. Du coup, la marine revient à sa doctrine

[153]PG Halphern, *A naval History of the World War I,* Annapolis, 1994, p. 143 - 146
[154] Howitzers : canons américains de 280 mm
[155]PG Halphern, ouvr. Cité, p. 147.

initiale du guet-apens. Mais, il existe une incohérence tactique car la garnison de Pelagosa n'est pas évacuée pour des raisons de prestige face aux Alliés. Une évacuation signifierait que la *Regia Marina* a peur détruisant les avantages de la Convention Navale. Par conséquent, la *Regia Marina* continue dans sa politique inefficace et encaisse les succès autrichiens. Le 1er juin, les Italiens ont perdu le sous-marin *Medusa*. Le 7 juin, le croiseur *Amalfi* est coulé par le sous-marin *UB-14* commandé par le lieutenant de frégate See von Heimberg.

Début juillet, la marine essaie de réagir et déplace la quatrième division navale composée de quatre croiseurs lourds de classe *Pisa* et une escadrille de destroyers de Tarente en direction de Venise. Cette décision fait suite au constat que la flotte basée à Venise n'est équipée que de très vieux cuirassés de classe *Sardegna*. Il s'agit pour l'Etat-major de pré positionner des navires plus rapides pour lutter plus efficacement contre les bâtiments légers et très véloces des Autrichiens basés à Pola. Malheureusement, ces navires sont déjà dépassés puisque la classe *Pisa* est inférieure à la dernière née des Autrichiens. Cette décision a été condamnée par les Alliés qui y voient une incompétence navale de plus. La position italienne s'affaiblit d'heures en heures à leur propre initiative. De plus, le 18 juillet 1915, le croiseur de bataille *Garibaldi* est coulé par le *UB-4* après que le commandant de l'escadre prit la mer pour détruire la ligne de chemin de fer Raguse-Cattaro. Il n'a pas rendu compte de la présence d'un avion autrichien pistant sa flotte. Du coup, les Autrichiens ont su où frapper.

Au vu de leurs brillants résultats, les Autrichiens décident de lancer une contre-attaque puissante sur des objectifs le long du littoral italien au centre de l'Adriatique du 20 juillet au 5 août 1915. Ils mènent des raids sur les îles Tremiti et sur la côte italienne du Grottamare à Termoli avec des navires de batailles et des torpilleurs. Le 28 juillet, ils frappent Ancône et Fano avec un appui aérien. Ce même jour, ils échouent à reprendre Pelagosa avec deux croiseurs, six destroyers, plusieurs torpilleurs et l'*UB-14*. La garnison italienne a su résister. Ils ont quand même perdu le même jour le sous marin *Nereide* coulé par l'*UB-5* du commandant von Trupp. C'est une opération autrichienne brillante.

Cependant, les Italiens attaquent le 27 juillet à Lagosta et prennent d'assaut l'île avec 300 fusiliers marins[156]. Cette attaque italienne tardive sur Lagosta, objectif majeur avec Pelagosa du contrôle de l'Adriatique, est incompréhensible aux yeux des Alliés. Richmond et Daveley sont en colère face aux incohérences opératives des Italiens. Cette opération du 27 juillet relance la polémique entre Thaon di Revel qui y voit une offensive coûteuse en effectif dont l'Armée de Terre a besoin sur l'Isonzo et, le Chef d'Etat-major de la Marine. Pour le duc des Abruzzes, c'est au contraire un objectif naval de première importance. Lagosta et Pelagosa sont d'excellents postes d'observations complémentaires et de protection des convois ennemis rééquilibrant les dommages

[156]PG Halphern, *A naval History of the World War I*, Annapolis, 1994, p. 149-150

subis par la marine marchande italienne coupant les lignes de communications autrichiennes. Le duc des Abruzzes a eu le dernier mot d'où l'opération du 27. Cependant, la rivalité entre les deux hommes affaiblit encore plus la marine. En parallèle de toutes ces opérations, la garnison de Pelagosa se fortifie. On y installe le canon de 76 mm, deux mitrailleuses et 30 fusiliers de plus. Le 17 août, les Autrichiens, qui ont l'initiative, décident d'en finir avec la garnison. Ils encerclent l'île avec la première flottille de torpilleurs et la douzième division de ce type de navires, le croiseur léger *Helgoland*, deux destroyers et un autre torpilleur. Ils bombardent l'île. Ils sont appuyés par le croiseur léger *Saida,* deux destroyers et des hydravions. Au vu de la puissance ennemie, le duc des Abruzzes décide d'évacuer l'île en prétextant pour les Alliés l'insalubrité de l'île. Le 12 et 13 août, les Alliés coulent l'*UB-3* et l'*UB-12*.

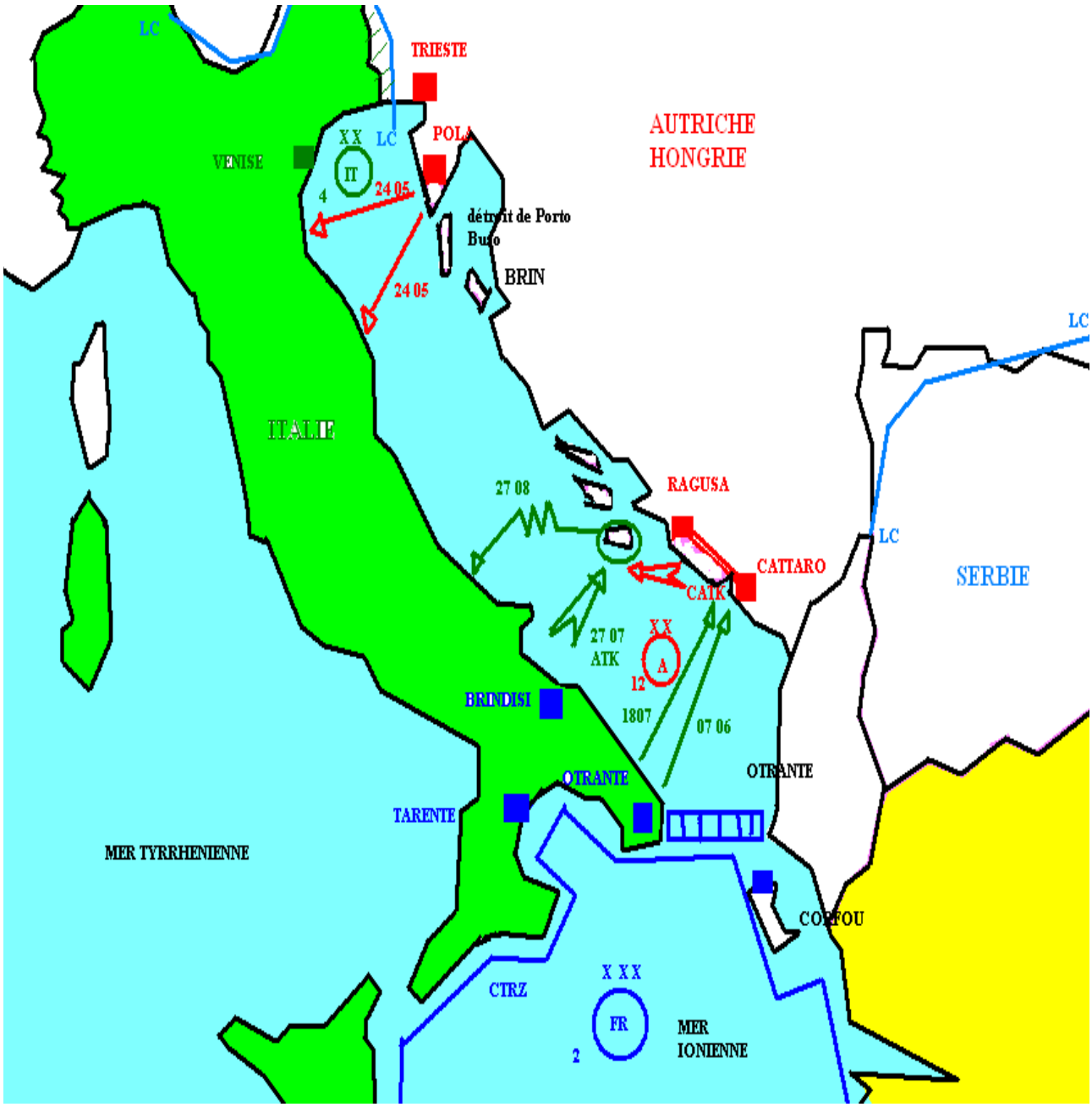
Les Alliés décident de réagir en envoyant des renforts pour stopper la guerre sous marine autrichienne qui a fait des dégâts immenses : le 7 novembre, les paquebots *Ancona* et *Firenze* sont coulés, en 1915 ce sont 21 000 tonneaux de navires commerciaux alliés[157]. Le Royaume-Unis envoie douze sous-marins et la France deux. Face à cette incompétence navale, le peuple italien est furieux. Cette pression intérieure oblige la marine en novembre 1915 à changer de campagne. Elle adopte la doctrine Di Revel de risque calculé[158]. Les Alliés prolongent leur réaction par une nouvelle stratégie interalliée décidée au cours de la réunion du 3 décembre 1915 : affronter partout les Empires Centraux. Les Français et les Britanniques créent 18 zones de patrouilles pour protéger le trafic maritime en Méditerranée, arment les navires de commerces et établissent un réseau de détection d'activité sous-marine. Cette conférence confirme l'accord de 1912 donnant le commandement de toutes les flottes à la France. C'est une menace réelle au leadership italien en Adriatique. De plus, la France fournit à l'Italie des chalutiers avec des filets spéciaux pour chasser les mines et des dragueurs de mines. Au vu de ces brillants résultats, la *Regia Marina* doit se remettre en cause. Elle a besoin selon la doctrine Revel de bâtiments légers, rapides pour protéger les côtes et le ravitaillement. Elle va lancer un grand programme de construction navale. Elle lance le M. A. S. (Motoscafi Anti Sommergibili) qui répond à ses nouvelles exigences tactiques. Elle commande 948 canons de 57 et 76 mm pour armer les navires de commerce.

Les Alliés améliorent encore leur aide avec 16 navires de commerces français et 20 destroyers escorteurs dont 16 britanniques. L'aide alliée représente 66 % de la flotte de guerre sous commandement italien et 30 % de sa flottille de commerce. En clair, la *Regia Marina* est en infériorité face à ses Alliés à la fin 1915. Mais comme elle garde le commandement de la première flotte alliée basée à Tarente, elle conserve de justesse sa position stratégique face aux Alliés. Les équilibres stratégiques issus du Traité de Londres peuvent se retourner à tout moment.

---

[157]PE Coletta, Allied and American naval operations.in the European theater during the World War I, New York, 1996, p. 311-317

[158] le point débat opératif à la tête de la Regia Marina



Carte n°3 : Les opérations navales en 1915

Réalisée par Emmanuel BOUDAS

(Echelle 1/6 000 000, soit 2 cm est égal à 100 KM.)

En cette fin d'année 1915, les Autrichiens se décident à donner un dernier coup assez rude à l'Italie. Ils détruisent par sabotage le croiseur *Benedetto Brin* le 27 septembre et lancent une bataille navale de rencontre à Durazzo en Albanie. Ils envoient le croiseur *Helgoland*, cinq destroyers détruire la base aéronavale italienne. Ils coulent le sous marin français le *Monge* sur leur route. Mais des mines sous marines détruisent deux destroyers autrichiens les obligeant à envoyer

en renfort l'*U-15* et le croiseur lourd *Karl IV* et trois destroyers. Les Italiens réagissent et envoient un tiers de la flotte alliée de Brindisi à leur rencontre. Les Autrichiens en essayant de s'échapper perdent deux destroyers vers Cattaro. Cette victoire navale italienne est la première qui clôt l'année 1915. C'est la fin du cauchemar italien qui redore un peu le prestige amoindri de la *Regia Marina*.

Cependant, les Alliés ont une piteuse idée de la *Regia Marina*. Richmond le dit en ces termes : « les Italiens devraient vendre leur flotte et aller distribuer des cacahuètes aux singes dans un zoo ».[159] Au vu de cette mauvaise campagne en Adriatique, nous allons voir si les Italiens s'en sont mieux sortis en Méditerranée.

γ – Les opérations en Méditerranée :

Juin 1915, les Allemands ont envoyé trois sous marins à Pola acheminés de la mer du Nord par voie ferroviaire. Ce sont trois sous-marins mouilleurs de mines[160]. Pour les Allemands et les Autrichiens, la guerre sous-marine est particulièrement intéressante car la Méditerranée est l'espace où sont les principales lignes de communications françaises, anglaises et italiennes.

Le 21 juillet, le Kaiser approuve l'affectation de sous-marins de grande profondeur en Méditerranée dans la marine autrichienne : l'*U-43, l'U-35, l'U-21, l'UB-7, l'UB-8*. En août, les Allemands envoient en renfort l'*U-33* et l'*U-39* en raison de la destruction par la Royal Navy de la marine turque dans les Dardanelles. La marine autrichienne utilise avec efficacité ses nouveaux sous-marins, armés par des marins allemands, à la défense des lignes de communication autrichiennes. Malheureusement, l'Etat-Major de la marine autrichienne a constaté un manque en sous-marins pour réussir sa stratégie d'asphyxie du commerce italien. L'Autriche s'engage dans un blocus naval sous-marin.

La marine autrichienne a donc lancé un grand programme de constructions navales en mars 1915 de sous-marins de classe Havmandev dont la commande fut signée en juillet. Ces sous-marins ne sont livrés qu'en juin 1917. Face à cette crise du matériel, les Autrichiens optent pour les sous-marins allemands type *UB-II* et commandent six sous-marins qui entreront en service à la mi-1916. Cependant, les Autrichiens ont en juin 1915 six à huit bons sous-marins. La campagne sous-marine ne commence qu'en octobre 1915. Les Allemands servant sous drapeau autrichien vont couler 18 navires en octobre soit 63 448 tonneaux. Dès mi-octobre, les Allemands renforcent les Autrichiens avec six sous-marins à long rayon d'action de type *U-38*. En novembre, les Alliés perdent 44 bateaux soit 152 882 tonneaux. En décembre, 17 navires disparaissent. Les Autrichiens ont organisé

[159]PG Halphern, *A naval History of the World War I*, Annapolis, 1994, p. 149-150
[160]Idem, p. 381-387

leur flotte sous-marine en deux flottilles indépendantes; l'une à Cattaro, l'autre à Pola. C'est le commandant Kophamel, promu au grade de capitaine de corvette, qui commande la flottille de Cattaro. Ces deux flottilles vont mener une guerre sous-marine des plus efficaces.

Pendant ce temps, les Alliés sont en proie à la perte du vice-amiral Boué de Lapeyrère qui a d'énormes soucis de santé. Il est remplacé par le vice-amiral Dartige du Fournet pour commander la première armée navale alliée. De plus, la lutte anti sous-marine est du ressort des Britanniques qui sont les seuls à être équipés en grand nombre de destroyers chasseurs de sous-marin. Du coup, les Britanniques vont assurer de plus en plus la suprématie sur leurs alliés. Malheureusement, les pertes continuent : le paquebot *Ancona* (8 210 tonneaux) à la sortie de la base navale de Bizerte. Le point essentiel pour les Franco-Britanniques est la protection des convois de troupes vers les Dardanelles et Salonique durant la fin de l'année 1915. En revanche, face aux réalités, le 3 décembre 1915 à Paris, les Alliés mettent au point leur première riposte coordonnée contre la guerre sous-marine. Ils créent 18 zones de patrouilles : quatre anglaises, quatre italiennes et dix françaises. Les Italiens assurent les patrouilles le long des côtes libyennes. Les Français à l'ouest de Malte et les Anglais à l'Est.

Les opérations en Méditerranée sont donc à l'avantage des Empires Centraux. Il faut attendre la convention navale du 3 décembre 1915 pour avoir une riposte alliée à la guerre sous-marine. Les Italiens y sont inexistants alors que la Méditerranée est au coeur de leurs intérêts stratégiques.

δ – Conclusion sur la campagne de 1915 :

Au vu des éléments présentés, la *Regia Marina* est globalement dans une situation tactique fragile puisqu'elle a perdu un tiers de son tonnage en sept mois de guerre.

Les Autrichiens lui ont porté trois coups sérieux qui ont mis à mal sa campagne pour l'année 1915. L'Italie n'a remporté qu'une seule victoire à Durazzo et ce fut une bataille de rencontre. Au niveau opératif, la marine autrichienne n'est pas tombée dans le piège du chef d'Etat-major italien. C'est même l'inverse. C'est la marine autrichienne qui a la liberté d'initiative et la concentration des forces tout en économisant ses moyens. Globalement, l'année 1915 est une bonne campagne pour les Autrichiens. Par conséquent, les Alliés ont été obligés d'augmenter leurs forces dans l'Adriatique au point de représenter 60 % des navires de guerre et 30 % des navires de commerce sous le commandement italien. Les marins italiens sont vus comme des incompétents par les Alliés fragilisant grandement la position italienne. Leur position stratégique favorable issue du Traité de Londres est mise à mal. Le seul moyen qui leur reste est le commandement unique sous

responsabilité italienne sur les alliés. Le commandement italien pourrait, si l'année 1916 est aussi mauvaise, être remis en question.

L'action militaire italienne au niveau naval a été d'envergure mais inefficace impliquant pour la *Regia Marina* de changer de tactique pour espérer garder les avantages du marchandage londonien.

3 - La campagne de 1916 :

L'année 1915 a été une très mauvaise campagne où la *Regia Marina* a tout perdu à l'exception du commandement des forces navales alliées en Adriatique. Si elle veut maintenir la position favorable stratégique de 1915, elle doit vaincre. A cet effet, elle change de type de campagne. Elle passe de l'offensive navale classique à la théorie de Thaon di Revel des dégâts équivalents. En revanche, l'année 1916 voit une offensive couronnée de succès des centraux contre la Serbie. Elle va modifier la campagne navale de 1916. Il s'agit d'étudier le sauvetage de l'armée serbe, puis les opérations en Adriatique et enfin en Méditerranée.

a – Le sauvetage de l'armée serbe de décembre 1915 à février 1916 :

α – Le contexte de cette opération d'octobre-novembre 1915 :

L'armée serbe tient tête depuis 1914 à la puissance autrichienne. Pour les Autrichiens, il faut punir la Serbie qui jette de l'ombre au prestige de l'Empire des Habsbourgs. De plus, l'Empire ottoman est en guerre aux côtés de l'Allemagne depuis novembre 1914.

Or, les Turcs sont encerclés par l'Entente. Berlin voudrait donc avoir une ligne de communication libre avec Constantinople. La seule possibilité est la voie terrestre à travers l'Europe balkanique et donc la Serbie. Von Falkenhayn accepte le principe d'une opération austro-allemande contre la Serbie en septembre 1915. Ensuite, le 6 septembre, les Bulgares signent l'alliance avec les empires centraux. Le 21, l'armée bulgare est mobilisée permettant ainsi une offensive convergente contre la Serbie : au nord les Austro-allemands et à l'est les Bulgares. Le dernier intérêt à conquérir la Serbie est de faire un exemple pour dissuader la Roumanie de rejoindre l'Entente. Le 6 octobre, l'offensive austro-allemande commence sous le commandement du maréchal allemand von Mackensen.

Il dispose de deux armées : la 11ème armée allemande et la 3ème autrichienne. Le 9 octobre, Belgrade tombe, Le 11, les deux armées bulgares attaquent. Les Serbes se replient en

luttant à outrance expliquant ainsi les retards des Centraux. Pour tenter de sauver les Serbes, les Alliés décident d'intervenir. Ils envoient le Corps Expéditionnaire d'Orient sous le commandement du général Sarrail avec quatre divisions franco-britannique à Salonique. Les Alliés essaient de pénétrer en Serbie par la vallée du Vardar.

Malheureusement, les Bulgares les arrêtent. La seule autre possibilité pour les Alliés est d'évacuer par la mer les Serbes en Albanie. A ce moment là, la plus grande opération de sauvetage commence. L'armée serbe doit traverser les montagnes albanaises. C'est donc une opération inter armée et combinée très complexe à mettre en oeuvre au niveau tactique et logistique.

β – Le sauvetage :

La première difficulté de cette opération est le choix des ports le long de la côte albanaise. Compte-tenu de la direction du repli serbe, il est nécessaire que ces ports se trouvent plutôt dans le nord de l'Albanie. Ils doivent être bien reliés par des routes à l'hinterland et défendables.Par conséquent, les ports monténégrins sont trop proches des troupes autrichiennes et de la base navale de Cattaro.

Ils sont trop petits pour accueillir le nombre de bateaux nécessaires à l'évacuation. Il faut au minimum entre 200 et 300 navires de transport plus les bâtiments de guerre pour les protéger de la flotte autrichienne. De plus, il faut une base aéronavale pour couvrir les ports et les bateaux alliés. Au vu des contraintes tactico-logistiques, les Français proposent Valona et Santi Quaranta en Albanie du sud. Le souci est que Valona reste isolé du reste de l'Albanie et Santi Quaranta est relié à Monastir où se trouvent les Bulgares. Cette question s'inscrit dans un contexte politique profondément anti-italien. En effet, les Alliés et les Serbes n'ont pas oublié que les Italiens veulent faire de l'Albanie un protectorat à leur solde. A cet effet, ils ont pris Sasseno en septembre 1914 et débarqués à Valona en décembre 1914.

Cette priorité italienne envers ses intérêts géostratégiques nationaux est une menace stratégique pour la Serbie en Adriatique. Par conséquent, au vu des événements en cette fin d'année 1915, les Alliés sont méfiants et décident d'imposer à l'Italie le choix des ports d'évacuation le 13 décembre : San Giovanni et Durazzo[161]. Les Alliés prennent la décision de monter leurs forces pour s'assurer du sauvetage des Serbes. Les Britanniques et les Français envoient tous les bâtiments de transport disponibles à Brindisi. Les coûts financiers de l'évacuation seront pris en charge dans leur intégralité par les trois Alliés : Royaume-Uni – France – Russie à la hauteur d'un tiers chacun. Les

[161]PG Halphern, *A naval History of the World War I*, Annapolis, 1994, p. 153

Alliés attribuent aux Italiens la charge de protéger les convois. La stratégie alliée est simple. Tout d'abord, il faut débarquer des forces terrestres en nombre pour couvrir le repli serbe. Ensuite, il est nécessaire de procéder à l'évacuation. Le commandement de l'opération est confié à la France à travers d'une commission interalliée. Cela signifie la remise en cause du leadership italien en Adriatique car c'est l'action militaire navale la plus importante de toute la guerre[162].

Face à cette évacuation imminente, Conrad veut rompre les lignes de communications maritimes entre l'Albanie et l'Italie. Il demande à la marine autrichienne de mener des actions dans ce sens pour lui assurer une victoire totale. La marine autrichienne va mener trois offensives : une le 5 décembre 1915, la seconde le 6 décembre et la troisième le 29 décembre. Ces dernières répondent à deux tactiques : la guerre des mines et la stratégie de la bataille au port[163]. Les 22 et 23 novembre, les Autrichiens envoient les croiseurs légers *Helgoland* et *Saïda* avec la 1ère division de torpilleurs de classe *Tétra* reconnaître les eaux albanaises. Sur leur route, ils coulent un aviso italien. En revanche, la marine conclut qu'une action navale d'ampleur est difficile, compte-tenu de la surveillance alliée. Elle demande à privilégier la guerre sous-marine. Conrad insiste. Haus déplace le gros de la flotte de Pola à Cattaro pour attaquer les Alliés : les croiseurs légers *Helgoland* et *Novara,* six destroyers de classe *Tétra*, six torpilleurs *T74* et un ravitailleur. Le centre de gravité naval autrichien bascule vers l'Adriatique Sud. Dès le 4 décembre 1915, les effets du redéploiement se font sentir : le sous-marin mouilleur de mines *UC14* coule un destroyer et un transport italien.

En parallèle, la *Regia Marina*, qui doit protéger l'évacuation, déploie une grande partie de la flotte et une vaste chaîne logistique navale. Elle envoie des navires moyens (la *Lipari*, l'*Unione* et le *Gallimara*) et des escorteurs. Les Alliés déploient les croiseurs de bataille pour assurer la couverture de l'opération. La Regia Marina met en oeuvre les 213 navires de la flotte alliée sous son commandement, italienne incluse, entre Brindisi et Durazzo. Elle expédie aussi deux navires hôpitaux (le *Marechiaro* et le *Santa Lucia)* puis le paquebot *König Albert* transformé en hôpital. Les Français ont envoyé en renfort sept transports, deux croiseurs (le *Hugo* et le *Michelet).* Les Italiens mettent en place en bâtiments supplémentaires cinq transports (le *Re Vittorio*, le *Cordona*, le *Duca di Genova*, le *Dante*, le *Regina Elena*) et huit de gabarit moindre (le *Molfetta*, le *Barletta*, le *Porto Torres*, le *Porto Maurizio*, l'*Assiria*, le *Bari di Iono*, l'*Epiro*), ainsi que plusieurs cargos[164].

Le 5 décembre, le *Novara*, épaulé par quatre destroyers et trois torpilleurs, fait un raid sur le port de San Giovanni coulant trois transports et le sous-marin français *Fresnel* à Bojara. Le 6 décembre, l'*Helgoland* avec six destroyers attaquent Durazzo. Les Italiens sont incapables d'arrêter les Autrichiens, minant définitivement la confiance des Alliés à leur égard. Ces pertes énormes en hommes et matériels provoquent la première crise navale entre l'Italie et la France. En déclarant ces

[162] Ibid p. 152 - 159
[163]Michel Ostenc, L*a marine italienne de l'Unité à nos jours*, Paris, 2005, p. 56 à 60
[164]Camillo Manfroni, *La Regia Marina durante la Grande Guerra*, Torino, p. 79 - 101

deux ports ouverts, les Italiens ont permis ces victoires autrichiennes. Les Italiens veulent se regrouper à Valona. Les Français sont furieux et n'acceptent pas de voir disparaître l'armée serbe. La situation se complique avec l'arrivée dès la fin novembre des premiers Serbes dans les deux ports suite à la progression fulgurante des centraux aidés des Bulgares.

La retraite des Serbes à travers les montagnes albanaises fut la plus tragique de toute l'histoire car les Serbes ont franchi les cols le long de la Drina sans manger, ni boire avec des températures comprises entre -30° C et -10°. De plus, ils avaient les Austro-allemands appuyés par les Bulgares qui les poursuivaient dans les montagnes. Les Serbes ont souffert du froid, des épidémies et de la faim. Les Serbes ont perdu plus de 100 000 soldats dans cette retraite épique en Albanie. Pendant ce temps-là, les Italiens polémiquent sur le nombre de destroyers pour protéger les ports irritant au plus haut point la France. Les Français décident de jeter tout leur poids dans la balance. L'amiral Lacaze, ministre de la Marine, envoie la flotte française au secours des Serbes. Ce fait est le point de départ de la polémique franco-italienne sur qui a sauvé les Serbes jusqu'à nos jours[165]. Les élongations logistiques autrichiennes donnent aux Alliés un répit. Sous le feu ennemi, ces derniers évacuent les Serbes de San Giovanni à Durazzo et Valona. Le 5 décembre, les Italiens débarquent une brigade d'infanterie pour sécuriser Durazzo. La marine autrichienne attaque Durazzo le 5 pour détruire les éléments isolés mais c'est un échec.

Le 29 décembre, les Autrichiens lancent une nouvelle offensive navale mais le *Triglav* et le *Lika* sont coulés par des mines. Le *Csepel* est mis hors combat par deux navires alliés. Après l'arrivée de renforts alliés et autrichiens, la bataille se conclut comme d'habitude par un repli des Autrichiens qui abandonnent trois navires. Les Français coulent l'*U-15* avec cinq destroyers. En faisant les comptes, les Alliés ont endommagé ou détruit quatre navires de guerre ; les Autrichiens un sous-marin et trois bâtiments ; les Italiens aucun. En parallèle, l'évacuation se poursuit.

Du 8 au 10 janvier 1916, la 19ème C. A. autrichien, soutenu par l'appui feu de la vieille 5ème division de cuirassés, ouvrent le passage du Mont Lovčen au dessus de Valona. Le Monténégro s'écroule militairement et demande l'armistice le 12 janvier 1916. L'évacuation à partir de San Giovanni s'arrête le 22 janvier. A Durazzo, les opérations de rembarquement s'arrêtent le 9 février mais les Italiens restent. Ils vont évacuer la garnison du 25 au 27 février sous le feu ennemi avec plus de 800 morts sur 2 500 hommes. Les Alliés couvrent les Italiens à Valona avec l'appui feu de deux croiseurs lourds français et des avisos britanniques. Les Italiens débarquent le 14 ème C. A. en Albanie du Sud arrêtant les Autrichiens ce qui clôt la bataille[166]. Les Autrichiens ont perdu trois destroyers et deux torpilleurs. Au total, les Alliés ont évacué 260 000 serbes civils ou militaires ainsi que des prisonniers de guerre autrichiens. Ils ont sauvé 160 000 soldats serbes avec

[165]Ettore Bravetta, *La Grande Guerra sul mare – Fatti, insegnamenti, previsioni*, Milano, volume 1, 1925, p. 280 et Ezio Ferrante, *L'Armata Navale d'Italia*, Rome, 1992

[166]PG Halphern, *A naval History of the World War I*, Annapolis, 1994, p. 155-159

10 153 chevaux qui seront rééquipés, réorganisés à Corfou. Cette armée serbe va être débarquée à Salonique dès avril 1916 pour aller sur le front macédonien. Les Franco-Britanniques ont effectué 571 missions de transport dont 336 pour les Français et 235 pour les Britanniques. La *Regia Marina* a réalisé 584 missions de protection soit 202 voyages entre Brindisi et l'Albanie[167]. L'Italie a montré son inefficacité dans ce sauvetage de par l'absence de navires ennemis coulés. Ce sont les Alliés qui ont coulé les navires autrichiens et sauvé les Serbes.

L'incompétence italienne a créé la première crise diplomatique et militaire grave entre la France et l'Italie. Enfin, c'est la France qui a commandé l'opération à travers la commission interalliée. La *Regia Marina* a perdu moralement face à ses Alliés. Des victoires sont plus que nécessaires sinon elle va perdre son commandement en Adriatique.

Nous allons donc étudier un affrontement politique franco-italien.

γ – Un affrontement politique franco-italien sans précédent :

Nous venons de voir avec précision comment l'Italie militairement a perdu la bataille du sauvetage de l'armée serbe. C'est la France qui s'est battue comme un lion pour sauver son plus fidèle allié et ami. Cette défaite militaire n'est pas forcément du à un problème naval.

Dès octobre 1915, l'évacuation de l'armée serbe par les ports albanais devient une priorité du gouvernement Briand car il s'agit d'éviter une paix séparée. Pour réaliser cet objectif majeur du pacte secret de 1914 entre les Alliés, il est nécessaire du porter assistance. Militairement, l'option retenue au départ est de ravitailler les Serbes pour les maintenir sur zone grâce aux ports albanais. Face à l'intervention française, Sonnino, aux conseils des ministres des 17 et 27 octobre, veut l'engagement militaire italien en Albanie pour conserver l'éventuel protectorat obtenu au traité de Londres[168]. Cadorna refuse l'engagement car il veut extraire le moins de troupes possibles du front principal : le Carso. De plus, il préfère agir avec Joffre en Macédoine. Le gouvernement italien ne peut prendre une décision avec un tel affrontement. Briand, par l'intermédiaire de Barrère et de la M. M. F, fait pression pour une intervention italienne en Albanie et en Macédoine. Salandra obtient seulement des troupes pour occuper Durazzo et renforcer Valona. A cette nouvelle Briand entre dans une colère puissante contre l'Italie. Le 20 novembre, il écrit à Barrère les griefs suivants contre l'Italie : la non signature officielle du pacte interdisant la paix séparée de septembre 1914, le non déploiement militaire contre Constantinople et l'absence de déclaration de guerre contre

[167]U. S. M.M, Documentazione storica, C488, F3, *Relation entre le chef d'Etat Major de la Marine sur le sauvetage des Serbes et rapports de mission*, Roma, 1915-1916
[168] Fernando Martini, *Diario 1914-1918*, Vérone, 1920, p 555-559

l'Allemagne.

Briand ne supporte plus cette situation d'autant plus qu'il pense maintenent que : « *l'Italie laisse écraser les Serbes et menacer […] les troupes franco-anglaises à Salonique* ». Pour le président du conseil, l'Italie est un pays égoïste et exprime clairement que cette attitude à l'égard des Alliés « ne la maintiendrait plus dans une position d'égalité »[169]. Cette déclaration tonitruante à ses ambassadeurs de Briand énonce une situation politique claire : l'Italie vient de s'aliéner le soutien de la France en raison de son « égoïsme ». Le problème est que le principal soutien en 1915 n'est pas Londres mais Paris. Si Paris décide que Rome n'est qu'un allié de seconde zone, ce n'est pas Petrograd qui va voler à son secours. L'affaire serbe est en train d'isoler gravement Rome de ses Alliés. Sonnino, fin novembre, accepte d'aider le ravitaillement, puis l'évacuation des Serbes contre l'aide navale française.

Comme nous l'avons vu précédemment, c'est la flotte française qui va fournir l'effort principal. Lors de la conférence interalliée du 6 au 8 décembre 1915, Joffre veut réorganiser les Serbes hors d'Albanie[170]. Lors de la conférence, la France envoie en Adriatique les contre-torpilleurs nécessaires. Joffre opte aussi pour le repli des Serbes vers Valona-Santi Quaranta où le ravitaillement serait plus facile. Sonnino avec le général Zupelli, ministre de la Guerre, bloque le passage aux Serbes du fleuve Shkumbi pour éviter qu'ils descendent sur Valona. Pour Paris, c'est le blocage de trop. Sonnino veut éviter aussi le développement des épidémies en laissant les Serbes à Tirana[171]. Le colonel François écrit à Joffre et le convainc de la volonté italienne de se servir des Serbes comme bouclier contre les centraux. Joffre veut réorganiser les Serbes ailleurs et fait de Valona un port de transit. Cependant, Joffre rend compte à Briand du blocage italien. Le 22 décembre, Joffre propose le débarquement des Serbes à Corfou. Briand préfère Bizerte pour préserver la souveraineté grecque mais Joffre lui indique que Bizerte est trop loin et le transport trop dangereux. Le 6 janvier, Briand accepte Corfou. C'est la solution préférée aussi par Margerie au Quai d'Orsay[172]. Le Royaume-Uni soutient Paris sans réserves. Face à une situation qui préserve le protectorat italien en Albanie, Sonnino accepte l'évacuation sur Corfou.

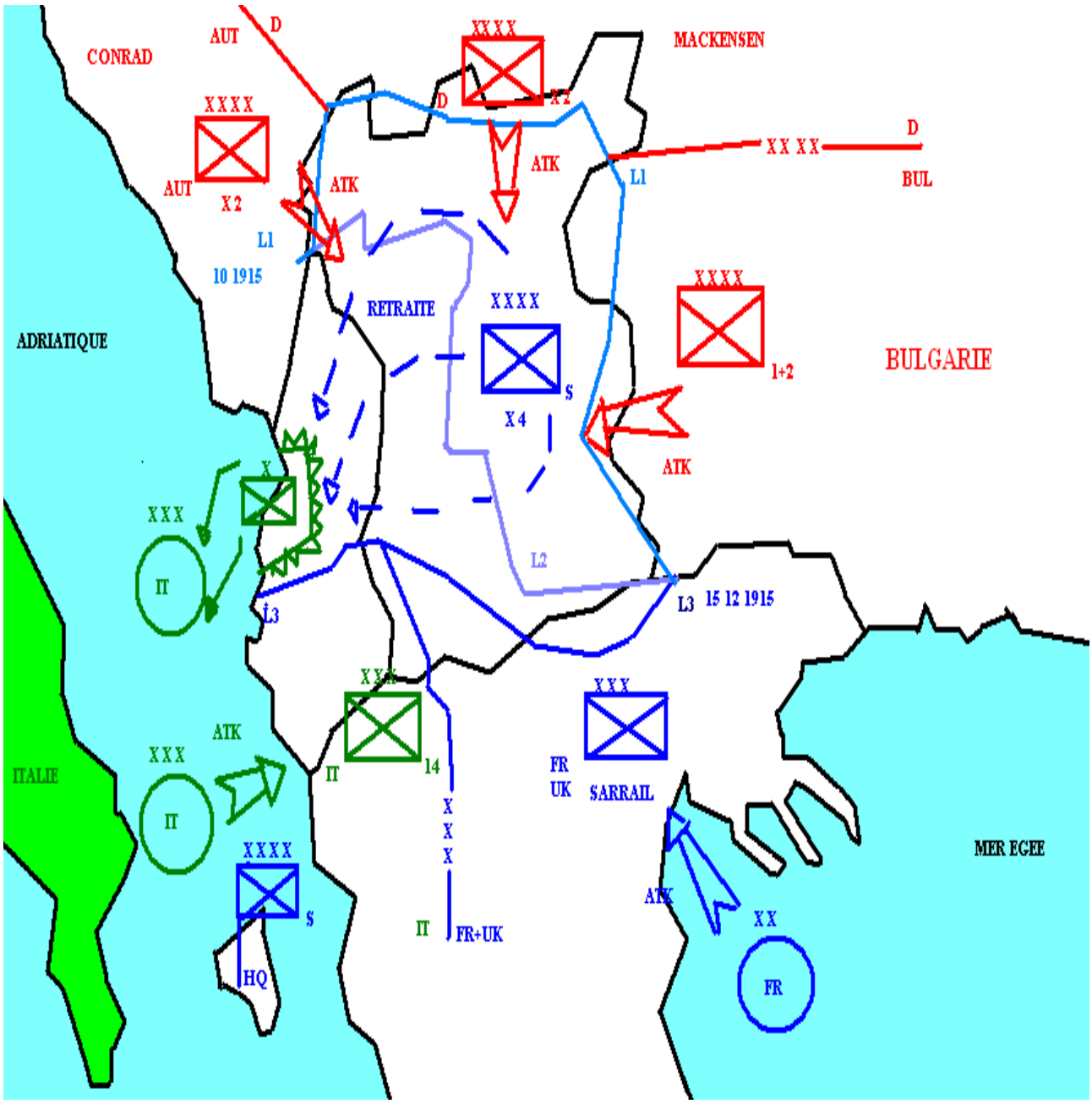
---

[169] AMAE, CPC Italie 1914-1918 Télégramme du Briand à Barrère n°1876 du 20 décembre 1915, feuillet 215, n°566, Paris

[170] SHD, 14 N 10-2 Fonds Joffre, compte-rendu de la conférence du 6 au 8 décembre 1915, n°5441, 10 décembre 1915, Vincennes

[171] AMAE, CPC Serbie n°374, télégramme de Barrère n°1034 du 20 décembre 1915 feuillet 83, Paris et ASMAE, DDI volume 5, télégramme de Sonnino à Imperiali et Tittoni n°4235, 20/12/1913 n°213, Rome

[172] Bernard Auffray, *Pierre de Margerie (1861-1942) et la vie diplomatique de son temps*, Paris, 1976, p. 304-307 et 316



Carte n°4 : Le sauvetage de l'armée serbe

Réalisée par Emmanuel BOUDAS

(Echelle 1/6 000 000, soit 2 cm est égal à 100KM)

Le 9 janvier 1916, il laisse passer aux Serbes le Shkumbi. Les Italiens perdent le commandement des opérations comme nous l'avons vu précédemment. Le 14 janvier, lors de l'arrivée des Serbes à Brindisi, la colère française est très forte contre les Italiens. Pour Briand, la défaite de l'armée serbe est dûe aux blocages italiens de ne pas laisser aller à Valona d'autres armées que l'italienne. L'évacuation va se poursuivre jusqu'en février 1916. Briand, le 27 décembre pour conjurer le sort,

choisit de satisfaire les revendications nationales de la Serbie. Briand soutient la Grande Serbie au détriment de la Grande Italie dix mois après avoir signé le Traité de Londres.

Le bilan du sauvetage de l'armée serbe au niveau politique coûte très cher aux Italiens. Stratégiquement ils viennent de perdre l'allié le plus efficace pour eux : la France. Briand est maintenant clairement hostile à l'Italie. Les militaires français avec la M. M. F à Rome et la mission du général Mondésir avec les Serbes sont anti-italiens. Le lieutenant-colonel Broussaud parle de condamnation italienne des Serbes. Le colonel François évoque le peu d'efforts militaires déployés par les Italiens. Le général Mondésir affirme que les Italiens veulent la mort des Serbes. L'armée française accuse les Italiens de tout faire pour arrêter les efforts français. L'EMA à Paris relaie cet état de fait notamment au Troisième bureau dans un rapport du 25 décembre 1915. Les diplomates français partagent l'avis des militaires[173].

En décembre, Paul Cambon décrit à Barrère les Italiens comme égoïstes et immobilistes dans l'affaire serbe[174]. Même la presse française penche pour une vision très négative de l'Italie. Clemenceau dénonce l'égoïsme et le faible engagement des Italiens en Albanie. Le 6 et le 29 novembre 1915, Jules Delafosse, député du Calvados, appelle l'Italie à s'engager davantage dans les Balkans. Si la censure ne s'abat pas, c'est que le gouvernement partage ce point de vue sur l'Italie. La perte du soutien de la France se fait ressentir en Italie. Sonnino fait l'objet de critiques. Le colonel Breganze, attaché militaire italien à Paris, parle à Albertini des blocages sonninniens vis-à-vis de la France. Tittoni a le même discours. Albertini critique cette politique créatrice de tensions interalliées qui ne peuvent qu'affaiblir la position italienne dans l'Alliance[175].

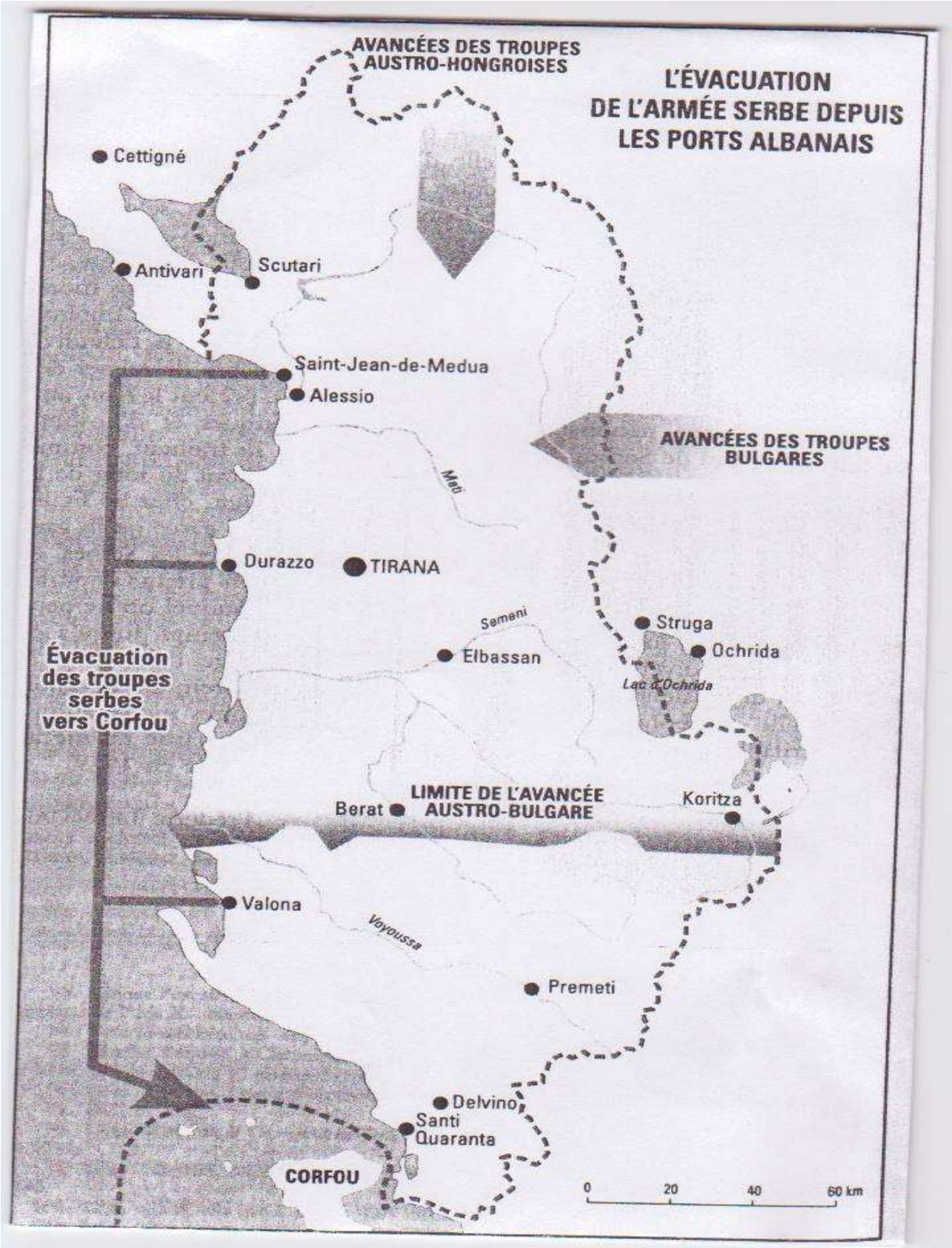
Sur la question du sauvetage de l'armée serbe, la France tient rancune à l'Italie. La France rejoint ainsi le front anti-italien au sein de l'alliance avec la Russie et la Serbie. Cependant, le gouvernement français n'a pas encore les moyens de se permettre d'attaquer directement la politique étrangère et militaire des Italiens. Cette affaire est le terreau de l'affrontement entre les Alliés et l'Italie.

---

[173] Frédéric Le Moal, *L'année 1915 dans les relations franco-italiennes : l'année de la rupture*, Revue Guerres Mondiales et conflits Contemporains n°220 *De la première à la seconde guerre en Europe – Accords stratégiques et opérations : intrigues et débats intérieurs*, Paris, octobre 2005, p 17 à 21

[174] AMAE, *Papiers Barrère*, lettre de Paul Cambon à Barrère, feuillet 93, 22 décembre 1916, Paris

[175] Luigi Albertini, *I Giorni di un liberale – Diario 1907-1925*, Bologna, 2000, p 193-203



Carte n° 5 : L'évacuation de l'Armée Serbe (1915-1916)

Tiré de Frédéric Le Moal, article dans GMCC n°220, Paris, octobre 2005, p 22

b – Les opérations en Adriatique en 1916 :

Les Britanniques veulent mettre en place en commandement naval unique plus efficace en Méditerranée mais les Italiens s'y opposent[176]. Les Alliés continuent à se rencontrer quatre fois par an pour résoudre les problèmes de coordination.

A la conférence de Malte du 2 au 9 mars 1916, les Alliés réduisent les zones de patrouilles de 18 à 11. Les Italiens ont toujours la charge de l'Adriatique et de la mer Tyrrhénienne. A la suite de la guerre sous-marine germano-autrichienne, les Alliés mettent en place le barrage d'Otrante.Pour les Italiens, il se révèle inefficace. Les *Uboote* détruisent de nombreux navires. Entre le 16 mai et le 6 juin 1916, ils coulent dix bâtiments italiens, deux croiseurs et deux destroyers. La *Regia Marina* réagit et fait construire le M. A. S pour chasser les sous-marins et faire la guerilla navale. C'est l'heure de gloire des M. A. S. Les Italiens vont commander 422 M. A. S pour 109 207 lires, mais seuls 244 seront produits durant la guerre. Il existait deux familles de M. A. S. La première était des lances torpilles avec des torpilles de 356 mm puis avec des armements de 450 mm avec un ou plusieurs tenailles. La seconde était des M. A. S canons équipés de 76 mm très rapides. Ils furent fabriqués par la firme S. V. A. N de l'ingénieur Attilio Bisio[177].

Le 7 juin 1916, les M. A. S 5 et 7 *Berardinelli* et *Pagano di Melit*o entrent dans la rade de Durazzo et coulent le cargo *Lokrum*. Une épopée est née. En juillet 1916, deux M. A. S attaquent Pola. L'un couvre, l'autre explore le chenal et torpille le croiseur autrichien *Mars* de 7 400 tonnes, puis il mouille plusieurs dizaines de mines dans l'accès à la base. Le port de Pola fut hors d'état de nuire pendant quelques temps. Ces raids rendent à la *Regia Marina* le moral avec ses premiers succés tactiques. Dans le même temps, la *Regia Marina* met en place dix trains avec des pièces d'artillerie roulant à pleine vitesse entre Venise et Brindisi. Ces trains sont équipés de canons de 120 mm, de 150 mm et de 76 mm anti-aérien. Ce sont les « trains armés ». Ces derniers avaient une zone précise à surveiller le long de l'Adriatique. Ils étaient reliés par le télégraphe aux sémaphores permettant de réagir en cas d'attaque. Le 3 février 1916 à Ortona, ville au pied des Abruzzes, le croiseur *Sankt Georg* et cinq torpilleurs attaquent mais ils sont stoppés par le train armé n°6 positionné à San Vito Chietino qui surveillait le secteur Vasto-Pescara. Il a obtenu une médaille réservée aux bateaux : *la bandiera di combattimento*[178]. Ces deux parades rendent à la *Regia Marina* une certaine crédibilité et redonne confiance à tout un peuple et sa liberté d'initiative.

La *Regia Marina* a trouvé les armes de la victoire navale. Elle redevient par miracle un

[176]P.E Coletta, Allied ans American naval operations in the European theater in World War I, volume 7, Studio in American History, New York, 1996, p. 318 - 324

[177]Società Veneziana Automobili Navali : S. V. A. N et Emilio Bagnasco, *Lo Svilerppo e l'impiego dei M. A. S nella Prima Guerra Mondiale rivista maritima*, fascicule n°6, 1965

[178]Michel Ostenc, L*a marine italienne de l'Unité à nos jours*, Paris, 2005, p .61 - 65

pays qui compte et qui ne subit pas. Ce renouveau naval permet à l'Italie de maintenir sa position stratégique malgrè sa très mauvaise performance lors du sauvetage de l'armée serbe. Notre étude va porter sur la guerre navale en Méditerranée en 1916.

c – Les opérations en Méditerranée en 1916 :

La guerre dans cette zone géographique est essentiellement sous-marine. Le premier trimestre 1916, marqué par une météo des plus mauvaises, voit peu de torpillages.

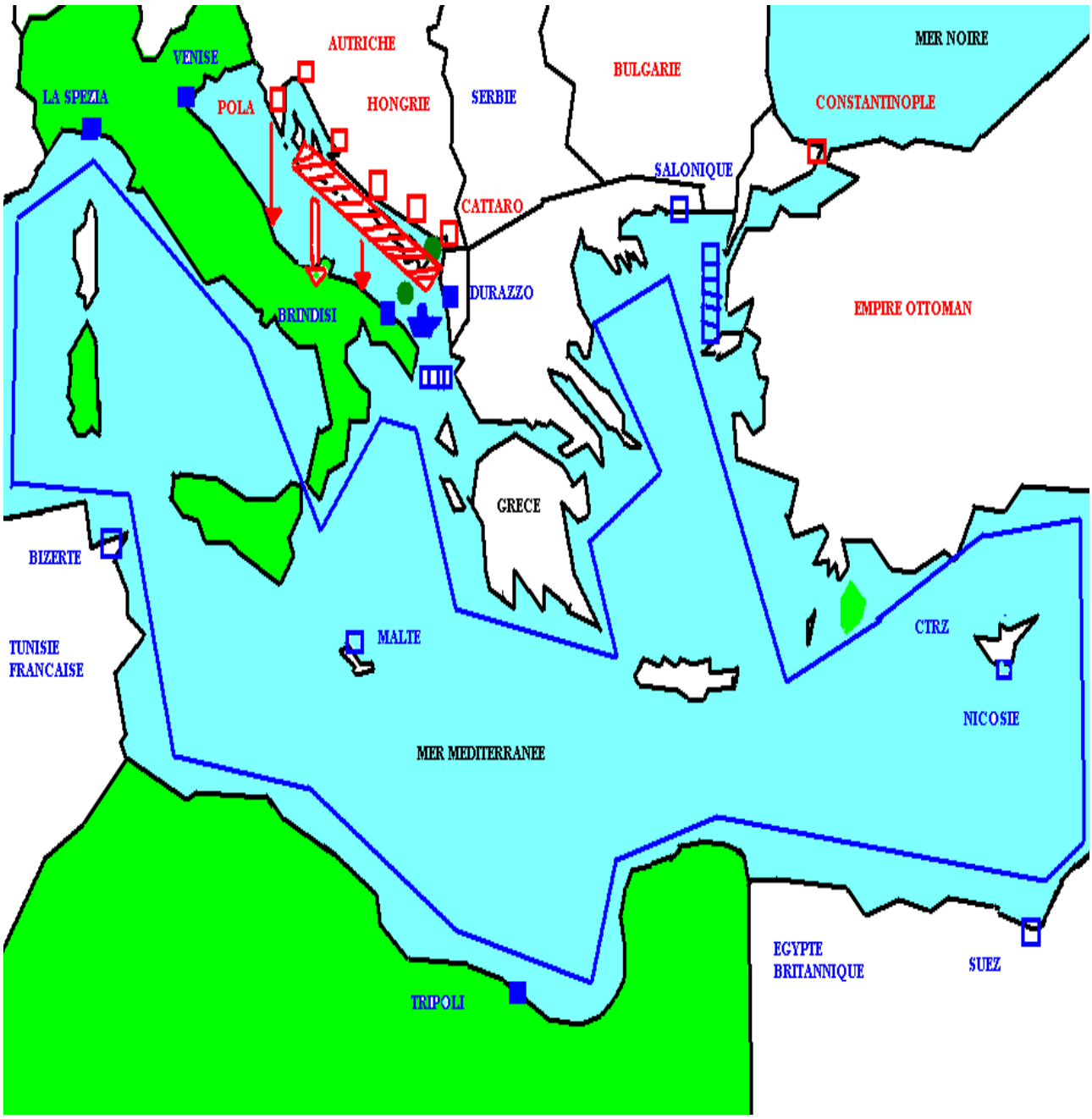
En revanche, d'avril à juin 1916, les *Uboote* coulent cent navires qui représentent 195 225 tonnes, soit 49 % des pertes sur l'ensemble des théâtres. Les Autrichiens envoient les sous-marins allemands vers la Méditerranée occidentale. A la fin d'août, le tonnage perdu atteint environ 1 000 000 de tonnes. De juillet à septembre, les *Uboote* détruisent 155 navires, soit 321 542 tonnes. Cette situation donne sur 403 184 tonnes totales de pertes alliées, environ 65 % des navires coulés. Durant le dernier trimestre, les centraux envoient par le fond 129 bâtiments, soit 427 999 tonnes sur 970 423 au total sur tous les théâtres. Le 25 octobre 1916, la flottille de sous-marins austro-allemands se compose de dix *Uboote* UBI, deux sous-marins mouilleurs de mines, cinq UB II et huit UC.

Le 28 août 1916, l'Allemagne est en guerre avec l'Italie accroissant encore les pertes italiennes. Les Alliés répondent à cette crise par une nouvelle tactique : les convois proposés par les Britanniques. Dans cette lutte contre les *Uboote*, les Italiens sont les grands absents fragilisant bien sûr la position italienne. La *Regia Marina* n'a pas su relever ce défi face aux alliés.

d – Une conclusion rapide sur la campagne de 1916 :

Pour conclure sur la campagne de 1916, la *Regia Marina* a marqué des points en Adriatique où elle a su remporter les succès qui lui manquaient. Cependant, il existe deux points noirs qui ont grandement fragilisé sa position vis-à-vis des Alliés : le sauvetage des Serbes et son absence dans la guerre anti-sous-marine en Méditerranée. Elle retrouve tout de même sa crédibilité par quelques victoires mais les Alliés la voient encore comme une marine de seconde zone.

Cette situation menace les équilibres stratégiques de 1915. La *Regia Marina* conserve son commandement de justesse. Les événements peuvent se retourner n'importe quand.



Carte n°6 : La campagne navale 1915-1916

Réalisée par Emmanuel BOUDAS

(Echelle 1/10 000 000, soit 1cm égale 100 KM)

B – Le front italien sur terre de 1915 à février 1917 :

Les principales actions terrestres menées par l'armée italienne entre 1915 et 1917 sont rythmées par de dures et sanglantes batailles. C'est le théâtre le plus difficile de la Grande Guerre par son aspect montagneux. C'est une guerre d'usure qui se fait à 2500 m d'altitude en moyenne. Nous verrons qu'elle est difficile pour l'Italie. Le front italien a plutôt tendance dans cette période à rester immobile créant un statu quo stratégique vis-à-vis des Alliés. Ce front terrestre conserve les avantages diplomatiques acquis à Londres jusqu'en 1917.

Nous verrons d'abord la stratégie et les moyens italiens, puis la campagne de 1915. Ensuite, nous étudierons la *Strafexpedition* des Autrichiens en mai 1916. Enfin, nous observerons la campagne plus heureuse de 1916 (mai 1916 – février 1917) et son corollaire politique la création d'un cabinet d'Union Nationale. Dans un dernier temps, nous aborderons la guerre secrète menée par l'Italie de 1915 à 1917 contre l'Autriche dans un cadre interallié.

1 – La stratégie italienne et ses moyens:

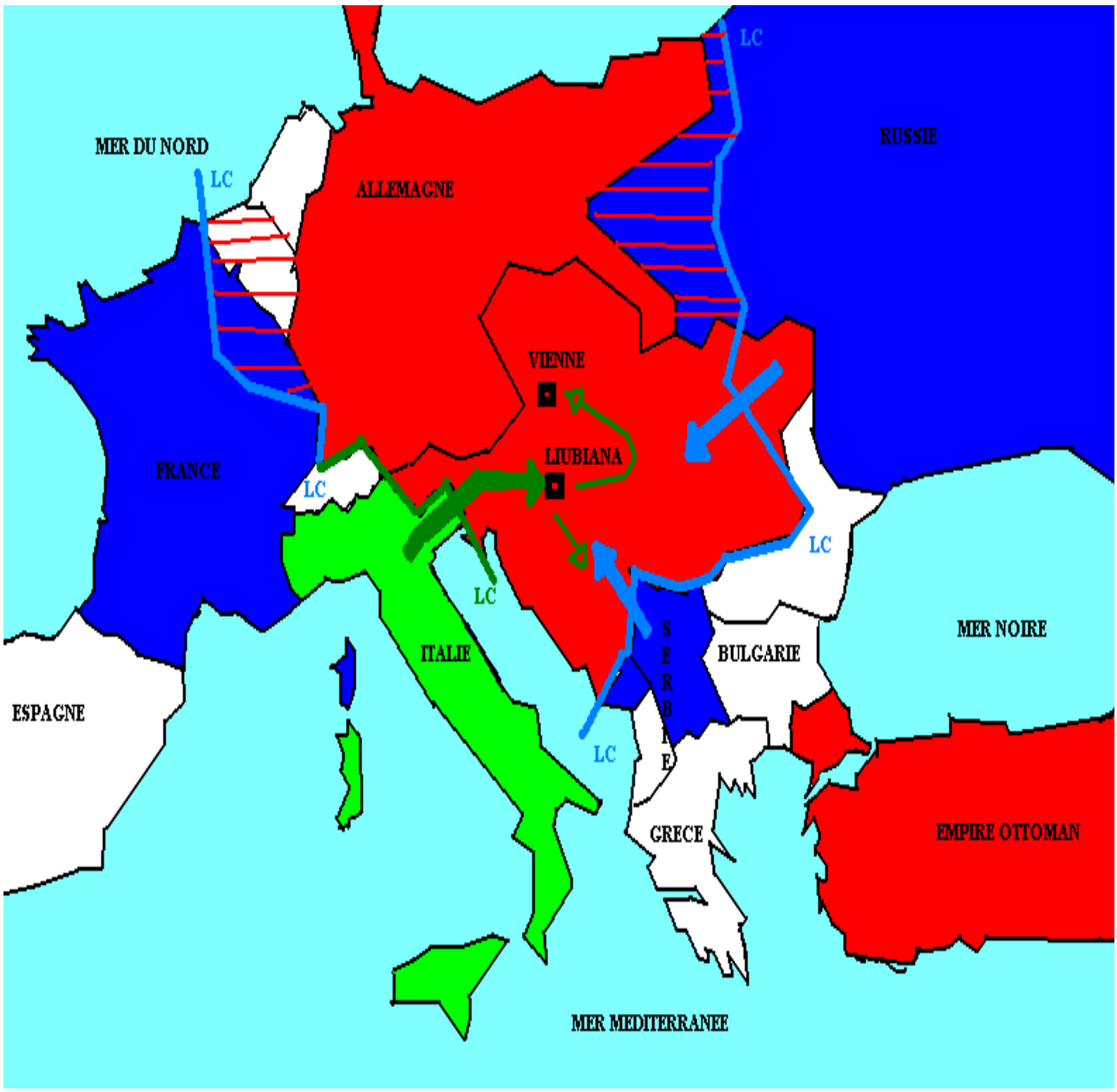
a - La stratégie de Cadorna mai 1915 :

Le plan de Cadorna se compose de deux points. Premièrement, Cadorna voudrait une aide des forces de l'Entente sur le front autrichien : les Russes, les Serbes. En effet, il veut deux offensives alliées simultanées : les Russes doivent attaquer la Galicie et les Serbes par la Bosnie. Il veut donner le maximum d'impulsion alliée pour que les Autrichiens soient assaillis de toutes parts et ne savent plus où contre-attaquer.

Cette confusion, créée par les alliés, doit permettre de maximiser l'efficacité de l'offensive italienne par l'immobilisation de la réserve stratégique autrichienne suite aux trois offensives. Elle favorise également la réduction des forces sur les Alpes, enfin la diminution des pertes dans les rangs de son armée.

Premièrement, une offensive italienne doit être menée par la plaine du Frioul et par Carnia en direction de Lubjana et Villaco[179]. L'objectif est de conquérir les Alpes Juliennes afin de faire sauter le verrou montagneux favorable aux Autrichiens et ensuite envahir la plaine du Danube. Deuxièmement, Cadorna dans son action future veut faire jonction avec les Serbes venus de Bosnie et prendre Vienne.

[179] Giorgio Candeloro, *storia dell' Italia moderna,* volume 8 *la Prima Guerra Mondiale Il dopoguerra e l' avento del Fascimo*, Rome, 1978, p .119



Carte n°7 : La stratégie de Cadorna (mai 1915)

Réalisée par Emmanuel BOUDAS

(Echelle 1/12 000 000, soit 1 cm égale 300 KM)

LC : Ligne de Contact.

Ce plan est conforme à la vision d'une guerre offensive avec des buts limités. En effet, les Italiens sont motivés par des conquêtes territoriales : le Trentin, le Haut Adige, l'Istrie, Trieste. La guerre doit donc satisfaire cet objectif. Pour l'atteindre, il faut prendre ces territoires pour pouvoir les garder au moment des négociations de paix, d'où l'offensive sur Lubjana en Slovénie et Villaco. De plus, ce sont des régions contiguës de l'Italie, facilitant ainsi la guerre offensive. Ce type de guerre a pour but d'affaiblir les forces ennemies pour pouvoir conquérir. Or, l'éloignement des territoires convoités du centre de gravité de l'armée (c'est le point où les forces principales sont concentrées : nous parlons de *Schwerpunkt*), des lignes de communication et de la direction principale des forces représente un désavantage.

Si l'armée se trouve dans cette situation, l'offensive risque de s'enliser et de s'arrêter d'elle même faute de vivres, de troupes fraîches et de munitions[180]. Dans le cas italien, les territoires voulus sont sur la route des forces italiennes, face au centre de gravité qu'est la deuxième armée de Capello. Le ravitaillement est facilité par les infrastructures ferroviaires de la plaine du Frioul. Par conséquent, le plan de Cadorna respecte les principes clausewitziens de la guerre offensive. Cette stratégie a donc toutes les chances de fonctionner théoriquement.

En revanche, cette stratégie a une faiblesse majeure : si les Autrichiens lancent une offensive violente, cette action pourrait complètement déséquilibrer le dispositif italien, et entraîner une retraite importante, vu le terrain montagneux, privant Cadorna de toute liberté d'action. Le seul résultat que l'Italie obtiendrait serait de livrer une bataille sur la plaine du Pô. C'est donc une bonne stratégie mais risquée.

L'Italie possède-t-elle les moyens de sa stratégie ?

b- Les moyens de l'armée italienne :

L'armée italienne est sorti du conflit libyen en crise de matériels, de munitions et enregistre un vrai retard par rapport aux autres armées occidentales. Le seul point fort de cette armée en 1915 est l'infanterie avec de très bonnes unités : les *Bersaglieri* (infanterie de montagne), les chasseurs à pieds. Elle possède la supériorité numérique sur l'armée impériale avec 35 divisions (soit 309 régiments) contre 14 dont 5 de cavalerie.[181]

Elle a une force, une fois mobilisée, de 1 050 000 hommes[182] face à maximum de 600 000

[180]Carl Clausewitz, *De la Guerre,* Paris, 1823, p .710-711-712-713
[181] Sous la direction de Giorgio Calasso, *Storia d'Italia,* volume 12 *La Prima Guerra Mondiale e il Fascismo,* Rome, 1995, p . 60
[182]Giorgio Candeloro, *storia dell' Italia moderna,* volume 8 *la Prima Guerra Mondiale Il dopoguerra e l'avvento del Fascimo*, Rome, 1978, p .119

Austro-hongrois. Pour le reste, c'est une armée sous-dimensionnée. En effet, son artillerie est inexistante. Quand on connaît l'importance de celle-ci dans les conflits du type de la guerre de Sécession aux Etats-Unis en 1865, c'est une erreur tactique. L'armée italienne possède 456 pièces de gros calibre. C'est peu face aux 2 300 pièces autrichiennes de même calibre. L'artillerie lourde se décompose en 112 canons de campagne, 132 pièces lourdes, 3 mortiers de 240 mm et 210 obusiers de 105. Pour le petit calibre, elle a assez de moyens : 1 797 bouches à feu de 75, 70, et 65 mm. L'armée italienne a une déficience en mitrailleuses de 12,7 mm : 2 par régiments, soit 618 au total[183]. C'est une différence énorme avec les 2 mitrailleuses par compagnie des Autrichiens, soit 584 pour seulement 144 régiments dans des positions fortifiées sur les hauteurs des montagnes. Ce différentiel n'a même pas été pris en compte lors du montage de la stratégie de l'affrontement alpin. Pour les fusils équipant les fantassins, c'est la même chose.

L'Etat-Major mobilise 1 050 000 hommes. Il compte que 930 000 fusils et pistolets, modèle 1891 pour les équiper. Le commandement a bien prévu une réserve mais en cas de pertes, elle est insuffisante ou trop ancienne pour rivaliser avec les Mauser allemands modèle 1904 :
200 000 fusils de 1891 et 1 316 000 du modèle 1870/1887. De plus, la production prévue est de
18 000 fusils et 3000 pistolets 1891 en période de guerre. L'armée italienne a pensé une guerre offensive courte. De même, pour les munitions, le manque est incroyable : 1500 obus par canon de 75 et un complèment mensuel de 200 ; pour les fusils 900 cartouches par armes et par mois plus 700 pour les pistolets. Le stock de guerre est de 2 100 000 cartouches. La dotation initiale des 12,7 mm est de 100 000 coups mensuels. C'est environ à raison de 300 balles par homme et par jour pour toute l'armée soit trois jours de combat, d'après mes calculs fondés sur des abaques de l'armée française. En terme d'artillerie, les Italiens ont pour 6 jours de combat d'après les consommations françaises de septembre 1914 et un jour de guerre en 1915 en Champagne. Ces résultats montrent l'impréparation militaire des Italiens et l'absence des moyens nécessaires à leur stratégie offensive qui consomme encore plus d'hommes et de munitions. Ils n'ont pas les moyens matériels de leur ambition.

La guerre s'engage relativement mal. Les Italiens ont un plan cohérent mais n'ont absolument pas les moyens. Ils vont droit à un échec modifiant complètement, si les défaites sont rapides, l'équilibre géopolitique au sein de l'Entente.

c – La logistique italienne :

Aucune stratégie et victoire n'est possible sans un système logistique solide soutenant et

[183] Ibid, p. 119-120

accompagant la manœuvre. Les opérations militaires sont des manœuvres tactico-logistiques. Si l'Italie veut vaincre, elle doit posséder l'outil logistique correspondant aux plans établis par Cadorna : l'invasion de Trieste et de Laybach (Lubjana).

Est-ce que cet outil est à la hauteur de la tâche ? Nous étudierons le règlement logistique du 9 mai 1915, puis la mise en place des forces de couverture sur la frontière avec l'éclairage des prévisions des chemins de fer italiens *: le Ferroviere dello Stato* F. S.

α – Le règlement logistique du 9 mai 1915 :

Ce texte militaire définit avec précision le concept d'emploi et la doctrine logistique de l'Armée Italienne de 1915. Ce règlement va nous aider à comprendre comment la guerre est conçue par le C. S (Comando Supremo).

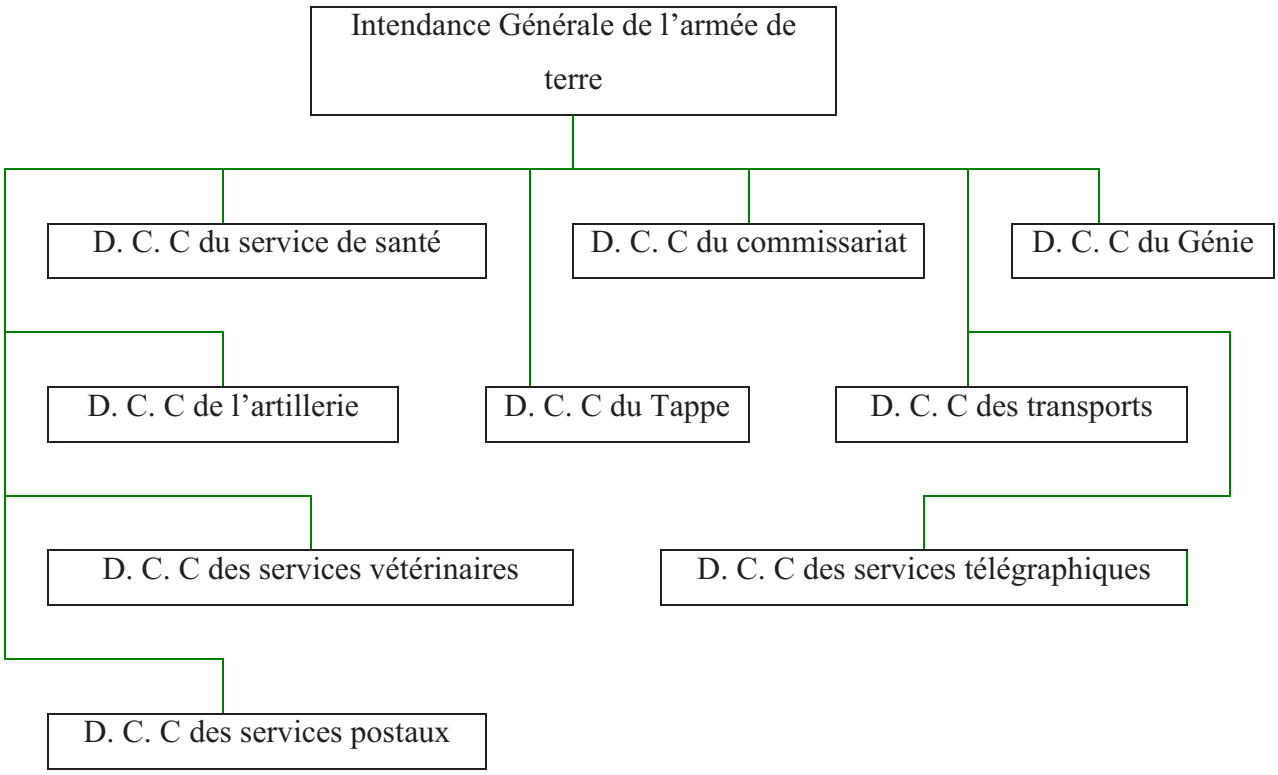
Les Italiens définissent la logistique comme la capacité à fournir en tous temps et en tous lieux les moyens de vivre, de se battre aux armées en opération : « Aucune action de guerre ne peut être victorieuse si nous n'avons pas dans n'importe quelles circonstances apporté aux forces en opérations les moyens pour vivre et pour combattre et ce qui est nécessaire pour les opérations de guerre »[184]. De plus, la manœuvre logistique est inséparable de la partie tactique. La tactique doit prendre en compte dans la manœuvre les contraintes imposées par la logistique pour vaincre. Cette dernière doit éliminer les obstacles pour permettre à la tactique de se mettre en œuvre dans les limites qui sont les siennes. Le plan de bataille de Cadorna répond à la conception clausewitzienne de la bataille décisive. Le conflit est pensé comme une guerre de mouvement et courte[185]. La logistique va être conçue sur un modèle qui correspond à ces deux caractéristiques.

Par conséqent, la doctrine logistique italienne est la flexibilité des services afin de pouvoir réagir aux surprises liées à la guerre de mouvement. Cette doctrine est complétée par l'axiome : un besoin est égal à un service. De fait, la logistique va s'articuler autout de neuf services : la santé, le commissariat, l'artillerie, le génie, le vétérinaire, le télégraphique, le postal, les transports et les « tappe », soit neufs fonctions logistiques. La logistique italienne repose sur deux modes d'approvisionnement : l'achat ou la production de matériels et vivres sur les ressources locales où sont implantés les unités. L'approvisionnement se fait à travers une chaîne de magasins et d'établissements de l'arrière vers le front. *L'Intendenza Generale* construit à partir des prévisions du C. S les dotations initiales des régiments et les flux nécessaires à leurs approvisionnements et

[184] *Règlement du service en campagne*, Partie n°2, *Organisation et fonctionnement des Services du 9 mai 1915*. Rome, Ministère de la Guerre, USSME, 1915

[185] Général Rinaldo Cruccu, *L'organisation générale des services logistiques dans l'Armée Italienne durant la Première Guerre Mondiale*, Colloque sur *la logistique des armées au combat pendant la Première guerre Mondiale (sous la direction du général Gambiez) du 6 au 8 juin 1980*, Nancy 2, PUN, 1984, p 79-91

leurs réserves. Chaque magasin est spécialisé sur un type de matériel ou un groupe selon la Direction Centrale (D. C) dont il dépend.

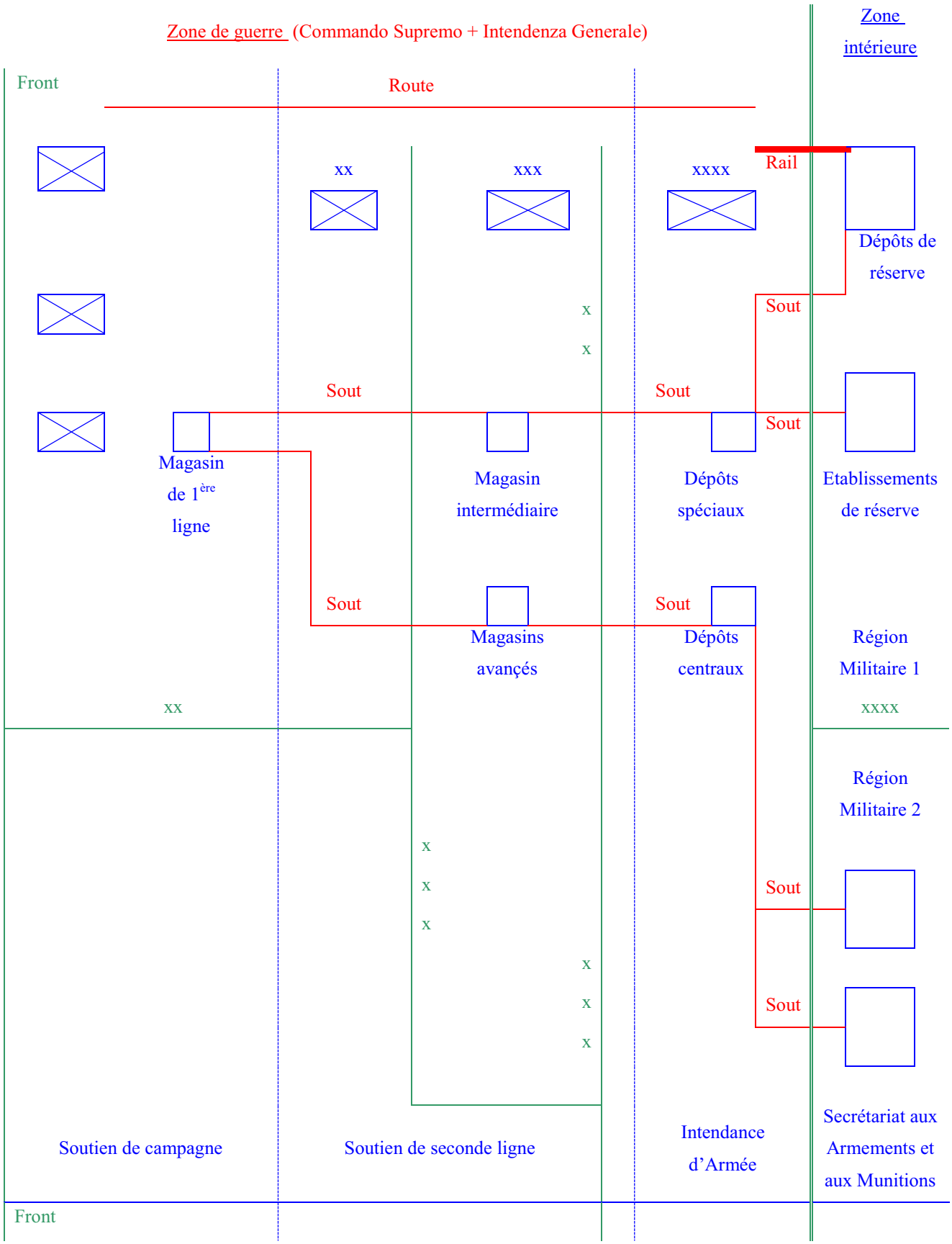


Organigramme n°1 : Les neufs fonctions logistiques

Réalisé par Emmanuel BOUDAS

(DCC = direction centrale, DC = Division de Cavalerie.)

Les établissements répartis sur le territoire doivent équiper et préparer les C. A avant de les envoyer au front. Les magasins les plus avancés sont en charge de soutenir les unités déjà déployées. Ils sont mobiles et fractionnables. Ce sont des stocks faciles à transporter et organiques. Avec le conflit, les magasins territoriaux soutiennent les unités en déplacement ou non abonnées de manière à assurer un soutien permanent durant la mobilisation. Dès cette phase terminée, les magasins territoriaux soutiennent et réapprovisionnent les plus avancés. Avec la guerre, le territoire est coupée en deux : la zone intérieure et la zone de guerre. La première est sous le commandement du gouvernement et des régions militaires. Les magasins deviennent centraux et assurent les achats de matériels, la constitution des réserves nationales. Dans la zone de guerre, le soutien est réparti selon trois niveaux : la logistique de campagne qui soutient les unités au plus près du front (de 2 à 5 kms), celle de deuxième ligne au niveau du C. A (15 à 30 kms du front) et l'Intendance d'Armée qui gère une armée complète (30 à 45 kms du front). Le soutien commence à la division. Au niveau divisionnaire, nous trouvons les magasins de première ligne, pour le C. A les intermédiaires et les avançés. Enfin, pour l'armée, il existe les dépôts spéciaux et centraux. Plus nous nous approchons du front, plus les magasins sont mobiles.



Organigramme n°2 : Schéma logistique doctrinal italien selon le règlement de 1915

Réalisé par Emmanuel BOUDAS

(SOUT= acronyme OTAN pour la mission de soutien)

Ce sont les véhicules automobiles et hippomobiles qui assurent les liaisons entre les magasins et les gares. Chaque unité reçoit des ordres du C. S et de sa D. C au niveau technique.

La guerre va éprouver ce nouveau système logistique. Nous allons étudier la période de décembre 1914 à mai 1915 où Cadorna va mettre en place ses forces de couverture de la frontière italo-autrichienne et la logistique mise en œuvre.

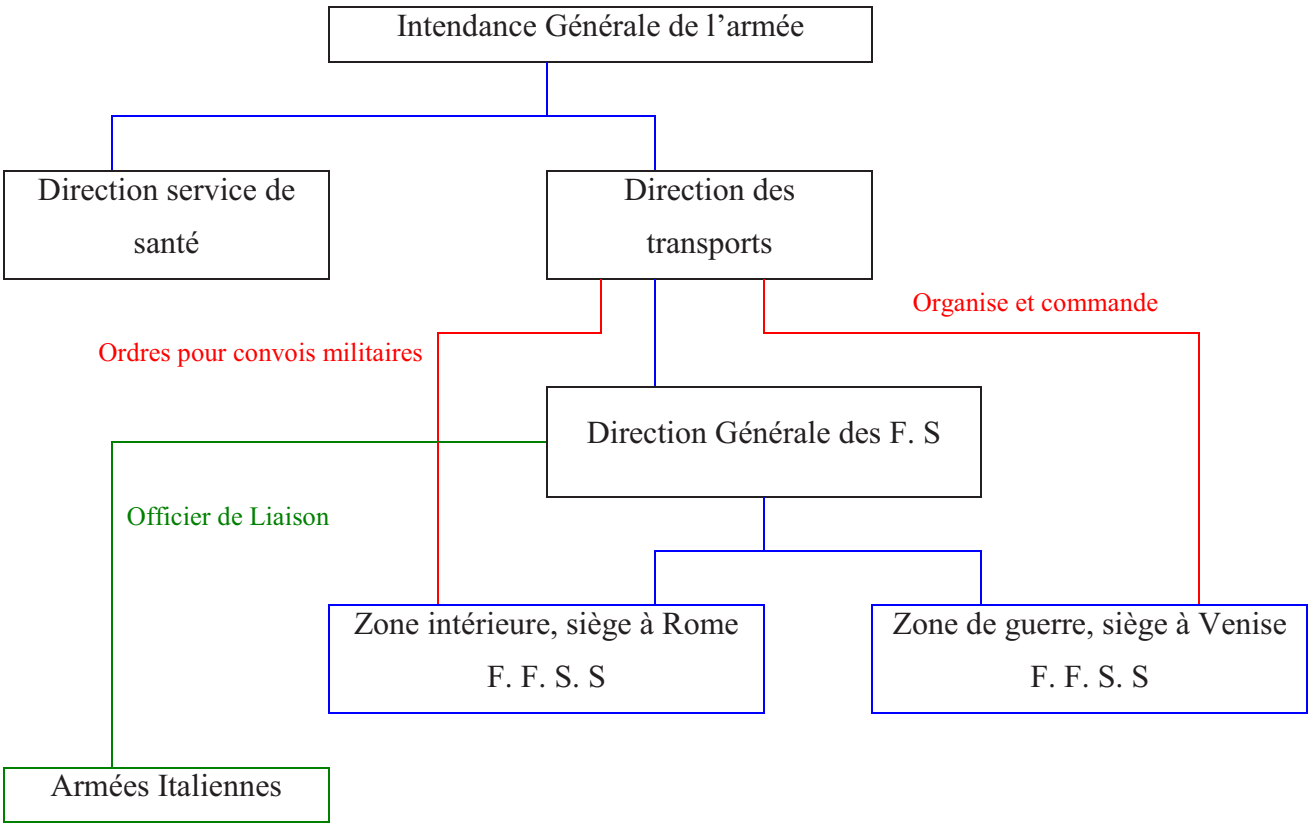
β – La mise en place des forces de couvertures et les prévisions des F .S :

Cadorna décide de mettre en place son armée de couverture (90 % de l'armée d'active) de février à mai 1915 pour des raisons logistiques. En effet, le réseau ferroviaire italien est le vecteur principal de la mobilisation. Or, il est gravement déficient.

Effectivement le réseau ferré est orienté dans le sens nord-sud le long des côtes tyrrhéniennes et adriatiques avec un maillage entre assez faible. La ligne Rome-Orte-Florence-Bologne-Venise est l'épine dorsale des F. S. Naples est le centre ferroviaire le plus au sud d'où vont partir la plus part des fantassins. Du sud vers la Toscane, il existe 600 km soit 40 heures de trains. Ces éléments montrent une élongation logistique extraordinaire ; ce qui handicape la mobilisation. De plus, les lignes Spezia-Parme, Florence-Bologne et Florence-Facenza qui traversent les Appenins sont à voie unique avec une pente de 25 pour mille. Cette situation oblige à la double traction et limite la taille du train à 420 tonnes. Le réseau fait 18 000 km dont 14 000 seulement sont publics et 21 % à double sens. Ensuite, tout le poids de la bataille va peser sur le département F. F. S. S Venezia qui concentre 1 150 wagons et des zones de fret pour 10 500. Le dépôt de Venise possède 14 000 wagons en comprenant Mestre et Venise Centre. Les F. S peuvent fournir 5 000 locomotives, 10 000 voitures, 102 000 wagons avec un âge moyen de 15 ans pour ces matériels. Les F. S en paix consomment 2.5 millions de tonnes de charbon à 95 % fourni par le Royaume-Uni et 5 % par les Etats-Unis. Avec la guerre, la part américaine ne va cesser de croître.

C'est pour toutes ces raisons que les troupes italiennes se mettent en place dès février 1915. Cet effort représente le transport de 14 C. A soit 680 000 hommes, 6 000 chevaux et leurs bagages. Il faut les insérer dans les horaires normaux soit un D. I tous les deux jours (sur l'axe Turin-Milan-Verone : les 1er - 3ème - 5ème C. A ; sur la ligne Gênes-Milan-Vicenza : les 2ème - 11ème C. A et sur Rome-Gênes-Trevise-Udine : les 10ème - 9ème - 4ème - 14ème C.A ; enfin sur Naples-Florence-Bologne-Padoue : les 11ème – 8ème – 7ème – 6ème – 13ème C. A). Apparaît nettement l'infériorité stratégique de la logistique italienne[186].

[186] Colonel Oreste Bovio, *Le Ferrovie italiane nella Prima Guerra Mondiale*, Colloque *Les fronts invisibles*, Nancy 2, 1984, p 155-170



Organigramme n°3 : Structure des chemins de fer italiens en guerre (1915-1919)

Réalisé par Emmanuel BOUDAS

Nous voyons pourquoi les responsables des F. S sont assez tendus face à la stratégie de Cadorna. C'était une gageure logistique. En fait, il a fallu six mois pour transporter 680 000 hommes sur trois lignes. La planification opérationnelle est donc assez inopérante et inefficace puisqu'elle n'a pas jugé bon de prendre en compte cette très forte contrainte qui va être visible avec la mobilisation. L'échec italien de mai 1915 est donc intellectuel au vu des lacunes constatées. Le concept d'emploi de la logistique italienne reste donc théorique au vu des difficultés stratégiques.

Il est nécessaire d'étudier chaque grande étape des opérations militaires de 1915 à février 1917 : la campagne de 1915, la *Straftexpédition* autrichienne en mai 1916 et celle de juin 1916 à février 1917.

2 – La campagne de 1915 :

a – La doctrine tactique italienne :

Au niveau doctrinal, l'armée italienne se fonde en 1915 sur la guerre de mouvement. Mais à la différence des Allemands qui veulent un grand mouvement d'encerclement avec un pivot, les Italiens voient une grande offensive frontale : «Cadorna croit encore à la possibilité de gagner la guerre à travers une attaque frontale»[187].

Pour comprendre, il faut remonter à la manoeuvre napoléonienne. En effet, Bonaparte fondait sa stratégie sur le mouvement. Il se mettait entre deux armées ennemies et par la vitesse de déplacement détruisait une armée puis l'autre. L'engagement était une attaque frontale avec des offensives sur les côtés pour encercler l'ennemi. La doctrine italienne reposait sur ces principes de vitesse d'exécution, de déplacement mais, il est vrai que se fondant sur la charge d'infanterie en choc frontal, elle va connaître de grosses difficultés à cause de l'artillerie. En effet, l'artillerie s'est perfectionnée depuis Napoléon. Donc, ce qui était vrai avec des canons d'une portée de 500 m, ne l'est plus avec des pièces allant à 3 km pour le célèbre 75 mm français. De plus, Bonaparte utilisait une artillerie mobile légère. Or les canons au fur et à mesure du XIXème siècle deviennent de plus en plus gros et puissants tel le 105 allemand, ou le 75 français. L'Italie commence la guerre avec une doctrine d'emploi de l'armée de terre vieille de 100 ans sans tirer les leçons de la guerre de Sécession. Cette doctrine erronée est poutant rappelée par Cadorna «dans le fameux petit livre rouge contenant la circulaire sur l'attaque frontale et entraînement tactique»[188]. La doctrine prévoit lors de l'avancée des unités d'infanterie un appui de l'artillerie qui procède à deux types de tirs : des feux de contre-batterie (détruire les pièces adverses) et un soutien direct juste avant la progression des bataillons de fantassins. Autrement dit pour pouvoir réaliser l'appui tactique artillerie demandé, il faut beaucoup de canons. Malheureusement, les Italiens ont un grave déficit en pièces d'artillerie[189].

Cette tactique, utilisant les fantassins en choc frontal avec une couverture d'artillerie puissante, est impossible à mettre en oeuvre vu les moyens disponibles en calibre et en nombre, d'autant plus que l'adversaire autrichien a de puissantes pièces.

Nous allons voir les résultats italiens à l'aube de cette conclusion pendant l'année 1915.

---

[187] G Calasso, *Storia d'Italia,* volume 12 *La Prima Guerra Mondiale e il Fascismo,* Rome, 1995, p. 60
[188] Piero Melograni, *Storia Politica della Grande Guerra 1915-1918,* Milan, 2000, p . 34
[189] le point sur les moyens de l'armée italienne vu précédemment

b - Les opérations militaires :

Le 23 mai 1915, la mobilisation est déclarée par le gouvernement italien. La guerre le 24, c'est le premier affrontement. Les Italiens ne disposent que de deux corps d'armée (C. A.) opérationnels face à la frontière autrichienne[190].

Le reste des 27 divisions est à rassembler. Il faut en tout 21 jours pour Cadorna pour regrouper son armée au lieu des 15 jours pour les Français et les Allemands. En revanche, il est à noter que les Russes le font en 36 jours. Donc les Italiens perdent un temps considérable par rapport aux Autrichiens qui ont déjà toutes leurs unités en guerre. Ce temps inopiné pour les Autrichiens va être mis à profit pour fortifier leurs positions montagneuses. Des blockhaus, des nids de mitrailleuses, des mines, des barbelés et des emplacements d'artillerie avec leurs pièces sont mises en place[191]. Tous ces préparatifs sont réalisés sur les hauteurs dominant les vallées. Les Autrichiens placent leurs meilleures unités sur les monts qui ont une importance stratégique tel que le *Merzly*. Ils sont appuyés par une division allemande : «les Italiens se heurtèrent à une division allemande luttant aux côtés des Autrichiens» bien avant la déclaration de guerre à l'Allemagne[192] etc... Ils ont le temps d'organiser une puissante défense en profondeur sur plusieurs lignes de montagnes. Cet aménagement du terrain permet une résistance à outrance et de bonnes perspectives si on est en infériorité numérique : «Des forces mêmes inférieures en nombre peuvent résister efficacement»[193]. Les Autrichiens combattent à un contre trois. Les Autrichiens ont donc parfaitement intégré les principes de la guerre clausewitzienne : la supériorité de la défensive sur l'attaque dans une guerre d'usure et de montagne.

De plus, le début des opérations est assez hésitant : le général Di Rossi, commandant une brigade de Bersaglieri, prend le *mont Merzly*, vide d'ennemis, puis Cadorna ordonne d'évacuer pour changer l'ordre peu après. Mais les Autrichiens ont pris la position et la brigade n'a pas pu reprendre cette montagne pour le reste de la guerre[194]. Cette confusion qui règne à la tête de l'armée entraîne les Italiens à subir le début de la guerre plus que la mener. L'impréparation militaire italienne est totale. C'est dans cet état que l'armée italienne engage la première des 12 batailles de l'Isonzo. L'Isonzo est une rivière coulant entre le Tyrol autrichien et la vallée de Trieste pour se jeter dans la mer en Istrie. Les Autrichiens se sont donc réfugiés sur cette ligne de défense : l'Isonzo. Cette ligne continue sur un axe Val Pontebanna-Val Fella-Val Sciera pour se prolonger sur le Val Gail et terminer sur le Tyrol et le Trentin. Les Autrichiens possèdent 14 divisions réparties de la manière suivante. Pour le Tyrol et le Trentin, ils ont le XIVème C. A. de Innsbruck à la ligne des forts, le

[190] Giorgio Candeloro, *storia dell' Italia moderna,* volume 8 *la Prima Guerra Mondiale Il dopoguerra e l'avento del Fascimo*, Roma, 1978, p .119
[191] Wolf Beumelburg, *La Guerre de 1914-1918 raconté par un Allemand,* Paris, 1998, p .180
[192] Ibid, p . 180
[193] Carl Clausewitz, *De la Guerre,* Paris, 1823, p .483-484-485
[194] Piero Melograni, *Storia Politica della Grande Guerra 1915-1918,* Milano, 2000, p .39

916ème régiment de chasseurs hanovriens à Tione (unité allemande), le 23ème bataillon à Revereto et le 1er régiment de chasseurs bavarois (allemand) à Val Fella. Sur le Val Gail, ils ont d'est en ouest la 12ème D I (division d'infanterie), le 1er C. A., le VII ème CA moins une brigade, la 16ème DI et le XIIème C. A. Sur la ligne du Val pontebanna au Val Sciera, les Autrichiens possèdent le IIIème C. A. plus des unités territoriales. Sur le bas et moyen Isonzo, ils ont à Tolmino le XVème C. A. plus les 8ème, 15ème et 30ème brigades d'infanterie de montagne (= 1 DIM). Du confluent de l'Idria au monte Desplana, ils possèdent la 43ème DI (Landwehr= unité d'élite) ; de Plana à Sabotino, la 18ème D. I. plus les 1ère et 4ème brigades d'infanterie de montagne (B. I. M.) ; à Gorizia, les 48ème et 58ème D.I, sur le plateau de Bainsizza la 57ème D. I. et deux B. I. M. Sur le Haut Isonzo, nous trouvons la 50ème D. I et la 13ème B. I. M[195]. Les Autrichiens mettent en ligne 300 bataillons avec énormément d'unités d'élite spécialisées dans le combat en montagne. Ils possèdent en plus 2000 pièces de gros calibres et 1900 canons de petits calibres. Il faut y ajouter les 1200 mitrailleuses 12,7mm. Le dispositif autrichien pour cette bataille est puissant.

Les Italiens mettent en ligne 35 divisions réparties en quatre armées : la 3ème de la mer à Gorizia, la 2ème de cette ville à Tolmino, la 4ème de ce village à la Brenta, enfin la 1ère de cette rivière à la frontière suisse [196] L'objectif de cette première bataille de l'Isonzo est de prendre Gorizia pour ouvrir la route pour Liubjana. Cadorna lance toute la 2ème armée dans cette offensive d'août 1915. Au vu de la situation tactique, nous pouvons attendre l'échec de cette offensive : la bonne préparation autrichienne avec de bonnes troupes qui ont littéralement stoppé les Italiens. Ils n'ont pas pu progressés. Le seul résultat obtenu est un grand nombre de pertes italiennes avec cette offensive sanglante et inutile vu l'incompétence du *Commando Supremo* : une doctrine dépassée, une préparation insuffisante en munitions, en artillerie et en vivres. Cette bataille ne pouvait qu'échouer. Cependant, Cadorna, ne se remettant jamais en cause, continue avec acharnement dans cette voie. C'est la deuxième bataille de l'Isonzo du 18 juillet au 4 août 1915 dans le but unique de contre carrer les mauvais résultats précédents : «*fu iniziata da Cadorna senza necessaria preparazione, ma soltanto perché la delusione circa i risultati del primo sbalzo offensivo*»[197]. Ce spectacle tragique continue jusqu'à la fin de l'année 1915 avec la 3ème offensive du 18 septembre au 24, puis la 4ème du 12 novembre au 2 décembre. Le bilan parle de lui même : 62 000 morts et 170 000 blessés sur une armée de 1 000 000 d'hommes, soit 1 combattant sur 5 mort au combat. Nous obtenons un taux d'attrition de 20%. Or, une armée est considérée comme hors de combat à partir de 7%[198].

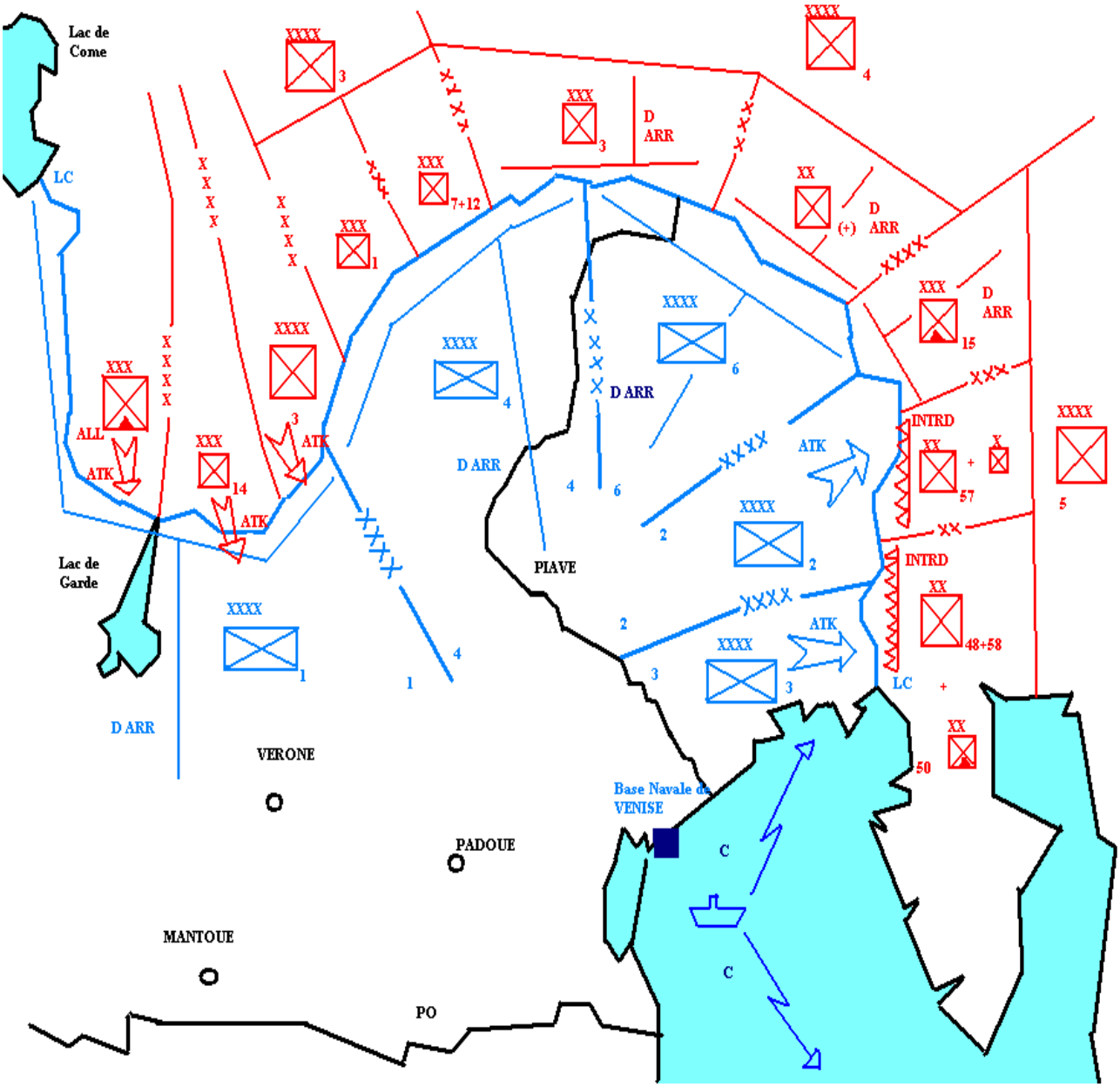
---

[195] SHD, 7 N 525, le bulletin n°12 du 20/06/1915 sur la situation des forces autrichiennes sur le front italien, rédigé par la mission militaire française à Rome pour le GQG, Vincennes

[196] L'Esercito italiano nella Grande Guerra, volume 2 *le operazioni del anno 1915,* tome 2 *Gli avvenimenti dal Giugnio al settembre*, Rome, Ministero della Guerra -Stato Maggiore, USSME, 1967

[197] Piero Melograni, *Storia Politica della Grande Guerra 1915-1918,* Milan, 2000, p .42

[198] Armée de Terre, *document de doctrine logistique sur le service de santé des armées, cours de Division d'Application Matériel*, 2004-2005, ESAM, Bourges



Carte n°8 : Le dispositif des deux armées mai 1915-mai 1916

Réalisée par Emmanuel BOUDAS

(Echelle 1/30 000 000, soit 1 cm égal à 20 KM)

Cette conclusion nous amène à penser que la campagne de 1915 est une catastrophe. Cadorna le dit lui même: «*Chi avrebbe immaginato una catastrofe di questo genere e così lunga?*»[199]. Pour les Italiens, les objectifs stratégiques du plan Cadorna n'ont pas été atteints en 8 mois de guerre. Le bilan humain est lourd et au niveau matériel l'armée a manqué de tout. Cette situation provoque une perte de crédibilité de l'Italie par rapport aux Alliés puisqu'elle est incapable

[199]Luigi Cadorna, *Lettere famigliari,* lettre du 17 janvier 1916 à destination de son père, Milan, 1967, p 135

d'atteindre les objectifs fixés par la conférence de Chantilly en juillet 1915. Cette conférence donnait pour mission à l'armée italienne de mener une offensive victorieuse vers Trieste et «d'obtenir une excellente position en Adriatique»[200]. Le généralissime a dû envoyer des commandes urgentes de munitions et d'armes pour équiper ses unités : 2,7 milliards de lires pour les fusils d'achats pour le budget 1916, 9 milliards pour les obus d'artillerie[201].

L'Italie vient d'entrer dans la logique des autres armées occidentales : la guerre d'usure qui caractérise les années 15-17. Le gouvernement a dû demander un nouveau prêt à l'Angleterre pour payer les dépenses de 1915 d'un montant de 1.143 milliards de lires[202]. Cette conduite des opérations militaires et la gestion financière de celles-ci ne modifient pas encore l'équilibre stratégique entre Alliés en 1915. Malheureusement, les fragilités italiennes apparaissent. Elles vont conduire le pays à Caporetto : une incompétence manifeste du commandement italien, une gestion financière catastrophique et un bilan humain sanglant pouvant conduire au défaitisme des combattants et de la population.

Les faiblesses vont probablement modifier les perceptions de l'Italie par les Alliés ce qui va produire le retournement de tendance constaté de 1914 à ce début d'année 1916. Les Autrichiens, constatant ses résultats, vont passer à l'offensive pour essayer d'exploiter ses failles. C'est la *Strafexpedition*.

3 – La Strafexpedition mai – juin 1916 :

a – La bataille :

Les Autrichiens, que les Italiens pensaient épuiser après la bataille de l'Isonzo, ont décidé de se venger en montant une opération punitive. Conrad, commandant suprême autrichien, propose à Falkenhayn une stratégie pour faire face au blocage du front occidental : attaquer l'armée italienne sur le Trentin pour la mettre hors de combat. En effet, après l'offensive de rupture sur le Trentin, les armées autrichiennes exploiteraient cette attaque en fonçant sur Venise, en passant par Milan.

Les Autrichiens encercleraient de cette manière toute l'armée italienne[203]. L'Italie serait obligée de faire la paix. Les centraux pourraient lancer une offensive contre la France, en particulier la région lyonnaise, à travers la plaine du Pô et les Alpes. Pour réaliser ce plan, Conrad a besoin de

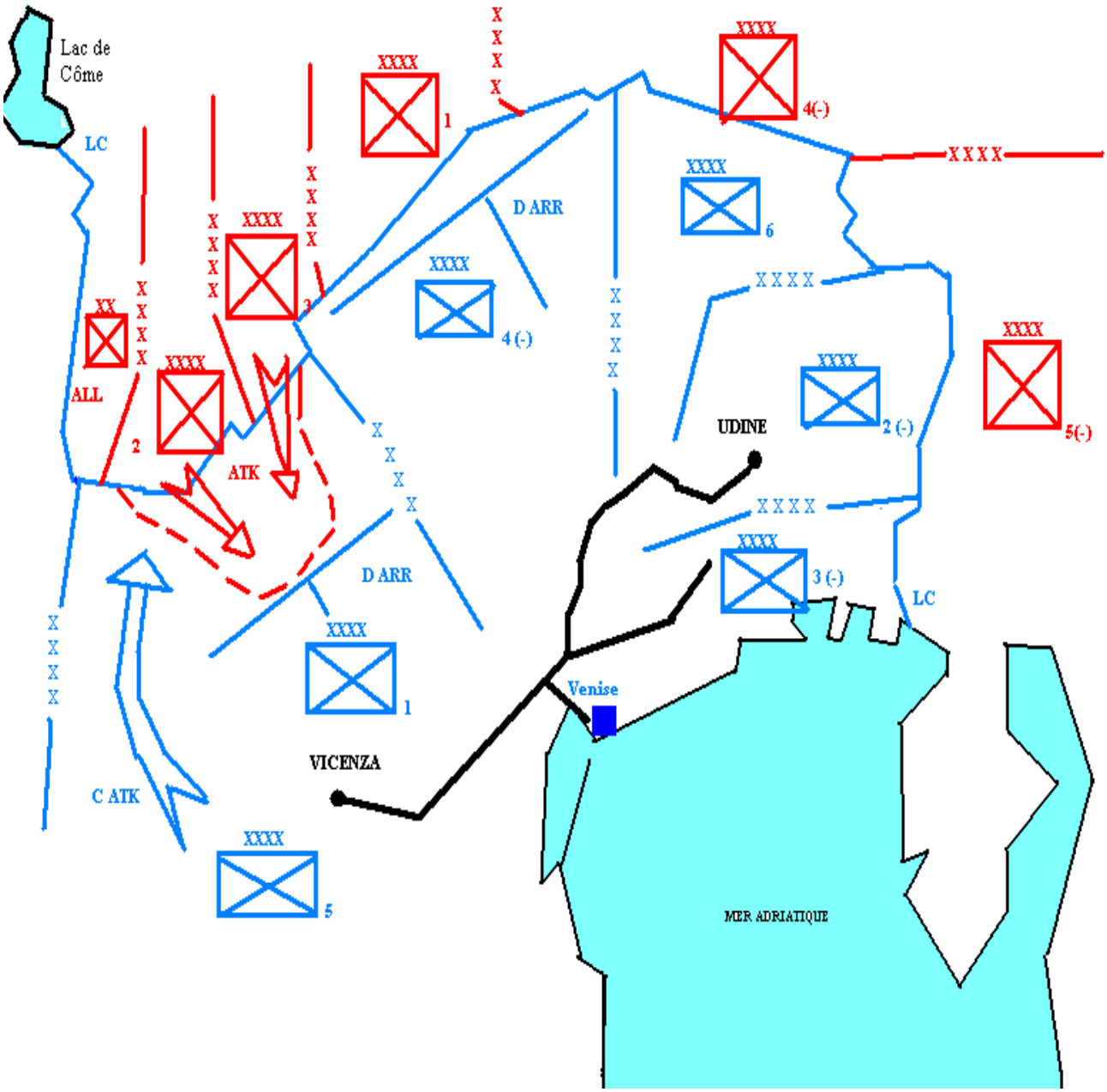
---

[200] SHD, 7 N 525, procés verbal de la conférence de Chantilly, Vincennes
[201] Giorgio Candeloro, *storia dell' Italia moderna,* volume 8 *la Prima Guerra Mondiale Il dopoguerra e l'avvento del Fascimo*, Roma, 1978, p .123-124-125-126-127
[202] Ibidem
[203] Ibid, p . 137

16 divisions autrichiennes sur le Trentin et donc de relever neuf unités du front russe par des troupes allemandes. Falkenhayn refuse car il pensait qu'il fallait au moins 25 divisions. Ce qui aurait empêché la stratégie d'usure, choisie par lui, contre la France en attaquant Verdun en février 1916[204]. Conrad décide de passer outre et met en ligne pour cette offensive 14 divisions en affaiblissant son front russe[205]. En raison du temps, il ne peut seulement appliquer son plan que le 15 mai 1916. Ce plan est ingénieux dans la mesure où il attaque l'ennemi sur son point faible. En effet, le Trentin n'a qu'en couverture la 1ère armée italienne sur un terrain encore plus difficile que l'Isonzo puisque les sommets atteignent plus de 3000 m d'altitude, avec pour les Autrichiens une très grande supériorité en artillerie de tous calibres. Enfin, Conrad mobilise toutes ses forces au même endroit. Il retrouve une liberté d'action perdue en 1915. Il bénéficie de la surprise puisque Cadorna ne croyait absolument pas à une offensive autrichienne au printemps à la suite de l'imminence d'une attaque russe. En effet, il était trop occupé à planifier sa campagne pour profiter des quelques kilomètres carrés gagnés en 1915.

En mars, voyant les préparatifs autrichiens, le général Brusati, commandant la 1ère armée, demandait des renforts. Cadorna lui envoya quelques unités mais très largement inférieures aux besoins de cette armée pour pouvoir stopper les Autrichiens. Le rapport de force était de deux armées et quatre C. A. (soit 100 bataillons dont le VIIIème et XXème C. A. plus deux alpins)[206] pour les Autrichiens avec leur artillerie (2000 canons dont 600 de gros calibre) face à une seule armée italienne[207]. La supériorité numérique était du côté autrichien, ainsi que celle du feu. De plus, la première ligne italienne était très avancée alors que les suivantes censées la soutenir étaient loin derrière. Cette situation tactique explique largement la percée autrichienne. Les Autrichiens font une préparation d'artillerie qui écrase la première ligne italienne durant deux jours. Le 15 mai, c'est l'attaque de l'infanterie qui perce de plusieurs kilomètres entre le Val Sugana et le Val Lagarina. Le 2 juin, les Autrichiens prennent le Val d'Astico et continuent leur progression vers le plateau d'Asiago qui est le dernier obstacle avant la plaine.

[204] Marc Ferro, *La Grande Guerre,* collection Folio histoire, Paris, 1990, p .135-136
[205] Giorgio Candeloro, *storia dell' Italia moderna,* volume 8 *la Prima Guerra Mondiale Il dopoguerra e l'avvento del Fascimo*, Rome, 1978, p . 137-138
[206] SHD, 7 N 527, bulletin de renseignement de la MMF à Rome n° 291, Vincennes
[207] Ibid, p . 137-138-139-140



Carte n°9 : La strafexpedition en mai 1916

Réalisée par Emmanuel BOUDAS

(Echelle 1/30 000 000, soit 1 cm est égal à 50 KM)

Le 28 mai, les Autrichiens ont pris deux villes : Asiago et Arsiero. Les Italiens refluent sur la partie sud du plateau. Sur cette position, ils s'installent avec pour mission de mener une défense d'arrêt contre les deux armées autrichiennes. Face à un choc pareil, Cadorna réagit enfin et envoie les différentes armées de l'Isonzo en renfort à la 1ère en difficulté. Le 21 mai, il crée une armée de réserve : la 5ème armée avec toutes les unités prélevées : soit 10 divisions. Il la concentre à

Vicence. Il a réussi à transporter toutes ces troupes par un intense effort ferroviaire et routier. Le 30 mai, Cadorna engage ses troupes dans la bataille. Après 15 jours d'offensive, les divisions autrichiennes sont fatiguées et arrêtées par la 5ème armée. Dans le même temps, pour aider les Italiens, Broussilov avance son offensive et attaque en Galicie la troisième semaine de mai. Ses troupes progressent sur un front de 350 Km battant les unités autrichiennes affaiblies. Conrad doit transférer des divisions sur le front de l'Est. Les Italiens lancent une contre-offensive sur Asiago le 10 juin permettant la reconquête d'une grosse partie du terrain perdu. Mi-juillet, les Italiens sont au Val d'Astico. Le coût humain se chiffre à 113 000 hommes pour l'Italie[208].

Cette offensive autrichienne a surpris les Italiens, mais ils ont réussi en créant une réserve stratégique (la 5ème armée) à arrêter les troupes ennemies. Ils ont pu mener cette opération grâce au chemin de fer, particulièrement bien utilisé. Le commandement italien vient d'avoir la grande idée qui va si bien fonctionner en 1918 pour les Alliés en France face aux attaques de Ludendorff. Nous pouvons conclure que le commandement italien relève enfin la tête et a su mener à bien une défense difficile et une bonne contre-attaque. L'année 1916 commence mieux que l'année 1915.

La *Strafexpedition* est une indéniable victoire défensive italienne rendant une crédibilité militaire à l'Italie par rapport à ses Alliés. Cette crédibilité permet de percevoir l'Italie comme une puissance sérieuse et capable. Cette image du pays contribue à maintenir l'équilibre stratégique entre l'Entente et l'Italie.

b – Les conséquences politiques : l'arrivée du cabinet d'Union Nationale gage de stabilité vis-à-vis des Alliés

A la naissance du gouvernement Salandra, la situation parlementaire en août 1914 est simple : Giolitti est l'homme le plus puissant d'Italie. Il fait et défait les cabinets à sa guise selon ses convenances ou ses choix politiques. Giolitti a des contacts dans l'industrie navale en particulier et plus globalement dans l'économie italienne. Enfin, il a ses entrées au Vatican et possède l'oreille attentionnée du Saint Père : Benoît XV (à partir d'août). Lorsqu'il décide de laisser temporairement le pourvoir en mars 1914, c'est pour mieux le reprendre. C'est dans cette optique qu'il soutient le cabinet Salandra qu'il pense pouvoir manipuler.

Cependant, Salandra devient au fil des mois son contradicteur et non son pantin[209]. Non seulement, Salandra s'oppose idéologiquement au programme giolittien : libéralisme, multipartisme, catholicisme. Mais aussi, il combat le système corrompu de Giolitti. Les deux

[208]Giorgio Calasso, *Storia d' Italia,*volume 12, Rome, 1995, p . 68
[209] Antonio Salandra, *Memorie politiche (1916-1925)*, Milano, 1951, p 2-11

hommes deviennent ennemis à compter d'août 1914. Salandra est pro-entente et interventionniste alors que Giolitti est pacifiste et père du *Parecchio*. Salandra veut établir un nouveau parlementarisme fondé sur le suffrage universel et une vraie démocratie. Le problème de Salandra est que l'assemblée date de 1913 et elle est pro-Giolitti. Salandra doit combattre cette chambre. Ce constat permet de comprendre la décision de Salandra de choisir l'appui du roi. C'est son seul moyen constitutionnel pour renverser psychologiquement la chambre, car le roi représente l'Italie et les Italiens. Pour faire entrer l'Italie dans la guerre, Salandra en appelle au roi et à la rue. Il gagne contre Giolitti. Le parlement va voter la guerre contraint et forcé par le roi et les interventionnistes.

Le gouvernement Salandra était facile à remettre en cause : les interventionnistes de droite comme de gauche étaient minoritaires à la chambre tandis que les giolittiens pro-allemands représentaient la majorité. Plus la guerre allait durer, plus l'instabilité du cabinet augmentait. En fait, l'Italie a engagé une guerre avec un cabinet déjà affaibli. Durant l'année 1915, le gouvernement est attaqué sur tous les sujets : la diminution des libertés publiques (censure, internement des étrangers), les ravitaillements insuffisants pour l'armée et la population dûs à l'improvisation de l'effort de guerre ; enfin les faibles résultats militaires obtenus. La crise ministérielle peut éclater à tout instant.

Cependant, Salandra a commis deux erreurs. La première est la non ouverture aux interventionnistes de différents portefeuilles ministériels. La deuxième est de ne pas se séparer de certains ministres qui sont ses amis mais politiquement posent un problème : Martini, Cavasola et Ciufelli. La première s'explique pour deux motifs. Tout d'abord, Salandra voit que le système le plus efficace pour gérer une nation en guerre est la concentration des pouvoirs sur une poignée d'hommes comme en Allemagne où l'Etat-Major impérial les possède tous. Il refuse d'avoir un cabinet avec trop de ministères. Ensuite, il pense que les interventionnistes démocratiques sont tous liés à la franc-maçonnerie et seraient donc des agents de l'Entente. Salandra ne veut pas troquer un maître pour un autre. Pour lui, il sert l'Italie et non ses partis. Il accepte de les manipuler, pas de devenir un jouet.L'isolement politique de Salandra peut causer sa chute n'importe quand. En mars 1916, c'est la première tempête parlementaire où Salandra se défend et tient bon face aux Giolittiens car le pays le soutient. Mais, la prochaine session peut lui coûter son poste. Les vacances parlementaires commencent début avril.

C'est à ce moment précis que la *Strafexpedition* se produit. Connaissant les difficultés que cette puissante offensive va provoquer sur son cabinet, Salandra prend la décision de consulter Bissolati, chef des députés de « l'alliance démocratique », afin d'ouvrir son gouvernement. Bissolati, qui était sur le front, revient à Rome. Les deux hommes discutent mais Bissolati pense que ce remaniement ministériel ne ferait que rajouter de la confusion dans les esprits des Italiens. Lors de la deuxième entrevue, Bissolati change d'avis suite à ce qu'il a vu sur le Monte Cengio où les soldats italiens ont tenu après des combats féroces et sanglants. Bissolati accepte de rentrer au

gouvernement de Salandra. Cependant, pour lui, il existe deux difficultés : ses amis ont trop promis ; quand et où créer la crise ministérielle pour y arriver ? A Vicenza, Cadorna envoie un message sur la *Strafexpedition* qui prévoit un repli sur la Piave. Le cabinet prie Salandra de voir le roi et l'Armée pour connaître et rétablir la situation militaire. Salandra abandonne Bissolati et part pour Vicenza. Il revient le 5 juin 1916 à Rome. La nouvelle de cette offensive autrichienne a fait courir un vent de panique au sein de la chambre et du peuple. Du coup, le 6 juin 1916, l'assemblée veut la tête du cabinet et créé un nouveau ministère d'Union Nationale.

Les conversations Bissolati-Salandra s'arrêtent. Suite aux pressions de son propre camp, Bissolati doit capituler. Finalement, au sein de la chambre, la majorité est écrasante pour renverser Salandra. Il reste une option à Salandra : démissionner car le Roi l'aurait rappelé pour former un nouveau cabinet. Salandra choisit plutôt que se rendre aux intérêts des partis de se suicider politiquement en demandant un vote de confiance. Il en fait la demande alors qu'il sait l'opposition de la chambre. Salandra prend cette décision pour quatre raisons. Tout d'abord, il est épuisé de deux années au pouvoir à lutter pour l'Italie contre le système giolittien. Ensuite, il veut un cabinet qui ne s'occupe que de la guerre et non des luttes internes à la chambre. Seul un cabinet d'Union Nationale peut avoir les coudées franches. Enfin, il ne s'entend pas avec Cadorna, commandant en chef de *l'Esercito*. Ce qui pour lui, nuit à l'Italie. Pour finir, il veut garder son honneur en ayant conservé tous ses amis avec lui jusqu'au bout. Il ne veut pas d'abaisser à négocier pour survivre politiquement. Le 6 juin, son cabinet tombe.

Boselli met en œuvre un gouvernement d'Union nationale à partir du 10 juin 1916. La *Strafexpeditio*n a été le prétexte politique pour renverser le cabinet de Salandra.

La crise politique couvait depuis mai 1915. Cependant, cette situation a permis à l'Italie de se doter d'un cabinet d'Union Nationale qui a pour seule tâche de faire la guerre, ce qui la renforce dans le grand jeu des puissances alliées. La direction italienne devient plus crédible. L'Italie en sort stratégiquement plus forte vis-à-vis des Alliés.

4 – La campagne de juillet 1916 à février 1917 :

Après la victoire défensive du Trentin, Cadorna prépare une nouvelle offensive sur l'Isonzo, suite au rééquilibrage en faveur de la région d'Asiago dû à la contre-offensive de juin.

Il renforce la 3éme armée pour conquérir Gorizia. Le Duc d'Aoste, cousin du roi et chef de cette armée, attaque Gorizia et élargit celle-ci au Monte San Michele sur le flanc gauche pour avoir une vue du plateau du Carso, d'où l'ennemi pourrait lancer à partir de cette position une contre-attaque. Le 6 août 1916, l'offensive démarre et le point culminant est la prise de Sabotino par le colonel Badoglio qui surplombe Gorizia. Le San Michele est aussi conquis. Les Italiens tirent enfin les leçons tactiques de la guerre en montagne. Il faut prendre les sommets avant d'attaquer un objectif en plaine. De plus, ils arrivent enfin à utiliser l'artillerie pour monter à l'assaut. Le 8 août, les Autrichiens résistent à Oslavia et à Podgora, mais ils évacuent cette tête de pont dans la journée. Capello lance la 2éme armée dans la bataille et passe le Fiume pour s'élancer sur Gorizia. Il prend les solides positions des Monte San Gabriele et San Marco.

Le 9, les Italiens prennent Gorizia[210]. Ils prolongent leur offensive sur le plateau du Carso et conquièrent Vallone. Mais les Autrichiens se reprennent et résistent avec force. Le 16, l'offensive est arrêtée. Cette sixième bataille de l'Isonzo est un succès tactique et opératif. C'est la première fois de la guerre qu'ils arrivent à bousculer les Autrichiens sur leurs solides positions défensives. L'armée italienne a fait son expérience du feu et les premiers résultats positifs apparaissent. C'est une revanche tactique qui rend le moral à toute la population italienne, et à cette armée qui a tant souffert. Malheureusement, elle a encore perdu 21 630 morts, 52 940 blessés et 18 000 prisonniers. Les Italiens ont capturé 47 817 Autrichiens[211]. Cette victoire offensive rend à l'armée italienne son prestige. Elle conquiert de nouveau tous les coeurs du peuple italien[212]. Elle redonne au pays ses lettres de noblesse militaire. Par conséquent, les Alliés ne peuvent pas nier la puissance militaire de l'Italie. Cette victoire maintient la bonne perception de l'Italie par la France et le Royaume-Uni. Donc, elle aide au statu quo stratégique.

De plus, ce retour de la confiance pour le gouvernement italien lui permet grâce à «l'enthousiasme de cette victoire» de déclarer la guerre à l'Allemagne le 27 août 1916. Cette décision donne à l'Italie un énorme bénéfice. Les Alliés la voient comme un pays en qui on peut avoir confiance, qui tient les engagements du Pacte de Londres. Par conséquent, elle est très bien vue par les Alliés, ce qui accroît sa liberté d'action par cette confiance et donc, son indépendance par rapport à l'Entente pour l'instant.

---

[210]Giorgio Candeloro, *storia dell' Italia moderna,* volume 8 *la Prima Guerra Mondiale Il dopoguerra e l' avvento del Fascimo*, Roma, 1978, p .147-148
[211] Ibidem
[212] Ibidem

Malheureusement, les septième (14-16 septembre), huitième (10-12 octobre), et neuvième (1-4 novembre) batailles de l'Isonzo retombent dans les mêmes travers que celles de 1915. Ces offensives sont inefficaces et sanglantes pour quelques montagnes conquises : 37 000 morts, 88 000 blessés soit 30% de plus que les Autrichiens[213].

L'Italie a réussi à maintenir l'équilibre stratégique né de la négociation de fin 1914 – début 1915 au niveau militaire. Certes, le pays n'était pas prêt à mener et faire cette guerre tant au niveau de la préparation intellectuelle, à travers sa doctrine militaire dépassée ou de l'incompétence des cadres de cette armée, que sur le plan matériel. L'Italie manquait de tout. Cette impréparation a coûté cher en vies humaines : plus de 20% des effectifs morts au combat dès 1915. L'année 1915 a été un enfer.

En revanche, l'Italie a su se reprendre en 1916. Elle a obtenu deux belles victoires l'une défensive, l'autre offensive. Son armée s'est ressaisie. Cette situation a permis au pays de retrouver une crédibilité militaire vis-à-vis des Alliés et donc de rétablir la confiance avec ses victoires et la déclaration de guerre à l'Allemagne que les Alliés voient comme l'ennemi principal. En revitalisant cette confiance, l'Italie a pu maintenir sa position stratégique avec les Alliés et donc l'équilibre. Cet équilibre de Nash lui permet de garder son indépendance car l'absence de victoire totale est un équilibre sous-optimal. En effet, la victoire militaire aurait maintenu sa stratégie dominante. Cependant, l'absence de défaite maintient de fait l'équilibre ce qui est sous-optimal ou de second rang. Nous allons maintenant étudier la logistique italienne et ses conséquences sur les opérations.

5 – La logistique italienne de 1915 à 1917 :

Nous avons vu précédemment les difficultés logistiques stratégiques de l'armée italienne dns la période précédant la guerre. Si la mise en place des forces de couverture s'est mal déroulée, la mobilisation donne de mauvais résultats. Nous allons étudier la logistique de guerre de mai 1915 à 1917 pour savoir si le système logistique a tenu le choc ou s'est révélé être un problème permanent pour l'armée.

a – L'organisation logistique :

La logistique italienne était conçue pour une guerre courte et de mouvement. Le premier défi est le passage à une guerre de matériel et d'usure, induisant plusieurs surprises logistiques : l'épuisement très rapide des ressources stockées de chaque grande unité, puis au niveau local, des

[213] Ibidem

dépôts exigus et insuffisants en nombre, un réseau ferroviaire pas assez dense et vite saturé.

Ensuite, il existe l'accroissement extraordinaire des produits consommés à réaliser et à organiser notamment pour les services du Génie et de l'Artillerie au vu d'une planification des industries de l'armement inadaptées. Les Italiens ont le souci d'une maintenance des matériels endommagés qui explosent. Puis, il est nécessaire de redimenssionner la chaîne du soutien. Enfin, l'Armée Italienne va rencontrer le problème épineux du transport des blessés et des morts d'où une crise sanitaire probable. Il faut créer des hôpitaux de campagne en urgence avec le matériel chirurgical adapté. En clair, le système logistique italien de 1915 est balayé par la guerre. Il a fallu l'adapter par des réformes de structures et par une économie de guerre efficace.

La première réforme structurelle par rapport au modèle de 1915 est la concentration des pouvoirs au niveau de *l'Intendenza Generale* afin de mieux coordonner les actions logistiques à mener entre les divisions et le soutien central (ou zone intérieure). *L'Intendenza Generale* remanie l'organisation territoriale. Elle élargit la zone d'alimentation des armées sur les locaux pour augmenter les ressources. Ensuite, l'Intendenza Generale met en œuvre une zone de guerre avec deux secteurs : la zone des opérations et celle des arrières. Elle redéfinit à chacune ses moyens logistiques pour réduire les nombres de magasins et les élongations.

La deuxième réforme est la création de nouveaux services fin 1916. *L'Intendenza Generale* lance le service d'hydrologie, le service des nouvelles (lien entre l'Armée et les familles pour établir le statut des soldats blessés ou morts et de sépulture). L'Armée crée aussi le service des commissions de révisions et de réquisitions et, de l'aéronautique. Ces adaptations structurelles ont eu un résultat satisfaisant. Par exemple, le service automobile a réussi à transporter la 6ème armée sur le Trentin durant la *Strafexpedition*. Cet exploit a été important. Il a transporté 100 000 hommes, 250 000 obus et 2 000 pièces de tout calibre et les ressources nécessaires.

La logistique italienne a su se réorganiser bien que les difficultés n'ont pas manqué. Il est nécessaire d'aborder la conséquence de cette réforme au niveau ferroviaire et donc stratégique.

b – L'activité de transport stratégique de 1915 à 1917 :

La mobilisation des unités italiennes va être très lente : 43 jours au lieu de 21 en raison des problèmes ferroviaires déjà explicités. Du 4 mai au 16 juin 1915, la mobilisation a représenté 2 500 trains pour les personnels, 4 500 pour les matériels. Ce résultat est dû à la mauvaise anticipation du nombre de mobilisés et de matériels à transporter par le C. S.

Avec le développement de la guerre d'usure, il allait être évident que le système logistique et ferroviaire serait mis à rude épreuve. Durant la deuxième bataille de l'Isonzo, le département

vénitien a transporté par le rail 328 500 hommes, 35 200 animaux et 3 460 pièces d'artillerie et véhicules. Il a mis en œuvre 48 900 wagons pour convoyer vivres-matériels-munitions et pour rapatrier 165 450 blessés et malades. Ce trafic représente 4 186 trains, soit 90 par jour en moyenne. Lors de la *Strafexpedition*, les mouvements logistiques furent encore plus complexes du fait du mouvement stratégique du Veneto vers le Trentin du 17 au 30 mai 1916 et du 24 mai au 2 juin. Le premier mouvement est le renfort de troupes pour contrecarrer l'offensive autrichienne avec 5 D. I. Le deuxième est la mise en œuvre de la 5ème armée à Vicenza. En dix-sept jours, les F. S ont transporté 500 000 hommes, 75 000 animaux, 15 000 véhicules et canons. Ce flux logistique stratégique a représenté 563 trains, soit 28 par jour et au maximum 43 le 24 mai 1916.

La période de juillet 1915 à février 1917 est la période où la logistique stratégique italienne tient pour deux raisons. Tout d'abord, les lignes ferroviaires se concentrent dans les régions de l'Italie du Nord, notamment la Vénétie ; ensuite, ce sont les rares voies doubles du pays. Enfin, les F.S ont regroupé les moyens ferroviaires sur cette région. De facto, les élongations disparaissent et les liaisons ferroviaires Nord-sud sont déchargées. Du coup, les F. S retrouvent un équilibre qui est en adéquation avec les industries italiennes. Les industries sont à Turin, Gênes, Milan et Vérone rendant le système logistique stratégique italien efficace.

Paradoxalement, la guerre d'usure a rendu à l'Italie un équilibre logistique vis-à-vis de l'Autriche. Sur ce point, l'Italie en sort plus forte. Cette situation contribue à maintenir l'équilibre militaire stratégique vis-à-vis des Alliés puisque la logistique italienne est indépendante, autonome au niveau du transport et de l'organisation. Le seul point en suspens reste l'économie de guerre où la présence alliée va être plus marquée. Durant la bataille de Bainsizza appelée la IIème de l'Isonzo, ce sont 80 trains par jour qui ont transporté au total 939 500 hommes, 118 500 quadrupèdes, 29 820 canons et véhicules. Ce sont 123 170 wagons de marchandises pour les vivres-munitions-matériels. Les F. S ont transporté 122 950 blessés et malades soit 25 658 trains et 320 par jour en moyenne.

Pour les munitions, le pari le plus difficile est pour les F. S car un jour de bataille se solde par 100 wagons de munitions. Ce type de transport représente 14,5 % de l'ensemble des missions accomplies, soit 3 600 chargements. Avec la bataille de Gorizia fin 1916, les F. S mettent en place jusqu'à 450 chargements par jour avec une moyenne à 215, soit 15 % du total. Nous pouvons voir une multiplication par deux des chargements de 1915 à 1917. Le taux de transports de munition passe de 14,5 % en 1915, 16,5 % en 1916 et 18,2 % en 1917.

Au niveau du transport sanitaire, la tâche va être immense du fait de la non-prévision de la guerre d'usure et de l'énorme taux d'attrition dans l'Armée Italienne. Au départ, le service de santé italien est taillé pour 5 à 7 % de pertes avec 53 sections médicalisées, 126 hôpitaux de campagne à 60 lits, 82 hôpitaux stratégiques à 100 lits et 42 hôpitaux à 200 lits. Cependant, la catastrophe humanitaire n'a pas été anticipée. Les F. S ont su réagir en mettant en place 1 417 trains sanitaires, soit 18 par jour en moyenne. Ce qui représente 90 500 blessés et malades. Nous montons en

septembre 1915 à 165 450 blessés. Avec l'hiver rigoureux de 1915-1916, les blessés dûs au froid aggravent la situation. Les F. S ont mis en œuvre 3 017 trains, soit 25 par jour. Pour la *Strafexpedition*, nous descendons à 1 350 trains en deux mois, soit 123 950 malades et blessés. Avec le sang versé pour la prise de Gorizia, 404 trains sanitaires sont destinés aux 39 500 blessés[214].

Pour l'arrivée à un tel résultat, les F. S ont construit de nouvelles lignes : Montebelluna-Susegana, Palma-Nova-Udine, Tolmezzo-Cadarchis-Timour, Cividale-Caporetto et Lucinicco-Canale. Les F. S ont mis à deux voies les lignes suivantes : Casarsa-Udine, Castelfranco-Montebelluna, Padova-Castelfranco, Mestre-Villa Vicentina, Udine-Cormons, Vicenza-Thiene et Vestone-Caffaro. La mise à deux voies représente 1 025 kms de rails. Les gares suivantes ont été modernisées et agrandies : Crémone-Mantoue-Bologne-Florence-Padoue-Mestre-Vicenza-Udine-Palmanova. L'effort ferroviaire a été très intense et c'est une réussite centrale pour la victoire italienne. Les F. S ont transporté 15 373 000 hommes en zone de guerre, 1 300 000 animaux, 347 000 canons et trains d'artillerie, 1 664 000 wagons de matériels et 1 820 000 blessés du 24 mai 1915 à l'armistice.

Sans cet effort titanesque, il est fort probable que l'équilibre stratégique entre l'Italie et les Alliés aurait été rompu très vite car sans logistique, la stratégie ou des victoires tactiques sont inexistantes. Une manœuvre est un ensemble qui comprend la tactique, la logistique et les leçons tirées de l'histoire militaire. Pour conclure, le succès logistique de 1915 à 1917 a largement contribué au maintien de l'équilibre stratégique en permettant à l'armée italienne de rester en course. Nous allons compléter notre étude par l'impact de la guerre secrète dans les rapports interalliés au niveau stratégique.

6 – L'Italie est inefficace dans la guerre secrète 1915-1917 :

Cette guerre secrète est le point le plus méconnu du conflit car il oppose des organisations par nature préférant la discrétion et l'ombre à la lumière. Dans cette lutte clandestine, nous allons voir que l'Italie est largement battue par l'Autriche et qu'elle est un enjeu faible pour les Alliés.

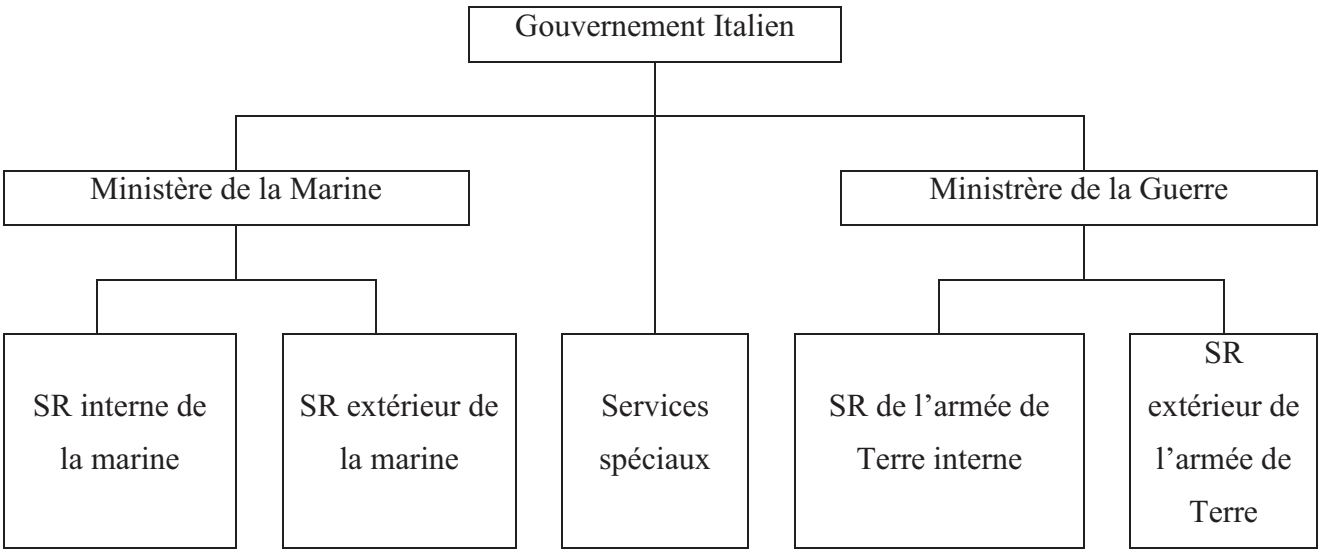
Nous allons aborder l'organisation des services secrets intaliens, puis leurs travaux essentiellement opérationnels et enfin, les relations avec les services secrets alliés.

[214] Colonel Oreste Bovio, « Le Ferrovie Italiane nella Prima Guerra Mondiale », Colloque *les fronts invisibles*, Nancy 2, 1984, p 165-170

a – L'organisation des services secrets italiens :

Les services italiens avant guerre étaient en retard par rapport à leurs colistiers alliés. Ce retard est dû à l'arrivée tardive de l'Italie dans les enjeux géopolitiques européens vers 1890. En parallèle, la France a reconstuit ses S. R (Services de Renseignements) après 1870 avec une organisation duale : espionnage et contre-espionnage.L'un est militaire avec le Chiffre puis le deuxième bureau de l'E. M. A et l'autre civil avec la Sûreté.

Le Royaume-Uni, précurseur dans ce domaine, avait divisé ses services entre la *Royal Navy* et l'*Army*. L'*Army* s'occupe de l'espionnage et du contre-espionnage avec deux services en général alors que la *Navy* se charge uniquement de l'extérieur et à son profit. C'est un système plus complexe mais très opérationnel qui est né au début du XXème siècle. Pour la France et le Italie, ce sont les expériences coloniales et la guerre de 1870, plus spécialement pour les Français, qui les ont intéressés et plongés dans la guerre secrète. L'Italie et la France ont développé leurs services dès 1880. L'Italie se lance dans ce type d'affrontement en dernier[215]. Son organisation en 1914 est donc la moins développée.



Organigramme n°4 : Services Secrets Italiens : Organisation générale (1915-1918) [216]

Réalisé par Emmanuel Boudas

En 1915, au début de la guerre, chaque armée a son service divisé en deux : une branche intérieure et une extérieure. Enfin, le gouvernement a la possibilité d'agir avec des services

[215] Roger Faligot et Rémi Kauffer, *Histoire mondiale du renseignement*, tome 1, 1870-1939, Paris, 1993, p. 1 à 45
[216] UI = Ufficio Informazioni qui signifie le service d'information

spéciaux directement sous le commandement du Président du Conseil. Il est clair que ces services secrets sont atomisés, ce qui leur enlève toute efficacité et coordination. Ce système est rapidement mis en difficulté par le manque de succès de l'*Esercito* face aux Autrichiens retranchés dans les montagnes. La mauvaise qualité du renseignement a abouti aux erreurs tactiques de la première bataille de l'Isonzo : lancer l'infanterie contre les fortins autrichiens.

Dès octobre 1915, Cadorna impose une première réforme des services secrets de l'Armée. Le *Servizio Informazioni* est réorganisé sur le modèle français : séparation stricte entre espionnage et contre-espionnage. A cet effet, les Italiens créent *l'Istituto del Controspionnaggio* qui prend le contre-espionnage en main. Il a pour vocation de répondre à la peur de l'espion et de l'existence d'un réseau dans toute l'Italie. Cet institut bénéficie des pouvoirs de police classique : investigation, infiltration, interpellation et ceux de la police militaire dans la zone des armées.

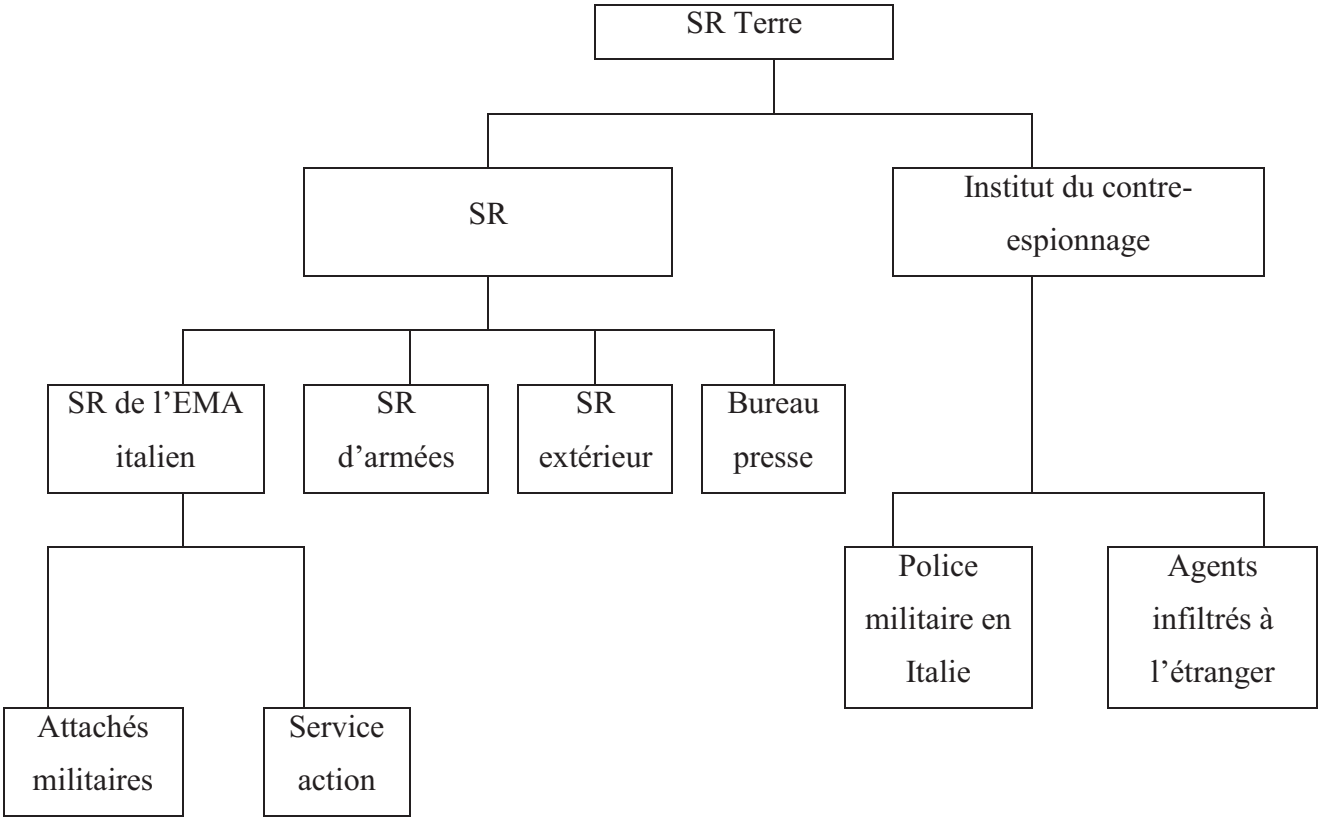
Il peut agir en Italie comme à l'étranger et partout où l'armée est déployée : Albanie, Libye, Italie et France. Les pays cibles sont les neutres en particulier : Suisse et Espagne. Cet institut possède deux divisions : la police militaire et l'étranger avec agents infiltrés. Les agents travaillent surtout à partir des indices suivants : les officiers en infraction et les comportements équivoques. Le contre-espionnage intervient sur initiative ou sur ordre du C. S. Ce service surveille en particulier les prostituées, les ballerines, les femmes de ménage et les gens du spectacle. Ce sont les milieux privilégiés où les officiers italiens peuvent commettre des indiscrétions.

L'espionnage est du ressort de *l'Ufficio Informazioni* (U. I) qui a quatre divisions : l'U. I del *Commando Supremo* qui gère les rapports des attachés militaires en poste à Paris-Londres-Berne-Madrid… et le service action (les assassins, les commandos d'élite). Ensuite, nous avons les U. I d'armées où chaque corps d'armée possède son service pour acquérir du renseignement opérationnel sur les lignes autrichiennes. C'est une recherche de renseignement sur les forces, les matériels, les mouvements et les lignes fortifiés pour déceler l'intention de l'adversaire et ainsi assurer la victoire tactique. Puis, il existe l'U. I à l'étranger dont la mission principale est la constitution de réseaux en pays neutres ou ennemis. L'Italie n'espionne pas ses alliés. Elle monte des réseaux en particulier en Suisse, pays riverain de l'Autriche comme de l'Allemagne. Enfin, en 1915, l'U. I met en œuvre *l'Ufficio Stampa* en charge de la propagande italienne dans les pays neutres et ennemis[217]. En début 1916, il apparaît clairement deux services militaires au sein de l'U. I avec deux vocations différentes. L'U. I d'armée a un renseignement opérationnel tandis que celui du C. S cherche l'information fermée par deux structures différentes : les ambassades et des actions clandestines avec infiltrations.

Ces services sont censés travailler ensemble dans le cycle du renseignement. De mai à décembre 1915, c'est le colonel Poggi Rosolino qui est à la tête de l'U. I du C. S, puis en 1916 le

[217] Vittorio Tarolli, *Spionaggio e Propaganda -Il rudo del servizio informazioni dell'esercito nella guerra 1915-1918*, Chiari, 2001, p 70 à 135

colonel Garuccio. De 1915 à 1916, l'U. I du C. S est incapable de trouver du renseignement fermé suite à sa guerre des services avec les U. I d'armées en particulier celui de la première Armée. C'est le colonel Marchetti qui le commande. Ce sont les U. I d'Armées qui fournissent l'essentiel du renseignement. Cette concurrence des services a amené Cadorna à faire des erreurs d'appréciations, ce qui Marchetti dénonce. Il est donc nécessaire de remédier à cette situation. Suite à des excellentes relations entre les deux hommes, Cadorna nomme Marchetti à la tête des U. I d'Armées et impose une nouvelle réforme des services secrets le 16 septembre 1916.



Organigramme n° 5 :

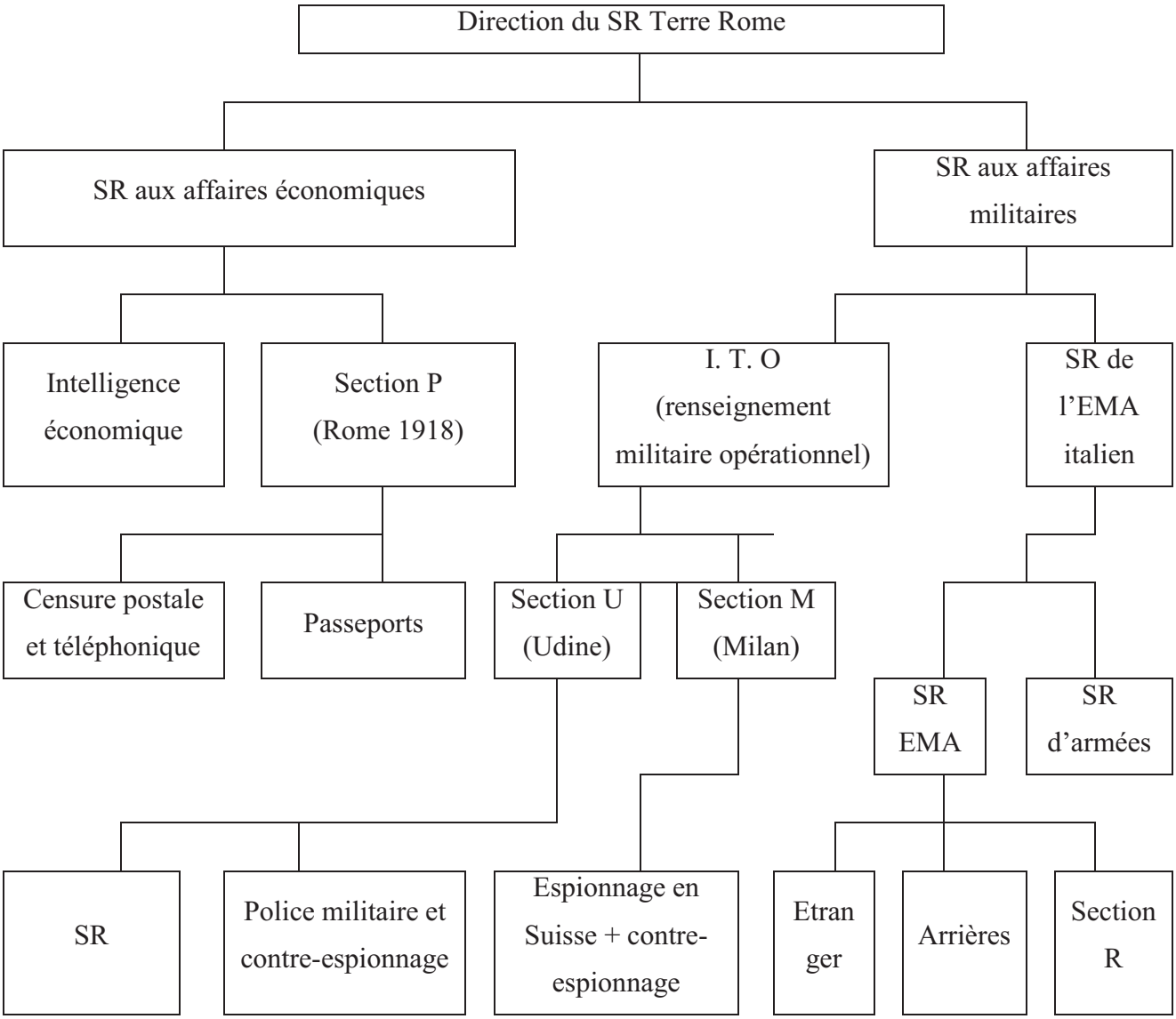
Structure de 1915 à 1916 : les services de renseignements italiens de l'armée de terre

Réalisé par Emmanuel Boudas

Tout d'abord, Marchetti rationalise l'U. I d'Armées en rendant systématique fin 1916 des reconnaissances en première ligne pour recouper les informations fermées de l'U. I du C. S. Ce qui fiabilise le cycle du renseignement. A cet effet, il met en place des moyens spécifiques : ballons d'observations, avions de reconnaissance et unités interrogeant les prisonniers. Les rapports vont

porter sur l'artillerie ennemie : sa puissance, le nombre de canons, les lignes, le terrain, les mouvements et les intervalles entre les unités autrichiennes. Cette réforme italienne de 1916 s'aligne sur le système français en place depuis 1910, soit avec 6 ans de retard.

Au niveau global, la réforme transforme complètement l'U. I de l'Armée de Terre. Les Italiens créent la Direction du S. I à Rome avec deux services : l'un militaire et l'autre économique. Ce sont l'U. I militaire et l'U. I économique.



Organigramme n° 6 : Structure du 5 octobre 1916 au 11 novembre 1918

Les services de renseignements italiens de l'armée de terre

Réalisé par Emmanuel Boudas

Le militaire a deux divisions : l'I. T. O (*Informazioni Terrestre Operative*) qui s'occupe du contre-espionnage avec deux sections ; ce sont les sections U et M. La M est basée à Milan et s'occupe de l'espionnage en Suisse, du contre-espionnage au nord de l'Italie. La U installée à Udine s'emploie comme police militaire et S. I dans la zone des Armées. L'autre branche est le S. I du C.S avec deux sections : L'U. I du C. S et les U. I d'Armées. Les U. I d'Armées ne se préoccupent que de renseignement tactique. Celui du C. S à trois divisions : l'étranger, l'arrière et la section R. Les attributions de chacun sont donc plus claires. L'U. I économique a deux divisions : la section P (créé en 1918 seulement) et dès 1916, le bureau de l'intelligence économique pour connaître l'usure des Empires Centraux ainsi que leur moral.

En octobre 1916, l'outil renseignement est plus efficace et rationalisé. Il s'est aligné sur les services alliés. Il a comblé une partie du retard pris avant-guerre sous la houlette de Cadorna et de Marchetti. Il existe une composante économique, militaire et de propagande. La création de *l'Ufficio Stampa* du colonel Eugenio est un premier pas dans cette troisième voie en créant un service de contre-propagande au sein des Armées pour lutter contre la désertion et l'opposition politique de gauche. L'outil est donc complet mais encore neuf.

Après avoir vu l'organisation des SR italiens, et leurs dysfonctionnements internes, il est nécessaire de voir les conséquences opérationnelles.

b – L'échec italien dans la guerre secrète :

Tout d'abord, notre étude porte sur l'incapacité de l'U. I du C. S face à *l'Evidenzbüro,* puis la réussite mitigée des U. I d'armées sur le front.

α – L'échec de *l'Ufficio. Informazioni du Comando. Supremo* :

Avant de commencer notre étude, il faut préciser quelques termes de vocabulaire. Le codage est la transformation du langage clair en groupes de signes, de lettres et de chiffres suivant un ordre. Le chiffre est l'action de transformer un texte en clair en un cryptogramme différent du message initial. La clé est la convention nécessaire pour effectuer les opérations de chiffrement et de déchiffrement. Décrypter, c'est la transformation d'un texte crypté en clair sans en avoir la clé. Déchiffrer, c'est la même action réalisée avec la clé. Ces éléments de vocabulaire nous permettent de mieux définir notre objet d'étude.

Il existe trois systèmes de codage à cette époque. Tout d'abord, le système de transposition

consiste à bouleverser l'ordre des lettres d'un mot selon un modèle :

SE	CR	ET	=	ET	CR	SE
1	2	3		3	2	1

Par exemple, nous décidions d'inverser les syllabes en changeant la direction de lecture : lire de droite à gauche au lieu de gauche à droite. C'est le système le plus simple. Ensuite, il existe le système de substitution qui est d'associer une lettre à une autre ou à un signe, un chiffre, en remplaçant.

Secret devient 19 5 3 18 5 20

- 19 = S
- 5 = E
- 3 = C
- 18 = R
- 5 = E
- 20 = T

Nous pouvons subtituer une fois ou plusieurs ; ce qui multiplie les possibilités. Par exemple, nous subtituons 26 lettres à 26 chiffres tois fois de suite. Nous avons une trois liste à 26 éléments, soit 522 possibilités[218]. Si nous changeons dix fois, nous avons 572 688 possibilités. Cette méthode a un avantage : elle rend le décryptage plus complexe par l'adversaire, mais les amis perdent un temps énorme à déchiffrer. Enfin, nous avons le surchiffrement qui est une transposition plus une substitution du résultat transposé.

S E C R E T	=	T E C E S R	=	20 5 3 5 19 18	=	6 22 24 22 7 8
1 2 3 4 5 6	Transposition	6 5 3 2 1 4	Substitution		2 fois	

20 = 6
5 = 22
3 = 24
5 = 22
19 = 7
18 = 8

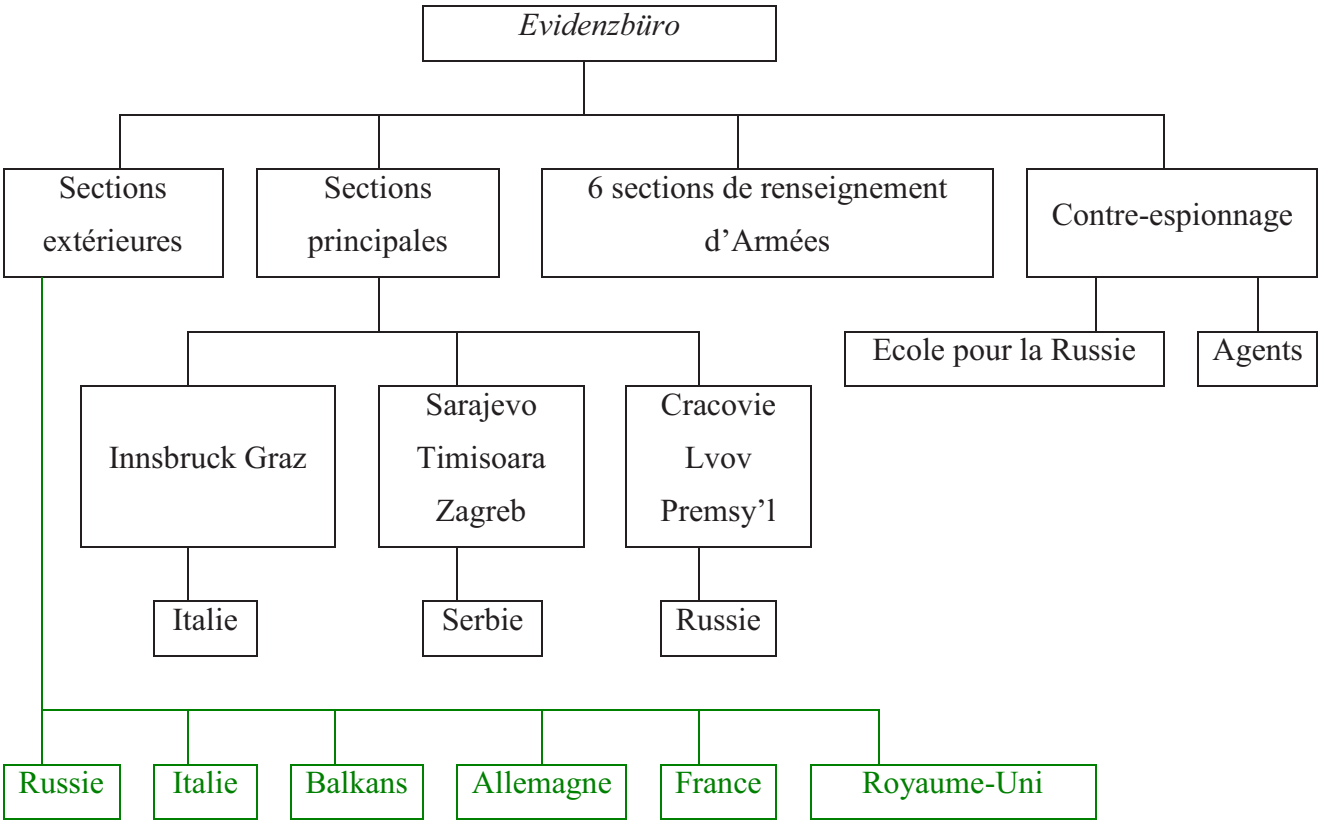
Nous avons une deux liste à 26 éléments transposés par 26 soit 78 possibilités par lettre au

[218] Modèle mathématique probabiliste infini

lieu d'un par la transposition et de 52 avec subtitution double. Le surchiffrement est donc plus efficace[219]. Cette étude permet de comprendre les codes utilisés durant la première guerre mondiale.

Nous allons étudier la guerre austro-italienne secrète.

En 1914, les Italiens mettent en œuvre le « chiffrement rouge » qui était la clé des messages codés du C. S. C'est un codage par substitution. Dès septembre 1914, l'*Evidenzburö* avec, à sa tête le général Max Ronge, achète la clé. La guerre éclate en 1915 et les Autrichiens connaissent déjà le codage italien. La guerre commence mal pour l'Italie.



Organigramme n° 7 : Les services secrets autrichiens de 1914 à 1918

Réalisé par Emmanuel Boudas

Plus heureusement, les stations d'écoutes italiennes fonctionnaient depuis avril 1915 à Vérone et à Bellune face aux lignes autrichiennes. Le 9 mai, l'attaché militaire autrichien à Rome prévient Vienne de l'entrée en campagne de l'Italie vers le 23. L'*Evidenzbüro* s'active et ses

[219] Sophie de Lastours, *La France gagne la guerre des codes secrets 1914-1918*, Paris, 1998, p 10 à 55

sections à Innsbruck et Graz ont une idée juste de l'armée italienne dès le 19 mai : 1,1 million d'hommes sous les armes, 280 000 dans les dépôts et connaissance du plan Cadorna encore en discussion avec les Russes. En clair, les Autrichiens savaient tout. Cette situation explique en partie les échecs de Cadorna de mai à août 1915. Capello lui dénonce l'inefficacité de l'U. I du C. S et des services secrets. Pour lui, ils sont parasités par plusieurs structures : ministère de la Guerre, les Affaires Etrangères et le Président du Conseil. Ce qui engendre des guerres de services et des dysfonctionnements. Il faudrait une vraie centrale unifiée.

En parallèle, l'*Evidenzbüro* a démantelé un réseau italien à Trieste dès le 15 avril. C'est le réseau de l'instituteur Ermano Mrachig qui est tombé : un dizaine d'arrestation qui privent l'U. I du C. S de renseignement sur l'arrivée des lignes autrichiennes et sur la flotte. Pour contourner la fermeture des frontières et la chasse aux espions, les Autrichiens organisent deux sections en Suisse : Zurich et Feldkirch sous le commandement du capitaine de frégate Rudolf Mayer. L'action de l'*Evidenzbüro* est efficace et structurée. Elle se développe en Suisse. L'espionnage et le contre-espionnage sont performants. Le capitaine Figl implante une nouvelle station d'écoute à Marburg (Tyrol). Il est le spécialiste du codage italien. Dès le 5 juin 1915, le nouveau code italien est cassé. L'*Esercito* est écouté totalement le 5 juillet. Les Autrichiens mettent la main sur le manuel du *Service Radio en Campagne* italien en juillet 1915. Ils décodent plus de cinquante messages par jour avec cette découverte.

De nouvelles stations apparaissent à Adelsburg, Villach et Bozen. Malgré les changements de code tous les six mois, les Autrichiens continuent à décrypter car les codages italiens sont construits autour du code de 1914 « *Ciffraio tascabile* » jusqu'en octobre 1915[220]. Cette situation permet aux Autrichiens d'avoir l'ordre de bataille complet italien avec nom, grade, unité et intention du chef d'opération. Devant une telle réussite, l'*Evidenzbüro* met en place le service des écoutes téléphoniques et télégraphiques du lieutenant Illner et du colonel Foecken. Enfin, novembre 1915, c'est le procès de Mrachig et de son réseau. Ce procès montre la puissance de cette organisation sous la direction du docteur Pitacco, député au *Reichsrat* autrichien et de l'instituteur Angelo Socchi pour livrer Trieste à l'Italie. Pitacco et un ex-agent de l'*Evidenzbür*o Kutschera s'enfuient pour Rome lors de la capture de Mrachig. Les condamnés sont exécutés par les Autrichiens.

Les services italiens sortent laminés de l'année 1915 : télécommunications écoutées, réseau perdu, mauvais renseignements et guerre des services. L'*Evidenzbüro* gagne cette manche.

L'année 1916 s'engage mieux pour les Italiens puisqu'ils captent et décryptent 5 200 messages de janvier à décembre. Cependant, la situation se dégrade car les Autrichiens mettent en

[220] Général Max Ronge, *Dernier chef du service de renseignement au GQG et à l'EMA austro hongrois : espionnage, contre-espionnage*, Paris, 1932, p 90-110

place le renseignement d'origine électromagnétique (R. O. E. M). Ils emploient les stations radiogoniométriques qui captent les ondes radios. Avec trois stations, les Italiens peuvent triangulariser l'émetteur ennemi et le localiser. C'est le service télégraphique sous le commandement du général Rudolf Schamshula qui fait faire ce bond technique immense à l'Evidenzbüro dont les effets sont dévastateurs pour l'U. I du C. S.

En préparation à la *Strafexpedition*, les Autrichiens lançent une supercherie avec un officier dans l'Isonzo qui émet de faux messages. Le but est d'intoxiquer le C. S par de faux renseignements prévoyant une offensive dans la Vénétie au lieu du Trentin, objectif de la *Strafexpedition.* En parallèle, le capitaine de Carlo, les lieutenants Von Chiari et Scheuble trompent et détectent trente stations italiennes. Cette action permet aux Autrichiens de mettre la main sur le nouveau code italien le 7 mars 1916. Le 8, le code est cassé et le 1er avril, ils ont tous les indicatifs radio italiens. Ces renseignements précieux ont sans doute aidé l'offensive autrichienne. Dans les Balkans, les Autrichiens décryptent en même temps le code « Mengarini », clé des communications italiennes dans la région[221].

Cependant, l'U.I du C. S se ressaisit et réussit la destruction de turbines hydroélectriques au Autriche. *L'Evidenzbüro* riposte et monte un commando composé du meilleur agent autrichien : Larese, d'un déserteur italien : Stampi et d'un ami de Larese : Maddalena. Ce commando doit détruire un barrage en Italie via la Suisse. A Lausanne, Stampi se rétracte et raconte son histoire au consul d'Italie qui prévient l'U. I. Maddalena vend Larese à l'U. I avant. Larese est arrêté, puis exécuté. Cette action prive Vienne de son meilleur agent. Au soir du 13 mars, l'U. I se relève. En juillet, il réussit un autre coup magistral : l'enseigne de vaisseau Tolja, le cadet Selui et le tchèque Tcharek passent aux Italiens. Les informations collectées permettent la chute directe de Gorizia en août. Enfin, l'U. I assassine le major Von Alfan. Il est clair que l'année 1916 finit mieux qu'elle a commencé pour les Italiens. Les réformes imposées aux services secrets italiens ont grandement amélioré les résultats dans l'action clandestine mais sur le plan stratégique, *l'Evidenzbüro* garde la main par son bord technologique et ses stratagèmes.

Globalement, d'avril 1915 à décembre 1916, l'U.I du C. S a plutôt échoué face à l'*Evidenzbüro*. Les Autrichiens ont gagné sur le plan du R. O. E. M, la lutte contre les réseaux italiens, en cryptologie. Les Italiens ont mieux réussi dans l'action clandestine.

[221] Ibidem, p 152-163

β – Les résultats mitigés des *Uffici Informazioni* d'armées :

Avant septembre 1916, l'U.I est plutôt inexistant sauf à la Première armée italienne. D'octobre à décembre 1916, il devient général et rationalisé. Il travaille surtout de mai 1915 à septembre 1916 sur les synthèses générales tirés des documents écrits : ordres, photos. Par exemple, la note n°1883 de la deuxième section de l'U. I a pour synthèse l'instruction pour les soldats autrichiens pour reconnaître et éliminer les officiers italiens[222]. Dans cette note, le commandement autrichien offre une récompense et explique comment les remarquer : ils bougent beaucoup, ils sont devant la troupe. Ce genre de synthèse permet de mettre en œuvre des contre-mesures face aux nouvelles menaces mises au point par les Autrichiens. Cependant, c'est un renseignement opérationnel, non tactique. Il est intéressant mais décisif pour obtenir la victoire. Plus intéressantes sont les synthèses sur les comportements et les méthodes de combat ennemies car elles établissent des profils qui permettent de connaître l'adversaire et ses intentions. Nous sommes dans l'espionnage défini par Sun Tzu qui est essentiellement opérationnel et militaire[223].

La synthèse sur l'infanterie hongroise, en particulier du quatrième régiment de *Honved* durant l'année 1915, est très importante car elle va être le fondement de la création des *Ardit*i, unité d'élite de fantassins italiens. Cette note porte sur les forces morales et les conséquences de l'absence de celles-ci : mutilations volontaires, fuites. Elle évoque aussi les mesures de contre-espionnage avec la mise en place d'une culture du renseignement. L'étude des forces morales porte sur l'éducation comme sur l'assaut. Il est nécessaire d'inculquer une base morale aux soldats qui va leur permettre d'aller à la mort et de la surmonter. Toute action doit être récompensée ou sanctionnée. Les héros doivent être portés aux nus, les lâches punis lourdement. Le commandement doit être vigilant car la lâcheté coûte des larmes et du sang.

En revanche, il est interdit de couper aux couards une oreille ou le nez tel que le veut la tradition antique magyare. Le déserteur est simplement abattu par son officier[224]. Cette synthèse nous dit que la victoire n'est possible que par la fanatisation des unités et une discipline de fer. Les *Arditi,* qui donneront en partie à l'Italie la victoire de Vittorio Veneto, ont été clairement construits sur ce modèle. Après une préparation d'artillerie forte et brève, les Autrichiens lançent à l'assaut leur infanterie avec baïonnette au canon à 500 pas des lignes italiennes avant l'ouverture du feu, afin d'éviter les blessures et renforcer l'assaillant. L'assaut doit être bestial et fou. Les Honved doivent crier avec férocité et s'infiltrer avec vigueur. Le combat est à mort donc sans prisonniers. Chaque combattant ne doit utiliser que cinq balles : une pour venger le camarade tombé, une pour sa maison détruite, une pour la paix glorieuse, les deux dernières pour la fin et le reste à la

[222] Vittorio Tarolli, *Spionaggio e Propaganda - il rudo del servizio informazioni dell'Esercito nella guerra 1914-1918*, Chiari, 2001, p 74-75
[223] Sun Tzu, L'Art de la Guerre, Paris, 2000, p. 190-197
[224] Vittorio Tarolli, ouvr. cité, p 75

baïonnette. Cette phrase était un ordre donné avant l'assaut.

Les troupes d'élites autrichiennes, les *Sturmtrüpper*, étaient construites à partir de ce modèle de forces morales. C'est le général Capello qui a travaillé sur cette synthèse pour construire les *Arditi.* Il a créé la brigade *Lambro* au sein de sa deuxième Armée avec des soldats jeunes fanatisés et sans pitié. Pour les Autrichiens, les mutilations volontaires ne doivent pas arriver. La punition est exemplaire : le commandement les passe par les armes. La fuite est traitée de la même manière. Malheureusement, si des *Honved* blessés sont capturés, ils doivent dire seulement « je ne sais pas » aux interrogateurs italiens. Pour contrer les espions italiens, parfois sous uniforme autrichien, les *Honved* ont l'ordre de parler le moins possible aux inconnus et s'ils rencontrent une personne posant des questions, il faut le dénoncer à la hiérarchie. En cas d'intrusion à la garde, le soldat doit montrer son laissez-passer à son officier quelquesoit la personne. Les individus à surveiller sont en particulier les marchands, les barbiers et les civils traversant les lignes ou les frontières. Les fantassins doivent interpeller les personnes allumant des fumigènes autour des pièces d'artilleries autrichiennes[225]… Cette note illustre la culture du renseignement au sein de l'armée impériale ; ce qui rend très difficile le travail des services secrets italiens. Ce document est très important car il montre l'efficacité des Autrichiens et pourquoi l'U. I d'Armées a obtenu des résultats mitigés.

Avec cette action de renseignement opérationnel, les U. I d'Armées surveillent les officiers italiens et s'il existe des doutes sur l'un deux, ils préviennent *l'Istituto di Controspionaggio*. C'est le cas du lieutenant-colonel Gasti. Le service de la quatrième Armée le soupçonne lorsqu'il quitte la nuit les lignes pour Cortina (un village sur l'Isonzo) sans dire à personnne la raison de ses escapades nocturnes. Le chef de la 2ème D. A a établi qu'il est parti sans autorisation quatre fois entre le 5 et le 12 octobre 1915 du souper jusqu'à 7 heure du matin.Gasti était seul à Cortina de 22 heures à 5 heures. Sa seule explication est de prendre des quartiers libres après son service journalier. Il reconnaît son non respect du règlement de temps de guerre vis-à-vis des sorties. Son chef direct à la 2ème D. A propose trois mois de forteresse afin de le rééduquer. Le général commandant la quatrième Armée accepte la punition et confie Gasti à l'U. I de la quatrième[226]. Le C. S entérine la punition et le soumet au contre-espionnage pour un interrogatoire poussé. Gasti avoue durant cet interrogatoire. En revanche, dans ce domaine, les services italiens ont été plutôt efficaces probablement par l'absence de guerres internes.

Pour conclure, il paraît clair que les U. I d'Armées ont mieux fonctionné que leur homologue au C. S. Ils ont obtenu des résultats mitigés car les informations collectées sont plutôt partielles et limitées au renseignement militaire de théâtre. Il a permis de mieux connaître

[225]USSME, F17, 34 à 44, Note de 1915 sur les Honved, bolletini di guerra, Ufficio informazioni e servizi segreti, Rome

[226]USSME, F17, 34 à 44, Note n°67 du 15 octobre 1915, bolletini di guerra 1915-1918, UI e SSI, Rome

l'adversaire mais sans pour autant découvrir ses intentions. En revanche, le contre-espionnage italien a parfaitement œuvré de 1915 à 1917. Dans ce domaine, il est clair que le renseignement allié a été décisif par le nombre et la qualité des informations fournies. Notre étude va porter sur l'impact du renseignement stratégique et tactique allié.

Les chefs du SR Terre 1915 – 1918 :

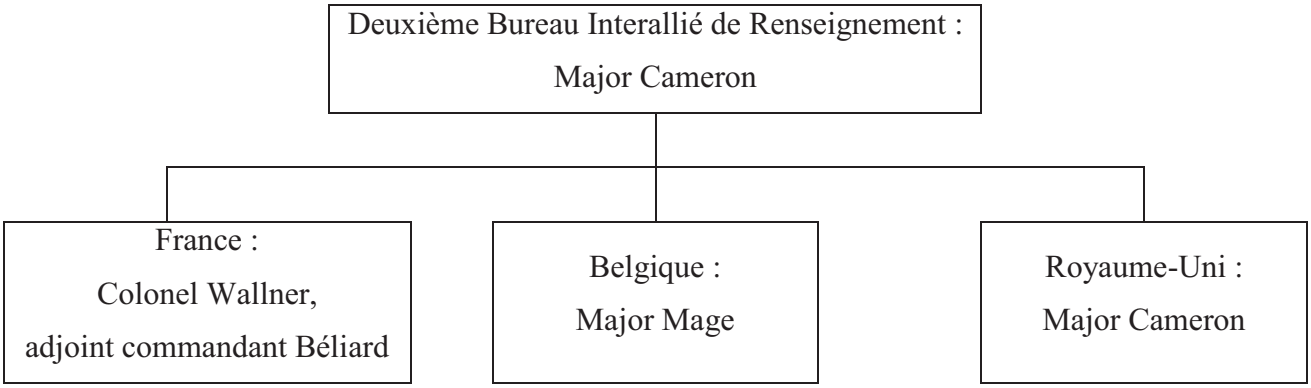
- Avril-décembre 1915 : colonel Poggi Rosolino
- Décembre 1915 – septembre 1917 : Colonel Garuccio avec
  - le colonel Eugenio, chef de l'Ufficio Stampa
  - le capitaine Moriondi, chef de l'U. I del C. S
- Septembre 1917 – novembre 1918 : colonel Marchetti avec les mêmes adjoints

c – Les relations interalliées dans la guerre secrète :

Nous allons étudier dans un premier temps le travail effectué par le bureau interallié de renseignement à Folkestone. Ensuite, nous verrons les échanges d'informations entre les Alliés et l'Italie de 1915 à 1917.

α – Le bureau interallié de Folkestone :

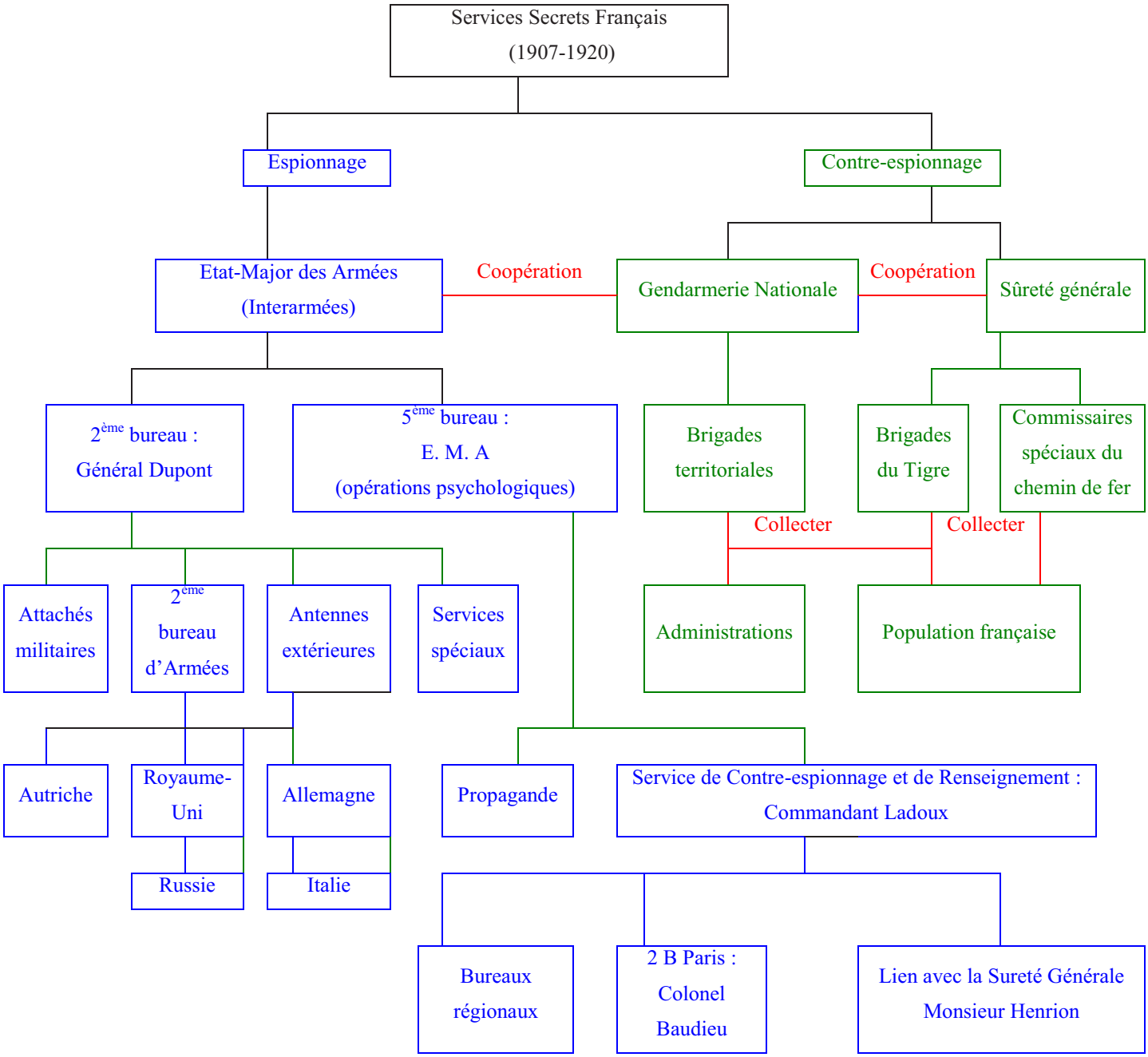
Pour faire face aux Centraux de manière plus efficace, Reginald Hall, chef des services secrets de la Royal Navy, veut centraliser le renseignement. Il est à la tête du *Naval Departement of Intelligence Service*. Ses idées font leur chemin et en 1915, les Alliés créent un bureau interallié.



Organigramme n°8 : Le bureau interallié de renseignement (1915-1918)

Réalisé par Emmanuel BOUDAS

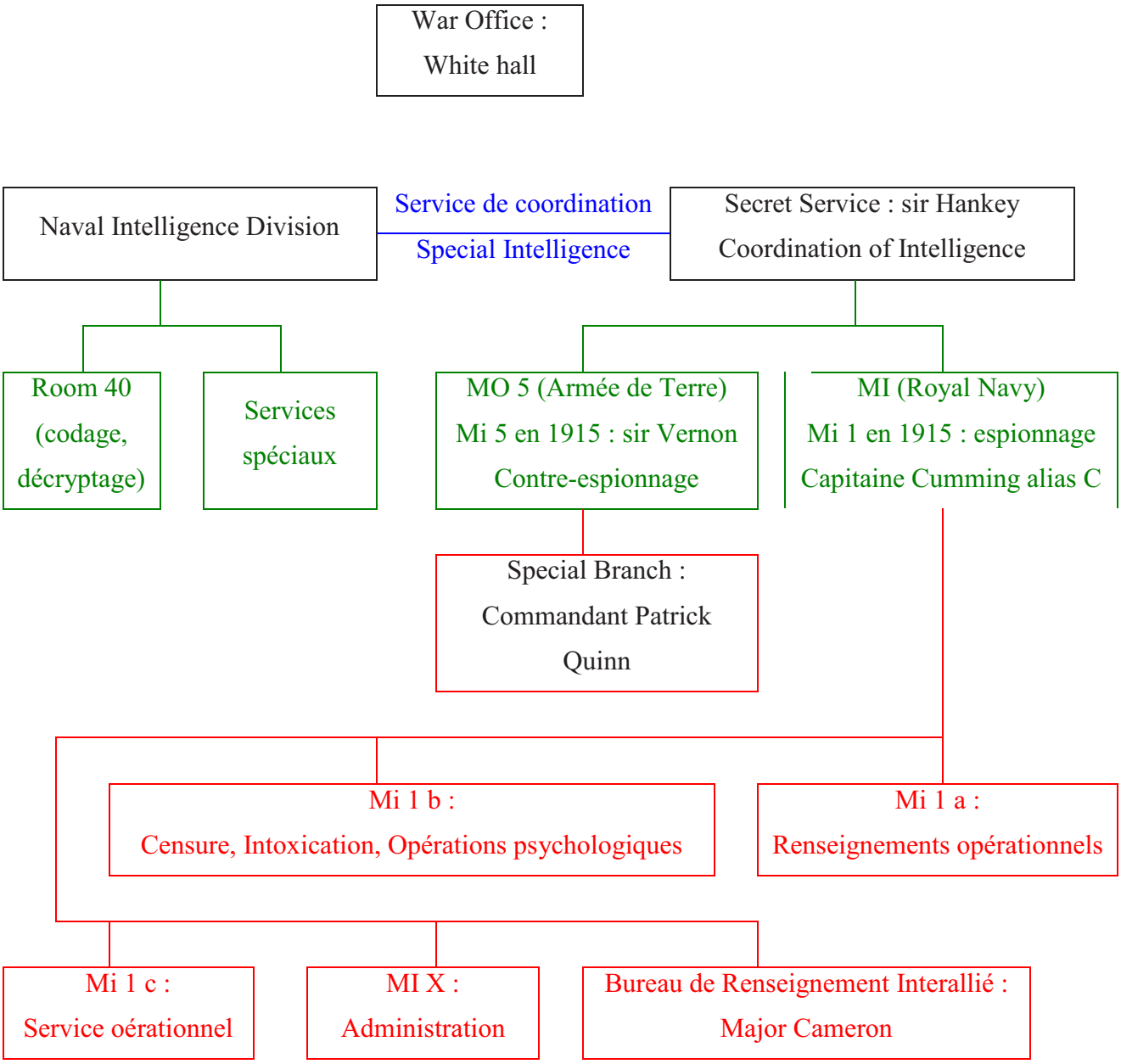
Ce bureau est installé à Folkestone. Il commande les missions extérieures en pays neutres ou ennemis. La France est représentée par le colonel Wallner, secondé par le commandant Beliard. La Belgique envoie le major Mage. Le Royaume-Uni met en place le major Cameron. Les Alliés décident de confier au britannique le commandement de cet organisme. Les théâtres essentiels sont la France et la Belgique occupées[227].



Organigramme n° 9 : Les services Secrets Français (1907-1920)

Réalisé par Emmanuel BOUDAS

[227] Robert Boucard, *La guerre des renseignements 1914-1918*, documents et faits, Paris, 1939, p 15 à 76

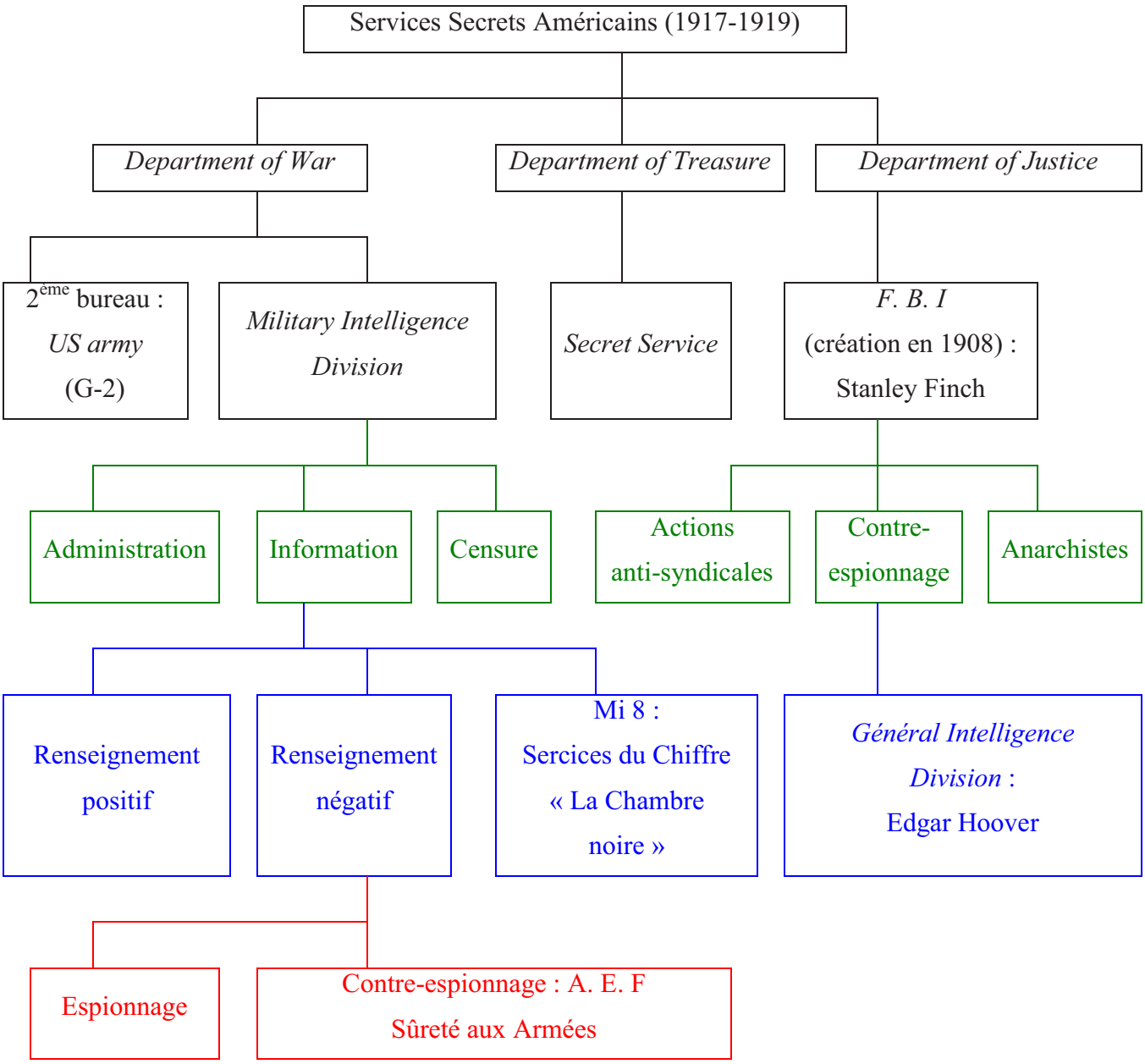


Organigramme n° 10 : Les Services Secrets Britanniques (1909-1940)

Réalisé par Emmanuel BOUDAS

En revanche, l'Italie n'intègre pas cet organisme interallié d'où son indépendance mais aussi sa marginalisation. Au niveau des services britanniques, l'Italie est peu intéressante et n'a mis en place aucun réseau selon le chef du M i 1[228]. Le seul intérêt du Mi 1 va être Caporetto et la méthode de Riga utilisée par les Allemands. L'Italie livre donc sa guerre secrète sans se préocupper des Alliés mais les résultats sont globalement décevants. L'Italie a donc une capacité de renseignement indépendante mais plutôt inefficace face aux Autrichiens.

[228] Aston Georges, *SIS : l'espionnage et contre-espionnage anglais pendnt la guerre 1914-1918*, Paris, 1936, p 10



Organigramme n° 11 : L'organisation des services secrets américains (1917 – 1919)

Réalisé par Emmanuel BOUDAS

β – L'aide des Alliés à l'Italie de 1915 à 1917 :

L'Italie n'intègre pas le bureau interallié et livre seule sa guerre secrète. Elle ne délivre aucun renseignement aux Alliés. Son indépendance stratégique par sa capacité autonome de renseignement est plus une marginalisation et un enfermement qu'une autonomie réelle.

Pourtant cette situation va évoluer. En effet, le Royaume-Uni a des agents nombreux en Autriche, en Allemagne et en Suisse. C'est le M. I 1a qui collecte sur place les informations. C'est le deuxième bureau de l'Etat-Major Impérial M. O 2 (a) qui décide d'approvisionner de manière régulière et importante les Italiens en renseignements. Le canal de circulation du renseignement d'origine britannique est le M. O 2 (a), puis la mission militaire italienne à Londres, enfin le C. S à Vicenza. Les Britanniques fournissent des renseignements essentiels dès 1915 jusqu'à la fin de la guerre. Au vu de l'efficacité des U. I d'armées et du C. S, ces informations ont un caractère militaire essentiel. L'attaché militaire italien à Londres est le lieutenant-colonel Greppi.

Le 23 mai 1915, le capitaine G. Sharp du M. O 2 (a) transmet à Greppi l'arrivée de deux bombardiers de type Schulte à Innsbruck pour être ensuite réacheminés vers Laybach et Bolzano. Les éléments logistiques ont été envoyés à Trieste et Trente. Leurs objectifs sont les installations sidérurgiques de Brescia et le nœud ferroviaire stratégique de Milan[229]. Les Britanniques fournissent un renseignement essentiel pour la sécurité de l'effort de guerre italien. Le M. I 1(a) a réussi à établir l'arrivée de troupes allemandes en Italie dès le 22 mai 1915 avec 3 000 soldats venants de Munich par le Tyrol. Ils sont bien équipés et la moyenne d'âge est entre 25 et 35 ans. Le M. I 1 précise l'absence de marques distinctives. Dix milles Allemands devraient arriver rapidement. Le 25 mai, ils établissent l'arrivée à Munich des 284 et 285ème R. I. Le 25 mai, le M. I 1 établit le départ des trains allemands d'Innsbruck pour le Brenner et Bolzano tous les quarts d'heure. Le 30 mai, seize trains de transport de troupes partent de Galicie pour la Dalmatie viales Carpathes. L'unité déployée est le 18ème R. A allemand. Du 19 mai au 8 juin, les 13 et 14ème C. A allemands débarquent, renforcés des 1er et 2ème C. A bavarois en Autriche du Sud à la frontière italienne. Les rapports du M. I 1 ne signalent aucun mouvement allemand de Belgique vers l'Italie le 9 juin 1915.

Le 10 juin, les Britanniques établissent l'amalgame austro-allemand doté d'un équipement de qualité moindre : les fusils Wernel en lieu et place des Mauser. Autrement dit, les Allemands combattent les Italiens au sein des unités autrichiennes. Dans ce même rapport, 14 000 Bavarois passent sur le front italien avec leur artillerie pour une phase d'entraînement avant l'engagement sur l'Isonzo. Les Allemands ont déployé dans le Tyrol au total 200 000 hommes le 12 juin. Ils sont constitués de troupes alpines et de 60 000 Bavarois dans le Trentin. Au total, cette force allemande est puissante avec dix batteries d'artillerie de montagne, quatorze régiments d'artillerie de campagne, deux régiments de cavalerie et deux trains blindés avec des canons de 305 mm. Les Allemands portent l'uniforme autrichien. Le 2ème bureau français a transmis aux Britanniques le renseignement suivant : les passages le 15 juin 1915 des 3 et 4ème R. I Bavarois, du 142ème R. I, de deux bataillons alpins en Bavière vers l'Autriche.

[229] U. S. S. M. E, G 29, carton 68, télégramme du capitaine G Sharp au lieutenant-colonel Greppi du 23 mai 1915, Rome

Document n°1 :

Tableau du M. I 1(a) retraçant les mouvements stratégiques allemands vers l'Italie

G 29, 68, U. S. S. M. E, Rome, 1915

MOVEMENTS of TROOPS
to
I T A L Y.

Down to 1st June.

From the West and Germany.

Remarks. Note	No.of Men.	Date.	Direction.	Date.	No. of Men	Remarks.
		April		April		
			Budweis to Budapest.	17-20	2,200	Saxon & Bavarian Landsturm.
2 Bdes.of Infantry and a proportionate amount of artillery.		25	To Villach.			
62 trains	31,000	May 6 & 7	Munich to Trent.			
12 trains (of which 2,000 men were artillery)	6,000	15 & 16	Germany to Tyrol.			
5 trains infantry and 3 artillery.	2,500	15-17.	Nurnberg to Innsbruck.			
13 heavy trains	9,750	19	Innsbruck to Villach.			
			Vienna to Amstetten	May 19	12,750	17 heavy Trains.
With 50 guns and 3,000 horses.	11,000	16	Schleswig Holstein to Ulm for Tyrol.			
			Tarnow to Vienna.	20	10,500	21 trains.
38 troop trains.	19,000	20	Munich to Trentino.			
			Vienna to Klagenfurt.	21	15,000	60 trains with Austro-German tr

From the West and Germany.

Remarks.	No.of Men.	Date. May.	Direction.
4 trains of guns.		21	Pilsen to Linz.
		28	Marmaros Sziget to Keresztes-Mezo.
		31 to June 2.	
1st Bav. A.C.		21-25	Arras to Italy.
	41,000	20-23	Stuttgart, Leipzig, Dresden Strassburg to south.
*7 trains of Germans, 33 more expected (see below *)	20,000	24	Through Innsbruck.
2 trains heavy artillery.		24	Stuttgart to south.
*25 trains (see above *)		24	Innsbruck to south.
3 trains Hanoverians.	1,500	25	At Innsbruck.
			Vienna to Villach (via Wiener Neustadt).
			Amstetten to Villach.
12 heavy trains	9,000	23	Munich to Innsbruck.
principally 1915 Class	37,000	24-26	Dresden, Karlsruhe, Stuttgart, Leipzig, Strassburg to south.

From the East.

Date May.	No.of Men.	Remarks.
16		Transport of German troops begun and continuing May 2
23	5,000	10 trains.
23	5,500	11 trains.

the West and Germany.				From the East.		
Remarks.	No.of Men.	Date. May.	Direction	Date May.	No.of Men	Remarks.
rains	7,000	28	Rosenheim to Salzburg.			
arian Reserves below *)	60,000	31	Vosges to Italy.			
trains (see *)		28	W.of Thionville to South.			
uits & Landsturm	8,500	31 to June 2.	Stuttgart, Karlsruhe and Dresden to south.			
to belong to t A.C.	9,000	May 23	Berlin to Bavaria			
	20,000	25	Lockstedt to Italian front.			
	292,250		TOTAL		50,950.	

GRAND TOTAL:

343,200

Le M. I 1 établit l'arrivée de renforts slaves à Trente et la mise en place de l'artillerie lourde allemande pour fortifier le saillant autrichien. Le 16 juin, le 2 B transmet au M. I 1 la mise en place de troupes de couverture allemande sur le Brenner de 150 000 hommes. Le 18 juin, le *Jäger Korps* est déployé à Guidicaria[230]. La station C. X 260 à Berne confirme le déploiement de ses troupes alpines le 13 juin. La station C. X 262 à Innsbruck établit l'arrivée des 60 000 Bavarois.

Le 25 août 1915, Greppi reçoit un rapport provenant du M. I (a) qui établit l'instruction des officiers autrichiens et de leurs soldats pour reconnaître les unités italiennes. Les Bersagliers ont des plumes et sont vus au delà de 1 500 m d'altitude et les Alpins à moins de 1 200 m. De plus, il existe toujours un officier dans les détachements italiens à abattre. L'intérêt de ce document est de voir les progrès autrichiens dans la connaissance de l'armée italienne. Le 9 septembre 1915, C. X 261 à Berne rend-compte du départ d'officiers allemands déguisés en Suisses pour l'Italie. Ils ont obtenu des lettres de recommandations de l'ambassadeur italien à Berne. Les officiers allemands ont pour mission d'étudier *l'Esercito* pour rendre compte à l'armée impériale allemande. C'est *Alf*, un agent suisse travaillant pour le M. I 1 qui l'affirme. *Alf* est un officier suisse. Les Britanniques ne fournissent plus de renseignements d'octobre 1915 à septembre 1917 puisque les Allemands n'alimentent plus en troupes le front italien.

Les Britanniques ont fourni des renseignements de qualité et précis sur les forces allemandes en Italie, bien meilleures que l'armée autrichienne. Ce type d'informations est essentiel pour deviner les intentions de l'adversaire et le rapport de force sur le front. Cependant, il indique aussi la guerre ouverte que mène l'Allemagne contre l'Italie alors que cette dernière attend 1916 pour la déclarer. Une information aussi stratégique est laissée finalement de côté par les Italiens car elle est apparemment gênante à plus d'un titre. Les Italiens germanophiles et giolittiens se révolteraient contre le gouvernement puisqu'il les aurait conduis à un affrontement avec leurs amis. C'est une information explosive sur le plan de la politique intérieure pouvant mener au renversement du cabinet. Ensuite, c'est reconnaître l'inefficacité des services secrets italiens et donc la dépendance vis-à-vis du renseignement britannique essentiellement. L'autonomie stratégique italienne devient une illusion du fait de services inaptes à faire la guerre secrète. Nous avons vu aussi que le renseignement est en sens unique. Les Italiens ne donnent rien. Il existe deux hypothèses. La première est qu'ils n'ont aucune information à échanger signifiant l'absence de réseaux en Allemagne, dans les Balkans… La deuxième est qu'ils gardent les renseignements collectés mais soit ils ne les exploitent pas, soit ils les conservent secrets pour gêner les Alliés, un jeu non coopératif. Au vu de notre étude des services italiens, c'est la première hypothèse qui est la plus probable. Ils n'ont pas constitué de réseaux en dehors de la Suisse et de l'Autriche. Ce qui est logique au vu des moyens faibles mis en œuvre comparativement aux services alliés qui ont

[230] U. S. S. M. E, G 29, carton n°68, Compte-rendu du M. I 1 transmis à l'attaché militaire italien Greppi du 30 juin 1915 par le M. O 2 ©, Rome et MO 2 = Military Operation n°2 soit le 2B d'un Etat-major britannique.

développé leurs capacités en Belgique, Hollande, Allemagne, Russie, Autriche-Hongrie, Suisse et bien entendu derrière le front. C'est une défaite stratégique pour l'Italie puisqu'elle ne connaît pas son adversaire.

L'espionnage est le moyen de sonnaître son ennemi. Il faut appliquer la 12ème leçons de Sun Tzu : « une armée sans agents secrets est exactement comme un homme sans yeux ni oreilles » [231]. Cette situation des services italiens peut expliquer aussi les médiocres résultats de Cadorna qui n'arrive pas à connaître le point faible du dispositif adverse. Pour ce qui est du deuxième bureau français, les archives ont été détruites en 1940.

L'action militaire italienne manifeste un effort massif mais plutôt inefficace. L'action navale entreprise est globalement en échec pour l'année 1915, et clairemement contre-productive en 1916 avec la crise serbe. L'action terrestre est puissante cependant elle reste un bain de sang suite à l'impréparation tactique, logistique sur l'année 1915. En 1916, la situation se rétablit par l'apprentissage du feu avec des victoires défensives. Pour ce qui est du renseignement, c'est très logiquement une défaite italienne face aux Autrichiens. Dans ce domaine, nous pouvons voir apparaître une dépendance stratégique vis-à-vis des Alliés. De plus les actions alliées ont été capitales en mer et, par l'acquisition du renseignement fermé.

Il est assez clair que c'est l'importance de l'effort militaire italien qui maintient l'équilibre stratégique. Cependant les faiblesses sont d'ores et déjà présentes et visibles : la logistique, le renseignement, la tactique utilisée. Cette étude ne serait pas complète sans le front des Balkans.

C – La campagne italienne en Albanie de 1914 à 1917 :

1 – Le contexte entre 1913 et 1914 :

A cause des rivalités impériales et de nombreuses guerres dans les Balkans de 1830 à 1913, la puissance ottomane a été balayée de la région laissant un vide. En effet, des petites nations apparurent mais il fallait à chacune d'elles un protecteur puissant. Les Slaves avaient la Russie, les Grecs le Royaume-Uni et les Croates plus les Slovènes, l'Autriche-Hongrie.

Cette dernière a annexé la Bosnie-Herzégovine en 1908 déclenchant une crise austro-russe. Le véritable perdant est l'Italie qui ne pouvait plus contrôler la côte dalmate et donc l'Adriatique.

[231] Sun Tzu, *L'Art de la Guerre*, Paris, 2002, p 190-196

Elle jeta son dévolu sur l'Albanie dont le sort était incertain en 1909 pour en faire un protectorat italien afin de fermer le détroit d'Otrante et dominer l'Adriatique. En effet, contrôler l'Adriatique, c'est le pouvoir d'ouvrir et fermer, à sa guise, la navigation.

En 1913, à l'issue de la troisième guerre balkanique, l'Autriche et l'Italie ont signé sur les pressions allemandes et anglaises le traité de Londres qui coupe l'Albanie en deux sphères d'influences : le nord du pays autour de Durazzo aux Autrichiens et de Tirana à la frontière grecque aux Italiens. Chaque puissance avait son port albanais : Durazzo à l'Autriche et Valona à l'Italie. Le statu quo étant assuré par Berlin et Londres, la situation préservait les intérêts italiens. Cependant, la rivalité entre les deux puissances était très forte. Crispi conclut en ces termes sur la situation albanaise : « l'annexion de l'Albanie par l'Autriche serait pour l'Italie un dommage incalculable, car elle verrait, à jamais, son influence détruite dans l'Adriatique »[232]. La perte de l'Albanie signifie une menace très grave sur le détroit d'Otrante, sur les lignes de communications maritimes italiennes, sur le ravitaillement et l'économie nationale. Ce serait inacceptable aux yeux des politiques italiennes.

La Première Guerre Mondiale éclate le 1er août 1914 entre l'Entente et la Duplice. L'Italie déclare sa neutralité. Cette situation permet à l'Autriche de dégager ses forces d'Albanie vers le front austro-serbe. Le retrait de Vienne est effectif de 1914 à 1915, ce qui rend l'Italie de facto seule puissance veillant à l'application du traité de 1913. Ce vide politique ravive les forces des Albanais. L'Autriche avait mis en place comme roi en 1914 Guillaume 1er de Wied. Il était vu comme un administrateur au service de Vienne. L'Albanie explose en ce mois d'août 1914. Au nord du pays, la population mirdite catholique et pro-autrichienne se soulève et le roi Guillaume 1er est accusé de corruption. A Durazzo, le roi est assiégé. Enfin, au sud, le long de la frontière gréco-albanaise en Epire, les Grecs entrent à Koritza provoquant l'arrivée de réfugiés à Valona. Les insurgés de Bid Doda gagnent tous les jours du terrain. La particularité de ce mouvement est qu'il est fondé sur l'Islam. En effet, l'Albanie est musulmane, sauf les mirdites, après quatre siècles de présence ottomane l'opposant aux Balkans chrétiens.

Le 3 août 1914, ne pouvant plus payer ses gardes, le roi Guillaume 1er de Wied fuit sur un bateau italien après avoir demandé l'appui de Rome. Les insurgés entrent à Durazzo et proclament l'indépendance de l'Albanie[233]. Naturellement, ils se placent sous la protection des Jeunes Turcs. Ce qui est une menace pour les intérêts italiens à Durazzo et à Valona... Avec le concours de Rome, Essad Pacha, assoiffé de pouvoir et au service des Italiens, rentre en Albanie. La guerre civile éclate entre les deux fractions albanaises. Voyant Valona menacée par le retour en Epire des Grecs et la

[232]Claude Vidal, *En marge de la Grande Guere : l'Italie et l'Albanie (1914 – 1916)* , *revue d'histoire de la Guerre Mondiale*, fascicule n°3, Paris, 1938, p. 271
[233]Ibidem, p. 273

puissante alliance germano-turque, l'Italie décide l'intervention en Albanie du Sud. Comme elle se sait convoitée par les deux blocs, il ne peut y avoir aucune réaction des grandes puissances. Seuls les Etat-Unis réagissent en envoyant une protestation officielle.

2 – L'intervention italienne entre 1914 et 1917 :

En septembre 1914, les Vénizélistes entrent à Fiori[234]. La menace grecque en Albanie du sud devient très forte aux yeux des Italiens. Le gouvernement italien déclenche l'opération qui vise trois objectifs. Tout d'abord, occuper la rive gauche de la Vojussa et l'île de Sasseno, ensuite contrôler les eaux albanaises et enfin, prendre le contrôle de Valona sous couvert d'une mission humanitaire : protéger les étrangers des insurgés albanais et des bandes grecques.

Le 25 octobre, l'amiral Patris quitte Tarente avec des détachements pour Valona et Sasseno. Malheureusement, la situation s'accélère lorsque le 30 octobre, les Grecs prennent Santi Quaranta. Le 1er novembre, les Turcs entrent en guerre. Rome veut frapper fort et vite. Les Italiens envoient trois compagnies d'infanterie, des canons de 75 mm et une station radiogoniomètrique[235]. Sonnino, nouveau ministre des Affaires Etrangères, veut un succès pour accroître la pression diplomatique sur les deux blocs afin d'augmenter les gains italiens dans les négociations qui ont commencé. Il demande donc la prise *manu militari* de Valona. Après des navettes successives entre Sonnino et le consul italien à Valona, le 25 décembre est choisi comme jour de l'offensive italienne. Le 10éme régiment de Bersaglieri débarque à Valona, en renfort d'une des compagnies d'infanterie déjà présente, sous le commandement du colonel Mosca. Au soir du 25 décembre 1914, l'Italie a sur le terrain plus de 1 300 hommes dont 1 100 à Valona et 200 éparpillés entre Durazzo, Sasseno et le Vojussa. Cette opération s'est effectuée alors que depuis novembre 1914, la Serbie est seule face aux empires centraux sans l'aide des Alliés, ce qui place l'Italie dans une position égoïste vis-à-vis de l'Entente, mais ô combien favorable.

De décembre 1914 au mois de novembre 1915, le front albanais est devenu inactif. Les Italiens ont seulement renforcé leurs positions. Ils ont construit une base aéronavale à Durazzo, trois ports militaires : Valona – Durazzo – Santi Quaranta (après avoir chassé les Grecs de cette position courant 1915). Ce renforcement a été possible grâce à la mise en place du gouvernement d'Essad Pacha depuis janvier 1915. En octobre, les Austo-Allemands attaquent et, balaient l'armée serbe qui fait retraite vers l'Albanie puisque la route vers la Grèce est coupée en partie par les Bulgares. A la conférence interalliée du 30 novembre au 3 décembre 1915 à Paris, Joffre et Cadorna veulent sauver l'armée serbe en déployant un corps d'armée italien en Macédoine. Il serait constitué de la 35ème

[234]Vénizélistes : partisans de Vénizelos, premier ministre grec ultra-nationaliste au pouvoir depuis 1913.
[235]Claude Vidal, ouvr. cité, Paris, 1938, p. 276

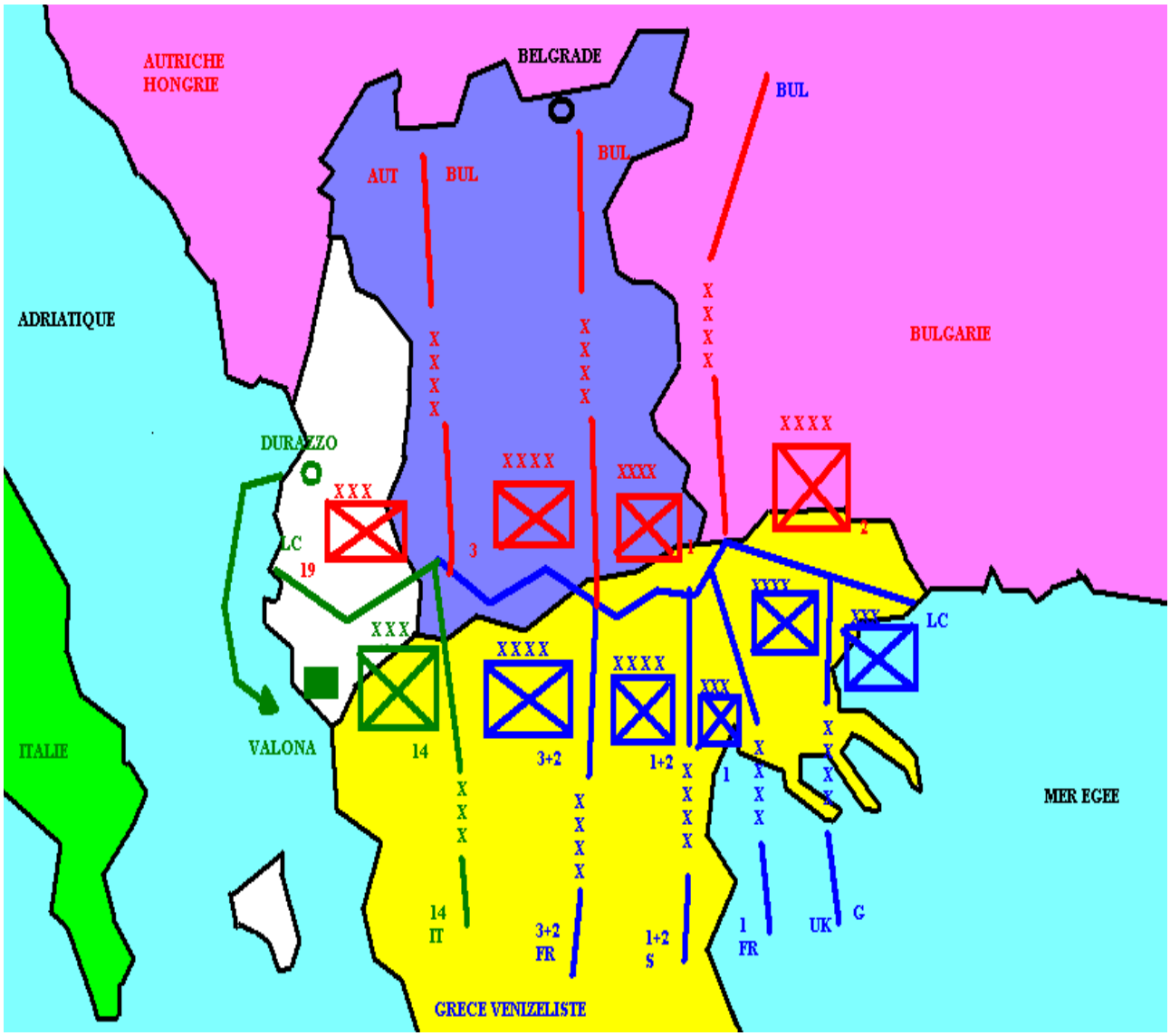
D. I, appuyée par un bataillon d'artillerie divisionnaire et plusieurs services logistiques d'armée. La 35ème D. I serait composée de deux brigades d'infanterie : la *Sicilia* et la *Cagliari*. La *Sicilia* serait formée du 61ème et du 62ème R. I, alors que la *Cagliari* posséderait le 63ème et le 64ème R. I. Avec ses deux brigades, le commandement italien prévoit en plus quelques compagnies de mitrailleuses de Bersaglieri, un escadron de cavalerie (le 16ème E. C appelé Di Lucca), huit batteries de montagne de 65 mm sur quatre pièces et une compagnie du génie. Cette 35ème D. I serait commandée par le général Petiti[236]. Elle serait débarquée à Salonique pour prendre le secteur compris entre l'Adriatique et la frontière albano-serbe, soit 48 km. Le problème de ce secteur étant l'absence de défenses construites. Sonnino refuse cette possibilité et le Parlement l'applaudit.

Pour maintenir Essad Pacha dans l'orbite italienne, Sonnino, après avoir convaincu le cabinet, fait envoyer des troupes pour protéger Durazzo et Valona, non pour sauver les Serbes. Cette attitude nationaliste égoïste du cabinet provoque une grave crise diplomatique avec la France, protectrice de la Serbie. En effet, les Italiens ont envoyé une fin de non recevoir pour le sauvetage de l'armée serbe, c'est à dire envoyer des troupes, au G. Q. G français. Or, Cardona et Joffre était en accord sur l'engagement des Italiens dans les Balkans. Du coup, le gouvernement français est mécontent et exige la possibilité d'évacuer par la mer l'armée serbe. L'Italie accepte. Le 15 décembre 1915, Joffre envoie le général Piarnon pour obtenir l'utilisation de Valona afin que la France réorganise l'armée serbe sur le terrain. Valona deviendrait une base arrière interalliée évitant ainsi une évacuation maritime difficile. Evidemment, c'est une remise en cause fondamentale de la sphère d'influence italienne par la présence de troupes alliées en Albanie. Les Italiens refusent en prétextant un risque d'épidémies. Pour Joffre, la réalité est tout autre : Valona est une « chasse gardée » et les Italiens refusent de voir des Serbes s'y installer[237]. Finalement, le 12 février 1916, les Alliés ont accepté la solution italienne d'évacuation par mer sur trois ports plutôt qu'une réorganisation terrestre en Albanie.

L'Italie est accusée de privilégier ses intérêts à ceux de l'alliance affaiblissant sa position morale et son prestige chez les Alliés. Le « Sacro Egoismo » commence à coûter cher en termes politiques à l'Italie[238]. Sonnino fait envoyer un corps expéditionnaire du niveau d'un C. A, soit 18 bataillons, composé des brigades *Verona* du général Roversi et *Savona* sous les ordres de Guerrini. La brigade *Verona* possède le 85ème et le 86ème R. I et la *Savona* le 15ème plus le 16ème R. I. Ce C. A est commandé par le général Berlotti, soit 28 000 hommes de troupes. Ils débarquent le 19 décembre 1915 à Valona. Au total, à Valona, se regroupent 30 000 soldats. Sonnino envoie en renfort un régiment à Durazzo qui fait monter les effectifs à 1 100 hommes. L'Italie a déployé 32 000 soldats en tout en Albanie.

---

[236]Luigi Villari, *La campagna di Macedonia*, Bologna, 1922, p. 24 - 25
[237]Maréchal Joffre, *Mémoires, tome 2 1910 – 1917*, Paris, 1919, p. 134 - 139
[238]Doctrine de politique étrangère de Salandra privilégiant les intérêts nationaux plutôt que toute autre raison morale, politique.



Carte n° 10 : La campagne italienne en Albanie (1915-1917)

Réalisée par Emmanuel BOUDAS

(Echelle 1/6 000 000, soit 2 cm égalent à 100 KM)

Le 3 janvier 1916, après l'effondrement des Serbes, le cabinet décide lorsque l'évacuation sera close, de redéployer les forces de Durazzo à Valona au profit de la brigade *Savona*. Par la suite, le commandement allié en Orient n'est pas unifié permettant aux Italiens de mener une politique sans se soucier des Alliés. En effet, le général Sarrail commande le corps expéditionnaire franco-britannique et l'armée serbe reconstituée. Seule la partie grecque n'est pas encore engagée car il faut attendre 1917 pour l'entrée en guerre de la Grèce aux côtés de l'Entente.

La campagne albanaise est un gage politique pour la paix mais elle affaiblit grandement la position morale de l'Italie. Elle maintient l'équilibre stratégique mais à quel prix ?

L'effort militaire italien a permis par son intensité de maintenir l'équilibre stratégique tandis qu'il reste inefficace. L'Italie s'est donnée militairement les moyens de jouer dans la cour des Grands. Cependant ses multiples faiblesses de puissance moyenne en retard industriel sont devenues visibles : une marine inadaptée à ses objectifs ; une armée de terre puissante mais très largement mal préparée intellectuellement, au niveau logistique et tactique ; des services secrets inefficace sous perfusion alliée. L'Italie a tout de même remporté une victoire stratégique globalement en Albanie bien qu'elle y eût laissé son prestige moral. Elle a tenu en échec les Austro-Hongrois. De 1915 à 1917, la situation militaire est marquée par l'absence de victoires ou de défaites majeures d'où l'équilibre sous-optimal avec les Alliés. L'Italie maintient un équilibre de Nash avec une stratégie inadaptée aux réalités de la guerre. Ce résultat est obtenu grâce au courage des soldats italiens.

La montée des oppositions entre les Alliés et l'Italie de 1915 à 1917 est la suite logique au niveau diplomatique, économique et social du résultat militaire.

III –L'opposition entre l'Italie et l'Entente de 1915 à 1917 : L'indépendance italienne, l'influence française grandissante et les rivalités impériales

Nous disséquerons les relations diplomatiques, sociales, économiques entre chacun des Alliés de manière bilatérale avec l'Italie pour obtenir une idée des rapports de force. Nous verrons d'abord les relations franco-italiennes, puis italo-russes, enfin italo-britanniques. Nous pourrons ainsi établir un diagnostic des évolutions des relations bilatérales et de l'ambiance au sein de l'Entente de 1915 à 1917.

A – Les relations franco-italiennes (1915-1917) :

Nous avons vu précédemment que les relations franco-italiennes sont fondées jusqu'en avril 1915 sur le marchandage entre l'Italie et les Alliés au sujet de l'entrée en guerre du pays aux côtés de l'Entente. Il nous faut compléter notre étude en évaluant les développements de 1915 à 1917. Nous allons donc étudier l'ensemble des relations franco-italiennes. Nous verrons dans un premier temps les relations économiques, puis dans un second temps le développement de la propagande française. Ensuite, nous étudierons l'Italie dans l'imaginaire français, pour finir par voir les relations diplomatiques de 1915 à 1917.

Est-ce que la France a su ou pu développer son influence sur la Péninsule ou si les relations bilatérales sont restés sur la même posture qu'en avril 1915 : une domination stratégique italienne ?

1 – Les relations économiques :

L'étude des relations économiques franco-italiennes va porter sur l'ensemble des échanges possibles. En matière de relations économiques internationales, il existe trois grands domaines. Ce sont les relations monétaires, financières et enfin commerciales.

Les relations monétaires franco-italiennes sont évacuées de suite puisque Londres, par solidarité interalliée, a garanti le cours des monnaies tel que le franc ou la lire, non pas sur la valeur de 1914 mais sur une parité flottante pour le reste du conflit. Cette garantie date d'août 1914 sachant que les alliés ont abandonné la convertibilité or de leurs monnaies. Il s'agit pour les alliés franco-britanniques de pouvoir payer leurs achats chez les neutres, en particulier auxEtats-Unis, sans voir partir leurs réserves d'or car c'est le gage de la création monétaire. Il faut une certaine quantité d'or pour couvrir la quantité de monnaie en circulation. Si nous importons, nous payons en or. C'est le principe du Gold Standard. Pour éviter cette fuite d'or, les Alliés décident de payer en monnaie leurs

achats. Cependant, les neutres veulent une garantie de règlement. La solution qui a été trouvé est simple.

Le Royaume-Uni paie tous les achats alliés pour la durée de la guerre, mais en échange, chaque banque centrale de l'Entente a un compte à Londres où elle finance ses importations par un tiers d'or et deux tiers de monnaie. Ce système permet de conserver une parité dollar sterling comprise entre 4,75 $ et 7 $ la livre. Comme les monnaies alliées sont calées sur la livre, nous avons un système de change fixe avec une bande de flottement plus ou moins 10 % environ[239]. Il est donc très clair que la domination britannique dans les relations monétaires interalliées est une réalité. A partir du 24 mai 1915, la lire entre dans ce système de garantie britannique. L'Italie est vassalisée monétairement à Londres comme la France et la Russie. Le Royaume-Uni devient de facto le prêteur en dernier ressort de l'Entente car elle assure et refinance les commandes de guerre interalliées aux Etats-Unis. Les éléments d'après-guerre se mettent en place. Le Royaume-Uni transforme les manques de devises en emprunt. L'Italie va devoir 4,5 milliards £ à Londres et la France 3 milliards £ en 1919[240]. La Grande Bretagne conserve sa puissance monétaire d'avant 1914.

Nous allons donc étudier les relations financières et commerciales entre la France et l'Italie. Sachant que le Royaume-Uni est absent du marché italien dans ces deux domaines pour deux raisons. Tout d'abord, le France est le second bailleur de fonds de l'Entente car elle détient deux cinquième des réserves d'or mondiales. C'est la deuxième nation la plus riche derrière les Etats-Unis avec 36 % en 1914 en stock d'or[241]. Ensuite, au niveau commercial, le pays le plus intéressé au marché italien est de loin la France par la proximité géographique et culturelle. Avec ces deux éléments, il est clair que l'attitude de la France va être déterminante pour connaître le degré de dépendance ou d'indépendance économique de l'Italie par rapport aux Alliés.

a – Au niveau financier :

α – L'offensive française sur la B. C. I entre 1914 et 1916 :

Dès l'automne 1914, la France s'engage dans une offensive financière de grande envergure avec deux objectifs. Tout d'abord, il s'agit d'augmenter le poids de la finance française pour obtenir l'entrée en guerre des Italiens, ensuite de contrer l'influence allemande très forte au sein de l'économie italienne.

Dans le domaine de la finance publique, nous sommes face à une stabilité du nombre de valeurs du trésor italien à la Bourse de Paris. Sur les deux années suivantes, les emprunts nationaux

[239]Hew Strachen, « Financing the First World War », Oxford, 2004, p. 5 à 22
[240]Ibidem
[241] Ibid, p. 6

italiens sont intégralement financés par les Italiens[242]. La dette extérieure de l'Italie par rapport à la France est donc restée stable de 1914 à 1917. C'est dans la sphère de la finance privée que la France a mené une puissante offensive financière. L'arme économique est vue que comme le moyen de soutenir l'action diplomatique. Il s'agit donc en cette fin 1914 et début 1915 de pousser l'Italie dans le camp de l'Entente. Il faut commencer par créer une banque rivale à la *Banca Commerciale*, fondement de la dépendance financière de l'Italie à l'Allemagne. C'est la création de la *Banca di Sconto* [243]. Evidemment, Delcassé s'est montré très favorable à la fusion des deux banques italiennes pour créer cette nouvelle rivale. Cependant, le gouvernement français reste prudent car Barrère parlait de la volonté italienne d'indépendance économique vis-à-vis de l'Allemagne, d'où le soutien de Salandra au projet[244]. Dans la nouvelle banque, il existe dix administrateurs français au conseil d'administration, dont Loste et Dreyfus, conférant à la France une position dominante sans froisser les Italiens puisque c'est Didoni le directeur et Marconi l'administrateur délégué. Son capital est de 70 millions de Lires en décembre 1914 et atteint en novembre 1915 100 millions avec des dépôts de l'ordre de 327 millions. Malheureusement, la guerre se prolonge et Paris veut compléter son action.

Barrère suggère en septembre 1915 de s'emparer du pouvoir au conseil d'administration à la B. C. I. Pour satisfaire cet objectif, l'ambassadeur propose un achat massif d'actions pour remplacer les administrateurs allemands par des français. Cette mission est sous la dépendance directe du président du Conseil. Guiot, chef de la mission, a des liens avec Poincaré. Il a pour but d'étudier la faisabilité du projet. Devies est son assistant. Guiot vient de la finance alors que Devies est l'homme de l'industriel *Schneider*. Guiot est vice-président d'une filiale de *Paribas* qui a des liens étroits avec la B. C. I. Cette mission Guiot-Devies est une association difficile entre deux lignes opposées : l'internationalisme financier face au protectionnisme industriel plutôt nationaliste. Devies veut suivre une stratégie de conquête au sein de la B. C. I par des petites acquisitions de capital pour ne pas éveiller les soupçons et heurter les sensibilités nationalistes italiennes. C'est le point de départ de la conquête des marchés italiens au profit des industriels français du Creusot. Cependant, le Quai d'Orsay y voit une volonté hégémonique de *Schneider* et de son partenaire italien *Ansaldo*[245].

Guiot étudie en premier la B. C. I. Pour lui, elle est la victime d'une campagne de propagande des nationalistes corradiniens à travers le journal *l'idea Nazionale* financé par *Ansaldo*. Cette affaire cache des rivalités économiques italiennes assez obscures. Les tendances germanophiles ne sont pas aussi fortes que le gouvernement français peut le croire. Il propose une négociation avec les leaders de la B. C. I pour faire sortir les Allemands de la banque. C'est une

[242]AMAE, CPC Italie, nouvelle série n°26 (NS) Finances Publiques n°2, Paris, 1914-1916
[243]Voir chapitre sur le marchadage, en particulier les pressions économiques
[244]AMAE, CPC Italie, NS 29 Finance Privées, Banque 2, Paris, 1914-1916
[245]AMAE, CPC Italie, NS 29, Feuille 167, Paris, 1915

sorte d'O. P. A amicale. Guiot commence les discussions avec Soninno, Stringher directeur de la *Banca d'Italia* et Margili président de la B. C. I. A la mi-novembre, il touche au but en soumettant à Briand un accord[246]. Les Allemands Joël, Weil et Toeplitz sont évincés. Les Français entrent au Conseil en mars 1916 avec des représentants de Paribas. Cet accord financier franco-italien est l'objet de controverses au Quai d'Orsay et notamment, le directeur des affaires politiques, Margerie qui partage avec l'élite russe une méfiannce envers les Italiens[247]. Salandra attaque Margili qui est pour lui un germanophile. Même Paul Claudel, chef de la mission commerciale en Italie de 1915-1916, est contre cet accord qu'il juge comme un stratagème pour se lier à la France et remplacer l'Allemagne sans endommager ses capitaux. C'est donc un marché de dupe pour la France. Après toute cette agitation, le rachat massif d'actions B. C. I est annulé et l'accord Guiot-Margili est appliqué. Cette première phase de l'offensive financière est plutôt un échec pour la France car elle n'a pas remplacé les Allemands. Ce résultat est dû à l'accord germano-italien de protection des biens et des capitaux de janvier 1915. L'offensive financière de 1914 à 1916 est donc une tentative qui a échoué dans sa globalité. Cependant l'action française ne s'arrête pas sur cet échec : c'est la relance Devies.

β – La relance Devies en Italie entre 1916 et 1917 :

En 1916, il n'existe aucune indication sur les mouvements de la dette italienne. En revanche, nous décelons des mouvements de capitaux à court terme. Dès 1916, le Quai d'Orsay envoie une mission permanente à Rome pour le ravitaillement avec sa tête un colonel français.

Il dispose de liquidités un peu éparpillées dans des banques américaines, françaises et la *Banca d'Italia* et non la *Banca di Sconto* où la finance nationale est puissante. Le colonel s'en sert pour payer les achats français en alimentation et matériels de guerre. Petit à petit se met en place ce système d'utilisation des banques où les capitaux français sont puissants pour régler les achats de la France: *le Credito italiano, la Banca di Sconto* et les deux banques centrales. Cette nouvelle attitude financière a le mérite d'associer les Italiens et d'accroître de facto la puissance française sur le pays. En 1916, l'Italie est en guerre avec l'Allemagne permettant à la France de passer d'une stratégie de soutien de sa nouvelle alliance à une logique de long terme : remplacer les Allemands. Il s'agit pour la France de prendre le contrôle de l'économie italienne. Un rapport du 24 mars 1916 de Paul Claudel, consul général chargé au commerce à Rome, à Briand fait état de cette situation en utilisant le *Credito Italiano et la Banca di Sconto* comme relais de la puissance[248]. Cependant, cette idée est

[246]AMAE, CPC Italie, NS 29, feuille 101, Paris, 1915
[247] Bernard Auffray, *Pierre de Margerie et la vie diplomatique de son temps*, Paris, 1976, p. 304-305
[248] AN, Rapport du 24 mars 1916, F30, 309, Paris

combattue par le Quai d'Orsay qui est resté sur la prise de contrôle de la B. C. I : le projet Guiot-Margili. Barrère se fait l'avocat de Devies qui y est opposé. C'est la lutte entre le clan Margerie-Clémentel pour le contrôle direct de la B. C. I face au clan Devies-Barrère qui veut utiliser des relais italiens[249].

Le 12 janvier 1916, le gouvernement français décide d'envoyer Devies à Rome. C'est donc la deuxième ligne qui l'emporte à Paris. De Margerie envoie, à ce moment là, un télégramme à Barrère soulignant « le but d'arriver à l'élimination réelle des éléments germanophiles de la *Banca Commerciale* et d'assurer à cette entreprise la coopération de groupes français de manière à y faire prédominer notre influence sans porter ombrage aux susceptibilités nationales »[250]. Le mandat confié à Devies est clair: éliminer la finance allemande par des capitaux français et faire prédominer notre influence par des méthodes douces : un *softpower*, tout en le cachant vis-à-vis des Italiens. Il ne fait pas de doute qu'il va être nécessaire d'utiliser des éléments et des relais italiens. Claudel soutient Devies dans cette démarche mais il parle aussi de la différence de développement entre les deux nations[251].

Pour Claudel, la France est un pays capitalistique et exportateur de produits industriels face à une Italie exportatrice de matières premières. Dans l'esprit du responsable du commerce français, il s'agit de mettre en place un échange inégal et donc un moyen de l'impérialisme français vis-à-vis des Italiens[252]. Devies lui est plutôt dans cette voie puisqu'il représente *Schneider* et la sidérurgie française. Cette conception des relations économiques internationales montre bien la volonté de conquête du marché italien tout en s'inscrivant dans une logique de domination économique et commerciale. Dans cette fin de l'économie libérale issue du XIXème siècle, le salaire est égal au niveau des besoins de subsistances. De plus, le concurrence capitaliste oblige les producteurs pour être compétitifs à investir dans le capital productif : la mécanisation.

Or, à plus value équivalente, nous avons une baisse du taux de profit puisque produire coûte plus cher. Pour éviter ces difficultés, il faut commercer et en particulier importer des produits agricoles peu chers faisant baisser les salaires et, remonter la plue value[253]. Ce commerce international permet d'exporter des produits industriels en plus grand nombre. En mettant en place ce type d'échange, Devies veut combattre la baisse des profits et enrichir la France pour financer la guerre. L'effet sur l'économie italienne serait destructeur puisque les entreprises auraient peu de profits emêchant l'accumulation des capitaux pour se développer. Il existerait un transfert des

[249]AMAE, CPC Italie, NS 30, feuille 26, banques bourses (1916-1918), Note de De Margerie du 13 janvier 1916, Paris
[250]Ibid, feuillet 34, Paris
[251] AMAE, DDF, 1915 tome 3, mémorandum de Claudel à Briand sur la mission économique en Italie en 1915, doc n° 723, Paris, 2004, p. 868-874
[252]Karl Marx, *Le Capital*, tome2, Paris, rééditer en 2000, Théorie marxiste sur l'échange inégal dans le commerce international.
[253] La loi d'Airain des salaires : le revenu du salarié est égal à la somme d'argent minimal pour reproduire la force de travail. Ce revenu est fonction du prix des céréales au XIXème siècle. David Ricardo, *Principes de l'économie politique et de l'impôt*, chapitre VII *Du commerce extérieur*, Paris, 1970, p. 102-103

richesses vers la France. Cette conception défendue par Schneider des relations financières et commerciales peut faire des dégâts sur la position et l'image de la France en Italie.

Devies lance son plan en deux parties : éliminer les capitaux allemands et s'intéresser ensuite, via une société d'étude, aux affaires italiennes. Son premier point est atteint en quelques semaines après avoir discuté avec Salanota. Fin mars, Joël, Weil et Margili démissionnent de la *B.C.I.* Le conseil d'administration nomme le sénateur Canzi comme président et Saldini vice-président. Devies a probablement utilisé une cabale nationaliste contre la banque[254].

Devies se lance dans son deuxième objectif : créer une société d'études. Il s'agit d'un consortium franco-italien. La contrepartie recherchée dans ce projet est évidente. Les industriels français veulent la force de travail surabondante et les réserves énergétiques italiennes alors que la France donnerait le capital et les machines outils. Face à ce consortium, les patrons italiens étaient très réticents à cette action. Bien que Sonnino et di Nava, ministre du commerce, fûssent favorables à l'opération, les entreprises italiennes n'ont pas adhéré au consortium à l'exception des sociétés qui avaient déjà des liens avec la France. Devies accélère le calendrier du 7 au 19 mars avec l'arrivée à ses côtés de Loucheur. A son retour de Rome, Loucheur met sur pied le projet d'union industrielle franco-italienne à la fin avril 1916. Cependant, *la B.C.I* et les patrons italiens font traîner les choses car pour eux, c'est le projet de l'impérialisme français[255]. L'acte constitutif n'intervient que le 6 avril 1917 signé à Rome avec un capital social de 10 millions de Lires constitué de 20 000 actions de 500 Lires. Les entreprises françaises participantes sont *Schneider, Giros et Loucheur, Kuhlmann, Fives-Lille, Thomson-Houston, Alais-Camargue*, essentiellement les secteurs sidérurgiques, mécaniques, B. T. P et électriques. Les Italiens sont *Ansaldo, Terni, Fiat, Ilva, Pirelli, Dynamite Nobel*. Toutes ces sociétés italiennes exportent plus de 25 % de leur production vers l'armée française montrant l'échec de cette société d'étude. Très rapidement, cette société est mort-née car les industriels italiens y voyaient une menace pour le capitalisme italien dans l'avenir.

En conclusion sur les relations financières, les deux offensives françaises sur l'Italie n'ont pas rencontré le succés espéré. La France n'a pas remplacé le capitalisme allemand. Elle n'a aidé qu'à l'autonomisation de l'Italie vis-à-vis du capital germanique. L'Italie a plutôt profité de cette occasion pour que le capitalisme italien devienne indépendant. Ces trois années de lutte financière franco-italienne illustrent l'Indépendance de l'Italie par rapport aux Alliés.

[254]AMAE, CPC Italie, NS 30, feuillet 123, Lettre de Briand à Barrère du 31 mars 1916, Paris

[255]Pierre Milza, *Les relations financières franco-italiennes pendant le premier conflit mondial*, p 292-316, Colloque la *France et l'Italie pendant la 1ère Guerre Mondiale*, CRHIPA, 1973

b – Au niveau commercial et industriel :

L'échec français commercial et industriel est en fait dû à l'insuccès de Devies et des entreprises françaises. En effet, le ministère du commerce, à travers Devies, a voulu une action de grande ampleur mais elle fut non coordonnée avec les Affaires Etrangères et le ministère de l'industrie. Il existe plusieurs difficultés qui ont arrêté la progression économique française en Italie.

Tout d'abord, les industriels, selon Claudel, ne se sont pas fait connaître par les Italiens. Ce fait est dû aux commandes énormes de l'armée française qui absorbait plus de 50 % de la production nationale, voir 90 % dans certains secteurs : automobiles, chimie, mécanique, sidérurgie... Ensuite, il faudrait prospecter l'Italie pour trouver des clients ce qui n'est pas chose aisée. Claudel essaie d'intéresser les fabricants de machines agricoles au marché italien[256]. Cependant, la chambre syndicale des constructeurs de machines agricoles ne voulait pas car il faudrait remettre 15% des ouvriers affectés spéciaux à la production de ces machines. Or, d'après le ministère de l'Armement, 100 % des ouvriers doivent produire des armes. Ces difficultés touchent toute l'industrie française mobilisée par la guerre. D'une certaine façon, la France n'avait pas les moyens de ses ambitions au vu des nécessités de sa défense et de l'occupation par les Allemands de la Lorraine et du Nord. Même l'activité de la Chambre de Commerce française de Milan n'a pas modifié cette situation.

Ensuite, il existe les concessions économiques que la France aurait dû faire pour atteindre cet objectif. En effet, depuis le tarif Méline de 1898, les productions des soieries italiennes sont surtaxées de six francs ce qui a fait chuter les importations à 420 000 francs. Cette situation a créé une tension. Si la France voulait percer sur le marché italien, il était nécessaire de revenir sur cette surtaxation. Du 18 au 20 septembre 1916, Clémentel et Nava évoquent cette question. Nava demande une baisse de trois francs pour s'aligner sur le tarif suisse. Clémentel voulait bien négocier mais les impératifs alliés envers la Suisse ont fait que la seule solution était la baisse. Or, les soyeux français ne l'acceptent pas. C'est donc l'impasse. Claudel, à Rome, eut l'idée d'un compromis : réduire la surtaxe de 3 francs à 1 et obtenir la clause de la nation la plus favorisée avec un prix fixé à 4,50 francs le mètre carré de tissu. Ce compromis sauverait le tissage français qui exportait 2,8 millions de francs de tissus. Les Italiens étaient d'accord. Pour réussir, Bonnefous-Craponne, industriel introduit en Italie, mit au point une réunion des deux industries. Mais les soyeux refusèrent. Or, pour l'Italie, les moulinés représentent quatre cinquièmes des exportations de soie, soit 22,5 % des exportations totales. C'est donc un secteur stratégique pour l'industrie italienne. L'indécision du gouvernement français entraîne l'échec de cet accord stratégique permettant une pénétration commerciale et industrielle puissante.

[256]AMAE, CPC Italie, NS 30, volume n°38, note de Claudel à Briand du 20 à septembre 1915, Paris

Par la suite, Claudel lance le projet d'Union douanière franco-italienne sur la base de l'accord précédent plus une concession sur les agrumes. Les Italiens proposaient des facilités pour la lingerie, la mode, la confection et la bijouterie, les instruments photographiques et scientifiques. Malheureusement, ce projet fut enterré lors des conversations entre Claudel et Nava du 18 au 20 septembre 1916. De cet échec bilatéral, la France prend une attitude multilatérale avec une vraie politique économique interalliée qui s'opposerait à la *Mitteleuropa* allemande. En juin 1916, à Paris, se déroule une conférence économique interalliée visant à établir des accords sur la guerre et l'après-guerre. Seule l'Italie ne signe pas les accords portant sur l'après-guerre : fournir du chanvre à la France pour la reconstruction. Les Italiens ne veulent pas sacrifier leur liberté commerciale et économique ; d'autant plus que les exportations italiennes vers la France voient augmenter le chanvre de 211 quintaux en 1913 à 44 419 en 1917, le coton de 124 quintaux à 77 646[257]. Les Italiens ont fait le choix de l'indépendance économique.

Au vu de ses éléments, la politique commerciale et industrielle française a échoué en Italie pour trois raisons : l'impossibilité française de fournir l'Italie, les refus de libéraliser le secteur clé de la soierie et enfin, la volonté italienne d'indépendance économique.

c – Un exemple de la politique économique française : Fiat

La pénétration financière et commerciale autant qu'industrielle a donc échoué. Paris n'a pas su remplacer Berlin car l'objectif profond des entrepreneurs et des financiers italiens était de devenir indépendants. Cette indépendance était tournée contre Berlin ou Paris. Cependant, *Fiat* est un contre-exemple à ce constat puisque l'entreprise s'est construite de 1915 à 1917 sur un partenariat avec Paris.

Nous allons voir l'attitude de la firme avant 1915, puis de janvier à février 1915 et enfin de 1915 à 1917.

α – De 1901 à 1915 : Fiat une entreprise mondiale :

Avant 1915, l'entreprise turinoise avait des parts de marché dans l'automobile, la mécanique et les chantiers-navals dans toute l'Europe. En effet, *Fiat* a ouvert dès 1901 une représentation à Paris : la société *Franco-Américaine d'Automobiles*.

Cette filiale a vendu des brevets aux entreprises françaises de 1906 à 1912, notamment sur

[257] AN, F12 8966, arrangements avec l'Italie du 29 septembre 1916 et 30 mai 1917, Paris

les mitrailleuses de petits calibres type 7.62 mm. La branche automobile n'est pas le secteur le plus important pour l'entreprise en 1914. C'est la fourniture auprès de Berlin de moteurs 1 200 H. P pour les sous-marins W42 qui représente la part la plus importante du chiffre d'affaire de Fiat depuis 1912[258]. Dans le secteur automobile, le marché russe depuis 1913 est le plus important. Le marché français arrive en deuxième position ; de plus, le poids de la spécialisation dans la construction navale est de plus en plus élevé avec la filiale Fiat-San Giorgio à Muggiano et La Spezia. Ces deux chantiers-navals explosent suite à l'achat d'une licence britannique à *Crampand Sons Corporation* et de la construction pour cette société de sous-marins[259].

La guerre éclate le 3 août 1914 bouleversant le constructeur dans ses relations avec la France. Les Français commandent des approvisionnements en pneus et en carburateurs. La croissance des besoins français va tirer celle du groupe. Dans le même temps, la neutralité permet aux Allemands de commander des produits agro-alimentaires et du vin à l'économie italienne. Cependant, la France pèse lourd dans le Piémont. C'est le principal marché à l'exportation du riz, du blé, de l'avoine… Pour la *Chambre de Commerce de Turin*, l'amitié française est précieuse pour le pétrole vert italien ; d'où la renaissance d'un sentiment germanophobe. Face à elle, l'industrie de la laine s'est orientée vers le marché allemand. Cependant, la Ligue Industrielle de *Dante Ferraris*, plutôt nationaliste, met la main sur *Fiat* dans les secteurs de l'armement, notamment la San Giorgio, pour préserver l'autonomie nationale[260].

Jusqu'en 1915, *Fiat* est une entreprise tournée vers tout le marché européen mais l'influence française est grande dans le Piémont, ce qui, conjugué avec les commandes de l'armée française, va tout bouleverser.

β – Les relations *Fiat*-France en 1915 (janvier-février) :

En janvier 1915, Dante Ferraris, vice-président de *Fiat,* joue à la fois la carte de l'indépendance économique et des liens forts avec la puissance industrielle française. En effet, *Fiat* bénéficie des licences de fabrication et de la vente d'armes avec la guerre.

A compter de cette date, il fournit à l'armée italienne sa dotation complète en matériels d'artillerie Déport de 75 mm pour remplacer les canons *Krupp*. De plus, *Fiat-San Giorgio* est incorporé au conglomérat *Vickers-Terni*, ce qui permet de fournir la totalité du parc de mitrailleurs,

[258] ASF, volume 5 1910-1918, rapports sur les exportations-productions de la société et volume 12 1910-1918, Etablissements et autres filiales de Fiat, Turin, 1910-1918
[259] ACS, *Presidenza del consiglio dei Ministri*, Gabinetto. Actes de 1915, 8 mars 1915, n°158, Rome
[260] Valerio Castronovo, *Economia e Società in Piemonte dall'Unità al 1914*, Milano, 1969, p 339

soit 92 batteries. Au sein du conseil d'administration, Eugenio Pollone de la B. C. I et Alfredo Frassati, cofinanceur de la *Stampa*, sont giolittiens mais s'opposent à lui. La famille Agnelli est plutôt pour une ligne neutraliste afin de réaliser le maximum d'affaires[261]. Le besoin de sécuriser les approvisionnements et les marchés de l'Italie modifie la perception des Agnelli vers l'Entente. En effet, l'Entente et les Etats-Unis absorbent 50 % des biens manufacturés et 44 % des exportations agricoles. La Duplice représente 35 % pour le premier et 27 % pour le second. En terme d'importations, les centraux pèsent 24 %. L'Entente fournit 58 % des importations de l'Italie, notamment le fer, le charbon, la laine, le coton et la gomme. Les alliés, avec leurs colonies, sont des débouchés très intéressants. Cependant, la neutralité isole l'économie italienne au fur et à mesure de l'allongement du conflit avec, à terme, une baisse de la demande extérieure. De plus, s'allier à l'Entente signifie une opportunité rare d'italianiser l'économie. *Fiat* emboîte le pas à l'*Ansaldo* et décide de devenir l'arsenal du pays. La firme finance à partir du mars 1915 la presse interventionniste de droite : *l'Idea Nazionale*[262].

En 1914, la France s'est retrouvée face aux véhicules blindés légers des Allemands. Face à ce problème, la France a restructuré son industrie mais doit aussi commander ce type de matériels à *Fiat*. L'Entreprise a entre-temps modernisé la *Saint-Etienne* 1914, créé le moteur à deux temps pour les sous-marins et des véhicules légers. Quand à l'aviation, *Fiat* a acheté la *Società Tempini di Brescia*. En janvier 1915, *Fiat* décide de relancer la production de véhicules militaires et de restructurer son outil productif pour s'adapter à la demande.

La société sort de la convention collective de 1913, augmente de 75 % les horaires de travail et embauche en nombre. Le programme d'acquisition de la *Fiat-San Giorgio* l'a exposée financièrement à la *B. C. I.* Il s'enchaîne une bataille entre la *B .C. I* et la *Banca di Sconto* pour refinancer *l'Idea Nazionale*, victime du retrait de *Fiat*. L'influence française se dessine dans cette affaire.

γ – 1915-1917 : une relation étroite :

Les relations commerciales avec la France n'ont souffert d'aucune polémique. Les ennuis de livraisons et de production des carburateurs en février 1915 ont été aplanis. Le même scénario s'est déroulé avec les soucis français au sujet du caoutchouc importé en Italie depuis Lyon ou Clermont-Ferrand, notamment de *Michelin*.

C'est seulement après l'intervention de *l'Intendenza Generale dell'esercito* que *Fiat* a dû suspendre une partie de la production de véhicules pour la France et la réorienter vers l'Italie. La

[261] Valerio Castronovo, *Le relazioni tra la Fiat e il Governo Francese durante la Guerra,* article tiré su colloque *La France et l'Italie pendant la Première Guerre Mondiale*, Grenoble, 1976, p 335-345
[262] Valerio Castronovo, *Giovanni Agnelli*, Torino, 1971, p85

France a acheté depuis septembre 1914 jusqu'en mai 1915 155 voitures et 2 158 camions. *Fiat* a créé trois types de camions : le 15 T. E. I (camion léger), le 18 B. L (lourd) et le 18 P (moyen) pour le transport des munitions.

Fin 1915, une équipe d'experts français s'installe à Turin composée des ingénieurs Levat, Krieger, De Pierrefeu chargés du choix du véhicule à acheter. Le 1er février 1916, Salandra visite la *Fia*t à Turin pour établir des priorités dans les commandes de l'étranger : en premier la France, puis la Russie. Le 1er février, c'est la visite d'Albert Thomas, sous-secrétaire d'Etat aux munitions, pour signer des accords entre *Fiat* (avec Agnelli) et la France pour la fourniture de camions, de munitions. Le 14 février, Albert Thomas visite l'usine et les chantiers-navals de l'*Ansaldo* à Gênes, puis *Fiat* à Turin en présence du général Dalollio. A partir de ces accords commerciaux, la France devient le premier client à l'exportation de l'entreprise. De son côté, pour tenir l'ensemble des commandes, *Fiat* décide de mécaniser la production sur les chaînes. C'est le début de la production en série. Début 1917, Fiat atteint 170 véhicules par jour. Le 12 octobre 1916, une délégation militaire française signe un accord pour la production de moteurs et d'avions avec *Fiat.* Agnelli, voyant l'intérêt militaire de l'aviation, décide de s'engager à fond dans le secteur en créant une nouvelle société doté d'un capital de 5 millions de lires-or : la *Società Italiana d'Aviazione* en mars 1916. La spécialité de l'entreprise est l'aviation de bombardement avec le biplan A-12 qui est produit à un rythme de 100 appareils par jour. Un avion vaut deux fois le prix d'un véhicule, ce qui est une activité particulièrement rentable. *Fiat* a produit pour Paris et Londres en 1916 4 000 moteurs sur les 7 365 de la guerre[263]. Début 1917, *Fiat* fournit 2 858 moteurs de plus.
La France absorbe 25 % de la production de *Fiat* de 1915 à 1918[264]. Même si la politique industrielle et commerciale française a globalement échoué en Italie de 1915 à 1918, nous pouvons dire que *Fiat* est bien le contre-exemple à cet échec. En effet, *Fiat* a pu se développer grâce à la France.

Pour conclure sur les relations économiques franco-britanniques, il est clair que l'objectif de la France est d'influencer l'économie italienne. Elle a échoué au niveau financier car les Italiens ont refusé de se laisser faire et ont senti les projets français. C'est l'échec au niveau commercial et industriel car la France n'a plus les moyens de la pénétration et refuse les concessions nécessaires. Enfin, l'Italie a choisi l'indépendance économique plutôt qu'une autre domination étrangère même si elle est alliée, sauf dans le domaine monétaire où elle est assujettie au Royaume-Uni.Il est clair que ces éléments consacrent l'indépendance de l'Italie par rapport à la France de 1915 à 1917 au niveau économique. L'économie est le nerf de la guerre.Cependant, la guerre de l'image est aussi importante pour acquérir une position favorable au sein d'une alliance car les représentations

[263]ASF, volume 10 1910-1918, *Véhicules industriels, fasc Fiat e guerre : fournitures aux armées alliées et véhicules vendus vers les armées des pays alliés*. Turin, 1910-1918
[264]ASF, volume 10 1910-1918*, bilanci e relazione 1916, pressions des missions alliées pour la signature de nouveaux contrats de fournitures*, Turin, 1910-1918

mentales influencent nos choix, d'où l'étude de la propagande dans les relations franco-italiennes.

2 –*La question de la propagande (1915-1917)*:

a – La propagande française en Italie (1915-1917) :

Nous avons déjà vu l'action psychologique française en Italie de 1914 à mai 1915 qui a été d'une redoutable efficacité pour faire basculer les Italiens dans le camp de l'Entente. Nous allons aborder son impact et les nouveaux objectifs après l'entrée en guerre.

Sous le gouvernement Briand, Berthelot réorganise complètement les services de propagande à Paris. Il reprend les activités des anciens d'Italie présents depuis janvier 1915 : Luchaire et son Institut de Florence qui est l'agent du « comité parlementaire d'action pour l'étranger », la sous-commission italienne présidée par Pichon, la comité France-Italie et enfin, Henri Gonse, chef de la future « Maison de la Presse » et analyste de la presse italienne. Berthelot fonde la Maison de la Presse, nouvel organisme regroupant tous les anciens services début 1916. Il est organisé en deux branches : Luchaire et l'Institut florentin, Gonse et son bureau de presse romain. Le siège de cet organisme est à Paris. Luchaire est à Milan, à Florence et Gonse à Rome[265]. La Maison de la Presse comptait quatre sections : la section de traduction et d'analyse de la presse étrangère confiée au B5 de l'Armée, les sections diplomatiques et militaires, la section de la propagande et enfin, la commission parlementaire d'action à l'étranger.

Le cinquième bureau (B5) dépouillait seize publications et quatre revues mensuelles[266]. Les sections diplomatiques et militaires faisaient de même et elles diffusaient en plus les informations surveillées venues de France. Les correspondants de presse italiens avaient ainsi tout ce qu'il fallait à la Maison de la Presse ; téléphone, aide rédacteurs... La section de la Propagande devait coordonner toutes les actions civilo-militaires des administrations françaises. Elle créée une section italienne avec Jean Marx (ancien élève de *l'E. F. R*[267]) à sa tête. Cette Maison de la Presse était loin des espoirs placés en elle car la coordination entre diplomates et militaires était faible. Finalement sur le terrain, il existait seulement Gonse et Luchaire jusqu'en 1917. Ils développèrent la propagande française autour des principaux moyens de communication de l'époque (la presse italienne), les moyens nouveaux (cinéma, brochure, livre, conférence) et sur une population précise (les catholiques). Nous allons étudier dans un premier temps les moyens et nous verrons dans un second temps la population visée. Enfin, dans un ultime point, nous verrons un cas particulier :

[265] A. M. A. E, Papiers Berthelot, carton 10, *Propagande en Italie* et *Maison de la Presse*, volume 2, *Propagande intellectuelle (1916-1919)*, rapport du 14 avril 1917Paris, 1917 et SHD, 5N 363, note de Briand à Gallieni du 15 décembre 1915, Vincennes

[266] SHD, 5N363, liste de quotidiens italiens non datés, Vincennes

[267] Ecole Française de Rome : EFR

Luchaire, président de l'I. F. F.

α – Les moyens de la propagande française :

α1 – La Presse Italienne :

Les revues lancées en 1913 avec la *Revue d'Italie* et en 1914 la *Revue des Nations Latines* ne touchent pas le grand public. Tout au plus, elles d'adressent à des hommes de lettres ou à des élites intellectuelles. Au début 1915, après la campagne de propagande lancée pour la fin de la neutralité, le ministère des Affaires Etrangères imagine un nouveau plan. L'instigateur est Jules Laroche, ancien secrétaire au Palais Farnese et nouveau chef de bureau à la Direction des Affaires Politiques et Commerciales. Il existe trois notes à ce sujet[268].

Laroche a une excellente connaissance de la presse italienne. Pour lui, seuls les journaux *La Tribuna et la Gazzetta del Popolo* sont corruptibles. Les autres défendront leur indépendance. Cependant, Laroche prévoit une action à mener. Tout d'abord, il évoque une action permanente : le but est d'obtenir l'adhésion totale des Italiens sans froisser leurs susceptibilités. Il est clair que seule une banque privée peut mener une telle action car elle détient les capitaux, donc l'influence avec la discrétion nécessaire à une telle entreprise. En effet, le propriétaire d'un journal donne l'orientation générale aux rédacteurs. Pour Laroche, seule la *Banca di Sconto* peut réaliser cette action permanente. Pour autant, Laroche met en place aussi des actions occasionnelles qui vont compléter la stratégie de fond. Il s'agit de corrompre les correspondants italiens à Paris pour les corruptibles et d'entourer de faveurs les autres par des visites du front, une information contrôlée envers eux et une vie agréable (bons dîners, frais payés...) offerte par le gouvernement français. Pour Laroche, c'est la presse italienne de gauche qui va permettre les meilleurs résultats en évitant un discours anti-monarchique. Le but de ses actions combinées est bien d'amener l'Italie à soutenir la France, ses objectifs et d'accroître son influence sur sa population.

Ce plan ne fut pas appliqué mais il montre la réalité des visées françaises. En revanche, des journaux italiens ont bien été achetés : *Il Popolo d'Italia*, *Il Secolo* et *Il Messagero*. En effet, la commission du budget à l'Assemblée Nationale a voté un crédit de 25 millions de francs en 1915 au profit des journaux interventionnistes. Mussolini a sollicité de l'argent français. Il a écrit à Robert de Billy en janvier 1915 et il a reçu une avance de 4 500 francs[269]. A partir de novembre 1914, Mussolini a profité des fonds de l'Ambassade de France jusqu'au début 1917 au départ de Billy du

[268]AMAE, CPC Italie, Notes du 8 novembre 1915, Volume 566, Paris et Jules Laroche, *Au quai d'Orsay avec Briand et Poincaré 1913-1926*, Paris, 1957, p. 60-102

[269]AMAE, Papier Billy, lettre de Luchaire à Billy du 3 février 1915, carton n° 10 fasc 3, Paris

Palais Farnese. Ugo Clerici, adjoint de Mussolini, dépeint le futur dictateur comme l'homme de Billy[270]. Gonse était au courant de cette situation. Mussolini a eu des problèmes au moment des révélations sur son financement par le P. S. I. Les deux autres journaux ont été financés occasionnellement. Surtout, ces actions ont touché des « canards » de province tel que *La Roma*, *le Corriere del Puglio*, *L'Adriatico, L'Idea democratica, L'Iniziativa*. Gorse préférait éviter les grands journaux neutralistes alors que ceux-ci avaient demandé des aides : *Il Mattino, Il Giorno di Napoli, Il Resto del Carlino* et *la Nazione* de Florence. Seul Wettori, journaliste au *Giornale d'Italia* sonninien, a touché des pots de vin. Dreyfus, à la tête de la *Banca di Sconto*, a quand même subventionné la presse interventionniste de gauche. Les frères Perrone, francophiles et patrons d'*Ansaldo*, ont acheté *Il Messagero* en 1917 montrant la réalité des actions de propagande française soit à travers le capital français, soit avec des Italiens francophiles.

Les propagandistes français, à côté du financement de la Presse Italienne, ont mené un travail assidu en travaillant celle-ci pour qu'elle présente une belle image des intérêts français. Cette opération psychologique de fond a eu d'excellents résultats même s'il n'y avait pas d'ennuis. Barrère combattant les écarts entre les deux presses à obtenu de Sonnino de mieux surveiller les journaux italiens. De son côté, il pourchasse les propos italophobes en France, surtout dans *le Journal des Débats*. Barrère donne des directives à la Maison de la Presse sur les orientations à donner. Ce sont Gonse, Guichard, Carrère et Méreu qui ont fait l'interface avec les journalistes italiens.

La Mission Militaire Française (MMF), avec le lieutenant-colonel Gontrecourt à sa tête depuis 1915, a fait un gros travail. Il était aidé du lieutenant-colonel François et du capitaine Noblemaire. Ils voulaient montrer les faits d'armes de l'armée française. C'est un vrai défi dans la mesure où les Italiens sont devenus rapidement amorphes à la guerre. François donne l'orientation aux travaux de la M. M .F : apporter l'information et la documentation[271]. Cette vision de la propagande a deux effets. Tout d'abord, les clichés et les fausses idées disparaissent. Ensuite, nous contrôlons l'information et donc les esprits. La M. M. F rétablit la vérité tout en la contrôlant afin d'obtenir le sentiment souhaité. Or, les Français détiennent à eux seule cette information devenue la référence pour les Italiens.

Cette opération donne du crédit à la France et permet de contrôler les esprits. Les Français recevaient les communiqués du G. Q. G pour les retravailler avant de les donner à l'agence *Stefani* afin de les rendre intéressants et éviter qu'ils finissent dans la rubrique « guerre des communiqués ». Il s'agit de gagner « les coeurs et les esprits ». La M. M. F a complété son action en insérant des articles de doctrine militaire du colonel Barone pour expliquer les batailles et le déroulement en conseillant à Paris d'avoir plus de correspondants italiens. Ce que le G. Q. G fit. A partir de 1916, les Français obtiennent la suppression des articles allemands. Ils ont eu d'excellents résultats.

[270]Papier Billy, 5 janvier 1917, Carton 10 bis, fasc 10, AMAE, Paris
[271]7 N 1371, Dépêche du colonel François du 8 juillet 1915, SHD, Vincennes

Luchaire publie trois séries de périodiques : le *Bolletino periodico della stampa francese,* deux à quatre fois par mois et *Le notizie internazionali*. Le premier est adressé aux deux presses. Quant au dernier, il visait les provinces italiennes.

L'effort de propagande à travers la presse a été important et qu »il a eu d'excellents résultats. Nous allons étudier la propagande à travers les brochures et les livres.

α2 – Les brochures et les livres : publications françaises :

La distribution de publications françaises à des fins de propagande a été forte. La Maison de France a imprimé la totalité des documents. La Maison De France (MDF) a six correspondants que distribuent les documents : Luchaine pour le nord industriel, Gonse pour Rome et les consuls de France à Turin, à Gênes, à Naples et à Palerme.

Les correspondants remettaient les documentations à des organisations italiennes interventionnistes. Luchaire donnait à l'Oeuvre des Bibliothèques du soldat et la Fédération des Bibliothèques Populaires, soit 1 700 sites dont le siège est à Milan. De juillet 1915 à juin 1916, la M. D. F a distribué 150 000 ouvrages[272]. Il existe 35 000 feuillets sur les atrocités allemandes,
12 000 tracts Claudel, 10 000 tracts sur la Belgique de Destrée, 43 000 de l'Alliance Française, 21 200 brochures Colin et 45 Livres Jaunes. Luchaire pouvait placer en juin 1916 10 000 exemplaires en italien et 3 000 en français. La Maison de Presse a diffusé aussi des cartes postales et des affiches avec les dessins de Poulbot, de Forain, de Faivre par lot de 12 000 exemplaires.

C'est une propagande plus efficace pour les campagnes où l'analphabétisme touche un Italien sur quatre. Pour la librairie française, les résultats sont médiocres jusqu'en 1916 face à la forte présence allemande dans le secteur. Tondeur-Scheffler, consul de France, créée le Comité Français du Livre présidé par Maspero, puis par Picard avec le soutien de E. F. R et l'Académie Française. Son corollaire *l'Intesa Intelletuale* est présidé par Voltara, doyen de la faculté des Sciences à Rome, permettant de créer un comité franco-italien adossé à un libraire italien Bemperad et à un français Hachette. Les résultats sont faibles.

Ce moyen de propagande a réussi de façon partielle. Les brochures et les cartes postales ont touché beaucoup de monde alors que les livres ont été un échec. En effet, l'effort est d'importance et a permis d'influencer les campagnes par l'imagerie. Quel fut l'impact du cinéma ?

[272] ACS, Maison de la Presse à Luchaire le 27 janvier 1917, *Maison de la Presse*, Volume 2, fasc correspondance avec Luchaire, Rome

α3 – Le cinéma :

Dans ce domaine, c'est la M. M. F qui a relevé le défi. François et Noblemaire organisent à partir du mois de mai 1916 une puissante offensive cinématographique.

Les diplomates français ne s'en préoccupaient pas montrant l'avance des militaires dans la guerre psychologique et l'importance du cinéma. En effet, ce moyen de communication est l'idéal pour un militaire qui peut toucher tous les publics. François a parfaitement saisi l'intérêt et la puissance de l'image sur les discours. C'est la M. M. F qui va s'en charger. Cependant, il existe deux difficultés. Tout d'abord, il faut commercialiser les films français. Ensuite, il faut bien les choisir. François a réussi à commercialiser les films du S. C. A (Service Cinématographique des Armées) en créant une régie franco-italienne avec à sa tête l'avocat prince d'Acquara-Caracciolo. Il achète les films à un prix modique. Ces derniers sont acheminés par la valise diplomatique. Les firmes françaises (Pathé, Gaumont...) en ont été exclus (pourquoi ???). Ce montage a permis de substantiels bénéfices. Ensuite, il fallait bien choisir les films. Le public italien veut des batailles et non des films sur l'arrière ou sur les Serbes. En parallèle, les films italiens n'attiraient plus suite à ces problèmes. En août, l'offensive commence avec des films sur Verdun et la Somme. Le succès est immédiat dès la première séance au cinéma le *Moderna* à Rome à laquelle Sonnino, le préfet et le maire de la ville ont assisté. La Reine Marguerite obtient une projection privée[273]. L'efficacité de la propagande cinématographique française a été réelle sur les classes populaires et l'influence française en est de facto sortie grandie.

L'effort de propagande déployé a été énorme sur la période 1915-1917 en Italie par la France. Son influence en est plus forte sapant en profondeur la domination stratégique italienne sans la remette encore en cause. Nous allons aborder le public visé : les milieux catholiques puisque l'interventionnisme de gauche était dès 1914 dans l'orbite française.

β – La cible visé : les catholiques italiens

A partir du moment où les interventionnistes étaient pro-entente, l'intérêt de la propagande française était de s'attaquer aux opposants à la guerre : les catholiques et les socialistes. Pour le PSI, aucune action n'était possible compte tenu de leur idéologie. En revanche, une action était possible vis-à-vis des catholiques. Cependant, les personnages de la propagande française en Italie sont anticléricaux. Ce qui n'est pas étonnant dans la mesure où l'élite politico-économique en France est

[273] SHD, 7 N1372, Dépêches du 15 juin, du 20 juillet et du 5 août 1916 de la MMF au GQG, Vincennes

plutôt radicale depuis la fin du XIXème siècle.

Barrère méprise le neutralisme catholique et le Saint Siège avec lequel il n'a pas jamais eu de liens personnels puisque Loiseau s'occupait des relations avec le Pape. Ensuite, il n'a pas eu de relations avec les représentants du catholicisme italien. Gonse lui était un opposant passionné au catholicisme mais il sait reconnaître ses torts vis-à-vis de la Papauté car il a accepté et admis l'idée du rapprochement entre Rome et le Vatican. Les catholiques italiens, qui ont tenté d'approcher les Français, ont été rejetés, notamment le *Banco di Roma* et les journaux de ce milieu. C'est d'autant plus difficile que les catholiques italiens représentent 90 % de la population. Or, ce taux leur confère un poids politique stratégique. Conquérir les catholiques, c'est prendre le coeur de l'Italie. Le parti catholique comprenait : *Il Corriere d'Italia , l'Avvenire d'Italia , l'Italia , le Momento , le Messagero Toscano* et *le Corriere di Sicilia . Le Corriere d'Italia* avait besoin de 100 000 francs pour continuer à l'automne 1915. Cependant, Delcassé s'y est opposé par anticléricalisme[274]. Vaussard confirme les offres du journaliste Mittigor contre ses 100 000 francs. Gonse met des barrières contre cette action.

Le refus français a été encore plus net pour aider la *Banco di Roma* qui connaît des difficultés financières dû à des investissements en Libye. En 1915, Naldi à Paris demande de l'argent pour sauver la banque. Malheureusement, Barrère méprise Naldi et Tittoni, son ambassadeur en poste dans la capitale française. Laroche condamne cette action car le gain politique lui semble faible. En effet, la droite catholique est opposée à la France par crainte de l'influence croissante de la démocratie française et la rivalité en Orient. Pour lui, le *Banco di Roma* n'a aucun intérêt. Après cette opposition idéologique, la propagande française va connaître un sursaut suite à l'arrivée d'un nouveau personnage : Monseigneur Baudrillart.

En avril 1915, ce dernier met en place le Comité Catholique de propagande française. La M. D. F accepte son aide ainsi que Barrère qui appréciait de ne pas avoir à traiter avec les catholiques italiens. De plus, l'ambassadeur approuve le patriotisme des prêtres français. Luchaire et la M. M. F encouragent les efforts de *l'Alliance de Saint Mars*, fondée à Florence. Vaussard, qui a une solide connaissance des politiques italiens travaille au rapprochement entre les catholiques français et italiens. L'autre avantage est de vivre en Italie aux côtés de Luchaire à Milan. Vaussard présente un projet d'action que Baudrillart refuse en prétextant que c'était superflu[275]. Cette étude de la propagande française montre l'intérêt porté aux catholiques italiens mais l'anticléricalisme des propagandistes français empêche de mettre en oeuvre les projets. Il est clair qu'au début 1917, la France n'a pas mis en place une propagande vis-à-vis des catholiques. Elle n'a pas atteint le public

[274]AMAE, CPC Italie, télégramme de Delcassé à Barrère le 20 octobre 1915, volume n° 566, Paris
[275]Jean Pierre Viallet, *Aspects de la propagande française en Italie pendant la Première Guerre Mondiale*, Colloque *La France et l'Italie pendant la Première Guerre Mondiale*, Grenoble, 1973, p. 201-240

visé.

Nous allons maintenant étudier un cas particulier au sein de la propagande française : l'Institut Français de Florence (I. F. F) de Luchaire avant de conclure.

γ – Un cas particulier parmi les propagandistes français : Luchaire et l'I. F. F

Nous allons compléter notre étude en voyant de plus près le plus grand des propagandistes français : Luchaire. En 1908, il crée l'Institut Français de Florence (I. F. F) qui est un centre d'études universitaires dépendant de l'Université de Grenoble. Les domaines étudiés sont les lettres classiques et modernes, l'histoire, l'art.

C'est une faculté de lettres à Florence dont le but est de propager l'influence culturelle française tout en nouant des liens étroits avec les intellectuels et la culture italienne. De 1908 à 1914, l'I. F. F devient une référence dans les relations franco-italiennes La guerre va compliquer la vie de l'Institut. En effet, il ne reste que les étudiants italiens suite à la mobilisation française. Comme professeurs, seuls Luchaire, Renaudet, Crémieux restent suite à leurs réformes par les Conseils de Santé militaires.

Pour soutenir l'action en France, Luchaire décide de lancer son institut dans la bataille psychologique. Nous avons déjà étudié son action devant la phase de rivalité entre interventionnistes et neutralistes. En 1915, L'I. F. F passe sous le contrôle des institutions françaises de propagande. Cependant, il apparaît clairement à Luchaire que s'il transforme l'Institut en organe de la propagande, l'I. F.F va perdre sa réputation et sa crédibilité. En mai 1915, il crée l'Institut Français de Milan (I. F. M) pour réaliser ses vues propagandistes avec la bénédiction du doyen de Grenoble Morillot et le recteur Petit-Dutaillis[276]. Nous l'avons vu précédemment, c'est le ministère des Affaires Etrangères qui va financer Luchaire avec plus de 15 000 francs en 1915[277]. Toute l'activité de propagande sera menée essentiellement à Milan.

L'I. F. M est organisé en trois bureaux. Tout d'abord, Luchaire met en place le Bureau d'Etudes Economiques dirigé par l'éminent économiste russe Einsenstadt à partir du 15 novembre 1915. Pour Luchaire, ce bureau doit être « un laboratoire universitaire »[278]. Son objectif est d'étudier les problèmes économiques franco-italiens afin d'unifier les efforts de guerre des deux économies pour mettre à bas la puissance allemande dans ce domaine. Par ailleurs, le bureau publie le *Bulletin périodique de la vie économique franco-italienne* et un *Répertoire de la vie franco-italienne* qui

[276]Isabelle Renard, *L'Institut Français de Florence* (1900-1920), Rome, EFR, 2001, p. 362
[277]Idem, p. 316
[278]AIFF, XIV 14, *rapport de Luchaire au doyen du 28 novembre 1916*, Florence

sont tous deux consultés régulièrement par les spécialistes milanais. Ensuite, il existe un bureau d'études sociales et morales par Renaudet. Le but est de compiler les connaissances culturelles, sociales pour accroître la sensation de former une communauté. Enfin, Luchaire monte la section information et publication dirigée par Vaussard de 1914 à 1918. Nous avons déjà étudié son rôle.

L'I. F. M. va organiser des comités catholiques selon la volonté de Baudrillart et l'action de Vaussard[279]. Il va réaliser des conférences comme nous venons de le voir dans les points précédents. La particularité de Luchaire est qu'il veut en faire en France et en Italie pour ne pas froisser l'orgueil italien. La première conférence a lieu à Toulouse le 1er mars 1916, puis c'est quinze exposés dans quinze villes différentes. En avril 1918, l'I. F. M a à son actif plus de 500 conférences. L'intelligence de Luchaire est de mettre en oeuvre le procédé suivant : un trio de conférenciers. Nous avons un français, un italien et un belge. La cause belge est encouragée par les Italiens, d'où l'intérêt d'avoir un conférencier de ce pays suite à la violation de ses frontières par l'armée allemande en 1914. Luchaire recrute le socialiste Jules Destrée et le député Lorand. Pour les Français, il fait appel à ses collaborateurs (Bergmann, Alazard, Crémieux), à des personnalités politiques (Herriot, Barthou, Barrès).

La venue de Barrès en Italie est un superbe coup médiatique car l'écrivain va sortir un livre de son séjour *10 jours en Italie* que Luchaire va s'empresser de publier à 3 000 exemplaires. L'intérêt d'utiliser Barrès est qu'il exalte la jeunesse, qu'il donne de nouveaux apports théoriques aux nationalistes italiens et qu'il soutient l'armée italienne[280]. Enfin, Luchaire multiplie les conférences au sein de l'armée italienne en évoquant la fraternité d'armes franco-italienne par des discussions et des films. Son objectif est de donner une bonne image de la France et d'expliquer la guerre et la position du soldat italien dans celle-ci. Il s'agit d'accroître le moral de l'Armée qui est plombé par l'instruction déficiente de l'Ecole Primaire Italienne qui rend les soldats influençables par la propagande ennemie. Luchaire combat ainsi l'habile propagande austro-allemande. Pour mener cette tâche, Luchaire demande au cinquième bureau de détacher Henri Bédarida. Ce dernier est un futur professeur d'italien à la Sorbonne. A eux deux, ils vont faire 142 conférences dans 59 villes soit 143 000 personnes touchées dont 120 000 soldats. L'oeuvre de l'I. F. M est importante et son efficacité est unique dans la machine de guerre propagandiste française.

L'I. F. F va ouvrir une nouvelle salle de conférence à Florence au premier étage pour accueillir les exposés de propagande et ainsi accroître le nombre de personnes pouvant y participer[281]. L'objectif de Luchaire est d'augmenter le nombre de militaires italiens. Luchaire met en place la Maison du soldat au sein de l'I. F. F qu'il appelle le *Ricreatorio* au Palais Pisani. C'est un lieu où tous les divertissements classiques sont possibles. Cet aménagement reçoit les hommages

[279]AIFF, XIII/5, *rapport d'activité de l'IFF et l'IFM de 1915 à 1916*, Florence, 1916
[280]Isabelle Renard, ouvr. cité, p. 331
[281]Le deuxième étage est réservé aux cours et le troisième aux bureaux.

du général Lurchantin qui commande la garnison de Florence. Les Britanniques vont copier le modèle de Luchaire pour leur propre propagande en Italie.

Pour conclure sur ce point, Luchaire a réalisé un effort immense de propagande avec un modèle qui a parfaitement fonctionné. Luchaire est un élément particulier et fondamental de la propagande française avec ses instituts de Florence et de Milan.

La propagande française a été efficace car elle a su utiliser les moyens modernes de communication. Elle a su toucher les classes populaires et interventionnistes. Cependant, elle a échoué à atteindre les catholiques. Ce qui diminue sa force. La propagande française a permis d'accroître l'influence française qui est partie de rien et a su s'ancrer en Italie. Cette opération psychologique a favorisé le commencement d'un rééquilibrage des relations franco-italiennes mais sans renverser la situation de 1915 à 1917.

Quelle est la situation de la propagande italienne en France ?

b – La propagande italienne en France (1915-1917) :

α – Une propagande en situation d'échec (1915-1916) :

L'efficacité de la propagande française en Italie a bénéficié d'énormes moyens financières et matériels. Il est clair que la France a gagné sa guerre psychologique en Italie. De l'autre côté des Alpes, la propagande a connu des débuts très difficiles envers les Alliés et les neutres.

Cette situation est du à l'absence d'intérêt des dirigeants italiens pour la guerre psychologique sur les opinions publiques alliées. Par conséquent durant l'année 1915, l'Italie n'a pas fait de propagande. Les Italiens connaissaient très bien le front français mais rien sur le leur[282]. Les populations alliées n'avaient aucune information sur le front italien. Il faut attendre fin 1916 pour que la propagande italienne se développe avec deux grands acteurs : les services secrets et le ministère des Affaires Etrangères.

[282] Nicola Della Volpe, *Esercito e propaganda nella Grande Guerra*, Rome, 1989, p 14

Affiche de propagande italienne sur l'Entente

Tiré de Nicola Della Volpe « Esercito e propaganda niella Grande Guerra », Rome, 1989, p 11

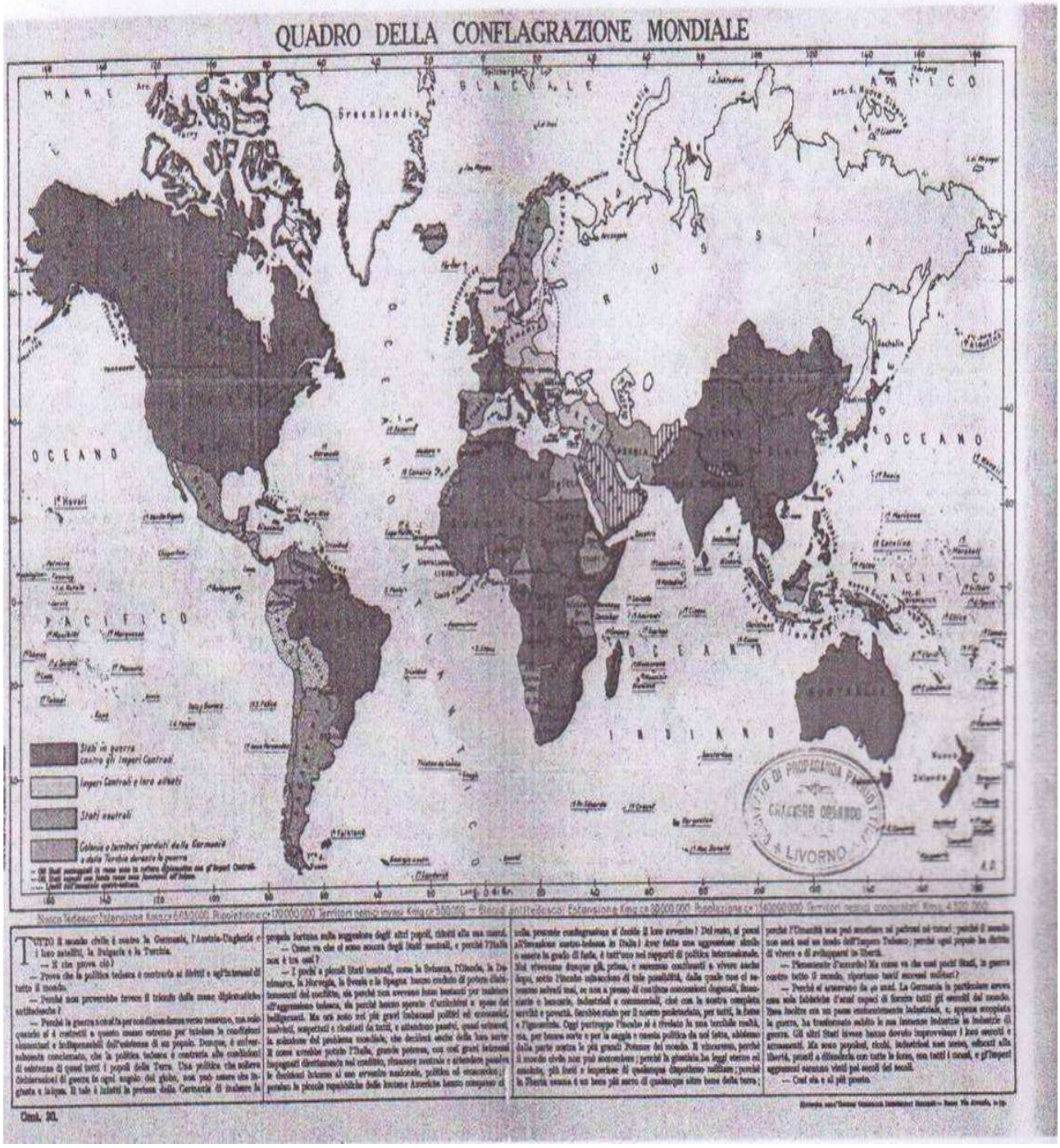


Image n°2 : La propagande italienne sur l'Entente en 1917

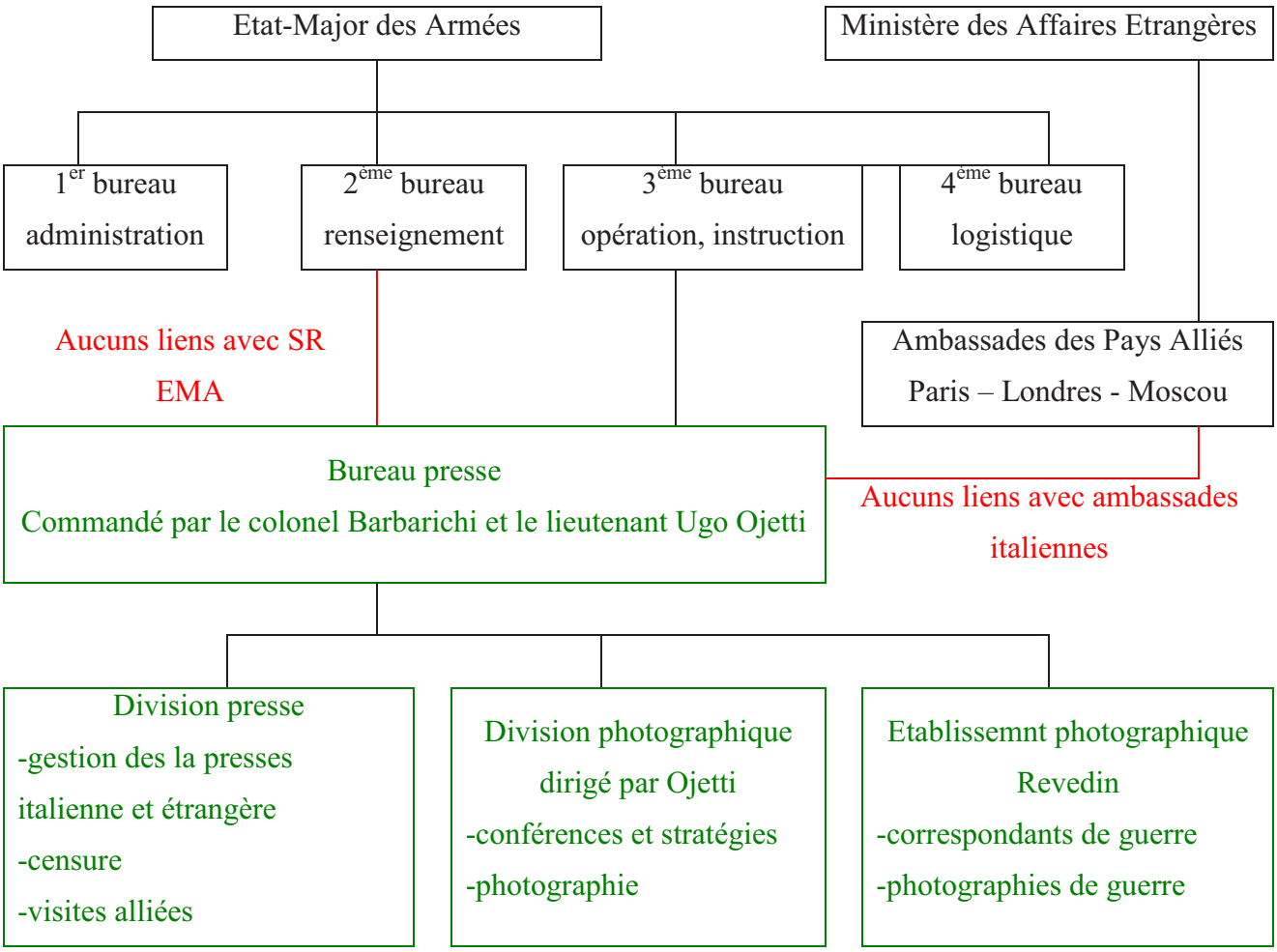
Tiré de Nicola Della Volpe, *Esercito e propaganda nella Grande Guerra*, Rome, 1999, p. 11

Sous Salandra, un projet interministériel de propagande à l'étranger voit le jour. Le cabinet Salandra tombe en mai 1916 avec la *Strafexpedition*. Le gouvernement Boselli reprend en compte le projet sous la direction du capitaine Ojetti. Ce projet est fondé sur les travaux de la commission secrète sur la propagande composée du parlementaire De Martino, du chef de cabinet de Boselli Cancellieri, du chef du bureau presse du président du Conseil Ettore Zoccoli, du colonel Ropolo pour l'Armée et d'Enrico Flores (chef du bureau presse à l'Intérieur). Le projet est présenté le 5 juillet 1916 à Boselli[283]. Le diagnostic de la commission est que l'Italie a une mauvaise image à l'étranger suite à une propagande austro-allemande terriblement efficace fondée sur la traîtrise italienne et à une vision alliée oubliant l'effort militaire de la nation. Il est donc nécessaire de lutter en développant quatre actions complémentaires.

Tout d'abord, l'axe d'effort doit être la presse étrangère en multipliant les contacts avec des correspondants étrangers. Ensuite, il faut émettre des livres, des fascicules et des films pour illustrer la justesse de la cause italienne aux opinions publiques alliées. Pour accroître les effets de cette nouvelle propagande, il est nécessaire de développer les visites de « reporters » au front. Enfin, le gouvernement doit envoyer des missions à l'étranger. Pour réussir, l'Etat doit s'appuyer sur de grands groupes de communication : l'*Agenzia Telegrafica Italiana* , l'agence de presse *Stefani,* l'association linguistique *Dante Alighieri* et le voyagiste *Touring Club Italiano*. Cette campagne de grande ampleur doit être menée avec un organe de coordination entre les différents services pour rationaliser et être plus efficace. La commission ne tranche pas entre l'Armée ou un organe interministériel. Au vu de la guerre des services, il est clair que les probabilités d'un échec jusqu'en 1917 sont élevées. Les besoins sont évalués en terme budgétaire à 1 700 000 Lires-or en 1914 dont 1 000 000 pour la publicité. C'est un budget dérisoire par rapport aux Alliés puisque ce sont les dépenses françaises de février à mai 1915 en Italie pour l'intervention. Dans le cas français, c'est quatre mois de dépenses alors qu'en Italie, c'est une dépense annuelle.

Selon Giuseppe Bevione, propagandiste reconnu, la propagande italienne de 1915 à 1916 est un échec patent. Lors de son voyage dans les pays alliés en juillet 1916, il a constaté une guerre entre les services italiens. De plus, le seul film existant sur l'armée italienne est vendu à un prix astronomique. Boselli réagit et nomme le marquis de Marchesano à la tête de la propagande militaire externe à Paris. Marchesano crée un centre de production et de distribution de matériaux de propagande à Paris fin juillet 1916. Boselli lui donne deux adjoints : le lieutenant Davanzati à la presse et le capitaine Raven à la photographie. En septembre 1916, ils sont dotés d'un budget de 50 000 Lires. Cependant, le C. S s'y oppose et fait échouer la mission Marchesano à Paris. Par conséquent fin 1916, il n'existe que l'armée qui ait un service de propagande avec un rendement faible.

[283] Luciano Tosi, *La propaganda italiana all'estero nella Prima Guerra Mondiale,* 1977, Perugia, p 57-72



Organigramme n°12 :

La guerre des services au sein de la propagande italienne à l'étranger 1915-1917

Réalisé par Emmanuel BOUDAS

(Tiré de USSME, F17, cartons 34 à 44 1915-1918, SSI et UI)

La propagande italienne va renaître et s'organiser en décembre 1916. Malheureusement, de 1916 à 1917, elle va connaître le même destin funeste en France.

β– De 1916 à 1917, l'échec italien en France :

Nous avons vu la désorganisation et l'échec des propagandistes italiens de 1915 à décembre 1916. Nous allons maintenant étudier l'offensive de la propagande italienne en France et son échec de décembre 1916 à mars 1917. Puis, nous verrons le rapport Borgese. Enfin, nous allons nous attarder sur la politique de Scialoja de mars à juin 1917, qui n'a pas plus de succès.

β1 – La propagande italienne de décembre 1916 à février 1917 :

La propagande italienne en France durant cette période est toujours fondée sur la politique étrangère de Sonnino : la défense du Pacte de Londres. Ce sont les nationalistes et les irrédentistes qui mènent la propagande italienne. Jusqu'en décembre 1916, c'est le colonel Brancaccio qui est responsable de la propagande italienne en France.

Le colonel s'est concentré sur l'étude de la presse française plutôt que sur une vraie propagande politique car pour lui, cette dernière était inutile. De plus, il possèdait des moyens financiers et humains faibles ; ce qui l'empêche de mener une action de grande ampleur. Pourtant par sa proximité culturelle et géographique, la France a un certain intérêt pour les propagandistes italiens. Brancaccio est appuyé par des officiers de marine tel que le commandant Genorse Zerbi. Il est clair que la Marine italienne adhère complètement aux idées nationalistes notamment sur la Dalmatie. Les nationalistes sont donc le noyau dur des agents italiens en France. Leur quartier général était le siège de *l'Italie Irrédente* en liaison avec « le comité central de propagande pour *l'Adriatique italien*. Début 1917, deux publicitaires de la *Dante Alighieri* sont envoyés en renfort à Paris : Attilio Tamaro et Alessandro Dudan. Le Ministère des Affaires Etrangères envoie aussi ses hommes : Ubaldo Comandini et Di Cesaro pour développer la propagande italienne en France[284]. Nous avons au total trois organismes de propagande à Paris sans liens les uns avec les autres. Cette situation montre la complexité de la gestion et de la mise en œuvre d'une propagande efficace en France. Le seul élément unificateur est le contenu nationaliste des propagandes italiennes.

Malgré cette offensive italienne, la France garde en tête l'image détestable de l'Italie comme pays impérialiste, motivé uniquement par les gains territoriaux issus de la victoire alliée. Evidemment, les Français s'irritent assez vite, notamment avec les polémiques italo-yougoslaves sur l'Adriatique. Il est clair que dans l'esprit des Français la propagande italienne essaie seulement de présenter et défendre les buts de guerre italiens. Des universitaires italiens réagissent et construisent une nouvelle propagande à partir de *l'Associazione milanese per lo sviluppo dell'alta cultura* et l'Institut Italien de Paris (IIP). Il s'agit de suppléer les déficiences du gouvernement italien. Ces universitaires crééent une propagande culturelle fondée sur la culture catholique et nationaliste milanaise. L'Institut se propose de développer en France la langue italienne et la littérature dans les milieux universitaires français par l'envoi de professeurs et des échanges. Ce sont les grandes entreprises lombardes qui financent l'Institut. Savy Lopez est le premier directeur de l'I. I. P.

En 1917, le gouvernement italien met en œuvre le ministère de la propagande avec De

[284] Luciano Tosi, *La propaganda italiana all'estero nella Prima Guerra Mondiale*, 1977, Perugia p 95-113

Scialoja à sa tête avec trois directions : les archives, la propagande interne avec *l'Union des Enseignants Italiens* et la propagande externe avec les missions à l'étranger et les correspondants. Le seul problème est que l'armée garde encore son service. Le budget du ministère est de 650 000 lires pour l'année 1917[285]. Scialoja nomme l'I. I. P à la tête des services de propagande italiens. Lopez créé un réseau important de contacts chez les journalistes français pouvant écrire des articles plus favorables à l'Italie. Le C. S et Scialoja envoient à l'I. I. P des livres, des fascicules, des photographies, des films dont la distribution est faite par l'Institut. L'I. I. P organise des cycles de conférences et des expositions dans toute la France. Lopez s'est entouré de collaborateurs talentueux qui sont les meilleurs exemples. Ils sont l'objet de bien des critiques par les Bissolatiens : en particulier le ministre Meda. En définitive sur le front français de la propagande, les Italiens ont beaucoup glosé mais assez peu réalisé de choses sur le terrain.

L'échec italien est dû à une guerre des services, un ton expansionniste et antiyougoslave tandis que les Italiens détestaient le sentiment pro-hasbourg des Français dû aux propositions de paix séparée de fin 1916. La propagande italienne en France de cette période a laissé une image très négative dans l'imaginaire française. Cette première offensive psychologique est un échec d'où l'envoi de la mission Borgese pour faire le point en février 1917 à Paris.

β2 – La mission Borgese février – juin 1917 :

Bissolati est invité par les gouvernements alliés à se rendre sur le front français en ce début de février 1917 pour visiter les armées britanniques, belges… Durant son séjour, il prit des contacts avec les leaders politiques, les universitaires, les journalistes français où il constata avec émoi l'image destructrice d'une Italie expansionniste dans l'imaginaire des cercles influents.

Bissolati essaie durant sa visite des armées françaises et britanniques de redresser cette image détestable mais c'est une tâche titanesque impossible à réaliser en si peu de temps. Bissolati alerte Rome de cet état de fait. C'est la Marine qui répond à cet appel à travers l'U. I. M. M. Les services secrets envoient une mission avec Borgese à sa tête pour faire un bilan précis de la situation. Il est clair que l'objectif de la Marine est de s'opposer par tous les moyens à la propagande yougoslave.

L'écrivain Borgese arrive à Paris mi février. Son mandat est clair. Il est employé par la Marine avec la bénédiction du C. S dont cette mission est le moyen assez pratique de reprendre le contrôle de la propagande italienne en France. Borgese est vu comme un homme rigoureux,

[285] Nicola della volpe, *Esercito e propaganda nella Grande Guerra 1915-1918*, 1989, Rome, p 80-84

studieux. Il est l'un des meilleurs éditorialistes du *Corriere della Sera*. De plus, Borgese militait dans les mouvements libéraux et nationalistes de Lombardie. C'est un personnage favorable à l'alliance franco-italienne qui est pour lui le moyen le plus efficace de conserver le rôle de puissance mondiale acquis par l'Italie avec la guerre. Il critique avec véhémence la politique étrangère sonninienne, gage de l'isolement italien selon lui. Cet écrivain sicilien a même voulu démontrer aux Italiens que les blocages entre Français et Italiens ne sont dûs qu'à des malentendus. Il essaie de minimiser les conflits et les tensions qui réapparaissent depuis fin 1915. Borgese réalise un rapport où il va établir les résultats de ces quatre mois d'investigations. A partir d'une étude comparée des sociétés françaises et italiennes, il va mettre en œuvre le programme de propagande le plus adapté à l'opinion publique française avec une grande rigueur scientifique. C'est avec cet homme que l'Italie entre dans la guerre du XXème siècle par excellence où la victoire n'est plus sur le champ de bataille mais sur le contrôle du peuple. Il a fallu attendre février 1917 pour que les Italiens comprennent le concept de guerre psychologique.

L'objet de son étude est assez clair : « que pense le peuple français du présent et de l'avenir de l'Italie, de son effort militaire, de sa position morale dans l'Alliance, de sa réalité politique, de sa force, de la justesse de ses revendications et de son devoir présent ou futur ? »[286] Vu sous cet angle, c'est une question référendaire que nous pouvons ramener à l'étude de la vision française de l'Italie au niveau global. Borgese va étudier la question classe sociale par classe sociale. Il identifie sept classes : le « peuple minute », la bourgeoisie industrielle, l'armée, les politiques, l'administration, la presse et les intellectuels. Ce découpage social est quand même peu représentatif d'une société industrielle où 60 % des gens sont des ouvriers, 30 % des paysans et enfin 10 % pour tout le reste. A part la première catégorie, il étudie seulement les classes dirigeantes. Borgese croît dans la théorie sociale de Pareto qu'un pays repose sur une élite intellectuelle complexe. Tout naturellement, Borgese a la conviction que la France est dirigée par cette élite. L'opinion publique française pour lui capable de comprendre la politique étrangère est limitée aux quatre dernières classes. Pourtant dans son étude, il aurait pu évoquer la question de l'immigration italienne en France avec ses relations difficiles dans les milieux ouvriers français. Ce problème aurait pu avoir des effets néfastes sur sa vision puisque l'antagonisme des ouvriers français vis-à-vis des immigrés italiens est élevé[287]. Le deuxième point dissimulé par Borgese touche à la bourgeoisie industrielle qui a développé ses liens économiques avec l'Italie comme nous l'avons vu précédemment avec la relance Devies. Ces points sont pour Borgese insignifiant mais en fait le cœur des politiques étrangères. Son présupposé théorique parétien est plutôt discutable.

Borgese résout la question en posant l'hypothèse qu'à Paris, c'est la politique qui dirige le

---

[286] Ibidem, p 99

[287] Cartons Verts, *Maison de la Presse et Bureau d'Etude de la Presse, Recueil Relations avec la France de l'Italie 1916-1917,* BDIC, Nanterre

Capital. Son étude des classes dirigeantes françaises est orientée vers l'aile droite nationaliste dont il est issu malgré sa scientificité et ses références à Pareto. Il commence dans son étude par établir la liste des personnalités favorables à l'Italie. En faisant cette liste, il cherche à démontrer aux Italiens que la presse et les politiques français ne sont pas hostiles contrairement aux préjugés. Borgese explique que les engagements anti-italiens de la France ne sont que le résultat d'incompréhensions des intentions de l'Italie. Le véritable objectif de cette étude n'est pas l'opinion française mais en réalité plutôt le peuple italien. Cependant, Borgese tire deux conclusions intéressantes. Les Français ont deux rancoeurs : tout d'abord, la non déclaration de guerre à l'Allemagne (ennemi juré), ensuite le « livre vert » de 1915 expliquant « Le sacré égoïsme » qui a fait de l'Italie un pays qui ne combat pas pour l'Entente mais plutôt pour son compte. Ces deux rancoeurs permettent à Borgese de comprendre la vision sombre des Français sur l'Italie : un pays égoïste, expansionniste. Pour Borgese, un accord italo-yougoslave liquiderait cette image et favoriserait la sérénité à l'Italie vis-à-vis de la paix. Il faut donc changer de politique étrangère. Borgese s'attaque à Sonnino. La nouvelle politique étrangère devrait s'appuyer sur le principe des nationalités, ce qui permettrait de la mettre en adéquation avec une propagande fondée sur cette idée en vogue dans l'Entente depuis 1914. Il conclut son étude en disant que seule une action psychologique de grande ampleur fondée sur le principe des nationalités peut réussir en France. Il s'agirait de vendre aux Français les avantages de l'alliance italienne mais le problème est de changer de politique étrangère.

Dans la deuxième partie de son rapport, Borgese étudie les blocages italiens qui empêchent une propagande efficace dotée des moyens nécessaires[288]. Le premier est méthodique : les Italiens s'enferment au lieu de faire croire la vision voulue. Le second est une élite politique incompétente. En effet, elle est dépourvue de conscience nationale solide, ce qui met à mal toute propagande à l'extérieur par manque de confiance en soi. Ensuite pour Borgese, cette élite est coupée en deux : conservateurs et démocrates. Les conservateurs pensent la politique étrangère réservée aux professionnels en dehors du système démocratique. Les démocrates de gauche ne savent pas garder un secret diplomatique. Cette situation empêche toute diplomatie, toutes négociations et l'absence de la notion d'intérêt national. Borgese préfère la démocratie censitaire tel le libéral, de l'Italie des années 1900 où quelques milliers de citoyens gèraient la propagande.

Cependant, la France est le pays le plus politique du monde où même la S. F. I. O s'occupe de politique étrangère. Le contraste est saisissant. Si les Italiens ont échoué en France, c'est aussi dû aux manques de moyens en matériels de propagande, des agents nationalistes exaltés de la *Dante Alighieri*. Les Italiens baignent dans l'illusion qu'ils peuvent faire des pressions sur les gouvernements alliés en faveur de leur cause. Il est nécessaire de réaliser une propagande politique

[288] Cartons verts, Maison de la Presse et BEPE, *Recueil relations avec la France et l'Italie 1916-1917*, rapport de la mission Borgese auprès du président du conseil Bissolati de février à juin 1917, BDIC, Nanterre

en France sur les élites en montrant l'effort militaire italien, expliquant les buts de guerre, en délivrant une documentation tous azimuts et en grand nombre. Enfin, faire comprendre les avantages de l'alliance avec de grands discours. Le devoir le plus immédiat va être de liquider la guerre des services avec une direction unique de la propagande. Un civil doit être le responsable de ce nouvel ensemble avec des moyens financiers importants. Borgese veut renforcer les équipes des Affaires étrangères par des experts dotés d'une meilleure connaissance de l'Italie réelle. Ces derniers vont être recrutés parmi la noblesse italienne dont les métiers seraient journalistes, universitaires et commerciaux. Les nobles sont plus faciles à recruter et à éliminer. Ils sont dotés de carnets d'adresses intéressants. Cette nouvelle propagande externe doit être inscrite dans une politique étrangère différente : anti-sonninienne.

Cette mission de Borgese en France est très riche car elle montre les causes profondes de l'échec italien. Ensuite, elle illustre avec brio le blocage yougoslave entre les deux pays. Enfin, il apporte les solutions mais va-t-il être entendu ?

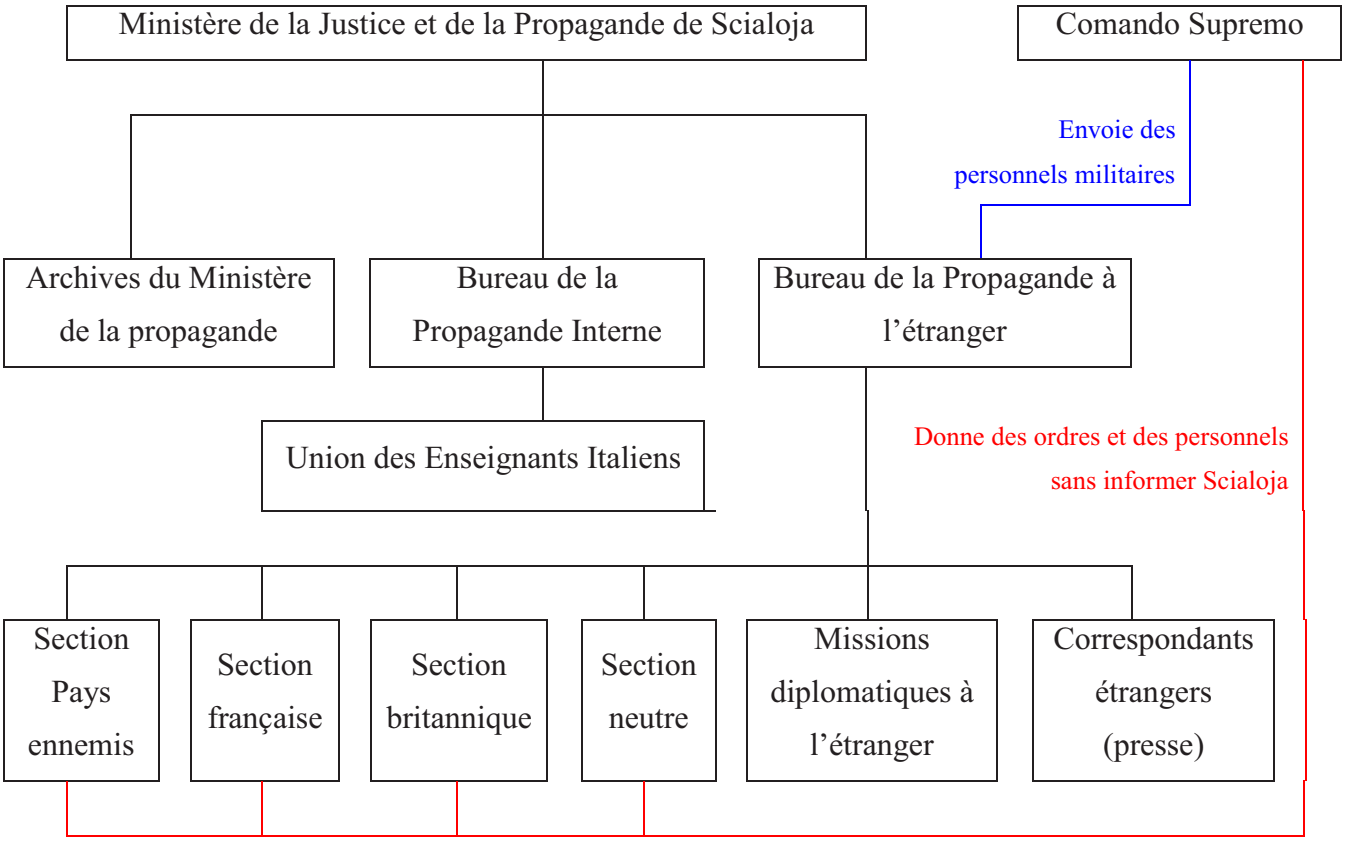
Quelles sont les nouveautés de la propagande italienne sous Scialoja en France ?

β 3- La propagande de Scialoja en France mars – juin 1917 :

Scialoja, à la tête du nouveau ministère de la propagande, fait le constat suivant en ce second trimestre 1917 : les nations alliées sont épuisées, les opinions publiques françaises et britanniques sont favorables à une paix séparée avec l'Autriche et la côte de popularité de l'Italie n'a jamais été aussi basse en France ou au Royaume-Uni suite à l'affaire yougoslave. Il est donc nécessaire de réagir.

Scialoja remet en cause l'orientation nationaliste de la propagande externe, responsable selon lui de l'inefficacité permanente de celle-ci depuis 1915 et de son inadaptation aux exigences nouvelles du conflit. Pour les journalistes italiens, ce constat défavorable à l'Italie est une évidence. L'entrée en guerre des Etats-Unis modifie la donne et les Alliés l'ont compris en envoyant des missions à Washington pour défendre leurs intérêts. Selon les journalistes italiens, il faut aussi envoyer une mission. Le *Corriere della Sera* est en pointe dans ce domaine. Borgese, rentrant de Paris, écrit trois articles sur ce thème. Albertini, directeur du quotidien milanais, a connaissance du rapport de Borgese sur la propagande en France. Les fameux articles sortent les 23, 24 et 25 avril 1917. Ils plaident pour une alliance avec la France et un sens plus fort donné à l'action de propagande à l'étranger. Ils accusent les neutralistes et les socialistes d'être responsables de ces échecs par leur attitude cynique. Enfin, ils attaquent encore et toujours Sonnino en raison de sa diplomatie en échec, de son incapacité à penser les problèmes de propagande interne ou externe. Pour Borgese, cette situation est dû au caractère aristocratique et au détachement émotionnel de l'homme. Il faut changer de politique étrangère en diplomatie de guerre avec une propagande

efficace. Ses articles déclenchent une campagne de mécontentement général vis-à-vis des techniques propagandistes utilisées.



Organigramme n°13 : La structure de la Propagande Italienne 1917 et guerre des services

Réalisé par Emmanuel BOUDAS

(Tiré de Nicola Della Volpe, Esercito e propaganda nelle Grande Guerra 1915-1918, 1989, Rome, p. 84)

Les nationalistes, par la voix de Calza Bedolo à Londres, remettent en cause tous les moyens mis en œuvre, les sommes d'argent inadaptées aux besoins. Cependant, personne ne s'attaque au contenu de cette propagande. Or, le problème vient des arguments développés pour Borgese. Le 3 juin 1917, ce dernier propose une propagande innovante pour la France. Il est nécessaire de se concentrer sur l'Armée Italienne, la qualité de ses soldats, de son effort militaire ou la force morale des Italiens. Ces thèmes vont permettre de développer une image positive de l'Italie en France pour amener les Français à voir les transformations du pays et de facto, les besoins d'expansion coloniale et économique. Pour arriver à ce résultat, l'Etat doit contrôler l'information et diffuser de la propagande. La liberté de la presse disparaît. Scialoja suit Borgese et met en place la censure. Il modifie la propagande italienne dans un sens plus européen et universel. Pour autant, elle reste profondément nationaliste, bien que cette propagande veuille montrer le rôle stabilisateur de l'Italie aux Français. Salvemini propose un nouvel objectif plus crédible à la propagande

italienne : défendre seulement les aspitations italiennes justes et légitimes, c'est-à-dire sans la Dalmatie. C'est le développement d'un contenu alternatif. Ce débat est repris le 22 juin au comité secret de la chambre des députés entre Francisco Rota qui défend les propositions de Borgese augmenter la coordination entre civils et militaires, créer des bureaux de presse et des moyens renforcés mais sans un contenu nouveau adressé aux classes dirigeantes françaises et d'Agnelli. Ce dernier propose l'alignement sur la politique des nationalités pour suivre le mouvement des Alliés.

Scialoja maintient la vieille propagande sans tenir compte des débats au Parlement. Le sacré égoîsme reste la doctrine de son ministère bien qu'il modifie les techniques de la propagande externe. C'est l'échec en France en raison du retard de la mise en œuvre, d'un budget faible : 50 fois moins que le français et l'indifférence de l'opinion publique française, même s'il a développé la propagande orale par des conférences nombreuses, par la diffusion de films et écrite avec des livres. La cause profonde de l'échec en France, c'est le non changement de doctrine : la défense du Pacte de Londres que les Français jugent contraire à la justice.

Sur la propagande italienne en France, nous pouvons dire que c'est un échec important du au caractère expansionniste pour défendre le Pacte de Londres. Cette présentation de la guerre italienne a abouti à un dégoût des Français, voire du mépris envers les Italiens. Malgré les rapports et les débats riches, l'Italie n'a pas été capable de restructurer et moderniser son appareil de propagande. Cette situation renforce le retournement stratégique de 1917 et le maintien très difficile de l'équilibre stratégique entre les Alliés et Rome. Les conséquences sont mulriples dans les représentations mentales des Français et des Britanniques. Nous devons étudier la vsion psychologique française de l'Italie de 1915 à 1917.

3 – L'Italie dans l'imaginaire français :

Avec l'entrée en guerre de l'Italie aux côtés de l'Entente, les Français ont célébré le nouvel allié mais très rapidement cette image de fraternité change.

Le malaise vient de quatre causes. Tout d'abord, l'Italie est moins soudée à la guerre pour les Français. Le pays tarde à entrer en guerre contre l'Allemagne et les deux nations ont un accord de protection commerciale. Ensuite, il n'existe rien de spectaculaire sur le front italien ce qui traduit une profonde méconnaissance française des combats. De plus, la guerre piétine et l'Italie refuse d'engager l'ennemi dans les Balkans. Ensuite, la France ne veut pas la fin des Habsbourg et, crée d'ailleurs la future Yougoslavie s'opposant en tout aux intérêts italiens. Pour finir, les Français sentent une Italie non engagée à fond dans la guerre. Ce constat est dû à la fébrilité des Italiens[289].

[289]Pierre Guiral, *Variations de l'opinion française à l'égard de l'Italie de 1915 à 1919*, Colloque *La France et l'Italie pendant la Première Guerre Mondiale*, Grenoble, 1973, p. 49-65

De ce malaise sort une image de l'Italie qui s'éloigne de la réalité. Pour les Français, les Italiens ont des intérêts communs avec l'Allemagne. Ils ne s'engagent pas pour aider l'armée française dans les Balkans et les Italiens détestent les Serbes, amis sincères de la France. Les Italiens apparaissent psychologiquement peut-être pas comme des traîtres mais comme de mauvais alliés. Ils sont vus comme des égoïstes. Ce mépris français est amplifié par le cléricalisme italien et le défaitisme paysan. En haut lieu, ce malaise psychologique s'est ressenti lors de l'arrivée du nouvel ambassadeur italien en novembre 1916. Raggi a été accueilli par Poincaré avec une phrase emblématique : « perfides tentatives que renouvellent tous les jours nos ennemis, dans le puéril espoir de diviser les puissances de l'Entente »[290]. Le voyage de Briand illustre aussi cet état de fait.

Ce mépris français s'établit aussi dans les différences de développement économique car l'Italie est en phase de croissance alors que la France est posée sur sa richesse issue de l'industrialisation sous Napoléon III. Enfin, il existe la xénophobie vis-à-vis des Italiens venant travailler en France avant la guerre. Les Français voient les Italiens manier la pelle en France alors que l'armée français se bat en Italie. Du coup, nous voyons apparaître des sobriquets sur les Italiens : les *Macaronis* qui sont vus par eux comme une insulte. En clair, les Français voient les Italiens comme un peuple de travailleurs et non de combattants introduisant un complexe de supériorité envers l'Italie et la colère contre la France là-bas.

Pour conclure, cette image de l'Italie donne aux Français probablement le sentiment de lutter contre les intérêts exorbitants des Italiens du Pacte de Londres. Il est clair que cette révolte et ce mépris français sont le moteur que va permettre en 1917 de renverser la situation stratégique de 1915. La position italienne devient plus fragile. Nous allons assister à la montée les conflits diplomatiques franco-italiennes de 1915 à 1917.

4 – La montée des conflits diplomatiques franco-italiens (1915-1917) :

Cette puissante opération psychologique en Italie est une grande victoire pour la France. L'Italie a plutôt connu un fiasco en France. De plus, la France a lancé une grande campagne de pénétration économique qui s'est soldée globalement par un échec. Les Français ont une image assez négative des Italiens et de l'Italie. Le climat des relations franco-italiennes s'est donc plutôt dégradé.

Nous allons voir comment cette dégradation s'est parfois transformée en conflit diplomatique quasi-ouvert. Nous étudierons la publication de l'accord secret du 5 septembre 1914, puis nous évoquerons la « Nouvelle Politique » de Briand envers l'Italie, enfin nous terminerons sur

[290] AMAE, CPC Italie, entrevue Poincaré-Raggi novembre 1916, n°966, Paris

le conflit diplomatico-militaire de Salonique.

a- La publication des accords du 5 septembre 1914 :

Comme nous l'avons vu précédemment, l'Italie a choisi l'Entente en signant le Pacte secret sur le refus de signer une paix séparée tant que tous les ennemis de l'Entente n'ont pas été vaincus dès le 5 septembre 1914, puis de cesser le combat qu'à la victoire finale. Ce Pacte secret a créé de facto une solidarité entre les Alliés. L'Italie accepte officieusement le 5 septembre 1914 ce pacte, six mois avant le Pacte de Londres. C'était un piège pour faire monter les enchères durant les négociations, tout en choisissant assez clairement un camp. Pourquoi l'Italie veut-elle publier ce Pacte secret ?

C'est assez simple. Rome, pour des raisons militaires et économiques, refuse d'entrer en guerre avec l'Allemagne et tergiverse sur la Turquie. Le problème est que le Pacte de Londres prévoit l'entrée en guerre de l'Italie contre tous les ennemis de l'Entente : l'Allemagne et la Turquie. Les tergiversations de Rome font que l'Italie ne tient pas parole. Les Alliés perdent confiance dans l'Italie. Le pays perd toute crédibilité aux yeux des Alliés. Il existe un phénomène de défiance envers l'Italie. Le 7 juillet 1915, Barrère dit à Sonnino : « Je ne ferai pas de diplomatie avec vous et je vous dirai franchement ma pensée. On vous met en suspicion, voici la vérité »[291]. Sonnino, face à l'isolement diplomatique, tente de réduire la défiance en donnant du grain à moudre aux Alliés. Il veut montrer la solidarité italienne sans engager militairement le pays dans une aventure. Le reste du cabinet s'y oppose, notamment Martini ministre du Trésor. Sonnino propose de déclarer la guerre à la Turquie sans envoyer de troupes et de publier le pacte secret du 5 septembre 1914[292]. Cette sensation d'isolement est enforcée par l'alignement du Foreign Office sur le Quai d'Orsay alors que Londres est traditionnellement plus souple que Paris[293]. L'objectif de Sonnino est clair : la normalisation des relations interalliées. Sonnino fait lancer par ses amis de *L'Idea Nazionale* une grande campagne de presse antiturque pour préparer le gouvernement et le peuple à compter du 24 juillet 1915. Barrère rend compte à Paris de l'action de Sonnino. Lorsque le 27 juillet, Sonnino apprend l'existence de l'accord sur les Détroits au profit sans doute de la Russie, il fait basculer le cabinet pour sauver le rêve d'Orient de l'Italie. Le 21 août, c'est la déclaration de guerre à la Turquie. Sonnino fait remplir à l'Italie une des promesses de Londres.

Il n'obtient pas du cabinet la déclaration de guerre à l'Allemagne pour plusieurs raisons.Tout d'abord, le gouvernement ne veut pas affronter la faction germanophile italienne.

[291]AMAE, CPC Italie guerre 1914-1918, Propos racontés par Barrère par télégramme à Delcassé, vol 564, n°238-240, Paris

[292] Luca Riccardi, *Alleati non Amici : le relazioni politiche tra l'Italia e l'Intesa durante la Prima Guerra Mondiale*, Brescia, 1992, p 65-100

[293]NA Londres, FO, n°371, *The Italian Affairs 1915*, volume n°2376-95661, Londres

Ensuite, la frontière italo-suisse est dégarnie. Les Allemands, s'ils attaquent, sont à 55 km de Milan à travers la Suisse. La neutralité belge ayant été violée en 1914, tout est possible. Le cabinet refuse. Cette attitude crée des tensions à Paris. Poincaré est le premier à avoir compris la situation : « Mais en dépit de l'accord de Londres, l'Italie ne parle pas de l'Allemagne »[294]. L'Italie ne s'est pas inscrite dans la stratégie globale des Alliés. Elle reste plutôt indépendante de l'Entente. Ce qui s'oppose à l'esprit de Londres. En ne tenant pas ses obligations, l'Italie a du coup une mauvaise réputation et une image exécrable. Puisque l'Italie a réalisé la moitié de ses engagements, l'alliance fait de même. C'est la France qui a saisi après la Russie la dérobade italienne, d'où la défiance des Alliés et de la France en particulier.

Sonnino décide de compléter la déclaration de guerre à la Turquie par la publication des accords du 5 septembre 1914. Paris et Londres voient ce pas avec intérêt car c'est une protection contre une victoire italienne en Autriche puisqu'elle serait obligée de continuer la guerre contre l'Allemagne. L'ambassadeur britannique à Rome, Rodd, propose de coupler la déclaration italienne avec l'adhésion du Japon au pacte du 5 septembre 1914. Sonnino accepte avec des réserves. Cependant l'Italie traînant, les Alliés l'ont exclue de la question orientale. La position diplomatique italienne est insoutenable, d'autant plus qu'une guerre avec l'Allemagne achèverait militairement le pays. Paul Cambon interroge Imperiali le 28 septembre à Londres sur les incertitudes italiennes, d'où l'embarras de l'ambassadeur. Sonnino décide d'accélérer le processus car la situation est de plus en plus intenable. Le *Times* accuse l'Italie de mener une politique propre différente de l'Entente. Briand avec l'aide d'Asquith veut resserrer les liens de l'alliance. Il propose la création d'un Conseil de guerre interallié. La Russie s'y oppose, si l'Italie y siège. Briand veut ancrer l'Italie dans l'Entente en la canalisant par une ligne politique plus conciliante que la fermeté russe exigeant une pression permanente. Sonnino sent bien que la menace est de plus en plus forte d'une adhésion du Japon avec le soutien de Londres en avance. Sonnino exige de Salandra la publication pour reconquérir la confiance alliée et française en particulier. Il faut en finir avec l'ambiguïté pour conserver le statut de grande puissance. Le 30 novembre 1915, Sonnino signe officiellement l'adhésion à l'Entente et le fait voter par les députés le 1er décembre, soit cinq jours avant le Japon. Il publie en même temps l'adhésion au pacte secret du 5 septembre 1914. Pour finir de se rapprocher de l'Alliance, Sonnino fait une déclaration en faveur de l'existence de la Serbie.

Le succès est partiel pour Sonnino car il manque toujours la déclaration de guerre à l'Allemagne ce qui maintient le doute des Français et des Alliés. La défiance existe toujours. Briand décide à ce moment précis de lancer *sa nouvelle politique* envers l'Italie.

[294] Luca Riccardi, *Alleati non Amici…*, Brescia, 1992, p 30

b - La Nouvelle Politique de Briand (décembre 1915-janvier 1917) :

Début décembre 1915 Briand est toujours dans l'optique de rapprocher l'Italie de l'Entente et d'abaisser le niveau des tensions franco-italiennes. Il veut convaincre l'Italie en l'associant davantage aux décisions du directoire franco-britannique. La Russie est affaiblie politiquement de par son éloignement et sa situation militaire. Paris veut rétablir une certaine parité entre les membres et pousser l'Italie à tenir ses engagements[295].

Le projet de Briand a deux objectifs : forcer l'Italie à tenir parole et accroître l'efficacité de l'effort de guerre des Alliés. Le moyen est la création d'un organisme central permanent interallié coordonnant les politiques étrangères et qui mettrait fin aux dissenssions. Il s'agit de mettre en place un plan d'action commun qui coordonne les stratégies et les armées alliées. Ce chemin oblige à une convergence ou une fusion des politiques étrangères. Ce conseil serait installé à Paris. Les négociations autour du projet Briand eurent lieu du 30 novembre 1915 au mois de mars 1916. La Russie s'oppose à la présence italienne car Sazonov veut des pays qui se battent, ce dont l'Italie est incapable. Briand rejette le point de vue russe. Le but de Briand est d'obtenir la déclaration de guerre de l'Italie à l'Allemagne en l'associant toujours plus aux décisions. C'est une attitude pragmatique qui vise à réussir par un moyen détourné à obliger l'Italie à réaliser son engagement. En effet, en l'associant aux discussions, le but est de faire prendre conscience aux Italiens de la nécessité politique du conflit avec l'Allemagne en le rendant inéductable de fait. C'est a priori un moyen efficace.

Paris veut encourager Rome à aller au bout de ses engagements. Briand passe à la mise en œuvre avec un entretien avec Tittoni le 7 décembre 1915. Il évoque la possibilité d'envoyer des délégués ou des ministres. Le siège serait à Paris en raison de sa position centrale. Les thèmes abordés peuvent être militaires et diplomatiques. L'arrière-pensée des Français est d'influencer les Italiens par un siège à Paris. Sonnino est très réservé en prétextant une certaine incertitude sur des points du projet. Briand multiplie à ce moment les pressions sur Rome afin de fusionner les politiques étrangères au sein du conseil. Briand veut engager un nouveau cycle de collaboration alliée. Le président pense que la réserve de Sonnino est formelle. Le 31 décembre, Briand demande à Barrère de sonder les intentions italiennes. Sonnino évoque le projet comme une illusion. Il prétexte qu'il ne peut pas quitter Rome et qu'envoyer des délégués serait un doublon des ambassadeurs. Sonnino préfère des conférences interalliées plutôt qu'un conseil permanent. La raison profonde est la volonté de maintenir sa politique étrangère. Londres soutient le projet et le Foreign Office travaille à préciser l'idée. La seule réserve du Royaume-Uni est de laisser à Paris

[295] Ibidem p 233-248

l'hégémonie politique et militaire sur l'Entente. Ce constat troublerait l'opinion britannique. Cependant, Sonnino refuse quand même le projet à cause de son inimitié politique et personnelle avec Tittoni, trop francophile à son goût. Briand ne veut pas céder et demande le 14 janvier 1916 à Barrère d'insister. Pour le président du conseil, le refus italien vient de la peur d'être embarqué dans des aventures militaires outre-mer ou sur d'autres fronts. De plus, Rome devrait affronter ses contradictions et ses hésitations.

Sonnino continue de s'opposer au projet Briand car il présuppose l'opposition de Paris aux aspirations italiennes. Or, un conseil permanent permettrait à Paris d'arrêter les Italiens en Adriatique par exemple. Enfin, Sonnino refuse d'être contraint ou d'être constamment sous pression des Alliés. En fait, Briand pousse Sonnino dans ses retranchements pour obtenir son départ ou son alignement sans que ce soit dû aux Alliés. Briand reçoit le soutien de Londres lors de la visite d'Asquith à Paris le 21 janvier 1916. Le soutien britannique isole encore un peu plus Rome et rend inefficace les critiques de Sonnino. Briand décide à ce moment précis d'aller à Rome pour convaincre le cabinet italien et signer un accord. Tittoni soutient le voyage de Briand et l'idée d'un conseil de guerre interallié. Le voyage est le point culminant de la confrontation italo-française surtout après l'affaire serbe. Les Britanniques suivent Briand. Il est arrivé au point où il envisage de faire son projet sans les Italiens puisqu'ils refusent toutes propositions françaises. Un non italien signerait leur propre exclusion sans l'aide de la France. Tittoni pousse Sonnino à accepter. Le 8 février, il envoie un télégramme à Rome pour prévenir de l'importance du projet pour Paris.

Pour Tittoni, l'expédition de Salonique ou la guerre à l'Allemagne sont secondaires. Tittoni présageait que ce serait la seule demande de Briand à l'Italie. Avec le *Corrierre della Sera,* Albertini se fait entendre sur cette question. Il veut lui aussi des liens plus forts avec les Alliés. Barrère exerce une dernière pression sur Martini afin d'obtenir un plan d'action interallié à l'issue du voyage de Briand. Lors des discussions Salandra-Briand du 10 février 1916, le gouvernement italien donne une réponse évasive mais plutôt favorable pour éviter l'isolement. L'entretien entre Briand et Sonnino tourne assez mal car l'Italien s'oppose farouchement au conseil permanent et préfère les conférences interalliées. Il propose une conférence à Paris en mars 1916. Son objectif est de conserver son indépendance par rapport aux Alliés. Le 12 février 1916, la conférence interalliée est décidée avec des représentants des E. M. Le projet Briand est vaincu par la résistance à outrance des Italiens mais l'isolement italien est total. Donc, Briand a atteint son objectif indirectement : l'Italie est marginalisée vis-à-vis du directoire franco-britannique. La défiance par rapport à Rome est totale. Sonnino veut réduire le champ de décisions de la conférence afin que les Serbes n'y participent pas. Le risque serait grand que les Serbes posent la question de l'Adriatique., ce qui mettrait Rome en mauvaise posture.

Le but majeur des Alliés est la déclaration de guerre de l'Italie à l'Allemagne. Les résultats de la conférence interalliée sont maigres et se soldent par quatre résolutions finales. Tout d'abord, il

faut accroître la coordination diplomatique. Ensuite, l'Entente crée une conférence économique interalliée à Paris avec un comité permanent pour les achats de matériels de guerre et de matières premières. Enfin, les Alliés mettent en œuvre un comité naval interallié à Londres chargé du transport et des routes maritimes. Pour Briand, c'est la première étape de l'unification de l'action des alliés.

En conclusion, la *Nouvelle Politique* de Briand a montré au gouvernement français le blocage italien face aux décisions de l'Entente. Les Italiens sont isolés par cette politique qui est un piège ou plutôt un plébiscite : avec ou contre nous. La politique du non italien a creusé le fossé avec la France et plus largement avec les Alliés. Nous allons étudier le point culminant de la montée des conflits interalliés : l'envoi de troupes italiennes en Macédoine.

c- La question de Salonique :

Pour forcer la décision de l'engagement roumain, les Alliés décident d'accroître les armées alliées d'orient (A A O) sur le front balkanique pour soutenir les négociations avec la Roumanie. L'Entente demande à Rome d'envoyer des troupes à Salonique. Sonnino, pour une fois, décide de donner satisfaction à Paris. Sonnino pose la question le 2 juillet 1916 à Cadorna. Cadorna accepte d'envoyer une brigade seulement[296]. Cependant, le déploiement doit se faire à Valona pour protéger le port des troupes bulgares et non à Salonique. C'est dans un but purement italien : le protectorat sur l'Albanie et non une aide aux Alliés. Briand avec le soutien de Londres décide le 11 juillet 1916 de lancer une grande offensive à partir de Salonique (projet défendu par Briand à l'origine à la suite de l'échec des Dardanelles). Briand demande une participation avec une masse critique pour l'emporter, non une représentation symbolique. Il demande une division. Rome est dans une situation difficile : un refus renforcerait la défiance alliée et ferait voler en éclat le peu de crédibilité restante. Cadorna refuse car pour lui, c'est une opération de solidarité pour le C. S et non un concours opérationnel. Le 21 juillet 1916, Rome refuse le déploiement d'une D. I demandé par Briand. Ce dernier menace : si les Italiens n'envoient pas une D. I, ils perdront leurs gains en Orient. Sonnino fait pression sur Cadorna et obtient cette D. I à Salonique. La France est à deux doigts de prendre des mesures de rétorsion. La tension est à son comble. C'est Rome qui cède pour la première fois face à Paris pour sauver les acquis du pacte de Londres dans les Balkans : le protectorat italien en Albanie et peut-être plus encore.

Pour conclure, l'Italie par sa politique d'indépendance a créé la défiance chez les Alliés, en

[296] Ibidem p 317-319

particulier en France. La conséquence est la montée des conflits italo-français malgré la publication des accords du 5 septembre 1914 : la création du conseil permanent interallié et la campagne de Salonique. La France vient d'isoler l'Italie au sein de l'Entente. Cependant, Nitti tente de rapprocher les deux pays à la suite de la conférence de Rome de juillet 1916 à début 1917 en utilisant un vieil ami tandis qu'il s'oppose à la politique de Sonnino qui éloigne l'Italie des alliés.

d- Une tentative de rapprochement : Nitti – Franklin Bouillon :

C'est dans ce contexte difficile pour les relations franco-italiennes et plus largement entre les Alliés et l'Italie que Nitti, député à la chambre, décide de parler de l'usure des Italiens. Il commence par établir un bilan.

L'Italie manque de navires, d'approvisionnement en grains. Le pays a besoin de 391 412 quintaux de blé et n'en reçoitque 232 980[297]. Il sait aussi que les centraux vont frapper l'Italie car elle est le maillon faible de l'Entente. Il demande aux Britanniques des pièces d'artillerie de gros calibre dont l'Armée Italienne manque et un soutien économique à l'alliance plus fort. Nitti écrit à ce moment précis le 14 janvier 1917 une longue lettre au député, puis ministre Franklin – Bouillon son plus vieil ami en France.

Dans ce courrier, Nitti exprime la nécessité d'un accord complet des membres de l'Entente. Il évoque les besoins de l'Italie et ses buts de guerre[298]. Il essaie de convaincre le français de la nécessité d'une alliance unie, solide, durable pour empécher la domination de l'Europe par l'Allemagne. Il veut un acte positif d'alliance plutôt que l'accord négatif de Londres. Il énonce clairement sa volonté de ne pas conclure de paix séparée, d'admettre le principe des nationalités et appelle son gouvernement à renégocier avec les Alliés. Il parle aussi des menaces pesant sur l'Italie : la réddition de la Roumanie, la faiblesse du front italien (540 km de ligne avec une D. I pour 10 kms au lieu d'une D. I par kilomètre à l'Ouest). Nitti appelle l'Entente à frapper l'Autriche, pays le plus faible de la coalition adverse. Il bénéficie du soutien de Cadorna. Il tente d'obtenir 300 canons et huit D. I alliées pour le front italien. Nitti veut une coopération plus forte et profonde.

L'échec de la conférence de Rome à rapprocher les Alliés et l'Italie provoque chez Albertini une sensation de danger partagée par Nitti. Le député évoque aussi dans sa lettre le déficit en charbon de l'Italie : 2 millions de tonnes présentes contre une consommation ordinaire de 11 millions et avec des sacrifices de 7. La situation est assez grave pour l'économie italienne. En contrepartie, il propose de discuter ouvertement des points bloquants de la politique étrangère italienne. La réponse de Franklin-Bouillon est assez claire : la proposition de Nitti est intéressante.

---

[297] Alberto Morticone, *Nitti e la Grande Guerra*, Milano, 1966, p 43
[298] ACS, Carte Nitti, scat 1, fax 1, feuillet 1, lettre du 14 janvier 1917, Rome

Cependant, les positions italiennes restent éloignées de l'Entente. Le député français ne déclenche pas de négociations franco-italiennes. Cette filière indirecte ne trouve pas de solutions car il n'existe pas de partenaires français pour utiliser au mieux cette ouverture. Le blocage persiste.

En conclusion, la tentative Nitti d'ouvrir de vraies discussions échoue car elle est en dehors des circuits normaux et des usages. Cependant, elle montre les divisions politiques italiennes vis-à-vis de la politique étrangère de Sonnino plutôt nationaliste. L'Italie reste isolée et en conflit discret avec la France.

Nous allons maintenant étudier la montée des rivalités impériales franco-italiennes : la démonstration du conflit politique ouvert entre Paris et Rome.

5 – La montée des rivalités impériales :

L'Italie sort du Pacte de Londres avec des avantages importants mais l'intervention alliée en Orient modifie les équilibres balkaniques. Chaque nation alliée a ses clients politiques et va les défendre. La question balkanique est posée aux Alliés. La France soutient la Serbie et donc, les futurs Yougoslaves tout en voulant maintenir l'Empire des Habsbourg.

Cette position s'oppose point par point aux Italiens. Sauf que sur le terrain, il existe 150 000 Français et 100 000 Serbes face à 10 000 Italiens en Albanie. Une rivalité franco-italienne est toujours présente. Ensuite, la question libyenne divise les Alliés. Chacun a ses colonies et veut accroître son empire au détriment des Turcs comme des autres nations alliées. Or, la France a des visées sur le sud tunisien que la révolte Senoussi met en danger à cause des incapacités militaires italiennes en Libye. C'est le développement d'une rivalité : le contrôle de l'ouest de la Libye.

a – La question balkanique :

Ce problème interallié va apparaître après l'évacuation de l'armée serbe en décembre 1915. A la suite à cette opération interalliée, les relations italo-serbes se sont considérablement améliorées. Ce sont les discussions Sonnino-Patchich où la Serbie accepte la domination italienne en Adriatique en échange de l'accès par le Montenegro[299]. Cet accord est censé clore le débat yougoslave. Cependant, la polémique va naître à Paris et à Londres avec les Comités Yougoslaves en exil qui s'opposait au programme italien avec l'appui de la France et du Royaume-Uni. C'est la montée de la première rivalité impériale. L'autre souci va venir de la volonté grecque de récupérer l'Epire qui est vu par Rome comme l'Albanie du sud. Malheureusement, les Alliés ont besoin du soutien des nationalistes grecs pour faire basculer la Grèce dans l'Entente. Ils soutiennent donc le

[299] Article du Tribuna du 16 mars 1916 relatant les discussions Sonnino-Patchich

camp de Vénizelos. C'est la deuxième rivalité dans la mesure où Athènes est protégée par Paris. Enfin nous avons la question du Monténégro liée au problème yougoslave.

α – La rivalité yougoslave :

Lors du voyage de Patchich et du prince Alexandre de Serbie, les Comités yougoslaves publient les résolutions suivantes en mars 1916. Tout d'abord, l'Autriche-Hongrie n'a aucun droit sur les peuples slave qui désirent l'indépendance de l'Adriatique au Danube. Ensuite, ils n'acceptent pas une autre domination étrangère. Ces déclarations s'opposent aux clauses du Traité de Londres.

L' *Idea Nazionale*, presse italienne d'extrême-droite, écrit que « l'Adriatique est un problème presque exclusivement italien » et se moque des intentions yougoslaves fondées sur la démographie. Pour eux, ce n'est pas aussi simple[300]. La *Nuova Rassegna* , autre journal nationaliste, dénonce la tentative de manipulation yougoslave. Les Italiens rappellent dans ses articles les raisons stratégiques et géographiques expliquant la politique balkanique de l'Italie. Steed, qui était un fervent défenseur des Yougoslaves, publie dans le *Times* une carte des Balkans d'après-guerre avec une Yougoslavie. Cette carte déclenche la colère des nationalistes italiens. Paris et Londres étaient suspectés de slavophile. La France était dans le collimateur.

Le 5 mai 1916, dans *L'Idea Nazionale*, Francesco Coppola condamne l'attitude française contre laquelle Barrère avait mis en garde Paris. Il combat la liberté de ton des Yougoslaves en France. Il pense que ce sont les agents de la puissance française pour contrer l'hégémonie italienne en Adriatique. Il est clair que la non volonté d'envoyer des troupes à Salonique dans l'A. A. O a un prix politique de plus en plus élevé puisqu'en réaction, Paris est de plus en plus résistant aux volontés impériales italiennes. Par conséquent, Sonnino fait envoyer le 11 août 1916 la 35ème D. I italienne à Salonique pour rejoindre son secteur de 50 km au nord de la Macédoine grecque afin d'épauler l'offensive Sarrail qui soutenait la Roumanie en difficulté.

Par cette étude, nous pouvons établir de façon certaine que l'existence pour Paris d'un droit aux Yougoslaves à l'autodétermination est vue par Rome comme une menace sérieuse sur sa politique adriatique. Paris est du coup l'adversaire à l'hégémonie italienne. Est-ce une attitude volontaire de la France ou bien les Yougoslaves sont-ils un instrument français pour contenir les ambitions impériales italiennes ?

En tout état de cause, les tensions franco-italiennes montent dans les Balkans. Ces faits montrent des velléités françaises de résistance aux Italiens de plus en plus fortes fragilisant la

[300] Article comptre-rendu de l'ouvrage d'Attilio Tamaro *Italiani e Slavi nell'Adriatico* publié en 1915 tiré du journal *Idea nazionale* du 4 mai 1916, Rome, B. D. S

position stratégique dominante de l'Italie de 1915 à 1917.

Maintenant, nous allons étudier la question monténégrine, autre point d'affrontement.

β- La question monténégrine :

Le Monténégro est un petit État en 1914 au bord de l'Adriatique. Cependant, il a une grande importance stratégique dans les Balkans. Il a été le point de départ de la libération des Chrétiens contre les Ottomans et l'allié de la Serbie. Cette alliance a été si intense qu'à plusieurs reprises des projets d'intégration à la Serbie ont été envisagés en 1867. Lorsqu'éclate la Grande Guerre, le roi Nicolas 1er place son armée sous commandement serbe.

Le Monténégro prend une importance stratégique pour les grandes puissances car il relie par son port Antivari l'hinterland (Serbie-Bulgarie-Grèce) à l'Adriatique. Ensuite, il a une frontière commune avec l'Albanie, indépendante depuis 1913. La Serbie voudrait fusionner avec le Monténégro pous créer la Grande Serbie et avoir un accès à la mer. En parallèle, l'Italie en a fait un vecteur important de sa pénétration et de sa politique balkanique. En 1915, les Austro-Allemands envahissent la Serbie et le Monténégro. La France sauve les Serbes. De ce sauvetage va naître une amitié profonde. Ce qui fait que le gouvernement français épouse la cause serbe. Il existe donc un conflit à venir évident entre la France et l'Italie.

Le France a une vision obscure de l'invasion du Monténégro où le gouvernement français soupçonne le roi de trahison pour avoir capitulé au lieu de faire retraite en Albanie. Le 12 janvier 1916, après ces discussions non admises avec les Autrichiens, le gouvernement Briand propose de recueillir les restes des Monténégrins par l'intermédiaire de l'ambassadeur Delaroche-Vernet[301]. Les Italiens ressentent de la même façon les événements à travers les rapports de Romano-Avezzana à Sonnino[302]. Les deux puissances sont méfiantes vis-à-vis du Roi et de ses intentions.

Le traité de Londres avait envisagé la réunification du Monténégro avec la Serbie. Pour les Italiens, cet État garde un intérêt important au niveau économique. C'est « la tête de pont économique dans les Balkans » où les Italiens investissent beaucoup[303]. Ils ont installé leur monopole sur le tabac avec la *Regia cointeressata dei Tabacchi*. Les Italiens ont commencé à construire le Transbalkanique de l'Adriatique à Salonique. Du coup, la France veut intégrer le pays à la Serbie alors que Rome préfère rétablir son indépendance.

A partir de ce point de vue, la France accepte pour soulager l'armée française d'orient (AFO) la création d'une Légion monténégrine à Salonique. Cependant, pour aider les Serbes, Paris

[301] AMAE, CPC *1914-1918 série Monténégro*, volume n°324, télégramme de Briand à Delaroche-Vernet, 12/01/1916, feuillet n°30, Paris
[302] ASMAE, DDI série 5, rapport de Romano-Avezzana, 27 janvier 1916, n°379, Rome
[303] Daniel J. Grange, *L'Italie et la Méditerranée (1896-1911),* volume 2, Rome, 1994, p 1210 -1211

va tout faire pour que cette unité n'existe pas, ce qui va accroître les tensions avec Rome. Briand, fidèle à sa promesse, refuse d'engager des Monténégrins dans la Légion Etrangère. Malheureusement, les effectifs sont trop faibles pour créer une Légion monténégrine : 20 soldats de cette nationalité. Le reste est bosniaque, croate et slovène. Ils préfèrent l'armée française[304]. L'objectif royal de créer une Légion monténégrine est de pénétrer en premier au Monténégro pour sauver la couronne avant que les Serbes n'entrent[305].

Pour arriver à son objectif, le roi se lance dans un jeu double en allant voir la délégation italienne pour agréger un corps monténégrin aux troupes italiennes en Albanie. Le roi essaie de s'appuyer sur l'Italie pour obtenir de Paris ce qu'il désire. Paterno, chargé d'affaire italien, refuse sur instructions de Sonnino de le soutenir. Le refus italien s'explique par le fait que les Albanais n'aiment pas les Monténégrins. Si les Italiens progressent en Albanie avec des Monténégrins à leurs côtés, les Albanais ne verraient pas des libérateurs dans l'armée italienne mais plutôt des occupants. Cette situation exposerait les Italiens à perdre l'Albanie qui est le cœur de leur politique balkanique[306].

La France va tout faire pour empêcher la mise en place de cette Légion. Elle intègre les Monténégrins au sein d'un bataillon bosniaque dans l'A. A. O encadré par des officiers français et envoyé à Salonique le 28 mai 1916. Cependant, le roi persévère en recrutant en Amérique du Nord (États-Unis, Canada) les immigrés monténégrins. Briand y est plutôt favorable mais cette initiative ne fait pas recette. La France essaie de créer une troupe à partir des réfugiés en métropole et dans l'Empire. Cette troupe serait intégrée à l'armée serbe. Cependant, le roi continue ses négociations avec l'Italie pour organiser une troupe à Valona. Sonnino refuse et préfère Salonique. Il communique cette situation à Paris le 9 octobre 1916. Margerie propose le 12 octobre à Berthelot, sous-directeur aux Affaires Politiques de laisser traîner indéfiniment la création de cette légion à Bizerte tout en prévenant Rome[307]. Le sort de cette légion fantôme est fixé : Paris impose sa non existence sans pousser le Monténégro du côté de Rome[308]. La France veut garder le jeu sans laisser la moindre chance à l'Italie de diviser les Slaves vis-à-vis de la Serbie. Paris garde l'organisation et l'entretien de cette unité en constante formation.

Durant un entretien avec Nicolas 1er, Briand refuse toutes les ambitions monténégrines en Bosnie et en Croatie au profit de la Serbie. Romano-Avezzana croit à une entente serbo-française et de Petrograd sur le Traité de Londres pour donner infine ses territoires à Belgrade. Cette situation

---

[304] AMAE, CPC Monténégro 1914-1918, n°333, lettre de Briand à l'EMA-section Afrique-bureau d'Orient n°937, 2 mars 1916, feuillet n°185, Paris

[305] Frédéric Le Moal, *La création d'une légion monténégrine*, revue Guerres Mondiales et Conflits Contemporains, n°213, janvier 2004, Paris, p 63-76

[306] ACS, Archivio di Gabinetto, Montenegro, dossier 157, télégramme du cabinet à Paterno 789/10, 21 avril 1916, Rome et ASMAE, DDI, volume 5, sonnino à Paterno doc 496, n°713, 18 avril 1916, Rome

[307] AMAE, CPC série Monténégro 1914-1918, note de Margerie du 12 octobre 1916, feuillet 6, Paris

[308] SHD, 7N 630-633, EMA bureau slave, Briand à EMA-afrique-Orient n°4558, 7 novembre 1916, Vincennes

pourrait mettre l'Italie devant le fait accompli et la priverait de la Dalmatie[309]. Il existe clairement une rivalité franco-italienne sur le sort du Monténégro et de ses ambitions. En 1917, Ribot aux finances met son veto à cause du coût élevé d'une unité inutile.

La politique française va consister à ajourner jusqu'en avril 1918. Le roi va tenter du côté italien mais Rome décide de s'aligner sur Paris jusqu'à la conclusion de la paix. Le Monténégro reste donc une carte majeure du jeu italien contre la Serbie. Cependant, la puissance française en soutenant Belgrade s'affronte encore un peu plus à l'Italie qui refuse la création d'une Yougoslavie unifiée avec le Monténégro en son sein.

γ – La Grèce en Epire, une nouvelle rivalité franco-italienne :

La Grèce redevient un sujet de préoccupation de l'Entente en mai-juin 1916. En effet, le gouvernement grec a interdit le passage des Serbes vers Salonique au printemps. Ensuite, les Bulgares occupent une forteresse grecque sur la Stouma le 29 mai. La guerre couvait avec l'Entente. Vénizelos se prépare à agir, lorsque les Alliés (sauf l'Italie) exigent la démobilisation de l'armée grecque.

Il est clair que les intérêts italiens s'opposent à la Grèce puisque Corfou est une menace directe sur le canal d'Otrante. Les Grecs ont conquis l'Epire du nord qui est vue par Rome comme l'Albanie du sud. Enfin, le Dodécanèse est un archipel grec occupé par les Italiens. Le roi Constantin, pro-allemand, préférait la neutralité empêchant la Grèce de récupérer avec l'aide de l'Entente un certain nombre de provinces grecques : la Thessalie, l'Épire, les îles du Dodécanèse et l'Asie Mineure grecque. Logiquement, les Italiens soutiennent le roi contre son pays. Parallèlement, la France et le Royaume-Uni sont les protecteurs du royaume grec. Ils ont un sentiment philhéllène prononcé. C'est pour ces raisons que l'opposition entre la France et l'Italie devient très forte. Il était donc nécessaire pour l'Italie, si elle veut maintenir ses acquis, de s'engager plus dans la région. D'autant plus que l'Italie faisait sa guerre sans trop se soucier des Alliés les rendant méfiants de plus en plus entre 1915 et 1917.

Avec cette méfiance accrue, l'Italie a été mise hors jeu avec les accords Sykes-Picot en 1916. Du coup, intervenir en Grèce, c'est obtenir en compensation la communication des accords notamment lors de la conférence accords à Saint Jean de Maurienne en 1917. Cependant, cette action est insuffisante pour diminuer la tension avec la France, puissance principale en Orient.

[309] ASMAE, Archivio di Gabinetto, Montenegro, dossier 157, dépêche de Romano-avezzana 24/13 4 mars 1917, Rome

Début septembre 1916, dans le *Giornale d'Italia*, organe de presse sonninien, les Italiens condamnent l'intervention grecque en prétextant qu'elle se nourrit du sang et des efforts italiens[310]. Vénizelos part pour Salonique pour former son gouvernement le 9 octobre 1916 posant à Rome la question de l'expansionnisme grec en Epire du nord. Du coup, Rome débarque 3 000 hommes le 2 octobre à Santi Quaranta pour contrôler les routes vers la Macédoine. Les Italiens occupent Argyricastro et Delvino.

Il existe maintenant une route directe entre le corps expéditionnaire italien et l'A. A. O empêchant une action de Vénizelos. Il est clair que cette victoire politique a été saluée par *l'Idea Nazionale et Il Giornale d'Italia* et donne un hinterland à Valona[311]. Le gouvernement Briand est furieux et les opinions publiques se montent l'une contre l'autre. Au même moment, le G. Q. G français demande au C. S de relâcher les prisonniers slaves pour les envoyer se battre au sein de l'A. A. O. Les Italiens refusent car c'est armer un ennemi[312]. Sonnino envoie le duc Colonna de Cesaro, francophile, pour discuter avec le M. A. E français à Paris. Le duc a un entretien avec Laroche. Il demande de faire taire les Yougoslaves dans la presse française pour que les Italiens puissent s'exprimer. Pour Laroche, ce type d'action est possible. Cependant, il est clair que cette question doit être traiter « à son heure et par la force des choses » selon Barrère[313]. Il est donc évident que la question grecque se résoudra par les rapports de puissance à l'issue de la guerre. Sarrail déclenche une polémique italienne contre lui. Les Italiens l'accusent de faire grandir l'influence française plutôt que s'occuper des opérations. Sarrail, lors de la prise de Monastir durant l'automne 1916, passe sous silence la présence italienne. Cadorna réagit et évoque la critique des déclarations de *l'Idea Nazionale* sur cette question. Nous pouvons ajouter à toutes ces affaires la venue d'Essad Pacha et de ses troupes auprès de l'A. A. O en Albanie où les Italiens n'acceptent que du bout des lèvres. A tel point que Cardona refuse d'envoyer plus de troupes.

C'est dans cette ambiance dégradée que surgit l'incident de Koritza où la rivalité franco-italienne a été très forte. A Koritza, il existait des Albanais, des Grecs vénézélistes et constantiniens et un détachement français commandé par le colonel Descoins. Le 10 décembre 1916, en accord avec les locaux, le colonel créé une Albanie indépendante sous protection militaire française. Le *Kaza (district)* de Koritza avait son administration et son drapeau avec l'étendard de *Soanderburg*. L'objectif français est de rassembler les Albanais en un point pour combattre et dégager la région en février 1917. La conséquence politique est immense. C'est la première fois qu'une grande puissance reconnaît le droit à l'indépendance des Albanais. Ce qui va créer l'instabilité dans les sphères

[310]Article du *Giornale d'Italia* du 13 septembre 1916
[311]SHD, Rapport des Attachés militaires en Italie, T5 du 10 octobre 1916, revue de presse, Paris
[312]AMAE, CPC Italie 1914-1918, Télégramme de Gontecourt au ministère de la guerre n°729 et 731 du 14 octobre 1916 et du 27 octobre 1916, Paris
[313]AMAE, CPC Italie 194-1918, Télégramme de Barrère au MAE n° 1054-1055 du 25 novembre 1916, Paris

italiennes et autrichiennes[314]. Du coup, Raggi fait des démarches auprès du Quai d'Orsay. Cependant, Margerie envoie une fin de non recevoir. Il est clair qu'au vu des faits, ce démenti français ne fait que monter la pression. La prise de contrôle par la France de l'armement grec au 1er décembre 1916 par l'amiral Dartige et ses troupes envenime la situation. Cette dernière cristallise l'hostilité française envers l'Italie puisque Paris veut reconnaître Vénizelos et faire abdiquer le roi de Grèce, ce qui est contraire aux intérêts italiens.

Les crises yougoslaves et grecques ont créé un fossé entre la France et l'Italie. La France résiste et s'attaque aux ambitions impériales italiennes montrant la très grande fragilité du Pacte de Londres en 1915. Cette situation peut se renverser à n'importe quel moment.

b – La Libye, enjeu colonial et impérial :

La rivalité interalliée en Libye commence bien avant la guerre. Cependant, la débâcle italienne en 1914 laisse un vide politique que les autres grandes puissances redoutent. Nous allons donc voir dans un premier lieu la situation avant 1914, puis la vision française des événements de 1914 et enfin, les relations franco-italiennes de 1915 à 1917.

α – La situation de 1911 à 1914 :

La guerre italo-turque de 1911 à 1912 se solde par une victoire italienne. Les Italiens ont dû combattre les Turcs mais aussi les Arabes avec les Senoussis à leur tête, tous encadrés par Essad Pacha. Suite au Traité d'Ouchy du 17 octobre 1912, les Italiens contrôlent le pays mais les Senoussis restent sur la défensive.

Le 27 août 1913, les Italiens prennent Ghadamès et le Fezzan. Mourzouk est occupé le 3 mars 1914 et Ghat le 1er août. En pleine déclaration de guerre en Europe, l'Italie contrôle le nord et l'ouest de la Libye. Cette campagne longue (1911-1914) a vidé les arsenaux et les caisses de l'Etat, et cette opération coûte de plus en plus cher. En effet, faute d'armée coloniale, les Italiens ont dû acheter les locaux à prix d'or. Les officiers et les services de renseignements ne connaissaient rien au monde musulman. Face à cette situation, Kitchener a laissé l'opposition égyptienne à cette guerre éclatée et les Britanniques occupent Sallum. Le commerce de contrebande explose. Pour assurer la

[314]Daniel J Grange, *un sujet de tension dans les rapports franco-italiens : les Balkans août 1916-août 1917*, Colloque *France et Italie dans la première guerre mondiale*, Grenoble, 1973, p. 401-422

stabilité de la frontière anglo-libyenne, Kitchener noue des liens avec les Senoussis[315]. Du côté français, l'opposition est plus forte car la France veut appliquer les frontières issues de l'accord franco-britannique du 21 mars 1899 et de la convention franco-italienne de 1902 négociée par Tittoni. Le 17 novembre 1911, les troupes françaises occupant l'oasis de Djanet ont provoqué la colère de Rome. Le gouvernement français a reconnu tardivement la souveraineté italienne le 22 octobre 1912 puisqu'il voulait lier celle-ci aux problèmes de frontières. Le deuxième motif de friction avec Rome est l'importante population italienne en Tunisie, vivier naturel d'espions anti-français : 74 000 personnes dont 25 000 réfugiés de la guerre italo-turque. Le différend avant guerre est réel.

Face aux Italiens, les Senoussis, mouvement religieux puissant, sont installés à Djerboub et Koufa. Ils avaient des Zaouias partout dans le Maghreb. Ils ont un rôle économique fort puisqu'ils contrôlent les routes commerciales. De plus, Constantinople leur a donné une forte autonomie. Jusqu'en avril 1914, le mouvement est resté neutre pour sauvegarder son assise économique et politique. A partir de ce moment précis, les Senoussis se sont lancés dans une guerilla contre les Italiens qui étaient une menace à leur autonomie. Les Turcs, avec la Guerre Mondiale, décident d'armer les Senoussis. Leur victoire en décembre 1914 pousse ces derniers à créer des liens avec la France et le Royaume-Uni. Face à l'Egypte, les Senoussis restaient amicaux. Cette situation fait que Londres considère cette confrérie comme le gouvernement légitime de la Libye et non l'Italie[316].

La position française était identique avec le poids supplémentaire du commerce caravanier. Les Senoussis ont fait des déclarations d'amitié envers la France et non la guerre sainte[317]. Il est donc clair que les Alliés sont opposés à l'Italie jusqu'en 1914. Ils ont soutenu les Senoussis contre l'Italie.

β – Les rapports franco-italiens de novembre 1914 à mai 1915 :

De novembre 1914 à mai 1915, les tentatives de reprise de la Libye par l'Italie sont des échecs suite aux défaites de Oued Marsit et de Kars ben Ali.

Les Italiens sont retranchés sur la côte. La France a une politique logique de réserve face aux événements. Elle essaie de séduire Rome. Elle a donc une attitude clémente en récupérant les troupes italiennes du major Gianni qui a évacué Ghat en janvier 1915. Le gouverneur général de l'Algérie Lutaud, le Résident Général Alapetite à Tunis et le général Moisier face au vide italien veulent avoir de bonnes relations avec les Senoussis. Les Italiens commencent à accuser la France de connivences avec les Senoussis. A cet effet, le haut-commissaire Mac Mahon dès son arrivée en

[315]ASMAE, Rapports sur la Libye, DDI, Série IV, Rome, 1914
[316]AMC, 34H7, rapport issu du Caire 1914, Archives du ministère des Colonies, Aix-en-Provence
[317]AMC, 34H7, déclarations du 11 février 1915, Archives du ministère des Colonies, Aix-en-Provence

Egypte envoie ses salutations au cheik des Senoussis[318]. Il est clair que la France veut avoir les bonnes grâces des Senoussis pour maintenir la paix dans le sud tunisien.

γ – De mars 1915 à 1917, la rivalité s'accroît :

L'entrée en guerre de l'Italie le 24 mai 1915 ne va pas modifier l'attitude des Français à la frontière tunisienne. Le gouvernement général en Algérie donne les ordres suivants au commandant en chef des forces terrestres: « considérer les événements de Tripolitaine comme résultant non d'une guerre extérieure mais d'une révolte intérieure dans laquelle il serait nuisible pour nous de prendre parti, tout en facilitant de notre mieux l'action de l'Italie »[319].

La France a dans ce cas présent une démarche impériale. Il s'agit de protéger la Tunisie et le Sahara français des Senoussis par une coopération intéressante sans porter atteinte aux Italiens. Il est clair que la France ne s'engage pas dans ce conflit colonial au côté de son allié italien que pour des raisons militaires : coût de l'opération en hommes, matériels alors que les Allemands sont à Reims et politiques (la Tunisie a été arrachée aux Ottomans en 1880 et la protection de l'Empire). Cependant, la France va assumer le minimum vital pour soutenir l'Italie dans des limites données : une aide politique par la mise en commun de l'utilisation du télégraphe français. Les Italiens vont pouvoir faire une campagne de propagande grâce à ce moyen d'information. Enfin, la France va aider au ravitaillement en Tunisie des troupes italiennes mais dans la discrétion[320]. Les limites de l'aide française sont constamment soulignées.

Le 7 juin 1915, Delcassé disait qu'il était nécessaire « d'empêcher le mouvement né en Libye de se propager sur notre territoire » et bien sûr de ne pas attirer la colère des Senoussis contre la France. Le commandant en chef des forces terrestres donne l'ordre au commandant en chef des Oasis le 18 juin 1915 de conserver de bonnes relations avec les Senoussis et d'aider les Italiens secrètement. Le 30 juin, le gouvernement français refuse de mener une action terrestre avec les orientations demandées par Rome pour aider les soldats italiens. Le général Moisier lui dit clairement qu'il ne faut pas soutenir des unités qui ont été vaincues par des « indigènes » car ce serait se discréditer aux yeux des Touaregs. Il ordonne la reprise du trafic commercial caravanier entre Senoussis et Français lors de son voyage d'inspection en juillet.

Les actions turco-allemandes en Libye sont puissantes puisqu'ils arment 30 000 guerriers Senoussis et les poussent à des attaques contre les Alliés. Cependant, les méfiances interalliées sont

[318]AMC, 34H7, texte du 30 janvier 1915 de De France à Delcassé, Le Caire, Aix-en-Provence
[319]AMC, 34H7, ordres du Gouvernement Général au général commandant en chef à Alger le 9 juin 1915, AMC, Aix-en-Provence
[320]Jean Louis Miège, *La Libye, l'Italie et la France entre 1914 et 1917*, Colloque sur *la France et l'Italie dans la Première Guerre Mondiale* , Grenoble, 1973, p. 263-472

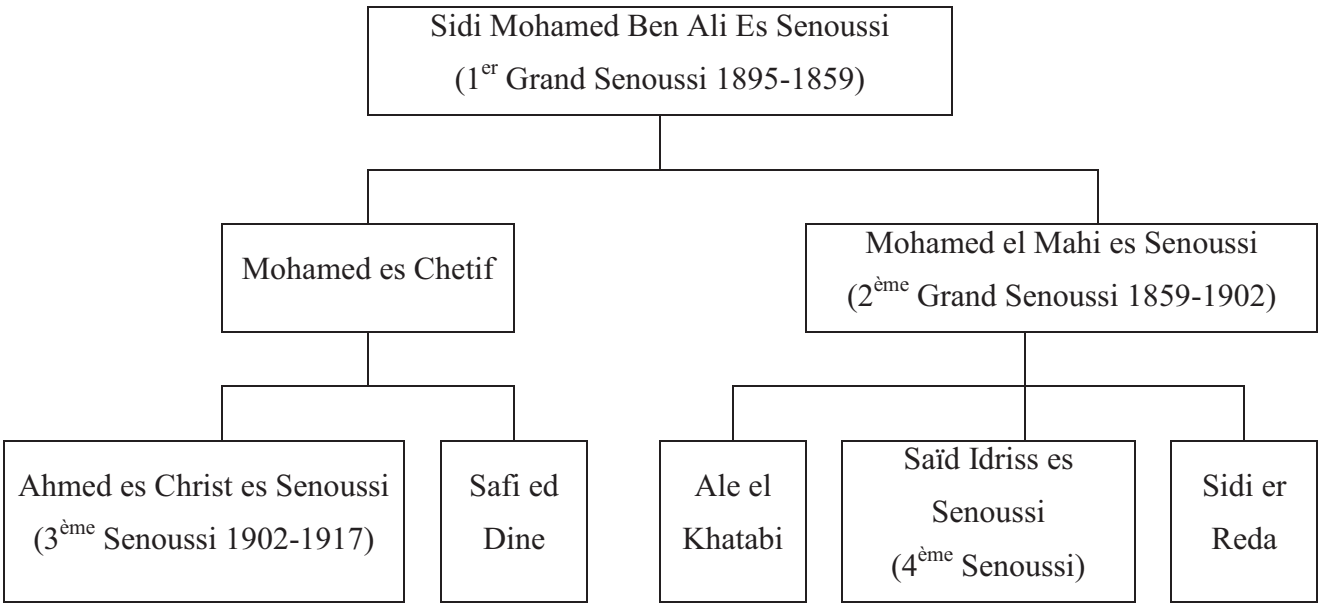
fortes et les Français soupçonnent les Italiens de couardise. De plus, les Italiens se désintéressent de la Libye au profit du front alpin et adriatique. Prezzolini écrit en novembre 1914 : « Assez de la Libye ! À Trente et Trieste »[321]. Les Italiens évacuent la Libye et restent dans les ports durant l'hiver 1915-1916. Le gouvernement provisoire senoussite et Rome n'ont jamais cessé leurs contacts, ce que les Français savaient grâce au remarquable bureau de renseignements créant une hostilité croissante suite à cette duperie italienne. Les Senoussis avaient conquis le Vilayet en 1913 et les Alliés franco-britanniques avaient massés des unités dans le désert au lieu de les envoyer en Europe. Cette affaire libyenne est un succès turco-allemand.

L'engagement italien contre l'Allemagne en 1916 modifie la donne. L'Italie est contrainte par la force des événements en Libye à négocier avec la France, seule puissance militaire alliée à pouvoir l'aider. C'est l'accord Briand-Tittoni du 21 mars 1916. L'Italie reconnaît les droits français sur le Maroc et renonce à ses privilèges et capitulations. Elle admet la présence britannique en Egypte. Les Alliés viennent d'obtenir une première victoire diplomatique sur l'Italie en Libye et en Afrique du nord mettant un terme à sa politique impériale sur la Méditerranée centrale. En échange, les Alliés signent le 1er août 1916 une convention militaire contre la Turquie. Les Britanniques rallient les Senoussis à la lutte arabe contre Constantinople aboutissant à l'accord de Zuetina en septembre 1916. Les Senoussis cessent les hostilités. Les Italiens acceptent le statu quo[322]. Il faut attendre 1917 pour débloquer la situation avec la conférence coloniale du 30 juin à Paris pour voir commencer la lutte contre les Senoussis.

Pour conclure sur la question libyenne, nous avons vu que la France a joué son intérêt national : préserver ses capacités militaires et son Empire. L'Italie s'est trouvée isolée ce qui la conduit à accepter en 1916 une première défaite diplomatique face aux Alliés. C'est le premier signe du craquement de la position de domination stratégique italienne. Ce n'est pas un hasard que ce soit la Libye car l'Italie est trop faible et mal préparée pour mener une Guerre Mondiale sur trois fronts. L'Italie n'est pas une puissance mondiale et l'accord Briand-Tittoni le prouve.

Notre étude globale sur les relations franco-italiennes montre un certain nombre d'éléments. Tout d'abord, la puissance offensive économique française a échoué car le capitalisme italien a préféré l'indépendance. Ensuite, nous avons vu que la propagande française a pénétré le coeur des Italiens et a réussi les objectifs qui lui étaient demandés. Puis, nous avons constaté le mépris français pour cette Italie vue comme une puissance voulant beaucoup et capable d'offrir peu.

[321]Article : *Basta con la Libia- aTrento e Trieste* du 20 novembre 1914 tiré du *Il popolo d'Italia*
[322]Pierre Henri Michel, article *Les Italiens en Cyrénaïque et le Senoussisme* tiré de la revue d'Histoire de la Guerre Mondiale, 1926, Tome 1, p. 1 à 20



Organigramme n°14 :

Arbre généalogique des Senoussis de Libye

Réalisé par Emmanuel BOUDAS

(Tiré de Pierre Henri Michel, ouvr.cité, p. 1 à 20)

Cela va être le moteur de la revanche alliée de 1917-1919. Enfin, les rivalités franco-italiennes deviennent de plus en plus forte. C'est une puissance diplomatique et militaire française qui fait la différence et obtient des succès. Nous pouvons donc conclure que la position stratégique favorable de l'Italie commence à s'ébranler. Il ne manque qu'une crise intérieure pour qu'elle s'effondre somme un château de cartes.

Nous avons vu précédement l'antagonisme italo-russe en 1914. Nous allons étudier si des évolutions ont eu lieu.

B – Les relations italo-russes (1915-1917) : une guerilla diplomatique permanente :

Les relations italo-russes vont entrer dans une sphère conflictuelle qui n'est que le reflet des intérêts stratégiques des deux parties. Nous allons voir tout d'abord la mise en place de la guerilla russe d'avril à juillet 1915, puis l'affaire roumaine (1915-1916) et pour finir, la Bulgarie en 1915 (janvier à septembre).

1 – La mise en place de la guerilla diplomatique russe :

Petrograd veut revenir sur le Pacte de Londres et va faire tout ce qui est possible pour empêcher la stratégie italienne avec des moyens plutôt limités par la guerre. En effet, l'économie russe est sous perfusion financière alliée. Cette situation empêche une action économique dans les Balkans pour fidéliser les États-clients potentiels et la fermeture des Détroits par les Turcs stoppe toutes les relations commerciales. Au niveau militaire, le début de l'année 1915 est très difficile, ce qui ne permet pas de mener une expédition militaire dans les Balkans. Au plan politique, le pays s'englue dans la crise de régime. Le seul levier de puissance que Petrograd conserve est une diplomatie offensive menant une guerilla.

Le premier acte est la non application de la convention militaire du 21 mai 1915 italo-russe[323]. Dès la signature du Pacte de Londres, les négociations commencent entre les deux État-Majors. Après de longues et pénibles discussions, un accord est signé le 21 mai. Le plan terrestre vise à coordonner les efforts des Italiens, des Russes et des Serbes contre l'Autriche-Hongrie. Très vaguement, la convention prévoit une offensive russe dans les Carpates, une italienne dans les Alpes et une serbe se dirigeant sur Liubjana (en Slovénie). Les problèmes auxquels la convention ne répond pas sont cruciaux : Où ? Quand ? Comment ? Il n'y a donc aucune coordination militaire précise. Ce n'est rien de plus qu'un plan de campagne vide reposant sur trois guerres nationales aux intérêts divergents. Normalement, les points interalliés de coordination sont nombreux pour planifier une telle offensive. Nous avons déjà la date où les trois offensives se dérouleront : sont-elles simultanées ou successives ? Ensuite, il y a les secteurs avec les points d'appui interalliés pour permettre ou non un très large débordement, une exploitation stratégique. Enfin, la planification et l'organisation de la manœuvre doivent être unifiées à un degré minimum pour réussir. Or, aucune structure interalliée sur ce théâtre n'existe. A l'Est et dans les Balkans, l'Entente a des intérêts divergents entre les nations qui la composent[324]. La Russie veut créer un bloc balkanique au service des Slaves, la Serbie en particulier. L'Italie veut contrôler la Dalmatie et l'Adriatique, ce que refuse la Serbie. C'est le triangle des incompatibilités. Par conséquent, la stratégie issue de la convention militaire ne peut qu'échouer.

Les Serbes, pour sauver le destin de la Grande Serbie qui intégrerait la Krajina, la Bosnie et la côte croate, décident de ne pas attaquer afin de laisser les Autrichiens écraser l'Italie. A Saint-Petersbourg, Carlotti se plaint continuellement de cet état de fait au M. I. D. (MAE russe) Le baron Schilling, adjoint de Sazonov, répond toujours par l'évasive en transférant les récriminations

[323] Mario Toscano, *Le Convenzioni militari, conclude fra Italia e l'Intesa alla vigilia dell' Intervento*, Milano, 1936, p 19 à 30

[324] Giorgio Petracchi, *Da San Pietroburgo a Mosca : la diplomazia italiana in Russia 1861-1941*, Roma, 1993, p 144-177

italiennes au chargé d'affaires russes à Nis (nouvelle capitale serbe après les attaques autrichiennes sur Belgrade). C'est une méthode qui permet aux Russes de noyer les demandes dans l'abîme de la bureaucratie diplomatique. Cependant, durant l'été 1915 où l'armée impériale est en difficulté, les Serbes n'attaquent pas et préfèrent se lancer en Albanie et au Monténégro pour obtenir les gages nécessaires lors de la conclusion de la paix qui leur assurera les territoires voulus. En voie de conséquence, la collaboration militaire italo-russe est vide.

Cette politique crée le fossé entre les deux pays puisque la Stavka n'obtient pas les effets désirés de l'entrée en guerre de l'Italie. Pour le général Youri Danilov, adjoint au chef d'Etat-Major Impérial, l'Italie n'a eu aucun impact militaire car elle n'est pas en guerre avec l'Allemagne en raison de la présence continue de l'ambassadeur allemand dans le pays. Ensuite, elle n'est entrée en guerre qu'un mois plus tard au lieu d'épauler tout de suite la Russie[325]. Enfin, l'Autriche n'a retiré du front russe que trois divisions d'infanterie. Pire, c'est l'offensive Broussilov de juin 1916 qui vient au secours des Italiens : le comble.

Le deuxième élément qui met en place la guerilla diplomatique est le refus russe de voir l'Italie entrer dans le jeu balkanique. Avant le 26 avril, le destin des Balkans se décidait à Petrograd. Après le 26, la situation se complique. La Russie est déterminée à combattre l'Italie dans les Balkans.

Le premier geste est de changer d'ambassadeur russe à Rome. Le baron Kroupensky est vu comme trop mou, pro-italien et incapable de lutter contre Sonnino. Kroupensky est vu comme l'homme qui vivait avec San Giuliano « dans sa chambre, dans sa robe de chambre »[326]. Sazonov décide de mettre en place le baron De Giers, ancien ambassadeur à Constantinople. Ce dernier est un slavophile convaincu. Sazonov change donc l'homme mais aussi les méthodes. En effet, De Giers est le petit-fils de l'ex-ministre des Affaires Etrangères Karlovic. Il est froid, habile et coutumier de ce monde. Il a reçu de son grand-père le virus de la tradition slavophile. Ce qui lui donne une vision mondiale des intérêts russes.

La compétence de De Giers fait de lui le troisième conseiller de Sazonov après Izvolsky à Paris et Trubeckoj à Belgrade. Il est le défenseur sacré de la « Sainte Russie ». Ce qui lui vaut de nombreuses critiques des Italiens qui voient en lui l'adversaire[327]. Ses méthodes sont claires : fermeté, volonté, tous les moyens sont bons. Petrograd reprend les hostilités envers Rome. La guerilla commence.

Nous allons l'étudier à travers deuxterrains d'affrontement : la Roumanie et la Bulgarie.

---

[325] Général Youri Danilov, *La Russie dans la Guerre Mondiale 1914-1917*, Paris, 1917, p 402 à 407
[326] Giorgio Petracchi, *op.cit*., p 146
[327] MAER, IB, S2, vol 8, partie 1 (24 mai à 4 août 1915) n°264, p 253, Moscou

2 – La question roumaine :

Avant-guerre, la Russie a réussi à faire de la Roumanie un pays proche de l'Entente lors des guerres balkaniques de 1912-1913 par son soutien à la cause roumaine en Transylvanie lors du sommet de Costanza du 14 juin 1914.

Dès le début des hostilités, Sazonov cherche à faire basculer la Roumanie dans l'Entente. Cependant, les Roumains copient l'Italie et décident de négocier avec les deux camps à la fois. Pour Bucarest, l'Italie est le chef de file des pays qui peuvent changer de camp. Dans le même temps, les Alliés font pression pour que l'Italie rentre dans le jeu diplomatique et fasse basculer les Balkans. Bucarest décide de lier son destin avec Rome le 26 avril 1915 en signant un pacte secret qui lie les deux pays et leurs revendications. Pour Bratianu, les deux pays ont les mêmes difficultés à Paris et Petrograd et deux ennemis communs : Berlin et Vienne[328]. Cependant, lors du marchandage roumain, Berlin proposa à Bucarest une offre des plus intéressantes : régime spécial en Transylvanie, la Bucovine, la Bessarabie avec Odessa. La diplomatie russe prise à contre-pied a dû surenchérir pour maintenir la neutralité : annexion de la Transylvanie. Les victoires russes dans les Carpates et le Pacte de Londres ont renforcé le camp favorable à l'Entente à Bucarest. Dans les accords secrets italo-roumains, les deux pays promettaient de partir en guerre ensemble.

C'est Carlotti qui a réussi ce coup de force. Pour ancrer définitivement la Roumanie dans l'Entente, le 26 avril, Carlotti propose à Sazonov la médiation italienne alors qu'il connaît les accords secrets italo-roumains. Les Italiens essaient de doubler Petrograd dans les Balkans. Sazonov est resté de marbre. Cependant, le deuxième bureau de l'E. M. A à Paris prévient les Russes de l'existence des conventions italo-roumains du 28 avril 1915. C'est un énorme coup de main des services secrets français. Ce qui montre la force de l'alliance franco-russe et l'aspect anti-italien du gouvernement français dès le 28 avril. La médiation italienne est vue comme intéressée et anti-russe. Sazonov fait remarquer à Carlotti son manque de coopération. Carlotti continue pour autant son action en allant voir sans aucune autorisation du M. I. D la délégation roumaine à Petrograd. Carlotti pousse les Roumains à accepter un accord[329].

Cette rencontre fait pression sur Petrograd car elle donne l'impression de l'isolement aux Russes et celle d'une Italie proche des populations balkaniques. Pour autant, Imperiali à Londres n'arrive à aucun résultat, les Anglais sont du côté russe. Le chargé d'affaires à Paris, Ruspoli, échoue de la même façon. Il est clair que l'Italie veut manœuvrer la Roumanie contre la Russie, mais l'Entente résiste. Le 30 avril 1915, Sazonov refuse de discuter avec Carlotti de l'accord du 18 septembre -1er octobre 1914 russo-roumain. Pour lui, l'Italie veut forcer la main à la Russie. La

[328] ASMAE, DDI, V (1914-1918), vol 3 (3 mars-24 mai 1915) n°109, p 85-86, Bucarest, 15 mars 1915, Rome
[329] ASMAE, DDI, V, vol 3, n°539, p 410, Pietrograd, 30 avril 1915, Rome

solution vient de Paris et Londres qui ont décidés à soutenir la Russie lors de l'entrevue entre les ambassadeurs occidentaux et Bratianu. Lors de l'arrivée de Carlotti pour voir Sazonov au M. I. D, Schilling fait remarquer que les Alliés contrairement à l'Italie sont fidèles, loyaux, respectueux et que « les nouveaux alliés devraient s'en inspirer de cet exemple »[330]. Schilling continue en évoquant la nécessité pour l'Italie de connaître sa vraie place et l'écart important entre les représentations italiennes et russes de la puissance de ce nouvel allié. Après cette mise au point, il est clair que la théorie de Carlotti de « l'anneau de conjonction » est morte : l'Italie médiatrice et puissance de rapprochement pour décupler sa puissance. Pour en finir, la Russie laisse passer dans la presse l'existence des clauses du Pacte de Londres pour faire sortir l'Italie du jeu diplomatique puisque Carlotti les cachait aux Roumains[331]. Le 16 juin, lors de la dernière entrevue entre Sazonov et Diamandy (chef de la délégation roumaine à Petrograd), Carlotti déclare que « sa parole n'aurait plus de valeur »[332]. Cette petite phrase clôt la phase où la Roumanie avait lié son destin avec l'Italie. Dorénavant, elle s'en sépare et traite directement avec Petrograd en tête à tête. La diplomatie italienne a été défaite par la Russie avec l'aide des Alliés.

Avec les événements du mois de juin 1915 au niveau militaire, Petrograd, pour faire pencher la Roumanie dans le camp des Alliés décide de sacrifier le Banat. Bucarest préfère attendre la fin des victoires des Empires centraux avant d'intervenir, d'autant plus que la divulgation du Pacte de Londres prend Bratianu par surprise. Les clauses dalmates et adriatiques créent la rupture entre l'Italie sonninienne et la Roumanie. Pour faire pencher la Roumanie, la Russie va retourner la situation contre l'Italie.

Dans cette deuxième phase des négociations, la Russie accepte les prétentions roumaines (la Bukovine et le Banat) mais refuse de donner la ligne du Prut et Cernovcy sans compensation pour la Serbie. La Serbie peut obtenir des territoires uniquement en Bosnie ou en Croatie. La Russie veut donner la Dalmatie. A ce moment précis entre le 6 et le 9 juin 1915, l'armée serbe prend Scutari et l'Albanie septentrionale et les Grecs Berat. Il est clair que Petrograd retourne la situation. La Russie fait les concessions nécessaires à la Roumanie en prélevant des territoires serbes et les compense par l'acquisition de la Bosnie et la Croatie sur le dos de l'Italie. De facto, l'Italie devient l'adversaire diplomatique de la Roumanie.

Pour Rome, il est clair que le prix est trop élevé. Sonnino décide de faire marche arrière[333]. Il préfère se passer de la Roumanie plutôt que rendre la Dalmatie. Tittoni répond à De Giers que Petrograd capitule devant la Roumanie. Or, pour la Russie, c'est le triomphe sur l'Italie en retournant le Pacte de Londres qu'elle s'était jurée de combattre même si les résultats sont faibles. La diplomatie continue les négociations avec Bucarest avec l'appui de Paris à la proposition serbo-

[330] MAER, Krasnyj archiv, volume 31, p 7, entrevue Carlotti-Schilling du 30 avril 1915, Moscou
[331] ASMAE, DDI, SV,vol 3, n°543, p 428, Rome
[332] Ibidem
[333] ASMAE, DDI, S V, vol 4 (25 mai-23 octobre 1915) n°11 p 6, n°69 p 33, n°70 p 34, n°73 p 37, n°114 p 64, Rome

russe « d'Union Serbie-Croatie ». Paléologue le 5 juillet 1915 intervient et demande à la Serbie d'accepter l'échange : le Banat contre la Croatie. L'Entente commence à réagir vis-à-vis du Pacte de Londres[334]. L'initiative française a un effet puissant sur les peuples balkaniques. La politique italienne dans les Balkans s'effondre : elle n'est plus vue comme une puissance amie mais plutôt belliqueuse. Le 7 juillet, Delcassé obtient l'accord d'Asquith et fait la promesse de l'échange à Pasič. Delcassé justifie cette transaction à Tittoni et Barrère prolonge cette action en faisant pression sur Sonnino. Le 10 juillet 1915, l'Entente essaie d'obtenir l'assentiment de l'Italie. Sazonov fait partir à ce moment précis un message à Bratianu l'assurant de la satisfaction de ses revendications.

Le problème est complexe : les Alliés ont promis à l'Italie la Dalmatie alors qu'ils viennent de donner la Croatie à la Serbie. Est-il possible de concilier les deux ou le Pacte de Londres vient-il de voler en éclats ? La vérité se situe quelque part entre les deux possibilités. La Russie va reprendre son offensive anti-italienne avec la Bulgarie car elle veut créer une nouvelle ligne balkanique dans le but de vaincre les Autrichiens.

Cette première bataille diplomatique est une victoire russe appuyée par les Alliés contre l'Italie. La domination stratégique italienne issue de Londres devient relative ou plus limitée.

3 – La question bulgare :

L'entrée en guerre de la Bulgarie aux côtés de l'Entente aurait une importance stratégique capitale pour la Russie. Depuis novembre 1914, les lignes de ravitaillement sont fermées par la Turquie. Obtenir l'aide de la Bulgarie, c'est rouvrir des voies de communication terrestres vers la Russie via la Roumanie qui s'est rapprochée de l'Entente.

C'est le moyen de contourner les Détroits. Les Alliés pourraient envoyer des armes, des munitions, des biens de première nécessité et ainsi casser le blocus des Empires centraux. Ensuite, la Serbie serait en sécurité sur ces flancs. Il est clair qu'avoir la Bulgarie avec soi est une question de sécurité nationale pour la Russie et la Serbie. Le problème est que si la Russie donne des compensations aux Bulgares, c'est rouvrir la question balkanique mal close en 1913. Il va s'agir de revenir sur la paix de Bucarest de 1913 et les territoires cédés à la Grèce, à la Serbie et à la Roumanie. La Russie veut recréer le bloc balkanique au détriment de la Turquie et de l'Autriche. Cependant, le Pacte de Londres a tout verrouillé à l'Ouest au profit de l'Italie, ce qui empêche tout échanges de territoires.

[334] ASMAE, DDI, s V, vol 4, n°322 p 192, n°347 p 346 du 1/07/1915, Roma

C'est le Royaume-Uni qui prend la question bulgare en compte car la *Royal Navy* est engagée dans les Détroits. L'aide de la Bulgarie serait hautement appréciée. Le Royaume-Uni promet directement à la Bulgarie de retrouver les territoires perdus au profit de la Serbie (Macédoine) et de la Roumanie (la Dobroudja). Il est clair que la Russie voit d'un mauvais oeil les troupes bulgares dans les Détroits. Londres le sait et veut prévenir l'antagonisme russo-bulgare. Le 25 avril 1915, c'est le débarquement à Gallipoli mais très rapidement, les Alliés sont bloqués et veulent l'aide bulgare. L'impatience britannique pousse les Bulgares à demander le maximum : en plus la Thrace occidentale. Le 19 mai, Londres rédige une note pour les Bulgares et demande l'accord de Paris et Petrograd.[335]

La Russie l'accepte à contrecœur car elle remet en cause sa paix de Bucarest et surtout son rôle prédominant dans les Balkans. Petrograd pose la question des compensations territoriales à la Serbie. Paris et Londres ne veulent pas s'aligner sur la politique italienne dans les Balkans. Sonnino le sait. La situation appelle à un sommet italo-serbe pour clarifier les questions territoriales. Cependant, pour Sonnino, ce serait revenir sur le Pacte de Londres. Il refuse toute manœuvre allant dans ce sens. Sa position est le traité, rien que le traité. Cucchi Bonso le prévient de l'isolement de l'Italie le 29 mai. C'est ce jour où l'Entente doit donner ses propositions à la Bulgarie : la Macédoine selon le traité de 1912, la Thrace orientale (Enez-Miolye) et le district grec de Kavala[336]. Pour le Royaume-Uni, la Bulgarie compte plus que la Roumanie. Sonnino accepte ces propositions mais avec des réserves : la Grande-Bretagne de la Macédoine à la Roumanie jette la Serbie sur l'Adriatique. Or, cette situation est insupportable à ses yeux. Sonnino veut donner « des compensations minimums » pour le prix du renoncement de la Macédoine pour la Serbie[337]. Sazonov pense qu'il était malsain pour l'Italie de se joindre aux propositions de l'Entente à Sofia car elles sont contraires à ses intérêts[338].

La diplomatie italienne à Sofia est schizophrène car elle prône ce qu'elle ne peut accepter. Il est nécessaire pourtant qu'elle soit présente. Sonnino n'a jamais porté les revendications bulgares et les Bulgares le savent. Il est obligé de se rabattre sur une politique sans ambitions pour conserver les gains de Londres tout en surmontant la guerilla russe appuyée par le Royaume-Uni en Bulgarie. Sonnino propose de donner à la Bulgarie la Thrace et Rodesto en Turquie pour éviter l'extension occidentale des Bulgares. De Girs le combat pied à pied avec des arguments puissants : aucun respect de l'intelligence des Bulgares, compensations trop faibles. Sonnino se lance dans une bataille d'arrière-garde mais le compromis italien est insuffisant. Sazonov réfute le point de vue italien et avec l'aide des Alliés négocie avec Sofia et Nis. Les débats se concluent sur le même

[335] MAER, IB, S II, vol 7, partie 2 (24 mars-23 mai 1915), n°787 p 766, Moscou
[336] MAER, IB, S II, vol 8, partie I (24 mai-1er août 1915), n°1 p 1, n°17 p 13, Moscou
[337] ASMAE, DDI , volume 4 , télégramme de Sonnino à Imperiali-Tittoni-Carlotti n°626 et 559 , 9 août 1915 , Rome, et AMAE, CPC Serbie 1914-1918 , 393 , télégramme Barrère n°638-639 , 12 août 1915 , Paris
[338] MAER, ibidem n°29 p 30-31, Moscou

résultat qu'avec la Roumanie. La Serbie doit s'étendre à l'ouest.Delcassé soutient dans cette histoire les Serbes, car il promet en échange de cet accord l'union de la Croatie à Pachitch. C'est Margerie qui transmet l'information à Boppe, ambassadeur de France à Belgrade[339]. Les Serbes ont gain de cause à Paris. La France s'oriente vers un désaccord profond avec l'Italie sur cette question. Sazonov engage les Serbes à résister aux Bulgares jusqu'à satisfaction par l'Italie des revendications serbes. Petrograd a deux cartes maîtresses dans ce jeu : les revendication bulgares et les Serbes. La pression sur l'Italie s'accroît. Sofia accepte les conditions posées le 3 août 1915. Maintenant, la Russie et la Serbie font face à l'Italie.

Face à l'éventualité de perdre la Bulgarie, la France, le Royaume-Uni et la Russie essaient de faire capituler l'Italie. Il est clair que l'Italie est traitée comme un allié de seconde classe. Les Alliés veulent une négociation entre l'Italie et la Serbie pour résoudre le conflit et les Bulgares occuperont la Macédoine en attendant comme garantie. Sonnino dénonce une manœuvre pour faire passer l'Italie comme bouc émissaire de l'échec des Dardanelles[340]. Ensuite, il évoque l'impossibilité de négocier avec la Serbie sur des territoires hongrois, puis à cause des réactions des Italiens. Sonnino refuse « une interprétation plus favorable aux Serbes des clauses londoniennes »[341] sur l'Albanie, la Slovénie, la Croatie ou Fiume. Salandra juge sévèrement les résultats de Sonnino qui n'a fait que plonger l'Italie dans le bourbier balkanique. Le refus italien de négocier avec Pašic a entraîné la fin de non recevoir de Belgrade vis-à-vis des Bulgares durant l'été 1915. Le résultat de cet entêtement italien est violent : le 5 octobre, les Bulgares envahissent la Serbie et c'est la retraite serbe à travers l'Albanie avec plus de 500 000 morts puis le miracle de l'embarquement vers Corfou. Cette incapacité à faire des compromis a certes permis de conserver plus longtemps les gains de Londres mais cette décision a considérablement affaibli la diplomatie italienne vis-à-vis des Alliés. C'est donc une victoire de la diplomatie russe. La guerilla a payé. La Russie est le véritable vainqueur du duel dans les Balkans mais à quel prix.

La Russie a réussi à faire de l'Italie une puissance de seconde zone dans les mentalités et les esprits des pays de l'Entente. Ce statut de puissance moyenne tient aux refus italiens et à la non belligérance avec l'Allemagne jusqu'en août 1916. La Russie a gagné sur ce point : l'Italie est marginalisée politiquement. Les accords Sykes-Picot en sont la conséquence logique.

Pour conclure, la Russie a mis en minorité l'Italie et réussi à l'isoler mais les Italiens ont tenu bon. Ils ont pu conserver les gains et l'équilibre stratégique de Londres mais en payant un prix très élevé : ils sont marginalisés. La guerilla diplomatique russe a été efficace mais pas suffisamment pour renverser le Pacte de Londres car Paris et Londres sont fidèles à la parole

[339] AMAE, CPC Serbie 1914-1918, 394, télégramme Boppe, 588, 16 août 1915, feuillet 13, Paris
[340] ASMAE DDI, S V, Vol 4 (25 mai-23 octobre 1915) n°510 p 309, 1/08/1915, Roma
[341] MAER, IB, S II, vol 8, partie 2 (5 août-16 octobre 1915) n°500, p 478-479, Moscou

donnée. La domination stratégique italienne est donc relative et plutôt affaiblie au vu des antagonismes italo-russe et franco-italien.

Quel est l'état des relations italo-britanniques ?

C – Les relations anglo-italiennes (1915-1917) :

Les relations interalliées s'enveniment de plus en plus entre les pilliers de l'alliance (France et Russie) et l'Italie. Le divorce franco-italien est l'affaire serbe. Avec la Russie, c'est la question roumaine qui déclenche les hostilités. Il faut étudier le dernier élément de ces relations interalliées : les relations italo-britanniques. Notre étude va aborder le triptyque classique : la politique, le militaire et l'économie.

1 – Les relations politiques :

L'éloignement géographique 2 000 kms par voie terrestre ou ferroviaire et, plus de 5 000 kms par la mer est un véritable facteur de distanciation.

Au niveau psychologique, les Britanniques ne peuvent pas se sentir proche des Italiens. La véritable proximité politique va vers la France, premier partenaire stratégique. Au niveau culturel, la culture anglo-saxonne et plutôt éloignée de sa sœur latine puisque le seul point commun est la conquête romaine et normande. Il est évident que la chrétienté rapproche mais l'anglicanisme l'en éloigne. Cependant, d'une manière assez étrange, les rapports entre Italiens et Britanniques ne sont pas conflictuels. Les intérêts stratégiques italiens ne menacent en rien ceux de la Couronne : qu'y-a-t-il de plus distant que les Balkans et Suez ? Ensuite, l'Italie n'a jamais tenté de rivaliser avec la *Royal Navy* sur mer. Avant guerre, aucune raison objective ne poussait au conflit. La guerre a plutôt rapproché les deux pays. Il faut se souvenir que Rome pour entrer et marchander avec l'Entente a choisi de le faire à Londres avec l'action d'Imperiali. Il s'intitule le Pacte de Londres comme si le Royaume-Uni était le pays garant dans lequel nous pouvons avoir confiance tandis que c'est Paris qui voulait l'alliance italienne. Rome tient en haute estime Londres. Les Britanniques, pragmatiques et flegmatiques, y voient une déconfiture du bloc allemand et soutiennent Paris. En ce début 1915, les rapports anglo-italiens sont assez détendus et plutôt cordiaux. Ce constat tranche avec la guerilla russe et la montée des tensions prévisibles avec la France de 1915 à 1917.

Les relations avec le Royaume-Uni sont d'autant plus à soigner par Rome que Londres est le tiroir-caisse indispensable. La première remarque du lieutenant-colonel Greppi dans son rapport

sur la situation du Royaume-Uni concerne les finances. Il est intéressant de souligner que l'attaché militaire italien évoque la répartition du porte-feuille de titres du Royaume-Uni. Greppi glorifie le choix britannique d'avoir des titres étrangers, notamment américains, qui ont une grosse valeur financière. Londres est en 1914 la première place boursière mondiale et accueille environ 50 % des encours du trésor américain et des dettes des Etats-Unis. Ensuitre, il loue le Royaume-Uni de disposer des matières premières nécessaires pour la production du matériel de guerre. Il constate le choix britannique de payer la guerre par l'impôt et des emprunts de guerre avec des taux d'intérêt élevés. Ces emprunts paient en partie les dépenses de guerre alliées. Cette situation avec la loi sur la conscription de la *Royal Army* cripse les électeurs contre Asquith et son cabinet[342]. Il est évident que les Dardanelles n'arrangent rien. Greppi signale que le pacifisme recule puisque Muthyr (Galles), forteresse des pacifistes, est tombée aux élections de *Mid-Term* avec l'arrivée à la chambre des Communes du conservateur-libéral Stanton qui veut la victoire et la libération des territoires occidentaux occupés.

La conscription met le cabinet dans une situation politique délicate. L'erreur politique est de l'avoir décrété par l'expédient Derby sans débats, ni consultations. Les 80 000 hommes de la conscription 1915 ne comblent que les pertes issues des blessés. Les Italiens s'intéressent à la situation générale politique du Royaume-Uni, seul allié non hostile, pour assurer que les bonnes relations anglo-italiennes continuent. La M. M. I nous parle de la création d'un nouveau parti : le *National Party* rassemblant les conservateurs et les libéraux pro-conscription avec à leur tête Lord Carson. Leur projet est une union politique avec les dominions, douanière avec les Alliés doublée d'une unification de la politique étrangère. Ils évoquent aussi des réformes sociales internes. Le débat politique britannique est vif au point que Asquith a du mal à faire passer son budget 1916. Greppi ne montre aucune inquiétude dans son analyse pour l'avenir anglo-italien. Imperiali, lui, s'inquiète de cette polémique car il pense qu'elle nuit à l'effort de guerre par une baisse du moral des ouvriers et mineurs britanniques. Ce mauvais moral anglais pourrait éventuellement peser sur les Alliés par une baisse des exportations anglaises[343].

Imperiali étudie la stabilité britannique et des bonnes dispositions du pays vis-à-vis de Rome. Il est clair qu'avec l'affaire serbe une partie de l'alliance s'est retournée contre l'Italie : la France, la Russie et la Serbie. Pour faire contre-poids, Rome a besoin de Londres. Imperiali continue son étude en évoquant les facteurs positifs de la puissance britannique : une production de matériels de guerre supérieure aux prévisions, une solidité financière. Il évoque le fait que c'est la première guerre terreste majeure depuis 1815 pour le Royaume-Uni. Il faut du temps à la première puissance mondiale pour pleinement rentrer dans la bataille, mais qu'avec son concours les Alliés vaincront. Ce constat explique son impréparation militaire relative en ce début de conflit par rapport

[342] U. S. S. M. E, G29, 68, rapport de la M. M. I à Londres auprès du cabinet du 16 au 31 décembre 1915, Rome
[343] U. S. S. M. E, G29, 68, télégramme du 31 décembre 1915 au cabinet d'Imperiali, Rome

aux puissances continentales. Cependant, son action s'avère de plus en plus efficace avec ses 60 D.I opérationnelles soit 1,5 millions de combattants, notamment en France où la *British Royal Army* tient le front du Pas-de-Calais jusqu'en Champagne au lieu du ridicule B. E. F de 1914. Impériali se dit aussi que seule la puissance navale britannique empêche l'Italie de mourir de faim par ses transports sécurisés de grains par la *Royal Navy*.

Pour Imperiali, la situation est claire : le Royaume-Uni est l'allié amical dont Rome a besoin. Il évoque enfin la cordialité populaire italienne vis-à-vis de cette puissance. Rome parie sur Londres pour maintenir l'équilibre stratégique favorable à l'Italie car les Italiens sentent la situation leur échapper. Il s'agit d'évoquer les relations économiques entre l'Italie et le Royaume-Uni.

2 – Les relations économiques anglo-italiennes :

Il est évident que les relations économiques anglo-italiennes couvrent deux domaines : le secteur industriel et les échanges commerciaux, les questions financières et monétaires. Nous aborderons uniquement les questions commerciales et industrielles.

Dès le déclenchement des hostilités, les Italiens s'adressent à Londres pour trouver les matériels de guerre manquants. La M. M. I à Londres a pour mission d'appuyer cette logique militaro-industrielle. Le C. S lui donne donc l'autorisation de négocier des contrats industriels avec des firmes britanniques. C'est ainsi que le 23 juin 1915, le C. S donne son accord pour signer le contrat avec la firme *Mac Nab* pour l'achat de 5 tonnes de zinc, initialement vendu à l'Allemagne sur le navire allemand *Spitza* saisi, au prix de 105 lires par tonne[344]. Greppi transmet une proposition de contrat en ce début de juin 1915 pour un modèle d'avion : le *Wireless World* n°21 et 22 avec sa documentation technique vendu sous licence. Greppi note aussi l'arrivée pour les autres alliés de missions commerciales nationales achetant en monopole les produits nécessaires. Cette stratégie commerciale offre une puissance sur les prix pour obtenir des montants plus acceptables. C'est le cas du monopsone : un seul demandeur sur le marché, ce qui donne le pouvoir de fixer les prix. C'est la fin de la concurrence pure et parfaite sur le marché britannique. De plus, ces missions s'entendent pour ne pas se gêner. C'est un cartel de demandeurs dont l'Italie est exclue. Greppi demande au C. S de faire de même[345]. Identiquement, en ce 3 juin 1915, il collecte une pléthore de demandes de service au profit de l'armée italienne : sanitaires, hospitaliers, infirmiers. Sur le marché britannique, les Italiens sont en infériorité stratégique face aux Alliés. De nombreux

[344] U. S. S. M. E, G29, 68, télégramme du ministre Martini n°31 976 adressé à la M. M. I à Londres via le bureau des affaires coloniales le 23 juin 1915, Rome

[345] U. S. S. M. E, G29, 68, télégramme de Greppi n°1 658 au C. s du 3 juin 1915 via le bureau des affaires coloniales, Rome

marchés passent sous leur nez. L'Italie réagit seulement le 26 décembre 1915 en autorisant Greppi à acheter directement les marchandises nécessaires sans l'aval du ministère du Trésor. Le Trésor italien a reçu l'ordre de lui donner signature sur le compte de la *BDI* auprès de la banque centrale britannique[346]. Au niveau commercial, les Italiens s'appuient sur Londres pour s'équiper dans les domaines militaires déficients d'équipements modernes et pour acquérir des matières premières : charbon, fer…

Nous allons traiter des questions navales à des fins économiques. Il est nécessaire de s'intéresser aux questions de transport maritime car l'Italie voit son économie mise sous perfusion navale alliée. En effet, avec la guerre sous-marine, le nombre de navires qu'une nation possède, devient aussi stratégique que les industries d'armement. La plus grande flotte de navires de commerce est britannique, d'où la question du tonnage dans cette guerre. L'Italie a besoin du tonnage britannique pour exporter et importer les marchandises dont elle a besoin : charbon, fer, céréles, aluminium, acier… Greppi s'intéresse à cette question et fait des rapports à Rome pour essayer de voir plus clair. Pour le Royaume-Uni, la question essentielle est de renouveller assez vite la flotte commerciale pour contre-balancer les effets de la guerre sous-marine allemande et de développer des navires de guerre pour la stopper. Il est évident que les opérations amphibies en Grèce et aux Dardanelles ont compliqué l'équation. De plus, la *Royal Navy* doit assurer le transport des blessés et des troupes fraîches de France vers l'Empire ou inversement. La guerre contre les mines devient aussi critique. Les Britanniques disposent de 4 000 navires dont un tiers est absorbé par ces différentes tâches. De plus, pour échapper aux sous-marins, les navires changent à chaque fois de routes d'où une perte de délais. Certains navires sont bloqués en Russie avec l'hiver à Mourmansk et Arkangelsk. Les Allemands ont coulé 300 navires. Ces pertes ont été compensées par les navires allemands capturés en 1914. Le dernier problème est l'explosion des primes d'assurances pour le transport maritime.

Cette situation renchérit les prix des produits de première nécessité dont l'alimentation qui provient aux quatre-cinquième des provinces de l'Empire. Le gouvernement britannique est assez inquiet. Le quintal de blé a augmenté de 8 schilling-or en une année, la viande d'1 £ à la tonne[347]. D'après le *Board of Trade*, les importations ont baissé de 14 millions de tonneaux sur onze mois en 1915 et les exportations de 26 millions (sans le matériel de guerre). En valeur, le déficit commercial britannique s'accroît : les exportations ont reculé de 140 000 000 £ et les importations de 85 000 000 £, soit une perte de 5 000 000 000 £ sans calculer la valeur des produits coulés par les Allemands (environ 200 000 000 £). Les flottes de commerce neutres ne suffisent pas à combler les pertes. La guerre sous-marine a coûté en 1915 10 milliards £. Lloyd George, chancelier de

[346] U. S. S. M. E, G29, 68, télégramme du C. S via le bureau colonial pour Greppi n°3 070 du 26/12/1915, Rome et note n°64 490 du 18/12/1915 du C. S

[347] U. S. S. M. E, G29, 69, rapport de la M. M. I à Londres sur le transport maritime et le commerce britannique n°28 au C. S du 23 janvier 1916, Rome

l'échiquier, a vu et constaté le danger. Cependant, le Royaume-Uni reste le maître des océans si les Alliés reçoivent les armes nécessaires.

Il est nécessaire de mobiliser la *Royal Navy* pour protéger les navires de commerce soit 350 000 hommes (10% de la population). Derby paie bien les militaires, ce qui maintient le niveau de vie de la population. Le gouvernement britannique oblige à mieux ranger les navires pour embarquer au maximum des possibilités tous les produits possibles, ce qui économise des navires. Avec l'Italie, le Royaume-Uni décide d'assurer le transport des céréales et du charbon seulement en réduisant le prix à payer pour les Italiens mais diminuant leurs exportations et accroissant le déficit commercial. Ce qui est gagné d'un côté est perdu de l'autre. La dépendance maritime et financière italienne se creuse à l'égard de Londres. Au vu de ces éléments, Greppi condamne la campagne de presse anti-britannique des journaux italiens. Pour lui, ce genre d'attitude créé un fossé entre les Alliés qui profite à l'ennemi.

Nous venons de voir que les relations économiques anglo-italiennes mettent en exergue une faille dans la carapace de Rome. L'Italie est dépendante du Royaume-Uni au niveau commercial et maritime. Les fondamentaux du retournement stratégique de 1917 sont d'ores et déjà présents de 1915 à décembre 1916. Nous allons étudier les relations militaires anglo-italiennes.

3 – Les relations militaires :

Les relations militaires anglo-italiennes de 1915 à Caporetto sont assez réduites pour des raisons géographiques. L'armée britannique combat en France, en Palestine, en Irak, en Grèce tandis que l'*Esercito* fait la guerre dans les Alpes, les Balkans et en Libye. L'Italie n'est pas présente sur les enjeux stratégiques britanniques. Le seul point de contact est la frontière entre la Libye et l'Egypte.

Il faut se souvenir que les Senoussis ont écrasé les Italiens qui ont dû se réfugier en Tunisie française. Ce sont les troupes de l'Armée d'Afrique qui négocient l'arrêt des combats avec les Senoussis. La Libye est virtuellement indépendante. La M. M. I à Londres est en contact avec l'Etat-Major Impérial dès 1916 à ce sujet. Les Italiens ne comprennent pas pourquoi les troupes britanniques en Egypte occidentale se disloquent et rentrent au Caire sans avoir combattu les Senoussis[348]. La raison est simple : les Alliés ont négocié avec les Senoussis pour une neutralité bienvaillante[349].

[348] U. S. S. M. E, G29, 69, télégramme n°706 de la M. M. I du 30 mars 1916 annonçant la dislocation des Troupes Britanniques en Egypte Occidentale au bureau des Affaires Coloniales et au C. S, Rome

[349] voir, partie 1, chapitre 3, la question Libyenne

Par la suite, Britanniques et Italiens échangent des informations sur leurs contingents respectifs en Afrique du Nord. Les troupes italiennes en Libye sont de 27 000 hommes, 30 canons de campagne et 80 de tranchées. En Erythrée, nous avons 8 000 soldats avec 20 canons de campagne. En Somalie, les Italiens ont 3 000 hommes et 20 canons. Le télégramme a pour objectif d'informer le général Radcliffe, gouverneur général au Caire, sur le dispositif italien en 1916[350]. La M. M. B auprès du C. S rend la même politesse le 24 avril 1916. Les Britanniques peuvent déployer contre les Senoussis une D. I, une compagnie de méharistes, trois batteries de véhicules légers dotés de pièces de petit calibre, une section d'artillerie avec deux canons de 105 mm, une escadrille, une compagnie du génie, soit 11 600 hommes. Au Soudan, les Britanniques ont 16 600 hommes. En Afrique Orientale, c'est 45 450 soldats et en Rhodésie 3 444.

L'autre question abordée par les deux pays est le service militaire des Italiens au Royaume-Uni depuis 1913. Selon la loi britannique, ils doivent servir dans la *Royal Navy*. Greppi a négocié pour récupérer une partie de ses hommes pour les envoyer sur les Alpes Juliennes[351]. Le *War Office* a accepté sous peine de départ immédiat en Italie pour l'incorporation. C'est le cas du soldat Pacitti qui perd la nationalité britannique en cas de départ pour l'*Esercito* par exemple. C'est une question complexe[352].

De manière claire, les relations militaires anglo-italiennes ont été assez réduites à des questions anecdotiques : la Libye et le sort des Britanniques de famille italienne.

Globalement, l'Italie a de bonnes relations avec le Royaume-Uni car elle n'a aucun conflit stratégique avec ce pays. Cependant, sa dépendance économique est clairement établie, ce qui peut se retourner contre elle à tout moment. Au niveau militaire, les relations sont faibles. Le Royaume-Uni est un pays-clé pour l'équilibre stratégique de 1915 d'où le soin italien envers la Couronne Britannique. Nous avons mené une étude à l'intérieure de l'alliance. Il va être très intéressant de voir la vision allemande et autrichienne de l'Entente, de l'Italie en particulier.

[350] U. S. S. M. E, G29, 69, télégramme n°690 du 10 avril 1916 du ministère des Colonies à l'E. M Impérial, Rome
[351] U. S. S. M. E, G29, 69, télégramme n°1 827 du 22/09/1916 de la M. M. I au C. S sur le service militaire des Italiens nés au Royaume-Uni, Rome
[352] U .S.S. M. E, G29, lettre du lieutenant colonel J. Seymoux Lloyd à la M. M. I du 11 septembre 1916, Rome

D - La vision allemande des relations entre l'Italie et les Alliés en 1915-1916 :

Nous allons étudier le pont de vue allemand sur les relations interalliées. Il est clair que les Allemands ont globalement un avis négatif sur l'Italie au niveau de ses capacités économiques et militaires. De plus, la trahison de 1915 avec le retournement d'alliance de l'Italie alimente cet aspect, par l'image d'un pays sans parole. Pour eux, l'Italie est Judas. Le trait le plus intéressant est qu'ils ont un avis plus objectif que les protagonistes sur les relations interalliées en 1915-1916. Nous allons voir tout d'abord les relations italo-françaises, puis italo-britanniques.

1 – L'affrontement franco-italien :

Les Allemands obtiennent des informations sur l'Italie et ses relations avec les Alliés par le canal Giolitti. En effet, de nombreux parlementaires, journalistes, entrepreneurs sont giolittiens, contre la guerre et germanophiles. Les services allemands ont de bonnes sources. Ils en profitent pour laisser transpirer des informations ou des déclarations avec une intention de propagande contre les Alliés eux-mêmes.

Les journaux allemands et autrichiens vont devenir les relais de cette action. A partir de ces articles, les services secrets alliés font des synthèses intéressantes sur les perceptions extérieures des relations interalliées. Pour la presse allemande, les relations franco-italiennes sont fondées sur l'affrontement puisque stratégiquement leurs intérêts s'opposent. En effet, avec l'accord de 1912 entre la France et le Royaume-Uni, toute la flotte française et concentrée en Méditerranée. Ce qui fait de cette mer un lac français. Les Italiens pensent la Méditerranée comme la *Mare Nostrum* en vertu de la tradition romaine. L'Italie se sent en infériorité stratégique face au danger naval français d'autant plus que la flotte italienne fait la moitié de sa consoeur latine. De plus, Italiens et Français sont rivaux dans les Balkans[353]. En effet, la Serbie est protégée par la France tandis que l'Italie a des vues sur l'Albanie. La France apparaît comme le défenseur des peuples slaves face à une Italie hégémonique en Adriatique.

Les députés giolittiens ont conscience des intérêts de leur pays face à la France. Le 18 août 1915, la *Kölnische Zeitung* publie un article reprenant les déclarations du député Cotti[354]. Cotti

[353] Frédéric Le Moal, *La France et l'Italie dans les Balkans 1914-1919*, thèse de doctorat à Paris Sorbonne, Paris, 2006, p 135-143

[354] SHD, 7N1023, archives du 2ème bureau-recherche de renseignement et d'étude de la presse étrangère, section austro-allemande, article *L'Italie et la France*, extrait du *Kreuzzeitung* et publié le 18 août 1915 par le *Kölnische Zeitung*, pièce n°11 032 destiné au GQG,Vincennes

dénonce les tentatives françaises et britanniques de faire monter des troupes italiennes en France, en particulier sur les Vosges ou les Flandres. Il soutient l'action de Salandra pour conserver l'*Esercito* sur l'Isonzo. Il rajoute que la France et le véritable adversaire stratégique car « *la France par son alliance avec l'Angleterre a renoncé à ses droits sur l'Atlantique et s'est tournée davantage encore vers la Méditerranée et nous ne savons pas ce qu'il en résultera…* ». Cotti pense que la présence française concentrée en Méditerranée est une menace majeure pour l'Italie. Derrière il suggère que l'Allemagne n'est pas l'ennemie de l'Italie et qu'il fallait maintenir le *Parecchio*[355]. La France est vue comme un pays impérialiste. Il affirme enfin que « *L'Italie n'a aucun intérêt à ce qu'une puissance quelquonque se renforce dans la Méditerranée* ». Les Allemands nous donnent une vision réaliste de l'opposition franco-italienne en particulier sur la question méditerranéenne.

Ce point de vue confirme la sensation d'hostilité entre les deux pays malgré l'alliance. Le plus intéressant est que les services secrets français le savent et transmettent au G. Q. G. ce qui donne un autre relief à la politique de Briand vis-à-vis de l'Italie.

Nous avons très peu de synthèses sur les relations franco-italiennes, environ une par an, du fait de la destruction d'une partie des archives en 1940. Nous allons maintenant étudier les relations italo-britanniques.

2 – L'Italie soumise au Royaume-Uni :

Les Allemands étudient les relations italo-britanniques autour de deux questions : les Dardanelles et l'entrée en guerre contre la Turquie. Il est évident que les Allemands reprennent le thème de la trahison, argument de propagande anti-italien par excellence et imparable.

Dans un article du 15 août 1915 du *Neues Wiener Journal*, les Autrichiens parlent de l'Italie comme d'un pays qui rompt des traités sans raisons objectives. L'Italie est la félonie incarnée : « *Telle est la malédiction du crime, qu'il faut engendrer toujours de nouveaux crimes* » par cette entrée en guerre contre la Turquie. Les Autrichiens associent l'Italie au péché. Pour eux, c'est la guerre de trop suite à leurs échecs sanglants contre l'Autriche-Hongrie et en Libye face aux Senoussis. L'Italie veut être une grande puissance à tout prix. Le pays a même « *cédé provisoirement à l'Angleterre sa propre souveraineté* »[356]. Les Allemands évoquent l'idée que l'Italie est traitée comme une puissance de seconde zone : « *un des peuples de couleur vivant dans les colonies du roi Georges »*. La critique allemande du choix italien de mai 1915 est acide puisque les Allemands la relèguent au rang de peuple colonisé, vu comme « inférieur » selon eux.

Ensuite, ils dénoncent l'intervention éventuelle dans les Dardanelles car elle rajoute des

[355] Doctrine du *Parrechio* : diplomatie de Giolitti dont l'objectif est d'obtenir par la négociation avec les puissances centrales le Trentin et la Vénétie au lieu de la guerre.

[356] SHD, 7N1023, 2ème bureau EMA – SCR et BEPE, section austro-allemande, article *L'Italie sujette de l'Angleterre* publié par le *Neue Wiener Journal* le 15 août 1915, n°10751 destiné au GQG, Vincennes

difficultés à l'armée italienne. Les Allemands voient cette armée comme incapable et qui a besoin de tous ses hommes disponibles pour combattre les Autrichiens plus fort qu'eux. Au vu des pertes énormes des Alliés à Gallipoli au sein de l'A. N. Z. A. C à Ari Buruh, 10 000 hommes morts ou blessés, les Britanniques veulent envoyer les Italiens en renfort. Les Italiens ne veulent pas. Pour les Alliés, c'est urgent. Cependant les Allemands ricanent de l'envoi de d'Annunzio pour mobiliser les Italiens contre les Turcs. Cet envoi étant impossible, les Britanniques auraient expliqué aux Italiens qu'ils n'ont pas le choix. Les Allemands se moquent du retour de D'Annunzio en 1915 de France vers l'Italie, comme étant l'instrument français du retournement italien. C'est ce que rapporterait le *Manchester Guardian* des propos de Lloyd George qui condamne l'Italie pour son inaction vis-à-vis de la cause alliée. De plus, elle échoue face aux Autrichiens. Pour les Allemands, cette volonté de s'imposer aux Italiens est dû aux échecs répétés sur tous les fronts dans cette année 1915. Les Allemands voient dans les pays balkaniques le camp du refus de tout céder à l'Entente : la Serbie refuse de rendre les fruits de 1912 ; la Bulgarie reste neutre ; la Grèce fait face ; alors que l'Italie ne résiste pas. Pour eux, l'Italie est « *l'esclave, la sujette de l'Entente* » et « *son rôle est d'obéir* »[357]. La conclusion des Allemands est radicale du fait probablement de la trahison de 1915.

Selon la presse autrichienne, la guerre contre la Turquie des Italiens est dûe à des motifs inavouables. Tout d'abord, l'Italie veut rétablir son autorité en Libye dont une bande de bédouins l'a chassée en 1914. Ensuite, il s'agit de lancer une campagne de propagande italienne vers les Alliés de soutien à leur cause. Enfin, cette déclaration de guerre a été la contrepartie ordonnée par Londres pour avoir une aide financière[358]. Dans cet article du 22 août 1915 de la *Vossiche Zeitung*, non seulement les Autrichiens développent les idées précédentes mais les expliquent par la volonté de rupture de Sonnino et les échecs de Cadorna. Pourtant l'Italie fait tout ce qu'elle peut pour ne pas à avoir obéir par sa grande politique balkanique pour rallier la Bulgarie à l'Entente avec le voyage de Ghenadiem, ministre des affaires étrangères bulgare, à Rome. Rien n'y fait et l'Italie n'a plus qu'à obéir à Londres. Les Autrichiens sont alignés sur l'idée allemande d'une domination britannique sur l'Italie.

Durant l'année 1916, la presse allemande continue de dénoncer cette situation. Le 22 août 1916, la *Frankfurter Zeitung* critique l'or britannique versé en échange du sang italien. Pour ce journal, l'entrée en guerre de l'Italie contre la Turquie est une décision prise pour conserver le soutien de Londres. Le 23 août 1916, selon des sources suisses, le journal annonce que l'Italie négocie une avance financière avec l'Angleterre et doit émettre un emprunt forçée pour payer ses dettes[359]. L'Italie est sous perfusion financière et doit payer l'impôt du sang selon les Allemands.

---

[357] Ibidem

[358] SHD, 7N1023, 2ème bureau EMA – SCR et BEPE, section austro-allemande, article du 22 août 1915 de la *Vossiche Zeitung*, n°11498, Vincennes

[359] SHD, 7N1023, 2ème bureau – SCR et BEPE, section austro-allemande, articles du 22 et 23 août 1916 du *Frankfunter Zeitung*, n°11595 et 11754, Vincennes

MINISTÈRE DE LA GUERRE
BUREAU
de recherche de renseignements et d'étude de
PRESSE ETRANGÈRE

DESTINATION : 898

11032

P R E S S E AUSTRO ALLEMANDE .

" Kölnische Zeitung " 18 aout 1915

L'ITALIE ET LA FRANCE .-

(Extrait de la "Kreuzzeitung)

Déclarations du député italien Cotti à une personnalité de Lugano :

" Notre Gouvernement a été invité au début de la guerre à envoyer des troupes dans les Vosges et en Flandre pour amener une décision en faveur des Français. Salandra s'est vu obligé de donner des assurances formelles car notre campagne ne doit servir que les intérêts italiens. L'Angleterre nous a sommés aussi d'envoyer des troupes en France Nous n'avons pas répondu à ses désirs parce que ni l'Angleterre ni la France ne pouvaient nous donner les garanties nécessaires, et que nous devions tenir compte de la situation politique. La France par son alliance avec l'Angleterre a renoncé à ses droits sur l'Atlantique et s'est tournée davantage encore vers la Méditerranée, et nous ne savons pas ce qu'il en résultera pour nos relations avec cette puissance. Le seul fait que la France avait concentré toute sa flotte dans la Méditerranée nous obligeait à une extrême prudence dans une action entreprise à ses côtés. L'Italie ne sait donc pas où elle irait en soutenant des intérêts qui ne sont pas les siens. L'ITALIE N'A AUCUN INTERET A CE QU'UNEPUISSANCE QUELCONQUE SE RENFORCE DANS LA MEDITERRANEE. Il serait donc fou de compter qu'une autre puissance puissetravailler à nos intérêts. C'est à qui arrivera le premier .

Document 2 : rapport du deuxième bureau de l'Etat-Major des Armées S. C. R-B. E. P. E 1915-1917

7N122, 7N123, Service Historique de la Défense, Vincennes

MINISTÈRE DE LA GUERRE
BUREAU CENTRAL
de recherche de renseignements et d'étude de
PRESSE ETRANGÈRE

Destination G. Q. G.

10578

PRESSE AUSTRO-ALLEMANDE -

Frankfurter Zeitung du I6 Août I9I5.

-:-:-:-:-:-

L'ITALIE EN MACEDOINE.

" D'après une dépêche de Sofia au "Az Est" , on a appelé encore en Italie plusieurs classes de réserve. Cette mesure est, paraît-il, en rapport avec l'intention qu'ont les Italiens d'occuper la ligne de Salonique à Géogoli et, à l'occasion, d'autres territoires macédoniens. Ces nouvelles ont provoqué une grande émotion chez les Bulgares, qui revendiquent précisément ces territoires."

menaces et en Grèce la politique de chantage des diplomates alliés a soulevé une tempête d'indignation. Jusqu'ici c'était Cavalla seulement avec son arrière pays que l'Entente, généreuse comme toujours quand il s'agit du bien d'autrui, voulait donner à la Bulgarie; aujourd'hui elle va encore plus loin dans son hostilité ouverte et décidée contre la Grèce. Elle veut un port sur le continent comme base de son action aux Dardanelles, et ce port serait Salonique, tout simplement. Cet énorme gain, acquis sans frais, ne restera, il est vrai, affirme-t-on que pendant la guerre aux mains de l'Entente; mais il est clair qu'on ne rend pas une possession aussi savoureuse, quand on y a une fois goûté. L'action aux Dardanelles une fois terminée, l'Angleterre reconnaitra les avantages de Salonique pour un port de commerce de grand style et la Grèce sera frustrée du fruit de ses succès militaires et diplomatiques, qui garantissait à la nation entière un grand avenir.

La Grèce, la Serbie et la Bulgarie savent résister à l'avide politique de chantage de l'Angleterre. Mais ce que peuvent ces Etats, qui sont loin de prétendre comme l'Italie à une situation de grande puissance, l'Italie n'en est plus capable. Elle s'est vendue. Elle s'est faite elle même l'esclave, la sujette de l'Entente. Son rôle est d'obéir.

Les pertes totales des Alliés, - en morts et blessés seulement, - sont évaluées dès maintenant à dix mille hommes au moins, et chaque jour leur apporte de nouvelles de graves défaites . Dans la seule journée d'hier, on a annoncé le complet anéantissement des troupes australiennes et irlandaises et à Ari Buruh, d'après le dernier rapport sur les terribles combats de Gallipoli , un bataillon anglais a du reculer de 300 yards . Faire des miracles, les accomplir en un lieu où ils furent vainement tentés par d'autres, l'Italie n'en éprouve aucune envie. Mais l'Angleterre et l'Entente, dont la flûte avait autrefois des accents si caressants, ont pris dans l'infortune un ton brutal . Il n'est plus question maintenant d'envoyer en Italie un barde national pour enflammer l'enthousiasme contre la Turquie. Froidement, prosaïquement , on explique à ses dirigeants la situation et l'engagement qu'ils ont pris. Le " Manchester Guardian " qui, jusqu'à ces derniers temps tout au moins , exprimait les opinions de Lloyd George , le dit sans ambages; l'Italie n'a encore rien fait . Son action contre l'Autriche n'a été , trois mois durant, qu'une suite d'échecs . Par quoi veut elle mériter l'honneur de combattre pour l'Angleterre si elle ne vient pas à la rescousse aux Dardanelles ?

La toute dernière tactique de l'Entente montre dans ce cas et dans tous les autres, où elle se démène avec tant de zèle, qu'elle commence à devenir nerveuse. Mauvais symptôme ! On ne peut certes contester que son anxiété soit légitime. Le rouleau à vapeur des Russes déploie une aptitude imprévue à marcher à reculons , la Turquie tient tête victorieusement à toutes les attaques des Alliés, dans les Flandres toutes les offensives ont échoué, l'intervention de l'Italie n'a pas ralenti l'action des puissances centrales. Ajoutez à tout cela l'échec complet dans les Balkans , échec caractéristique de la faveur dont y jouissent maintenant les actions de l'Entente. La Serbie refuse nettement de sacrifier, sur l'ordre de l'Angleterre, les fruits de la deuxième guerre balkanique. La Bulgarie reste neutre en dépit de toute les

DESTINATION : GQG

PRESSE AUSTRO ALLEMANDE.

MINISTÈRE DE LA GUERRE
BUREAU
de recherche de renseignements et d'étude de
PRESSE ÉTRANGÈRE

10751

Neues Wiener Journal, I5 Aout I9I5

L'Italie sujette de l'Angleterre

L'Italie va donc, selon toute apparence, déclarer la guerre à la Turquie. L'ambassadeur du roi Victor Emmanuel , le marquis Garroni, se prépare à quitter Constantinople avec tous les fonctionnaires des consulats qui, de toutes les provinces de la Turquie, sont accourus vers la capitale. Le traité qui fut conclu entre les deux puissances après l'aventure de Lybie sera déchiré, et ce ne sera qu'une convention de plus rompue sans motif par l'Italie. Cependant l'Italie a, cette fois, le droit de réclamer une une atténuation du jugement que l'Histoire un jour portera , avec une terrible sévérité, sur ses félonies ininterrompues. " Telle est la malédiction du crime, qu'il lui faut engendrer toujours de nouveaux crimes ". L'Italie se débat dans le filet de ses péchés, sans pouvoir en sortir , malgré qu'elle en ait . C'est en effet sans aucun enthousiasme , semble-t-il , qu'elle entreprend cette nouvelle guerre avec la Turquie. Elle a pour le moment assez à faire avec sa pénible lutte contre l'Autriche-Hongrie et sa retraite de Lybie. De plus elle a l'impression nette que, dans le seul but de relever sa position de grande puissance, elle a cédé provisoirement à l'Angleterre sa propre souveraineté, et qu'on la traite à peu près de la même manière que l'un quelconque des peuples de couleur vivant dans les colonies du roi Georges .

Il lui faut alors maintenant combattre aux Dardanelles, alors qu'en vérité elle aurait grand besoin de tous ses soldats et de toutes ses munitions sur le front carinthien et sur l'Isonzo. Il

Bureau de recherche de renseignements
et d'étude de presse étrangère

812

PRESSE AUTRICHIENNE.

Extrait de la "NEUE FREIE PRESSE" du I4 juillet.

CADORNA CONTRE LA PARTICIPATION DE L'ITALIE AUX DARDANELLES.

Cadorna s'oppose absolument à toute participation de l'Italie à l'expédition des Dardanelles. Salandra, malgré tous ses arguments, n'a pas réussi à vaincre la résistance du chef d'Etat-Major, pas plus dit-on que celle du Roi. Cadorna aurait menacé de démissionner sur le champ. L'Italien d'après lui, ne saurait songer aujourd'hui à entrer en guerre avec la Turquie, car les choses prennent une mauvaise tournure en Lybie. Aujourd'hui même des troupes que l'on tenait prêtes pour un débarquement en Dalmatie et en Albanie, ont dû être envoyées contre les Senoussi

Les états balkaniques continuent d'exciter la plus grande méfiance. On essaie de persuader l'Italie que l'offensive monténégrine en Albanie est dénuée de toute importance. On essaie de consoler la presse italienne en prétendant qu'en définitive toutes les difficultés seront aplanies lors de la conférence de la paix.

Nous pouvons conclure que les Allemands voient dans la France l'ennemi stratégique de l'Italie et le Royaume-Uni le tuteur du pays. Ils donnent un éclairage intéressant des relations interalliées de 1915 à fin 1916 : les Alliés dominent l'Italie. La vision allemande est un peu différente de la réalité stratégique mais elle voit juste pour l'avenir.

Nous avons découvert que le conflit politique, diplomatique s'est accru entre les Alliés et l'Italie. Le *casus belli* pour la France a été l'affaire serbe bien que les fondamentaux étaient déjà présents. La guerilla permanente de la Russie a clairement montré son antagonisme impérial avec l'Italie dans les Balkans. Le Royaume-Uni a mis en place une stratégie de *soft power* pour influencer les Italiens par leur dépendance navale et économique, elle reste fidèle à la pensée stratégique de Mac Millan de l'hinterland contre les puissances maritimes. Les résultats sont mitigés malgré la cordialité des rapports anglo-italiens. L'équilibre stratégique se fragilise grandement sans être anéanti. L'Italie a plutôt gagné cette manche par l'absence de défaite mais des fragilités sont apparues au grand jour.

Nous allons maintenant voir comment le développement de l'économie italienne durant la guerre a renforcé ou maintenu l'équilibre de 1915.

IV – Le développement rapide de l'économie italienne renforce l'équilibre stratégique en faveur de l'Italie (1914-1917) :

Au fil de notre étude, nous avons établi globalement que le rapport de force initial entre les Alliés et l'Italie était plutôt en la faveur de cette dernière. Grâce à un marchandage diplomatique favorable et à une action militaire puissante, l'Italie a maintenu sa position. Cependant, nous venons de voir que les rivalités entre l'Entente et l'Italie demeurent et se développent de 1915 à 1917. Il reste un facteur essentiel qui explique le maintien italien qui n'a pas encore été abordé : le développement économique de l'Italie grâce à la guerre. Cette révolution économique va garantir pendant plus de deux ans l'équilibre stratégique car l'argent est « le nerf de la guerre »[360].

Nous allons étudier l'économie italienne sous deux angles différents. Tout d'abord, notre étude va porter sur la politique financière adaptée de 1914 à 1917 de l'Italie mais ô combien risquée. Puis, nous allons voir comment l'économie de guerre à donner naissance à une puissante industrie italienne.

[360] Sun Tzu, « L'Art de la Guerre », 2005, Paris, p. 6

A – Une politique financière adaptée mais risquée de 1914 à 1917 :

1 - Une politique financière audacieuse et adaptée :

Cette politique financière italienne est véritablement un choix politique audacieux pour l'époque mais il comporte aussi d'énormes dangers.

Nous allons étudier ce choix, et ses conséquences.

a – Les causes de cette politique financière :

Salandra fait le choix de l'entrée en guerre aux côtés de l'Entente plutôt qu'avec les Empires centraux. Ce choix politique est motivé comme nous l'avons vu précédemment par diverses raisons stratégiques.

Cette décision est très rationnelle mais assez obscure au vu des intérêts italiens pour la grande majorité des Italiens. Salandra n'a pas communiqué sur ce sujet en dehors de ses entretiens avec le Roi, Giolitti et certains parlementaires. De plus, il avait fait le pari d'une guerre courte, peu coûteuse en ressources économiques et humaines. Si le gouvernement avait anticipé une guerre longue et coûteuse, la logique aurait voulu que le financement de cette guerre se fasse par une augmentation forte des impôts. Une politique financière fondée sur l'impôt aurait plusieurs conséquences graves. Tout d'abord, les classes moyennes et ouvrières verraient fondre leur pouvoir d'achat au minimum vital : se loger et se nourrir. Or, leurs salaires sont indexés sur la loi d'airain des salaires. Ils sont payés au niveau juste nécessaire pour permettre le renouvellement de la force de travail. Le gouvernement récupérait à terme une somme assez faible. Les hautes classes verraient aussi leur consommation très réduite, ce qui va nuire à l'économie italienne. En 1914, l'économie italienne est en récession d'où des complications visibles. Le poids financier de la guerre par l'impôt peut être supporté en appelant au patriotisme et en faisant valoir les gains territoriaux de la victoire. Pour réussir, il faut évoquer les sacrifices nécessaires mais avec une majorité d'Italiens peu enclins à cette guerre, c'est une gageure. Cette vision s'oppose aux vœux des Italiens : sécurité et niveau de vie plus élevé[361].

Face à cette situation politique complexe, le gouvernement italien s'est orienté vers des concessions économiques vis-à-vis des Italiens. Sur les 20 milliards de lires-or 1914 de revenu national, 17,5 vont à la production de biens de consommation et 2,5 de biens publics. La guerre va

[361] Luigi Einaudi, *La condotta economica e gli effetti sociali della guerra italiana*, collection fondation Carnegie pour la paix internationale series italiennes, Bari, 1933, p 27-57

bouleverser cet équilibre au profit des dépenses militaires. L'imposition italienne est, selon les produits, de 11 % à 50 %[362]. Cette fiscalité a pour but de donner des revenus à l'État sans détruire les incitations à l'épargne. Le capitalisme du début du XXème siècle est un système patrimonial fondé sur l'épargne des plus riches. C'est une fiscalité adaptée au temps de paix qui suit les règles de l'économie classique selon les économistes Smith, Ricardo, Mills et bien d'autres. L'impôt sur le revenu a été introduit avec un taux forfaitaire de 10 à 20 % pour les plus pauvres et de 30 % pour les plus riches. Il est clair que le système fiscal italien est inadapté à une guerre longue et coûteuse même si le gouvernement italien n'a pas nourri l'illusion du financement de la guerre par les prises sur l'ennemi. Il a plutôt compté sur l'aide des Alliés. Le peuple italien a reproché cette illusion aux différents ministres du Trésor. Pour toutes ces raisons, le choix financier est de payer la guerre par l'endettement et l'émission de monnaie pour ne pas pénaliser les Italiens envoyés sur les champs de bataille. Ce choix impose aussi le cours forcé de la lire.

Les impôts sur le revenu national pour couvrir les dépenses militaires vont être en moyenne autour de 31 % de 1914 à 1914 et au maximum 35 %. La seule pointe élevée va être en 1918-1919 avec 54 %. Les Italiens ont pu soutenir un prélèvement fiscal moyen de 36 % au lieu de 20 à 30 % en temps de paix. L'augmentation des impôts est marginale : six points de plus. Le reste des dépenses militaires va donc être financé par la dette et par la monétisation des déficits. Autrement dit sur 204 milliards de lires de revenus de 1914 à 1924, plus de 131 milliards vont être dépensés normalement par les Italiens soit 60 %. Or, en France ou en Allemagne, le taux est bien plus faible environ autour de 40 %. Les Italiens ont donc refusé de se priver durant la guerre. Ils ont conservé un niveau de vie équivalent à 86 % de celui de 1913. Ce choix de financement par la dette et par la monétisation des déficits va nécessairement nuire à la Lire et aux comptes de l'État. Ces chiffres illustrent avec précision le défi à relever pour la politique financière.

Il est nécessaire de prendre en compte en parallèle l'augmentation des prix et le phénomène inflationniste sur une longue durée. Les impôts sont passés d'un montant de 2,229 miiliards de Lires en 1913-1914 à 7,509 milliards en 1923-1924 soit une multiplication par 6,18 alors que les prix grimpent de 5,38 fois. Le taux de prélèvement obligatoire reste assez stable. Le gouvernement italien a tout de même évolué en matière fiscale en créant des impôts supplémentaires. En novembre 1914, il créé l'impôt sur les spectacles et les sports. En 1917, il met au point une taxe sur les produits issus de la joaillerie (gemme, perles, vases décorés avec de l'or, horloges, tissus, coton, lin, laine). Ensuite, le gouvernement met en œuvre une taxe de luxe de 12 % sur les produits et une taxe de timbre de 3,30 % pour les envois. Sur les parfums et les médicaments, il lève un nouvel impôt de 1 % sur les échanges commerciaux et de 0,50 % sur les expéditions. En 1918, le gouvernement met en œuvre un impôt sur les alcools et les boissons d'un

[362] Ibidem p 31

niveau global de 1 % sur les échanges.

Puis, les Italiens décident de toucher les personnes avec des impôts selon le principe de proportionnalité en particulier sur le foncier. Il rajoute un prélèvement de 2 % sur l'hectare possédé dans le Mezzogiorno, ce qui amène le taux à 5 % pour un terrain supérieur à 10 lires et 15 lires pour les usines. Au 1er janvier 1917, ce montant explose de 8,80 % à 14 %. Cette progressivité inconnue avant est une nouveauté fiscale. En parallèle, le gouvernement supprime de vieux impôts sur les entreprises, notamment l'imposition sur les richesses créées. L'imposition sur les profits disparaît avec les années. Il met en place aussi un impôt de 1 % sur les revenus des collectivités locales et les transferts État-Région. Cette taxe pose le problème de la péréquation des richesses distribuées par l'État pour assurer une égalité de traitement. Cette absence créée un écart de 1 milliards de Lires entre les régions riches du nord et le sud pauvre.

Malgré ces évolutions fiscales, le gouvernement italien a fait un choix financier très clair : les Italiens d'aujourd'hui ne paieront pas la guerre. C'est par la dette et la monétisation que le gouvernement financera la guerre. Notre étude a montré les quelques évolutions fiscales mises en œuvre pour tenter de combler un peu le budget déficitaire de l'État.

Années	**Dépenses de guerre**	**Prêts de l'étranger**	**Reste à financer en PIB**	**PIB réél**	**Poids dépenses militaires pour l'Etat**
1914-1915	2,082	0	2,082	20	45,6 %
1915-1916	6,038	0	6,038	20	70,58 %
1916-1917	9,619	5,303	4,316	20	63,23 %
1917-1918	11,079	6,168	4,911	20	66,21 %
1918-1919	16,028	7,735	8,293	20	76,85 %

Tableau n°1 : <u>Le Financement de l'Italie par les Alliés en milliard de Lire 1914 (Lire Or)</u>

Tableau tiré de Luigi Einaudi, *La Cordotta economica e gli effeti sociali de la Guerra*…, Turin, 1933, p 37

Taux de couverture de la dépense publique italienne par le PIB national	1914-1915	100 %
	1915-1916	100 %
	1916-1917	44,86 %
	1917-1918	44,32 %
	1918-1919	51,74%
Taux de couverture de la dépense publique italienne par les Alliés	1914-1915	0
	1915-1916	0
	1916-1917	55,13%
	1917-1918	55.67 %
	1918-1919	48,25 %

Taux de couverture : $\frac{\text{Dettes payés par un agent}}{\text{Total de la dépense publique de guerre italienne}}$ X 100

Tableau n°2 : <u>Couverture par les alliés des dépenses de guerre italienne</u>

Réalisé par Emmanuel BOUDAS (tiré de Luigi Einaudi, ouvr.cité, p. 37-40)

	Dettes		**Agrégat M3 – (M1 + M2)**[363]			
Années	**Prêts consolidés or**	**Obligations or**	**Bons du trésor**		**Total du financement non FISCAL**	**G**[364]**Militaires**
			Annuels	**Pluriannuels**		
1914-1915	0	1 006,48	19,44	0	1 025,9	2 082
1915-1916	0	3 091,2	307,22	0	3 398,4	6 038
1916-1917	5 290	- 3 480	2 597,03	1 794	6 201,4	4 316
1917-1918	3 920.9	- 34,52	2 095,83	390,47	6 432,7	4 911
1918-1919	- 171 ,22	- 33,09	1 983,45	5 210,07	6 989,2	8 293
Sous total	9 099,6	550,07	7 002,9	7 394,54		
Total par poste	**9 649,67 soit 40,12 %**		**14 397,44 soit 59,87 %**		**24 047,6**	**25 640**

Tableau n°3 : <u>Etude affinée en Lires or 1914 du financement de la guerre par l'Italie</u>

Réalisé par Emmanuel BOUDAS (tiré de Luigi Einaudi, ouvr.cité, p.37-40)

[363] Masse Monétaire : M1+M2+M3, argent liquide + comptes courants + bons du trésor
[364] G : dépenses publiques

b – La politique financière italienne :

Il existe trois acteurs principaux : le ministère du Trésor, la *Banca d'Italia* (B. d. I.) et le consortium bancaire sous le patronage de la B. d. I. Traditionnellement, le Trésor veille aux finances de l'État ; la B. d. I émet la monnaie et en est la garante ; le consortium prête au gouvernement.

Ce dernier décide de la politique financière. La B. d. I met en œuvre techniquement les décisions avec le soutien financier du consortium. Les attributions de la B. d. I en 1914 proviennent de l'Acte bancaire de 1893 modifié par le décret de 1910 portant sur le statut de la banque[365]. Avant août 1914, nous sommes dans le système de l'Etalon-Or Sterling où la quantité de monnaie en circulation est couverte par un montant équivalent en or. La B. d. I devait couvrir au minimum 40 % des monnaies métalliques en circulation et en réserve dont 11 % de la monnaie à des fins marchandes. La B. d. I doit couvrir 15 % de la monnaie pour l'État avec une redevance de 1.5 % pour toute avance consentie par la Banque au Trésor. La quantité de monnaie produite par an en circulation est au maximum de 600 millions de lires pour la B. d. I, 200 millions pour *Il banco di Napoli* (BN), 48 millions pour *il banco di Sicilia* (BS). L'écart entre la monnaie circulante et en réserve est de 1 °/oo. La B. d. I ne pourrait pas être prêteur en dernier ressort que pour un montant de 70 millions de lires, de 21 millions pour la B. N et de 6 millions pour la B. S.

Le taux du réescompte est fixé à 6 % du montant prêté. La B. d. I doit en outre garantir la stabilité des prix selon le régime d'étalon-or. A cet effet, la banque a un fond d'intervention de 200 millions, la B. N de 80 millions et la B. S de 25 millions. En 1914, les montants sont augmentés de 2 %[366]. Les dernières opérations possibles pour la banque regroupent le prêt au Trésor. Le taux d'intérêt est de 0.15 à 0.25 % de la monnaie créée dont deux tiers pour la B. d. I, un cinquième pour la B. N et le reste pour la B. S. De même, la production de billets est taxée par la B. d. I à 0,15 % et les bons du trésor en stock à la B. d. I à 0,25 % par an. Le règlement de 1914 précise que la B. d. I doit détenir 50 % des bons du Trésor émis[367].

En 1914, Stringher est nommé directeur général de la B. d. I. La banque a acquis un rôle public puissant avec la guerre mais son action va rencontrer deux contraintes majeures : les moyens financiers des dépenses militaires et le niveau incompressible des importations. La banque doit mettre en œuvre cette politique financière tout en stabilisant le système bancaire italien. Enfin, elle doit contrôler les agrégats monétaires pour stabiliser les cours de la Lire, ce qui complique encore le cagre de la politique financière et monétaire. La B. d. I doit fixer face à des changes fixes des

[365] ACS, RD n°204 du 28 avril 1910, Rome et modifié par la loi du 29 décembre 1912 n°1346, Atti Parlamentari, CD, Rome
[366] ACS, RD du 4 août 1914 n°791 et du 13 août n°825, du 25 novembre n°1284, Rome, 1914
[367] ASBI, *Normativa concernente l'Istituto di emissione* 1910, Rome, 1988

mouvemements de capitaux libres, tout en maintenant une politique financière et monétaire autonome efficace. C'est le triangle des incompatibilités de Mundell[368].

Ces trois objectifs sont incompatibles. Seuls deux sur trois sont accessibles. Nous allons étudier la politique financière et monétaire dans ce cadre.

α – La neutralité (1914-1915) :

Lorsque la crise d'août 1914 éclate, Salandra fait prendre des mesures d'urgence par le gouvernement dès le 1er août. Après décision du conseil des ministres du 24 août 1914, le conseil de la B. d. I décide la suspension de la convertibilité or de la Lire.

Cette décision est cruciale car elles sort l'Italie du triangle des incompatibilités en passant aux charges flexibles. Le 1er août, la B. d. I augmente le taux de réescompte de 5 à 6 %. Ce qui rend le crédit plus cher. Le 2 août, les trois acteurs de la politique financière et monétaire se rencontrent pour prendre des mesures de précaution[369]. Le 3, la B. d. I et le gouvernement décident le moratoire du crédit[370]. Cette mesure est l'encadrement du crédit par la B. d. I. Une banque italienne peut faire un crédit supplémentaire si elle se trouve dans le taux de création de crédit accepté. Les demandes supplémentaires vont être refusées limitant le financement des entreprises. Les banques peuvent rembourser seulement 5 % des dépôts que les épargnants demanderont pour éviter le « Krach » boursier et le « Rush » bancaire. Cependant, Stringher essaie de rassurer les banques italiennes fortement endettées. N'importe quel événement peut déstabiliser le système bancaire italien. La B. d. I va alimenter en liquidités les banques italiennes. Le gouvernement reconnaît à la banque la légitimité de la surveillance du système bancaire.

Après ces mesures d'urgence, la B. d. I se dote d'instruments discrétionnaires pour se garantir des marges de manœuvres importantes. Elle a eu une politique de réescompte généreuse. Le 4 août, le gouvernement prend trois décrets pour la formation de cette nouvelle politique financière. Tout d'abord, doubler la monnaie en circulation. Ensuite, la mise en place d'un fond d'intervention de 300 millions de Lires au profit du Trésor pour racheter des titres d'Etat[371]. Le gouvernement accepte donner toute latitude à la B. d. I afin de mettre en œuvre une nouvelle politique financière et monétaire face à la guerre. Toutes ces mesures ont ramené la confiance des épargnants et les dépôts croissent de nouveau[372]. Le gouvernement suit la B. d. I dans cette voie, d'où l'appui de Stringher

[368] Michel Vaté, *Leçons d'Economie Politique*, Paris, 2005, p 371-403
[369] ASCI, Conseil d'administration, Procès-verbal du 15/09/1914, Rome
[370] ACS, RD n°821 du 16/08/1914, règlement technique du moratoire du crédit, Rome
[371] ASBI, *Nota sulla circolazione du 4/08, 13/08 et 23/11 1914*, Rome
[372] Roberto Bachi, *L'Italia economica nell'anno 1914*, Lapi, Città di Castello, 1915, p 56

sans réserve au cabinet. Le 27 septembre, l'encadrement du crédit est reconduit ainsi que le fond de réserve d'intervention.

Ces mesures vont être prolongées jusqu'au 31 mars 1915. La politique financière de 1914 à 1915 est profondément renouvelée. Elle est généreuse en liquidités et protectrice du système bancaire. L'Italie a sacrifié les changes fixes et la gestion libérale de la monnaie. Elle est armée pour faire face à la guerre.

β – Une politique financière adaptée et risquée (1915-1917) :

Fin septembre 1914, Stringher, en accord avec le gouvernement, pense que l'Italie va basculer du côté de l'Entente. Même si la B. C. I préfère la neutralité, la B. d. I y trouverait son intérêt à l'engagement italien avec les Alliés[373].

Pour autant que le moratoire du crédit a empêché l'Italie de devenir l'arsenal des belligérants en limitant les investissements des entreprises. La politique fiscale a en un impact négatif sur l'économie nationale par une imposition trop forte. Stringher imagine des solutions pour relancer la croissance économique et préparer le pays à la guerre. L'Etat doit financer une augmentation de 181 millions de lires or de dépenses militaires entre août et octobre 1914[374]. Rubini, le ministre du Trésor, rappelle le choix politique : financement par la dette et la monétisation des déficits. Après la crise financière qui a fait tomber le cabinet Salandra I, Carcano, nouveau ministre du Trésor, avec Stringher met en œuvre cette décision.

Le budget de l'Etat augmente de 400 millions de lires or dont 35 millions payés par l'impôt. La B. d. I et le Trésor émettent pour 2 milliards de lires de billets et de bons du Trésor. La monnaie en circulation était de 500 millions de lires. C'est une hausse de 100 % de la masse monétaire. En décembre, le gouvernement émet le premier prêt consolidé, garanti par la B. d. I et le consortium bancaire[375].

Le consortium se compose de 200 entités bancaires de tout le royaume. Le prix de l'émission du prêt est 97 Lires par obligation avec un rendement réél de 4,64 % remboursable sur 25 ans et non 10 comme avant. En janvier 1915, l'emprunt collecte 881 millions de lires au niveau des particuliers et 119 millions avec les institutionnels selon leurs parts respectives. Au total, sur l'excercice 1914-1915, 42 % du budget a été financé en créant de la monnaie, 32 % en emprunts fixes, 7 % flottants et 19 % avec des avances de la B. d. I. Cette politique financière audacieuse

[373] Giorgio Toniolo, *La banca d'Italia e l'economia di guerra 1914-1919*, Bari, 1989, p 16 à 150
[374] Article de la *Finanza Italiana du 24 octobre 1914*, p 640, Rome
[375] B. I, *Adunanza per il 1914*, p 24, Rome et ACS, RD du 19/12/1914 n°1371, Rome

pour l'époque a permis de satisfaire 100 % des besoins financiers du Royaume. Le gouvernement accompagne cette politique d'un encadrement strict des prix des céréales et des grains pour stabiliser les prix. En effet, la masse monétaire a été multipliée par deux, ce qui fait augmenter les prix de 1.5 fois et réduit d'autant le pouvoir d'achat.

Effectivement, les importations de grains sont incompressibles pour l'Italie en guerre. Cette décision permet au gouvernement de contrôler ce secteur clé pour l'inflation. En avril 1915, le gouvernement créée le Consortium pour les subventions sur les valeurs industrielles. Ce consortium a pour but de rassurer les industries sur les crédits et les liquidités bancaires nécessaires au développement des entreprises. Il permet de gagner en taille critique pour négocier des crédits moins chers et non réescomptables par les banques[376]. Stringher dirige ce nouveau consortium. Fin décembre 1915, il décide une augmentation de capital de 250 millions de Lires. Cette initiative permet de libérer des liquidités à un taux d'intérêt fixe et faible. La B. d. I émet de la monnaie soutenant l'activité. De plus, les billets de trésorerie s'échangent à un prix peu onéreux. Ce qui aide les industries à se développer. Au moment de l'intervention italienne, la B. d. I et le pays sont armés pour faire face à la guerre. Le système bancaire a gardé son élasticité et ses capacités grâce à la B. d. I. Seul *Il Banco di Roma* connaît des difficultés dûes aux exercices précédents[377].

Juste avant le 23 mai 1915, Stringher profite de l'engagement italien aux côtés de l'Entente pour soutenir les actions contre la B. C. I, rendre autonome le capitalisme italien et créer une grande banque italienne à 100 %. Sous la pression de Stringher, la B. C. I s'italianise au niveau de son conseil d'administration, ce qui explique la nomination de Margili[378]. De même, la B. d. I soutient la création française de la *Banca Italiana di Sconto* et Angelo Pogliani, administrateur délégué nommé par Stringher, parle « d'un appui précieux et notable »[379]. Gidoni, ancien directeur du siège de la B. d. I à Turin, accepte d'entrer à la tête de la banque française. Stringher nationalise les banques italiennes en nommant ses hommes à la tête des principaux instituts bancaires. Le Capitalisme italien prend son indépendance grâce au réseau Stringher.

Lors de la déclaration de guerre, personne, sauf Stringher, n'avait envisagé une guerre longue et coûteuse. Cette opinion générale explique les faibles montants négociés d'aide alliée lors du Pacte de Londres. A partir de cette aide financière faible de 60 millions £. Le gouvernement construit son budget avec une dette de 80 % du montant total à court ou long terme. L'endettement global est réparti 50 % à court et 50 % à long terme. Du coup, fin mai 1915, c'est le lancement du second prêt national consolidé à 25 ans à taux fixe de 4,5 % avec un prix de 95 Lires[380]. Le pari est, qu'avec l'inflation, l'emprunt ne coûterait presque rien avec les taux d'intérêts négatifs. L'État parie

[376] ACS, RD du 20/12/1914 n°1375, article n°2, Rome
[377] Luigi De Rosa, *Storia del Banco di Roma, Banco di Roma*, Rome, 1983, volume 2, p 76 à 88
[378] ASBI, *Carte Stringher*, 205/2 et 04/101, Rome, 1915
[379] ASBI, *Rapporti con l'Estero*, cart 310, Rome, 1914-1918
[380] ACS, RD n°859 du 15/06/1915, Rome

sur les effets de leviers. La conséquence est que le revenu d'après guerre sera hypothéqué[381].

Nous avons une coopération exceptionnelle entre la B. d. I et le Trésor pour financer le budget au niveau des décrets, des emprunts et des directives du consortium. Cette situation est dûe à la coopération entre Carcano, ministre du Trésor, et Stringher, gouverneur de la B. d. I[382]. L'innovation de ce dernier est d'accepter les anciens titres pour acheter les nouveaux en créant des bons à options. L'exercice 1915-1916 a été couvert par des bons du Trésor[383]. Autrement dit, l'Italie par sa politique audacieuse financière a réussi à pourvoir les besoins de 1914 à 1916 tout en prenant son indépendance bancaire vis-à-vis de l'extérieur.

Le 18 mai 1915, la B. d. I n'est pas certaine de la capacité du système bancaire italien à subir un nouveau choc exogène. A cet effet, les mesures de précautions de 1914 sont recconduites et Stringher refuse de faire des réformes structurelles pour ne pas déstabiliser le système. Il renvoie à plus tard la réouverture de la Bourse de Milan. La peur de voir les épargnants se ruer dans les banques pour récupérer leurs avoirs étaient infondée car les Italiens n'ont pas eu peur de la guerre.

Au final, de tous ces événements, cette politique financière a permis de relancer l'économie italienne tout en payant les dépenses militaires qui vont passer de 45,6 % à 76,85 % de 1914 à 1919 dans le budget étatique. La guerre a permis à l'économie italienne de redécoller. La politique financière italienne est adaptée et audacieuse en finançant l'Etat, l'Italie sans indexer les revenus.le capitalisme italien en sort grandi. La production manufacturière a augmenté de 30 % de 1914 à décembre 1915. Les banques italiennes ont chassé les étrangers, les dépôts se sont accrus de 80 %, ce qui stabilise les banques. Du même coup, le système bancaire peut financer l'Etat avec les différents prêts nationaux. Enfin, la B. d. I a italianisé l'industrie en contingentant les importations et en interdisant les exportations de titres. Cette politique financière donne naissance à un développement économique sans précédent.

γ - Une économie financière de guerre consolidée (1916-1917) :

A partir de ce point, les prêts nationaux vont se succéder. Le deuxième prêt du 1er au 18 juillet 1915 se vend pour 95 lires par obligations avec 2 lires de moins pour ceux qui ont donné à la première souscription.

Le montant collecté est de 922,4 millions de lires en Italie, 21,6 à l'étranger et 200 lires pour le consortium, soit en tout 1, 145 milliards. Du 10 janvier au 1er mars 1916, c'est le troisième

[381] Luigi Einaudi, *Il bilancio italiano. Quali difficoltà esso ha superato in passato ; come è divenuto migliore e quale nuovo sforzo esso è capace di compire*, Società italiana per il progresso delle Scienze, Roma, 1915, p 21-28
[382] ASBI, *carte Stringher*, 302/1 et 02/8, Rome, 1915
[383] Voir Tableau n°3

prêt pour 97,50 lires en obligations à 25 ans à un taux de 5 %. La somme récoltée est de 2 633 millions en Italie, 3,9 dans les colonies, 77,4 à l'étranger et 300 pour le consentium. En janvier 1917, le quatrième prêt se transforme en rente à vie à 5 % pour 90 lires avec un taux de 5,55 % les dix premières années. Les Institutionnels gagnent 4 % durant 5 ans puis bénéficiant une rente à vie en or. Durant ce temps, les deux premiers prêts fructifient à 4,50 % sous condition d'un versement supplémentaire de 2,50 lires. Le troisième se vend à 5 % avec 3 lires de plus. Au total, les emprunts nationaux ont levé 3,612 milliards de lires en Italie, 0,4 dans les colonies et 0,182 à l'étranger[384]. Le dernier emprunt en janvier 1918 donne une rente consolidée de 5 % pour un prix de 86,50 lires, soit un emprunt de 875 millions de lires pour les polices d'assurances et de 5,926 milliards au total.

Les emprunts nationaux voient leur part baisser dans le budget de l'État de 100 % en 1915 à 44,32 % en 1917[385], alors que les sommes augmentent. Les ressources financières nationales ne suffisent plus à partir de 1916.

Nous voyons se développer à ce moment là deux dangers majeurs : les dettes vis-à-vis des Alliés et l'inflation.

2 – Une politique financière risquée :

Nous allons étudier le développement des dettes de l'Italie vis-à-vis des Alliés puis de l'inflation rampante, enfin la chute du cours de la lire.

a – Le développement des dettes vis-à-vis de l'Entente :

La dynamique de l'endettement externe se met en place dès le Pacte de Londres puisqu'il contient des clauses économiques. Ces clauses consistent en un soutien financier des Alliés à l'Italie pour éponger le coût de la guerre.

Le gouvernement Salandra croyait en une guerre courte et peu coûteuse. Pour le cabinet, c'était une histoire de semaine d'où l'étrangeté des faibles montants demandés, soit 50 millions £ sur la place de Londres[386]. Ce prêt accordé par Londres est la clause économique majeure du Pacte à laquelle ni la France, ni la Russie ne participent. C'est donc seulement au départ un accord italo-britannique en date du 26 avril 1915. Le choix politique italien de l'endettement pour payer la guerre est visible, notamment dans les relations économiques internationales et interalliées. C'est de plus un endettement externe qui engage nécessairement l'honneur et le prestige de l'Italie comme

[384] Luigi Einaudi, *La condotta economica e gli effeti sociali della guerra italiana*, collection fondation Carnegie pour la paix internationale series italiennes, Bari, 1933, p 54-57
[385] voir tableau n°2
[386] AMAE, CPC Italie 1914-1918, Article n°14, Pacte de Londres, Paris

débiteur payeur. Si elle ne rembourse pas, c'est l'image économique et sa crédibilité qui s'effondrent à l'extérieur, en particulier au sein de l'Entente.

Dès les premiers jours de mai, la B. d. I envoie à Londres son responsable des services extérieurs, Rossi, pour seconder l'ambassadeur Impériali afin de négocier les conditions et la mise en œuvre du prêt. Les Britanniques voulaient dans un premier document, pour fin mai, garantir le prêt par une couverture en or d'un certain montant auprès de la *Bank of England*. En échange de cette couverture or, la Banque d'Angleterre ouvre une ligne de crédit en Livres sur la City. La position anglaise vise à maintenir le cours de la Livre Sterling sur les marchés en contrôlant la quantité de monnaie émise par une encaisse or plus forte. Si cette couverture est insuffisante pour maintenir le taux de change Livres-Dollar de juillet 1914, Londres va expédier de l'or aux Etats-Unis pour stabiliser le change.

Dans le système de l'étalon-or, ce sont les quantités d'or qui régulent les balances des paiements. Si la Livre baisse, l'or part pour les Etats-Unis, ce qui rétablit la monnaie britannique. La situation inverse est vraie. Ce sont les ajustements des stocks d'or qui fixent les changes et équilibrent les balances des paiements. Enfin, cette quantité d'or supplémentaire peut permettre en plus à Londres d'acheter des produits avec de la monnaie internationale. La seconde demande britannique est l'engagement de l'Italie de dépenser ses crédits au Royaume-Uni. Devant le refus de Rossi, la *Banque d'Angleterre* et le gouvernement de sa Majesté conseillent Rome de passer par la maison Hambro, courtier à Londres, pour négocier le prêt. Hambro, au vu de l'aspect politique majeur, refuse et renvoie Londres et Rome à eux-mêmes. Le problème prenant de l'ampleur, les ministres du Trésor Mc Kenn et Carcano décident de se rencontrer à Nice le 4 et 5 juin 1915. Ils sont accompaagnés de Cernliffe, directeur de la *Bank of England* et de Stringher. L'accord de Nice est resté secret.

Le prêt va s'effectuer sur la place boursière et bancaire de Londres. Le Trésor Britannique ouvre un crédit à la *Bank of England* de 60 millions de livres pour l'Italie. Cette dernière doit faire un dépôt de 10 millions de livres en or à Londres pour garantir un sixième du prêt. Celui-ci sera émis en bons du Trésor à échéance à 12 mois au taux actuel des titres britanniques du jour. L'Italie ne peut bénéficier plus de sept fois son dépôt en or et dépenser seulement 2 millions par semaine. Le dépôt en or est rendu dès le remboursement complet et anticipé des 60 millions. Enfin, le prêt doit être remboursé avant les deux ans prévus après conclusion de la paix. En échange, le Trésor Britannique fait jouer ses bons offices et ses contacts. La B. d. I doit maintenir le change Livres-Lires dans un sens favorable ou non défavorable pour le Royaume-Uni[387], soit 1 livre : 28 lires. Même si l'Europe a basculé dans un régime de change flottant, le Royaume-Uni veut maintenir sa puissance financière, ce qui passe par une stabilisation du taux de change.

[387] ASBI, Rapporti con l'estero, carton n°311, document n°58, 5 juin 1915, Rome

Avant le 26 octobre, les deux pays étaient d'accord sur le montant du prêt et de sa couverture en or par les Italiens : 10 % des lignes de crédit[388]. En trois semaines, des divergences apparaissent sur la part du crédit disponible immédiatement pour faire des achats en dehors du Royaume-Uni. Ces acquisitions hors des frontières britanniques crééent une fuite de livres sterling puisque l'Italie doit les échanger contre des dollars ou des francs pour payer ses achats. Naturellement, l'offre de livres sterling est plus forte que la demande d'où la baisse du taux de change. Or, depuis août 1915, la livre connaît une crise de change envers le dollar. Ce qui accroît les fuites d'or vers les Etats-Unis. Il est donc vital pour le Royaume-Uni d'arrêter la chute des cours de la livre. Le gouvernement britannique réouvre des négociations avec Rome. C'est l'accord italo-britannique additionnel du 17 novembre 1915.

Ce nouvel accord vise essentiellement à stopper l'hémorragie de la livre. Le gouvernement italien accepte cet arrangement car il stabilise l'endettement à un rythme fixe et anticipé. Ce qui améliore ces propres prévisions de dépenses militaires et de soutien à l'économie nationale. Londres ouvre un crédit de décembre 1915 à fin décembre 1916 d'un montant de 122 millions de livres Sterling. Les lignes de crédit sont de 8 millions de livres de décembre 1915 à mars 1916 inclus, puis de 10 millions au maximum d'avril à décembre 1916. C'est la *Banque d'Angleterre* qui ouvre ses crédits contre une couverture-or de 12 millions de livres avec un taux fixe. L'Italie doit émettre 122 millions de lires de bons du Trésor italien en paiement différé de la dette avec 50 % arrivant à terme deux ans après la fin de la guerre. La moitié restante est liquidée quatre ans après la paix. Les quatre premiers mois, l'Italie ne peut dépenser que 4 millions de livres à l'extérieur du Royaume-Uni puis 5 millions sur les cinq mois suivants et 6 millions sur les quatre derniers.

L'Italie peut acheter à l'extérieur des frontières britanniques pour 65 millions de livres, soit 55 % du crédit au lieu d'une promesse d'achat. Les deux parties doivent mieux communiquer : les Italiens transmettent leur planification de dépenses et de crédit nécessaires un mois avant et les Britanniques collectent les fonds avec précision. Rome doit passer par ses représentants à Londres pour acheter du matériel de guerre et des produits aux Etats-Unis ou dans l'Empire Britannique. Les autorités britanniques ont dû être consultées au préalable de manière à faire les provisions financières nécessaires au vu du montant des achats. En échange, Londres s'engage à vendre à l'Italie les marchandises et le matériel de guerre au meilleur prix avec le maximum de garanties[389].

De 1915 à décembre 1916, l'Italie a emprunté 182 millions de livres sterling soit 5,096 milliards de lires or dont 32 millions de livres sur l'exercice 1915-1916 et 152 sur 1916-1917. Ces données issues de la B. d. I ne coincident pas avec celle de l'économiste Einaudi pour le premier exercice. Comme les accords interalliés étaient classés secrets, les différences de chiffres peuvent

[388] ASBI, Carte Stingher, n°301/1 et 01/2, Affaire du « Télégramme de Rome » de Bozza à Stringher du 25 octobre 1915, Rome

[389] ASBI, Rapporti con l'estro, Carton n°311 et carte Stringher, n°301/1 . 01/56, 17 novembre 1915, Rome

être expliquées.

Malgré les sous-estimations italiennes, nous pouvons établir que l'endettement de l'Italie a considérablement augmenté. Il est passé d'environ 10 milliards de lires-or en 1914 à plus de 15 en décembre 1916 vis-à-vis de l'extérieur dont un tiers envers le Royaume-Uni et un cinquième avec la France. Ce choix politique de financement par l'endettement est risqué car il accroît sans cesse le pouvoir des Alliés sur l'Italie. Cette stratégie est dangereuse pour l'indépendance de l'Italie.

Nous allons maintenant la deuxième option italienne : la monétisation des déficits.

b – La monétisation des déficits crée une inflation rampante :

Nous avons vu que la B. d. I devait contrôler la masse monétaire, financer l'Etat dont les dépenses explosent et payer les importations incompressibles. Nous avons étudié le choix des politiques italiens : le peuple ne paie pas la guerre. Il reste deux solutions de financement : l'endettement et la création monétaire. La création monétaire a trois canaux possibles : le crédit bancaire intérieur, l'émission des bons du Trésor et enfin la mise en circulation de billets.

La B. d. I a émis plusieurs prêts nationaux (cinq au total) qui ont fourni un peu plus de 5 milliards de lires-or 1914 en trois ans de guerre. Or, les besoins budgétaires de l'État italien explosent : les dépenses militaires passent de 2, 082 milliard de lires-or en 1914 à 6,038 en 1915-1916, 4,319 en 1916-1917, 4,911 en 1917-1918 et 8,293 en 1918-1919. En parallèle, il faut financer les 10 milliards de lires-or 1914 annuelles de dépenses ordinaires (éducation, santé, transport…) et le milliard d'investissement. Les impôts couvrent 6,5 milliards de lires-or 1914. Il faut financer sur l'exercice 1914-1915 12,08 milliards de lires de dépenses alors que les recettes sont de 6,5 milliards. Du coup, il faut trouver environ 5,5 milliards. En 1914-1915, le B. d. I lève 1 milliard par l'endettement avec un emprunt national et émet pour 2 milliards de billets de banque. Le Trésor lui apporte 1,006 milliard en obligations à terme et 19,44 millions en bons de Trésor[390]. Au total, la dette annuelle de 1914-1915 est de 2,006 milliards de lires-or 1914. La B. d. I émet pour 2 milliards de lires-or de monnaie. Le Trésor met en place 19,44 millions en bons du Trésor. Pour payer ses déficits, l'Italie crée 2,019 milliards de Lires-or 1915-1918, soit quatre fois la masse monétaire de 1914.

Si nous additionnons les différents agrégats composant la masse monétaire, soit M1 (l'argent liquide), M2 (les comptes courants) et M3 (bons du Trésor + billets de trésorerie), nous constatons une masse proche de 2,5 milliards de lires-or 1914. D'après la théorie quantitative de la

[390] voir tableau n°3

monnaie [M (masse monétaire) V (vitesse de circulation) = P (niveau général des prix) T (l'ensemble des transactions commerciales annuelles)] ie, la quantité de monnaie multipliée par la vitesse de circulation est égale aux transactions multipliées par les prix. Par conséquent, puisque V est stable, le rapport des masses monétaires est égal au rapport des prix. Au vu de la création monétaire, il existe un fossé entre la quantité de monnaie émise et le niveau des prix. Or, cette monnaie est utilisée par les agents. Ce qui accroît la demande sans modification de l'offre. Le niveau des prix explose. L'Italie entre dans le processus inflationniste. Compte-tenu du choix italien, la spirale ne va que s'accélérer. Le Trésor émet 2,095 milliards de lires de bons du trésor en 1917-1918 et 1 983,45 en 1918-1919. Au total, l'Italie émet pour 14,397 milliards de bons du Trésor et environ 10 milliards de billets. En parallèle, elle n'emprunte sur son marché intérieur que 9,649 milliards de Lires-or. L'Italie a donc trés largement monétisé son déficit avec une création monétaire de plus de 24 milliards en trois ans de guerre.

L'indice des prix a, quant à lui, explosé en passant de 100 en 1914 à 130 en 1915, à 190 en 1916, à 285 en 1917, à 425 en 1918 et à 465 en 1919[391]. L'inflation a atteint une moyenne de 49 % par an. C'est l'inflation la plus forte des pays de l'Entente dès 1916. Il faut savoir que les économistes classiques prévoient une inflation de 2 à 3 % par an comme saine. Au-delà, les économistes pensent que l'inflation est néfaste à l'économie puisque la monnaie perd la moitié de sa valeur par an. Il faudrait travailler deux fois plus pour compenser la perte de pouvoir d'achat pour le peuple italien. C'est impossible puisque les Italiens travaillent entre 8 et 12 heures par jour. Ils perdent 50 % de pouvoir d'achat par an, ce qui appauvrient considérablement la demande et peut fait plonger l'économie italienne dans une récession majeure.

Cette politique financière audacieuse peut amener l'Italie au bord du gouffre à tout moment : effondrement économique, émeutes ou révolutions. Il serait donc nécessaire pour l'Italie de stabiliser son inflation, ce que son choix politique financier lui interdit. La seule solution est celle qu'elle ne peut choisir : l'austérité.

Qu'en est-il de la crise de la lire de 1917 ?

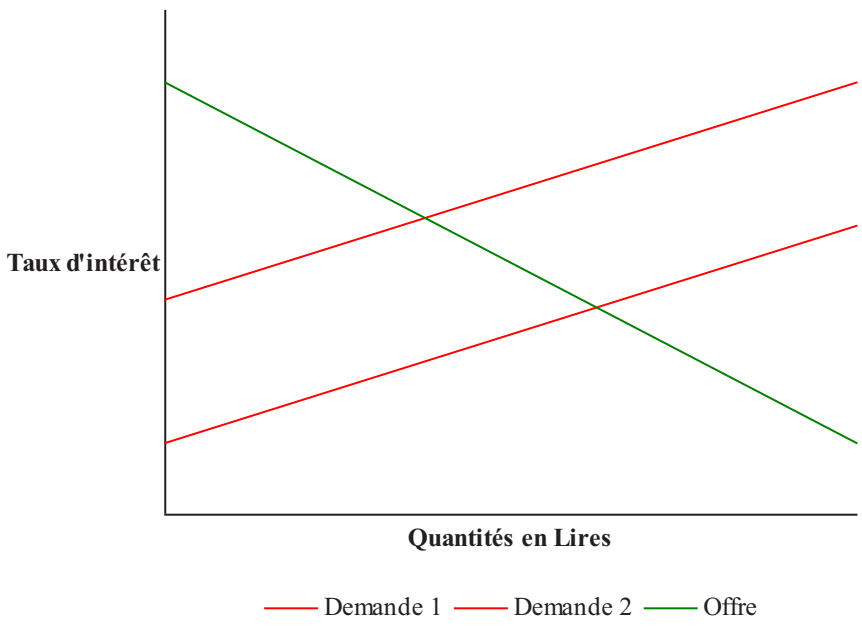
[391] Gianni Toniolo, *Storia economica dell'Italia liberale 1850-1918*, Bologne, 1988, p 211

c – Une crise monétaire : la chute de la lire :

A partir du 31 mars 1916, l'Italie connaît une crise de change jusqu'en mai 1917. En novembre 1915, l'Italie avait contracté un prêt à Londres en livre pour racheter des millions de lires sur le marché monétaire afin de faire remonter son cours.

C'est une action discrétionnaire de la B. d. I qui jusqu'en 1914 était interdite. Les réserves d'or faisaient les ajustements. Il est à noter que la B. d. I a préféré de l'endettement supplémentaire à l'utilisation des réserves de change : les monnaies étrangères de valeur en stock à la Banque pour payer les importations ou pallier aux crises monétaires. En règle général, la B. d. I devait stocker un mélange de cinq monnaies : la livre, le dollar, la mark et le franc avec une base sterling prépondérante. En rachetant des lires, la B. d. I augmente avec ce prêt la demande de monnaie. Ce qui réduit l'offre et hausse mécaniquement le prix de la monnaie : le taux d'intérêt. Si ce dernier en Italie augmente, sa monnaie devient plus intéressante sur le marché international attirant les investisseurs et fait monter son taux de change.

Graphique n°1 : Le marché de la monnaie



Mais de mars 1916 à mars 1917, la crise s'aggrave au point d'inquiéter le conseil de la B. d. I. La chute de la lire paraît imparable. Le taux de change avec le franc suisse est passé de 100 en 1914 à 103 en février 1915, à 139 en décembre, à 122 en août 1916 et à 154 en mars 1917 (en indice)[392]. De 1915 à 1917, la lire a perdu 51 % de sa valeur. Face à cette crise monétaire grave, Stringher demande aux filiales de Milan, Turin, Gênes d'agir sur ces places commerciales pour détecter l'origine de la chute de la Lire. La réponse arrive en octobre 1916 : un déficit commercial record avec la disparition des exportations, la spéculation au profit du dollar et de la Livre et enfin une thésaurisation très élevée des ménages italiens (le bas de laine)[393]. Les directeurs de filiale

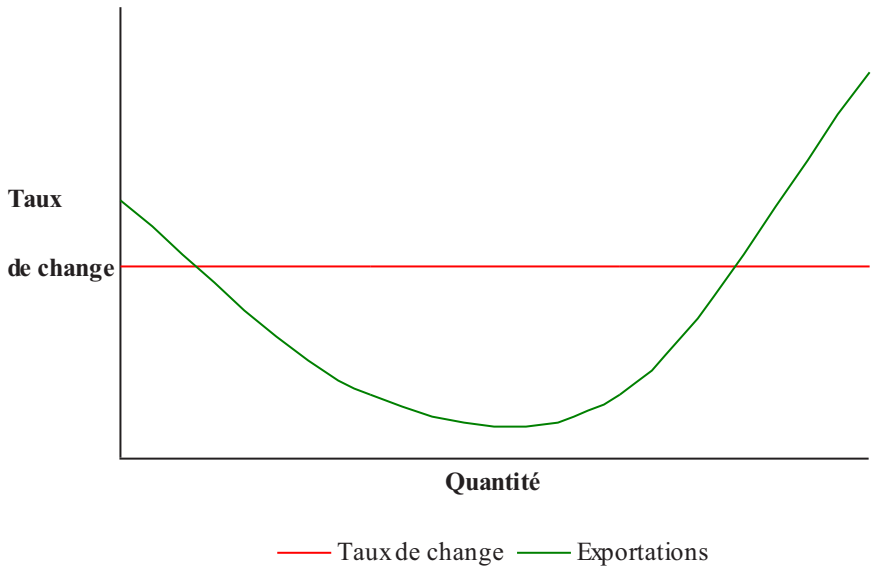
[392] Giorgio Toniolo, *La Banca d'Italia e l'economia di guerra 1914-1919*, Bari, 1989, p 45-55
[393] Télégramme de Stringher à Evangelisti du 30/10/1916, ASBI, Rapporti con l'estero, Carton 218, fascicule 4, Rome

avancent des hypothèses sur des facteurs non récurrents : la recherche de couverture par les banques contre les dettes non honorées notamment la *Banca Italiana di Sconto*, l'assurance à l'extérieur des importateurs italiens pour le risque de guerre. Enfin, les industriels se couvrent contre les risques de changes en Suisse.

A partir de tous ces éléments, nous pouvons établir qu'il existe une fuite des capitaux italiens vers Londres ou New York, ce qui plombe la balance des invisibles et donc des paiements. Il est logique que la Lire baisse[394]. Stringher est très inquiet car à long terme le déficit commercial est immense et l'endettement inévitable avec le risque d'une faillite en complément. Dès 1916, il exhorte le gouvernement à ralentir l'endettement pour qu'il reste à un niveau supportable[395]. Cependant, la seule option pour les Italiens est un prêt à l'étranger de grande ampleur, soit par le pays mais les risques structurels sont importants, soit en passant par des banques privées. C'est dans ce dernier cadre que le *Credito Italiano* a couvert une ligne de crédit de 3 millions de pesos à Buenos Aires[396]. Même sur New York, la situation est complexe. En clair, l'Italie est dans le triangle des incompatibilités de Mundell : change flexible – liberté des capitaux – autonomie de la politique monétaire. Il faut choisir deux des trois.

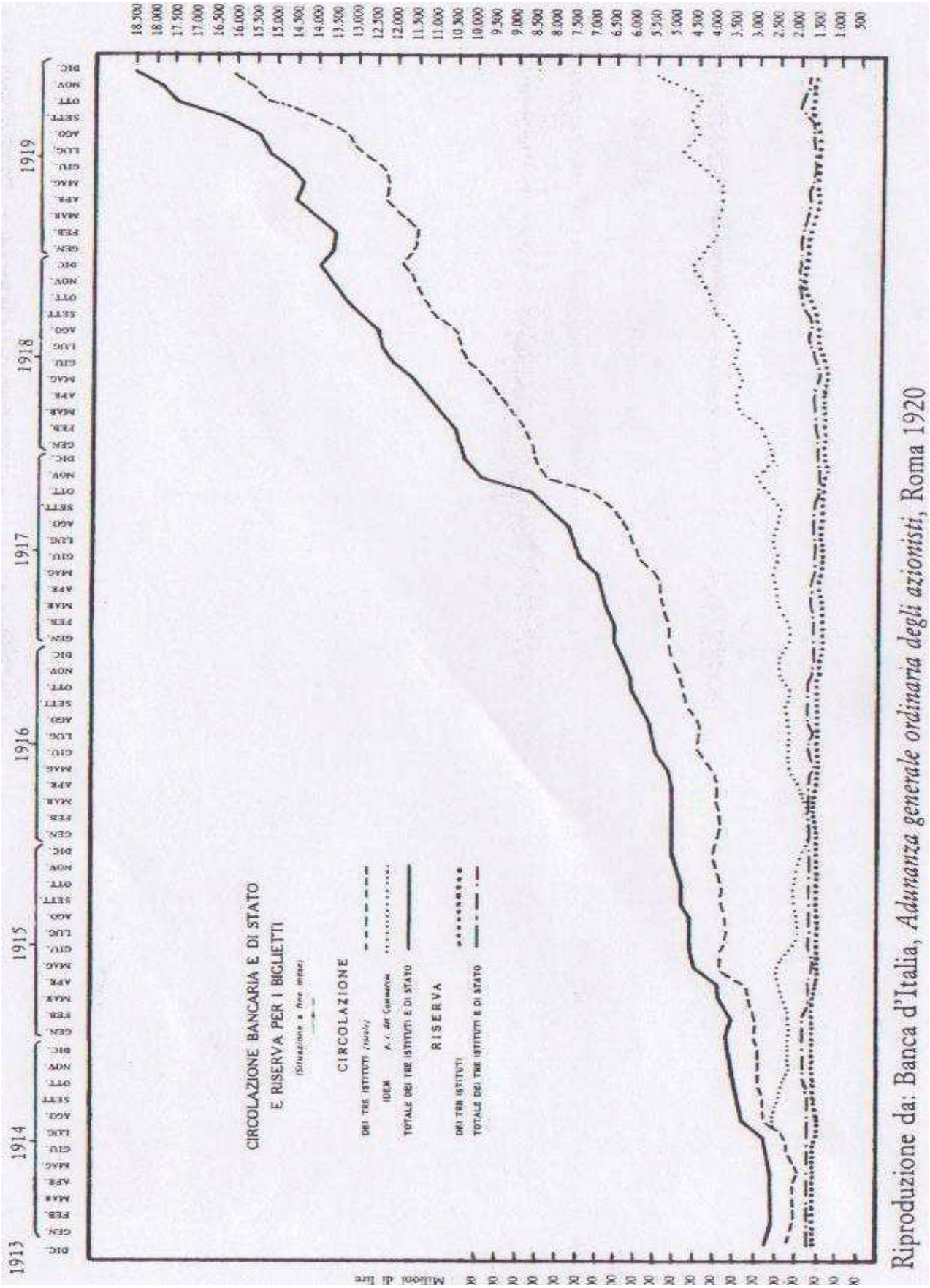
L'Italie opte pour les changes flexibles et l'autonomie de la politique monétaire. Pour Stringher, il vaut mieux laisser filer la Lire pour provoquer une dévaluation progressive. Cette dernière, dans un premier temp, renchérit les importations ; puis dans un second temps, réduit les produits étrangers, par ces prix plus élevés et favorise les produits nationaux en terme de production, d'exportation. Dans un troisième temps, les exportations sont de nouveaux supérieures aux importations. C'est le modèle de la courbe en J.

Graphique n°2 : La courbe en J



[394] ASBI, rapporti con l'estero, carton 218, fascicule 4, Nuove Riposte sulla questione dei cambi, novembre 1916, Rome
[395] BI, adunanza per il 1916, Rome, p 11-12
[396] ASBI, Rapporti con l'estero, carton 19, fascicule 6, Balzarotti a Stringher du 17 janvier 1917, Rome

Graphique n°3 : <u>L'émission de monnaie en Italie (1914-1919)</u>



Riproduzione da: Banca d'Italia, *Adunanza generale ordinaria degli azionisti*, Roma 1920

Naturellement, une fois le déficit commercial supprimé, la lire devrait remonter par rapport aux autres monnaies. Pour maîtriser la situation par la suite, il faudrait mettre en œuvre le contrôle des changes ou des capitaux. Le contrôle des changes se ferait par l'obligation pour les exportateurs de déclarer le prix en franc suisse auprès du Trésor de leurs ventes. En décembre 1916, Stringher oblige les producteurs à passer par les Chambres de Compensations pour encadrer les changes par contrat. La B. N demande même que la B. d. I en assume la direction. Stringher n'est pas très favorable au monopole des changes pour des raisons de conflits d'intérêt.

La crise prend fin le 16 avril 1917 avec la création du comité permanent de la politique monétaire sous la conduite de la B. d. I réunissant tous les acteurs. En effet, la B.d.I peut mettre en place une politique d'encadrement du crédit pour contrôler et réduire la masse monétaire en relevant le taux d'escompte central.

En conclusion, de cette dernière faiblesse de la politique financière audacieuse de l'Italie, nous pouvons voir que le cours de la lire est complément déstabilisé par le choix de l'endettement. Or, pour maintenir la lire, il faut s'endetter encore auprès de l'étranger, en particulier des Alliés ; ce qui renforce la perte d'autonomie financière.

Nous venons d'étudier le choix financier de l'Italie. Il est pertinent car il a permis d'acquérir d'énormes ressources financières en peu de temps sans faire payer les Italiens, mais il comporte d'énormes dangers : une perte possible d'indépendance et une inflation déstabilisante pour l'économie. Cette solution a donné à l'Italie les moyens financiers pour crééer une économie puissante et industrielle

B – La guerre donne naissance à une économie italienne puissante :

Avant 1914, l'Italie était en plein développement industriel, notamment dans la vallée du Pô, mais une grande majorité de la population reste agricole dans le Mezzogiorno. Le pays connaît une émigration forte dûe à la pauvreté et au chômage élevés, soit plus de 500 000 Italiens vers les Etats-Unis depuis 1903. La guerre va tout changer. C'est une véritable rupture économique qui se produit en 1915. L'Italie entre dans le club des pays développés et industriels.

Nous allons étudier tout d'abord la mise place de la mobilisation industrielle puis, le développement rapide de l'industrie italienne dans tous les secteurs.

1 – La mise en place de la mobilisation industrielle :

Nous étudierons la situation industrielle d'août 1914 à la création du Sous-Secrétariat aux Armes et aux Munitions le 9 juillet 1915, puis notre étude va porter sur la mise en œuvre et

l'organisation de la mobilisation.

a – La situation industrielle avant le 9 juillet 1915 :

Les arsenaux militaires sont vides à l'issue de la Paix d'Ouchy en 1911-1912. De plus, la guerilla libyenne a continué à exister, ce qui a réduit le peu de matériels militaires disponibles. Il faut reconstruire et rééquiper complément l'armée italienne en cette année 1914.

Le C. E. M Alberto Pollio veut moderniser les équipements d'une manière globale. Il veut passer d'une artillerie de campagne à affût fixe à des canons à culasses amovibles. Seule, la France avec son canon de 75 mm en est dotée. L'Italie n'a pas d'artillerie lourde. Elle est incapable d'en produire obligeant l'*Esercito* à acheter chez *Krupp* vingt-huit batteries de 149 mm. Pour les mitrailleuses, la situation est identique. L'Armée doit se fournir chez *Vickers* au Royaume-Uni qui a suspendu ses livraisons avec la guerre[397].

La situation de l'armée italienne en 1914 est critique. Traditionnellement, les armements sont produits par les arsenaux dont certains sites produissent des canons, d'autres des munitions ou des fusils, etc… Ces mêmes établissements effectuent aussi les réparations de matériels majeurs. En revanche, les arsenaux sont incapables de produire des canons avec affût à déformation, des armes automatiques, des explosifs brisants. Pour l'automobile militaire, les établissements peuvent produire seulement des châssis et aider au montage des dirigeables en aéronautique. Depuis août 1914, une impulsion forte est donnée à la production en travaillant en trois fois huit heures pour les ouvriers et l'embauche de plusieurs milliers d'entre eux. Au début 1915, les arsenaux produisaient 10 000 fusils et pistolets par mois, soit cinq fois la production de 1913 et 35 millions de cartouches. Cette production devait tripler en mai 1915. Pour l'artillerie, les arsenaux devaient produire des pièces de tous calibres.

Cependant, cette reprise de la production de matériels militaires butait sur deux contraintes majeures : un manque de ressources financières et des approvisionnements en matières premières à l'étranger très difficiles. Ces contraintes pèsent sur toute l'économie italienne[398]. De plus, le Royaume-Uni suspend ses livraisons de mitrailleuses Maxim. Ce qui prive l'Italie d'armes automatiques l'obligeant à puiser dans ses propres forces pour équiper une section de mitrailleuses par bataillon d'infanterie. Fiat se lance dans le projet et créée un modèle pensé par Revolli-Beaumont, dit modèle 1914. Fiat commence la production de suite au rythme de 50 mitrailleuses par mois, puis de 100 dès janvier 1915. Pour l'artillerie, c'est Ansaldo di Genova qui prend la

[397] Giorgio Rochat, *L'Esercito italiano nell'estate 1914*, Nuova Rivista storica, 1961, Rome et *L'Esercito italiano nella Grande Guerra (1915-1918)*, volume 1 Le forze belligeranti, USSME, 1927, Rome
[398] voir première partie, chapitre 1, *Les pressions économiques alliées*

relève pour produire un canon de 120 mm sur la base du 105 mm de Schneider[399]. Pour le canon de 75 mm à affût amovible, les Italiens choisissent le français du colonel Déport adapté à la montagne ; aucune industrie italienne dans les industries mécaniques sous l'égide de *Vickers-Terni*, basé à La Spezia, ne peut mener le projet. Les premiers canons sont livrés au premier semestre 1915..

Cette année 1914-1915 montre que si le capitalisme italien veut fournir et équiper son armée, il existe un énorme défi industriel à relever qui nécessite d'énormes ressources financières : la centralisation des approvisionnement et de leurs utilisations. Les industries militaires seules ne peuvent y arriver. Il faut l'aide du secteur civil.

C'est cette dynamique qui va relancer l'économie italienne en récession en 1914. Il existe un puissant effet d'entraînement au vu des besoins de l'armée. Cependant, il est nécessaire d'organiser et d'encadrer le phénomène. C'est la création du Sous-Secrétariat aux Munitions.

b – La création du Sous Secrétariat aux Munitions et son organisation :

C'est le général Dallolio qui est le père de l'organisation de la mobilisation industrielle afin de résoudre le problème du ravitaillement et des fournitures de l'*Esercito*[400]. Il est en effet vital que l'ensemble des entreprises italiennes participe à l'effort de guerre.

C'est aussi le moyen d'en finir avec l'influence allemande sur le marché italien notamment pour la chimie organique, les couleurs et vernis synthétiques. Ce projet de Dallolio est soutenu par le C. S au vu de la consommation immense en munitions par jour. Le gouvernement donne satisfaction à Dallolio, c'est le décret du 9 juillet 1915.

Ce dernier créée le *Comitato Supremo per i rifornimenti di armi e munizioni* sous la direction du général Dallolio. Puis, il devient le Sous-secrétariat aux Munitions et aux Armes avec pouvoir de délégation du ministère de la Guerre. Le Sous-secrétariat a des pouvoirs étendus et agit comme un ministère, dont il va avoir le statut en 1917. Il regroupe des directions générales pour chaque secteur clé : l'armement et les munitions, le matériel du génie, l'automobile et l'aéronautique. Autour de ce noyau, il existe d'autres bureaux qui ont aussi une grande importance : les matières premières où l'Etat va gérer l'achat centralisé de ses ressources. Nous avons le bureau des travailleurs dont l'objectif est d'éliminer les conflits sociaux avec leurs corollaires : les grèves en s'occupant des ouvriers. Les moyens employés sont des hausses des salaires, des heures

[399] Vincenzo Gallinari, *La produzione dei materiali militari in Italia durante la Guerra*, colloque « les fronts invisibles : nourrir, habiller… », Paris, 1978, p 189-199
[400] Massimo Mazzetti, *L'industria italiana nella grande guerra*, USSME, Rome, 1979

supplémentaires mieux payés. La contrepartie est une discipline quasi militaire dans les usines. Il existe le bureau des achats de matériels à l'étranger qui centralise les importations pour mieux les contrôler. Enfin, nous avons le bureau des ressources énergétiques dont le but est de gérer et encadrer les consommations en énergie. Le contrôle sur les arsenaux est direct tandis que, pour les entreprises privées, l'Etat met en place des contrats avec des inspections pour vérifier la mise en application des décisions du Sous-secrétariat. Cette structure peut décider des prix et de contingenter des produits[401].

Le décret du 22 août 1915 approuve la règlementation sur la mobilisation industrielle, ce qui fait naître tous ces organismes : le Comité Central et les sept Comités Régionaux. Ils doivent planifier la distribution et la consommation des ressources en tenant compte des objectifs de production des entreprises de chaque région. Il faut planifier les flux de matières premières, de machines, de capitaux, d'ouvriers et d'énergies. Enfin, les syndicats font leur entrée dans les directions des entreprises et dans chaque comité du Sous Secrétariat. Les règles édictées par le Comité Suprême s'appliquent obligatoirement aux arsenaux et aux entreprises civiles dites « auxiliaires » (sous traitants). Les chefs d'entreprise avaient peur des contrôles mais devant la levée des incertitudes des facteurs de production leur opposition fut levée.

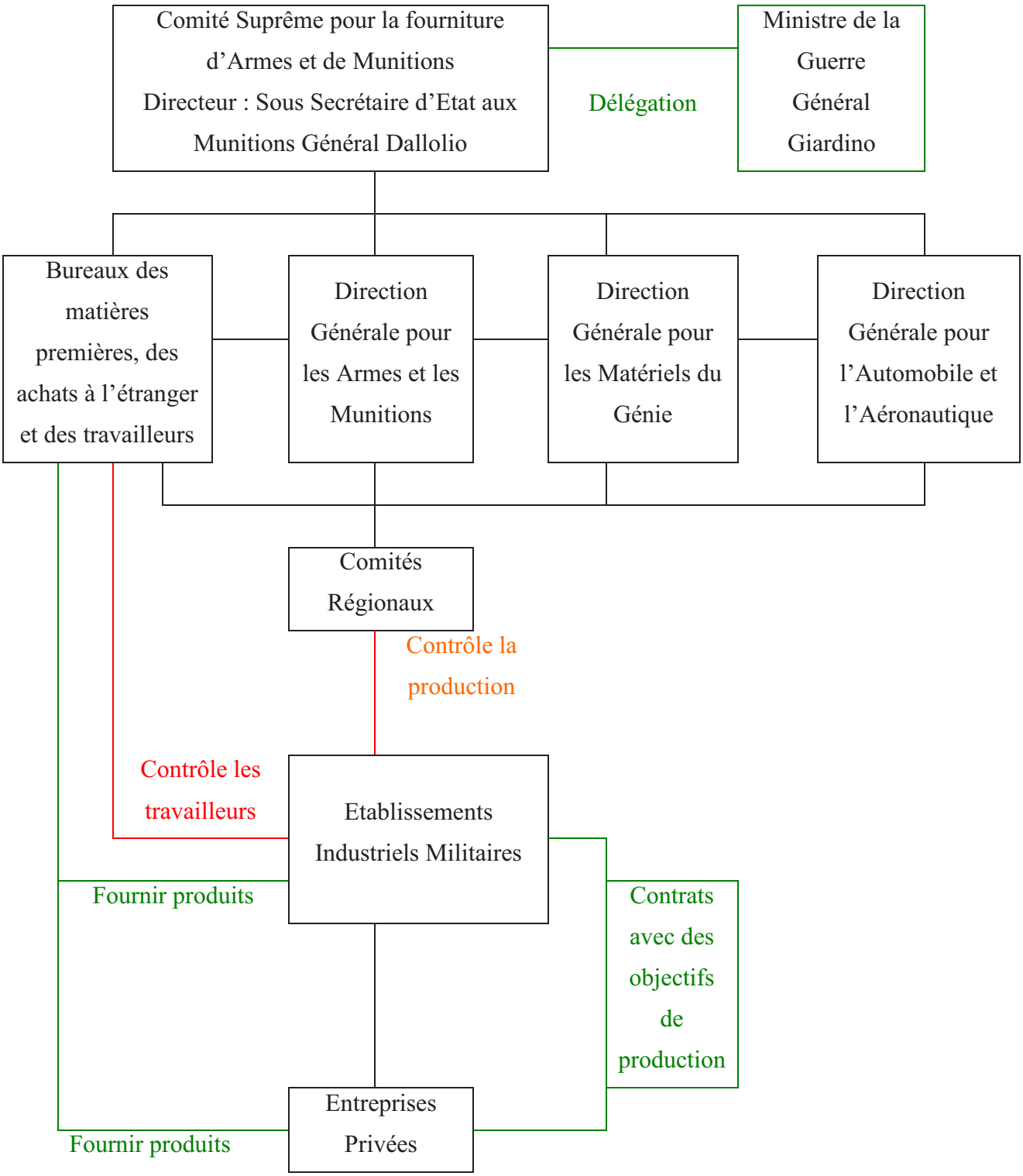
En 1915, il existait quelques centaines d'établissements auxiliaires. En 1918, nous comptons 1 200 000 entreprises sous traitantes. Au sein des Comités, il existe des experts civils et militaires avec des représentants du monde de l'entreprise et des syndicats. Ce mélange donne de la crédibilité aux comités notamment en matière sociale et d'hygiène au travail. Cette structure stabilise l'Italie au niveau social et réduit le pouvoir des anarcho-socialistes à peu de chose, notamment avec la discipline militaire dans les usines.

Au niveau macroéconomique, une telle structure évacue toutes les incertitudes socioéconomiques. Ce qui permet une croissance très forte et une exceptionnelle stabilité sociale. D'après la septième règle de Sun Tzu, cette situation donne à l'Italie une grande force intérieure et donc la possibilité de vaincre à l'extérieur. Cette croissance et cette stabilité renforcent l'Italie dans son rapport de force stratégique avec l'Entente à son profit. La seule difficulté de l'Italie à ce moment là vient de son économie fondée sur des milliers de P. M. E sans grosses infrastructures productives. Ce qui est une énorme barrière à l'entrée sur le marché. Il va falloir dépenser des milliards pour doter l'Italie de l'infrastructure industrielle adéquate.[402] La chance de Dallolio est la politique financière audacieuse du gouvernement italien qui lui apporte sur un plateau 5 milliards de lires-or 1914 en un an.

---

[401] Vincenzo Gallinari, *La produczione dei materiali militari*, colloque « Les fronts invisibles… », Paris, 1978, p 195

[402] ACS, « Relazione della Commissione parlamentare d'inchiesta sulla spese di guerra », Atti parlamentari, Camera dei Diputati, XXVI législature, document 21, Roma, 1919



Organigramme n° 15 : Organisation de la Mobilisation Industrielle

Réalisé par Emmanuel BOUDAS (tiré de Vincenzo Gallinari, ouvr.cité, p. 195)

En conclusion, l'Italie a la structure, les finances et les entreprises pour produire à partir de septembre 1915. L'Italie peut devenir une grande puissance industrielle.

2 – Un développement industriel et économique exceptionnel :

Nous allons voir la mise en œuvre de la mobilisation, puis l'explosion de la production industrielle, énergitique et agricole. Cependant, l'économie italienne va buter sur deux difficultés : un déficit commercial record et une flotte marchande amoindrie.

a – Les facteurs de la puissance économique :

α – La mise en œuvre de la mobilisation industrielle :

L'effort industriel à réaliser est immense. Les armées italiennes ont besoin chaque jour fin 1916 de 17 000 quintaux de froment, 300 de pâtes et de riz, 1 000 de fromages, 1 500 de pommes de terre, 7 500 de petits pois, 6 000 de viandes et 2 000 têtes de bétail, soit la consommation nationale avant guerre par an. Il faut évidemment ajouter le café, le sucre, le vin, les fruits, les alcools, le lait et le chocolat. Ensuite il faut ajouter les commandes de matériels militaires.

Pour construire les tranchées, l'Armée a besoin de 100 000 tonnes de ciment, 10 millions de sacs, 60 000 tonneaux de palettes métalliques et de fils de fer barbelés et des millions de pelles et de pioches. Pour réaliser les baraquements d'hiver, il faut 30 000 mètres cubes de bois, 20 000 tonnes de métaux, des millions de planches de bois et de fer pour les postes de combat, 6 millions de poutres… Pour acheminer tous ces approvisionnements, il faut 34 000 trains militaires, plusieurs centaines de kilomètres de voies ferrés en plus et des milliers de véhicules de toutes sortes (camions, V. L…)[403]. Un bon indice de l'effort industriel est le nombre d'armes produites. La dotation des R. I est passée de deux mitrailleuses à trente-six de 1914 à octobre 1917.

Pour l'artillerie, la production a considérablement augmenté : de 30 canons de 280 mm à 305 de 1915 à 1917, de 0 à 246 de calibre moyen dont 112 de 149 mm et 1 772 pièces de petit calibre. En octobre 1917, nous avons 2 933 pièces de moyen calibre et presque 5 000 de petit calibre et plus de 4 000 bouches à feu. Avec Caporetto, l'Esercito a perdu 4 000 canons. Dès mai 1918, elle a en de nouveau plus de 7 000 dont 264 antiaériens et 525 minerwerfers. Les arsenaux ont produit 956 000 fusils modèle 1891 en 1915, 2 206 181 en 1917 et plus de 5 000 automatiques. La production de pistolets modèle 1891 est passée de 201 000 en 1915 à 290 587 en 1917. Les mitrailleuses se sont accrues de 617 en 1915 à 25 084 en 1917. Les lance grenades sont partis de 0 en 1915 pour atteindre 6 584 en 1917. L'Italie a produit plus de 12 000 000 de grenades à main, 393 800 000 de munitions pour mitrailleuses. Tous ces chiffres montrent l'intensité de l'effort

[403] Luigi Einaudi, *La condotta economica egli effeti sociali della guerra italiana*, collection Fondation Carnegie pour la paix, series italiennes, Rome, 1933, p 59 à 98

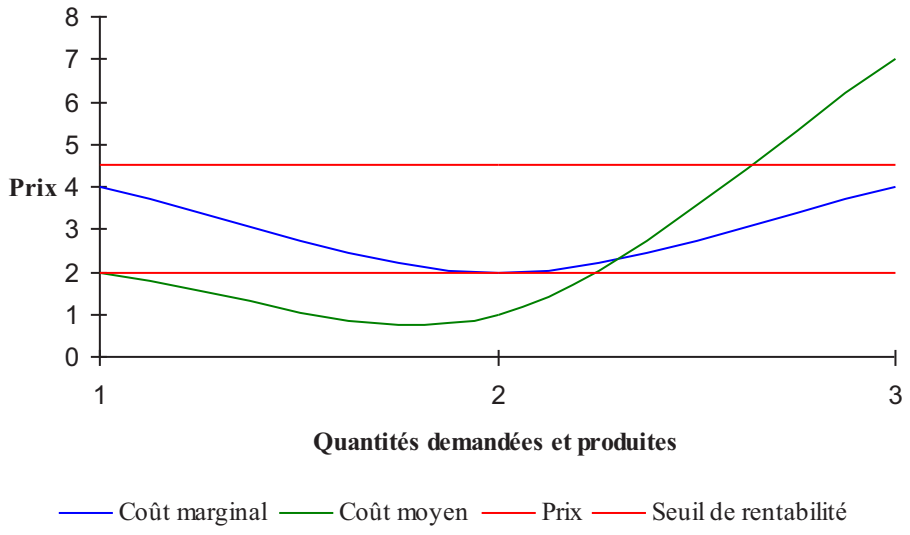
industriel et économique de l'Italie.

Les résultats de cette dernière ont été possibles car le but unique de l'Etat était d'accroître la production quel qu'en soit le coût et le prix. Le seul objectif est la victoire. C'est une guerre totale. Dans une économie de temps de paix, l'entreprise prend la décision de produire si le rapport des productivités marginales du travail et du capital est égal au salaire réél :

PmL (Productivité marginale du travail) = **W** (salaire réel)
PmK (Productivité du capital) **P** (niveau général des prix)

Ce calcul détermine sa fonction de production avec la quantité de travail et de capital nécessaire pour produire à un prix donné : le salaire réél. Une fois que l'entrepreneur connaît son coût de production, il va sur le marché rencontrer la demande. Si son coût moyen est égal au coût marginal de la dernière unité produite, l'entreprise ne produit rien. Elle va produire si et finalement si le coût marginal est égal au prix car il est sûr de vendre son produit supplémentaire. L'écart entre le coût moyen et le coût marginal est le profit réalisé. Dans cette économie pure et parfaite, nous avons une gestion des ressources en capital et en travail au plus juste. Le système cherche l'allocation optimale des ressources. Il n'existe pas de gaspillage dans une économie de marché non déstabilisée. C'est l'optimum de Pareto : nous produisons au coût minimum pour un profit maximum avec un prix libre fixé par le marché. Dans ce cadre lorsque le coût moyen C. M et le coût marginal C. m sont égaux, c'est le seuil de rentabilité. L'équilibre économique est lorsque C. m est égal à P.

Graphique n°4 :
Le Profit



L'Italie est en guerre. Cette situation déstabilise l'économie, c'est un choc exogène. La guerre modifie le point d'équilibre de l'économie. Le but n'est plus l'allocation optimale des ressources mais la victoire à tout prix. L'Etat paie donc rubis sur ongle sans se préoccuper de

l'efficience des investissements et du prix des achats. Cette décision est visible dans la circulaire du 27 mars 1915 n°19167 envoyé à l'inspecteur de l'artillerie et dans celle du 21 septembre 1916 n°4109.

Au début de la guerre, il n'existait aucune planification de l'effort de guerre au niveau industriel et agricole. L'improvisation a été la règle au début du conflit. Les gestionnaires ont essayé de tirer le meilleur du progrès technique, de la science et des ressources disponibles pour produire. La gestion était anarchique. Même les chefs de l'administration mettent au point au jour le jour les instruments et les méthodes techniques nouvelles. Le comité a instauré le bureau des travailleurs, ce qui a rationalisé la gestion de la ressource humaine en augmentant les salaires. Dallolio a donc mis de l'ordre et structuré l'effort de guerre.

Cette situation a permis en payant rubis sur ongle de donner à l'Italie les infrastructures nécessaires et de devenir une puissance industrielle, mais c'est au prix d'une déstabilisation du système économique. La mobilisation industrielle a réussi malgré les difficultés rencontrées au début, c'est-à-dire l'imposition et le surcoût.

β – L'explosion de la production industrielle :

Avant de produire des biens industriels, il faut posséder les ressources nécessaires : du charbon et du fer. Le problème pour l'Italie est simple : peu de mines de fer sur son territoire. Il faut importer. Or, la guerre sous-marine pose des problèmes à la sécurité du transport maritime. L'Italie décide de relever le défi en accroissant l'extraction dans les mines de Cogne et les réserves de l'Elba (Sardaigne).

Les mineurs acceptent la hausse de la productivité horaire. L'extraction du fer passe de 334 000 tonnes en moyenne de 1909-1913 à 706 000 en 1914, 680 000 en 1915, 942 000 en 1916, 999 000 en 1917 et 694 000 en 1918. La bataille du fer est gagnée réduisant la dépendance vis-à-vis de l'extérieur. La production d'acier passe de 75 000 tonnes en 1913 à 110 000 en 1917.

En revanche, le charbon est importé à 100 %. La guerre pousse la production de biens industriels : armements, canons, fils de téléphone et de télégraphe. De facto, les exportations de ressources baissent. Le zinc est exporté à 80 % avec 149 000 tonnes en 1913. Il n'est plus exporté en 1915 que 81 000 tonnes, 94 000 en 1916, 79 000 en 1917 et 67 000 en 1918. L'Italie n'a pu extraire que 1 200 tonnes supplémentaires de zinc en trois ans. En revanche, les exportations de plomb sont passées de 38 000 à 44 000 tonnes. Le mercure n'a pas évolué entre 985 000 et 1 093 000 tonneaux annuels. La production d'acide sulfurique a évolué de 253 000 tonnes en 1911-1913 à 501 000 en 1917. L'électricité est multipliée par deux et la bauxite passe de 800 à 1 700 tonnes.

Malgré tous ces efforts, l'Italie importe toujours des pays alliés des matières premières :

100 % de son charbon du Royaume-Uni, de l'acier et d'autres produits à rendement décroissants nécessaires. Les biens intermédiaires mécaniques sont passés dans les importations italiennes de 18,65 à 49,06 % de produits sidérurgiques. Les importations de ce secteur ont baissé de 42,14 à 26,10 % pour l'Italie : les machines-outils sont passées de 17,31 % à 6,30 %. En revanche, les exportations d'automobiles ont cru de 24 à 32 % entre 1915 et 1917. La guerre a donc considérablement développé l'industrie mécanique pour tout ce qui touche aux machines et appareils de production.

Ce résultat a permis de produire plus de 11 789 pièces d'artillerie. L'Italie a une industrie jeune. L'Italie a produit 19 904 mitrailleuses, soit 1 200 par mois en 1918. Sa production de munitions d'artillerie est passée de 861 668 coups en 1915 à 3 525 738 coups en juin 1918, soit de 10 400 à 88 400 coups par jour. Au total, elle a produit 70 millions d'obus, 7 300 000 munitions de mortiers, 880 830 bombes, 35 635 000 munitions de tous types dont 24 millions incendières.

Au niveau de l'industrie aéronautique, l'Italie en 1914 avait 70 avions volant à 200 mètres pendant 45 minutes avec trente mécaniciens français. *Fiat* se lance dans la production aéronautique passant de 60 ouvriers en 1915 à 1 500 au 31 mai 1915. En 1917, *Fiat* exporte les Caproni au Royaume-Uni et installe une usine aux Etats-Unis. La production journalière au milieu de 1917 se monte à 16 avions et 21 moteurs. Le nombre d'avions produits passe de 382 en 1915 à 1 255 en 1916, à 3 871 en 1917 et 6 523 en 1918. Pour les moteurs, nous passons de 606 en 1915 à 14 820 en 1918. A l'armistice, l'industrie aéronautique italienne avait pour 2,9 milliards de lires de commandes en cours et 620 millions en construction.

Pour l'industrie automobile, en 1914, l'Italie produisait 450 chassis moyens et 2 000 véhicules. L'*Esercito* avait 400 voitures, 3 400 camions, 150 tracteurs et 1 100 motos en 1914. En octobre 1918, elle possédait 2 500 voitures, 27 400 camions, 1 200 tracteurs et 6 000 motos. Seules les motos sont encore importées de France. Les exportations ont explosé : en 1914 : 3 291 véhicules, en 1916 : 6 439, en 1917 : 8 734 et en 1918 : 2 937. L'industrie automobile italienne est donc très compétitive sur le plan international au point de concurrencer les groupes américains.

Pour l'industrie des communications, les nécessités de la guerre imposent de communiquer plus vite entre les lignes et les arrières. Du coup, il faut ajouter au réseau fixe 5 200 kms de lignes télégraphiques et 41 470 kms de lignes téléphoniques. Le nombre d'appareils en dotation passe de 250 en 1915 à 33 000 en 1918. Il a fallu équiper l'*Esercito* de 114 503 téléphones, 18 0766 centraux, 3 708 télégraphes, 10 122 kms de câbles télégraphiques, 1 430 492 kg de fils de fer, 747 945 kms de cordons télégraphiques, 25 379 950 kms de fils télégraphiques légers, 320 stations radios et 1 200 pour l'aviation. L'industrie des communications est florissante et a su relever le défi même si des importations venues des Etats-Unis et de France ont été nécessaires. Le Alliés ont

fourni des appareils téléphoniques, environ 1 000.

Au niveau ferroviaire, l'industrie italienne a du faire des prouesses pour fournir les F. S (*Ferrovie dello Stato*). L'Italie a construit 110 km de nouvelles voies avec écartement de 0,75 m et 50 kms à 0,60 m. De même, en Albanie, l'armée a fait construire 20 kms de voie à 0,75 m et 200 kms à 0,60 entre Valona et les dépôts avancés sur Durazzo. A l'exception de l'importation de 265 locomotives américaines, l'industrie italienne a produit 1 660 km de rails pour la mise à deux voies des lignes, 4 800 aiguillages, 2 500 wagons et 300 locomotives. A cette production, il faut ajouter plus de 600 ponts métalliques du génie. Nous assistons à un développement exceptionnel de l'industrie lourde.

Pour les industries chimiques, la donne va radicalement changer. Avant 1914, le secteur est sous la domination allemande tant au niveau commercial que financier. L'objectif italien est de profiter de l'occasion pour autonomiser le secteur. La première mesure prise est de protéger les industries chimiques italiennes naissantes par de solides barrières douanières freinant l'entrée de produits allemands[404]. C'est du protectionnisme éducateur selon la théorie de l'économiste allemand List. Compte-tenu de la demande sans limite en explosifs, les industries chimiques vont connaître un développement exponentiel pour les acides, la soude, l'ammoniac, du sodium et du chlore. Les difficultés sont les matières premières assez importantes à importer. Or, avec les difficultés du transport maritime, cette situation renchérit le coût des ressources premières toutes importées. C'est le cas notamment du charbon dont la chimie a un besoin de 100 tonnes au minimum pour travailler. Pour le facteur travail, ces industries sont très peu gourmandes. En revanche, elles coûtent cher en capital circulant puisqu'il faut importer beaucoup de biens intermédiaires. La production d'explosifs a fortement augmenté de 2 350 tonnes en janvier 1917 à 4 050 en juillet malgré les fluctuations des livraisons de matières premières entre 4 600 tonnes en février et 3 400. L'Italie voit la production d'acide sulfurique passer de 40 à 50 000 tonnes annuelles, d'huile de 4800 à 9 600, d'acide citrique de 18 à 84 000 car le fer, les nitrates de sodium et l'azote sont produits sur place.

En revanche, les importations de fibres courtes de coton nécessaires aux explosifs sont très chères car elles viennent des Etats-Unis, soit 50 000 tonnes annuelles. Pour compenser le manque de charbon, l'industrie chimique se lance dans les produits de synthèse : arômes, cellulose et dans les dérivés du gaz naturel : benzène pour 2 645 tonnes annuelles. La glycérine croît de 1 000 à 2 300 tonnes par an et l'acétone de 270 à 400. Des importations subsistent mais elles sont réduites. Seule la production de plastique nécessite plus de 1 100 tonnes venant des Alliés. L'industrie italienne a parfaitement réussi pour les explosifs à base de gélatine pour les mines. Au niveau des gaz de combat, les productions sont à base de chlore ou de phosgène, pour un tiers des besoins

[404] ibidem p75

exprimés. Le reste est importé de France ou du Royaume-Uni. Les industries chimiques ont donc connu un développement exceptionnel mais à un prix très élevé.

Pour le textile, la production de vêtements militaires a explosé. Les capes pour la pluie sont passées de 395 950 en 1915 à 1 000 000 par mois en octobre 1915 et sont stables jusqu'en septembre 1916. Au niveau des plastiques, l'armée demande entre le 1er janvier 1915 et octobre 1918 109 350 joints pour véhicules, 338 500 bâches, 41 500 éléments pour les motos, 222 400 chambres à air pour les vélos et 79 200 pour les motos, 110 000 pneus. L'industrie des plastiques a augmenté sa production de 80 % de 1915 à 1917 et les exportations ont disparu pour satisfaire les besoins.

Pour conclure sur le développement de l'industrie, la guerre a donné naissance à des géants industriels : Fontana Liri pour les explosifs classiques, S. I. P. E di Cengio pour le T. N. T, Ansaldo di Genova pour l'artillerie, Breda, Vickers-Terni, Fiat, soit un secteur fondé sur 2 000 entreprises avec 1 230 000 ouvriers[405]. De nouveaux secteurs sont apparus diversifiant le tissu industriel : aviation, automobile… L'Italie est devenue une puissance industrielle.

Nous allons maitenant aborder l'emploi des ressources énergétiques.

γ - Le développement du secteur énergétique :

Un tel développement industriel n'est possible que si les ressources énergétiques suivent sachant que la guerre sous marine complique le problème.

Les importations possibles baissent de 9,8 millions de tonnes pour le charbon en 1914 à 8,4 millions en 1915, à 5,07 millions en 1917 et à 5,08 millions en 1918. L'Italie développe le lignite puisque sa production s'envole de 608 000 tonnes en 1914 à 953 000 en 1915, à 1 306 000 en 1916, à 1 722 000 en 1917 et à 2 171 000 en 1918, soit multipliée par quatre. Le lignite est réservé pour le chauffage des populations. Le pays s'est lancé dans une campagne d'économie d'énergie : en 1918, les F. S ne consomment plus que 25 000 tonnes de charbon. La production de pétrole est passée de 10 000 tonnes en 1911 à moins de 5 000 en moyenne de 1914 à 1918. Les économies de pétrole fonctionnent. La consommation de pétrole baisse de 116 300 tonnes à 72,2. Cependant, le projet échoue pour les huiles qui augmentent de 60,9 à 85,2 ; le benzène de 41,3 à 205,8. Avec l'explosion du nombre des automobiles, les produits à base d'hydrocarbures voient leurs consommations renforcées. L'électricité a une production en augmentation de 2,3 milliards de KW heures en 1914 à 2,8 milliards en 1916, à 3,6 milliards en 1917 et à 4,1 milliards en 1918. Les barrages ont accru leur

[405] *I rifornimenti dell'esercito mobilitato durante la guerra alla fronte italiana (1915-1918*), USSME, Rome, 1954

production hydroélectrique de 222 000 à 500 611 HP.

Pour le secteur énergétique, la situation est donc mitigée : hausse en électricité, des économies pour le charbon et le pétrole mais une dégradation des importations pour les hydrocarbures automobiles est très forte. L'Italie a fait des efforts mais reste dépendante des Alliés pour son énergie. Nous allons maintenant étudier le secteur agricole.

δ - La croissance de l'agriculture :

	Media antebellica		1915		1916		1917		1918	
Cereali (grano, granoturco, risone, avena, segala, orzo) . .	2247	100	2260	100	2099	95	1815	81	2191	97
Culture erbacee esclusi i foraggi (fave, fagioli, patate, ortaggi, bietole, lino, canapa, tabacco) . .	897	100	871	97	765	85	789	88	807	90
Culture legnose (vino, olio, agrumi, frutta, bozzoli, legna e legname)	2605	100	1740	67	2557	98	3062	117	2674	103
Produzione animale .	2242	100	2142	95	2142	95	2142	95	2142	95
Totale . .	7991		7013		7563		7808		7814	
Indici		100		88		95		98		98

Tableau n°4 : La production agricole italienne (1914-1918)

Cf Luigi Einaudi, *La condotta economica egli effeti sociali*…, Rome, 1933, p 8)

La conséquence du développement industriel est la raréfication accélérée de la main d'œuvre agricole déjà importante avec la conscription. Effectivement, cette dernière a baissé de 2,6 millions à 2,2 millions d'hommes de 1914 à 1918. Il faut compter les 1,2 millions d'enfants et les 6 millions de femmes. Les réquisitions ont touché avec force le monde agricole : 7,1 millions de bêtes, 27 millions de quintaux de vivres.Malgré ces pertes en hommes et en animaux, la production

agricole s'est maintenue grâce aux engrais produits par les industries chimiques. La consommation de phosphates a atteint 856,2 milles tonnes en 1917. De plus, les exploitations se sont mécanisées grâce à la chute des prix de 18,5 millions de lires à 7,4 millions en 1917. L'agriculture italienne a réussi àse maintenir malgrè les difficultés.

Nous venons de mettre en lumière le rapide développement industriel italien. La conséquence a été en partie le sacrifice de l'agriculture, domaine traditionnel de l'économie du Mezzogiorno. Ce développement économique aété rapide et brutal par moment. Nous allons voir les facteurs de fragilité afférents à tout développement rapide.

b – Les faiblesses de l'économie italienne en développement :

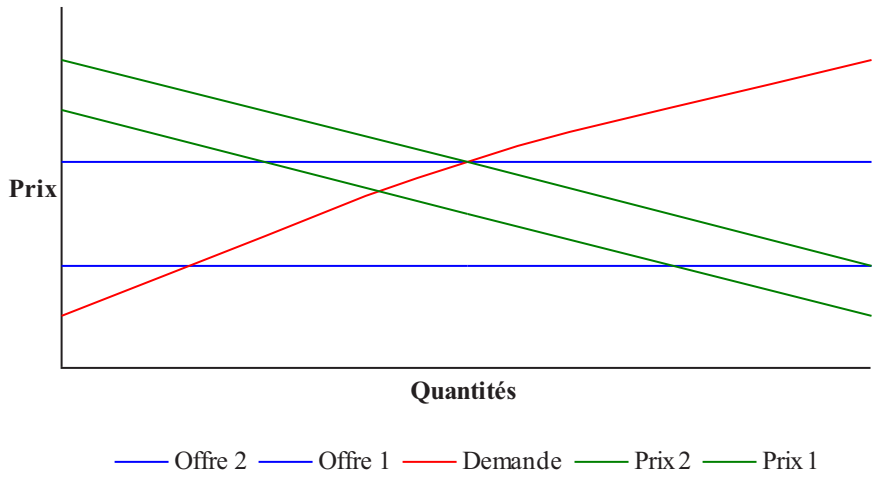
Les faiblesses de l'économie italienne en phase de prospérité et d'acquisition de puissance industrielle sont : un déficit commercial record et une flotte marchande très amoindrie.

α – Un déficit commercial record [406] :

Avant 1914, les points forts de l'économie italienne à l'exportation étaient la farine, les agrumes, les fruits et légumes, le vin. Les points faibles à l'importation étaient le charbon, le le blé, le bois, le pétrôle, le coton et le fer.

Au niveau international, l'Italie est un pays exportateur de produits agricoles et importateur de matières premières pour l'industrie. En 1913, l'Italie ne couvrait déjà plus ses importations par ses exportations. Sa balance commerciale était donc déficitaire avant guerre. En 1914, le taux de couverture des importations est de 75,6%, ce qui signifie que son déficit commercial était déjà de 25 % déséquilibrant sa balance des paiements[407]. Le taux de couverture

Graphique 5 :
Monopsone : la demande coudée



[406] Tableaux suivant de V. Zamagni, *Dalla Periferia al centro. La rinascita economica dell'Italia 1861-1990*, Il Mulino, Bologne, 1993

continue de descendre à 53,9% en 1915, 36,8 % en 1916, 21,9 % en 1917 et 20 % en 1918.

En clair, l'Italie n'exporte plus. Sa production nationale est tournée uniquement vers le marché intérieur à cause des prix très élevés payés par l'Etat. Nous avons typiquement une rente de monopole octroyée par la demande. C'est une demande *coudée* selon Sweezy, économiste américain. Ces prix très élevés payés par l'Etat s'expliquent aisément. En effet, la guerre impose la nécessité d'avoir toujours plus de munitions, d'armements et de vivres pour soutenir l'action militaire. La pression à la dépense est en permanence en augmentation. Puisque ce sont des vies humaines qui sont risquées, l'importance de la dépense marginale est faible politiquement. La demande marginale est le surcoût engendré par l'achat d'une unité supplémentaire de bien. Cette situation fait que l'État achète quelqu'en soit le coût. L'Etat le fait au point où la dépense marginale est égale au produit marginal de chaque bien[408] :

Dm (dépense marginale) = **Pdt m** (produit marginal d'un bien) = **P** (niveau global des prix)

La seule limite à la hausse des prix est le poids maximal d'endettement que l'Etat italien peut supporter. Les prix augmentent plus vite que la production effectivement vendue.

Seuls les secteurs des huiles naturelles et des véhicules ont augmenté : base 100 en 1912, 150,7 en 1918 pour le premier et 107 pour le second. Tous les autres secteurs sont orientés vers le marché italien. Le gouvernement a essayé de juguler la hausse des importations non indispensables (le bois à 11,5 %, les livres à 25,3 % au maximum) et réduire la consommation de marchandises urgentes (le lin, la jute à 49 %, le coton de 64,5%). Cependant, la demande est inélastique sur certains produits. Si le prix augmente, la demande est en hausse. Il n'existe pas d'élasticité-prix pour le tabac (+ 28,7 %), la laine (+ 21,9 %), le caoutchouc (+ 24,8 %) et les céréales (+ 31,1 %). La plupart de ces produits viennent de l'Empire Britannique entre 25,9 et 28,3% des importations, des Etats-Unis environ pour 42,7 % et l'Argentine 10,3 %[409]. La seule limite à la hausse de ces importations est l'ouverture de crédits par le Royaume-Uni et les Etats-Unis. Le seul pays qui reçoit des produits italiens est la France avec des agrumes et autres.

L'étude de la balance commerciale va montrer que le développement exceptionnel de l'Italie s'est fait au détriment de ses échanges extérieurs au point où le pays n'exporte plus. Cette absence d'exportations grève la croissance économique en prélevant des revenus pour payer le déficit de la balance des paiements, ce qui oblige à s'endetter encore plus. Quand l'Italie va-t-elle arriver à son seuil de remboursement au-delà duquel elle peut entrer en faillite ? Le sytème

---

[407] Luigi Einaudi, *La Condotta economica e gli effetti sociali della guerra italiana*, Rome, 1933, p 86-90
[408] Marie-Pierre Dussine, *Précis de microéconomie*, Collection optimum, Paris, 2006, p 117-118
[409] ibidem p 93

lori a prezzi correnti in percentuale del totale).

	Importazioni 1886 Quantità	Importazioni 1886 Valore	Importazioni 1913 Quantità	Importazioni 1913 Valore		Esportazioni 1886 Quantità	Esportazioni 1886 Valore	Esportazioni 1913 Quantità	Esportazioni 1913 Valore
Frumento	936,2	13,2	1.810,7	11,0	Riso	7,0	2,3	4,5	0,8
Altri cereali	47,4	0,7	526,2	2,4	Pasta	41,7	0,2	71,0	1,4
Caffè	10,8	1,2	28,7	1,2	Farina	5,4	0,2	113,3	1,7
Tabacco	23,5	2,1	25,7	1,2	Uova	23,4	2,8	24,8	1,9
Semi oleosi	43,4	0,9	92,6	1,0	Formaggi	3,9	0,6	32,8	2,9
Pesci conservati	47,6	2,1	65,2	1,6	Agrumi	124,9	2,4	436,5	3,4
Carbone	2.927,1	4,6	10.834,0	10,3	Frutta e verdura	49,3	2,6	371,4	5,8
Legname	789,8	4,1	1.367,9	3,7	Conserve	–	–	68,5	2,2
Petrolio e benzina	71,2	0,9	150,0	0,9	Vino (ettolitri)	2.566,8	8,6	1.787,2	3,3
Rame, ottone, bronzo	8,1	0,7	30,0	1,4	Olio d'oliva	64,8	7,6	31,2	1,7
Rottami	115,7	0,5	326,2	0,8	Canapa greggia	33,1	2,6	50,3	2,1
Pelli crude	18,1	2,4	24,5	1,8	Pelli crude	18,1	3,4	28,1	2,6
Pelli conciate	2,0	1,2	3,5	1,6	Marmo greggio e lav.	108,2	1,6	317,3	1,5
Seta greggia	1,1	3,4	2,8	3,0	Zolfo	300,9	2,4	351,3	1,5
Tessuti di lana	5,2	3,5	2,9	1,5	Minerali metallici	295,8	1,0	205,6	1,0
Tessuti di seta	–	3,4	–	1,2	Filati di cotone	–	–	14,6	1,6
Bozzoli	1,3	0,9	5,0	1,6	Tessuti di cotone	–	–	49,4	7,4
Lino, juta greggia	8,6	0,3	57,1	1,1	Tessuti di lana	–	–	2,0	0,9
Cotone greggio	68,0	5,1	201,9	9,2	Seta greggia e cascami	6,4	29,4	11,3	16,3
Lana greggia	12,1	2,2	28,6	3,1	Manufatti di seta	–	1,6	–	4,3
Prodotti chimici	–	1,7	–	4,0	Automobili	–	–	–	1,3
Ghisa, ferro, lav. Acciaio	241,7	3,6	488,7	3,7	Caldaie e macchine	–	–	16,5	1,0
Rame lav.	870,0	0,2	9,3	0,8	Gomma	–	–	4,1	2,0
Caldaie e macchine	33,8	2,8	86,9	3,6	Prodotto chimici	–	3,7	–	3,1
Strumenti di prec.	–	0,6	–	2,3	Cappelli (n. in centinaia)	4,0	0,7	219,7	1,6
Gomma greggia e lav.	8,2	0,8	60,0	1,6					
Tot. voci precedenti		63,5		75,2	Tot. voci precedenti		73,7		73,3
Importazioni totali		100		100	Esportazioni totali		100		100

Fonte: V. Zamagni, *Dalla periferia al centro. La rinascita economica dell'Italia 1861-1990*, Il Mulino, Bologna 1993 (dati *Annuario statistico italiano*, 1887-88 e 1914).

Tableau n°5 : Principales importations et exportationsde 1886 à 1913 en quantité (milliers de tonnes) et en valeurs

(Tiré de V. Zamagni, Dalla periferia al centro. La rinascita economica dell'Italia 1861-1990, Il Mulino, Bologne 1993)

approche de sa limite.

Il s'agit d'étudier les problèmes de la flotte marchande italienne.

β -Une flotte marchande très amoindrie :

La guerre a plongé dans le chaos une flotte fragilisée dès 1913. Les distances se sont considérablement allongées : pour chercher des céréales au lieu d'aller en Russie, il faut les récupérer en Amérique du Sud.

La guerre a fermé certains ports et les sous-marins provoquent des pertes. De facto, le prix du transport de grains de Buenos Aires à Gênes passe de 0,80 Lires or par quintal en janvier 1913 à 15,33 en 1915, 13,87 en janvier 1916 et 15,20 en décembre.

Tous ces éléments font grimper le prix des navires : un bateau de commerce de 7 500 tonneaux était à 36 000 £ en 1910 et passe en 1914 à 42 000 £ pour atteindre fin 1915 150 000 £. Les prix continuent à augmenter : mars 1916 160 000 £, juin 180 000 £ et décembre 187 000 £. Face à une telle hausse des prix, la construction navale reprend avec vigueur ainsi que les achats à l'étranger. La guerre sous-marine à outrance de février 1917 plombe le marché avec un prix de 165 000 £ en fin d'année. Fin 1917, l'Italie n'a produit que quatre navires dont le fret excède 100 tonnes par bâtiment.

Face à cette situation, la construction navale connaît un phénomène de concentration verticale de l'acierie au lancement d'un navire. C'est le cas d'Ansaldo, de l'Ilva et de la Navigation Générale. Même si les convois réduisent les pertes et que la flotte se redresse. Les coûts de production restent prohibitifs. L'Italie a lancé 24 navires de 112 000 tonneaux d'achats et 32 neufs de 210 000 tonneaux de son industrie. Cependant, elle a perdu 336 navires soit 905 303 tonneaux, c'est-à-dire 57 % du tonnage d'avant guerre. Avec des capacités de transport maritime réduites, l'économie italienne connaît des difficultés d'approvisionnement qu'elle arrive à surmonter mais avec grande peine.

Avec des capacités de transport maritime réduites, l'économie italienne connaît des difficultés d'approvisionnements. En effet, elle manque de navires pour transporter les marchandises nécessaires : charbon anglais, céréales américianes, viandes argentines, laine australienne… Cependant, l'Italie arrive à surmonter avec peine ce problème par une construction navale accrue.

En conclusion de ce chapitre, le capitalisme italien, par une politique financière audacieuse et risquée, a réussi à faire de l'Italie une grande puissance industrielle avec un développement économique rapide. L'Italie a gagné son indépendance économique vis-à-vis de l'Allemagne.

Cependant, elle doit faire face à plusieurs menaces : l'endettement, l'inflation, des difficultés d'approvisionnements suite à une flotte amoindire et un déficit commercial record. Ce développement économique extraordinaire et précaire maintient la position stratégique favorable de l'Italie face aux Alliés en donnant à son armée les moyens de vaincre.

Conclusion

Tout au long de cette première partie, l'Italie a su jouer avec finesse la négociation et son entrée en guerre. En effet, le pays a procédé à un marchandage de son intervention au plus offrant, quitte à bouleverser ses alliances et toute sa politique étrangère d'avant guerre. De par ces négociations, elle a su imposer aux alliés occidentaux ses vues impérialistes en Adriatique, en Méditerranée et sur sa frontière naturelle. Elle a obtenu une position stratégique de supériorité sur l'Entente. Pendant les deux premières années de guerre, l'Italie, malgré son impréparation militaire générale, a réussi à maintenir l'équilibre stratégique avec les Alliés : elle commande la 1ère flotte alliée en Adriatique, elle a contenu la marine autrichienne, enfin au niveau terrestre, le pays a enregistré deux succès important en 1916. L'Italie s'est construite une puissante économie de guerre qui a permis de soutenir l'effort militaire. Cependant sa politique financière et monétaire fait peser sur elle de lourdes menaces quant à son indépendance face aux alliés, qu'ils sauront exploiter. Enfin les contentieux politiques, diplomatiques se multiplient avec les alliés ce qui marginalise le pays et menace à moyen terme sa position stratégique.

Par sa déclaration de guerre à l'Allemagne, elle a retrouvé la confiance alliée et maintenu l'équilibre. Par conséquent, l'Italie de 1914 à février 1917 a une position stratégique favorable vis-à-vis des Alliés qui lui garantit son autonomie d'action et donc son indépendance. En revanche, l'année 1917 va être le moment de tous les dangers. 1917 est le bouleversement majeur de l'histoire des relations entre l'Italie et ses Alliés : une crise socio-politique incroyable, une crise militaire fondée sur la perte du moral et Caporetto. Enfin l'arrivée des troupes alliées dans le pays modifient les rapports diplomatiques. C'est l'objet de la deuxième partie.

2ème partie :
L'année 1917 :le renversement stratégique complet

L'année 1917 se caractérise par un retournement stratégique des relations entre les Alliés et l'Italie. Certes, le début de l'année est marqué par l'intransigeance italienne au niveau diplomatique avec les accords de Saint Jean de Maurienne du 19 avril 1917 et le torpillage des négociations de paix séparée avec l'Autriche. Nous allons voir que le comportement des Alliés laisse présager par rapport à la question ottomane un revirement. Ensuite, nous verrons que le pays tout entier entre en crise d'une grande intensité provoquant l'effondrement de la puissance italienne.

C'est la cause profonde du retournement. Enfin, l'Italie connaît avec Caporetto une grave crise militaire montrant la décomposition de l'armée italienne. Cette crise militaire débouche directement sur les accords de Rapallo qui consacrent ce changement de position stratégique. L'Italie passe d'une situation favorable en février à la soumission stratégique la plus complète en décembre.

Nous étudierons, en premier lieu, les dernières démonstrations de l'intransigeance italienne et le nouveau comportement des Alliés. Ensuite, nous verrons la crise profonde de la société italienne et de son armée. Enfin, nous travaillerons sur Caporetto et sa conséquence stratégique au travers des accords de Rapallo : la subordination aux Alliés et associés.

I – Les derniers mouvements diplomatiques italiens et la nouvelle attitude des Alliés :

Les dernières démonstrations d'intransigeance italienne sont : les accords de Saint Jean de Maurienne, le refus de négocier avec l'Autriche, une paix séparée amenant à faire échouer cette tentative de négociation. Puis, nous verrons le regard nouveau des Alliés sur l'Italie à travers la conférence de Saint-Pétersbourg du 4 février 1917 et la crise italo-russe.

A – Les accords de Saint Jean de Maurienne :

1 - La genèse de l'accord :

En 1916, l'action combinée des Anglais de Allenby en Egypte et celle des Arabes de l'émir Hussein affaiblissent l'Empire Ottoman notamment par des actions de harcèlement en Arabie et une puissante offensive depuis le Canal de Suez. Face à cette nouvelle situation militaire (le déclin des Turcs), les Français et les Anglais décident de se partager l'empire sur le papier. Ils font cette démarche pour s'accorder entre eux et préserver leurs intérêts réciproques avant de proposer ce traité secret aux Russes. Les Alliés prennent soin d'exclure l'Italie de cette négociation secrète. Ces accords répartissent les zones d'influences et les territoires sous administration directe des uns ou des autres. Ce sont les accords Sykes-Picot de mai 1916[410].

Dans ce traité secret, les deux nations font le partage suivant :

- Les Français ont deux zones : la première sous administration directe est constituée du Liban, de la Cilicie, du vilayet d'Adana et d'Alexandrette. La seconde est une zone d'influence allant de Damas à Mossoul, puis à Alep soit une Syrie élargie.
- Les Anglais ont aussi deux zones : la première avec le même statut que celle des Français est composée de l'Irak moins Mossoul, le Golfe Persique et des Emirats tels que Oman .La seconde est la Jordanie, la Judée et la zone saoudienne.

Cette répartition est complétée par deux éléments : la constitution de l'Etat Hachémite en Arabie et l'annexion par les Russes de l'Arménie où les Turcs ont massacré les Arméniens. Ce traité secret favorise clairement les puissances occidentales. En effet, le Royaume-Uni met la main sur toutes les réserves de pétrole du Golfe Persique. Les intérêts stratégiques britanniques sont bien servis. Les Français obtiennent la Syrie et le Liban qui sont des régions chrétiennes que la France protège traditionnellement depuis 1850 au sein de l'Empire Ottoman. Ils ont pour compensation des énormes richesses pétrolières britanniques : la région de Mossoul connue pour ses champs pétrolifères. Enfin, les Russes ont l'Arménie turque qu'ils pourront réunifier avec leurs frères vivant au sein de l'Empire Russe.

En conclusion sur ce traité, les intérêts politiques et économiques sont sauvegardés. Mais l'Italie en est exclue alors qu'elle combat au sein de l'Entente depuis 1915. Ce traité s'oppose au

[410] Pierre Vallaud, *14-18 La Première Guerre Mondiale,* volume I, Paris, 2004, p . 284-285-286

Pacte de Londres, notamment à l'article 9. En effet, le Pacte de Londres donne à l'Italie une zone d'influence : le Vilayet d'Adana, Smyrne et des îles en mer Egée. Or, la France obtient en 1916 comme zone sous administration directe le vilayet d'Adana. Les autres territoires sont peut être pour la Grèce. Il existe dans ce cas une contradiction entre les deux traités. L'impérialisme français va affronter l'italien si ce traité devient public. Les Italiens le verront comme une trahison. Un important problème diplomatique va se produire. En effet, les Italiens ont vent d'un accord qui s'est fait en leur absence. Ils demandent donc la communication immédiate de ces accords.

Pour mettre sous la pression le gouvernement français, Sonnino demande à ce que les négociations aient lieu à Paris : «cette situation présenterait forcément des avantages à concentrer la pression des conversations sur Briand.[411] ». Il envoie Tittoni à la place de son négociateur chevronné Imperiali à Paris. Sonnino fait le choix de la solution la plus rapide au détriment de la diplomatie car pour lui il est nécessaire de régler le plus vite possible la question orientale avant que les Grecs entrent en guerre et expriment des revendications. Malheureusement, les Alliés vont résister à cette entreprise.

Saint-Petersbourg propose de faire une simple communication par l'ambassadeur à Rome et non une conférence à Paris. Le gouvernement français accepte tout de suite et veut rédiger une simple note afin d'éviter un nouveau marchandage et de nouvelles exigences. Paris ne veut plus discuter sauf s'il s'agit de préciser les frontières franco-italiennes en Anatolie dans le cadre du Pacte de Londres. Mais le Royaume-Uni propose une autre solution : la communication du texte intégral de 1916. Le 9 octobre, Grey dit que le retard dans la communication provient du gouvernement français qui ne veut pas dévoiler le contenu intégral des accords. Cette tentative de plaire aux Italiens de la part des Anglais est un marché de dupes avec le gouvernement français. Nous pouvons voir apparaître les rivalités impériales. Les Français considèrent la zone d'Adana comme un protectorat où leurs intérêts nationaux sont importants au niveau minier, des ressources en eau pour l'agriculture au Liban et en Syrie. Briand ne veut donc pas la lâcher. Tout au plus, il veut bien en parler mais surtout pas négocier avec Rome car il a en tête le prix exorbitant payé par l'Entente en 1915. De plus, il veut contrer les ambitions impériales anglaises en s'appuyant sur la Russie.

Cependant suite à l'entrée en guerre de l'Italie contre l'Allemagne en août, Briand accepte de communiquer l'intégralité du texte, mais il refuse de négocier et le dit à l'ambassadeur italien de manière assez claire : «la conversation qui peut s'engager à la suite de la communication ne peut porter que sur la fixation des limites précises de la zone italienne d'Adalia sans revenir sur les accords signés[412]». C'est un gel des accords Sykes-Picot, les Alliés en restent à Londres 1915. Nous pouvons voir que les Alliés vont à la rupture avec l'Italie sur la question de Smyrne qui est

[411] Colloque la France et l'Italie pendant la première guerre mondiale, Paris, 1978, p. 443 à 445
[412] AMAE, CPC série A paix, volume 130 Briand à Rome document n°1298, Paris, 1916

probablement pour les Grecs en opposition avec les intérêts italiens.

Les Britanniques se rallient finalement aux deux autres puissances et arguent du respect du principe des nationalités pour refuser aux Italiens la région de Smyrne qui est une ancienne province grecque. C'est un prétexte ô combien efficace. Le gouvernement de Sa Majesté décide pour mettre un terme à la polémique d'annoncer la communication sans rien lâcher. Mais il veut aussi ménager Sonnino qui brandit sa démission comme arme de pression. Les Anglais veulent un arrangement : «un arrangement avec l'Italie dans cette sphère[413]». Grey somme Paris de trouver un accord. Cependant, Briand voit «les intérêts italiens comme improvisés». Paris accepte la communication sans plus. Le 5 octobre 1916, les Alliés donnent le contenu intégral des accords à Rome.

Le nouveau gouvernement de Boselli, issu du renversement du cabinet Salandra en mai 1916, demande des négociations immédiates afin de maintenir les territoires obtenus à Londres en 1915[414]. Les Alliés ont d'autres soucis en tête notamment la Grèce dont ils ont besoin pour monter une opération contre les Bulgares et les Autrichiens pour libérer les Serbes. De plus, des émissaires du nouvel empereur Charles 1er d'Autriche, depuis juin 1916 à la suite du décès de François-Joseph, proposent aux Alliés une paix séparée. Cette dernière intéresse les Français pour pouvoir attaquer l'Allemagne par le Tyrol. Les Alliés décident de se retrouver à la conférence de Folkestone le 11 avril 1917.

Ribot le nouveau président du conseil (depuis la chute de Briand en 1916) et Lloyd George premier ministre depuis janvier trouvent un accord. Ils vont essayer de négocier avec les Italiens le compromis suivant : les territoires en Turquie contre l'acceptation d'un engagement grec aux côtés des Alliés. C'est la rencontre et l'accord de Saint-Jean-de-Maurienne du 19 avril 1917.

2 - Le traité de Saint-Jean-de-Maurienne du 19 avril 1917 :

Les deux nouveaux chefs de gouvernement alliés se rendent à Saint-Jean-de-Maurienne pour rencontrer Sonnino et discuter avec lui pour obtenir son accord au compromis proposé par les Franco-britanniques. Le véritable but pour les deux alliés est d'obtenir l'entrée en guerre de la Grèce aux côtés de l'Entente.

Pour obtenir cette intervention, il est nécessaire d'avoir une monnaie d'échange. Cependant, les nationalistes grecs de Vénizelos veulent récupérer un territoire turc qu'ils considèrent comme

[413] AN, Foreign Office 387, Turkey War 1916 volume n° 2780, dossier 13725/187940, Grey à Rodd n°1265,Londres, 1916

[414] Giorgio Candeloro, *storia dell'Italia moderna,* volume 8 *la Prima Guerra Mondiale Il dopoguerra e l'avvento del Fascimo*, Rome, 1978, p .156

partie intégrante de la nation grecque: la région de Smyrne et la Thrace orientale, plus la partie ouest du Bosphore s'arrêtant un peu avant Istanbul. Or, une Grèce puissante est une menace pour le contrôle de l'Adriatique par les Italiens notamment par la volonté grecque d'aider leurs frères orthodoxes serbes et la base navale de Corfou. Les Italiens sont donc sur la défensive. Pour le moment, la volonté alliée est si forte que Sonnino accepte. En revanche, il obtient que la question grecque soit liée à celle du plan de partage de l'Empire Ottoman. Les Alliés acceptent : «On tombe d'accord que toutes les décisions qui précèdent concernant l'Asie Mineure et la Grèce auront de valeur seulement ensemble»[415].

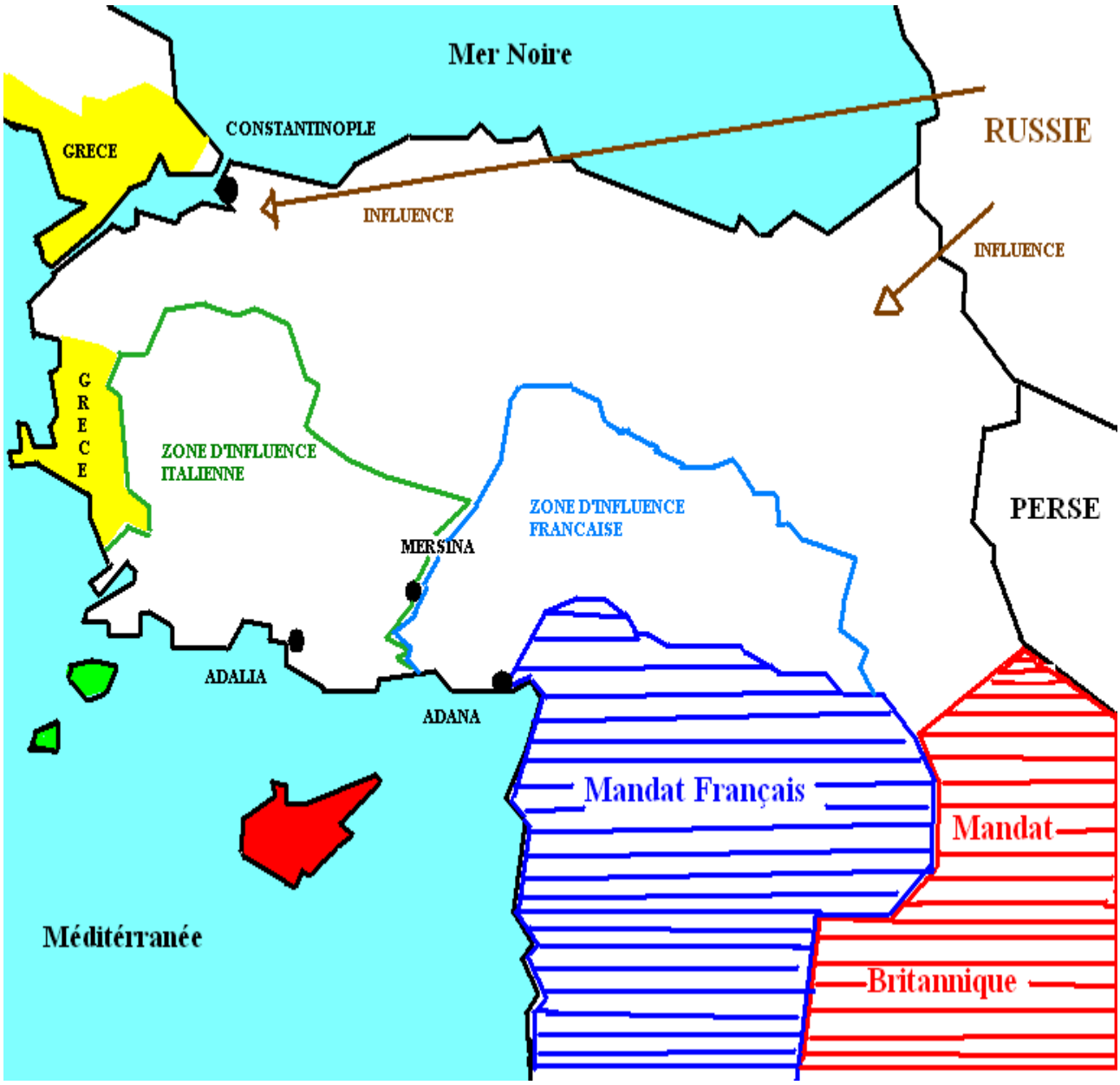
Les Alliés ont gain de cause pour la Grèce mais ils procèdent à des aménagements des accords Sykes-Picot : les Italiens se voient confirmer l'obtention du Vilayet d'Adalia, la région de Smyrne turque au sud de la partie grecque avec la ville de Smyrne, une bande de territoire plus au nord et enfin, un accord frontalier avec la zone française d'Adana : la région de Mersine posant une difficulté. Les Italiens, en revanche, devront accepter que le port de Smyrne soit franc afin de permettre le commerce britannique. Enfin, ils doivent abandonner Konia et la ligne de chemin de fer Istanbul-Bagdad aux Anglais[416]. Il est vrai que les Italiens ont eu ainsi gain de cause concernant les territoires turcs. Les Alliés ont décidé de respecter le Pacte de Londres. Cependant, ce sont les Italiens qui défendaient cet acquis. Les Alliés, pour la première fois depuis 1914, menaient le jeu. Ils ont d'ailleurs obtenu satisfaction sur la Grèce. En effet, pour eux, c'était la question fondamentale. Leurs forces sont retranchées à Salonique face aux Bulgares. De plus, Sarrail veut lancer une offensive sur la Serbie pour pouvoir attaquer l'Autriche avec le soutien des Serbes.

Les Alliés ont besoin du soutien en ravitaillement et en troupes des Grecs pour pouvoir sortir de cette zone infestée de moustiques où la malaria terrasse leurs unités[417]. Les Alliés ont donc renversé le jeu. Ils ont maintenant une stratégie dominante face aux Italiens empêtrés dans leurs batailles sur l'Isonzo. Les Alliés sont devenus maîtres du jeu diplomatique pour la première fois. Après des épisodes épiques, la Grèce entre en guerre contre les Empires Centraux le 12 juin 1917. Les Italiens arrivent à obtenir deux concessions : la confirmation du Pacte de Londres avec des aménagements et l'absence de négociations avec l'Autriche pour le moment : «il ne serait pas opportun d'engager une conversation dans les circonstances présentes et risquerait d'affaiblir l'étroite union qui existe entre les Alliés»[418].

L'intransigeance italienne a obtenu seulement une confirmation d'acquis. En revanche la position stratégique de l'Italie vacille face aux Alliés. C'est le premier signe du retournement.

---

[415] AMAE, CPC Italie 1914-1918, texte intégral du Traité de St-Jean-de-Maurienne, document n°591, Paris, 1917
[416]Sydney Sonnino, *Diario 1916-1922,* volume 3 1917 - 1919, Roma, Laterza, 1975, p . 120
[417]Pierre Vallaud, *14-18 La Première Guerre Mondiale,* volume I, Paris, 2004, p 73
[418] AMAE, CPC Italie 1914-1918, texte intégral du Traité de St-Jean-de-Maurienne, document n°591, Paris, 1917



Carte n°11 : L'accord de Saint-Jean-de-Maurienne

Réalisée par Emmanuel BOUDAS

Echelle 1/6 700 000 soit 1 cm égal à 100 km.

3 - Sonnino tente le coup de force diplomatique mais échoue :

En effet, voyant la situation s'inverser, Sonnino essaie de renégocier un accord plus favorable à l'Italie. Dès le 28 avril, il envoie un télégramme où il évoque la nullité de l'accord du 19 suite à l'absence du représentant russe : Miljukov et par le fait de «venir sans savoir quelle chose allait être traitée»[419].

Il prétexte qu'il n'était pas prêt pour demander l'annulation des accords sur le Moyen-Orient moins avantageux que celui de 1915. Face à cette demande, sir Rodd envoie une fin de non-recevoir aux Italiens. En effet, pour lui les 40 000 Italiens à Salonique sous le commandement de Sarrail ne suffisent pas pour demander un tel changement dans la mesure où, dans la guerre contre la Turquie, ce sont les Français et les Anglais avec les Russes qui ont consenti les plus gros sacrifices : 100 000 hommes dans les Dardanelles en 1915, les 100 000 Russes dans les opérations dans les montagnes arméniennes où ils ont vaincu la 3ème armée ottomane responsable par la suite des massacres. De plus, c'est le Royaume-Uni qui fournit la deuxième plus grosse contribution après les Russes contre les Turcs : l'armée d'Allenby en Egypte, une autre en Irak à Kut et le soutien aux bédouins du colonel Lawrence (d'Arabie) : «l'allocation à l'Italie de si grand territoires peut être très difficilement justifiée par les efforts fournis par l'Italie dans la guerre, au regard des sacrifices réalisés par la Grande Bretagne, la France et la Russie»[420].

Pour Rodd, les changements voulus par l'Italie seront conditionnés par les efforts fournis. Une telle attitude du gouvernement de Sa Majesté est un retournement majeur dans la mesure où c'est lui qui a le plus transigé envers l'Italie en 1915. Les Alliés résistent aux assauts répétés de Sonnino. Il essaie de jouer la fierté blessée mais c'est déjà un combat d'arrière-garde. La partie est jouée, les Alliés ne céderont plus rien à l'Italie.

Nous venons de voir le premier craquement de la position stratégique italienne : elle ne peut plus imposer ses vues impériales aux Alliés. L'équilibre stratégique est en train de se modifier.

[419]Sydney Sonnino, *Diario 1916-1922,* volume 3 1916 - 1922, Roma, 1975, p . 122
[420] Ibidem, p . 122

B - L'échec des négociations avec l'Autriche à cause des Italiens :

Le 21 novembre 1916, le vieil empereur François-Joseph meurt. C'est son neveu qui devient chef de l'Etat austro-hongrois, Charles 1er. Le nouvel empereur est face à une situation des plus difficiles. En effet, l'économie autrichienne est en crise depuis l'hiver 1916-1917[421].

L'armée a le moral en baisse avec les succès de l'Entente : la prise de Gorizia par les Italiens, l'offensive Broussilov qui a porté les Russes en Galicie. Et enfin les nationalités de l'Empire commencent à se réveiller risquant de provoquer l'implosion de l'Empire des Hasbourg. De plus, le pays est en proie à un mouvement social d'une forte puissance suite à l'aggravation des problèmes de ravitaillement qui, plus tard avec la révolution d'octobre en Russie, se transforme en Conseils ouvriers, en mutineries, en grève générale[422]. Charles 1er a donc une équation difficile à résoudre : maintenir l'alliance de son oncle avec l'Allemagne, conserver son trône et éviter l'effondrement de l'Empire. Pour lui, les solutions ne sont pas énormément nombreuses. A vrai dire, il n'existe qu'une seule possibilité : sortir de la guerre et fédéraliser l'Empire pour que chaque nationalité puisse s'exprimer.

C'est mettre un terme à la nouvelle puissance des Magyars issue de la réforme de 1848 : le bicéphalisme de l'Empire au profit des Allemands et des Hongrois. Cette politique fait grincer des dents beaucoup de responsables des deux peuples. Les Slaves sont vus comme indignes du partage tricéphale du pouvoir par les Hongrois. Les Magyars exploitent économiquement les populations slaves dans la mesure où ils sont les grands propriétaires terriens de l'Empire. Enfin Charles 1er décide de sauver son trône et fait une offre de paix séparée à l'Entente par sa lettre du 24 mars 1917 qu'il confie au prince Sixte de Bourbon à destination du Président de la République Poincaré[423].

Dans ce courrier, l'Empereur demande la paix en proposant en échange de celle-ci de plaider pour le retour de l'Alsace -Lorraine à la France, l'indépendance de la Belgique, de la Serbie et une stabilisation des frontières avec la Russie sur celles de 1914. Mais, dans ce cas beaucoup de choses dépendent de l'Allemagne, ce qui rend cette proposition difficile à réaliser pour l'Empereur. De plus, l'Empereur limoge son ministre des affaires étrangères germanophile Burian pour le remplacer par un modéré favorable à la négociation : le comte Czernin début 1917. L'Empereur a choisi un officier belge : le Prince Sixte de Bourbon, car il possède de nombreuses connaissances et relations parmi les officiels français dont Briand, Poincaré, et des diplomates. Après plusieurs discussions, colloques, il reçoit l'autorisation de Charles de négocier une paix séparée avec le

[421] Article de Luigi Valiani, *La Désagrégation de l'Autriche-Hongrie,* revue d'Histoire moderne et contemporaine *: L'Europe en novembre 1918,* tome 16, Paris, A Colin, Janvier-Mars 1969, p. 78-79
[422] Ibid, p . 78
[423] Prince Sixte de Bourbon, *L'offre de paix séparée de l' Autriche,* Paris, 1920, p . 122

Président Poincaré.

Le 31 mars, le Prince apporte la lettre de l'Empereur. Les officiels français sont très intéressés par cette initiative. Poincaré en parle à Lloyd George dans la mesure où peu de choses ne peuvent se faire sans les Anglais. Cette proposition est fortement appréciée des Français pour deux raisons. Tout d'abord l'Autriche n'est pas l'ennemi prioritaire ; c'est l'Allemagne à cause de l'Alsace-Lorraine et de l'occupation par les troupes allemandes de dix départements. Ensuite, si l'Autriche réalise une paix séparée, l'Allemagne est isolée et ne disposera plus de l'appoint de troupes autrichiennes. Enfin une offensive alliée (principalement italienne) par la Bavière va permettre de prendre à revers l'armée allemande. Pour le gouvernement français, cette initiative de paix est importante. Les Anglais sont pleinement en accord sur cette question.

Le problème vient des Italiens qui ont de grandes ambitions impériales et Paul Cambon, ambassadeur de France à Londres, dit ceci : «aucune proposition de paix ne peut-être envisagée avec l'Autriche sans tenir compte des vues du gouvernement italien» (voir Pacte de Londres). En effet, si les Italiens acceptaient cette proposition se serait une paix blanche pour le pays. A quoi auraient servi les 500 000 morts qui ont combattu pour libérer les terres irrédentes ? Les Alliés pensent que Rome sera difficile à convaincre. Donc Ribot, le nouveau président du conseil français, demande une entrevue interalliée immédiate. Mais il sait que «Mr Sonnino a très habilement cherché à diviser les Alliés pour en obtenir séparément davantage [...] lors du congrès de Rome», d'où la volonté de rencontrer d'abord Lloyd George pour définir une ligne commune lors du sommet de Folkestone le 11 avril 1917.

Cependant, le premier ministre britannique pense que «pour tout cela il faut que l'Italie veuille faire la paix»[424]. Pour lui cette paix est difficile à atteindre sans concessions de la part de l'Autriche : «du jour où l'Autriche nous témoignerait sa volonté de céder le Trentin et les îles dalmates, nous pourrons négocier avec elle». Le gouvernement de Sa Majesté britannique est clair : la paix exige des sacrifices autrichiens. Le gouvernement français s'aligne sur cette position. Lors de la rencontre de Saint Jean de Maurienne, le baron Sonnino refuse toute velléité de négociation avec l'Autriche : «c'est tout ou rien»[425]. Il brandit la menace révolutionnaire en Italie si les nationalistes apprennent cette tentative. Le gouvernement français annonce cette décision au Prince Sixte de Bourbon[426].

L'émissaire de l'Autriche repart à Vienne pour faire son rapport. Charles 1er écrit une nouvelle lettre indiquant qu'il accepte de céder le Trentin et les îles dalmates contre une colonie italienne, mais il refuse toute cession sans contrepartie. Cette attitude est vue à Paris comme insuffisante pour lever l'hostilité italienne. Lors de la conférence de Londres du 7-8 août 1917, les

[424] Ibid, p . 147
[425] Ibid, p .149
[426] Guy Pedroncini, *Les négociations secrètes pendant la grande guerre*, Paris, 1969

Alliés communiquent à Sonnino les nouvelles de la tentative autrichienne de paix séparée. Mais les Italiens rejettent en bloc cette situation par un silence lourd de sens. Cette intransigeance italienne cache en réalité une situation d'infériorité stratégique dans laquelle est perçue l'Italie par ses Alliés à la suite de ses difficultés militaires, économiques[427] car plus un pays est affaibli plus il est sur la défensive par rapport à ses amis ou ennemis. Nous arrivons à un moment critique puisque la position stratégique de l'Italie vis-à-vis des Alliés est entrain de s'effondrer. Le pays perd son Indépendance.

Nous venons de voir qu'au niveau diplomatique, la posture stratégique de l'Italie s'est profondément modifiée en sa défaveur : les Alliés ont résisté à ses ambitions territoriales en Asie mineure. Elle a échoué quant à la question de Smyrne qui est offerte aux Grecs pour leur intervention. Elle perd les îles de la mer Egée qui deviendront grecques. Le traité de Saint-Jean-de Maurienne consacre la défaite stratégique de l'Italie à imposer ses vues impérialistes aux Alliés. De plus, son intransigeance face à la tentative de paix séparée autrichienne a montré au grand jour son infériorité stratégique face aux Alliés car ce refus est le fruit de l'absence de progrès militaires sur l'Isonzo, de l'usure économique du pays et de la crise sociale qui germe. L'Italie est clairement sur la défensive face aux Alliés. Elle s'arc-boute sur le Pacte de Londres que le traité de Saint-Jean-de Maurienne vient de la balayer en Orient.

Au vu de cette situation nouvelle, nous allons pouvoir étudier le nouveau regard des Alliés sur l'Italie notamment à travers les points de vues russes et français. C'est le retournement stratégique majeur au niveau diplomatique. Les Alliés reprennent la main et, vont pouvoir imposer enfin leur jeu à l'Italie sur la défensive.

C- Un regard nouveau des Alliés sur l'Italie :

La situation militaire de l'Entente se complique sérieusement. En ce début 1917, les offensives italiennes échouent toujours sur l'Isonzo. L'armée française sort de 1916 saignée par Verdun mais auréolée de gloire. L'armée britannique se prépare à attaquer dans les Flandres seule. Il est clair que les Empires Centraux ont l'avantage puisqu'ils ont écrasé en 1915 la Serbie, en 1916 la Roumanie et envahi une partie de la Russie. A l'ouest, ils tiennent bon[428].

Cependant, la menace pour l'Entente vient de la Russie tsariste au bord de l'effondrement

[427] Giorgio Candeloro, *Storia dell' Italia moderna,* tome 8 *La Prima Guerra Mondiale e l' Avvento del Fascismo,* Rome, 1978, p .156-157-158

[428] Gerd Krumeich et Stéphane Audoin-Rouzeau, *Les batailles de la Grande Guerre*, Encyclopédie de la Grande Guerre 1914-1918, Paris, 2004, p. 299-311

général. Il est évident que l'armée russe n'a plus les moyens en armes, en munitions et en vivres de reprendre l'offensive. Kornilov, nouveau commandant en chef, doit faire face à une crise logistique et morale extraordinaire. Le deuxième problème des Alliés est de pouvoir trouver des informations fiables sur l'état de la Russie. Pour faire face à cette crise, l'Entente décide de tenir sa conférence interalliée à Petrograd.

Nous allons donc étudier l'impact de cette conférence dans les relations entre l'Italie et l'Alliance, puis la profondeur de la crise italo-russe.

1 – La conférence de Petrograd du 4 février 1917 :

Les délégués alliés se rendent en Russie par la voie maritime arctique. Ils arrivent à Londres le 11 janvier 1917 car c'est le Royaume-Uni qui est responsable du voyage. La mission alliée est composée pour la France de Doumergue et Castelnau, pour le Royaume-Uni de Milner et Wilson, enfin, pour l'Italie de Scialoja, Aldrovandi et le général Laderchi[429]. Avant son départ, la mission alliée savait toute la difficulté de sa tâche au vu de la démission de Trepov, premier ministre russe, à la mi-janvier. Le 20 janvier 1917, les délégués embarquent sur le *Kildonan Castle* et partent en Russie. Ils arrivent à Kola le 24. Ensuite, ils prennent le train de Mourmansk à destination de Petrograd qu'ils atteignent le 31. Les travaux de la conférence commencent le 1er février. Les Russes répartissent les délégués dans des commissions à thèmes : militaire, ravitaillement, finances. Seuls les chefs de délégation vont participer à la partie politique qui est secrète et à huit clos.

Le premier thème abordé est la continuation de la conférence de Rome sur la création d'un organe de coordination interalliée sur les questions politiques. Rome avait affiché que « dans le futur, les conférences interalliées doivent être plus nombreuses »[430]. Les Russes proposent d'aller plus loin et de créer un « organe central ». Cette proposition russe éclôt avec la question grecque. Doumergue se saisit de cette occasion pour suggérer de créer un comité permanent pour les affaires grecques à Paris avec une structure fixe qui aurait pour tâche d'établir la direction politique et stratégique de la guerre[431]. Le problème est que Rome n'a pas vu venir cette idée qui est dans l'air du temps : le commandement unifié avec une direction stratégique unique.

Sonnino croyait avant tout dans une guerre nationale insérée dans une coalition, non à une guerre internationalisée avec une nation ou un groupe leader. De facto, il n'a donné aucune consigne à ses délégués. Scialoja essaie de réagir de la seule façon qu'il peut en l'absence d'ordres :

[429] AMAE, AP-PA n°64, *Papiers Doumergue sur la conférence de Petrograd février 1917*, Paris
[430] Lord Albert Milner, *Memorandum on the Petrograd Conference of 1917*, publié dans la *National Review* n°115, août 1940, Londres, p 654
[431] Giorgio Petracchi, *Diplomazia di Guerra e rivoluzione*, Roma, p 54 à 74

refuser et attendre. Il tend à noyer la question sous d'incommensurables problèmes juridiques liés à l'exercice de pouvoirs, sans délégation du président du Conseil, pour les délégués. Il évoque une procédure trop lourde par rapport aux réunions ce qui augmenterait les délais de traitement. Il est aussi assez clair pour Scialoja qu'un comité politique unique se solderait par une révision du Pacte de Londres à terme puisque la Russie est opposée à ce traité et que les rivalités impériales entre les Alliés et l'Italie sont au maximum. L'Italie se retrouverait très vite en minorité et sans pouvoir. Pour le délégué italien, c'est donc « un engrenage inutile en contradiction avec tous les éléments et les règles du droit constitutionnel »[432]. L'Italie est contre.

Il est clair à ce moment précis qu'il existe deux camps opposés sur l'issue de la guerre : la France et la Russie voulant l'unification des stratégies et des moyens pour vaincre, l'Italie prêchant une guerre nationale. Le Royaume-Uni n'a pas encore pris sa décision et tente une médiation pour surmonter la fracture. Pour eux, les divisions favoriseraint les Empires centraux. Milner propose un outil de coordination plus souple mais techniquement, c'est plutôt une déclaration de principe qu'autre chose. L'efficacité est nulle. Milner plaide pour des réunions plus fréquentes des premiers ministres. Il est assez évident que Rome ne veut pas d'un organisme interallié pour préserver les gains de Londres face à l'alliance franco-russe philoslave. Dans ce duel diplomatique, elle doit son salut à l'indécision de Londres. L'indépendance stratégique italienne commence à se lézarder puisque c'est le Royaume-Uni qui a décidé des suites.

Le deuxième thème de la conférence concerne les demandes de l'Entente à envoyer à l'Empire du Japon pour l'Europe : l'intervention japonaise sur le continent. Il est logique que la France et la Russie, qui supportent les deux tiers des troupes ennemis, demandent l'envoi de soldats japonais pour soulager l'impôt du sang. De l'autre côté, le Royaume-Uni voit cette intervention avec un regard négatif à cause de l'impact en Extrême-Orient sur les colonies britanniques d'une victoire japonaise en Europe. Ce serait un désaveu et un camouflet sanglant pour l'Empire. A ce titre, Milner préfère demander des livraisons d'armes et de vivres. Doumergue et Castelnau proposent à ce moment-là un déploiement japonais en Mésopotamie aux côtés des Britanniques dont ils sont les alliés. Ils évoquent 50 000 à 60 000 soldats[433]. Cette proposition française va dans le sens d'une communauté parfaite de vue entre Paris et Petrograd.

L'Italie réagit mal à cette demande car elle va compliquer encore un peu plus le jeu diplomatique : si des Japonais meurent en Europe, le Shantung (territoire chinois) leur est d'ores et déjà donné et ils vont gagner du poids politique au sein de l'Alliance. Lors des négociations de paix, il va avoir cinq pays. Or, les tensions sont très fortes entre l'Italie et les Alliés. Le Japon étant l'allié du Royaume-Uni, l'Italie va être complètement marginalisée, ce qui risque de faire disparaître le

[432] ASMAE, Correspondance Sonnino à Scialoja, T Gab n°216, personnel, 10/02/1917, Rome et ACS, *Papiers Boselli*, dossier b8, F82, Rome, 1917

[433] ASMAE, *Conférence des Alliés à Petrograd*, texte officiel, séance de clôture du 20 février 1917, Rome et USSME,*Conferenze degli alleati 1916-1917* (Pietrogrado), pacco n°1, Rome

Pacte de Londres. Il est donc nécessaire d'éviter une participation japonaise en Europe. Cependant, Scialoja n'a pas eu de consignes de Rome. Il fait au mieux des intérêts de son pays et s'associe à Milner pour cette proposition. L'Italie s'aligne pour des raisons différentes sur Londres. Rome est de facto mis hors course du fait de son incapacité à penser l'Italie et la guerre de façon mondiale. Rome est distancée par rapport aux discussions interalliées. Ce qui est très grave. Cette exclusion de fait l'oblige à se mettre au niveau sur l'un ou l'autre des Alliés : l'indépendance laisse la place à la dépendance.

Le troisième thème est l'intégration de la Chine dans l'orbite de l'Entente. Pour réussir cette manœuvre, les Alliés décident de négocier avec le Japon. Ce dernier occupe en Chine les comptoirs allemands, ce qui nuit à la politique internationale de la « porte ouverte ». Seul Washington a refusé l'expansionnisme japonais le 25 mai 1915 par un communiqué. En février 1917, l'arrivée probable des Etats-Unis dans le conflit pousse Tokyo à négocier avec l'Entente. Le marché est clair : la protection des Alliés des gains japonais en Chine contre l'alignement de Pékin sur Paris et Londres. Le 3 juillet 1916, la Russie avait donné cette garantie. Le 16 février 1917, Londres prend cet engagement suivi de Paris le 1er mars. C'est seulement le 28 mars que Rome donne sa garantie qui pèse peu. En effet, Tokyo a demandé spécifiquement celle de Londres et Paris. Ce qui montre la valeur de Rome dans cette guerre : un allié de seconde classe. Le Japon vient de démontrer le regard des Alliés sur l'Italie : une puissance secondaire et marginale. L'équilibre stratégique de 1915 s'effondre. L'Italie vient de perdre son statut de grande puissance mondiale qu'elle n'a au fond jamais vraiment possédé.

La conférence de Saint-Pétersbourg a été un bouleversement diplomatique: la perte du statut de grande puissance de l'Italie aux yeux des Alliés. Dans quelle phase se situe le conflit italo-russe qui en 1917 a gagné en intensité ?

2 –Le conflit italo-russe :

C'est lors de la conférence à Petrograd qu'il éclate avec toute son acuité. Le 4 février 1917, le conflit prend des proportions importantes. La Russie a fait prisonnier des Slaves combattant pour l'Autriche (Tchèques, Polonais, Croates, Slovènes, Bosniaques…) ainsi que l'Italie. Petrograd manque d'hommes et les Serbes aussi.

La Russie propose de renforcer l'armée serbe en y incorporant tous les Slaves prisonniers volontaires pour se battre pour la « Yougoslavie » et la Serbie. Or, l'Italie a fait prisonniers environ

150 000 Slaves dans des camps de concentration[434]. Le terme est fort : la Russie n'y voit pas des camps de prisonniers classiques. La formulation n'est pas anodine. Ce sont les Britanniques en 1902, durant la guerre des Boers qui ont inventé cette méthode mortelle pour les Afrikaners[435]. La mortalité dans ses camps fut déjà très forte. Cette déclaration fondée ou non montre l'étendue du conflit italo-russe. Petrograd n'accepte pas que Rome refuse de transférer ses Slaves vers l'armée serbe. La politique italienne va plus loin puisque la propagande russe pro-slave est interdite et les libérations aussi. Rome nie l'existence de prisonniers serbes. Il est clair qu'une telle politique crée la haine des Slaves contre l'Italie.

Le délégué Scialoja nie l'existence des camps et refuse de réarmer les Slaves. Il affirme que tous les Serbes ont été réarmés, lors de la conférence. Doumergue lui rappelle que la Russie parle de tous les Slaves. Cette proposition russe est une véritable déclaration de guerre à l'Italie. Scialoja émet toutes les réserves possibles mais la France soutient sur ce point la Russie. Paris et Londres refusent en revanche de se lancer dans une politique de nationalités pour le moment afin de conserver la Double Monarchie. Cependant, les Russes rebondissent et demandent la création de la légion tchèque. Paris essaie de calmer Pétrograd en raison des implications politiques d'un tel geste : reconnaissance d'une Bohême indépendante, fin de l'Autriche-Hongrie. Paris craint la contagion. Pour Paris et Londres, c'est la *théorie des dominos* en Europe de l'Est. Or, les Franco-Britanniques sont en discussions avec Sixte de Bourbon-Parme d'où des complications inattendues. Pour échapper à ce guet-apens russe, observant les difficultés des Russes, les délégués italiens se lancent dans une tactique visant à noyer la discussion et à faire obstruction. Dans ce laps de temps, les instructions de Sonnino arrivent, les ordres du gouvernement italien sont clairs : ne rien céder[436].

Scialoja décide de faire une diversion : renvoyer la Russie sur la question des Italiens prisonniers en Sibérie pour avoir combattus sous l'uniforme autrichien[437]. Pour le général russe Gurko, il n'existaient pas seulement 3 000 Italiens prisonniers tandis que Scialoja parle de 5 000. Neratov essaie de justifier cette situation par le manque de transports et le besoin de la Russie de cette main-d'œuvre qualifiée. Scialoja décide d'éluder le problème et cette diversion a fonctionné. La conférence n'a adopté aucune déclaration. Cependant, cette question des prisonniers italiens a eu un retentissement hors de la conférence. En effet, certains fonctionnaires italiens ont délivré à la presse l'information suivante sur la mission du prince Scipion Borghese. C'est une fuite organisée par Boselli sur une mission semi-secrète de Borghese : dénombrer avec exactitude le nombre d'Italiens issu des « terres irrédentes » prisonniers en Russie.

---

[434] Giorgio Petracchi, *Guerra e rivoluzione*, op.cit, p 71

[435] Article du *South African Times* du 1er septembre 1900, South Africa Cape Town, *Encyclopédie des chroniques de l'Humanité,* Paris, 1990, p. 983 et www.anglo-boer.co.za site sud-africain du musée de la guerre des Boers.

[436] ASMAE, *Correspondance Sonnino-Scialoja*, T Gab n°205, 8/02/1917, ASMAE, Rome et *Carteggio Sonnino, Telegrammi in Partenza*, bobine 43, Rome

[437] ACS, Lettre de Borghese à Boselli du 28/01/1917, Papiers Boselli, B3, f 28, Rome

La conférence se termine sur ce thème. Si nous reprenons l'ensemble des questions abordées : le commandement unique, les renforts japonais, la Chine dans l'Entente et le conflit italo-russe sur les prisonniers, il est clair que l'Italie est marginalisée. En effet, dans tous les domaines, elle s'aligne sur le Royaume-Uni. La situation stratégique est donc en train d'évoluer. L'Italie apparaît en demi-teinte, voir en retrait. C'est Londres qui décide du destin de Rome. Le conflit italo-russe ne fait que cristalliser l'opposition entre l'Entente et l'Italie. L'Italie n'apparaît plus que comme une puissance de seconde zone.

3 – L'échec des missions italiennes en Russie :

L'Italie fait face avec les Alliés à une inconnue de grande ampleur : le destin de la Russie entre les révolutions et la guerre. Ce destin est d'autant plus difficile à identifier que la Douma est libérale, le peuple est sous influence bolchevique et les immigrés anarcho-socialistes sont aidés par les Allemands pour leurs retours.

La Russie doit faire face à une situation complexe et délicate. Le problème de l'Italie et des Alliés est de savoir si la Russie continue la guerre ou demande l'armistice. Il est évident que si la Russie est hors combat, l'Autriche va pouvoir déployer contre l'Italie vingt divisions et les Allemands trente divisions à l'Ouest. C'est une rupture extraordinaire du rapport de force entre l'Entente et la Duplice au niveau stratégique. Il est donc nécessaire de connaître le destin de la Russie de 1917. Rome décide à ce moment précis d'envoyer trois missions à Petrograd : une économique et commerciale, une politico-militaire, enfin une propagandiste et d'information.

Ces missions sont envoyées en Russie du fait de l'incapacité de Carlotti à faire des comptes-rendus précis de la situation. Cette incapacité est due à la monopolisation de son action par les conflits balkaniques et la Grande Guerre. Du coup, il ne connaît ni la Russie, ni les Russes d'où son blocage pour expliquer la situation de 1917. Carlotti essaie de réagir en se renseignant sur la Russie de l'été 1915 en proie à une décomposition de plus en plus forte de l'État russe. La Douma exigeait un « gouvernement responsable » car la Tsarine a échoué à diriger le pays que Nicolas lui avait confié en partant commander la Stavka[438]. Carlotti a essayé de retranscrire cet état de fait. Il refusait l'idée d'une révolution durant la guerre tout en soulignant les différences avec celle de 1905. Pour lui, c'est un problème politique et non social. La bourgeoisie russe met le gouvernement sous pression sans la présence des masses incontrôlables. Le bloc progressiste (trois cinquième de la Douma) ne veut pas aider l'ennemi intérieur qui est aussi le leur, ce qui permet au

[438] Giorgio Patracchi, op citus, p 165

gouvernement russe de refuser la paix[439]. Cependant, pour Carlotti, la lutte a pris aussi un caractère économique avec la pénurie en vivres et l'échec de la logistique étatique de guerre. Les masses sont du coup en colère.

Ce diagnostic de Carlotti de 1915 met en lumière le côté fragmentaire de ses rapports. Carlotti conclut son diagnostic en estimant que les industries russes seraient capables de fournir l'Armée Impériale. Malheureusement, cette estimation s'est révélée fausse d'où les missions italiennes en Russie. L'officier responsable de la mission militaire et la capitaine Tonelli di Fano. Son verdict est implacable : « la Russie ne peut continuer la guerre que peu de temps »[440]. Cette remarque date de 1915 et l'oppose à Carlotti. L'ambassadeur a refusé de comprendre le rapport de Tonelli di Fano et l'a rejeté. Carlotti n'a pas su rendre compte de la situation en Russie préférant s'occuper des guerres balkaniques et du conflit mondial. Pour renforcer les liens de l'Alliance, Petrograd a envoyé une mission à Rome du 1er au 8 juin 1916. Carlotti a demandé les meilleurs traitements de ces parlementaires russes. Rome les traite comme les futurs dirigeants de la Russie (ils appartiennent au bloc progressiste). Effectivement, Rome a soutenu la politique de ce bloc puisqu'il fait le choix des intérêts russes et sacrifie les Slaves. C'est dans l'intérêt de l'Italie d'où l'approbation de Rome[441]. Le résultat escompté se produit puisque à son retour, Miljukov (futur ministre des Affaires Etrangères du gouvernement provisoire) énonce un avis favorable à la commission militaire de la Douma pour attribuer à l'Italie la Dalmatie pour des raisons stratégiques[442]. Cependant, le libéralisme en Russie n'était pas aussi implanté que le croyait Rome. Au niveau politique, la situation s'éclaire mais reste difficile.

A ce moment précis, Singarëv (futur ministre de l'agriculture) demande aux dirigeants du *Crédito Italiano* un prêt de 100 millions de lires au profit de la Russie. Singarëv renchérit et demande plus. Le directeur lui donne 50 millions de lires de plus[443]. C'est dans ce climat que Sonnino a préparé en octobre 1916 la mission économico-commerciale dont le départ est prévu en mars 1917. Sur le plan économique en cette année 1916, un rapprochement italo-russe se dessine. Cet événement est très surprenant compte tenu de la guerilla diplomatique menée par Petrograd depuis juillet 1915. La démarche russe est cependant logique. En effet, l'Italie est la première puissance méditerranéenne que la Russie va rencontrer si les Détroits lui sont donnés. Les bourgeois russes veulent lier des contacts. Les Italiens veulent simplement mettre la main sur les marchés allemands en Russie. Pour réaliser cet objectif économique, il est nécessaire de trouver des contacts parmi le bloc progressiste, souvent occidentaliste[444]. Il est clair que pour Rome, ils sont les leaders

[439] ASMAE, série APOG (1915-1918), Russia, b 170, rapport n°646, Petrograd, 19/10/1915, Rome
[440] ASMAE, APOG (1915-1918) Russia b 170, Promemoria III, 3/12/1915, Rome
[441] ACS, *Papiers du Président du Conseil*, Guerre Mondiale, série 19.3.11, Rome
[442] MAER, Krasnyj archiv n°58, *la délégation russe à l'étranger en 1916*, p 16, Moscou
[443] MAER, Krasnyj archiv n°64, *La situation financière internationale de la Russie Tsariste durant la Guerre Mondiale*, p 12, Moscou
[444] L'âme russe est divisée en deux : les Orientalistes croient dans le destin de la « Sainte Russie : troisième Rome ». ils

de la Russie de demain. A cet effet, l'Italie envoie donc une mission économico-commerciale.

En janvier 1917, la mission part pour Petrograd. Elle est constituée du marquis Pietro Tomasi della Torretta, secrétaire d'Etat au commerce et à l'industrie ; de l'ambassadeur Mora di Lavariano. La mission économique arrive à Petrograd en pleine révolution de février sans savoir qu'elle allait éclater à la suite de mauvais rapports de Carlotti. Cette mission est à Pétrograd en même temps que la mission politico-militaire de Scialoja qui assiste à cette conférence[445]. Malgré la situation, Carlotti continue à juger la Russie sans problème alarmant[446]. Sonnino reste sceptique. Pourtant, Sonnino pense que de la Russie dépend la décision dans cette guerre.

Quand la Douma renverse le Tsar, la classe politique parlementariste n'attaque pas l'armée russe selon Carlotti. Sonnino n'est pas convaincu. Du coup, il envoie une nouvelle mission secrète pour savoir ce qui se passe. C'est la mission du prince Scipione Borghese qui connaît l'aristocratie militaire russe. Il part fin février 1917 avec le motif officiel d'une mission de propagande. Cependant, aucune mission n'a eu de résultats. La situation échappe complètement aux Italiens qui ne saisissent absolument rien à la dualité de la révolution russe : une bourgeoisie libérale qui veut le pouvoir et des masses populaires en proie au bolchevisme. La révolution décompose l'armée, ce dont le général Romci Longhera (chef de la mission militaire auprès de la Stavka) a rendu compte à Rome. Le prince Scipione a même échoué à installer un service secret en Russie certainement par manque de budget.

Pour conclure, les missions italiennes en Russie n'ont rien donné. L'Italie se trouve toujours à la veille de la Révolution d'octobre devant l'inconnu. Malgré ses tentatives de renouer avec Petrograd, c'est l'échec. L'Italie est donc devenue une puissance de seconde zone. Elle a perdu son statut de puissance majeure. Cependant elle essaie de se relancer sans moyens d'actions véritables par une politique de propagande à outrance pour renverser l'hostilité des esprits des Alliés et ainsi maintenir son avantage de 1915.

4 – L'échec de la propagande italienne chez les Alliés en 1917 :

a – La mission italienne au Royaume-Uni, août 1917 :

Nous venons de voir que la position des Alliés évolue dans un sens négatif vis-à-vis de l'Italie. L'équilibre stratégique de 1915 est en train de se retourner. Les Italiens le sentent et

---

sont issus d'une culture des steppes et Moghôls. Ils croient dans l'orthodoxie et les traditions russes. Face à eux, il existe les Occidentatlistes qui croient dans le sauvetage et le développement de la Russie par une ouverture sur l'Europe. C'est la position traditionnelle des Tsars depuis Pierre le Grand. La bourgeoisie russe croit en cette même fracture.

[445] Conférence étudiée plus en amont

[446] ASMAE, DDI, série 5 (1914-1918), vol 7 01/01/1915 – 15/05/1917, n°95, p 64, Rome

décident d'envoyer une mission de propagande au Royaume-Uni pour renverser la tendance. Si l'Italie choisit le Royaume-Uni, c'est que ce pays est traditionnellement un ami et de fait le leader des Alliés. Les Etats-Unis ne sont qu'un pays associé. Rome envoie la mission Gallenga début août 1917 à Londres. De plus, l'opinion britannique est devenu slavophile et, demande la paix avec l'Autriche.

Avant août 1917, la propagande italienne au Royaume-Uni était limitée à quelques initiatives privées, modestes et à contre-courant de personnes comme Da Cippico ou Pio Santarmania, envoyés spéciaux de l'armée et de la marine italiennes. Ils essaient de montrer et d'illustrer la guerre italienne et ses buts. Les personnes ayant eu des résultats sur l'opinion britannique sont les journalistes italiens Guglielmo Emanuel du *Corriere delle Sera* et Gastone Chies du *Secolo*. Ces journalistes avaient des contacts avec Steed et Watson, agents de la propagande britannique[447]. L'objectif de la mission du député Gallenga est de jeter les fondements d'une pénétration plus forte auprès des classes dirigeantes britanniques et de leur faire accepter les thèses italiennes. Gallenga, par sa famille, avait de nombreux contacts à Londres.

Son action est menée en deux temps. Tout d'abord, une propagande par l'image est mise en place pour faire connaître le front italien avec des films, des conférences et pour inciter les industriels britanniques à investir en Italie. Après, Gallenga envoie une lettre-rapport à Orlando, selon laquelle finalement, les Britanniques restent très proches de la cause italienne. Ensuite, il propose une alliance anglo-italienne, car la France est exsangue et la Russie hors du conflit. Cette alliance doit ou vise à maintenir les acquis du Pacte de Londres en tant que puissance balkanique. Cependant, Gallenga ne défend pas tous les territoires visés mais plutôt ceux acceptés par Londres comme Borgese pour la France. Gallenga est aussi un national-libéral capable d'ouverture vers les Bissolatiens. Il propose de facto une nouvelle politique liée à une logique de puissance.

La propagande de Gallenga veut rétablir une image conciliante (de l'Italie) et participative à la guerre de l'Entente. Il manœuvre à cet effet à Londres les Yougoslaves comme Supilio et Pasič, ainsi que les membres du *Pro-Serbian Society*. Gallenga commence des discussions sous les yeux des Britanniques, en particulier du *Times*, pour désarmorçer la slavophilie britannique et le pacifisme envers l'Autriche. Ces conversations ont pour objectifs d'éviter le démembrement de l'empire des Hasbourg et à négocier la Dalmatie. Cette manœuvre permet de retirer aux Britanniques anti-italiens tous leurs arguments et rendre l'Italie sympathique. Malheureusement, Caporetto éclate le 26 octobre 1917 et ruine les efforts propagandistes de Gallenga. Cette tentative échoue par manque de temps. La propagande italienne au Royaume-Uni est rattrapée par les événements.

La politique étrangère sonninienne a enfermé la propagande italienne dans un carcan d'où

[447] Luciano Tosi, *La propaganda italiana all'estero nella Prima Guerra Mondiale*, 1977, Perugia, p 134-137

il est très difficile de sortir. Or les Alliés sont en train de pulvériser ce choix stratégique. La propagande italienne ne pouvait donc qu'échouer une fois de plus.

b – L'échec de la campagne de propagande italienne aux Etats-Unis en 1917 :

Le champ de bataille le plus important de 1917 va être en terme de propagande les Etats-Unis pour l'Italie car les Alliés s'épuisent.En effet les Etats-Unis possèdent des ressources énormes en soldats, en armes et en marchandises ce qui devrait donner la victoire finale.

Il est important pour l'Italie d'avoir une bonne image auprès des Américains, d'autant plus que les Etats-Unis vont être les arbitres lors des négociations de paix. Pour maintenir les acquis de 1915, il est nécessaire de « conquérir les cœurs et les esprits » des Américains car la France, la Russie et le Royaume-Uni s'opposent de plus en plus à la politique italienne. Les tentatives d'alliance avec les Alliés ont échoué que ce soit avec les Britanniques ou avec les Français. L'Italie va donc lançer une offensive psychologique à partir du 22 mai 1917 avec la mission italienne à Washington dont les objectifs sont de faire connaître le front italien et les buts de guerre. C'est au sein de la mission qu'Alberto Monticone va se charger de l'action de propagande.

Au début mai 1917, l'opinion publique américaine est indifférente au sort de l'Italie. Cette indifférence est due à une absence de traditions communes. L'effectif de l'ambassade italienne est le plus faible de toutes les représentations diplomatiques. Ce qui traduit le peu d'intérêt politique des Italiens pour les Etats-Unis. Le seul point commun est l'importante immigration italienne aux Etats-Unis. L'objectif de Monticone est bien de faire basculer l'opinion publique américaine dans un sens favorable à l'Italie en développant la connaissance de l'armée italienne et des buts italiens. Ce problème ne passionne que les journalistes, les correspondants et les envoyés spéciaux. Le gouvernement italien ne tient pas compte de l'opinion du peuple américain. C'est une faute énorme que de sous-estimer son adversaire stratégique. Ce qui montre le peu de considérations données à la propagande externe. La démarche de Monticone dure du 22 mai à fin juin 1917.

Cellere, ambassadeur italien à Washnigton, envoie à Sonnino des demandes de moyens depuis la fin 1916 en faisant valoir les évolutions de l'opinion publique américaine. Il souligne les effets très négatifs de la propagande austro-allemande sur la trahison italienne et celle des Yougoslaves dénonçant l'impérialisme de l'Italie. Scialoja réagit et expédie 50 000 revues mensuelles, plus quelques sources d'informations. Après l'intervention américaine, Cellere informe Sonnino que les Américains se préoccupent seulement des fronts anglo-français et ignorent le front italien. Il faut donc mener une action énergique aux Etats-Unis pour montrer la guerre italienne et la solidarité du pays avec les Alliés. Le but de la mission est de réaliser ces objectifs. Scialoja envoie en renfort l'écrivain Amy A. Bernardy de la *Dante Alighieri*. Cependant, la mission est en proie à des conflits internes puissants entre les partisans de Sonnino, de Bissolati et Nitti, ce qui rend la

communication italienne inefficace. C'est une cacophonie que les Américains fustigent. Rapidement, la mission est isolée des milieux influents, d'autant plus que l'Amérique se concentre sur l'Allemagne et non sur l'Autriche. Le seul mérite de la mission est d'avoir impulsé la propagande italienne aux Etats-Unis. Scialoja renforce le dispositif avec le Professeur Charles Clark, directeur de l'Académie Américaine en Italie, Vittorio Falorsi, Felice Ferrero, correspondant du *Corriere della Sera*. Enfin, Cellere met en œuvre un bureau de propagande à l'ambassade mais il manque l'argent et les documents nécessaires. Le contenu est le même qu'à Paris et à Londres : la défense du Pacte de Londres.

Il est clair que l'équipe italienne n'a pas compris les aspirations et les courants de l'opinion américaine. C'est donc dans ce cas présent l'échec de la propagande italienne aux Etats-Unis en 1917. Cependant, les Italiens vont prendre conscience de ses échecs répétés et lançer une nouvelle propagande externe fondée sur le principe des nationalités durant l'été 1917.

c – Une nouvelle propagande italienne fondée sur le principe des nationalités :

Cette nouvelle propagande apparaît fin 1917 pour répondre à deux défis majeurs que l'ancienne formule n'a pas réussi à résoudre : l'austrophilie des Alliés et des Etats-Unis pour isoler l'Allemagne, les minorités nationales recherchant l'Indépendance avec le soutien de l'Entente (Yougoslaves, Tchèques, Polonais…).

La propagande italienne d'avant l'été 1917 prêchait le maintien de l'Autriche-Hongrie. C'est dans la continuité de la politique étrangère de Sonnino : maintenir l'Empire pour préserver les gains promis à Londres en 1915. Le souci est que l'opinion publique des pays de l'Entente et des neutres condamne l'Italie pour ses visées impérialistes. Il est nécessaire pour les Italiens de modifier le contenu de la propagande pour renverser la tendance puisque changer les techniques est inefficace. L'idée est de sauver les revendications italiennes par une nouvelle propagande dans l'ère du temps : le principe des nationalités. Salvemini et Bissolati ont réussi à convaincre la majorité des Italiens de ce changement nécessaire de ligne politique.

La nouvelle propagande italienne va avoir deux buts : favoriser le démembrement de l'Autriche et préserver les gains promis de 1915. Pour réussir cette évolution, il faut un accord avec les Yougoslaves pour obtenir les bonnes grâces des Alliés et des Etats-Unis. C'est Albertini qui s'est fait le chantre de cette idée en copiant dans ce cas le pragmatisme de Mazzini. Il engage son journal dans cette lutte. Albertini présente à ce moment-là la guerre italienne comme la lutte de tous les peuples opprimés contre l'Empire des Habsbourg. L'Entente a donné sa parole de combattre tous ensemble contre l'Autriche. Il transforme la guerre italienne en lutte européenne. Cette guerre

va donner à l'Italie le statut de grande puissance.

Le principe des nationalités devient un projet ambitieux de la grandeur nationale italienne. Un accord avec les Yougoslaves est indispensable pour développer ensuite la puissance de l'Italie dans les Balkans. Cette conciliation avec les idéaux wilsoniens a pour but de cacher la réalité impérialiste de l'Italie. Cette opération psychologique complexe permet aux Italiens de rétablir un peu une image positive dans l'opinion mondiale. Cette nouvelle propagande est en phase avec la politique étrangère des Etats-Unis ce qui la rend enfin efficace. L'accord de Rome de 1918 va être la conclusion de cette campagne de propagande. Le principe des nationalités va être vu par les Italiens comme de la poudre aux yeux des Alliés pour sauver les revendications territoriales et tenter de maintenir une parité avec eux. Rome met en place des hommes nouveaux dotés de culture d'autorité et le tact nécessaire pour réalises cette tâche. Les hommes de l'U. I. C. S sont renvoyés en Italie.

Cette nouvelle propagande fonctionne mieux parce que le contenu a changé et s'est adapté. Cependant, l'efficacité reste relative. Les Italiens ont tiré les leçons de deux ans d'échecs en France, aux Etats-Unis et au Royaume-Uni. Les opinions publiques alliées restent méfiantes vis-à-vis de l'Italie. L'Italie a vu sa propagande en échec de 1915 à juillet 1917 face aux Alliés. Avec le renversement diplomatique de Saint-Jean-de-Maurienne, la nouvelle attitude des Alliés, l'Italie est isolée. Elle est reléguée au rang de puissance moyenne. A cette fragilité politique, l'Italie connaît la plus grave et profonde crise sociale et morale de son histoire comme État unifié.

II – La crise sociale, morale de l'Italie cause profonde du renversement de la posture stratégique du pays :

L'Italie voit sa position stratégique évoluer en raison d'une grave crise interne qui va aboutir à Caporetto et au retournement défavorable de l'équilibre créé en 1915 au profit des Alliés et des Etats-Unis associés à l'Entente depuis avril 1917 dans la guerre contre les Empires centraux. En effet, le pays était indifférent à son entrée en guerre à l'exception des nationalistes et des démocrates. Le peuple italien dans son ensemble était tenu dans une certaine apathie. Mais la guerre dure et le blocus sous-marin des pays centraux engendre de plus en plus des problèmes de ravitaillement.

Cette situation s'aggrave d'année en année pour déboucher sur deux crises distinctes qui vont se conjuguer pour plonger le pays dans un état difficile qui va aboutir à Caporetto. Nous verrons d'abord les effets destructeurs de la profonde crise sociale ; ensuite nous étudierons l'effondrement du moral des armées, ses conséquences ; et la poussée du défaitisme suite à la

propagande papale et de celle du P. S. I. Ces deux crises sont les causes profondes du bouleversement de la position stratégique italienne vers la subordination aux Alliés et aux Etats-Unis.

A – La crise sociale et ouvrière italienne (avril – mai 1917) :

1 – La révolte des femmes italiennes :

Avec la guerre sous-marine, l'économie italienne, sous pression pour les besoins de l'armée, est étouffée[448]. Elle entre en crise car l'économie italienne doit importer toutes ses matières premières et son alimentation des pays alliés[449]. Cette situation ne permet plus de nourrir la population correctement[450].

La disette se développe partout en Italie. Par conséquent, le mécontentement monte puisque avec la rareté des produits de première nécessité, les prix explosent. L'inflation mange les revenus des plus pauvres qui ne peuvent plus se nourrir. De plus, les industriels italiens avec l'aide de l'Etat mettent en place le système tayloriste, ce qui implique de très forts rythmes de travail, de longues journées et une discipline de fer quasiment militaire[451]. Ensuite, l'autorité militaire exerce de très nombreux contrôles du travail pour les fournitures de guerre et mettrent en oeuvre d'importantes réglementations anti-sociales pour accroître sans cesse la production de matériel de guerre. Cette discipline provoque la colère des ouvriers. Les manifestations se développent. Elles deviennent par endroit de véritables émeutes. Ce sont les femmes qui lancent ce mouvement social.

D'après la direction à la sécurité publique du ministère de l'intérieur italien, plus de 500 manifestations ont eu lieu dans plusieurs villes d'Italie, réunissant des dizaines de milliers de femmes. Le gouvernement ne pouvant stopper l'inflation et le rationnement crée une situation presque insurrectionnelle. Des actes de révoltes des Italiennes ont eu lieu. Le problème est que pour remplacer les hommes sous les drapeaux et faire tourner l'économie de guerre, les industriels et l'État ont employé massivement des femmes, surtout dans les usines d'armement (où il faut de petites mains pour faire l'intérieur des obus par exemple). Face à cette situation favorable pour les ouvrières, leur combativité est devenue très forte. Les syndicats italiens n'ont aucun pouvoir sur elles. Elles multiplient les manifestations auxquelles elles donnent rapidement un ton pacifiste. Elles demandent le retour de leurs époux à la maison. Début mai, éclatent de véritables révoltes en

[448] Marc Ferro, *La Grande Guerre,* Paris, 1990, p .343
[449] Première partie sur l'influence économique des Alliés
[450] Giorgio Candeloro, *Storia dell'Italia moderna,* volume 8 *La Prima Guerra Mondiale e l' avvento del Fascismo,* Milan, 1978, p .168-169
[451] Ibid, p . 168

Lombardie et dans le nord de l'Italie, ainsi que des manifestations pacifistes en particulier à Milan le 7 mai 1917. Le mouvement se développe à Sesto, dans le Gallaterese et à Monza. Les Italiennes se mettent engrève et ferment les usines.

Le 8 mai, le parti socialiste et la principale centrale syndicale CGL[452] se réunissent à Milan. Face aux manifestations, le P. S. I donne les consignes suivantes. Les ouvriers doivent respecter la ligne du parti et respecter «l'action, les concepts et les objectifs défendus par le Parti»[453]. Ensuite, les organisations syndicales «ne doivent pas assumer des initiatives isolées et fragmentées, lesquelles pourraient compromettre la force politique du Parti qui provient de son engagement face à la guerre et le programme politique et social du PSI». Il n'y a pas de doute, le P.S. I refuse ces actions car elles peuvent détruire l'image du parti qui veut gagner les élections d'après guerre et réaliser ses réformes sociales. Il ne veut pas être taxé d'anti-patriote. Cette position provoque le départ des durs du Parti, notamment le Turinois Barberis qui démissionne de la direction du P. S. I. C'est la rupture entre les réformistes et les anarcho-léninistes. Cette solitude du mouvement social des Italiennes, puisque le P. S. I reste fidèle à sa doctrine : «*né aderire, né sabotare*» provoque le durcissement de la révolte, notamment à Turin avec la Révolte Rouge d'août[454]. Le 18 mai, Malagodi, responsable de la surveillance des troubles, discute avec le chef de cabinet de Orlando, ministre de l'intérieur, Corradini. Pour lui, «la situation intérieure n'est pas bonne»[455]. Face à cette situation insurrectionnelle, le gouvernement augmente les salaires et assouplit le fonctionnement des usines et sa discipline militaire. Cette révolte a bien sûr contaminé le front qui a vécu ces journées avec inquiétude. La société italienne est coupée en deux. Cette situation fragilise et crée des oppositions internes que la guerre cristallise. Cette crise n'est absolument pas gérée par le gouvernement qui reste plutôt dans l'expectative au lieu d'intervenir.

Cette crise sociale majeure affaiblit le pays au niveau économique et psychologique. La cohésion nationale est affaiblie. La conséquence est que l'armée ne se sentant plus soutenue va fortement diminuer sa combativité. C'est la cause profonde du découragement des soldats italiens de Caporetto.

---

[452]Confederazione Generale dei Lavoratori
[453] Alberto Pepe, *Movimento operaio e lotte sindacali (1880-1922),* Turin, 1976, p . 252
[454] Ibid, p . 227
[455]Giorgio Candeloro, *Storia dell'Italia moderna,*volume 8 *La Prima Guerra Mondiale e l'avento del Fascismo,* Milan, 1978, p . 168-169

2 - L'insurrection de Turin d'août 1917 :

a - La genèse (printemps 1917) :

Sous la pression de la rue, la minorité de gauche de la section métallurgique de la CGL propose de proclamer la grève générale durant le mois de mars, mais les réformistes attachés à leur participation aux comités d'entreprise refusent. C'est le début des événements.

En effet, les éléments les plus à gauche du syndicat décident de passer outre l'avis de la majorité favorable aux négociations. Cette frange extrême quitte le syndicat et lance différents mots d'ordre : la paix et du pain[456]. Ils sont sous l'influence de Lénine qui avec ses thèses d'avril demande lui aussi trois décrets : sur la terre, la paix, et du pain. Ces slogans font fureur et les Italiennes commencent une grève improvisée. Les grévistes quittent les usines pour aller à la Camera del Lavoro (maison du travail) où ils prononcent des discours antimilitaristes et pacifistes[457]. Puis, c'est le drame qui va allumer les poudres : l'assassinat de deux ouvriers à la poudrerie de Borgo San Paolo. L'ensemble des ouvriers des usines *Spa, Lancia, Italo-Ginevrina* et bien d'autres débrayent à trois heures de l'après midi. Des officiers essaient de les empêcher mais ils ne purent réussir. La manifestation dans le centre de Turin commence.

L'arrivée début juillet de deux mencheviks, Goldenberg et Smirnov, enthousiasme les grévistes et les ouvriers crient : «Viva Lenin»[458]. Au début d'août, l'atmosphère était plus que fébrile. Cette situation est étonnante. En effet, le gouvernement italien reste sans réaction face à un mouvement social qui est plus qu'un cri de désespoir face à la faim. Les grévistes prononcent un discours pacifiste et marxiste alors que les soldats italiens se font tuer sur l'Isonzo, que l'armée manque de tout : munitions, camions, canons, mitrailleuses... Dans cette situation, le gouvernement italien montre une grande faiblesse en restant immobile. Il devrait intervenir pour régler les problèmes sociaux par la négociation, or il ne le fait pas. Il laisse pourrir la situation et le malaise. De plus, il ne prend aucune mesure pour contrer les activités des léninistes qui créent une rupture entre les ouvriers italiens et leur armée nationale. Stratégiquement, le gouvernement a un train de retard. Ce sont les grévistes qui ont l'initiative. Cette faiblesse face aux révoltés nuit au prestige du pays. De plus, cette révolte, qui monte, illustre aux yeux du monde la faiblesse de l'Italie qui, du coup, est assimilée au sort de la Russie en pleine révolution.

Cette peur de perdre un allié à cause des révolutionnaires et des pacifistes est très présente

[456] Alberto Pepe, *Movimento operaio e lotte sindacali (1880-1922),* Turin, 1976, p . 240
[457] Ibid, p . 240
[458] Ibid, p . 241

au GQG et chez Pétain qui pense que l'Allemagne va frapper un ennemi affaibli par des courants de ce type. Cette vision explique en partie l'intervention alliée en Italie en octobre.

b – Les émeutes insurrectionnelles (août 1917) :

Le mercredi 22 août 1917, le pain manque à Turin. Ce qui provoque la réunion du conseil municipal pour trouver une solution aux problèmes des approvisionnements. Cette pénurie est la goutte qui fait déborder le vase.

Les émeutes se déclenchent à la grande surprise du gouvernement et des dirigeants socialistes[459]. La foule attaque un camion militaire de ravitaillement en pains. Les ouvriers font une distribution générale et interrompent le travail dans toutes les usines. Face à cette situation, les dirigeants de la *Camera del Lavoro* ne savent que faire et aucune décision n'est prise face à cette émeute. Les dirigeants socialistes essaient de désamorcer la crise mais c'est l'échec. La foule constitue des commissions de femmes dans l'après midi. Elles ont envoyé des délégations à la préfecture et à la mairie. Mais le contrôle de la révolte leur échappe et les masses ouvrières saccagent des commerces *Via Milano*, une charcuterie *Via Marzo* et une boulangerie *Via Fioccheto*. La police intervient rendant la foule encore plus hystérique. Les ouvriers détruisent le vieux marché. Les carabiniers essaient de réagir en ouvrant le feu mais les masses ouvrières se rebellent et dressent des barricades.

Le jeudi 23, la foule détruit une église et un couvent causant plus d'un million de lires de dommages. Ce geste est incompris par les classes moyennes et honni par la bourgeoisie en raison de la foi catholique assez prononcée du peuple italien. Les émeutiers forment deux barricades qui séparent les quartiers ouvriers du centre ville. Les anarchistes sont les meneurs du mouvement avec les léninistes et encadrent la révolte contre l'Etat. La police arrête des ouvriers mais elle est rapidement dépassée par une foule en colère de plus de 125 000 personnes[460]. Le préfet fait appel à l'armée pour rétablir l'ordre. Le général commandant la place de Turin met au point un plan de lutte : contrôler les axes menant au centre ville : *il Corso Regina Margherita, il Corso Principe Oddone*. Il déploit des unités d'infanterie avec l'ordre de tenir ses points et d'ouvrir le feu si les ouvriers forcent le barrage[461]. Mais les soldats ne sont pas sûr d'eux et hésitent à tuer ou blesser leurs concitoyens. Lorsque les ouvrières arrivent sur les points de contrôle, elles implorent les soldats

---

[459] Ibid, p . 243-244-245
[460] Giorgio Candeloro, *Storia dell'Italia moderna,* volume 8 *La Prima Guerra Mondiale e l'avvento del Fascismo,* Milan,
1978, p . 168-169
[461] Alberto Pepe, *Movimento operaio e lotte sindacali (1880-1922),* Turin, 1976, p . 246-247

déclenchant un mouvement de fraternisation[462]. Les femmes crient : «ce sont nos frères»[463]. Le commandement militaire face à cette attitude de la troupe dépêche des chasseurs alpins pour mater la rébellion. Ce sont des unités d'élites et les meilleures de l'armée. L'armée renforce ses unités avec des blindés légers et des mitrailleuses lourdes. Le bain de sang commence. Une centaine d'ouvriers essaient de résister mais ils sont rapidement tués par les Alpini. Les blindés ouvrent les axes et tirent avec des obus de 35 mm sur la foule, notamment sur le *corso Principe Oddone*. La police termine les opérations de nettoyage par des arrestations massives.

Le 25 août, les forces de l'ordre sont maîtresses de la ville malgré la grève générale. La rébellion est dans sa phase décroissante. Le P. S. I essaie de reprendre la main et appelle à la fin des émeutes. De son côté, l'armée juge les ouvriers en Conseil de Guerre et les condamne à la prison. En revanche, Magari, le leader du mouvement, est fusillé[464]. La tentative d'insurrection a avorté. Tous les dirigeants de la révolte ont été arrêtés : le secrétaire de *la Camera del Lavoro* Borgho Luigi, la directrice du journal *Il Grido del Popolo* Maria Giudice, Barberis, conseiller municipal, et bien d'autres ... Le bilan total est de plus de 500 morts et des milliers de blessés. La révolte a été violente et c'est l'armée qui a rétabli l'ordre. L'ensemble des politiques a démissionné de leurs responsabilités. Ils se sont bien contentés de voir l'armée reprendre les choses en main. Le gouvernement est resté hors jeu pendant toute la crise qui a été de loin la plus dure, la plus violente. L'Etat libéral vient d'entrer dans une crise profonde puisqu'il est incapable de gérer les mouvements sociaux et d'y apporter une solution. L'Etat italien sort très affaibli de cette insurrection ratée et l'armée a démontré qu'elle était la seule force capable de lutter contre les communistes et les anarchistes à une bourgeoisie catholique et libérale. Ce constat en 1917 explique la victoire des fascistes trois ans après la guerre.

Globalement, le pays sort très affaibli moralement et socialement de cette semaine rouge. La cohésion nationale dont un pays en guerre a besoin est morte, la société est coupée en deux : d'un côté les communistes, de l'autre une bourgeoisie catholique. L'Etat a failli. La société italienne sort anéanti de deux ans de guerre et de pénuries diminuant sérieusement sa combativité et sa volonté de vaincre. C'est la parfaite démonstration de la validité de la thèse des légistes chinois qui disait que pour gagner une guerre, il fallait appliquer la terreur pour contrôler son territoire et ses forces sinon un pays sombre vite dans l'anarchie et la défaite. L'Italie est au bout de ses possibilités. Elle est au bord de l'effondrement.

Encore un événement négatif et le pays peut être mis hors de combat. Face à une France qui fait bloc avec son armée, un Royaume-Uni qui défend une cause juste : l'indépendance de la

[462] Marc Ferro, *La Grande Guerre,* Paris, 1990, p . 343
[463] Ibidem, p 247
[464] Ibidem, p 247-248-249250

Belgique, et des Etats-Unis se battant pour la démocratie et la liberté des mers, l'Italie impérialiste ne fait pas recette tandis qu'une crise sociale la coupe d'une partie du peuple italien. Elle est l'élément le plus fragile de la coalition puisque la Russie estsortie du conflit. La conséquence gravissime de cette affaire est la crise morale, militaire et nationale qui va frapper le pays à compter de septembre 1917.

B – La crise morale et militaire de la nation italienne :

Elle est constituée de trois éléments : la crise morale de l'armée, la démobilisation mentale suite à la note papale d'août 1917, enfin, les luttes politiques intestines qui affaiblissent la politique militaire et étrangère de l'Italie. Ces facteurs vont préparer et expliquer le choc de Caporetto. Ce dernier est le point final qui conclut le bouleversement stratégique au détriment de l'Italie en faveur des Alliés associés avec les Etat-Unis pour la replacer au rang de subordonné.

1 – La crise du moral au sein de l'armée italienne :

Cette crise morale de l'armée trouve son origine à travers trois faits : les pertes humaines exhorbitantes des dix batailles de l'Isonzo, ensuite la discipline trop rigide et enfin les exécutions sommaires. Ces trois éléments se sont conjugués à partir de 1917. De cette conjonction l'armée en sort démobilisée, moralement faible. Un tel moment est favorable à l'ennemi.

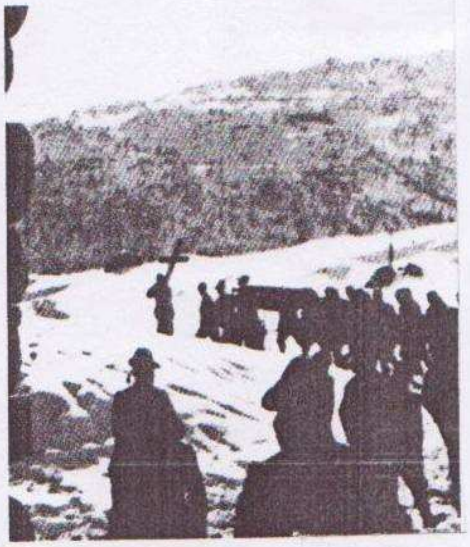
a – Les pertes humaines :

Cadorna a lancé dix batailles sur l'Isonzo de mai 1915 à août 1917. Elles n'ont eu que peu d'effets tactiques sur le théâtre dans la mesure où la seule véritable avancée a été la prise de Gorizia en 1916.

Depuis, le front a été peu malmené et la ligne de contact n'a pas évolué alors que les pertes augmentent et s'accumulent. Les soldats voient bien que les batailles sont coûteuses en hommes pour des résultats minimes, voire inexistants. Les pertes sont lourdes: entre le 24 mai et le 30 novembre 1915 les Italiens dénombrent 62 000 morts et 170 000 blessés. En décembre 1915, les Italiens déplorent 100 000 morts et mutilés. La campagne de 1916 coûte de mai à septembre 20 000 morts, de mai à août 21 630 en un mois de bataille auxquels il faut ajouter plus de 100 000 blessés.

De septembre à décembre 1916, la guerre prend 37 000 vies et fait 88 000 blessés.

1915, giorno 19 novembre: funerale di un alpino del *Val Cordevole*.



Trentino, inverno 1915: sbarramento di filo spinato a 3.400 m.

Inverno 1915: *Standschützen* di Castelrotto in Val Contrin.

<u>Image n°3 : Les conditions morales et météorologiques pour le soldat italien sur le front du Trentin en 1915-1916</u>

Gianni Pieropan, *Storia della Grande Guerra sul fronte italiano*, Milano, 1988, p 453

Heureusement pour l'armée italienne, les grosses opérations s'arrêtent en mai 1917, mais le coût est quand même de 190 000 hommes. Nous pouvons donc dire que les Italiens ont perdu au total 410 000 morts et 588 000 blessés[465]. Sur 5 millions de mobilisés, les Italiens ont eu 998 000 pertes en deux ans de guerre, soit 20 % de soldats hors de combat. Une armée est déclarée comme incapable de se battre à partir de 7%. C'est plus du double. Cette hémorragie en pertes humaines provoque de façon quasi-automatique une crise de confiance dans le commandement pour deux raisons.

Tout d'abord, chacune des offensives coûte de plus en plus chère en hommes et cette constatation est facile à établir par la troupe. Cette situation crée une lassitude face à des offensives sans progrès et un sentiment de révolte envers une mort certaine. La troupe comprend que le commandement n'est pas capable de les protéger. Face à une situation sans issue, c'est la révolte et l'insubordination, voire les mutineries. Ces cas vont se développer au sein de l'armée. Ce phénomène touche tout autant les sous-officiers, les soldats et les officiers. Le général Tassoni, commandant le IV ème C. A, écrit : «ce sont des officiers indisciplinés ou ne réagissant plus, il est du devoir le plus urgent pour le commandement de la division de lutter»[466]. C'est un extrait d'une lettre de novembre 1915. Le virus dans l'armée italienne est ancien mais l'accumulation des deux années de guerre va exploser en 1917. En mars 1917, la brigade *Ravenna* se mutine, puis c'est au tour de la *Catanzaro* en juillet[467]. Les manifestations de désobéissance se sont soldées par 86 fusillés.

L'armée vit une crise similaire à celle de l'armée française après le Chemin des Dames mais sans avoir un Pétain pour redresser la barre. La seule réaction du Commando Supremo est la lutte à outrance contre les mutins au lieu d'essayer de comprendre pourquoi les soldats se sont rebellés, ce qui accroît encore le sentiment de colère et le refus de se battre.

b – La discipline trop dure et les exécutions sommaires :

L'autre grand problème du commandement est la discipline exercée dans l'armée italienne. En effet, le règlement de discipline générale des armées est assez ancien (1869) tout comme le code pénal militaire[468].

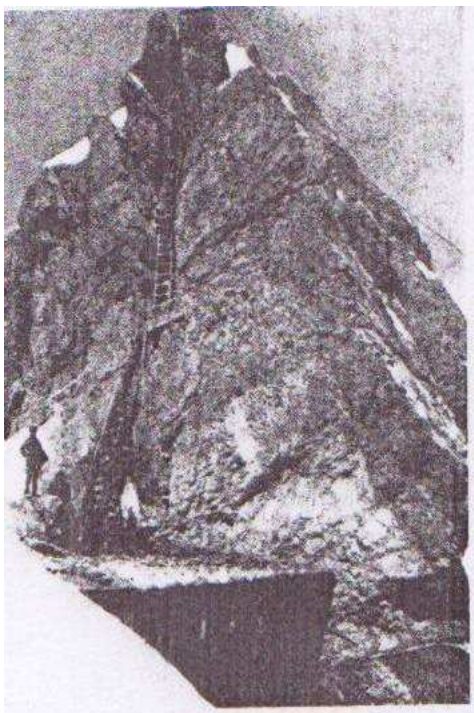
---

[465] Giorgio Candeloro, *Storia dell'Italia moderna,* volume 8 *La Prima Guerra Mondiale e l'avvento del Fascismo,* Milan, 1978, p .122-124-143-144-160-161

[466] Piero Melograni, *Storia politica della Grande Guerra 1915-1918,* Milan, 1998, p . 49

[467] Giorgio Candeloro, *Storia dell'Italia moderna,* volume 8 *La Prima Guerra Mondiale e l' avvento del Fascismo,* Milan, 1978, p .167

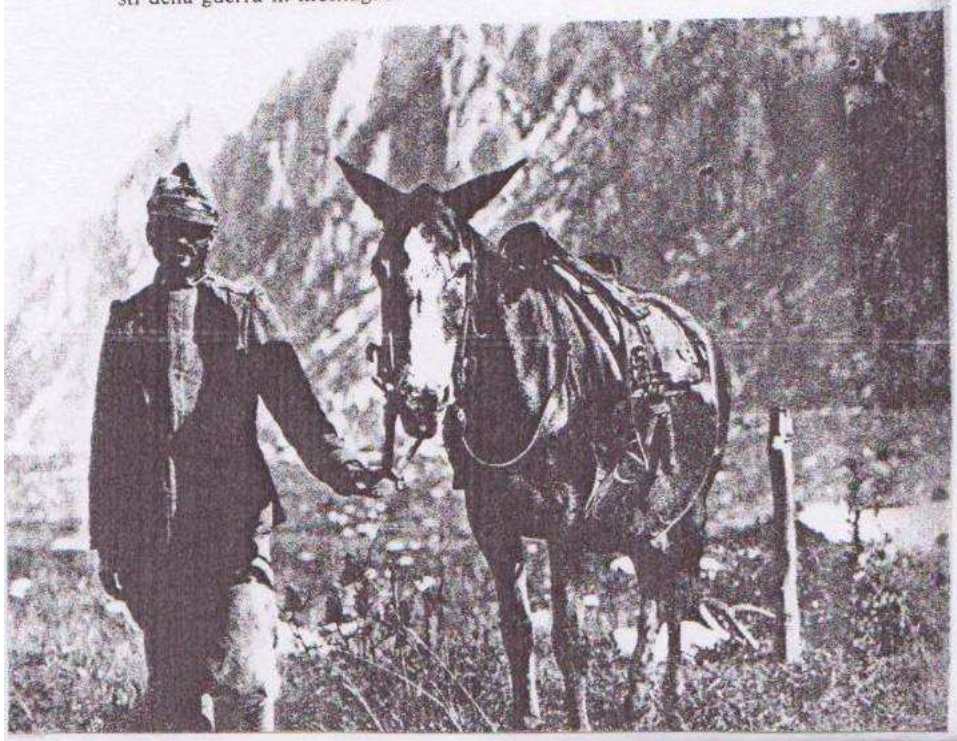
[468] Emilio Forcella et Alberto Monticone, *Plotone d'escuzione, i processi della Prima Guerra Mondiale,* Bari, 1968, p 413 à 533



Osservatorio dell'Averau; sulla destra, come una riga sottile, è visibile il cavo di alimentazione del riflettore collocato sopra la cima.

Reparti del 24° reggimento fanteria italiano provenienti da passo Tre Croci sostano nella piazza di Cortina che era stata occupata nella mattinata del 29 maggio 1915.

Un fante venuto dal «profondo Sud» con il mulo; si notino la staffa ad anello, in cuoio, e il basto. Furono questi umili combattenti i grandi protagonisti della guerra in montagna.



<u>Image n°4 : Soldats italiens du 24ème R. I à Tre Crocci issus des campagnes du sud de l'Italie (mai 1915)</u>

USSME, Fond iconographique Première Guerre Mondiale 1915-1918, *Il fronte italiano, codice 500*, année 1915, 24ème R. I, Rome

Ces deux documents règlementaires proviennent de l'ancienne armée sarde du Risorgimento. Nous avons donc une discipline qui date de 1869 alors que la guerre a commencé en 1915. Ce sont des documents inadaptés à la nouvelle situation : une société industrielle, un État démocratique en gestation, le développement de l'instruction, etc ... Les mentalités de 1915-1917 ne peuvent donc pas comprendre cette discipline rigide adaptée à une société rurale, agricole et non ou très peu instruite. Nous avons ici une contradiction puissante entre les textes fondamentaux de l'armée et son époque. Ce paradoxe explique que cette discipline de fer n'est pas supportée. Pourtant, Cadorna, le 22 mars 1916, déclare que : «la répression adéquate est le meilleure moyen de prévention des comportements illégaux et la pitié utilisée envers quelques individus peut avoir comme triste répercussion de propager de tels comportements criminels»[469].

Le 6 juin 1917, dans une lettre au président du conseil, il rappelle ce fait : «On est obligé de recourir à des exécutions immédiates, sur une vaste échelle et renoncer à toutes formes de procédures pénales, car il faut extraire le mal par les racines et dans le but d'arriver à temps»[470].Ces deux phrases montrent l'état d'esprit du commandant en chef qui voulait une discipline de fer. Vu les ordres, les tribunaux militaires ont été sévères : 400 000 condamnations pour mauvais comportements en trois ans de guerre, 470 000 pour refus de combattre, 101 000 pour désertion, 15 000 pour mutilation volontaire, 4 000 condamnés à mort et 750 exécutés[471]. De plus, il faut ajouter quelques centaines d'exécutions sommaires. L'armée italienne a condamné 8 % de ses effectifs et exécuté environ 1000 des siens. Lorsque nous étudions ses chiffres, nous pouvons voir une situation tragique puisque l'Italie a emprisonné 470 000 soldats pour avoir refusé de continuer le combat, 101 000 pour désertion et 15 000 pour mutilation volontaire. Ces trois types de condamnation sont les révélateurs d'une profonde peur de la mort et d'un refus de continuer des opérations absurdes.

La répression n'a été que plus féroce contre le soldat italien. Mais il ne faut pas se tromper. Nous avons une armée malade car un tel nombre de condamnés ne peut signifier qu'une chose : l'usure et la fatigue. Elle est au bout du rouleau. L'adhésion de la troupe aux ordres n'existe plus, le commandement est complètement « décridibilisé ». L'armée italienne, entre ses pertes de l'ordre de 20 % et ses 8 % de condamnés, a perdu 28 % de ses combattants. Elle est virtuellement défaite. La posture stratégique qu'elle a acquise en 1915 n'est plus qu'une illusion car son maintien dépend de la capacité du pays à se battre. Or l'Italie ne veut plus combattre, le prochain assaut des Empires centraux va être le coup de grâce. Dans le même temps, l'armée française de Pétain se reconstruit et, gagne à La Malmaison en août 1917 rendant à la France la confiance en elle même et la volonté de

---

[469] BDS, Relazione della Commissione d'inchiesta, tome 2 *Commissione d'inchiesta sul ripiegamento dell' Isonzo al Piave,* Roma, 1919, Camera dei Deputati, p . 366

[470] *L'Esercito italiano nella Grande Guerra 1915-1918,* volume 4 *Le operazioni* del 1917, tome 3, p . 653-654

[471] Giorgio Candeloro, *Storia dell' Italia moderna,* volume 8 *La Prima Guerra Mondiale e l'avvento del Fascismo,* Milan, 1978, p . 167

vaincre. Les Britanniques se renforcent petit à petit et commencent à préparer à contrer l'offensive allemande de 1918. Les Américains arrivent en France et sont formés par des poilus. Les Italiens sont l'élément le plus faible de l'alliance. La moindre catastrophe va permettre aux Alliés de s'en rendre compte et de prendre l'ascendant stratégique sur l'Italie.

Notre étude va se porter sur la crise de confiance de la *Regia Marina* et donc, de l'Italie dans sa marine fragilisant encore plus le pays puisque son armée de Terre est au bord de l'implosion morale. Logiquement, cette crise de confiance se répercute au niveau interallié.

2 – La crise morale et navale de l'Italie :

Deux éléments vont détruire le moral de la *Regia Marina* : la défaite navale d'Otrante en mai 1917 et la prise du commandement dans la guerre anti-sous-marine en Méditerranée et en Adriatique par les Britanniques. Nous allons étudier ces deux points qui marquent la campagne navale de l'année 1917.

a – La défaite d'Otrante (mai 1917) :

Le barrage d'Otrante était constitué d'une collection de chalutiers rééquipés pour la lutte anti-sous-marine et de *drifters,* petits navires de guerre rapides équipés de grenades sous marines. Au fil des déploiements, il existait environ 150 navires. Ils étaient organisés en trois divisions dont deux déployées en permanence en mer avec leurs filets et une autre en réserve à Brindisi ou à Tarente, si des réparations étaient nécessaires.

Les chalutiers étaient équipés de filets descendant à 80 mètres de profondeur et de sonar. Ils étaient équipés de canons de 36 livres dit Mazzini ou de 57 mm et 47 mm britanniques. Le programme d'armement a été lent puisqu'il finit le 8 novembre 1916. Octobre 1916, le *Restore* n'a pas eu de chance avec ses cinq fusils puisqu'il a été coulé par le *U39* allemand. Ces chalutiers opèrent entre les parallèles 39° 55 minutes Nord et 40° 30 minutes Nord, soit un secteur profond de 45 à 70 milles nautiques. En avril 1917, le secteur s'étend de Brindisi à la côte albanaise, soit 80 milles de large sur 40 de long, c'est à dire 3 200 milles carré. A la conférence du 23 et 24 janvier 1917, le barrage passe sous commandement britannique. Le commodore Algernon Heneage est nommé commandeur du barrage d'Otrante[472]. Les Italiens ont perdu le commandement unique.

Les Italiens sont mis hors jeu ce qui tend considérablement les relations interalliées car ils

[472]P. G Halphern, *The battle of Otrante Straits : controlling the gateway to the Adriatic in World War I*, Indianapolis, 2004, p. 17-34

viennent de perdre la moitié du commandement en Adriatique au profit des Britanniques suite aux mauvais résultats accumulés depuis 1915. La *Regia Marina* est tellement désemparé que le duc des Abruzzes est limogé au profit de Thaon di Revel rendant les réunions interalliées difficiles. En effet, Revel avait une vision défensive alors que les Alliés voulaient prendre l'offensive. A cette conférence de Londres du 23 janvier 1917, les Britanniques voulaient créer un barrage mobile mais les Français et les Italiens préféraient une installation fixe. Les Britanniques, pour conserver d'excellentes relations avec les Français, acceptent un test sur un mille d'un barrage fixe atteignant 200 m de profondeur. Heneage veut reformer son dispositif avec des navires supplémentaires. Cependant, Revel n'accepte de fournir que de petits navires. Le barrage d'Otrante est donc vulnérable à une attaque de grande envergure puisqu'il n'existe aucune unité de protection. Les Autrichiens décident de tenter de passer en force. C'est la plus vaste opération de la guerre en Adriatique.

Le 15 mai 1917, l'attaque autrichienne est lancée. Le contre-amiral Nicola Horthy commande l'opération. Son plan vise la destruction du barrage. Le *Novara*, l'*Helgoland* et le *Saïda* et les trois meilleurs croiseurs légers doivent détruire les destroyers avant qu'ils ne donnent l'alarme, puis attaquer chacun une portion du barrage. Le rendez-vous est fixé au Cap Linguetta à 7 h 15 du matin pour retourner à Cattaro et Pola. Le *Csepel* du capitaine de frégate Von Und Zu Liechtenstein et le *Balaton*, deux destroyers et un troisième vont mener une diversion en croisant au large de l'Albanie et en détruisant des navires de commerce italiens. Les Autrichiens déploient trois sous-marins : l'*U4*, l'*U27* et le poseur de mines l'*UC25*. Ce dernier doit poser des mines à Brindisi. L'aéronavale autrichienne à Durazzo doit soutenir l'action dans le Golfe de Cattaro. Le *Sankt George*, deux destroyers et des torpilleurs sont en alerte au cas où les Alliés seraient trop forts.

Les Italiens ont sur le terrain une patrouille chargée d'intercepter des navires ennemis sur le retour au nord du barrage. Elle est constituée du *Mirabello* et de trois destroyers français : le *Rivière*, le *Bisson* et le *Cimetene*. Un convoi part de Valona pour Brindisi protégé par le *Borea*, un destroyer italien. A 3 h 24 du matin, le *Csepel* et la *Balaton* attaquent le convoi et coulent le *Borea* et un navire marchand. Un autre est gravement endommagé. Les trois croiseurs autrichiens s'infiltrent et attaquent les *drifters* à 3 h 30. Aucun ne peut donner l'alarme. Les croiseurs étaient armés des canons de 3,9 pouces et six batteries de 57 mm[473]. Les *drifters* choisirent de se battre valant au skipper John Watt du *Gowan Lee* la Victoria Cross. Sur 47 d*rifters* déployés, quatorze ont été coulés, quatre endommagés dont trois gravement. 72 marins ont été faits prisonniers. Les Autrichiens se retirent après avoir mis hors combat 50 % des *drifters*. L'amiral italien Acton est chargé de la poursuite à 4 h 35. Il envoie le groupe Mirabello vers le sud. Acton embarque sur le *Dartmouth* et prend la mer avec les forces navales légères : le *Bristol*, des destroyers italiens

[473]P. G Halphern, *The battle of Otrante Straits : controlling the gateway to the Adriatic in World War I*, Indianapolis, 2004, p. 162-165

(*Mosto*, *Pilo*, *Schiaffino*, *Acerbi*, *Aquila*), les croiseurs *Marsala* et *Racchia* et les destroyers *Insidioso*, *Indomito*, *Impavido*. Ce second groupe dit Marsala n'est prêt qu'à 8 h 25.

Le groupe *Mirabello* rencontre les Autrichiens à 7 h 00 : les trois croiseurs mais le *Mirabello* par sa vitesse lâche les destroyers français. Le groupe *Marsala* atteigne les *Csepsel* et *Balaton* à 7 h 45. Acton encercle les destroyers autrichiens et la bataille s'engage. Les Autrichiens détruisent l'*Aquila* et s'échappent. A 9 h 00, les croiseurs britanniques et autrichiens se font face sans aucun destroyer. L'amiral Gauchet, qui n'a reçu aucun message d'aide, ne fait pas mouvement vers Durazzo. Cependant, les navires autrichiens de réserve attaquent. Les Autrichiens endommagent le *Dartmouth* mais les tirs anglais touchent le *Horthy* à 10 h 10. Le *Novara* est endommagé et, doit évacuer. Acton préfère abandonner la bataille plutôt que poursuivre les Autrichiens vers Cattaro à 12 h 05. Les Autrichiens entrent à Cattaro. En entrant dans la rade de Brindisi, l'*UC 25* torpille le *Dartmouth*. Le *Boutefeu*, qui sortait de Brindisi pour l'aider, coule sur une mine autrichienne.

C'est une défaite italienne majeure : 28 *drifters* coulés ou endommagés, le croiseur léger *Dartmouth* et le destroyer *Boutefeu* coulés, la rade de Brindisi polluée. Les Italiens ont montré leur incapacité à commander une force multinationale et à monter une contre-offensive. Il est clair que la *Regia Marina* sort de cette bataille vaincue par le K. U. K dans la mesure où les Autrichiens n'ont que deux croiseurs endommagés. Le moral italien en sort très affaibli puisque ce fut la plus grande bataille en Adriatique et c'est une défaite italienne. De facto, les Alliés n'ont plus confiance non plus dans la *Regia Marina*.

Nous allons étudier la conséquence : les Britanniques prennent le commandement de la lutte anti-sous-marine y compris en Adriatique.

b – Les Britanniques commandent la lutte anti-sous-marine :

Après la déclaration allemande de guerre sous-marine à outrance, les Alliés, sous impulsion britannique, adoptent un nouveau système de défense en Méditerranée : le convoyage. Les Allemands aident les Autrichiens en Méditerranée.

Au début 1917, la plupart des sous-marins des Empires centraux sont en réparation ou en révision à Pola et Cattaro. En janvier, les pertes alliées tombent à 78 541 tonnes soit 24 % du total de l'ensemble des théâtres d'opérations. Les succès des centraux déclinent en Mars à 61 917 tonnes soit un peu moins de 4 % du total : 564 497 tonnes. En avril, il existe une reprise mais les Autrichiens participent à la hauteur de deux sous-marins soit 23 037 tonnes. Les Allemands ont coulé 225 000 tonnes dont 3 724 par mines, soit 29,6 % de l'ensemble. Les Alliés utilisent les eaux

espagnoles neutres en Méditerranée occidentale pour réduire les pertes de Gilbraltar, au Cap San Antonio, puis des routes vers Malte en dispersant les convois. Les Britanniques sont scandalisés par cette situation et veulent réduire le trafic vers Salonique pour diminuer les pertes. Jellicoe défend cette thèse en particulier afin de récupérer des navires pour mieux défendre les eaux britanniques et mieux ravitailler les Français et les Italiens en charbon. Enfin, cette solution permettrait de mieux protéger la ligne Malte-Suez.

Le 28 avril s'ouvre la conférence annuelle interalliée à Corfou. Cette conférence institue le convoyage avec des patrouilles en parallèle. Un système hybride naît. Ensuite, la conférence crée un commandement unifié de la guerre anti-sous-marine à Malte. L'idée vient de l'amiral Gauchet mais les Britanniques ont réussi à la faire leur. Les forces navales britanniques sont sous les ordres d'un amiral britannique, qui serait le représentant de la Grande Bretagne à cette direction générale. Au vu des faits, cette action revient à donner aux Britanniques la direction de la guerre[474]. Or, la lutte anti-sous-marine est l'action principale des marines en Méditerranée revenant à donner aux Britanniques le commandement des flottes alliées. Les Britanniques commandent de facto l'Inspection pour la Défense du trafic maritime qui est la version et le prolongement italien de l'autorité interalliée. Elle est organisée en deux commandements et plusieurs officiers de liaison. Il existe deux commandements à La Spezia et Maddalena qui gèrent le nord et le sud de la péninsule. Chaque port de commerce qui dépend d'un commandement à un officier de liaison. Il s'agit de faire diffuser et collecter les informations pour approfondir la surveillance de chaque commandement de bord civil ou militaire.

Les patrouilles alliées se répartissent par nations en mai 1917 : 429 britanniques, 302 françaises, 119 italiennes et 8 japonaises[475]. Le cynisme britannique est d'énoncer que seule la *Royal Navy* peut être à la hauteur. Les Japonais étaient très réticents à envoyer des forces en Europe. Ils ont aidé les Britanniques à chasser les navires allemands en embuscade. Mi-avril 1917, les Japonais, sous les ordres de l'amiral Kozo Sato, rejoignent Malte et servent sous commandement britannique. Les Japonais déploient la 10ème, la 11ème flottilles de destroyers de classe Kaba de 8 650 tonnes et le croiseur *Akashi*. En août 1917, les Japonais renforcent le dispositif avec le croiseur lourd *Ichzumo* et quatre destroyers de classe *Momo*. Quatorze destroyers japonais sont une aide négligeable contre la lutte à outrance des Allemands. Le 22 mai, le nouveau système entre en service. Les effets sont immédiats : seulement deux navires coulés entre le 22 mai et le 16 juillet.

Les Italiens refusent de fournir des destroyers pour aider les Alliés à convoyer des navires entre Gilbraltar et Port Saïd. Le 4 septembre, une nouvelle conférence à Londres réaffirme la priorité donnée au convoyage. Il faut attendre *l'US Navy* pour que les Franco-Britanniques aient un

[474]Camillo Manfroni, *Storia della Marina Italiana durante la Grande Guerra*, Bologna, 1925, p. 307-330
[475]P. G Halphern, *The battle of Otrante Straits : controlling the gateway to the Adriatic in World War I*, Indianapolis, 2004, p. 390-397

appui en Méditerranée. Seul le Brésil, en guerre le 26 octobre 1917 contre l'Allemagne, envoie une force navale : deux croiseurs et quatre destroyers. Les Italiens voulaient les récupérer en Méditerranée. C'est la thèse française de l'affectation à la protection du trafic entre l'Europe et l'Amérique du sud qui prévaut. Enfin, en janvier, les Italiens voulaient agrandir leur zone de commandement à Corfou. L'amiral Lacaze, ministre de la Marine, refusa car c'est une base stratégique pour la route vers Salonique. L'amiral Gauchet se voit confirmer son commandement interallié[476].

L'étude de cette question de la guerre sous-marine permet de voir l'absence totale des Italiens. Les Britanniques ont pris la tête de la direction centrale à Malte réduisant l'importance de la Regia Marina à peu de chose puisque l'essentiel du conflit sur les théâtres méditerranéens est sous-marin.

Pour conclure sur la campagne de 1917, la *Regia Marina* a perdu la bataille d'Otrante en Mai. Elle est absente de la guerre sous-marine. Ce constat révèle deux effets. Tout d'abord, les Italiens n'ont plus le moral du fait de la défaite. Ensuite, les Alliés n'ont plus confiance dans la *Regia Marina*. C'est la crise de crédibilité vis-à-vis des Alliés et de confiance en Italie. Ce fait ébranle la domination stratégique italienne au profit des Alliés. Nous allons maintenant étudier une autre défaite morale : celle des services secrets italiens anéantis par les Autrichiens. C'est plus qu'une défaite morale, c'est un effondrement stratégique.

3 – Des services secrets italiens brisés :

Les services secrets italiens vont sortir laminés de l'année 1917. Cette situation est dûe à une guerre des services fraticides, une bataille des codes perdus et à l'échec de Caporetto. Cependant, ils obtiennent quelques résultats assez mitigés. Globalement, le *Servizio Informazioni* en sort brisé.

a – La guerre des services (janvier-octobre 1917) :

Il faut se souvenir que les services secrets sont divisés en deux : l'U. I de la Marine et celui de l'Armée de Terre[477]. Une guerre éclate entre les services secrets des deux armées. A l'origine de cette guerre, nous avons l'affaire de Zurich du 24 au 25 février 1917 : le cambriolage de la section des services secrets de la marine autrichienne.

[476] Adolphe Laurens, *Le commandement naval en Méditerranée*, Paris, Payot, 1931, p. 294-318
[477] graphique général de l'organisation des Services Secrets, première partie, chapitre 2 sur l'action militaire, § 5

Les services de la marine italienne ont infiltré les Autrichiens au consulat à Berne. Les Italiens ont fait croire au général Von Maurig, consul à Zurich, que le groupe du capitaine de vaisseau adjoint Mayer est infiltré. Le général pense que le groupe est passé à l'Entente. Le colonel Von Einem, attaché militaire à Berne, est victime de la même intoxication. C'est à ce moment précis qu'un rapport du groupe Mayer arrive chez Von Einem. Ce rapport pousse à croire que le col de Lari (frontière italo-suisse près de Chiasso) était miné d'après un déserteur du 5ème R. G italien. Ce soupçon a amené les Autrichiens à ne pas bouger provoquant tout naturellement l'absence de réponse. Les mines explosent. Face aux doutes, Mayer déplace son groupe à Zurich pour réinstaller sa section navale dans une maison mais sans garde de nuit[478]. Sous les ordres du capitaine Cafiero, trois hommes se lançent à l'assaut de la section : Pini (avocat), le lieutenant Ventinuglia et le serrurier Papini. Les trois hommes forcent le coffre-fort des Autrichiens où ils ont mis la main sur plusieurs documents secrets. Ce coup de maître met en valeur l'U. I de la marine. L'U. I de l'armée de terre, basé à Berne du capitaine Moriondi, conteste la validité de la documentation et de la réussite de l'opération. Du coup, l'amiral Thaon di Revel demande une enquête le 11 mars 1917. L'amiral exige de voir Cadorna pour élucider cette affaire. Cadorna, vexé, refuse de voir Di Revel et propose une rencontre avec son adjoint Porro. Face à cet échange peu productif, Di Revel accuse l'U. I de l'Armée de ne pas coopérer avec celui de la Marine en toute loyauté.

En clair, chaque chef d'Etat-Major défend ses hommes et donne son assentiment pour le maintien en poste. C'est la confrontation entre les deux armées. De cette guerre de services, il ne peut que sortir que l'échec face aux Autrichiens.

b- La bataille perdue des codes :

Cette défaite du renseignement italien face aux Autrichiens est reconnue par la commission d'enquête sur Caporetto : « Durant la retraite, le repérage de nos stations de transmissions servit à l'Etat-major autrichien pour identifier notre ligne de repli. A partir des documents capturés après l'armistice, il en résulte que l'ennemi avait trouvé toutes les clés de tous nos codes, y compris les plus secrets et compliqués : nous comprenons dans quel état d'infériorité terrible s'est développé notre jeu diplomatico-militaire. »[479]

Ce constat de la commission d'enquête illustre la tragédie des services de renseignements italiens en crise mis en échec stratégique par l'*Evidenzbüro*.

Cette difficulté à conserver le secret des codes est dû à deux éléments : l'efficacité des

[478] Général Max Rorge, *Dernier chef du service de renseignement au GQG et à l'EMA austro-hongrois : espionnage, contreespionnage…*, Paris, 1932, p 225-227

[479] USSME, *Relazione della commissione d'inchiesta, dall'Isonzo al Piave du 24/10/1917 au 09/11*, volume 2, Rome, 1919, p 500 à 530

Autrichiens à se procurer cet instrument avant guerre et les interrogatoires d'officiers italiens blessés ou prisonniers[480]. La deuxième méthode est plus méconnue car interroger un officier est tout un art pour lui soutirer des informations essentielles. Ce sont les officiers de renseignement de chaque régiment épaulé par les hommes de l'*Evidenzbüro* qui étaient en charge de cette mission. Cependant, nous n'avons aucune source italienne sur les interrogatoires des prisonniers de guerre par les Autrichiens.

La seule protection efficace est de changer régulièrement de codes. C'est la course entre le crypteur et le décrypteur.

c- Les services italiens et Caporetto (août-octobre 1917) :

Dans le dernier point, nous avons vu qu'une polémique est née sur le rôle des services secrets dans la défaite de Caporetto. Dans la mesure où le gouvernement a chargé les services, nous allons étudier la véracité de ce thème.

Tout d'abord, le 26 août 1917, la section quatre envoie un télégramme au C. S et aux commandants de la seconde et troisième armées. Ce document notifie que le centre de Berne a décelé les intentions adverses. Trois sources ont authentifié que les Autrichiens ont rappelé des troupes du front russe[481]. De plus, l'Allemagne envoie des renforts. Le 27, un autre télégramme du contre-espionnage établit, suite à l'interrogatoire d'un déserteur allemand, que des unités se concentrent entre Liubjana et Trieste. Le 29 août, le centre de Berne confirme ce déploiement austro-allemand sur l'Isonzo, soit deux mois avant l'assaut. Puis, les rapports se précisent par l'identification à compter du 29 août des unités austro-allemandes : les 11ème et 45ème D. I autrichiennes venant du front russe, le 3ème C. A transporté du Trentin sur l'Isonzo[482].

Le 4 septembre, le centre de Berne confirme l'envoi de trois D. I avec leurs artilleries, leurs munitions. De plus, il établit une conférence à Liubjana qui réunit Conrad, Boroevic et les autres généraux. Le 6 septembre, *l'Ufficio M* à Milan transmet à Cadorna l'information qui vient des Alliés : les Allemands envoient trois D. I supplémentaires sur l'Isonzo. Le 7, le contre-espionnage transmet à la section U à Udine que le 25 août 30 000 soldats, quatre trains blindés, 18 obusiers de 155 mm et 30 de 105 mm. Les services secrets italiens ont informé le C. S avec efficacité sur les intentions adverses : monter une offensive sur l'Isonzo contre les deuxième et

[480] voir première partie, chapitre 2 sur l'action militaire et le chapitre sur les services italiens
[481] USSME, F 17, 40, Télégramme n°4172 de la section U au bureau opération bleu de l'EM, bolletini di guerra, ufficio informazioni, 1914-1918, Rome
[482] USSME, F 17, 44, Phonogramme n°8069 du lieutenant-colonel Caleffi, bolletini di guerra Ufficio Informazioni 1914-1918, Rome

troisième armées. Le 17 septembre, la section de Berne annonce la fermeture de la frontière austro-suisse. C'est l'indice d'une manœuvre pour camoufler le passage de troupes allemandes.

Milan tire le signal d'alarme car ce symptôme a eu lieu en 1916 avec la *Strafexpedition*. Le 26 et le 29 septembre, la section M confirme cette fermeture des frontières et la saturation du réseau ferré par des convois militaires. Le 5 octobre, Berne prévient qu'un sommet austro-allemand s'est tenu à Innsbruck. Ce dernier a réuni Hindenburg, Ludendorff, Boehm Ermolli et Conrad. Le 6 octobre 1917, les services italiens constatent le déploiement allemand à Tolmino avec 200 trains de troupes, 80 000 soldats sur les arrières pour empêcher une offensive italienne sur Liubiana, le passage de 100 trains entre le 29 et le 23 septembre dans cette gare, soit 75 000 hommes. Un officier italien évadé a annoncé la reconnaissance par les Allemands du front sur l'Isonzo en revenant vers les lignes italiennes. Le 23 octobre, les services italiens établissent une synthèse montrant l'imminence de l'offensive, soit quatre jours avant.

Pour occuper les Italiens et éviter une offensive dans le Tyrol, le général Ronge met au point le stratagème suivant : maintenir une haute activité ferroviaire en Carinthie et des messages dénonçant un piège autrichien en facilitant les écoutes adverses. L'objectif de ce piège est d'empêcher les Italiens d'attaquer car les Autrichiens seraient victimes d'un plan Schlieffen inversé avec pour pivot : l'Isonzo, ce qui pourrait leur faire perdre la guerre.

Cependant, les services italiens ont décelé le projet austro-allemand tout en tombant dans le piège de Ronge. Ce qui a limité les capacités offensives italiennes. Face à Caporetto, les services secrets ont remonté, au niveau du renseignement opérationnel, la pente même si la guerre interne a fait des ravages.

Nous allons maintenant étudier le bon résultat obtenu par *l'Informazioni Terrestre. Operative* (ITO) en juin 1917.

d- L'affaire de Carzano :

L'Etat-Major italien voulait percer dans le Tyrol en juin-juillet 1917. Il s'agit de prendre la vallée de la Brenta en amont de Carzano où était stationné le premier R. I bosniaque commandé par le major Lakom.

Le meilleur officier du régiment le lieutenant Ludwig Piuko, au lendemain d'une permission en Bohéme, est passé à l'ennemi italien. Cet officier est d'origine tchèque. Or, le Conseil National Tchèque, sous la houlette de Bèněs, influence les soldats pour déserter ou combattre les Autrichiens. Après son retour, Piuko fait passer tous les soldats tchèques dans son

camp dans le but d'ouvrir la voie de Trente aux Italiens[483]. Le capitaine Finzi des services secrets italiens a pour mission d'identifier et connaître les lignes autrichiennes. Il s'agit de faire un compte-rendu précis de la position des pièces d'artillerie autrichiennes, des tranchées et des bunkers. Le capitaine Finzi se met en relation avec le lieutenant Piuko. Ce dernier le fait entrer dans les lignes ennemies. Malgré les interrogatoires d'un nouveau capitaine autrichien, les soupçons disparaissent sur Piuko. Pour récompenser la valeur du lieutenant Piuko, il fut mis à la tête du cortège de la députation de Val Sugana lors du passage de Charles d'Autriche.

Aux environs du 30 mars, le groupe Piuko passe à l'action avec le feu vert des services italiens. Il distribue peu de munitions. Il endort le régiment avec un gaz incapacitant. Enfin, la section Piuko, qui devait surveiller le pont, quitta son poste. Le chemin est grand ouvert. Les Bersaglieri portaient des Fez turcs pour être confondu avec des Bosniaques. Sans aucune difficulté, les Italiens entrent dans le poste mais malheureusement pour eux, une patrouille des « *Deutschmeister* » les vit et prévena la garnison. Les *« Deutschmeister* » sont un régiment d'élite d'infanterie autrichien qui porte le titre de Grand Maître de l'Ordre Tentonique. Les Italiens occupent quand même Carzano. Les Autrichiens contre-attaquent. Les Autrichiens arrêtent Piuko pour trahison. Malheureusement, le feu autrichien décime les Italiens. Les rescapés avec Piuko fuient vers les lignes italiennes, ce qui clôt cette affaire.

Nous pouvons conclure que les services secrets italiens ont réussi à retourner des officiers des minorités de l'Empire ; ce qui a failli leur donner les clés de la vallée de la Brenta. C'est une bonne intuition stratégique car elle envisage la décomposition de l'Empire et cette affaire aurait pu être une aubaine tactique.

Au niveau global, les services secrets italiens sont plutôt en crise à suite de la guerre des services, et à la victoire autrichienne dans la bataille des codes, bien qu'ils aient réussi à prévoir Caporetto et failli remporter Carzano. Les deux résultats précédents sont trop faibles pour compenser la victoire stratégique dans la guerre secrète des Autrichiens. Les Italiens ont perdu le moral et la confiance en eux-mêmes. Les services secrets italiens sont brisés. Nous allons maintenant voir comment la propagande catholique a accru le phénomène de perte de moral en retournant les Italiens dans les campagnes contre la guerre.

4 – La propagande catholique et ses effets néfastes :

L'Eglise catholique est brouillée avec l'Italie depuis 1870 à cause de l'invasion des États pontificaux. Mais le pays est resté profondément catholique à plus de 90 %. Lors de l'entrée en

[483] Général Max de Ronge, *Dernier chef du service de renseignement au GQG et à l'EMA austro-hongrois : espionnage, contre espionnage,* Paris, 1932, p 239-243

guerre de l'Italie en 1915, la papauté a eu beau combattre cette intervention, son discours était inaudible en raison de la flambée nationaliste. Cependant, cette situation change en 1917 car le pape, qui est au courant des incidents de Turin et du développement du pacifisme, reprend son discours de paix. Ce message devient audible en août 1917 et il utilise les paroisses italiennes pour le faire diffuser pour pousser les Italiens à sortir du conflit, comme les autres belligérants, avec une attention particulière pour l'Italie. La propagande pacifiste catholique va donc pouvoir se développer.

a – Le message de Benoît XV :

Le Pape écrit le 1er août 1917 sa célèbre note sur la paix. Son message s'articule en trois points : tout d'abord un appel à la paix en invoquant le respect du droit, ensuite il appelle au respect de la liberté des mers et à la naissance d'une vraie communication entre les peuples, enfin un paragraphe sur les dommages de guerre.

La première partie de son intervention est consacrée au droit. Il énonce le principe suivant : «le point fondamental doit être qu'à la force matérielle des armes soit substituée la force morale du droit, d' où un juste accord de tous pour la diminution simultanée et réciproque des armements, puis en substitution des armées, l'institution de l'arbitrage»[484]. La proposition papale parle de la suppression des armées et des armes pour garantir la paix. Lorsque une difficulté provient, c'est un arbitrage fondé sur le droit et la justice qui tranchera les querelles. Il est évident que le Pape veut faire jouer ce rôle à l'Eglise. Cette proposition est un discours pacifiste extrémiste, mais l'Eglise catholique professant l'amour entre les hommes est dans son credo. Il est clair que ce message peut toucher des millions de mères qui ont perdu un ou plusieurs fils à la guerre, d'autant plus vite que les prêtres catholiques sont présents dans le monde entier. Le message papal a donc une certaine portée.

La deuxième partie évoque la liberté des hommes et la communication. Benoît XV nous dit: «une fois la suprématie du droit ainsi établie, que l'on enlève tout obstacle aux voies de communication des peuples, en assurant par des règles à fixer, la vraie liberté et la communauté des mers». Ce discours nous dit que tous les hommes sont des frères et que les gouvernants doivent cesser de poser des obstacles à la communication entre les peuples, seul gage de paix. C'est un moyen détourné pour attaquer un gouvernement qui déclenche une guerre pour conquérir des territoires qui seraient à lui depuis un certain nombre d'années, ou pour dénoncer une flambée nationaliste provoquée par les gouvernants. Enfin le pape évoque la liberté comme gage de paix et

[484] Francis Latour, *La Papauté et les problèmes de la paix durant la Première Guerre Mondiale,* Paris, 1996, p . 170-171-172

demande pour satisfaire cet objectif la liberté des mers.

Enfin, le pape dénonce toute forme de dommages de guerre : «une condamnation entière et réciproque justifiée du reste par les immenses bienfaits à retirer du désarmement»[485]. Le pape fait allusion aux réparations de guerre dues aux destructions qui pour lui sont sources de conflit. Il dénonce toute forme d'indemnités de guerre. Or l'Italie demande précisément ceci dans son conflit avec l'Autriche en cas de victoire.

Le gouvernement italien est condamné indirectement par la Papauté pour trois motifs : une guerre sanguinaire menée par Cadorna, la manipulation de l'opinion publique italienne en 1915 et les visées impérialistes de l'Italie. Le pape vient de briser la légitimité de la guerre italienne. Cette note va avoir forcément des effets destructeurs sur le moral des Italiens.

b – Les effets destructeurs de la note papale :

Nous venons de voir que le gouvernement italien était démasqué par le pape pour trois raisons précitées et que cette situation aboutit à la condamnation de la guerre italienne en raison de ses visées impérialistes. L'accueil favorable des Empires centraux renforce l'impression que c'est bien l'Italie l'agresseur aux yeux des catholiques[486].

Le message du pape est relayé par tous les prêtres en Italie. La population italienne est instruite dans les villes mais peu dans les campagnes du Mezzogiorno (du sud de Rome à la Sicile) qui est restée profondément agricole avec de grands propriétaires terriens. La population active est composée essentiellement de métayers et de journaliers travaillant dans les champs. Cette population rurale est très pieuse et sa faible instruction donne au prêtre un statut social élevé. Il est très écouté par les paysans. Or les deux tiers des soldats italiens d'infanterie viennent du sud pauvre alors que le nord plus ouvrier et plus instruit fournit les cadres de l'armée. L'Église catholique contrôle le moral de la base de l'armée italienne. Par conséquent, la note papale a deux effets destructeurs : elle anéantit le moral déjà très faible de l'armée italienne et provoque l'effondrement de la confiance dans le gouvernement italien et en sa politique étrangère. Or l'Italie est la seule nation où le parlement s'opposait à la guerre[487].

La propagande papale débouche sur une crise politique. C'est la crise du cabinet Boselli en place depuis 1916. En effet, le parlement est contrôlé par les amis de Giolitti qui possèdent la

[485] Ibid, p. 172-173
[486] Giorgio Candeloro, *Storia dell'Italia moderna,* volume 8 *La Prima Guerra Mondiale e l' avvento del Fascismo,* Milano, 1978, p. 178
[487] Première partie sur l'entrée en guerre de l'Italie.

majorité des sièges : 300 députés et 100 sénateurs[488]. La note papale permet aux catholiques de Giolitti de reprendre leur opposition à la guerre. Le pape les remet en selle. Comme ils ont la majorité parlementaire, la guerilla contre le cabinet Boselli commence. L'Italie sombre dans l'instabilité politique alors que nous sommes en pleine guerre durant laquelle la cohésion politique est plus que nécessaire. La propagande catholique débouche sur une crise sérieuse, ce qui mine la position stratégique de l'Italie par rapport aux Alliés car le pays est au bord de l'effondrement total. Tout le pays lâche.

Quelles sont les luttes politiques intestines qui vont amener à la chute du cabinet de Boselli et ainsi achever le moral de l'Italie ?

5 – La chute du cabinet Boselli mai-octobre 1917 : les divisions, facteurs de faiblesse

Avec la note papale, Giolitti et ses amis reprennent la main au Parlement. Le cabinet Boselli ne peut s'appuyer que sur les interventionnistes de gauche et les nationalistes. Ce qui réduit sa base parlementaire. Une épée de Damoclès pèse dorénavant sur Boselli : le renversement peut survenir à tout instant.

La situation va être bouleversée par l'affaire « des ennemis intérieurs » lancée par Cadorna. Ces ennemis seraient responsables de l'effondrement du moral de l'Armée selon son chef[489]. Les adversaires seraient infiltrés dans tout l'Etat et aux plus hautes fonctions. Ce mythe apparaît après l'échec de la 10 ème bataille de l'Isonzo en mai-juin 1917. Cadorna envoie à Boselli trois lettres accusant le P. S. I d'être l'agent qui diffuse le pacifisme et le défaitisme au sein de l'armée. Cette thèse expliquerait aussi les défaites militaires. Pour le chef d'Etat-Major, le gouvernement doit agir en prenant des mesures plus répressives qu'au front contre les ennemis de l'intérieur[490]. Cette lettre est reçue le 8 juin 1917 par Boselli. Cette peur infondée se complique par les événements de Russie.

La Russie inquiète l'Etat-Major italien pour plusieurs raisons. Tout d'abord, la mise hors combat de l'armée impériale de Russie signifie le report de l'ensemble des troupes autrichiennes de l'Est contre l'Italie et dans les Balkans. Cette nouvelle transforme entièrement le rapport de force au profit de l'Autriche et de la poussée des Bolchevicks jusqu'au mois d'octobre. Cette tendance révolutionnaire marxiste et pacifiste rencontre un vif succès au sein du P. S. I depuis la conférence de Zimmerwald en Suisse en juin 1917. De plus, ces événements pourraient pousser Giolitti à

[488]Ibidem
[489] Luigi Cadorna, *Pagine polemiche*, Milano, 1950, p 24 à 28
[490] Giovanna Procacci, *Dalla Rassegrazione alla Rivolta*, Roma, 1999 p 287-315

renverser Boselli et imposer une paix séparée. Pour la presse interventionniste, les Bolchevicks et les Socialistes italiens sont les mêmes agents de la défaite. Elle souligne l'analogie entre l'Italie et la Russie au niveau socioéconomique. C'est *Il Popolo d'Italia* qui en parle le plus directement[491]. La presse interventionniste pressent le rapprochement de la troisième internationale et la menace de celle-ci sur l'Italie en guerre. Les pièces se mettent en place pour l'après-guerre et l'arrivée du fascisme.

Une véritable « chasse aux sorcières » commence contre le P. S. I pacifiste et marxisant. Ce combat est mené par la presse interventionniste de gauche. Le gouvernement essaie de protéger les partisans de Turati qui se sont ralliés à la guerre et à la démocratie libérale. Cependant, la presse interventionniste et nationaliste lance une grande campagne de dénigrement du P. S. I. Très rapidement, la presse démocratique attaque à son tour les socialistes. La lutte interne commence. Le jour de l'anniversaire de l'entrée en guerre, une grande manifestation interventionniste se développe à Campidoglio unissant tous les courants politiques contre le P. S. I pour défendre leur guerre[492]. Les interventionnistes demandent au gouvernement de prendre des mesures fortes contre le P. S. I[493]. Les pressions deviennent du plus en plus importantes sur le gouvernement. Cependant, Boselli refuse de donner satisfaction car Bissolati, au sein de son cabinet, représente le seul courant le soutenant à la chambre. Les interventionnistes décident de renverser le cabinet avant la reprise des travaux de la chambre.

Le prétexte vient de Sonnino, allié implacable et fidèle de Cadorna, qui intervient dans le renversement du cabinet : sa décision personnelle et unilatérale de déclarer l'Albanie protectorat italien. Les trois ministres démocrates Bissolati, Bonomi et Comandini démissionnent pour dénoncer l'attitude d'Orlando et le complot anti gouvernemental[494]. Cependant, le Roi intervient et oblige à la réconciliation entre Bissolati et Sonnino moyennant un nouvel accord ministériel au profit de Bissolati le 12 juin 1917. Turati soupçonne fortement la volonté du binôme Sonnino-Cadorna de vouloir créer une dictature militaire appuyée par l'Armée[495]. Pour lui, ils veulent refaire le coup des événements du mois de mai 1915 en allant beaucoup plus loin selon le modèle de la Révolution russe de février : l'abdication du roi. Pourtant, le C. S n'avait confiance qu'en Bissolati. Les Italiens ne sont pas à une contradiction près. Bissolati était un homme politique plus épris de sa liberté de pensée et d'action que du pouvoir. Le 20 juin, lors de la reprise des débats à la chambre, le sens de l'histoire voulue par les interventionnistes peut basculer vers leurs ennemis. Ce qui pousse les libéraux nationalistes à modifier leurs positions.

En effet, Sonnino et Salandra poussent à choisir une solution médiane : soutenir le

---

[491] *Il Popolo d'Italia* article du 17 juin 1917 : *Spirito di Decisione,* BDS, Rome
[492] *L'Unità*, article du 5 juillet 1917 : *Si ritorna alla Democrazia*, BDS, Rome
[493] *L'Iniziativa*, article du 25 mai 1917 *: Il fronte interno*, BDS, Rome
[494] Lettre de Corrandini à Sonnino du 9 juin 1917 extrait de Sydney Sonnino, *Diario 1916-1922*, Roma p 539-554
[495] Lettre du 13 juin 1917 de Frederico Turati à Antonio Kuliscioff, Frederico Turati, *Antonio Kuliscioff*, Roma, 1919, p 539-554

parlement et récupérer la majorité parlementaire pour infléchir les décisions. Le 22 juin, durant les comités secrets de la Chambre, Orlando part en guerre contre ceux qui veulent la guerre civile. Il est ministre de l'intérieur, ce qui lui confère une certaine autorité. Il cible clairement les milieux interventionnistes. Seuls 40 députés du « groupe d'Action Nationale » votent contre la confiance au gouvernement Boselli, suite aux déclarations d'Orlando. Après ce vote, le mouvement interventionniste sort anéanti de cette crise. Durant les premiers jours de juillet, au Congrès de Milan, les partis interventionnistes essaient de reconstruire une ligne politique unitaire. De cette expérience, nous pouvons voir une fracture définitive entre les nationalistes et les interventionnistes démocrates[496]. Le succès des pacifistes giolittiens et socialistes paraît imminent.

Cependant, les opérations militaires reprennent en Russie. C'est l'offensive Kerensky en Galicie. Les petits succès initiaux distillent dans la presse italienne des articles favorables à la Révolution de février. Mussolini nous dit : « c'est la révolution qui ne craint pas la guerre, c'est la guerre qui sauvera la révolution »[497]. La presse sérieuse, à travers *Il Corriere della Sera*, reprend ce thème avec une comparaison à la Révolution française de 1789. Les illusions italiennes s'envolent avec l'échec de Kerensky. Le gouvernement provisoire russe parle d'une manœuvre bolchevique à l'origine de cet insuccès car leur but est une paix à tout prix pour conquérir le pouvoir. Pour Kerensky, l'écroulement de l'armée est dû à Lénine. Ce choc liquide l'idéal révolutionnaire au sein des interventionnistes italiens. Cependant, il véhicule aussi l'idée que le chaos intérieur provoque la défaite. Le léninisme devient pour eux un mouvement défaitiste et anti patriotique. Ils réaffirment donc la lutte à outrance contre les « ennemis intérieurs » et la mise en œuvre d'une dictature militaire[498]. L'opposition au léninisme recréée une ligne politique commune aux interventionnistes dans leur ensemble. L'échec des mencheviks en Russie et l'arrivée des bolcheviks cristallisent les politiques italiens. La Russie communiste de fin octobre est un puissant repoussoir pour les élites italiennes.

Les événements s'enchaînent : la mutinerie de la brigade *Catanzaro*, le développement du léninisme au P. S. I, le discours de Giolitti sur la paix de début août, les masses ouvrières en ébullition à Turin. Face à une telle crise, l'armée réagit en punissant sévèrement les mutins en particulier les socialistes et Cadorna transmet à Boselli sa quatrième et dernière lettre sur l'ennemi intérieur. Avec les émeutes de Turin réprimées durement par Boselli, les interventionnistes décident d'éviter le recours à la rue pour imposer leurs décisions. La crise atteint son paroxysme. Bissolati se rallie à la solution militaire pour contrer une réplique de la révolution soviétique en Italie. La sensation du péril rouge est très forte. L'échec de Kornilov en septembre cloue les socialistes. La presse se lance dans un soutien sans faille à Cadorna pour éliminer la révolution. Cette solution anti

[496] Giovanna Procacci, *Dalla Rassegnazione alla Rivolta*, Roma, 1999, p 293
[497] Benito Mussolini, *Il Popolo d'Italia*, article du 5/07/1917, *Bandiera Rossa*, BDS, Rome
[498] Nicola Jami, *Il Messagero*, Article du 5/08/1917, *Dal Disfattismo russo al socialismo italiano*, BDS, Rome

parlementaire de plus en plus souhaitée transforme une crise politique forte en crise de régime. La démocratie italienne peut vaciller à tout moment. La lutte entre le P. S. I et les interventionnistes appuyés par l'armée est totale. La mise hors combat de la Russie rend encore plus fragile la situation du pays. Le système politique italien est au bord de l'implosion. Les mesures prises contre les émeutes à Turin (la déclaration en zones de guerre de la ville, de la Ligurie, du Piémont, le décret Sacchi qui instaure le délit d'opinion) coupent les élites de la classe ouvrière. Cette situation affaiblit encore un peu le gouvernement. Les giolittiens essaient de revenir en force au Parlement pour éviter la solution dictatoriale avec l'aide du P. S. I. Le 16 octobre, les débats parlementaires illustrent ces luttes intestines et la violence qui en découle. Bissolati, plein de colère, dit : « pour défendre les arrières de l'armée, je ferai feu même contre vous »[499]. Cette phrase met en minorité le gouvernement Boselli L'interventionnisme de gauche vient de se suicider à la Chambre. Le 26 octobre, Caporetto arrive et le gouvernement Boselli tombe.

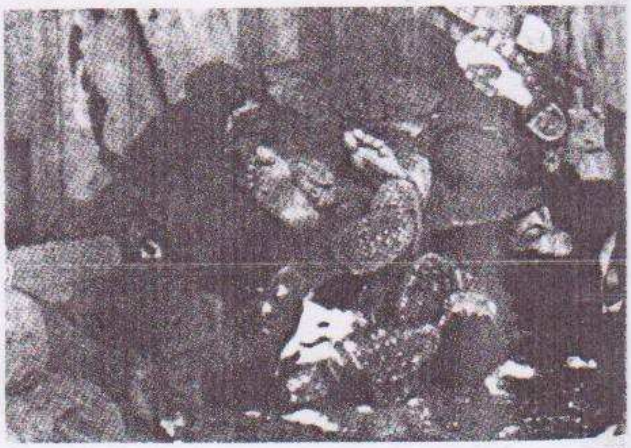
Face à une telle crise constitutionnelle, politique et morale, les forces politiques liées au peuple essaient de constituer un nouveau cabinet sous la direction d'Orlando, partisan d'une démocratie et ne croyant pas aux ennemis intérieurs. Le nouveau gouvernement va devoir reconstruire et relever le pays. Cependant, cette question des « ennemis intérieurs » reprend de plus belle et les pressions sur le gouvernement recommencent. Les nationalistes vont parler de complot giolittiens et de réseaux d'espionnage.

En conclusion, il est clair que ce mythe de l'ennemi intérieur a déstabilisé le système politique et créé des luttes intestines fondées sur la lutte contre le communisme. Les progrès des bolcheviks ont institué un climat de terreur chez les interventionnistes qui les a amenés à vouloir combattre le P. S. I. Cette guerre politique a affaibli le gouvernement et fragilisé la démocratie. Le pays est divisé, ce qui le plonge dans une crise morale, politique et institutionnelle. Caporetto va révéler cette crise qu'Orlando va devoir relever. Cette crise a bien sûr très largement affaibli les capacités de l'armée italienne et préparée le terrain à la débâcle d'octobre 1917. Est-ce une grande opération psychologique orchestrée par Berlin pour préparer son offensive ? La question mérite d'être posée puisque l'Allemagne va profiter de cet avantage. Dans tous les cas, cette crise permet aux Alliés de renverser l'équilibre stratégique en leur faveur puisque, moralement, cette chasse aux sorcières a mis l'Italie hors combat. Les éléments précurseurs du Fascisme sont présents.

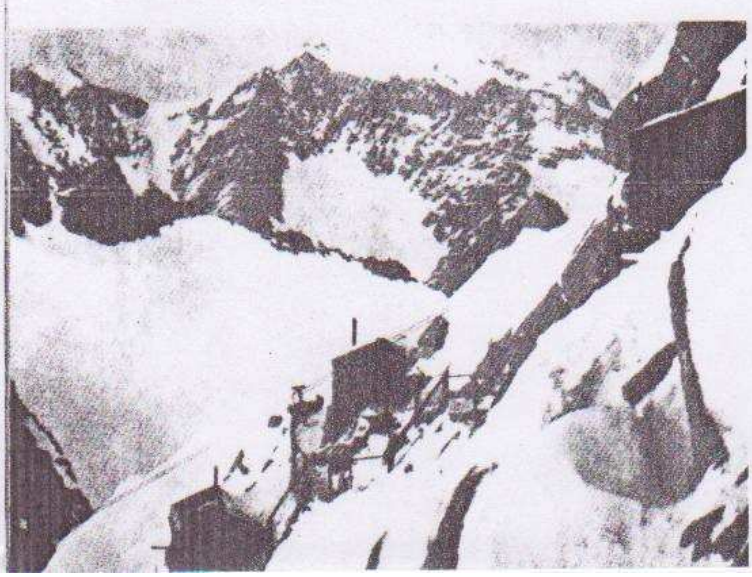
La cause profonde du bouleversement stratégique de l'année 1917 est une Italie aux prises avec une crise générale très profonde : sociale, morale et pour finir politique. La cohésion nationale est gravement menacée.

[499] Benito Mussolini, *Il popolo d'Italia*, Article du 19 octobre 1917, *Espressione di fierezza*, BDS, Rome

Inverno 1915: recupero di salme di caduti italiani per esser tumulate nel cimitero di Pian di Salisei.



I corpi dei soldati austriaci travolti dalla valanga caduta il 3 marzo 1916 a Malga Strino, in Alta Val di Sole.



Baraccamenti e stazione terminale della teleferica poco sotto la vetta del Corno di Cavento.

<u>Image n°5 : Photographie illustrant les difficultés et les réalités du front</u>

USSME, fond iconographique Première Guerre Mondiale 1915-1918, *Il Fronte italiano*, codice 500, hiver 1915-1916, *Fronte del Isonzo,* Rome

Le gouvernement peut tomber n'importe quand avec la guerilla catholique au parlement. Les léninistes et les anarchistes peuvent provoquer une situation révolutionnaire dans toutes les grandes villes ouvrières italiennes du nord. La population a faim et ne croit plus ni en la victoire, ni dans le gouvernement. Quant à l'armée, elle est au bord de l'effondrement complet face à l'Autriche.

Au moindre coup de butoir, c'est le spectre de la défaite qui arrive à grand pas. Comme disaient les légistes chinois, la victoire extérieure dépend de la paix intérieure, voilà pourquoi stratégiquement l'Italie ne peut plus maintenir l'équilibre avec les Alliés et les Etats-Unis. Le salut de l'Italie ne peut venir que de l'Entente. Cette conclusion nous permet de dire que l'Italie est dépendante de l'alliance. Caporetto va servir de révélateur et Rapallo consacrer la subordination de l'Italie aux Alliés.

III – De Caporetto à Rapallo, de la défaite au sacre de la subordination (octobre- décembre 1917) :

Caporetto est connue comme la plus grande défaite de l'histoire de l'armée italienne. En effet, l'offensive austro-allemande a fait beaucoup de dégâts à la fois tactiques et psychologiques. Mais les Italiens ont su se ressaisir grâce à l'aide militaire directe des Alliés. La France et le Royaume-Uni ont envoyé dix divisions pour redresser la situation. La faiblesse de l'Italie apparaît au grand jour et les Alliés lui imposent une subordination de fait à travers sa dépendance militaire envers eux. Le symbole de cet état de fait est Rapallo.

Nous allons donc voir trois points : l'offensive austro-allemande du 26 octobre au 9 novembre, puis l'intervention alliée en Italie et pour terminer le traité de Rapallo et ses effets.

A – L'offensive austro-allemande de Caporetto :

1 – La stratégie allemande :

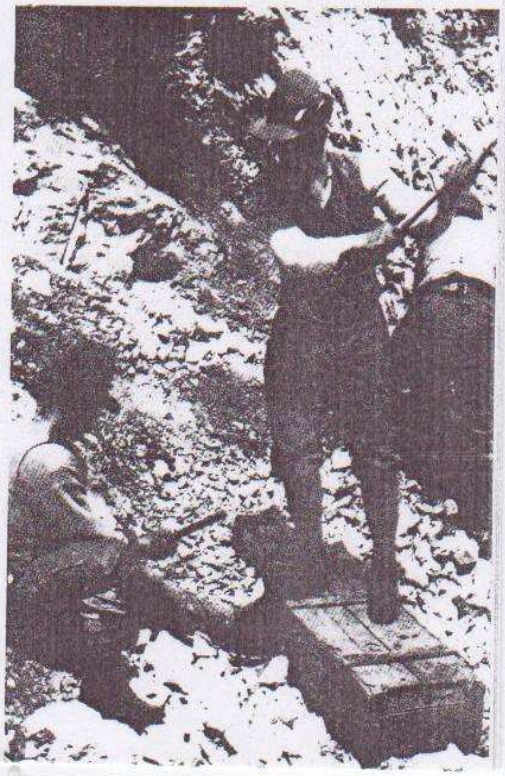
Les Allemands se rendent compte durant l'été 1917 que leur allié autrichien a commencé des négociations de paix séparée avec l'Entente : l'offre du Comte Sixte de Bourbon-Parme. De plus, ils constatent que l'armée impériale est très fatiguée face à des Italiens qui lancent sans cesse des offensives dans l'Isonzo avec des conséquences funestes.

Avanguardia del *Val d'Intelvi* mentre si accinge ad attraversare la vedretta del Mandrone; si notino gli alpini sciatori con tuta mimetica.

Cannone da 149 G in postazione a Cresta Croce. È la guerra dell'Adamello.

29-30 maggio 1916, Lobbia Alta: un 75 A con puntamento a vista.

Scavo di una cavernetta al Passo della Sentinella: è la guerra della Croda Rossa...



Il generale Viktor Dankl, comandante dell'11ª Armata austro-ungarica.

<u>Image n° 6 : La diversité des hommes et des matériels sur le front austro-italien</u>

Gianni Pieropan, *Storia della Grande Guerra sul fronte italiano*, Milano, 1988, p 455

En effet, l'armée autrichienne éprouve, certes la moitié des pertes italiennes, 400 000 hommes, entamant près de 30% de son potentiel. En 1917, tandis que l'Italie est au bord de l'effondrement, les soldats italiens sont en train de gagner la guerre d'usure face à l'Autriche, contre toute attente, puisque l'armée italienne n'a gagné en deux ans que 30 km². Même l'Etat-major impérial s'est rendu compte de cette guerre d'usure prolongée[500]. L'armée impériale est presque hors de combat, ce qui isolerait l'Allemagne, en guerre face au monde entier, sans allié. De plus, les minorités de l'Empire sont encouragées à se rebeller avec le programme du Président Wilson et ses 14 points en janvier 1918.

En effet, il proclame la liberté des peuples à disposer d'eux mêmes. Ce point signifie que les États-Unis soutiennent les volontés d'indépendance des Polonais, des Yougoslaves, ainsi que des Tchèques. La France soutient la Serbie et le mouvement yougoslave dont elle accueille les chefs. Elle apporte son aide aux Tchèques de Bènés qui fondent un foyer national à Paris en 1917. Cette politique de l'Entente conjuguée à celle des États-Unis fait que l'Empire est menacé d'implosion. Cette situation accroît le risque pour l'Allemagne de perdre son seul allié fidèle. Les Autrichiens pensent qu'une victoire peut regonfler le pays et le maintenir dans la guerre. Par conséquent, l'Etat-Major autrichien «demanda donc à l'allié allemand l'aide nécessaire pour une offensive de soulagement»[501]. L'Autriche est donc en infériorité stratégique face à l'Italie et à l'Allemagne. Si les Italiens perçent et écrasent l'armée impériale, ils vont rejoindre les rebelles yougoslaves qui vont se soulever. L'Empire exploserait et les Italiens imposeraient le libre passage de leurs armées. Ils pourraient ainsi progresser à travers le Tyrol autrichien et déboucher en Bavière.

L'armée allemande étant occupée sur deux fronts, ce serait la défaite totale de l'Allemagne prise à revers par les Italiens. Stratégiquement, la situation est dangereuse pour l'Allemagne qui décide d'attaquer l'Italie. Le but est de mettre hors de combat l'Italie et de détruire ses capacités militaires.

2 – L'offensive allemande :

C'est Ludendorff qui est chargé de cette mission. Il va utiliser des procédés tactiques nouveaux conjugués avec une planification brillante qui vont détruire en partie l'armée italienne. Nous allons voir ses procédés. Puis nous étudierons les résultats de l'offensive.

[500]Ibid, p . 367
[501] Ibid, p . 368

a – Les procédés tactiques nouveaux :

Ludendorff va utiliser la méthode dite de Riga (Lettonie) qui se compose en trois éléments: l'effet de surprise, l'utilisation nouvelle de l'artillerie en particulier chimique et enfin l'entrée en action d'une infanterie spécialisée dans l'infiltration des lignes adverses dans la profondeur. Ce mélange donne une puissance nouvelle à l'offensive qui a pour but de démoraliser l'adversaire et de lui faire cesser aussitôt le combat.

L'effet de surprise est capital et pour le maximiser l'armée allemande met en place un certain nombre de mesures : l'arrivée au dernier moment des unités sur leurs lignes de départ, le renoncement à une préparation d'artillerie qui est la coutume de ce conflit mondial, la progression de nuit des troupes. Le but est que l'ennemi n'ait aucun indice de l'offensive imminente pour le désorienter et ainsi augmenter encore l'effet psychologique de l'attaque. Il s'agit de lui ôter l'envie de se battre par la surprise énorme de l'offensive et par la puissance du feu. Les Allemands rassemblent pour ce type d'opérations plus de 2500 canons et lance-grenades[502]. L'artillerie doit frapper en même temps que l'infanterie spécialisée monte à l'assaut. Le délai de préparation d'artillerie est de quelques minutes. Pour pouvoir détruire le maximum d'objectifs dans un délai aussi court, il faut augmenter la puissance de feu et la rendre encore plus brutale. C'est une véritable tempête de feu qui s'abat sur la tranchée ennemie. Les Allemands, pour atteindre cet optimum, vont opérer un mélange des types d'obus auxquels ils vont associer des tâches précises. Pour éliminer les combattants dans les tranchées, ils vont utiliser des obus chimiques et explosifs.

Les Allemands utilisaient des munitions à base d'ypérite (dit gaz moutarde). Le ratio était de 50 % en chimique et 50 % en tolite ou mélinite[503]. Pour détruire les PC, les batteries d'artillerie ennemies et les lignes téléphoniques filaires, les Allemands employaient un mélange de 20 % en explosifs et 80 % en chimique[504]. Ces bombardements ont trois effets : tout d'abord les troupes ennemies sont isolées de l'arrière et des renforts par la destruction du commandement et des liaisons téléphoniques. Ensuite, par les gaz, elles sont incapables de se battre et de résister à l'infanterie spécialisée allemande. Enfin, l'artillerie ennemie est paralysée par les gaz ou détruite avec les explosifs. L'armée ennemie a de plus énormément de pertes dues aux gaz.

Pour finir, les Allemands attaquent au matin pour avoir les meilleures conditions météorologiques afin de tuer le maximum d'ennemis : vent nul, humidité forte avec la rosée, nuages bas, faible température (inférieur à 15 degré celsius). Après ce barrage roulant d'artillerie, les *Schlosstruppen* suivent. Cette infanterie spécialisée, qui progresse par «colonne bien entraînée et

[502] Ibid, p . 370
[503] Olivier Lepick, *La Grande guerre chimique 1914-1918,* Paris, Puf, 2004, p . 246-247
[504] Ibid, p . 248-249

équipée de mitrailleuses légères»[505] sans réduire les noyaux de résistance, attaque et s'infiltre dans la profondeur pour prendre les PC et les principales voies de communications, ainsi que les troupes de réserves. La deuxième vague d'infanterie classique nettoie les tranchées et les foyers de résistance. Enfin, les Allemands ne lancent l'offensive que s'ils sont parfaitement renseignés sur les positions ennemies, les armes et leurs portées dont elles sont équipées. Ces informations accroissent la vitesse d'infiltration dans la profondeur qui augmente le degré de confusion et de désorganisation des chefs militaires ennemis.

Les Allemands viennent d'inventer un nouveau concept tactique : l'exploitation stratégique d'une offensive[506]. Maintenant que nous connaissons la méthode allemande, nous allons étudier le choix de Caporetto et le dispositif austro-allemand en conséquence.

b – Caporetto et le dispositif des Empires Centraux :

Les Allemands décident de frapper à Caporetto car c'est le noeud de communication essentiel dans cette région montagneuse culminant à plus de 3000 m. Il existe deux axes :

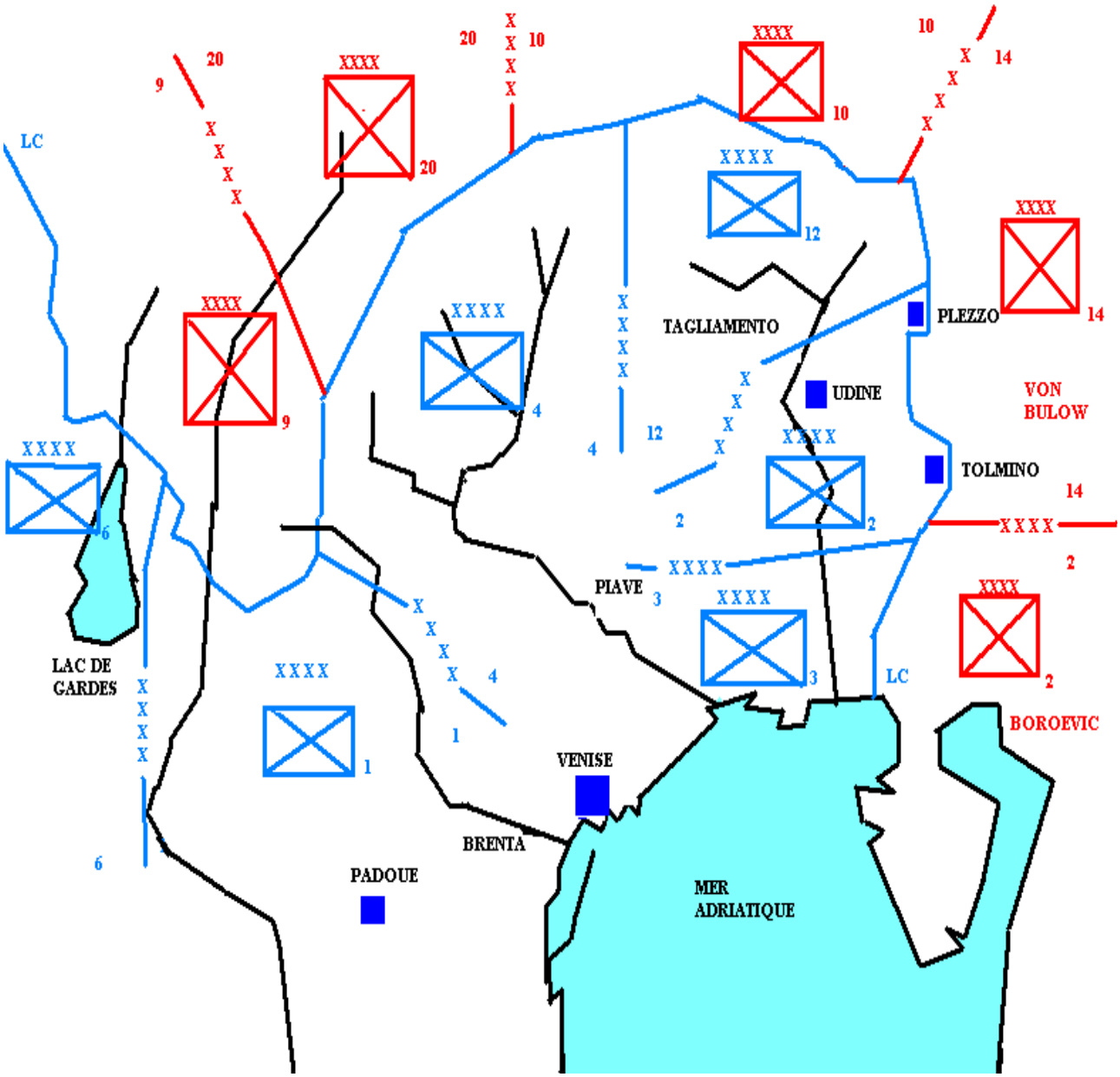
- nord – sud : de Plezzo à Tolmino
- est - ouest : de Caporetto à Udine

C'est donc un carrefour stratégique qui permet de tenir la totalité du Haut Isonzo. L'intérêt de lancer l'offensive sur Caporetto est claire : prendre à revers l'armée italienne dont le centre de gravité est sur le bas Isonzo par un mouvement d'enveloppement à partir de Caporetto en passant par Udine et qui se ferme sur la rivière Tagliamento. Ils vont adopter un dispositif en conséquence. Ils amènent sept divisions allemandes auxquelles vont se greffer sept divisions autrichiennes. Les Allemands se composent de la 117ème DI, de la 200ème DIM (montagne), des 5ème, 12ème, 26ème divisions de chasseurs, l'*Alpen Korps*, et deux divisions de Riga. Ces divisions forment la XIVème armée sous le commandement de Von Bulow. Elle est équipée de 2500 canons dont 1588 batteries de campagne, 100 pièces lourdes, 288 *minenwerfer,* enfin 600 canons de petits calibres.

Le plan est simple : prendre le col du Matajur et le sud de Cividale pour percer les communications italiennes, enfin s'emparer de Caporetto. Les Autrichiens attaquent Gorizia avec le C. A Boroevic avec sept divisions[507].

---

[505] Ibid, p . 371
[506] Mémoire de master du SLT Emmanuel Boudas sous la direction du CDT Christophe Gué, *Caporetto et la coopération interalliée,* Ecole Spéciale Militaire de Saint -Cyr, Coëtquidan, 2004, p . 44-45
[507] Georges Hanotaux, *histoire illustrée de la guerre de 14,* tome 16, Paris, 1923, p . 72-73-74



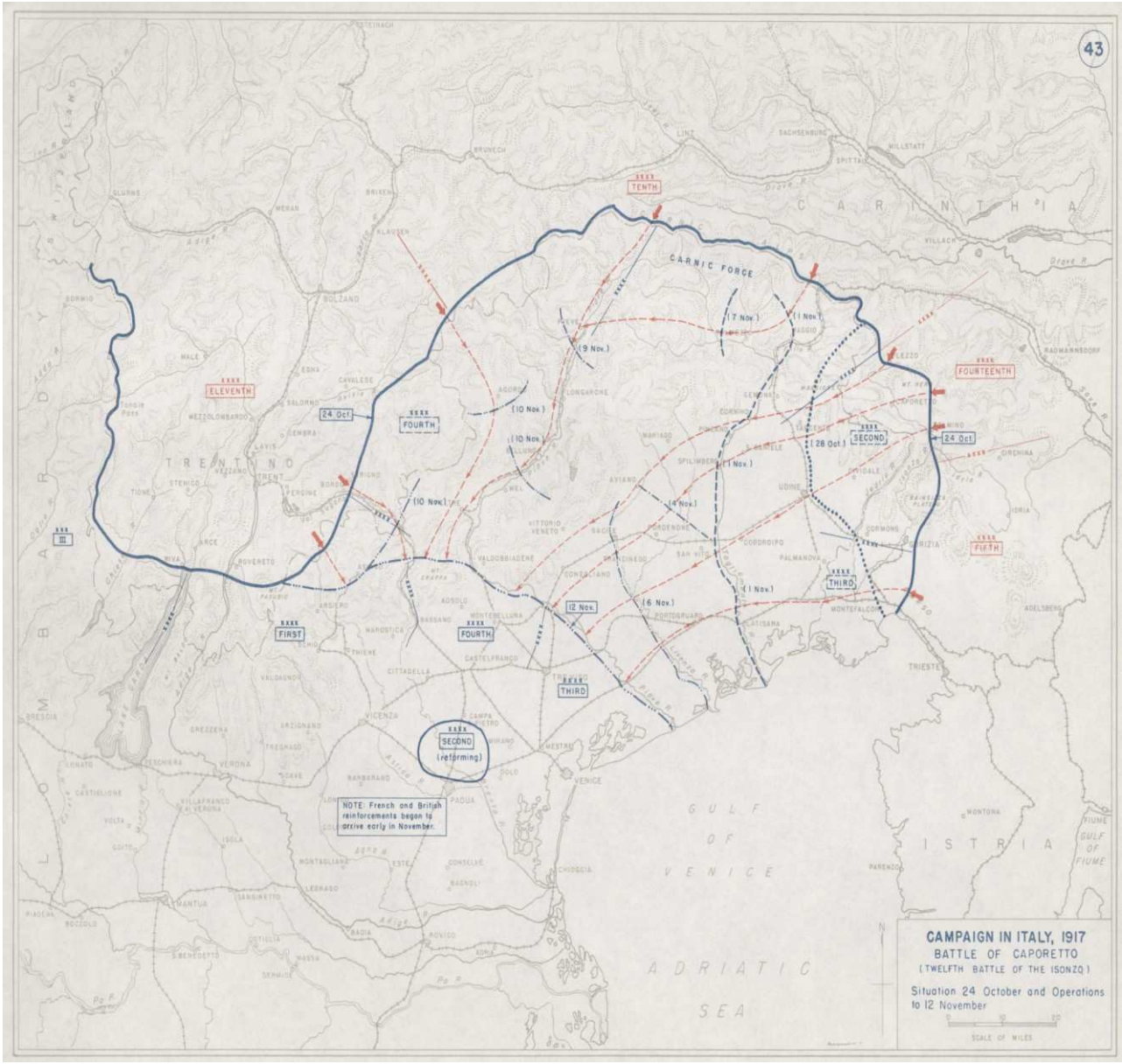
Carte n°12 : Le dispositif à la veille de Caporetto 23 octobre 1917

Réalisée par Emmanuel BOUDAS

Echelle 1/30 000 000 soit 1 cm égal à 20 km.

c - La bataille de Caporetto :

Les Italiens disposent de 400 000 hommes face à la XIVème armée allemande équipée de 2500 canons dont 1134 obusiers entre Gorizia et Plezzo. La 2ème armée du général Capello est en position dans ce secteur. Sur Caporetto, Capello avait massé 2 C. A et 500 canons plus 700 obusiers, soit la moitié des troupes disponibles sur un front large de plus de 80 km.



Carte n°13 : Les opérations de Caporetto

Site internet anglais : http//www.firstworldwar.com

Les Allemands lancent l'offensive le 25 octobre 1917 à 6h30 par un barrage d'artillerie conforme à la tactique de Ludendorff. La division *Edelweiss* (3éme D. I. M.) attaque la vallée de l'Isonzo et détruit la division italienne *Friouli* du 4ème C. A. Le front est percé dès les premières minutes de bataille. *L'Alpen Korps* détruit la 46ème DI près de Lo Sleme et franchit ainsi le deuxième et dernier rideau de défense italien à 9h30, soit trois heures après le début de l'offensive. Les Allemands progressent à toute vitesse et éliminent toute présence italienne à Volarie, hauteur de Caporetto. Le feu roulant de l'artillerie lourde allemande écrase les dernières fortifications et contre-batteries vers 12h30. Les unités de *l'Alpen Korps* prennent le pont de Caporetto et traversent l'Isonzo. Dès ce moment, les Allemands foncent et bousculent toutes les unités italiennes et font prisonniers tous les logisticiens qui, vu l'absence de communication et d'ordre à cause de la méthode de Riga, sont restés sur place. A 13h15, Caporetto tombe. La progression allemande en une demi journée est de 27 km. Les derniers points de résistance sont vaincus par la deuxième vague allemande vers minuit. Les Allemands vont suivre les vallées pour se diriger vers les plaines du Frioul et du *Veneto* par la route Caporetto-Udine.

Les Allemands capturent 10 000 Italiens[508]. C'est l'effondrement de la deuxième armée italienne. Les Allemands peuvent envelopper toute l'armée italienne et l'anéantir. Face à ce risque majeur et terrible, Cadorna donne l'ordre de la retraite sur le Tagliamento à toute l'armée le 26 octobre. Le 27, la ville de Cividale est prise par la XIVème armée allemande. Cadorna pensent que les Italiens tiennent «encore quelques ponts» mais c'est déjà trop tard[509]. Les Allemands ont détruit ces éventuels points de fixation et foncent à Udine sur le Tagliamento. Cette situation montre la vitesse de l'offensive allemande et la confusion qui règne à l'Etat-Major italien puisqu'il raisonne sur des unités détruites ou sur des phases tactiques dépassées. Le 28, Udine est aux mains des Allemands, soit à 40 Km de leur ligne de départ en 4 jours. C'est une progression à pied exceptionnelle.Le 1er novembre, les unités italiennes se positionnent sur le Tagliamento avec les restes de la 2ème et de la 3ème armée. Il ne reste plus que 4 divisions au sein de la 2ème : la division spéciale Di Giorgio (unité d'élite) du VII C. A et les 26, 36 et 63èmes D. I du XII CA, soit 10 000 hommes et 80 canons, 8 000 fusils (au lieu de 400 000 soldats et 500 pièces d'artillerie). C'est une boucherie pour l'armée italienne. Les Allemands exploitent leur offensive et prennent Ragogna sur le fleuve ainsi que le pont ferré de Carnino. La division *Di Giorgio* est éliminée en deux jours de bataille. La XIVème armée entre dans Arzino le 2 novembre et se faufile dans le défilé de Paludea. Elle anéantit les trois dernières divisions de la 2ème armée italienne. Le 4 novembre, les défenses du Tagliamento sont balayées et les Allemands foncent vers Valeriano et Pinzano. Le Tagliamento est vaincu en trois jours par la XIVème armée. Les dégâts pour les Italiens sont gigantesques en dix jours de bataille : 180 000 prisonniers, 400 000 déserteurs, 2000 canons capturés, soit un quart des

[508] Mario Silvestri, *Caporetto, Una battaglia e un' enigma,* Milan, 2003, p .162-163-164
[509] USSME,F 1, 123/7, Télégramme de Cadorna au ministre de la guerre n°31024 du 26/10, Rome, 1917

combattants[510].

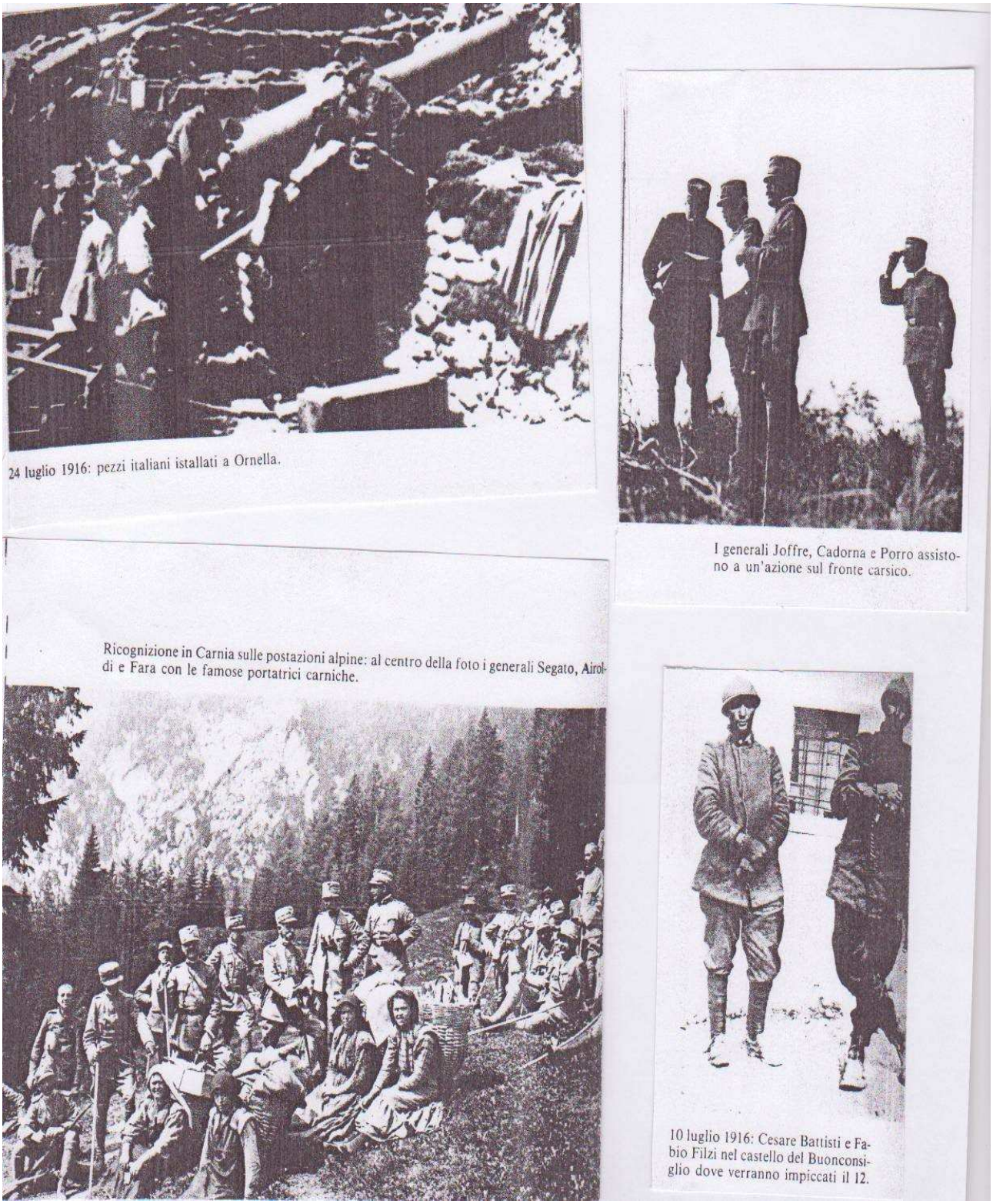


Image n°7 : Images du front 1916-1917 et visite de Joffre sur l'Isonzo en 1916

USSME, *Fond iconographique Première Guerre Mondiale* 1916-1917, Rome

[510]Colonel Conquet, *Caporetto,* Paris, 1936, p. 231-232-233-234-235

L'armée italienne est virtuellement vaincue : 25 % de pertes à Caporetto, 30 % de tués et de blessés en deux ans de guerre. Il ne lui reste plus que 45 % de ses effectifs et 30 % de son artillerie. Enfin, la démoralisation est totale. Le 4 novembre, Cadorna donne l'ordre de retraite vers la Piave.

Il organise son nouveau dispositif et réalise une ligne de recueil sur la Piave, ainsi que des fortifications avec des troupes fraîches. Il place sa cavalerie à l'avant pour protéger sa retraite et la récupération des armées en déroute Après le passage des dernières unités qui font retraite, les Italiens font sauter tous les ponts, ce qui leur permet de prendre 48 heures d'avance sur les Allemands. Le 5 novembre, la XIVème armée prend Vittorio Veneto et fonce vers la Piave où elle arrive le 9 novembre.

C'est un autre combat qui commence : la 1ère bataille de la Piave. Mais un fait nouveau va bouleverser le rapport de force sur le terrain : l'intervention alliée au profit de l'Italie. En effet, Caporetto, comme nous venons de le voir, vient de révéler au monde la faiblesse militaire extrême de l'Italie : elle est virtuellement battue. Son salut dépend de l'aide des Alliés et des Etats-Unis. Comme c'est le sort des armes qui établit la domination et les rapports de subordination, l'Italie vient de fait d'être réduite au rôle de puissance négligeable par rapport à ses alliés.

d – Les conséquences logistiques pour l'Italie :

Avant de développer sur l'intervention alliée, Il est nécessaire d'évoquer les conséquences logistiques sur l'armée italienne et plus largement sur la nation toute entière.

Pour faire face aux difficultés de la guerre de tranchées, *l'Intendenza Generale* a territorialisé l'organisation de la logistique pour rationaliser les moyens et les personnels consommés. En effet, l'économie des moyens est au cœur de la réflexion du C. S afin d'être plus efficace[511]. Il est clair que l'hécatombe au sein des unités de mêlée a aboutit à une recherche active de combattants. Il a fallu réduire l'envergure humaine de la fonction logistique. Pour réussir cette territorialisation, le C. S a concentré les services logistiques dans le nord de l'Italie pour réduire la facture humaine et les moyens de transport. Ce surplus d'hommes et de vecteurs de transport va faciliter la construction d'une réserve stratégique sur Vicenza à équidistance du Trentin et de l'Isonzo. Quand l'offensive austro-allemande éclate, les Italiens étaient en train de réapprovisionner les magasins sur l'Isonzo.

Le service de santé italien a par exemple accepté les pertes matérielles pour conserver l'essentiel de son outil de combat : les hommes. Durant la retraite sur la Piave, il a perdu 80 000 lits,

[511] Maréchal de France Ferdinand Foch, *De la conduite de la guerre*, Paris, 1924

environ 1 500 ambulances… Les dotations hivernales aliementaires de quatre armées furent retirés des mains du Commissariat. Pour les trains d'artillerie, la situation est catastrophique. Pour le matériel du Génie, les pertes atteignent 100 %. Il est évident qu'à la suite de l'offensive allemande, la logistique italienne en sort anéanti. Durant la bataille d'arrêt sur la Piave en novembre 1917, la logistique italienne a fait le maximum. Elle a fourni 195 canons, 3 000 000 d'obus, 50 000 fusils, 400 pistolets, 70 000 000 de cartouches, 2 000 000 de grenades, 1 000 pistolets à fusées éclairantes avec 65 000 munitions et 150 000 artifices. Les F. S ont réussi à évacuer 400 000 réfugiés, 100 000 infirmes et 50 000 wagons de matériels soit 1 500 trains au total[512].

Malgré ce succès logistique italien, les dégâts de Caporetto sont énormes en terme de logistique et le besoin d'une aide alliée se fait sentir très sérieusement. Le courage ne suffit pas toujours.

C'est le bouleversement des équilibres stratégiques : l'Italie n'est plus l'égale des Alliés avec Caporetto. Elle devient une puissance mineure dont les intérêts intéressent peu les Alliés. Cette considération va nous amener à évoquer l'intervention alliée qui va créer les conditions matérielles de la subordination.

B – L'intervention alliée, gage de la subordination de l'Italie :

1 – La prise de décision d'intervenir :

Le général Foch reçoit le 26 octobre des télégrammes de Barrère, ambassadeur à Rome, l'informant de la débâcle au nord de l'Italie dans lesquels il décrit les progrès de l'offensive austro-allemande[513].

Foch mesure pleinement l'étendue du désastre et les différentes menaces qui planent : perdre un autre allié après la défection russe, ce qui stratégiquement signifie la défaite, ensuite une possibilité d'attaquer la France par les Alpes pour les Allemands en cas de victoire, enfin l'effondrement du moral des Armées de l'Entente. Foch comprend la gravité de la situation et transmet ses vues au Conseil de Guerre. Il prend conscience de la grande faiblesse de l'armée italienne et du pays. Foch souhaite l'intervention pour dégager les Italiens et envoie le télégramme suivant à Cadorna : «dès que vous le demandez nos troupes sont prêtes à marcher»[514].

Si la France intervient pour sauver l'Italie, la situation crée une dette pour les Italiens

[512] Général Rinaldo Cruccu, *L'organisation générale des services logistiques dans l'Armée Italienne durant la Première Guerre Mondiale*, colloque sur *La logistique des armées au combat*, Nancy 2, 1984, p 86-88
[513] SHD, 3 N 4, Télégramme de Barrère au Conseil de Guerre, n°1436-1443, Vincennes
[514] Colonel Conquet, *Caporetto,* Paris, 1936, p. 228

envers les Alliés renversant complètement la position stratégique du pays dans un sens défavorable. La France va passer d'une situation d'infériorité due à l'invasion allemande à la supériorité en portant assistance à l'Italie. C'est le rapport de force inverse de 1915. Du coup, Foch transmet ses informations au nouveau Président du conseil Painlevé en poste depuis août 1917. Painlevé téléphone à Pétain, nouveau généralissime depuis avril, pour savoir si des divisions peuvent partir pour l'Italie. Pétain répond qu'il peut en expédier six avec leur artillerie soit 80 000 hommes[515]. Painlevé décide d'envoyer Foch à la tête de cette armée car il a été en mission en Italie en avril 1917. Il a une bonne connaissance du terrain, des Italiens et des faiblesses de cette armée : un front en arc de cercle, peu d'artillerie pas de volonté de résistance aux Allemands «sans une aide directe des Alliés»[516]. De plus, il a établi un plan d'assistance : l'envoi d'une force de 10 divisions maximum débarquées à Vicenza ou à Vérone dans un délai de huit à quinze jours[517].

Le gouvernement français propose aux Britanniques de suivre. Lloyd George est favorable à cette idée et le Royaume-Uni envoie 4 divisions. Enfin, le gouvernement italien fait sa demande d'assistance le 27 octobre aux Alliés. Les gouvernements alliés acceptent et le corps expéditionnaire allié part pour l'Italie.

2 – L'intervention :

Elle va se décomposer en plusieurs éléments : une intervention militaire, une assistance économique, enfin une opération de contre-propagande afin de rétablir le moral italien. Nous allons étudier chacune de ses interventions qui vont créer la dépendance de l'Italie par rapport aux Alliés.

a- L'intervention militaire :

α- Les opérations alliées :

α1 – L'engagement allié :

Nous allons étudier les opérations militaires alliées en deux temps : le transport entre le front français et l'Italie du nord, puis l'engagement des forces franco-britanniques sur la Piave.

Tout d'abord, le transport des unités alliés a été une opération difficile en raison du peu de

[515] Paul Painlevé, *Comment j' ai nommé Foch et Pétain* ,Paris, 1923, p . 257
[516] SHD, AFGG, tome 6, p .511 -721, Vincennes
[517] Guy Pedroncini, *Pétain général en chef,* Paris, 1974, p .162-164-167

voies de communication : deux voies ferrées entre la France, l'Italie et la Méditerranée. En effet, il n'y a que deux itinéraires ferroviaires : Lyon-Modane-Turin et Nice-Vintimille-Gênes. En terme de logistique, l'absence de plusieurs voies de communication terrestre pose plusieurs problèmes : c'est un goulot d'étranglement qui va provoquer de longues attentes; pour la sécurité incendie car les tunnels interdisent les trains de munitions mélangés avec des soldats ; enfin des embouteillages dans les gares d'approche. C'est donc très difficile[518]. Il faut absolument des voies de circulation supplémentaires. La solution trouvée par le bureau logistique du GQG est d'emprunter les routes des cols, et la voie maritime.

Le service des Transports Automobiles met en place trois bases de ravitaillement et de maintenance : une à Lyon, une autre à Dijon, la dernière à Troyes à partir desquelles sont organisées les transports routiers et ferroviaires. Le service fait circuler 28 trains par jour par Vintimille, 24 par Modane et quatorze convois routiers dont six par le col du Mont Genèvre et huit par le col de Tende[519]. Pour réaliser cette organisation, il a fallu rassembler 4 000 véhicules pour le transbordement de Lyon à Turin et la présence de quinze sections de circulation routière pour franchir les cols. Les Français ont plutôt utilisé la route et les Anglais la mer avec un débarquement dans le port militaire de La Spezia et une liaison ferroviaires directe sur Mantoue. C'est l'équipe du commandant Doumenc du côté français qui a réussi cet exploit. Mais vu le travail que cette planification suppose, le plan date d'avant octobre, il faut au moins six mois pour le réaliser.

Par conséquent cette situation signifie que le GQG a anticipé l'offensive allemande contre l'Italie. Le plan date de mai 1917 après le retour de Foch d'Italie qui avait pu constater les faiblesses militaires italiennes. Ensuite, après la défection russe à suite de l'échec de l'offensive Kerenski en avril, le GQG a vu que l'Italie était le pays le plus faible de l'alliance à cause de ses problèmes intérieurs et militaires. Etant donné que l'Autriche-Hongrie était dans le même état, ce que l'offre de paix du Comte Sixte de Parme a mis en exergue, l'Allemagne ne pouvait que frapper l'Italie pour sauver son allié d'une implosion annoncée. Le GQG avait donc un coup d'avance sur les Allemands. La théorie des jeux nous apprend justement que c'est celui qui connaît la stratégie de son adversaire qui l'emporte. La France était donc prête à affronter cette attaque renforçant encore sa supériorité stratégique face à une Italie affaiblie, imprévoyante et sous le choc de la défaite de Caporetto. Caporetto est bien le renversement complet des équilibres stratégiques de 1915. Nous allons maintenant étudier l'engagement des forces franco-britanniques.

Le 31 octobre, les troupes françaises débarquent à Mincio. Le débarquement s'échelonne jusqu'au 5 novembre. Cette force se compose du 31ème CA, de la 46 et de la 47ème D. I avec leur artillerie, renforcée par le 12ème C. A à partir du 12 novembre. Les forces françaises sont d'un effectif de 150 000 hommes. L'artillerie est composée de 3 régiments dont un de campagne et 2 de

[518] Général Doumenc, *Les transports automobiles,* Paris, 1920, p . 102 à 109
[519]Raymond Poincaré, *Au service de la France,* tome 10 *L'année trouble 1917,* Paris, 1932, p. 339

montagne, de 3 groupes spécialisés dans la guerre de siège et de 3 sections anti-aériennes. Nous avons en renfort 42 batteries d'artillerie lourde équipées de canons de 155 long et court et de 145mm[520]. Pendant ce temps, Foch et Robertson conseillent le commandement italien au plan tactique : donner de la profondeur au dispositif, mener des combats retardateurs avec de puissantes arrière-gardes pour gagner du temps afin de permettre l'installation des unités italiennes sur la Piave et des formations alliées en réserve stratégique. De plus, Foch demande à Paris que le GQG lui envoie Fayolle en raison de sa spécialité : l'artillerie que les Italiens ne maîtrisent pas du tout.

Le 8 novembre, la Xème armée reçoit l'ordre de se porter sur le Val Giudicare et le Val Camonica. Elle doit servir de réserve à la 1ère armée italienne qui couvre le Trentin et qui peut être attaquer par les Autrichiens pour prendre l'armée entière en tenailles par deux offensives convergentes : l'une par Bolzano, l'autre par le Veneto. Mais rapidement, ce risque est écarté et la Xème armée prend en compte une partie du front du Stelvio au Lac de Gardes pour relever des unités italiennes qui vont combattre sur la Piave, ce qui permet à Diaz (nouveau commandant en chef italien) de disposer de troupes fraîches. Les unités alliées deviennent les réserves du flanc gauche italien. Les troupes françaises sont en deuxième échelon : le 31ème CA à Brescia, la 47ème DI au Val Giudicare et le QG à Roncone. Le 15, les troupes britanniques sont arrivées. Diaz fait la demande suivante : soit la Xème armée relève le 9ème CA italien, soit elle prend 20 Km de front avec deux divisions (ce qui laisse une bonne capacité de manoeuvre avec 2 divisions en réserve dans le secteur de Nervesa- Pederobba) et les Anglais s'établissent entre Nervesa et Trevigiano à la place du 1er CA) ; soit la Xème armée relève les 70 et 18èmes D. I (ce qui permet une réserve avec 40 % des effectifs) et les Anglais suppléent le 8ème C. A.

La première solution est adoptée. Le 22 sur ordre de Foch, la Xème armée s'installe sur sa ligne de front face aux Allemands à partir du 25. Fayolle, nouveau commandant des forces françaises en Italie depuis le départ pour Paris de Foch le 24, accepte la mission la plus importante : défendre «le point le plus névralgique du front»[521]. Il attend le 12ème CA avant d'agir pour pouvoir engager la 47ème DI, unité alpine, sur l'attaque du Monte Tomba. Mais le 26, Diaz annonce qu'il est au bord de l'effondrement. Les Alliés entrent immédiatement en action sans le 12ème CA. Donc dans la bataille de la Piave, les Alliés tiennent le coeur du système défensif italien à compter du 27 novembre : Nervesa-Monte Tomba- Pederobba. C'est «la partie la plus délicate du front»[522]. Les Alliés ont maintenant «un rôle central»[523]. Enfin, le 30, les troupes françaises donnent l'assaut sur le Monte Tomba avec la 47ème DI composée de 3 bataillons de chasseurs en première ligne appuyés par deux unités d'infanterie sur les flancs[524]. A 11h, l'artillerie ouvre le feu sur les tranchées

[520] SHD, 17 N 526, Ordres de Bataille de la Xème armée du 11 janvier 1918, Vincennes
[521] Maréchal de France Fayolle, *Cahiers secrets de la Grande Guerre,* Paris, 1964, p . 245
[522] USSME, E 4, 9, 6/B, Requête de Fayolle à Diaz n°53 émis par le B3 le 27/11, Rome
[523] Maréchal de France Fayolle, *Cahiers secrets de la Grande Guerre,* Paris, 1964, p . 246-247-248
[524] USSME, Esercito nella Grande Guerra, volume 4, *le operazioni nel anno 1917,* tome 3, *Gli avvementi dall'ottobre al*

autrichiennes. A 16 H 05 l'assaut est lancé. La victoire est acquise en 20 minutes au prix de 500 blessés et 51 tués. L'ennemi a perdu 1200 prisonniers, 500 mitrailleuses et plus de 1 000 tués. La prise du Monte Tomba clôt la bataille de Caporetto. Les Alliés ont sauvé en partie l'armée italienne. L'Italie, presque hors de combat, ne doit plus son Salut que des Alliés. Pour l'Italie, la première guerre mondiale serait une défaite militaire sans l'aide des Alliés. Or, l'équilibre stratégique entre puissances tient au sort des armes, ce qui explique pourquoi en 1917, l'Italie devient la subordonnée des Alliés. Quelle est en détail l'action menée par les Français sur le Monte Tomba ?

α2 – Un exemple de démonstration militaire : le Monte Tomba

Nous venons de voir le déploiement du corps expéditionnaire allié. Nous allons maintenant traiter de ce qui a été construit comme une leçon pour les Italiens sur l'art de mener une bataille : la prise du Monte Tomba par l'armée française. Fayolle va engager la 47e D. I pour prendre d'assaut la montagne. Nous avons vu le beau score obtenu[525]. Nous allons l'étudier plus précisement.

Le général Dillemann, commandant la 47e D. I, donne l'ordre initial suivant à la division : mission, s'emparer des organisations défensives du Monte Tomba et du Monte Monfenera, limitées au nord par l'ancienne première ligne italienne sur les pentes et à l'est par le boyau sur 300 mètres de la Casa Naranzine. Le secteur d'engagement va du Tomba 877 au boyau de la Casa. Les unités françaises non engagées n'attaqueront pas[526]. L'attaque sera exécutée selon deux axes simultanément ouest-est et sud-nord pour obtenir une offensive convergente et profiter du terrain. Avec ces directions, les unités vont prendre en enfilade les tranchées ennemies. Le jour J, les tirs d'artillerie vont précéder l'attaque avec une préparation lente et puissante sur les tranchées puis des tirs de harcèlement et d'interdiction jusqu'à l'offensive. L'objectif sera atteint par un seul bord offensif par l'infanterie. Les unités d'assaut seront trois bataillons de chasseurs dont deux sur la gauche et un sur la droite, en réserve le 5e groupe de chasseurs. A gauche, l'attaque enveloppe l'ennemi par l'ouest et le sud. A droite, l'axe va être du nord vers l'est. Le bataillon du centre attend et couvre. Le bataillon à gauche doit avoir des éléments en profondeur de la côte 877 pour disposer de suffisamment de nettoyeurs sur la côte 868 et menacer l'ennemi par l'ouest. La vitesse de marche sera supérieure à celle des autres unités avec un pas de 75 m à la minute. Le bataillon du centre n'a pas vocation à aller en profondeur. Il vise surtout à garder en liaison les deux autres

---

dicembre, Roma, 1967, p. 626-627, Rome

[525] SLT Emmanuel Boudas, *Caporetto et la coopération interalliée d'octobre à décembre 1917*, mémoire de master de l'Ecole Spéciale Militaire de Saint-Cyr, 2004, Coëtquidan, p 16 à 29

[526] U. S. S.M.E, L3, 179, Ordre initial de la 47ème D. I réalisé par le troisième bureau : ordre général d'engagement n°50 du 26 décembre 1917-plan directeur au 1/10 000, Rome

bataillons. Le bataillon de droite calquera sa marche sur celle du centre. La couverture sur les flancs sera assurée par l'artillerie, les mitrailleuses et une batterie de mortiers Stokes. Le 6e B. C. A reste en réserve au niveau de la division.

Le général dispose de quatre régiments d'artillerie. Pour la lourde équipée de 155 mm court, il a le dixième groupe du 109 R. A. L, le huitième du 113 et le neuvième du 113 R. A. L. Pour l'artillerie de campagne, il possède le troisième groupe du 256e R. A. C, le troisième du 219 et le premier du 255. Pour l'artillerie de montagne, il a les troisième et quatrième groupes du 1er R. A. M et le quatrième du 2 R. A. M. Enfin, la D. I a deux batteries d'artillerie de tranchées : la 101 du 256 R. A et la 101 du 255 R. A. Les Italiens fournissent deux batteries de campagne avec des 149 mm, cinq batteries de tranchées et trois lourdes. La 47e D. I possède une escadrille de So 36 et un ballon 25. Tout le dispositif sera mis en place dans la nuit précédente.

Le général donne aussi les ordres pour l'artillerie divisionnaire[527]. L'artillerie de campagne a pour mission d'empêcher les reconstructions de tranchées par des tirs nocturnes de harcèlement et d'interdictions. Le deuxième objectif est de neutraliser le ravitaillement, de même pour les abris. Le dernier but est de détruire les P. C et les lignes de téléphone de tranchées. L'artillerie du 31ème C. A et de la 65e D. I mène une contre-batterie énergique. Le jour J, la préparation sera achévée lentement et méthodiquement durant quatre à cinq heures, puis les mortiers de 58 et 240 mm se dévoileront à H-1 par des tirs de destruction. A l'heure H, c'est un barrage roulant pour protéger les troupes et des tirs de contre-batterie pour éviter des pertes. Une fois le terrain acquis, l'artillerie protège par des tirs de barrage la conquête. L'artillerie lourde contre battra durant toute la nuit suivante pour que l'infanterie organise le terrain.

L'opération commence le 28 et le 29 décembre 1917 par un déluge de feu en tout point conforme au plan. L'ennemi riposte peu. Il calque ses tirs sur le rythme français. A 15h14, le 30 décembre, c'est le barrage roulant et l'assaut. A l'ouest, le 70e B. C. A avec deux campagnies débouche face à l'est de 877 et au nord de la tranchée d'Ellen. A 16h15, le bataillon prend position et le signale par fumigène. Au centre, le 115e B. C. A atteint l'objectif à 16h21. L'infanterie adverse est terrorisée par le feu et ne fait guère de résistance. A l'est, le 51e B. C. A avec sa droite la compagnie *Lalande* atteint l'ennemi à 16h11 et son objectif à 16h25. A 16h35, le jalonnement est mis en place. L'attaque est conforme au plan. L'ennemi a laissé 500 morts sur le terrain. La manœuvre est parfaitement exécutée[528]. A J + 1, les défenses sont en place.

[527] U. S. S. M. E, L3, 179, ordre initial artillerie : ordre particulier n°307 du 27 décembre 1917-directives pour le plan d'emploi de l'artillerie (47 D. I, 3 B), Rome

[528] , U. S. S. M. E, L3, 179, rapport d'opération du 1er janvier 1918 de la 47ème D. I du 3B, Rome

R. ESERCITO ITALIANO

COMANDO SUPREMO

Ordine del giorno

Ufficiali e soldati d'Italia!

In nome vostro io porgo il saluto delle armi italiane agli Alleati di Francia e d'Inghilterra prontamente accorsi tra noi ed oggi entrati in linea al nostro fianco. Già nel passato, in salda fratellanza d'armi con essi, noi abbiamo combattuto e vinto per gli ideali supremi della giustizia e del diritto. Ancora una volta noi affrontiamo decisi l'avvenire che ci porterà alla vittoria, accanto al magnifico esercito che la inflessibile volontà del popolo inglese ha saputo creare ed alle forti armate francesi che sanno la gloria secolare di mille battaglie.

Ufficiali e soldati di Francia! Ufficiali e soldati di Inghilterra!

Oggi che le vicende della lotta, affratellandoci nella fusione del sangue versato, rendono la nostra unione più intima, io vi do con animo grato il benvenuto e con fede convinta rinnovo l'augurio del comune trionfo.

Z. G., 5 Dicembre 1917.

Generale DIAZ

Document n° 3 : Félicitations de Diaz à l'armée française

U. S. S. M. E, L3, 179, 1917 5 décembre, Rome

Les pertes sont de 46 morts, 153 blessés pour le 30 décembre pour les unités d'assaut et de 10 morts et 42 blessés pour la réserve. Au total, les pertes sont de 54 morts et 205 blessés. La 47ème D. I a capturé 47 officiers et 1 517 soldats et sous-officiers de la 50ème D. I autrichienne. Nous avons capturé trois canons Déport italiens, deux de 77 mm, 106 de 74 mm, deux de 37 mm, six mortiers de tranchées et 53 mitrailleuses.

Le général Dillemann, commandant la 47ème D. I, établit deux constats : une attaque d'artillerie rapide, puissante à raison du moral et des tranchées ennemis grâce aux obus percutants. Une attaque d'infanterie soudée arrive facilement à bout des Autrichiens[529]. La conclusion du général est simple : il faut attaquer sans ménagement.Les Italiens portent aux nues l'attaque française qui a raffermi le front italien : « venus en Italie dans les jours les plus sombres, éprouvants et envoyés pour défendre un secteur délicat du front italien reconstitué avec l'élan traditionnel allant avec une habilité manœuvrière, ils conquirent une position forte solidement tenu par l'adversaire »[530]. L'aide italienne a été très faible : 73 pièces d'artillerie (30 de 149G, 7 modèle A, 7 de 120 mm, 4 de 120 F, 17 obusiers de 210, 6 mortiers de 210, 2 obusiers de 280).

C'est une véritable leçon de tactique qui est donnée. Elle est tirée de la victoire de la Malmaison en septembre 1917. Il s'agit d'étudier l'aide technique apportée par les Alliés.

β - L'aide technique auprès de l'armée italienne :

Cette aide technique se décompose entre deux types de formation différents. Tout d'abord ce sont les Ecoles d'armes qui ont pour objectif de former tous les soldats. Ensuite nous avons les centres d'instructions mis en place par les Alliés pour former les officiers supérieurs. Ces instruments ont été mis en oeuvre après Caporetto.

β1 – La naissance des écoles d'Armes[531] :

Pershing, général en chef de *l'US Army*, établit un constat irréfutable sur les capacités militaires de l'Italie : «les armées italiennes manquaient, au début, d'instruction et elles avaient été insuffisamment instruites depuis l'entrée en guerre. L'expérience des Alliés avait montré que pour atteindre un niveau élevé, une instruction incessante et très poussée était nécessaire [...] particulièrement les officiers d'Etat-Major: c'est d'eux dont dépend le succès d'une armée.»[532].

De plus, il pense que «l'artillerie italienne n'est pas à la hauteur des méthodes modernes et

[529] U. S. S. M. E, L 3, 179, comptre-rendu de la 47ème D. I à la Xème armée française du 1er janvier 1918, Rome
[530] U. S. S. M. E, L 3, 179, décret royal du 18 septembre 1921 sur les faits d'armes du Monte Tomba, Rome
[531] La tradition militaire au sein des armées de l'OTAN est d'utiliser cette casse car une Arme est le symbole du combat.
[532]Général Pershing, *Mes souvenirs de la Guerre,* tome 1, Paris, Plon, 1923, p .275

qu'elle tirait sans données précises.»[533]. Pour lui, c'est la France qui devait réorganiser l'armée italienne après ce désastre militaire. A tel point que le Président américain lui-même demande qu'un chef d'Etat-Major français soit affecté au *Comando Supremo*. Ces pressions américaines montrent bien la volonté alliée de prendre sous son aile l'armée italienne aux abois. Mais les Américains préfèrent que ce soit la France qui le fasse avec ses trois années de résistance face aux Allemands. Les propos des Alliés sont clairs: l'instruction des unités italiennes est inexistante et l'artillerie est inefficace. Il faut transmettre les tactiques et les savoir-faire alliés. C'est le colonel de Sérigny, aide de camp de Pétain, qui propose la création d'Ecoles d'armes alliées avec des instructeurs français pour l'essentiel des cadres. Après la bataille entre la mission militaire et Sérigny pour les créer et une campagne de presse favorable aux idées du colonel, le gouvernement Clemenceau approuve leur création le 30 novembre 1917. La mission de ces Ecoles d'armes est simple : diffuser les tactiques modernes pour économiser le sang des soldats, afin de leur rendre l'espoir et la confiance dans le commandement. Les instructeurs français vont transmettre la pensée militaire et les tactiques nées en France. Par conséquent, le nouveau raisonnement tactique et stratégique italien sera sous influence française. Le gouvernement français va instrumentaliser le Conseil Supérieur Interallié né à Rapallo le 7 pour imposer ses écoles[534].

L'armée française va prodiguer son instruction sur trois points essentiels classés par ordre d'importance : les État-Majors, l'artillerie et la troupe. Elle va utiliser trois procédés pour réorganiser l'armée italienne : le conseil dont le rendement est faible en terme d' influence, l'exemple par les Ecoles d'armes avec plus d'instructeurs que nécessaires, enfin la pénétration en détachant des officiers anciens et expérimentés avec la réciprocité. Cette pénétration ainsi que les Ecoles d'Armes devraient assurer la domination de l'armée française sur l'Italie[535]. Pour atteindre l'objectif, le GQG détache un officier par Etat-Major de brigade d'infanterie, un pour l'échelon divisionnaire, un autre pour le CA et enfin deux pour l'armée. Le GQG ajoute 50 officiers pour instruire l'aviation, 20 pour les écoles italiennes et 100 pour l'artillerie. Au total, le GQG envoie 355 officiers en Italie au titre du détachement dans les Etat-Majors et la troupe. Au titre de l'influence par l'exemple, la France crée 12 Ecoles d'armes : celle du génie à Vicenza, l'artillerie avec deux sites = Caprino et Pesina, l'infanterie à Garda et les cours d'État-Major à Vérone.

Les Anglais s'associent aux Français dans cette entreprise en créant 13 écoles dont celle

[533] Ibid, p . 275-276
[534] Raymond Poincaré, *Au service de la France,* tome 10, Paris, 1932, p. 435
[535] SHD, 17 N 530, Rapport n°638 du 26 /12 /1917 de Fayolle à Foch sur la situation de l'armée italienne, MMF, p. 21-22-23-24, Vincennes, p 21-22-23-24

des gaz à Praglia, des tireurs à Luvigliano et à Torreglia[536]. L'armée italienne est instruite principalement par l'armée française. Le corollaire est de mettre les Italiens en position d'élèves face aux Français. La conséquence immédiate est que les Italiens se sentent psychologiquement dépendants et subordonnés aux Alliés. Le bouleversement stratégique se concrétise sur le terrain : l'armée italienne est à l'école des Alliés.

β 2 – La création de centre d'instruction spécifique :

En complément des écoles d'Armes qui créent des cadres compétents et entraînés, les Alliés décident de développer des centres d'instruction pour parfaire les connaissances tactiques à tous les niveaux de la hiérarchie militaire.

L'objectif est de former et d'adapter les armées italiennes aux réalités de la guerre moderne avec l'utilisation des armes automatiques très puissantes et d'une artillerie extrêmement efficace. Il est nécessaire pour l'établissement italien de repenser le combat d'infanterie face à la terreur du feu, de refonder le renseignement, l'utilisation de l'artillerie, de l'aviation. Bien sûr il faut repenser le combat interarmes. Or, c'est l'armée française qui est à la pointe de la modernité tactique et stratégique[537]. Il est bien évident que pour atteindre cet objectif il faut des instructeurs et des structures d'instruction.

A cet effet, les Britanniques créent un centre d'instruction de renseignement, domaine où leur maîtrise est grande[538]. Par conséquent, en septembre 1918, la mission militaire britannique auprès de l'U. I. C. S créée un centre d'instruction pour les officiers de renseignement. C'est une formation de huit semaines divisée en deux parties. La première est une présentation générale sur les services secrets. La seconde partie est centrée sur l'étude des capacités d'acquisition du renseignement, les armées adverses et le travail de terrain. Ce sont des officiers supérieurs britanniques qui assurent la formation. Chaque cours est limité à 35 élèves. Il s'agit de les guider vers les bonnes méthodes utilisées par les Alliés[539]. Le programme du cours du 5 au 17 août 1918 a lieu à Harbow on the Hill au Royaume-Uni. La première partie a lieu du 5 au 10 août. Les cours proposés sont les études graphiques à partir des cartes et des photographies pour extraire le renseignement tous les matins de 9h à 10h. Ensuite, nous avons des présentations des armées françaises et américaines, du travail du 2ème bureau d'armées et des cours d'allemand de 10h à 12h. Ce premier tronçon est complété par l'étude des photos aériennes au niveau division, C. A et

[536] SHD, 17 N 527, Liste des Ecoles d'Armes, MMF, p. 13-20, Vincennes
[537] Chef de bataillon Michel Goya, *La chair et l'acier : l'invention de la guerre moderne 1914-1918*, Paris, 2004, p 413-419
[538] Voir le soutien allié dans le domaine du renseignement en 1918, 3ème partie, chapitre 2, p. 389-396
[539] U. S. S. M. E, G29, carton 68, télégramme n°7 715 de la mission militaire britannique auprès de l'U. I. C. S septembre 1918, Rome

d'armée. Dans l'après-midi, les élèves officiers travaillent sur des cas concrets : Égypte, France, Palestine. Par l'étude des thèmes abordées, nous pouvons déduire que l'enseignement est très pratique : photographies aériennes, cours de langues, connaissance des armées alliées. Cette première semaine donne un savoir-faire immédiatement utilisable par les officiers italiens pour analyser les intentions autrichiennes et intercepter les conversations ennemies. Il s'agit bien d'augmenter l'efficacité tactique des officiers de renseignements italiens. Le programme de la quatrième semaine comprend des cours d'interprétation de photographies, d'analyse de messsages et de rapports opérationnels, d'étude de documents allemands. Cette étude porte sur la tactique défensive allemande à partir des photographies aériennes. Elle comprend l'étude des codes allemands, des images stétréoscopiques. Elle est complétée par des présentations des armées ennemies : turque, bulgare. Cette semaine se conclut par des discussions sur les rapports écrits pour établir leur validité. La programmation se complète par la visite de l'aérodrôme de Nacholt pour bien comprendre le rôle de l'aviation de reconnaissance[540]. Le cours d'instruction britannique est donc de très bonne qualité. Il va en profondeur pour donner des astuces techniques mais aussi une véritable culture du renseignement : sens de l'observation constante, une connaissance appronfondie de l'adversaire et de cryptographie.

L'armée française a lancé, en complément des Ecoles d'armes, des cours d'information montés par la Xème armée en Italie. Plusieurs sessions ont lieu durant l'année 1918. C'est le général Grange qui est responsable des centres d'instructions des armées. Nous allons étudier la troisième session du 11 au 28 mai 1918 à Vérone. Ce cours s'adresse aux officers supérieurs[541]. L'emploi du temps est le suivant. Le 11 mai les élèves voient la conférence du général Grange sur l'organisation des positions défensives puis l'après-midi une présentation de l'aviation de chasse, d'infanterie et de commandement. Le 13 mai, ils étudient le déploiement d'un bataillon sur le terrain. Ils vont sur le terrain de manœuvre de Garde pour visionner l'organisation, la répartition et l'emploi du bataillon d'infanterie avec ses armements collectifs : F. M; V. B et grenades sous la houlette du commandant Berenguive. L'après-midi, les élèves s'instruisent sur la puissance de feu d'infanterie, le barrage défensif, la réduction de résistance isolée (R. R. I). Le 14 mai, les Italiens suivent une conférence du général sur le plan de défense, l'organisation des contre-attaques et l'après-midi, une présentation sur l'aviation de bombardement tactique par le commandant Happ. Le 15 mai, c'est une conférence sur l'artillerie dans la défense élastique par le colonel Jucqueau et la mise en pratique après 14h. Le 16 mai, c'est l'emploi des mitrailleuses et du canon de 37mm. Le 17, à Bardolino, c'est une conférence sur l'aviation d'observation pour l'artillerie. Le 18, ils ont une instruction sur l'exploitation du renseignement des deuxièmes bureaux et sur l'artillerie anti-

[540] U. .S .S. M. E, G29, 68, programme du cours de renseignement de la M. M. B auprès de l'U. I. C. S septembre 1918, Rome

[541] U. S. S. M. E, F2, 222, programme du cours d'information (troisième série) du 22 avril 1918 arrêté par le génral Grange – Xème Armée – Etat-Major, Rome

aérienne. Le 21 mai, c'est une présentation du lieutenant-colonel Faury sur l'infanterie et son combat puis à Garde le soir, c'est la mise en pratique du développement d'une offensive en fonction du fuseaux, de lignes appelées *limas* à passer en respectant un horaire, des objectifs et des itinéraires. Le 22, c'est l'artillerie à l'attaque par le colonel Jucquerau puis une mise en œuvre dans la foulée. Le 23 mai, ce sont les éléments de coordination. Le 24 mai, ils étudient la bataille de la Malmaison et le plan d'emploi du feu dans l'offensive. Le 25 mai, c'est l'étude des renseignements sur la dernière bataille sur le front français. Le 27 mai, les Italiens examinent le service de renseignement d'artillerie et l'organisation défensive d'un secteur du front. Enfin, le 28 à Vicence, ils étudient les canevas de tir et le train d'artillerie.

Cette instruction est dense et aborde l'ensemble des développements tactiques créés par l'Armée Française. Les Italiens apprennent le combat sur l'ensemble des secteurs du front. L'influence française n'en sort que grandie car toutes les méthodes de combat sont issues du front occidental. Avec les cours donnés par les Britanniques, l'instruction alliée est complète et efficace en fonction des points forts de chacun : le Royaume-Uni le renseignement, la France la tactique et le combat interarmes.

Les instructeurs réalisent des fiches aide-mémoire pour les Italiens soulignant les points essentiels de l'instruction. Sur le rôle de l'officier d'artillerie orienteur, l'instructeur français souligne l'étude topographique et l'observation grâce aux renseignements fournis par les Deuxièmes bureaux.

Au niveau de ces éléments, la subordination militaire italienne est claire. Le bouleversement stratégique est évident.Au niveau logistique, quelle a été l'action des alliés ?

γ- Le soutien logistique allié à l'Italie :

Pour renforcer une armée italienne qui n'a plus de matériel à cause de la retraite entre Caporetto et la Piave, les Alliés vont organiser un soutien logistique de grande ampleur pour compenser ses pertes. L'Italie a perdu 2430 pièces d'artillerie dont 1066 petits calibres, 1296 canons moyens et 68 lourds. Les Italiens ont perdu 2430 pièces sur 6918, soit 32,3 % de leur artillerie[542]. Le pays n'a donc plus d'artillerie sans compter que nombres de dépôts de munitions ont été perdus lors de la retraite. Cette situation nécessite de ravitailler immédiatement les Italiens par les Alliés.

Le 1er novembre, Foch fait parvenir aux Alliés les besoins italiens en armements et en munitions pour continuer le combat après Caporetto. Il envoie le télégramme suivant : «envoi de

[542] Relazioni della Commissione d' inchiesta, *Dall'Isonzo al Piave,* volume 1, Roma, stabilimento poligrafico per l'amministrazione della guerra, 1919, p . 34-35

1000 coups par pièces de campagne et 300 coups par pièces d'artillerie, soit la moitié du ravitaillement de l'armée italienne par jour»[543]. Autrement dit, les Alliés fournissent la moitié de la logistique italienne alors que c'est l'élément qui reste dans tous les conflits depuis Bonaparte dans des mains nationales pour des raisons culturelles : chacun mange différemment, tire de façon différente avec des standards de munitions et d'armes non interopérables. Internationaliser la logistique signifie l'anéantissement de ses propres logisticiens qui sont souvent à l'arrière du front. C'est une catastrophe pour les Italiens qui montrent ainsi leur dépendance envers l'Entente.

Le 13 novembre, Foch fait envoyer à Paris une commande pour combler les lacunes italiennes : 300 000 fusils, 20 pièces lourdes, 200 de moyen calibre. Au total, la France a fourni 618 pièces dont 372 de campagne et 200 lourdes. Ces équipements alliés font remonter l'artillerie lourde de 32 % et celle de campagne de 1,36 %, les armes d'infanterie de 1,4 %. Donc, les Alliés ont complété de façon importante les forces italiennes. Ils ont internationalisé la logistique de l'armée italienne aux Alliés. Comme c'est le sort des armes qui décide des liens de domination ou de subordination à la guerre, nous pouvons affirmer que l'Italie est désormais subordonnée aux Alliés. C'est le renversement des équilibres stratégiques de 1915.

Quelle fut alors l'aide économique octroyée par les Alliés pendant cette phase de retournement des équilibres après Caporetto ?

b – L'aide économique alliée :

Une des conséquences de la bataille de Caporetto est la perte de régions très riches économiquement et industriellement développées : le Frioul, la Vénétie. Or, le problème est que le commandement italien en prévision d'une guerre contre l'Autriche a installé une grosse partie des dépôts de munitions, d'armes et les usines d'armement. Donc les Allemands, en arrivant sur la Piave, ont privé les Italiens de toutes ces activités et d'une partie de leur industrie nationale de guerre.

Cette situation a rendu l'approvisionnement des armées italiennes extrêmement difficile et bien sûr a ébranlé la structure globale de l'économie italienne. En effet, la Vénétie est la troisième région industrielle d'Italie et la première au niveau agricole notamment pour la production du blé. Le Frioul rassemblait le tiers de l'industrie de défense, notamment les usines de poudres et d'obus. Les usines de pyrites, situées dans cette région, contiennent l'élément de base des explosifs contenus dans les obus et le colonel de Sousteiron fait remarquer : «les disponibilités sont diminuées du fait de l'occupation d'une partie du territoire italien dans laquelle se trouvaient situés deux des centres

[543] SHD, 3 N 4, Télégramme de Foch au CSG n°711 du 3 novembre 1917, Vincennes

les plus importants de pyrites»[544]. C'est donc un handicap lourd pour l'Italie. Comme elle dépendait déjà en 1914 des Alliés pour ses approvisionnements en matières premières, cette situation crée une nouvelle dépendance envers l'industrie de guerre alliée, en particulier française pour l'artillerie lourde. La dépendance économique italienne devient critique. Or c'est celui qui détient la puissance financière, qui de facto possède le pouvoir. L'Italie n'est donc plus en mesure de dicter ses volontés aux Alliés ou aux Etats-Unis.

De plus, l'Italie n'assure plus ses engagements envers l'alliance. Elle ne peut livrer que 40 000 quintaux de chanvre à la France au lieu de 90 000 prévus par la conférence de Londres du 7 août 1917 et 1200 tonnes de sulfate de cuivre soit la moitié du marché envisagé[545]. Face à cette situation déplorable, les Alliés vont fournir tout ce dont l'Italie a besoin 815 000 tonnes de cuivre au lieu des 660 000 prévues. Ce soutien va permettre de relancer l'économie de guerre italienne en faisant passer la production d'obus de 16 000 coups par jour à 60 000. La France accélère un certain nombre de livraison en cours au 22 novembre : «200 hangars», «15 Km de rails, un poids total de 447 tonnes au bout d'un mois»[546]. Ces livraisons supplémentaires et la prise en compte des problèmes d'approvisionnements de l'Italie par les Alliés provoquent une relance de l'économie italienne de type keynésienne. En effet, ces ressources supplémentaires permettent d'accroître la production d'armement et de munitions. Cette production nouvelle va distribuer des revenus en plus dans l'économie italienne. Comme les Italiens ont une propension marginale à consommer très forte de 0,90, ce qui entraîne une consommation en augmentation. Cette consommation va créer une nouvelle production et donc des richesses. Nous obtenons une spirale économique positive, qui engendre une croissance forte pour l'Italie,mais l'économie italienne est sous perfusion alliée.

De plus, les Alliés décident de rééchelonner la dette de l'Italie car, elle n'est plus en état de payer avec la perte du tiers de son P.I.B. La France fait ce geste par le biais du le Trésor Public : «le règlement des comptes doit s'effectuer, en son temps, au moyen de la restitution en valeur française de la part du trésor italien au trésor français»[547]. Cette situation renforce la dépendance de l'Italie envers les Alliés. Pour conclure sur ce point, le keynésianisme militaire envers l'économie italienne et le rééchelonnement financier renforce la dépendance envers l'Entente et les Etats-Unis. Cette situation rompt définitivement l'équilibre stratégique entre les Alliés et l'Italie.

Il s'agit d'étudier les opérations de contre-propagande et de guerre psychologique de l'Alliance en Italie.

[544]AMAE, CPC Italie 1914-1918, Rapport de la commission du ravitaillement, document n°594, p. 158, Paris
[545]AMAE, CPC Italie 1914-1918, La Conférence de Londres du 7 août 1917, document n°997, Paris
[546]AMAE, CPC Italie 1914-1918, Rapport de la commission du ravitaillement, p. 147-152-155-157, document n°594, Paris
[547] Ibid, p . 155

c - Les opérations de contre-propagande alliée :

Nous rappelons que l'armée italienne est travaillée en profondeur par plusieurs propagandes : le pacifisme catholique, le socialisme révolutionnaire, et les opérations clandestines allemandes. Dans le chapitre précédent, nous avons étudié les deux premières. Nous allons nous intéresser maintenant à la propagande de guerre allemande et aux opérations alliées pour la contre carrer. L'Italie n'est plus en effet qu'un champ de bataille entre les Alliés et l'Allemagne puisque le pays a cessé d'exister militairement et stratégiquement à Caporetto. Nous étudierons la propagande allemande, puis la riposte alliée.

Les Allemands ont structuré leur propagande autour de deux cibles : la principale qui est le moral de la nation italienne et la secondaire qu'est l'armée. Le but de la propagande visant le peuple italien est de détruire le moral, l'envie de résister et de se battre. La méthode allemande est surnommée par les Italiens : *il svolgimento dell'intorno*[548]. La traduction est la dissolution intérieure. Les Allemands vont dans ce cas plutôt utiliser des moyens clandestins. Il est nécessaire de savoir que l'économie italienne était sous protectorat allemand avant 1915. En effet, les Allemands ont beaucoup investi en Italie, notamment à travers la BCI (la *Banca Commerciale Italiana*). Les Allemands détenaient avant-guerre la moitié de l'industrie italienne par un système de participation de cette banque dans les plus grandes entreprises du pays, en particulier l'I*lva*, l'*Elba*, la *Siderurgica di Savona*, la *Ligure Metallurgica* et les *Ferriere Italiane*[549].Les Allemands possédaient aussi *il Credito Italiano*. Ils avaient une grande influence dans le monde de la presse suite à la présence de beaucoup de giolittiens dans les rédactions des grands journaux italiens comme *il Messagero*, *La Tribuna* etc ... Les Allemands utilisaient tous ces instruments : «la banque, la presse, les voies clandestines pour produire dans le pays visé un intense désir de paix»[550]. Pour la commission d'enquête sur Caporetto, les actions de propagande allemandes sur l'arrière étaient une réalité.

Pour s'attaquer au moral de l'armée, les Allemands ont utilisé principalement deux moyens: la corruption et la fraternisation. L'Allemagne est un pays très riche en 1914 avec une monnaie solide. Même si la convertibilité-or du mark a été suspendue, elle garde une excellente valeur et un prestige important surtout face à la lire. Par conséquent, l'Allemagne donnait aux Italiens de petites sommes mais qui, pour eux, étaient des fortunes. L'Allemagne avait donc la réputation de bien payer. Elle a pu se lancer dans des opérations de corruption massive des soldats italiens, ce qui

[548]USSME, Rapport de la commission d'enquête, *Dall'Isonzo al Piave,* volume 2 *Le cause e le responsabilità,* Roma, stabilimento poligrafico per l'amministrazione della guerra, 1919, p .502-503, Rome
[549]Giorgio Candeloro, *Storia dell'Italia moderna,* volume 8, Milano, 1978, p .16
[550] USSME, Rapport de la commission d'enquête, *Dall'Isonzo al Piave,* volume 2 *Le cause e le responsabilità,* Roma, stabilimento poligrafico per l'amministrazione della guerra, 1919, p .502-503, Rome

explique que «des soldats ont dépensé des billets de banques de 50, 100 marks». Cette propagande a été particulièrement forte.

De plus, les Allemands, connaissant l'extrême discipline des chefs militaires italiens et leur mépris du soldat, ont profité de cette situation en proposant aux soldats qui se rendaient volontairement du pain, du respect et de la compassion. Face à la tragédie de la guerre, cette méthode qu'est la fraternisation ne pouvait que fonctionner. Les Allemands utilisaient soit des mégaphones, soit des tracts lancés dans les tranchées par des avions. Ces actions allemandes ont été une réussite totale puisque les soldats italiens criaient pour certains d'entre eux pendant Caporetto : «en avant, en avant nous avons été payés jusqu'au Pô» ou «Viva Austria»[551]. La propagande allemande était de loin la plus efficace de la guerre mais les Alliés vont riposter.

Face à la décomposition morale de l'Italie, les Français décident de réagir pour inverser la tendance pacifiste. Le G. Q. G observe que les Italiens sont confrontés à la même difficulté que le commandement français pendant l'offensive du Chemin des Dames où la promesse de victoire n'a pas été réalisée avec un coût humain exorbitant pour des résultats infinitésimaux. La propagande du *Comando Supremo* n'est donc pas suivie d'effets réels. La seule conclusion, que porte le soldat, est que le commandement est incapable et avide de sang. Il perd toute crédibilité et la confiance disparaît par voie de conséquence. Face à cette situation, le commandement français organise une contre-propagande fondée sur les principes du général Pétain sur la guerre longue : un effet d'annonce suivi immédiatement de sa réalisation, dire la vérité plutôt que le mensonge. Enfin, il s'agit de rendre l'espoir aux soldats en leur redonnant respect et un destin individuel non écrasé par la guerre. Enfin, il faut mieux alimenter, habiller, payer les soldats, leur donner des permissions à tour de rôle avec des trains chauffés. En bref, il est nécessaire de les soutenir véritablement pour redresser leur moral. Le G. Q. G laisse transpirer dans la presse la nouvelle de l'arrivée des troupes françaises en Italie afin d'obtenir l'effet d'annonce suivi de la réalité de l'événement facilement vérifiable sur le terrain, ce qui remonte brutalement le moral des Italiens.

Ils ne se sentent plus seuls. Les Alliés arrivent pour les sauver : «la nouvelle de l'arrivée de nos troupes s'est répandue dans le public avec une grande rapidité et qu'elle a eu sur l'opinion une influence dont je ne saurai exagérer l'effet bienfaisant et la grande portée politique»[552]. La contre-propagande française fondée sur les principes Pétain de la guerre longue permet aux Alliés de reprendre la main en Italie et de rendre au pays l'envie de se battre. Mais cette situation illustre aussi l'influence des Alliés dans la Péninsule. Le moral d'un pays tout entier dépend de la France, du Royaume-Uni et des Etats-Unis. Les Britanniques optent pour une tactique différente car au début ils ne souhaitaient pas mener une action de ce type mais le général Mola, en poste comme attaché

[551] Rapport de la commission d'enquête, *Dall'Isonzo al Piave,* volume 2 *Le cause e le responsabilità,* Roma, stabilimento poligrafico per l'amministrazione della guerra, 1919, p .530-531
[552] AMAE, CPC Italie 1914-1918, Télégramme de Barrère au CSG, document n°595, Paris, 1917, p. 175

militaire à Londres, pose le problème d'une panique italienne en cas d'absence du Royaume-Uni. Lloyd George donne l'ordre au *Times* de publier une circulaire de soutien. Elle a fait les gros titres en Angleterre et elle a été reprise par les journaux italiens, ce qui a accru la propagande du secours allié à l'Italie et multiplié les effets de la contre-propagande française en cimentant le front au reste du pays[553].

Le but des Britanniques était de faire enfin adhérer les Italiens à une guerre pour laquelle ils n'avaient aucune raison de s'engager autre que l'impérialisme. Ils ont parfaitement réussi à réduire la fracture entre les Italiens et leur armée en donnant un nouveau sens à ce conflit : la cause alliée. Les Britanniques ont mis l'accent sur l'idéal de l'Entente : défendre la Liberté et la Démocratie face à la dictature et à l'oppression. Les deux tactiques alliées se sont harmonieusement complétées pour combattre la propagande allemande et renversée la donne. Mais le coût pour l'Italie est énorme : la justification de la guerre devient la cause alliée et non celle de ses intérêts vitaux. Le moral de la nation est géré depuis Paris et Londres. L'indépendance italienne, même sur le plan des buts de guerre et du moral d'une nation devient inexistante. Les Alliés décident maintenant de tout pour elle.

L'Italie était matériellement et moralement dépendante des Alliés. Sa position stratégique était la subordination. L'équilibre de 1915 a laissé place à l'infériorité et à la domination stratégique des Alliés et des Etats-Unis. Comment ce nouveau rapport de force a été mis en place et comment a-t-il été sacralisé ? C'est le traité de Rapallo du 7 novembre 1917.

C - Le Pacte de Rapallo : la consécration de la domination alliée

Le traité a fait l'objet d'une âpre négociation entre Français et Anglais entre la conférence de Boulogne le 4 septembre et le discours à la Mutualité britannique de Lloyd George. Il a été mis au point pour améliorer la coopération militaire entre les Alliés. Mais, les Italiens ont été exclus de la négociation. Les Alliés sont arrivés avec un traité tout prêt le 5 novembre. Les Italiens, en pleine défaite de Caporetto, se sont retrouvés dans la situation d'alliés marginaux, sans importance. Ils n'ont eu que deux possibilités : dire oui ou non.

Dans le traité, deux articles fondamentaux sont présentes : le 2ème et le 4ème qui fixent le fonctionnement du Conseil Supérieur de Guerre Interallié. Ils ont des conséquences très fortes dans

[553] William Steed, *Mes souvenirs 1914-1922,* tome 2, Paris, 1927, p. 132 à 139

les domaines politiques et militaires. Ce sont eux qui gravent dans le marbre la soumission italienne aux Alliés.

1- le texte du traité :

L'article n°2 dit : «le conseil supérieur de la guerre a pour mission de veiller à la conduite générale de la guerre». La conduite générale de la guerre est la définition militaire de la stratégie.

Le conseil a pour mission de créer et mettre en oeuvre une stratégie amenant les Alliés à la victoire. Pour pouvoir définir une stratégie concernant plusieurs pays, il faut réunir ces deux éléments : rechercher tous le même objectif ou but de guerre, ensuite il est nécessaire d'avoir un commandement unique en charge de la planification. Face aux Alliés, l'Italie dépendante de l'aide militaire, économique et psychologique ne peut pas imposer ses buts de guerre à l'Entente comme ce fut le cas en 1915. De plus, la France et le Royaume-Uni se sont déjà mis d'accord sur leur but de guerre. Le compromis franco-britannique est le suivant : les Alliés ne cesseront le combat que lorsque l'Alsace-Lorraine sera rendue à la France, la liberté des mers assurée, la Belgique libérée, la marine et l'industrie allemande mises hors d'état de nuire. Les Alliés arrivent à Rapallo en faisant front unique contre l'Italie. Pour ce qui est du commandement unique, l'accord franco-britannique crée un conseil de coordination des opérations nationales. Seul le cas des opérations interalliées est de son ressort. La deuxième condition n'est donc pas mise en oeuvre.

En revanche, l'article 4 énonce, pourtant, la volonté de tendre vers le commandement unique: « les plans généraux de guerre sont soumis au Conseil supérieur de guerre, il assure leurs concordances et suggère les changements s'il y a lieu »[554]. Le traité prévoit une planification stratégique unique. Cet article signifie qu'un général allié avec son Etat-Major va mettre au point un plan unique pour triompher des Allemands, ennemis principaux de l'Alliance. La France, avec plus de 8 millions de mobilisés dont quatre sur le terrain, est forcément la puissance qui va obtenir ce commandement. Le rapport de force est simple : c'est le plus puissant militairement qui commande durant une guerre et, c'est la force économique qui dicte les négociations de paix. Le Royaume-Uni compte 2 millions de soldats mobilisés dont 1,5 en France. L'Italie possède une armée encore valide de 600 000 combattants puisque plus de 50 % de ses effectifs sont hors de combat entre les onze batailles de l'Isonzo et le désastre de Caporetto.De plus, l'armée française représente les deux tiers des effectifs alliés en Italie avec six divisions contre quatre britanniques. La stratégie probable est française. Elle va viser à vaincre l'Allemagne et non l'Autriche par une rupture du front occidental. Les Etats-Unis sont favorables à ce point de vue puisqu'ils ont décidé de masser toute *l'US Army* en

[554] AMAE, CPC, Italie 1914-1918, Texte du traité de Rapallo, document n°594, Paris, 1917

France sur ordre présidentiel[555].

APPENDIX.

SCHEME OF ORGANISATION OF AN INTER-ALLIED WAR COUNCIL.

(Amended Draft Approved by British and French Governments.)

1. A Supreme War Council is created composed of the Prime Minister and of a Member of the Government of each of the Great Powers.

2. The Supreme War Council has for its mission to watch over the general conduct of the War and the co-ordination of military action. It prepares recommendations for the decision of the Governments and keeps itself informed of their execution, and reports thereon to the respective Governments.

3. The General Staffs and Military Commands of the Armies of each Power charged with the conduct of military operations remain responsible to their respective Governments.

4. The general war plans drawn up by the Competent Military Authorities are submitted to the Supreme War Council, which, under the high authority of the Governments, ensures their concordance, and submits, if need be, any necessary changes.

5. Each Power delegates to the Supreme War Council one Permanent Military Representative in the position of technical adviser.

6. The Military Representatives receive from the Government and the Competent Military Authorities of their country all the proposals, information, and documents relating to the conduct of the War.

7. The Military Representatives watch day by day the situation of the forces and of the means of all kinds of which the Allied Armies and the enemy armies dispose.

8. The Supreme War Council meets normally at Paris, where the Permanent Military Representatives and their Staffs are established. They may meet at other places as may be agreed upon, according to circumstances. The meetings of the Supreme War Council will take place at least once a month.

Rapallo,
November 7, 1917.

D

<u>Document n°4 : le texte original du traité</u>

(AMAE, CPC Italie 1914-1918, document n° 594, Paris, 1917)

[555] André Kaspi, *les Américains,* tome 1 N*aissance et essor des Etats-Unis,* collection point histoire, Paris, 1986, p . 263 à 277

L'Italie ne peut donc plus militairement mener une guerre nationale en raison de l'usure de son armée. Elle ne doit son salut qu'aux Alliés et aux Etats-Unis. Par conséquent, elle perd avec ce texte son indépendance stratégique à titre définitif. Elle ne peut plus agir sur les décisions militaires et stratégiques de l'alliance.

L'Italie est marginalisée. Son impuissance est manifeste. Elle subit juridiquement à partir du 7 novembre 1917 les décisions alliées sans pouvoir dire quoique ce soit.

2 – La réaction du gouvernement italien :

Le gouvernement italien est ulcéré et désappointé lorsqu'il écoute les clauses du traité. Orlando, nouveau président du conseil arrivé au pouvoir après le désastre de Caporetto, est d'une grande tristesse.

Il parle de Rapallo de la façon suivante : «Rapallo serait pour moi le jardin de Getsemani, lieu de sueur et de sang, dans la prière désespérée et l'attente». Il ressent «une tristesse particulière durant ces jours de Rapallo»[556]. Pour ce patriote convaincu, ce traité est insupportable puisqu'il fait de l'Italie un auxiliaire de l'alliance. Il vit Rapallo comme un affront dans la mesure où la situation de l'Italie l'oblige à signer : une armée battue et sauvée in extremis par les Alliés, une économie en ruine, des émeutes révolutionnaires en août, des pénuries, un moral très faible. L'Italie est au bord de la défaite et donc pour éviter de perdre la guerre, elle accepte la disparition de la souveraineté italienne. Les Alliés font de l'Italie une puissance sans pouvoir. De plus, durant la conférence, Foch et Robertson, les deux chefs alliés en Italie, demandent la tête de Cadorna qu'ils jugent incompétent et plus peureux que ses hommes[557]. Face aux pressions franco-britanniques, Orlando cède et destitue Cadorna qu'il remplace par le général Diaz.

C'est plus que de l'ingérence dans les affaires italiennes, c'est décider pour eux. Toute la conférence montre bien l'état de l'Italie et la domination des Alliés.

3 – La position britannique vis-à-vis de l'Italie dans ce nouveau contexte :

Avec Rapallo toute la situation stratégique est différente. L'Italie est rentrée dans l'orbite franco-britannique. Les Etats-Unis sont le garant du nouvel équilibre stratégique qui est en train d'apparaître. Rapallo en est le sacre.

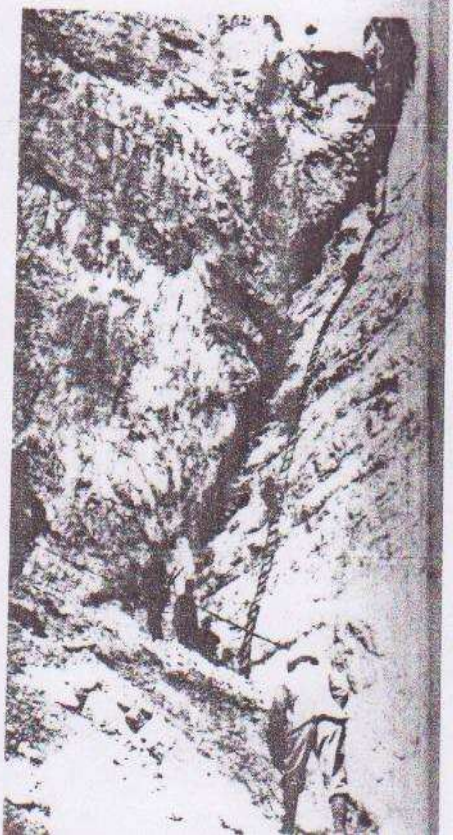
---

[556] Vittorio Emmanuele Orlando, *Memorie,* Milan, p . 241-242-243
[557] Sydney Sonnino, *Diario 1916-1922,* volume 3, Rome, p. 205 à 209

Prigionieri austriaci catturati sul Col di Lana vengono avviati ai campi di concentramento sotto scorta di carabinieri a cavallo o in bicicletta.

Gli ufficiali artefici della mina sul Col di Lana: il tenente Rodolfo Grimaldi, il sottotenente Gelasio Gaetani, il tenente Giovanni Maggio, il sottotenente Bruno Bonfioli.

Maggio 1916: il cammino d'accesso lungo il canalone Vallepiana.



<u>Image n°8 : La réalité du front italien : un combat en montagne</u>

Gianni Pieropan, *Storia della Grande Guerra sul fronte italiano,* Milano, 1988, p 457

Pourtant, Lloyd George a été au départ difficile à convaincre (rencontre de Boulogne septembre 1917). Puis, ce fut autour du *War Cabinet* et des généraux britanniques jaloux de leur indépendance, notamment Haig. Cependant, Lloyd George a envoyé des divisions en Italie et signé Rapallo. Il est clair que cet accord franco-britannique est motivé par l'angoisse « d'une nouvelle affaire serbe » comme en 1915. Lloyd George avait la conviction avec l'Etat-Major Impérial que l'*Esercito* était désorganisé de manière irréparable. Le moral italien était faible. Caporetto était la débâcle de cette guerre. Le gouvernement français a poussé à l'intervention pour des raisons stratégiques. Le colonel Buchan et Wickam Steed étaient en accord avec le Premier Ministre : l'Italie était défaite. Seul le général Smuts était d'un avis différent : c'était pour lui le début de la résurrection patriotique. Cependant, la position britannique était claire : la France est la dernière puissance militaire majeure à soutenir coûte que coûte. Si les Français veulent unifier les commandements, le gouvernement britannique doit suivre. L'Italie ne pouvait en sortir que dominée vu le poids du Royaume-Uni au niveau économique et diplomatique. Dans la conscience britannique, l'allié le plus solide est la France suivie des Etats-Unis. Avec la Russie hors combat, l'Italie arrive en dernier dans l'estime des Britanniques[558]. Le Royaume-Uni joue contre l'Italie à ce stade du conflit au même titre que la France et les Etats-Unis.

Dans ce contexte, la lettre interceptée par l'U. I. C. S du comité pro yougoslave à Lloyd George du 4 mars 1918 prend un relief particulier. Ce comité présent à Londres demande au Premier Ministre d'adopter les quatorze points de Wilson et d'annuler le Pacte de Londres. Ce comité est composé de Steed, James Berry, J. Annan Bryce, R. M Borrows, D. Davies, Arthur Evans, H. J Fynes Clinton, Elimor F. B Grogan, H. M Hyndanann, H. J Mackinder, Ronald Mc Neill, Treouver, A. F White et Glynne Williams. C'est toute l'intellengentsia britannique[559]. L'argumentaire est habituel : l'honneur du Royaume-Uni, le sens de la liberté, de la justice face à l'Italie impérialiste. Lloyd George s'y rallie en ce mois de mars 1918 laissant l'Italie seule face à Wilson.

Pour conclure, la position britannique devient anti-italienne avec Caporetto et Rapallo. La priorité pour le Royaume-Uni est la France et l'aide américaine.

Au cours de ce chapitre, nous avons vu le retournement spectaculaire des équilibres stratégiques de 1915 au profit des Alliés. Caporetto a été le révélateur de la crise profonde qui a touché l'Italie. Mais les conséquences pour le pays sont graves : une armée anéantie, une partie du territoire italien occupée, une économie en récession. Les résultats sont encore plus difficiles : les

[558] U. S. S. M. E, G29.70, note du colonel Mola, chef de la M. M. I à Londres, n°1 714/Q du 19 novembre 1917 pour le S. I. S. R (U. I. C. S) : *Lloyd George et l'Italie*, Rome

[559] U. S. S. M. E, G29, 70, lettre interceptée par U. I. C. S à Londres transmise par la M. M. I au C. S du 4 mars 1918, Rome

armées alliées protègent le pays, le ravitaillement et l'économie sont sous perfusion de l'Entente, le moral et la psychologie italien dépendent de Paris et Londres. La subordination de l'Italie, que Rapallo instaure juridiquement, est totale. L'Italie est strictement dominée au sens de la théorie des jeux.

CONCLUSION

L'Italie a terminé l'année 1916 en ayant maintenu à un prix fort l'équilibre stratégique de 1915. En 1917, le pays entre dans une crise profonde. Cette crise est sociale avec les émeutes révolutionnaires de Turin en août. Elle est morale suite à la propagande catholique pacifiste et socialiste. L'armée ne veut plus se battre et son moral est ébranlé. L'économie entre en récession. Caporetto va finalement être le révélateur et le détonateur qui va montrer au monde les faiblesses italiennes. Les Alliés font ce qu'ils peuvent pour sauver le pays mais le prix de ce sauvetage est exorbitant : la dépendance militaire, économique et morale envers l'Entente. L'Italie passe du rang d'égal à celui de subordonné. Elle perd son indépendance et son prestige.

Les nationalistes doivent le vivre assez mal. Peut-être est-ce là une racine du fascisme ? L'Italie sort de l'année 1917 en très mauvais état. Maintenant qu'elle sait qu'elle est dans le camp des vainqueurs depuis avril, elle n'a plus qu'à attendre la fin de la guerre en étant soumise aux décisions des Alliés. C'est dans ces conditions qu'elle entre dans une nouvelle phase : 1918-1919 où elle attend sans bouger la victoire alliée et le destin que les Alliés lui feront à Versailles.

3ème partie :

L'Italie soumise aux alliés (1918-1919)

Nous avons vu l'étendue du bouleversement de la situation stratégique au détriment de l'Italie. En effet, le pays sort de l'année 1917 complètement ravagé au niveau économique, social, moral et surtout militaire.

Caporetto a renversé l'équilibre stratégique entre les Alliés au profit du trinôme France – Royaume-Uni – Etats-Unis. L'Italie est très affaiblie : son armée est provisoirement hors de combat son économie est en dépression et, l'opinion publique italienne est la proie des révolutionnaires socialistes proches de Lénine. La campagne de 1918 est pire encore pour le pays. L'Italie entre dans une période où la domination alliée est totale.

Quelles sont les raisons de l'asservissement de l'Italie aux Alliés et aux Etats-Unis. Nous verrons dans un premier temps l'opposition entre les Etats-Unis et l'Italie, élément clé de la soumission du pays à l'Alliance. Puis, nous aborderons l'établissement du commandement unique qui soumet l'armée italienne. Ensuite nous étudierons l'inaction militaire italienne qui va se solder par une fausse victoire : Vittorio Veneto. Enfin nous allons voir la domination diplomatique totale des Alliés et des Etats-Unis pendant les négociations de paix et le traité de Versailles qui crée le mythe de la victoire mutilée.

I – L'opposition entre les Etats-Unis et l'Italie :

Les Etats-Unis, au fur et à mesure de leur participation grandissante à la guerre, sont de plus en plus puissants politiquement car ils ont un nombre important de *doughboys* sur les champs de bataille. De plus, ils financent à eux seuls toute la guerre et surtout tous les pays de l'Entente.

Depuis le *War Loan act* du 8 avril 1917, le Trésor américain fait des prêts aux pays de l'Entente. Du coup, l'Italie a un crédit abondant qui la libère de la tutelle financière franco-britannique. Cependant, elle devient cliente des Etats-Unis. Elle leur est soumise au vu de la dette très importante. Début 1917, elle avait 100 millions de dollars de crédit ; en décembre, plus de 500

millions[560]. Enfin, les Etats-Unis assurent à eux seuls les deux tiers du ravitaillement allié. Par conséquent, l'opposition politique aux Etats-Unis, en cette fin de guerre, signifie se mettre en danger car ce serait se priver des soldats, de l'argent et du ravitaillement vitaux pour la victoire. Cet état de fait explique pourquoi à chaque fois que la France et le Royaume-Uni ont à choisir entre l'appui américain et un autre pays, la réalité politique les pousse vers les Etats-Unis.

Les Alliés sont donc obligés de se plier de plus en plus à la volonté américaine même s'ils gardent leur puissance politique et militaire. Or, l'Italie est le pays le plus affaibli de l'Entente et qui a le plus besoin de l'aide américaine. Elle doit soit s'opposer aux Etats-Unis pour maintenir le pacte de Londres en risquant de tout perdre, soit s'aligner ou faire des concessions à la puissance américaine. A partir de l'année 1917 avec Rapallo, l'Italie dépend des Alliés pour sa sécurité et son ravitaillement. Comme les Alliés ont besoin des Etats-Unis, l'Italie vient de contracter une dépendance envers eux aussi, mais les dirigeants italiens en ont-ils conscience ? L'opposition aux Etats-Unis de l'Italie sonninienne est l'ultime symptôme de la mort clinique de la politique étrangère italienne. Après cette défaite diplomatique, sa politique étrangère va être dictée par l'Alliance.

Il s'agit d'étudier tout d'abord la politique étrangère des Etats-Unis par rapport à l'Italie. Ensuite, nous évoquerons la présence militaire américaine en Italie qui illustre le poids très faible du pays dans l'échiquier au sein de l'Alliance. C'est le corollaire de la politique italienne de l'Amérique.

A – La politique étrangère des Etats-Unis vis-à-vis de l'Italie :

De 1914 à 1917, la politique étrangère des Etats-Unis reposait sur deux principes. La première consiste à la neutralité et à ramener les pays européens autour d'une table de négociations. Au vu de la durée du conflit, la deuxième partie est un échec pour la diplomatie américaine. En revanche, la guerre sous-marine à outrance contre les Alliés et les neutres ont déclenché la colère des Américains. Les Etats-Unis rentrent dans la guerre le 8 avril 1917 comme pays associé à l'Entente.

Pour le Président Wilson, l'ennemi principal est clair : l'autoritarisme et le militarisme allemands. Cette situation politique explique pourquoi Washington n'est pas en guerre contre l'Autriche fin 1917. De facto, le front italien n'est pas pour les Etats-Unis, le point névralgique de la guerre. De plus, le Président Wilson va, début 1918, délivrer, au monde sa doctrine diplomatique que les historiens appelleront le wilsonisme : les quatorze points avec la Ligue des Nations. De cette

[560]FRUS, Lettre de Cellere à Lansing du 19 avril, 1917, supp 2, p. 523, DS, WDC

nouvelle vision du monde, Wilson va donner une nouvelle orientation à sa politique étrangère vis-à-vis de l'Italie.

1 – Une nouvelle vision diplomatique mondiale : le wilsonisme.

La vision de Wilson s'arc-boute autour de deux piliers : la justice et la liberté. De ces deux principes, Wilson veut mettre en oeuvre de nouvelles relations internationales : les grands pays doivent respecter les petits et justice doit être rendue en cas de litige. Chacun doit pouvoir vivre librement chez lui sans être inquiété par quiconque. Pour obtenir ces nouvelles relations, il faut déjà sortir de la guerre par le haut. Les vaincus doivent pouvoir obtenir une paix juste ainsi que les vainqueurs. C'est une paix qui donne la victoire tout en respectant les vaincus.

Ensuite, une fois le climat général apaisé, une organisation supranationale doit arbitrer les conflits et rendre justice. Ce nouvel arbitrage doit empêcher toute nouvelle guerre. Ce cheminement wilsonien débouche sur deux conclusions : un programme de paix américain (nécessaire car les Etats-Unis sont les seuls à respecter les futurs vaincus) et la constitution du projet de Ligue des Nations.

a – Le Programme de Paix de Wilson :

Wilson veut pour obtenir une paix acceptable avec les Allemands et influencer les buts de guerre des Alliés. C'est pour cette raison que le 26 décembre 1917 il annonce la participation américaine au Conseil Supérieur de Guerre Interallié à Versailles comme uniquement une représentation militaire.

Le problème de Wilson est la demande d'armistice par les Bolcheviks de Lénine du 22 décembre, soit un mois après le décret sur « la terre, le pain et la paix » avec une paix sans annexion. De plus, Lénine décide de combattre la diplomatie secrète en rendant publics tous les traités de l'Entente dont les Pactes de Londres et de Saint-Jean-de-Maurienne. Wilson veut riposter à l'habile diplomatie russe. Il partage avec Lénine la haine contre la vieille diplomatie secrète européenne née au traité de Westphalie en 1648, fondement du concert européen des nations. Le Président américain décide d'annoncer au monde son Programme pour la Paix lors du discours célèbre au Congrès le 8 janvier 1918 : les quatorze points[561].

Les quatre premiers points sont généraux mais ils existent : la fin de la diplomatie secrète,

[561]Foreign Relations of the United States (FRUS), Texte du discours des quatorze points, 1918, supplément 1, volume 1, p. 12 à 17, DS, WDC

le respect de la liberté des mers, l'abolition des barrières douanières et commerciales, enfin, la réduction des armements. Nous pouvons rappeler qu'un prétexte pour l'entrée en guerre des Etats-Unis était la fin de la guerre sous-marine et donc le respect des mers, plus la liberté du commerce. Les quatre premiers points sont certes généraux mais ils font se souvenir aux Américains pourquoi ils sont entrés en guerre et le rêve wilsonien d'une gestion nouvelle des relations internationales. Le cinquième point demande une résolution impartiale des problèmes coloniaux en tenant compte de l'intérêt des peuples.

Nous pouvons voir ici poindre une tradition américaine d'anticolonialisme issue de la guerre d'Indépendance. Les huit points suivants délimitent les frontières naturelles en Europe et au sein de l'Empire Ottoman. Le neuvième point demande que les frontières européennes soient tracées en respectant le principe des nationalités. Le dixième insiste sur la possibilité pour les peuples sous domination des Hasbourgs d'obtenir l'autonomie, la sécurité comme déjà énumérer dans le message du 4 décembre de Wilson à la population d'Autriche-Hongrie. Le onzième point exige un débouché maritime pour la Serbie, le respect du principe des nationalités dans les futurs États balkaniques et l'évacuation des Allemands et des Autrichiens de la Roumanie, de la Serbie, du Monténégro. Wilson rappelle aussi le droit à la liberté, à l'indépendance et à l'intégrité territoriale de ces pays. Le dernier point traite de la ligue des Nations.

La conclusion du programme des quatorze points de Wilson est assez claire : respect du principe des nationalités, de l'autodétermination et des frontières internationales tout en les aménageant pour les populations d'une nationalité ou d'une autre. Ce programme interdit les gages stratégiques à des fins sécuritaires, les frontières dites naturelles et la constitution de protectorat. En revanche, il soutient les rattachements de population à un autre pays au nom du principe des nationalités.

b – La Ligue des Nations :

Ce point veut garantir la paix prochaine en créant un nouveau système de sécurité. Au lieu que les vainqueurs se dessinent un glacis protecteur, il s'agit de créer un système de « sécurité collective ». La sécurité de chacun est garantie par tous. Il existe deux possibilités. La collectivité étudie le problème et impose un arbitrage où elle défend militairement le pays attaqué.

Wilson va retenir la première option. Il s'agit de mettre en place une instance de justice internationale où toutes les nations siégeraient et décideraient ensemble du meilleur arbitrage à donner comme base d'une négociation entre les deux Etats en conflits. L'idéal wilsonien est né.

Ces deux armes de Wilson vont être sa nouvelle politique étrangère mais que va-t-il se passer entres les Etats-Unis et l'Entente notamment dans les relations diplomatiques entre l'Italie et

les Etats-Unis ?

2 – La nouvelle politique étrangère américaine :

De l'entrée en guerre à la fin des hostilités, les relations diplomatiques entre l'Italie et les Etats-Unis ont connu trois temps forts : la mission italienne à Washington du 5 mai 1917 à la fin juillet, puis la déclaration de l'état de guerre entre l'Amérique et l'Autriche durant l'automne et enfin le débat sur la question adriatique, la conformité du Pacte de Londres au programme wilsonien de la Paix de janvier à novembre 1917. Au cours de cette étude approfondie des relations diplomatiques, nous mettrons en lumière l'opposition majeure entre les Etats-Unis et l'Italie.

Ensuite, nous étudierons l'impact du wilsonisme sur les consciences politiques italiennes et les implications dans la politique étrangère de l'Italie. Cette présentation va établir un tableau complet et juste des relations entre l'Italie et les Etats-Unis.

a – L'activité diplomatique entre les Etats-Unis de l'Italie de mai 1917 à novembre 1918 :

α – La mission italienne à Washington entre mai et juillet 1917 :

α' - La mission entre mai et juin :

Après son retour du sommet de Saint-Jean-de-Maurienne et les atermoiements de l'ambassadeur italien Cellere à Washington, Sonnino devient très méfiant sur les intentions franco-anglaises vis-à-vis de l'Autriche.

En effet, les Alliés avaient envisagé de signer une paix séparée avec l'Autriche-Hongrie durant l'affaire Sixte de Bourbon. Sonnino savait que la bataille se jouait à Washington, sinon il n'aurait pas décidé l'envoi d'une mission diplomatique aux Etats-Unis. Il pensait que les missions anglo-françaises avaient profité de ce moment pour pousser leurs pions et revenir sur les traités signés avec l'Italie. Sonnino a eu l'idée d'y envoyer aussi une mission pour en avoir le coeur net[562]. Cependant, cette mission tombe au plus mal pour Sonnino. Être contraint de la lancer, c'est renoncer et admettre qu'il ne peut plus faire la politique italienne sans l'avis de Washington. Il décide de la vider de sens. Lorsque son sous-secrétaire Luigi Borsarelli lui demande des instructions, Sonnino le renvoie vers l'ambassadeur Cellere et lui dit que « c'est une mission d'honneur, de sympathie et qui

[562]Alberto Monticone, *Nitti e la Grande Guerra*, Roma, Milano, 1961, p. 63

recherche à promouvoir des rencontres directes[563] ». Si les Américains posent des questions sur les buts de guerre italiens, Sonnino demande à Borsarelli de parler de la libération du peuple italien du joug autrichien et non de dévoiler le gain de Londres[564]. Enfin, Sonnino prend la précaution de conclure la négociation avec le trésor américain du montant du crédit alloué à l'Italie deux jours avant l'arrivée de la mission[565]. Par conséquent, Sonnino envoie des diplomates à Washington uniquement dans le but de savoir ce que les Alliés ont dit. C'est une mission inutile.

De plus, le deuxième problème posé par cette dernière est le choix des personnalités car il faut faire jeu égal avec les Alliés : la mission Balfour et celle de Viviani-Joffre. Or, le ministère d'Union Nationale est en train d'imploser suite à l'opposition manifeste entre Sonnino et Bissolati, notamment en raison de leurs divergences sur la question adriatique et sur la collaboration interalliée. Bissolati veut un accord avec les Serbes et accepte la tutelle alliée alors que Sonnino refuse toute ouverture. Pour compliquer encore la situation, les parlementaires veulent contrôler les faits et gestes de la Consulta. De facto, aucun député ne peut contribuer à cette mission. Le Parlement n'est pas informé. Seule la commission des Affaires Etrangères connaît la situation à travers les comités secrets imposés par le Parlement à la Consulta. Sonnino a donc beaucoup d'ennemis politiques : Bissolati et les démocrates, les socialistes, les libéraux au Parlement. Pour autant, Sonnino doit envoyer des gens compétents et intelligents aux Etats-Unis. De plus, il refuse de se rendre à Washington alors que ses qualités linguistiques lui auraient permis de nouer d'excellents contacts avec les Américains. Au vu de la situation politique, la mission est quasi condamnée. Sonnino nomme les personnalités suivantes : Borsarelli, le ministre des transports Arlotta qui a géré aux Etats-Unis le problème du ravitaillement, le prince Fernando di Savoia di Udine comme chef de délégation et représentant du roi, le sénateur Marconi pour sa célébrité intellectuelle (inventeur de la T. S. F), les députés Ciuffelli et Nitti.

Cette nomination de Nitti pose un problème à Sonnino alors qu'il l'a acceptée. C'est l'ennemi le plus acharné de la politique sonninienne qui n'a aucun scrupule à montrer ses convictions au monde. Boselli a réussi à l'imposer. Pour Nitti, c'est l'occasion de dénigrer le gouvernement aux Etats-Unis. En revanche, Francesco Nitti a supporté la participation financière américaine pour investir dans des industries et des banques italiennes bien avant l'entrée en guerre des Etats-Unis. Par ces actions, il a essayé de développer les rapports commerciaux entre les deux pays. Il a réussi à obtenir une participation américaine au capital de la nouvelle *Banca Italiana di Sconto* en 1916 grâce à l'ambassadeur Page. Les participations américaines sont restées très faibles suite à la neutralité mais avec l'entrée en guerre tout peut changer. C'est l'opportunité pour Nitti de nouer de précieux contacts.

---

[563]Sydney Sonnino, *Carteggio 1916/1922*, document n°133, ASMAE, Rome
[564]FRUS, *Page Papers*, carton n°23, Lettre de Page à Borsarelli du 5 mai 1917, DS, WDC
[565]ASMAE, DDI, Série V, volume 7, bloc n°864, Lettre de Sonnino à Cellere du 2 mai 1917, Rome

Pour conclure sur ce point, la mission italienne à Washington n'a pas de but, contrairement à celles des Alliés. Elle possède peu de personnalités de l'envergure de Joffre même si elle a le député Nitti, père des relations économiques italo-américaines. Pour Sonnino, c'est avant tout une opération de relations publiques, de propagande.

La mission arrive le 21 mai à Halifax, le 22 à Worcester. Elle est accueillie par un fonctionnaire du Département d'Etat (un menbre des services secrets américains), Cellere et Arlotta sont arrivés un peu avant. Le groupe atteint Washington le 23, juste 24 heures avant le départ de la mission Balfour. Les Italiens font pâle figure face aux Alliés. Le Royaume-Unis a envoyé son ministre des Affaires Etrangères : Arthur Balfour.

La France est représentée par l'ancien président du conseil Viviani et par le maréchal de France Joffre, vainqueur de la Marne. Ce fait traduit aussi l'intérêt important ou non que porte un pays envers un autre. Les Italiens partent d'un mauvais pied. La mission se croit très bien accueillie et ses membres sont enthousiastes. Ils l'interprètent comme une démonstration de solidité et de force de la vision américaine éminemment positive de l'Italie. Nitti s'active auprès des dirigeants américains pour nouer des contacts économiques. Malheureusement, il montre aussi devant les leaders américains une hostilité envers le gouvernement italien et la Consulta de plus en plus forte. Nitti critique la situation alimentaire et énergétique de l'Italie, ce qui permet aux Américains d'y voir une faiblesse croissante du pays l'empêchant de poursuivre la guerre[566]. Nitti propage une idée négative de l'Italie au sein du gouvernement américain, éventuellement à l'origine de la politique wilsonienne à l'égard du pays. Nitti et Arlotta persistent et s'expriment sur la politique adriatique de Sonnino qu'ils rejettent. Ils demandèrent au gouvernement américain de soutenir leur action politique pour faire quitter le pouvoir à Sonnino et ainsi imposer les concessions nécessaires à leurs yeux, voir même de renverser la monarchie italienne[567]. Nitti déclare ensuite qu'il a pu accomplir un travail remarquable suite à l'excellent accueil des Etats-Unis.

A la suite de cette mission, les Etats-Unis demandent que soit élevé à l'égal des Français et des Anglais, un haut commissaire italien au ravitaillement et au transport pour optimiser l'efficacité de l'aide. Compte tenu de l'excellent travail réalisé, ils prévoient le général Pasquale Tozzi qui connaît le travail et mérite ce poste. Nitti refuse que Cellere le fasse pour des raisons de priorité dues à son emploi. Il accepte que Tozzi prenne le poste. Nitti sert son pays mais son attitude anti-gouvernementale laisse des traces dans l'esprit des dirigeants américains. L'Italie est un petit pays en proie à des problèmes difficiles qui peuvent l'amener à la défaite.

---

[566]ASMAE, DDI, Série V, volume 8, document 647, Lettre de Cellere à Sonnino du 14 juillet 1917, Rome

[567]FRUS, 1917, 1917, supplément 2, Lettre de Lansing à Page du 2 juin 1917, p. 600, DS, WDC et ASMAE, *Carte Sonnino,* bobine n°17, lettre de Cellere à Sonnino du 14 juin 1917, Rome

Pour les Américains, ce qui a été fait pour les Italiens, c'est le même programme que pour les missions franco-britanniques. Sauf que ce programme a été réalisé pour ces deux délégations, le déroulement pour les Italiens n'est qu'une copie[568]. Pour les Américains, la présentation a été la même mais « ce n'est pas la même raison d'être. Il y avait beaucoup de sentiments et de signification dans la venue de Balfour, Viviani et Joffre, avec leurs étendards sur la tombe [de Washington] – mais aucune raison spéciale ou grand sentiment n'existe pour les autres »[569]. Il est donc très clair que seuls le Royaume-Uni et la France comptent. Pour les Etats-Unis, dès juin 1917, l'Italie est une puissance mineure au regard de son effort de guerre et son économie en état de décomposition avancée. L'accueil par les Etats-Unis de la délégation italienne a été une oeuvre de propagande comme pour les Italiens[570]. La venue de cette mission a été de la poudre aux yeux pour camoufler la vérité : ce sont le Royaume-Uni, la France et les Etats-Unis qui conduisent la guerre et qui définissent les buts de celle-ci[571].

Pour le gouvernement américain, les choses sont claires : l'Italie n'a pas son mot à dire pour ce qui touche à ces deux questions. Ce constat stratégique américain fait peser la balance et plonge l'Italie dans la soumission diplomatique aux Alliés et aux Etats-Unis.

α'' – Les premiers gestes inamicaux envers l'Italie (juin et juillet 1917) :

A partir du constat précédent, les événements vont s'enchaîner logiquement entre les deux pays. Les Italiens vont commettre des actes qui ne font qu'envenimer les choses. Le 3 juin 1917, alors que la mission italienne était encore aux Etats-Unis, le général Ferrero, commandant le 14ème C. A en Albanie, lance la *proclamation d'Argirocastro* : il annonce solennement l'unité et l'indépendance de l'Albanie placée sous la protection de l'Italie[572].

Cette initiative sonninienne est très mal interprétée dans les capitales européennes et à Washington. Les Alliés et les Etats-Unis voient d'un mauvais oeil le secret de cette annonce et n'acceptent pas le protectorat italien. Le deuxième épisode est la présence italienne en Epire. Le mois précédent (juin 1917), Venizelos, entre au gouvernement comme Premier Ministre grec, obtient le retrait des troupes italiennes d'Épire : entre Santi Quaranta et Koriza. Cependant, Rome veut laisser son administration militaire dans cette région. La polémique entre les deux gouvernements enfle. Rome refuse de confier aux autorités civiles grecques le territoire. Venizelos en appelle aux Alliés et aux Etats-Unis pour avoir un arbitrage. Il envoie à Washington la note en

[568]FRUS, *the Long Papers*, Diaries, carton n°1, 1917, DS , WDC
[569]Idem
[570]Liliana Saiu, *Stati Uniti e Italia 1914-1918*, 2004, Turin, p. 100-118
[571]FRUS, Lettre de Lansing à Francis du 1er mai 1917, « *Lansing Papers* », 1917, supplément 2, Volume 1 p. 50-51, DS, WDC
[572]Pietro Pastorelli, *L' Albania nella politica estera italiana 1914-1920*, Naples, 1970, p. 37-61

précisant le caractère hellénique de la région et l'attitude italienne intransigeante cristallisant une méfiance envers Rome de la part du gouvernement américain[573]. Les Puissances de l'Entente soutiennent les Grecs, mais Washington ne bouge pas.

En revanche, c'est le Pacte de Corfou, début août, qui va réveiller Washington. En effet, le Président du Conseil serbe Pasić et le Président du Comité yougoslave Trumbić, après de longues discussions, se mettent d'accord sur la constitution d'un royaume unifié des Slaves du Sud autour de la Serbie. Dès le 9 août, Cellere se plaint à Lansing de cet accord qui ne respecte pas les revendications italiennes en Adriatique. Vers la fin du mois d'août, il était évident que le gouvernement américain avait donné son accord à cette action avant sa signature. Cellere ne connaît aucun accord suite à cette question entre Rome et Belgrade. Il demande ses instructions à Sonnino qui affirme « qu'il n'y a aucune négociation avec les Yougoslaves à propos de l'Adriatique »[574]. Pour Sonnino, ce que Pasić peut offrir est largement inférieur aux garanties minimales revendiquées par l'Italie dans l'accord de 1915. Sonnino dit à Cellere qu'il n'y a aucun compromis possible. Les Etats-Unis réagissent et invitent la mission serbe à Washington mais sans le Comité Yougoslave car, pour eux, la rivalité italo-yougoslave est un obstacle[575]. Quand Cellere tente de critiquer le Pacte de Corfou devant Lansing en prétextant de l'expliquer, Lansing lui répond que c'est une folie.

Avec ces trois affaires, le ton monte aux Etats-Unis contre la politique impérialiste de Sonnino alors que pour eux l'Italie est un petit pays. Wilson tire les conclusions de ces premières tensions avec l'Italie qui refuse sa nouvelle diplomatie. Il choisit l'association à l'Entente et non l'alliance car la France, le Royaume-Uni et l'Italie n'accepteront pas de suite le *pax americana*. Pour avoir les mains libres pour la paix, il opte pour ce statut d'autant plus qu'il pense convaincre la France et Le Royaume-Uni d'accepter ses buts idéalistes. Pour lui, l'Italie n'est pas raisonnable[576].

Pour conclure sur ces premiers mois de guerre, les Etats-Unis admettent le condominium anglo-franco-américain sur le monde et voient dans l'Italie un allié mineur qui a des revendications trop grandes. Les Américains décident de faire de la propagande envers l'Italie uniquement pour ménager les susceptibilités. Ils acceptent la mission italienne pour camoufler leur constat stratégique. Ensuite, les erreurs diplomatiques italiennes ne font qu'augmenter le fossé politique entre l'Italie et les Etats-Unis. Le deuxième événement des relations italo-américaines est: l'entrée en guerre des Etats-Unis contre l'Autriche-Hongrie.

---

[573]FRUS, Note Politis transmise par la délégation grecque aux Etats-Unis au département d'Etat le 17 juillet 1917, 1917, supplément 2, p. 142-144, DS, WDC

[574]ASMAE, Cellere à Sonnino, *Documento del gabinetto n°228*, 26 septembre 1917, Rome

[575]Victor Mamatey , *The United States and East Central Europe 1914-1918 . a Study in Wilsonian Diplomacy and Propaganda* , Princeton , 1957, p. 114-117

[576]Liliana Saiu, *Gli Stati Uniti e Italia nella Grande Guerra 1914-1918,* Florence, 2003, p. 116-118

β – La belligérance américaine s'étend aux Habsbourg :

L'absence de l'état de guerre entre les Etats-Unis et l'Autriche-Hongrie est la démonstration flagrante de la vision américaine du front austro-italien : une guerre périphérique, sans intérêt stratégique.

Le 4 septembre 1917, durant la conférence navale interalliée de Londres voulue par les Etats-Unis pour accroître l'efficacité de la lutte, Sonnino déclare l'intérêt italien pour l'extension de la belligérance américaine. Cette action donnerait du prestige au gouvernement italien et à Sonnino en particulier. Ce qui améliorerait sa position politique. De plus, cette déclaration remonterait le moral des Italiens pour mener une lutte à outrance et diminuerait la désaffection italienne envers les Etats-Unis[577]. Il prend parti pour les Italiens et insiste auprès du Président pour étendre la belligérance. Page utilise pour arguments que l'Autriche est en guerre de fait avec les Etats-Unis et ensuite de la nécessité par cette intervention de combattre la propagande pacifiste en Italie[578]. Caporetto se produit le 24 octobre 1917. Sonnino demande en plus à Page si les Etats-Unis pourraient envoyer des troupes en Italie le 2 novembre. Cellere multiplie les actions pour obtenir de Washington ce que Sonnino désire. A Londres, Imperiali voit le colonel House et s'entretient avec lui de ce sujet le 21 novembre. Imperiali argumente en parlant des bénéfices moraux pour tous les pays de l'Entente « même sur la Roumanie, la Serbie et la Grèce »[579]. Wilson, devant toutes ces sollicitations restait réservé.

En revanche, les Etats-Unis, avant Caporetto, ont décidé d'accroître leur aide économique à l'Italie renforçant de fait la vassalisation par l'extention du *War Trade Board*. Ce dernier est nécessaire pour alimenter le pays en carburant, en charbon, en nourriture et en bateau (avec le *Shipping Board)*. De plus, le 2 novembre, Wilson ordonne à Baker, secrétaire d'Etat à la Guerre, d'envoyer des armes et des munitions à l'Italie au lieu de leurs légitimes acquéreurs: les pays scandinaves. Enfin, le 22 novembre, le Département d'Etat accroît l'aide financière à l'Italie[580]. Durant l'automne, le flamboyant Théodore Roosevelt prit le parti de l'Italie, ce qui renforce le poids des décisions présidentielles et demande l'entrée en guerre des Etats-Unis contre l'Autriche-Hongrie[581]. Pour pousser les Etats-Unis à la guerre, Sonnino accepte la décision suivante : un Américain va présider la Commission interalliée des achats et des finances de guerre siégeant à Londres[582]. Cette décision place l'économie italienne directement sous l'autorité américaine puisque

[577]DS, *Page Papers*, carton 24Lettre de Page à Lansing du 21 septembre 1917, WDC
[578]DS, PWW, volume 44, Lettre de Page à Wilson du 2 octobre 1917, p. 295-296, WDC
[579]DS, *House Papers*, Diary, 21 novembre 1917, WDC
[580]FRUS, Lettre de Lansing à Page, le 22 novembre 1917, 1917, supplément 2, volume 1, p. 584, DS, WDC
[581]Victor Mamatey , *The United States and East Central Europe 1914-1918 . a Study in Wilsonian Diplomacy and Propaganda* , Princeton , 1957, p. 157
[582]ASMAE, Lettre de Sonnino à Cellere du 20 octobre 11917, DDI, Série V, volume 9, document 248 et 249, Rome

cette Commission gère le nerf de la guerre : les importations et les finances. Les Etats-Unis imposent leur choix pour soutenir les Alliés fatigués par deux batailles inefficaces et sanglantes : le Chemin des Dames de Nivelle et les Flandres de Haig. Ils voulaient donner leur appui aux deux pays. De fait, la soumission italienne aux Etats-Unis s'accroît.

Les Américains nomment le Secrétaire d'Etat au Trésor Oscar Crosby à la tête de la Commission. La réussite de cette entreprise pousse Wilson à s'investir encore plus dans les conseils interalliés. Avec Rapallo, il nomme le général Bliss, chef d'Etat Major de l'Armée de Terre, au Conseil Supérieur de Guerre, l'amiral Benson au poste naval et le colonel House comme représentant spécial du Président[583].

Pour faire face à Caporetto et au retrait des Russes du conflit, en plus de l'essoufflement des Alliés, les Etats-Unis doivent parler et agir pour redonner confiance et courage en cette fin d'année 1917, surtout après les décrets des bolcheviks sur « la terre, le pain et la paix ». De plus, Trotsky accuse les Etats-Unis de profiter de l'affaiblissement des deux coalitions pour assurer sa domination sur le monde et inonder celui-ci de produits américains. Les financiers américains auraient organisé la guerre. Les Etats-Unis réagissent et entrent au Conseil Supérieur de Guerre de Rapallo. Ensuite, pour détacher l'Autriche de l'Allemagne, ils décident de mettre la pression en déclarant la guerre aux Autrichiens le 4 décembre[584]. Cette décision ne doit rien ni à Nitti, ni à la Consulta. Les événements en Italie ont eu une influence que très légère[585]. Cet acte est de la poudre aux yeux, de la propagande pour soutenir les Alliés isolés et essoufflés, pour combattre les idées bolcheviques.

En cette fin d'année 1917, nous pouvons voir que l'Italie est vassalisée économiquement et marginalisée politiquement vis-à-vis des Etats-Unis. La diplomatie italienne s'affronte aux Etats-Unis sans voir qu'elle n'a plus aucun moyen d'action. L'entrée des Etats-Unis au Conseil Supérieur de la Guerre à Versailles alourdit encore la dépendance totale de l'Italie envers les Alliés et les Américains. Nous allons maintenant étudier l'affrontement entre les Etats-Unis et l'Italie au niveau diplomatique avec la question adriatique.

γ – La question adriatique : stratégie ou idéologie wilsonienne :

C'est la question de fond qui oppose les Etats-Unis et l'Italie. C'est le choc de deux visions différentes du monde : le wilsonisme contre la stratégie classique ou la realpolitik. Nous allons étudier cet affrontement entre les deux nations durant l'année 1918. Il ne faut pas oublier deux faits :

[583]FRUS, Rapport du colonel House du 17 décembre 1917, 1917, supplément 2, volume 1, p. 334-345, DS, W DC
[584]DS, Public PWW Discours à la session commune des deux chambres, 4 décembre 1917, volume V, p. 128-139, WDC
[585]Liliana Saiu, *Gli Stati Uniti e Italia nella Grande Guerra 1914-1918,* Rome, 2003, p. 136

- l'Italie est déjà vassalisée par les Etats-Unis.
- les Etats-Unis n'acceptent que le condominium anglo-franco-américain sur le monde.

Dans les premiers jours de 1918, les Etats-Unis envoient des unités militaires sanitaires et des officiers chargés d'étudier la possibilité d'un déploiement de soldats américains sur le front italien. L'objectif de cette décision est un effet d'annonce et donc une opération de guerre psychologique. Il s'agit de toucher l'opinion publique italienne et la classe politique avec un hôpital militaire américain sur le théâtre. C'est le début d'une opération de propagande américaine pour endormir l'Italie, mais à quelle fin ? Les Etats-Unis voient le front italien comme une guerre périphérique grandement fragilisée par Caporetto. Il faut donc soutenir le moral pour maintenir l'Italie dans la guerre sans envoyer des troupes américaines en Italie. Les Etats-Unis complètent cette propagande par l'envoi d'une mission militaire assez nombreuse en Italie. Nous y trouvons le général Eben Swift, chef de la mission, le capitaine Fiorello notamment. Elle s'installe à Padoue près du *Commando Supremo*[586]. Selon Page, les effets psychologiques de cette mission ont été très intéressants pour la popularité des Etats-Unis en Italie. Les Italiens pensent que le « grand frère américain » s'intéresse à eux. Si l'Amérique est populaire dans le coeur des Italiens, elle peut un jour retourner l'opinion contre son gouvernement et faire arriver des dirigeants plus favorables aux thèses wilsoniennes.

Le Président Wilson, après les annonces bolcheviques, prononce son discours des Quatorze points devant le Congrès le 8 janvier 1918. Dans son programme pour la paix, trois points portent atteinte au Traité de Londres de 1915 et aux revendications italiennes. Le point neuf énonce clairement la définition des frontières qui doit reposer sur le principe des nationalités. Or, l'Italie veut mettre en oeuvre ses frontières naturelles : les Alpes, ce qui présuppose d'absorber des populations autrichiennes. Le concept des frontières naturelles repose sur la pensée stratégique classique et clausewitzienne alors que le principe des nationalités est un des fondamentaux du wilsonisme. Le divorce doctrinal est clair. De plus, c'est une revendication majeure de l'Italie signifiant le refus des Etats-Unis de voir appliquer le Pacte de Londres. L'opposition américano-italienne ne peut pas être plus profonde. Le point onze porte atteinte aux revendications adriatiques. En effet, il veut donner un accès à la mer aux Serbes, faire respecter les nations dans leurs droits : indépendance, intégrité territoriale avec des garanties internationales.

Très clairement, les Etats-Unis refusent que des territoires slaves soient donnés à l'Italie (la Dalmatie, et l'Istrie) et que les Italiens forment un protectorat sur l'Albanie. C'est le refus de tout le programme stratégique de Sonnino. Enfin, le point douze certifie la souveraineté ottomane libre de toute ingérence. Ce qui s'oppose aux sphères d'influence des pays de l'Entente sur la future Turquie,

[586]FRUS, Lettre de Lansing à Baker du 21 février 1918, 1918, supplément 1, volume 1, p. 128, DS, WDC et DS, PWW, Lettre de Page à Wilson du 26 février 1918volume 46, p. 456, WDC

notamment pour les Italiens : Adalia. Ce programme américain met un frein à toutes les visées impérialistes mais surtout les vues italiennes. Ce discours est publié en Italie le 10 janvier.

Page va voir Sonnino pour sonder ses réactions. Pour Sonnino les intérêts italiens nécessitent des éclaircissements. Il argumente en disant que « les aspirations qu'ils voient comme des buts impérialistes sont en fait simplement la défense, la sécurité et l'indépendance » notamment en Adriatique[587]. Page transmet au Département d'Etat les réactions italiennes, non seulement de Sonnino mais de la presse aussi. Les journaux socialistes et catholiques approuvent sans réserve alors que les autres craignent pour les revendications italiennes sur l'Adriatique et la Méditerranée orientale. Sonnino demande à Cellere de discuter avec Wilson des buts de guerre italiens. Cellere évoque à Wilson des raisons de sécurité, d'équilibre stratégique entre les Puissances : le concert européen des nations[588]. Cependant, Wilson reste muet, d'autant plus qu'il ne veut pas le démembrement de l'Empire des Habsbourg. La situation se complique par le fait que le Royaume-Uni, lors du discours de Lloyd George devant les *Trade Unions* le 5 janvier, accepte le programme de paix américain et énonce ses buts de guerre : retour de l'Alsace-Lorraine à la France, libération des pays occupés et liberté des mers. Le Royaume-Uni se déclare prêt à revoir les traités signés au vu des nouveaux événements : la défaite de la Russie et l'arrivée des Bolcheviks au pouvoir. Sonnino y voit une trahison envers l'Italie. Sonnino le dit à Rodd le jour même.

Les faits sont là : l'Italie est isolée au sein de l'Entente puisque le Royaume-Uni se rallie aux Etats-Unis. Sonnino lui doute et télégraphie le 8 janvier à Imperiali que « la France et l'Angleterre ne voudraient pas céder sur leurs aspirations, mais seulement rester fidèle au programme commun, qui est un programme de vie et d'équilibre »[589]. Sonnino baigne dans les illusions car il ignore les réalités nouvelles de la guerre. Les Alliés, entre lui et Wilson, choisiront toujours l'Amérique. Face à cet isolement italien, Sonnino décide d'envoyer une mission à Londres. Orlando, lui-même, vient en parler avec Lloyd George. Le Président du Conseil Italien négocie le maintien du Pacte par des négociations avec Trumbić qu'il invite à Rome. Orlando cherche à conserver les gains de 1915 tout en faisant preuve de réalisme. Certaines concessions deviennent nécessaires du fait de l'isolement diplomatique de l'Italie. Il veut améliorer la position italienne au sein de l'Entente. C'est l'ouverture du dialogue mais sous la pression des Etats-Unis. La liberté diplomatique italienne n'existe plus puisque les Italiens sont condamnés à négocier pour avoir une seule chance de conserver leurs gains.

Face à cette tentative de réalisme italien, la volonté de l'Autriche-Hongrie d'entamer des pourparlers de paix fragilise encore l'Italie en cette fin du mois de janvier 1918. Orlando y voit le prélude à des vraies négociations austro-américaines, ce qui est une menace majeure aux intérêts

[587]FRUS, Page à Lansing, télégramme du 11 janvier 1918, 1918, supplément 1, volume 1, p. 12, DS, WDC
[588]ANA, NA, RG 165, carton n°556, Daily resume-Political-President Wilson's Message, 11 janvier 1918, WDC
[589]ASMAE, DDI, Série V, volume 9, document n°250, Télégramme de Sonnino à Imperiali et Bonin le 8 janvier 1918, Rome

italiens. La politique étrangère américaine a une influence énorme sur l'Italie et ses intérêts de par le monde. Sonnino le comprend et décide de lancer une grande offensive diplomatique aux Etats-Unis. Ce fait montre l'infériorité diplomatique italienne par la nécessité de parler avec Washington et d'accepter les décisions américaines. Orlando veut une mission spéciale mais Sonnino refuse et donne seulement des instructions à Cellere. Sonnino est très loin des nécessités diplomatiques du moment. Cellere voit Wilson pour lui dire que ce mouvement autrichien est une diversion pour ralentir les préparatifs de guerre américains[590]. Sonnino veut une confirmation écrite du respect du Pacte par les Alliés et les Etats-Unis. Les Alliés, lors de la troisième session du Conseil Supérieur de Guerre du 30 janvier, font une déclaration commune avec l'Italie. Ils déclarent la validité des accords passés[591].

La déclaration publiée le 4 février déclencha l'ire du Président des Etats-Unis. Lors de l'entrevue du 21 janvier 1918, Wilson refuse la politique des gages stratégiques, sauf si la Ligue des Nations est refusée par les pays du monde. Cellere, lui, énonce la position opposée : les gages stratégiques donnent le temps d'en appeler à la Ligue et non l'inverse. Au soir du 31 janvier, le fossé italo-américain demeure. Wilson demande aux Britanniques de redonner leur vue sur ce problème. L'Italie a obtenu trop, mais le gouvernement de Sa Majesté doit respecter aussi le Traité même s'il n'est plus en accord avec celui-ci[592]. Cependant, pour Wilson, sans l'appui des Etats-Unis, l'Italie ne peut rien espérer obtenir. La politique étrangère des Etats-Unis sur l'Adriatique est claire.

Les Italiens n'auront pas ce qu'ils demandent car, pour Wilson, l'objectif fondamental des Etats-Unis est une paix durable alors que celle de l'Italie est génératrice de futures guerres italo-yougoslaves.

δ –La doctrine du *Postponement* :

Pour Wilson, la politique étrangère italienne devient le symbole de l'impérialisme européen. L'origine de l'hostilité des Etats-Unis envers l'Italie est la politique hostile de l'Angleterre et de la France envers un pays qui a demandé beaucoup et fourni peu : l'affaire du sauvetage de l'armée serbe, le protectorat italien en Albanie au lieu d'aider Sarrail et l'armée alliée d'Orient (AAO), la préférence pour le front alpin à tout autre[593].

Cette hostilité des Alliés a été révélée au gouvernement américain lors des missions alliées aux Etats-Unis. En effet, Balfour a transmis aux Américains le Pacte de Londres et le point de vue

[590] ASMAE, DDI, Série V, volume 10, document n°145 et 147, Deux télégrammes de Sonnino à Cellere du 26 janvier 1918, Rome
[591] ASMAE, DDI, Série V, volume 10, document 173, Procés-verbal de la troisième session du CSG du 2 février 1918, Rome
[592] DS, PWW, Télégramme de Balflour à Wilson du 31 janvier 1918, volume 46, p. 180, WDC
[593] Daniela Rossini, *Il mito americano nell Italia della Grande Guerra*, Roma, 2004, p. 157-164

britannique sur le futur de l'Europe que le ministre anglais a rappelé le 4 mars 1918 devant la Chambre des communes. A partir de cette présentation alliée du pays et du constat stratégique américain, Wilson met en place la doctrine du *Postponement* vis-à-vis de l'Italie : n'aider les Italiens qu'idéologiquement et jamais sur le plan militaire ou diplomatique. Il s'agit pour l'Amérique de faire en sorte d'avoir un changement d'orientation politique autour des wilsoniens italiens : Bissolati, Albertini, Salvemini, Nitti e Malagodi qui ont siégés au Congrès de Rome au printemps 1918 pour conclure sur un accord avec le comité yougoslave. En effet, le gouvernement américain a la conviction de l'impossibilité d'un dialogue avec les autorités italiennes durant la période de guerre[594]. Par conséquent, les Etats-Unis vont isoler l'Italie sur le plan diplomatique. De plus, l'Italie est vassalisée économiquement par l'Amérique, militairement par la France. La voix de l'Italie devient inaudible à l'extérieur. Le processus de soumission du pays est lancé.

Au vu des conclusions précédentes sur la politique étrangère des Etats-Unis, nous allons maintenant étudier l'impact du wilsonisme sur la conscience politique italienne de 1917 à 1919.

b - Le wilsonisme et la conscience politique italienne 1917-1919 :

Wilson veut modifier la politique européenne en particulier, celle de Sonnino. Il met en oeuvre deux instruments : la doctrine du *Postponement* avec l'isolement diplomatique comme conséquence et le soutien aux opposants à Sonnino en Italie. Au parlement italien, il existe plusieurs courants politiques.

Nous avons les Socialistes, les Démocrates, les Conservateurs et les Nationalistes. En fait, il y a deux coalitions : les interventionnistes démocratiques et les nationalistes interventionnistes contre les neutralistes giolittiens. Le dernier courant est minoritaire depuis 1915. Deux coalitions interventionnistes se font face. Parmi les interventionnistes démocrates, nous trouvons les socialistes de Turati, les radicaux de Bissolati et les libéraux de tous bords avec le soutien de deux puissants journaux : *Il Corriere della Sera* de Martini et *Il Secolo* de Bissolati. De l'autre côté, nous voyons les nationalistes de Corradini, la droite sonninienne. Wilson, par l'entrée en guerre des Etats-Unis et le discours des Quatorze points, veut agir comme un soutien extérieur afin de pousser aux changements en Italie : une nouvelle politique étrangère italienne favorable au Programme pour la Paix américaine[595]. Pour atteindre cet objectif, il utilise donc cette arme : les pressions politiques internes pour pousser aux concessions nécessaires. Malheureusement pour Wilson, le bloc

[594]Ibid , p. 161-164
[595]Ottario Barié, *Wilson il wilsonismo nella conscienza politica italiana 1917-1919* , Acte du 1er Colloque international d'histoire américaine, 1976, Roma, p. 75-89

progressiste est faible suite à l'hostilité du P. S. I malgré le soutien du Turati. C'est le baiser de Judas.

En revanche, les interventionnistes démocrates italiens veulent la politique étrangère selon le principe des nationalités. Ils acceptent avec bonheur le programme du président américain car pour eux, l'Amérique est une grande nation démocratique qui stimule l'immigration populaire. Les interventionnistes ont l'image d'un Wilson combatif qui ira jusqu'à la victoire. Certains intellectuels reconnaissent leurs idées dans le wilsonisme. Par exemple, Antonio De Viti De Marco voit dans les quatorze points le programme radical italien exporté aux Etats-Unis[596]. C'était pour lui un « point idéal entre la gauche modérée italienne et le wilsonisme ». Luigi Einaudi y voit une nouvelle croisade pour la Liberté. Il engage une polémique forte avec le nationaliste Prezzolini qui combat le wilsonisme en le traitant « d'hypocrite et d'insignifiante tartuferie »[597] que les Italiens reprendront en 1919.

Pour les interventionnistes démocrates, les Etats-Unis sont le pays de l'émigration italienne, la superpuissance économique qui peut influencer le modèle socio-économique européen et marquer la guerre de son empreinte décisive. L'image des Etats-Unis est celle d'une puissance équilibrée et équilibrante capable du meilleur pour sauver le monde. L'intervention militaire américaine n'est que le simple prolongement de la diplomatie pacifique des Etats-Unis qui n'a qu'un but : la Paix. Il existe donc un mythe américain au sein de la gauche interventionniste italienne. Pour eux, cette guerre devient une croisade contre les dictatures, pour la liberté dont l'Entente est la personnification. Ils pensent que la victoire va amener des transformations sociales profondes vers plus de démocratie et plus de progrès social dont les Etats-Unis seraient la garantie. Cette image permet l'instrumentalisation de la gauche modérée par Wilson.

Cependant, les nationalistes dénoncent une puissance intéressée seulement à exercer l'hégémonie mondiale, qui défend ses intérêts nationaux. En avril 1917, lors de l'entrée en guerre des Etats-Unis, les interventionnistes démocratiques donnent à cet acte le sceau d'une nouvelle naissance de l'Entente qu'ils appellent la « guerre de libération »[598] ou « Aubaine de l'humanité »[599] Wilson y apparaît comme l'artisan de la Paix et qui la fondera sur un vrai concert des Nations avec une nouvelle organisation. Les socialistes léninistes critiquent cette position qui cacherait les intérêts économiques des Etats-Unis. Grâce aux nationalistes et aux léninistes, Sonnino reste en place d'autant plus qu'Orlando n'adhère que du bout des lèvres au wilsonisme. Sonnino est trop fortement soutenu par les nationalistes et la droite pour être débouté. Le divorce entre Wilson et les interventionnistes démocratiques va venir de la question autrichienne : faut-il démanteler l'Empire ?

Les interventionnistes démocrates y voient une nécessité pour soutenir les nationalités.

[596]Titre de l'article publié par De Viti De Marco dans *L'Unità* du 2 mai 1913, BDS, Rome
[597]Giorgio Prezzolini, *Collaborazione al Mondo*, publié dans *La Voce* 28 avril 1914, BDS, Rome
[598]Titre de l'Article de Bissolati paru dans *Il Secolo*, 4 avril 1917, Milano, BDS, Rome
[599]Titre de l'Article de Martini paru dans *Il Corriere della Sera*, 4 avril 1917, Milano, BDS, Rome

Sonnino adhère à la dissolution de l'Empire alors que Wilson va refuser jusqu'en novembre 1918. C'est Luigi Albertini qui va poser ce problème et qui va organiser le Congrès de Rome en avril 1918 avec Ruffini et Bissolati. En posant cette question, Le Congrès de Rome montre qu'il veut adapter le Pacte de Londres en s'entendant avec les Alliés et les Serbes avant la fin de la guerre alors que Wilson refuse ce traité et le combat. Wilson échoue à renverser Sonnino en dialoguant et en s'appuyant sur les interventionnistes démocratiques. La classe politique italienne a surmonté la division car elle est profondément unie autour du Pacte de Londres. Cependant, en maintenant Sonnino au pouvoir, les Italiens s'isolent diplomatiquement des Alliés et surtout des Etats-Unis. Il n'existe donc plus aucun moyen pour les Italiens d'influencer l'Alliance ou d'y défendre leurs intérêts. Wilson a perdu la bataille intérieure mais il a vaincu la diplomatie italienne en la rendant inaudible.

En conclusion sur ce point, nous avons vu que les Etats-Unis ont adopté la politique étrangère la plus dure vis-à-vis de l'Italie : la doctrine du *Postponement* qui isole et réduit le pays.[600] La diplomatie de Sonnino est vaincue par Wilson. De plus, les Etats-Unis ont accru la vassalisation économique et politique de l'Italie à travers leur aide matérielle, financière et la présence des Américains au Conseil Supérieur de Guerre. La soumission de l'Italie est inéductable.

Quelle est la politique militaire des Etats-Unis envers l'Italie ?

B – La présence militaire américaine en Italie et le faible poids de l'armée italienne :

L'aide militaire américaine sur le front italien s'articule autour de trois types d'actions ayant un but de propagande unique qui montre la volonté des Etats-Unis de refuser de se déployer sur ce théâtre périphérique. Aux yeux de Pershing, chef de l'*American Expeditionnary Force* (A. E. F) et du général Bliss, chef d'Etat Major de l'*U. S Army*, le front central d'où la victoire viendra est le théâtre français. La logique américaine est donc de concentrer les forces et les moyens matériels et financiers sur le front français tout en créant une armée américaine ou *U. S Army* indépendante des Alliés. Cependant, très rapidement, les Américains ont vu l'intérêt de déployer quelques unités pour soutenir le moral italien afin de maintenir le pays dans la guerre.

Cette activité militaire américaine va soumettre encore un peu plus le pays à l'Entente et aux Etats-Unis. La première action est une aide humanitaire massive pour soutenir le moral des

[600] Postponement = mot américain se traduisant par le renvoi en français. L'idée est de marginaliser l'Italie au sein de l'alliance. C'est la doctrine de l'isolement.

civils et des soldats. La seconde est une opération psychologique en Italie mené par le *Commitee on Public Information* (C. P. I). La troisième est le déploiement de 4 000 soldats américains sur le front italien pour soutenir le moral de l'armée. Ces actions américaines montrent le poids très faible dans la pensée stratégique d'outre-atlantique du front italien et la volonté de vassalisation idéologique afin de maintenir le pays dans la guerre. Il est évident que cette campagne de propagande américaine montre l'isolement de l'Italie par rapport aux grandes décisions militaires alliées. Nous verrons chacune de ces actions.

1 – L'aide humanitaire américaine à l'Italie :

C'est la première opération humanitaire de ce type d'envergure. Son objectif est d'aider, surtout psychologiquement, les Italiens sans envoyer de troupes et sans compromettre les Etats-Unis avec les buts de guerre italiens. Pour atteindre ce but, il est nécessaire de créer un lien direct entre les Etats-Unis et le peuple italien. L'aide humanitaire remplit parfaitement cette fonction[601]. Elle a été réalisée par deux organisations : l'*American Red Cross* (A. R.C) et le *Young Men's Christian Association* (Y. M. C. A). Ces dernières avaient des buts et des moyens différents.

a – L'*American Red Cross* (A. R. C) :

L'action de cet organisme a été permise par l'existence avant son arrivée d'un puissant mythe américain fondé sur le Nouveau monde où la liberté et la richesse sont possibles et sur l'émigration italienne de masse aux Etats-Unis. Ce mythe a engendré des attentes énormes avec l'entrée en guerre en 1917.

Antonio Gramsci résume très bien : « *La Merica é sempre Merica* »[602]. L'A. R. C arrive en Italie en novembre 1917. Les hommes de cette organisation humanitaire sont habillés avec des uniformes de l'*U. S. Army* de façon à les assimiler à l'effort de guerre américain. Orlando le décrit très bien dans son discours du 12 décembre 1917 sur l'oeuvre de l'A. R. C puisqu'il la lie à l'entrée en guerre de l'Amérique contre l'Autriche. Il en parle comme l'avant-garde de l'*U. S. Army*. Cette démarche accroît l'efficacité psychologique du soutien de l'A. R. C et de la diffusion du message wilsonien à travers elle. L'A. R. C est dirigée par le Colonel Perkins arrivé le 20 décembre. Le siège

[601]Daniella Rossini, *Il mito americano nell'Italia della Grande Guerra*, Roma, 2004, p. 89
[602]Antonio Gramsci, article tiré du *Il Grido del popolo* qui s'intiltule *Wilson e i Socialisti*, 12 octobre 1918, Milan, BDS, Rome

de l'A. R. C est Via Sardegna à Rome[603]. L'A. R. C opère dans tout le pays. Elle dispose en décembre 1918 de 949 agents qui sont relayés dans leurs actions par plus de mille volontaires italiens. En revanche, les hommes qui la composent sont constitués des réformés de l'*U. S Army*, souvent pour raisons médicales comme par exemple Ernest Hemigway, le romancier John Dos Passos et bien d'autres étudiants et intellectuels des universités américaines[604].L'A. R. C est organisé en trois divisions : les affaires civiles, les affaires militaires et les affaires sanitaires.

Les affaires militaires sont essentiellement les services des ambulances américaines sur le front. C'est l'*American Field Service* où sont affectés notamment 325 étudiants d'Harvard, 187 de Yale, 181 de Princeton et 105 de Cornell. 17 véhicules ambulances ont été offerts par Harvard. En janvier 1918, nous comptons trois sections d'ambulances ; puis en juin, l'A. R. C se déploie en force avec 104 ambulances, 25 véhicules auxiliaires et 135 hommes. Fin juillet 1918, elle atteint 30 sections avec 360 ambulances, 48 véhicules auxiliaires, 77 officiers et 1 641 hommes de troupe. Sur le front, elle a raccroché ses sections aux différentes armées italiennes. En décembre 1917, la première section était à Spinea derrière la 3ème italienne, la 2ème section à Mira et la 3ème section à Dola au service de la même armée dans la Basse Piave. Le 6 janvier 1918, la 1ère section était à Bassaro Del Grappa avec la 4ème armée. Les 2ème et la 3ème sections étaient avec la 3ème armée. La 4ème section était à Schio au profit de la 1ère et de la 2ème armée sur l'Asiago. Enfin, la 5ème section était le 24 juin à Fanzolo dans le secteur de la 8ème armée italienne. L'A. R. C complète son action militaire avec la mise en place de 22 cantines pour les soldats .Ces cantines ont été utilisées par plus d'1 million d'entre eux. A l'arrière du front, l'A. R. C installe des postes de confort pour les permissionnaires dans les gares. Dans ces postes, nous pouvons trouver une cantine, un hôtel, les journaux... Ce fut une brillante réussite au vu des décomptes rationnaires sur l'année 1918 : à Gênes, 500 000 soldats ; Ancône, 100 000 ; Naples, 90 000 ...[605] Nous venons de voir l'action de l'A. R. C dans le domaine militaire : soutenir les soldats et leur moral à l'arrière du front, leur sauver la vie lorsqu'ils se battent. Elle constitue une propagande très efficace car les coeurs des soldats sont acquis à l'Amérique par ce moyen tout en les remotivant. Les affaires militaires représentent 10 % des dépenses de l'A. R. C de novembre 1917 à juin 1918, soit 11 719 000 de dollars 1914.

Les affaires civiles ne sont pas en reste et c'est 65 % du budget de l'A. R. C. Il s'agit par ses actions de « gagner les coeurs et les esprits » pour que l'arrière tienne et soutienne le front. L'Italie a été découpée en seize secteurs dirigés chacun par un consul américain dans chaque grande ville. Il existe deux types d'actions : tout d'abord, la diffusion de l'information par des magasines, ensuite l'aide aux réfugiés et aux veuves. Cette division a eu un « excellent effet comme propagande »[606]. Pour célébrer l'anniversaire de l'entrée en guerre des Etats-Unis, l'A. R. C a organisé une tournée

[603]Henry Hughes, *The United States and Italy* , Cambridge University, Massassuchetts, 1965, chapitres 1917 à 1919
[604]Giovanni Cecchin, *Piave, Monticano, Tagliamento,* Chapitre 6, Princeton, Gli Americani , p. 163-178
[605]Daniella Rossini, *Il mito americano nell'Italia della Grande Guerra*, Roma, 2004, p. 93
[606]DS, PWW, Série II correspondances, Télégramme de Page à Wilson du 8 janvier 1918, WDC

pour distribuer une aide financière de 6,4 millions de lires à 290 000 familles dans 7 051 villes. Cette opération psychologique a brillamment fonctionnée suite à l'adhésion du peuple italien. L'A. R. C continue cette action de dons au profit des familles de soldats méritants reconnus par l'*Esercito*. Au départ, le don était de 50 lires en juin 1918 par famille. Puis, au vu du succès, il a été porté à 100 lires au rythme de 3 600 familles par mois, soit 306 000 lires sur trente jours, donc 3 600 000 lires à l'année. Cette action remotive les soldats. Après Caporetto, Diaz crée le service P de l'*Esercito* : service italien de propagande qui va tout de suite se jumeler avec l'A. R. C et la Y. M. C. A, puis le C. P. I.

L'action de la A. R. C porte sur 115 millions de dollars dont 74 332 000 aux affaires civiles avec 33, 11 % aux réfugiés, 17, 27 % à l'enfance et 22, 14 % aux familles de soldats. Les affaires militaires représentent 11, 719 millions de dollars. Les affaires sanitaires pèsent 15, 187 millions de dollars. Les aides aux tuberculeux valent 3, 486 millions et les fonds de réserves 1, 299. Un soldat de l'A. R. C ou de la Y. M. C .A touche 500 lires par mois, 750 pour un officier au lieu de 50 et 135 respectivement à grade égal pour les Italiens au sein de l'*Esercito*. Le gouvernement américain, qui finance ces organisations, met les moyens.

Nous pouvons très clairement voir les effets positifs de l'aide humanitaire américaine comme arme psychologique et de propagande au service de l'objectif de Etats-Unis. Nous allons aborder l'action de la Y. M. C. A.

b – La Young Men's Christian Association (Y. M. C. A) :

La Y. M. C. A est une organisation caritative protestante de la côte est des Etats-Unis. Elle est pour autant partie intégrante à l'A. E. F. Elle dépend directement du général Pershing.

La Y. M. C. A arrive en janvier 1918 en Italie sous la direction de John S. Nollen. Ce sont des soldats américains. Le quartier général de la Y. M. C. A en Italie se situe à Bologne à côté du P. C du général commandant *l'Intendenza Generale* de l'*Esercito*. Ce service a en charge toute la chaîne logistique de l'armée italienne. Cette organisation de la Y. M. C. A se concentre auprès des soldats italiens et se subdivise selon les armées italiennes. Le but est clair : une opération de propagande sur les soldats pour soutenir leur moral.

La Y. M. C. A crée 200 Missions du soldat dans tous les cantonnements italiens. Chaque unité a sa mission. Elle emploi 270 soldats américains et 1 800 volontaires italiens. La Y. M. C. A est symbolisée par un triangle rouge sur les engins de l'*U. S. Army*. Dans les Maisons de soldats, nous pouvons voir tout ce dont l'homme peut rêver : magasins, journaux, boissons, cigarettes, chocolat, cartes postales, papiers, télégraphie... Il s'agit de fournir aux soldats un lieu de détente et

d'informations. En effet, la propagande wilsonienne peut mieux pénétrer les esprits au repos que lorsqu'un soldat est dans une tranchée. Au vu de l'organisation importante que ces actions nécessitent, le gouvernement américain engage des moyens énormes.

La Y. M. C. A a distribué aux soldats italiens 15 millions de cartes postales, 12 000 000 de lettres, 1 000 000 de cartouches de tabac, 1 000 000 de ramettes de papiers à lettre... De plus, elle a fourni le cinéma en diffusant près de 500 films qui ont recueilli 19 000 000 de spectateurs. Le théâtre a rassemblé seulement 11 millions de visiteurs. Nous pouvons voir que le cinéma, par les images qu'il véhicule, est un excellent moyen de propagande. En revanche, il coûte cher expliquant pourquoi c'est l'*U. S Army* qui utilise ce moyen et non l'Entente.

Nous venons de voir l'impact de l'arme humanitaire comme élément clé de la propagande américaine qui vise à soutenir psychologiquement l'Italie et à éviter le déploiement des troupes américaines. Cette brillante diversion avait pour but de faire croire à un soutien massif des Etats-Unis alors que l'Italie ne présente aucun intérêt militaire. L'Italie est militairement soumise aux Alliés et aux Etats-Unis, tandis que le front italien ne représente rien à leurs yeux. En revanche, ne pas la soutenir, conduit forcément à la paix séparée et à devoir l'assumer à un moment ou à un autre. Il est donc nécessaire de motiver l'Italie par une opération psychologique, de grande envergure, pour la maintenir sous contrôle au sein de l'Alliance, d'où l'arrivée du C. P. I.

2 – Une savante opération psychologique du Commitee on Public Information :

Le C. P. I va mener d'avril à novembre 1918 une puissance offensive psychologique en Italie pour obtenir une victoire idéologique américaine.

Cette dernière doit produire deux effets :

- tout d'abord, soutenir le moral de la population jusqu'à la victoire.
- puis, faire pénétrer les idéaux wilsoniens pour renverser le gouvernement Orlando-Sonnino afin d'avoir un nouveau pouvoir conforme aux visées de Wilson.

C'est une puissante opération de déstabilisation du gouvernement et de soutien de l'armée italienne en faisant tenir l'arrière. Nous aborderons dans un premier temps l'organisation et les actions de C. P. I avec leurs résultats. Puis, dans un second temps, nous étudierons la vision américaine de l'Italie avec les rapports du C. P. I et ses conséquences.

a – L'organisation et les actions du C. P. I :

Le C. P. I ouvre une succursale à l'Ambassade des Etats-Unis à Rome en avril 1918. Avant cette date, Page avait créé un embryon de bureau de propagande avec l'aide du journaliste John Hearley. Peu après, le C. P. I ouvre ses bureaux *Via del Tritone, 142* au centre de Rome[607].

Ces bureaux font partis de la division Europe Occidentale de la *Foreign Section* qui est établie à Paris. A Washington, le siège du C. P. I réunit la *Foreign Section et la Domestic Section*. Il est chargé de la propagande wilsonienne aux Etats-Unis et partout dans le monde. Toute l'action italienne du C. P. I s'inscrit dans la lutte pour le contrôle des opinions nationales et la guerre idéologique contre les Empires centraux. Aux Etats-Unis, le C. P. I a quatre directions : le service télégraphique de Walter Rogers, le *Foreign Press Bureau* de Ernest Poole, le *Foreign Film Division* et le *Pictorial Service* rattaché à celui de Poole[608]. De ce tronc central dépend l'ensemble des cellules présentes dans chaque pays allié ou neutre.

Le bureau italien est dirigé par Charles E Merriam, professeur de Science politique à l'Université de Chicago. Il arrive le 29 mars 1918. C'est un républicain progressiste d'où son adhésion au programme wilsonien. Il a le titre de Haut Commissaire pour l'Italie et représentant spécial du Président. Merriam a d'énormes moyens à sa disposition. Il a des contacts avec Nitti, des entretiens avec Orlando, Sonnino, Diaz et le roi. Les premiers jours, il réalise une étude de la situation politique italienne, sociale et régionale. Ses principaux collaborateurs sont Gino Speranza, chef du bureau des renseignements politiques, les directeurs de l'A. R. C, de la Y. M. C .A en Italie et les consuls américains. Merriam a des relations avec des journalistes américains à Rome et obtient de précieuses collaborations : John Hearley, Edward Strutt de la *United Press*, John Bass, Edgar Mowrer du *Chicago Daily News*, Arthur Benington du *New York World*. Il reçoit l'aide du service aéronautique de l'*U. S. Navy* du capitaine Fiorello et des pilotes Spalding, Mosers et Wanger. Enfin, il reçoit l'aide totale des autorités civiles et militaires italiennes.

Cette situation est due à l'inexpérience de la section P. Le bureau italien a comme budget 10 000 dollars par mois, puis il augmente à 15 000 à la fin de l'été 1918. Le C. P. I a touché entre 120 000 et 140 000 dollars pour ses activités en Italie.

Il avait trois objectifs :

- répondre à Caporetto.
- relever le moral des Italiens.
- influencer les mentalités et les esprits italiens au profit du wilsonisme pour renverser la

[607] Les adresses italiennes commencent par le rue, le numéro puis la ville.
[608] Daniella Rossini, *Il mito americano nell'Italia della Grande Guerra*, Roma, 2004, p. 125-140

politique italienne jugée non conforme aux idéaux de Wilson.

Les deux premiers visent à soutenir l'Italie dans son effort de guerre alors que le troisième est vraiment une guerre psychologique avec une stratégie claire. Il s'agit dans ce cas pour les Américains de convaincre les Italiens de l'erreur de la classe politique et donc d'en changer pour amener un gouvernement favorable aux Etats-Unis. C'était l'objectif d'une partie de la politique de Wilson qui a échoué par la voie diplomatique. « La guerre n'est que la continuation de la politique par d'autres moyens » : la guerre psychologique[609]. Il va falloir faire naître un mouvement politique favorable. Toute cette manipulation montre l'opposition idéologique totale et diplomatique entre les Etats-Unis et l'Italie. Les Etats-Unis mènent une guerre psychologique contre le gouvernement italien à compter d'avril 1918.

Le C. P. I emploie 50 personnes au sein de quatre départements : le *News Department, le Photgraphic Department, le Department of Speakers* et enfin *le Cinema Department*. Nous allons étudier chaque section. Le *News Departmen*t, dirigé par John Hearley, diffuse les articles américains écrits à Paris et à New York par le *Pool Service* chaque semaine à travers l'Agence de Presse Stefani sous l'intitulé des nouvelles américaines en publiant au moins la moitié des papiers. Le département publie ses articles dans un bulletin journalier distribué au profit de 200 personnes au sein des milieux influents : journalistes, politiciens, militaires, universitaires. Le *Photographic Departement*, sous la direction de Byron M. Nester, a distribué beaucoup de matériels de propagande. Selon le bureau romain, il a délivré plus de 4, 5 millions d'affiches, 360 000 opuscules sur l'effort de guerre américain et son impact, 326 000 extraits des discours de Wilson, 200 000 bannières étoilées, 70 000 posters de Wilson, 66 000 posters américains sur la guerre, 33 000 partitions de *Stars and Stripes* (hymne national des Etats-Unis), 3 millions de photos américaines et 16 000 sur les villes et villages italiens.

Malgré cet effort énorme, la demande était encore plus forte. Merriam devait demander à Washington beaucoup de moyens pour la satisfaire notamment pour le 4 juillet 1918, jour de l'indépendance américaine. Le *Photographic Department* nouait en plus des contacts avec les entreprises pour faire afficher dans les magasins les photos du service. Merriam a réussi un contrat avec la firme *Singer* de machines à coudre qui a accepté de mettre les photos du C. P. I dans ses 400 échoppes italiennes. A l'exception de quelques grosses opérations, la plupart du temps la distribution de matériels se fait en petites quantités à travers un réseau italien constitué de syndicalistes, de préfets, de volontaires italiens. L'activité de propagande est donc très intense. Il nous faut étudier l'impact du cinéma.

Le *Cinema Department* a été le coeur de l'action du C. P. I compte tenu que l'image touche plus de gens que les mots notamment dans une Italie encore rurale. La solution adoptée était

[609]Carl Clausewitz, *De la guerre*, Paris, 2004, p. 6 à 10

d'associer les films commerciaux à ceux de la propagande. Les studios d'Hollywood sont donc devenus des partenaires essentiels du C. P. I à l'extérieur des Etats-Unis. Avec la guerre, les studios américains se sont taillés la part du lion du marché cinématographique chez les Alliés donnant au C. P. I un contrôle très efficace des images diffusées en Italie. Cette action permet au C. P. I de contrôler les imaginaires et les mentalités permettant de convertir les esprits italiens aux buts de guerre américains.

Les principaux films de propagande américains sont « *Pershing's Crusaders* », « *America's Answers* » ou « *Under Four Flags* ». Ils sont associés généralement à Charlie Chaplin, Mary Pickford et bien d'autres... En Italie, le *Foreign Picture Service* envoie 420 pellicules représentant 120 km de bobines. Le pointe de l'effort se situe à l'été 1918. Entre juillet et septembre, le département a distribué une soixantaine de journaux de cinéma américains et une cinquantaine de documentaires sur les villes et paysages américains. L'effort du service est sur Rome avec plus de 20 salles même si le département a développé son action dans toutes les villes italiennes.

Le *Department of Speakers* est dirigé par Rudolph Altrocchi et Kingsley Loses envoyés directement par le Quartier Général américain. L'objectif de ce service est d'évaluer l'effet de propagande américaine, d'étudier l'Italie et sa société pour l'optimiser. Les deux responsables ont organisé des voyages avec des itinéraires précis afin d'affiner l'analyse par région et par classe sociale. A partir des faits, ils construisent un compte-rendu précis de la situation politique, économique et sociale de l'Italie. C'est du renseignement politique que Wilson a eu parfaitement connaissance suite aux nombreux rapports du C. P. I en Italie.

Cette analyse a dû renforcer son hostilité au gouvernement italien. Ce service bénéficie du soutien des oeuvres fédérales (organisation de volontaires par la propagande civile), du bureau *Publicity* de l'A. R. C et de plus de 1 500 relais en Italie. Il existe une douzaine d'analystes dont Benington du *New York World*, le sénateur américain Salvatore Cotillo d'origine italienne, quelques Italiens : Oreste Poggliolini, Guglielma Ronconi, Mary Orsolini et Adalgisa Persico. En trois mois par différents moyens, ils ont interviewé plus de 5 millions d'Italiens.

Au niveau social, la propagande socialiste et défaitiste touche les régions du nord industriel et Rome qui sont des zones difficiles en terme d'influence américaine. Dans ces régions, le plein emploi a évité l'émigration en Amérique et donc le mythe américain y est faible. Il est donc stratégique de vaincre idéologiquement dans ces régions pour avoir la victoire, d'où l'utilité de ces analystes. Les agents du C. P. I se concentrent sur les ouvriers et les classes sociales pacifistes. La propagande américaine doit s'accroître selon Benington au mois d'août 1918 surtout à Terni et à Turin, les villes touchées par la crise sociale en 1917.

Pour réussir, Washington envoie en mission des démocrates interventionnistes américains dans ces régions composée de John Spargo, chef de la mission et Président de la *Social Democratic League of America*, de Charles Russell et A. M Simmons, elle a agi de août à septembre 1918. Les intervenants réussirent à convaincre les ouvriers du triomphe de la vision wilsonienne : démocratie et paix pour bâtir le futur socialisme mondial. Merriam salue leur intervention. Bissolati a encouragé cette campagne. C'est insuffisant pour renverser Sonnino à la Chambre[610].

Il s'agit de se pencher sur la vision américaine de l'Italie à partir des rapports du C. P. I. Ces documents vont expliquer la volonté de ne pas négocier avec les Italiens.

b – Portrait de l'Italie dans l'imaginaire américain de 1917 à 1919 :

Pour le C. P .I, l'analyse de la situation italienne est simple. Caporetto est une débâcle militaire due à la propagande ennemie, papale et socialiste contre l'*Esercito*. C'est la démonstration de la crise politique, sociale et économique du pays.

A ses yeux, la société italienne est coupée en deux :

- une Italie réelle : démocratique, wilsonienne, libérale soutenue par le peuple et les démocrates interventionnistes.
- une Italie officielle : sonninienne, impérialiste, aux antithèses du wilsonisme avec l'appui des nationalistes et de la droite italienne.

Pour le C. P. I, si l'Amérique soutient la première, un nouveau régime proaméricain peut naître. Il faut rallier les Italiens autour de wilsonisme pour le C. P. I. Cette attitude n'a pas lieu d'être traditionnellement vis-à-vis d'un Allié, ce qui montre l'opposition entre les deux pays. Pour le C. P. I, il est donc nécessaire pour vaincre d'avoir un dialogue direct entre Wilson et les Italiens. Ce rêve d'un nouveau pouvoir est récurrent dans la pensée des protagonistes américains au point qu'ils ont théorisé la formation d'un parti de gauche modéré au service des Etats-Unis sans que les dirigeants de ce mouvement s'en aperçoivent. Cependant pour réussir, il faut un leader capable, jeune, honnête mais aucun ne correspond aux critères américains : Bissolati est trop vieux, Turati isolé au sein du P. S. I et Nitti trop opportuniste. Pour les Américains, aucun interlocuteur n'est possible, ce qui explique en profondeur la volonté américaine d'isoler le gouvernement italien puisqu'il n'est pas possible de le renverser dans les conditions de ce moment précis.

Il est donc très clair qu'à partir de ce constat, Wilson n'avait d'autre choix que s'opposer diplomatiquement à l'Italie, la vassaliser s'il pouvait et l'ignorer militairement pour réduire son poids

[610]Daniella Rossini, *Il mito americano nell' Italia della Grande Guerra*, Roma, 2004, p. 135-141

dans les futures négociations de paix à peu de chose. La guerre psychologique, que l'Amérique a lancé, a échoué même si les Etats-Unis ont atteint leur deuxième objectif : le maintien de l'Italie dans la guerre.

Pour maintenir cette réussite, le gouvernement américain décide d'envoyer en Italie une unité combattante qui va vérifier l'effet d'annonce de la propagande du C. P. I : l'effort de guerre des Etats-Unis aide bel et bien l'Italie. La méthode la plus visible est d'envoyer une unité.

3 – L'envoi de soldats américains à des fins de propagande :

Wilson, après accord de ses généraux Bliss et Pershing, envoie le 332ème R. I qui appartient à la 83ème D. I de la 1ère Armée Américaine en Italie[611].

Les Américains mettent à disposition 3 600 hommes dont 2 000 du 332ème R. I et 1 600 du 331ème M. A. S. H (*Mobile Army Surgery Hospital*). Ils embarquent le 8 juin 1918 à Norfolk et atteignent Liverpool le 15. Puis en train, ils arrivent à Southampton et traversent la Manche. Ils finissent le voyage des côtes françaises du nord à la plaine vénitienne en train. Les Américains sont le 23 juin en Haute-Marne à cause de l'offensive allemande en Champagne en réserve. Ils reprennent le voyage le 24 juillet 1918. Le 28, le 332ème R. I atteint Turin et le 331ème M. A. S. H en bateau de Marseille arrive à Gênes. Puis, le 1er août, les unités américaines sont à Vérone où elles sont accueillis par le roi. Le 332ème R. I entre en ligne la dernière semaine d'octobre durant la bataille de Vittorio Veneto aux côtés des Alliés[612].

A part cette unité combattante, l'armée américaine a toujours refusé d'envoyer plus de troupes alors que les demandes italiennes pleuvent. Le général Bliss a écrit au secrétaire d'Etat à la guerre Baker le 1er mai 1918 pour refuser cet envoi : « Je ne suis pas favorable à l'envoi de troupes en Italie à cause de la sécurité précaire des autres unités qui nous préoccupent »[613]. L'armée a refusé cet envoi. Pour elle, c'est contraire à la logique militaire de concentration des forces et de l'économie des moyens pour vaincre sur le seul vrai front : la bataille de France. Durant la 8ème session du Conseil Supérieur de Guerre, début juillet à Versailles, Bliss expose la position américaine. Elle est reprise dans le mémorandum du 18 juillet du Département d'Etat sur l'envoi de toutes troupes américaines hors du front français. Le gouvernement des Etats-Unis refuse de diviser

[611]War Department, *Orders of Battle of the U. S Land Forces in the World War I , American Expeditionnary Forces , Division*s, volume 2, 1931, WD, WDC
[612]USAWC, *Historical Section*, *332nd Regiment of Infantry on the Italian Front* , document dactylographié, 1922
[613]DS, PWW, volume 47, Lettre de Bliss du 1er mai 1918, p. 487, WDC

son armée en plusieurs morceaux sur divers théâtres secondaires dont l'Italie et la Russie[614]. De plus, les troupes américaines sont aux ordres du général Foch selon la convention de mars-avril 1918, comme le rappelle le général March, chef d'Etat major de l'*U. S. Army*. C'est donc à Foch de décider de l'utilisation des soldats américains. Cependant, aucune convention ne parle du front italien. Enfin, pour Pershing, la 1ère Armée Américaine fait partie du commandement suprême interallié et non le Commando Supremo. Pershing n'accepte pas de séparer ses armées. Le Président Wilson ne fait que reprendre ses arguments dans sa communication du 29 juillet.

Le gouvernement italien essaie de livrer bataille mais sans succès. Le 12 juillet, Orlando demande à Imperiali de mettre en évidence la différence de traitement entre les deux fronts français et italien en faisant de celui-ci une question de justice. Le 2, Orlando avait fait une requête à Washington pour avoir plus de troupes en parlant de prudence militaire ; mais Sonnino préfère argumenter autour de l'avantage moral qui en découlerait. Imperiali sonde les Anglais qui le renvoient vers Foch. Orlando est débouté par Wilson qui évoque les vingt divisions allemandes supplémentaires en France. Le gouvernement italien n'est pas crédible vis-à-vis des Alliés expliquant aussi le refus américain. Les Italiens s'enlisent. Le 28 août, le débat est clos.

Cependant, l'arrivée des troupes américaines a soulevé un grand enthousiasme chez les Italiens et redressé encore un peu le moral de l'*Esercito* aux dires de Sonnino[615]. En effet, l'envoi d'un seul régiment d'infanterie ne peut avoir que ce seul impact. Ce n'est pas un R. I qui peut vaincre une armée. L'envoi du 332ème R. I a été un instrument de propagande et rien de plus.

En conclusion du chapitre sur la présence militaire américaine en Italie, nous pouvons dire qu'elle est en adéquation avec la doctrine de la politique étrangère de Wilson face à l'Italie : le *Postponement*. Elle vise à soutenir l'Italie tout en la rendant inoffensive pour l'après-guerre. L'armée américaine s'est arc-boutée sur la victoire morale du wilsonisme et le soutien moral inconditionnel du pays à travers l'action humanitaire de l'*U. S. Army*, l'envoi du 332ème R. I et l'action du C. P. I. Cependant elle a échoué à renverser Sonnino en s'appuyant sur un courant intérieur de type wilsonien.

Quand aux relations italo-américaines en général, c'est l'opposition idéologique entre les deux pays qui est responsable de l'isolement diplomatique de l'Italie. La vassalisation s'est accrue au niveau économique. Militairement, l'Italie est vue comme marginale. Par conséquent, la soumission au leadership américain, anglais et français est totale. Nous allons maintenant étudier la manière dont la domination économique alliée sur le pays, notamment avec le poids de la finance américaine, a vassalisé avec efficacité toute l'économie italienne.

---

[614]ASMAE, DDI, *Série V*, volume 9, document n°237, Texte du mémorandum du 18 juillet 1918 transmis par Cellere à Sonnino, Rome

[615]Liliana Saiu, *Stati Uniti e Italia 1914-1918* , Roma, 2004, p. 213-225

C – La domination économique des Etats-Unis et de l'Entente sur l'Italie :

Nous avons vu que les Etats-Unis s'opposent catégoriquement au niveau stratégique à l'Italie tant dans le domaine diplomatique que militaire. Il faut rappeler que l'essentiel du pouvoir des Etats-Unis est financier. L'Italie a comme politique financière dans cette guerre l'endettement et l'émission de monnaie.

Les dépenses publiques ont atteint 23,2494 milliards de lires constantes or 1914 en 1918. L'Italie a trouvé le financement suivant 51,471 milliards de Lires courantes par la dette, à 11,924 avec la planche à billets et à 12,312 d'encaisses du Trésor exceptionnelles[616]. Le pays a réalisé cinq emprunts nationaux de 15,344 milliards de Lire-or selon la *Banca Commerciale Italiana* (B. C. I). Fin 1918, la dette atteint 39,911 milliards de Lires or et 8,346 pour les bons du Trésor et l'émission de billets. Suite aux accords de Nice et de Londres, la dette vis-à-vis du Royaume-Uni et des Etats-Unis est de 24,220 milliards de Lires dont 64 % avec les Anglais et 35 % pour les Américains.

Nous pouvons voir une baisse du taux de change de la Lire de 20 % en 1915, de 5 % en 1916 et de 22 % en 1917. Tous ces éléments se conjuguent avec une inflation élevée et plus forte que dans les autres pays de l'Entente : 1913 base 100, 1918 409, soit multiplier par 4.

L'industrie italienne s'est développée en passant de 25 à 30 % du P. I. B qui a lui globalement augmenté de 30 %. Cependant, ce qui freine l'économie, c'est l'effondrement de l'agriculture en 1917. De 1914 à 1918, la production céréalière moyenne est de 57 millions de quintaux alors qu'en 1917, elle baisse à 37 millions. Pour éviter la famine, le gouvernement a dû importer massivement des céréales américaines à partir de 1916. Le prix des céréales est passé de 3 Lires au quintal à 7.5, soit une inflation annuelle de 50 %. Le phénomène est d'autant plus inquiétant qu'il se greffe à une invasion après Caporetto des régions agricoles les plus riches (Vénétie), ce qui a réduit la S. A. U (Surface Agricole Utilisée). Enfin, le pouvoir d'achat s'est effondré du fait de la hausse des prix alors que le pays voyait une très forte accélération de l'inflation. Le gouvernement a essayé de réagir en février 1918 en créant la mobilisation agricole pendant de celle réalisée dans l'industrie : c'est l'échec. La collectivisation est opposée à la mentalité agricole. C'est le temps des réquisitions et du marché noir. Le salaire réél agricole baisse de 68 %[617].

---

[616] ACS, *Il bilancio dello stato dal 1913-1914 al 1929-1930 e la finanza fascista a tutto l'anno 8*, Ministère des finances, Rome, 1931, *MFI et Relazione della commissione parlamentare d'inchiesta per le spese di guerra*, Rome, CD, 1923

[617] Andrea Leonardi et Alberto Cova, *Il novecento economico italiano ; dalla Grande Guerra al miracolo economico 1914-1962*, Bologna, 1997, p 1-56 et V. Zamagni, *Dalla periferia al centro 1861-1981*, 1990, Bologna, p 269

Ce petit bilan économique permet de situer l'Italie qui est devenue une puissance économique et industrielle. Cependant, les dangers de sa politique financière audacieuse la poussent de plus en plus vers la crise financière et monétaire dénoncée par Stringher dès 1916. Il est donc urgent pour l'Italie de trouver des fonds et le seul pays qui possède ces ressources est les Etats-Unis.

Comment s'est déroulée la mise sous tutelle financière de l'Italie par les Alliés ?

1 – De Caporetto à l'Armistice :

Caporetto fait partie des chocs exogènes pour une économie en particulier au niveau financier. Tout le système bancaire est logiquement fragilisé à deux niveaux. Tout d'abord, il existe la migration des banques des territoires occupés vers la zone libre d'où une désertification bancaire. Ensuite, nous pouvons constater une peur des épargnants, qui pourrait déclencher un *rush* vers les banques pour liquider les avoirs. C'est le mécanisme du *credit crunch* : la disparition de toutes liquidités.

Cette disparition de liquidités aurait deux effets : la chute du cours des actions par une vente en cascade pour rembourser les banques et donc un krach boursier ; ensuite, l'entrée en récession de la sphère réelle par une cessation de paiement générale. Pour éviter ce scénario noir, la B. d. I décide de prendre ses responsabilités, car elle est investie « *d'un prestige moral* »[618]. Elle va approvisionner tout le système bancaire en liquidités en émettant de la lire en quantité : 11 % de la masse monétaire en plus. Cette distribution va se concentrer sur les trois régions limitrophes de l'ennemi : la Vénetie, la Lombardie et l'Emilie-Romangne. La Banque d'Italie est le prêteur en dernier ressort du pays. La seule mesure classique prise est l'augmentation de 0,5 points du taux d'escompte. Cependant, cette décision fait entrer le pays dans une nouvelle crise monétaire que seuls les Etats-Unis peuvent résoudre.

a – La mise en place du *Clearing principle* :

Dans la foulée de Caporetto et de création du C. S. I de Versailles, les Alliés imposent à l'Italie en novembre 1917 *l'Interally Council for War Purchases and Finance*. C'est le secrétaire d'Etat au Trésor des Etats-Unis, Oscar T Crosby, qui préside le conseil.

Il fonctionne à compter de janvier 1918. En parallèle, le Royaume-Uni avec le soutien de la France, place sous son hégémonie économique différents organismes spécialisés pour acheter

[618] ASBI, BI, Adunanza per il 1917, p 45, Rome, 1917

certaines matières premières ou approvisionnements particuliers. Les Alliés créent et imposent à l'Italie le *Wheat executive*, *l'Interallied Munition Council*, le *Food Council* et le *Transport Council*[619]. Londres va représenter les alliés, dont l'Italie, aux Etats-Unis pour acheter ces matières premières ou matériels. Cette organisation a deux avantages : maintenir la parité livre sterling – dollar et l'obtention d'un bon prix par la mise en place de ce monopsone au lieu de tarifs élevés. Les Alliés mettent en place en complément des *Clearing Banks* pour payer les importations sans en avoir les moyens financiers. Le *Clearing Principle* est la création de comptes pour tous les pays et les excédents des uns paient les déficits des autres. C'est l'œuvre de la *British-Italian Banking Corporation* à Londres début 1917 et la *Banca Italo-Britannica* à Milan en 1917[620]. Ces banques permettent de financer la guerre par un crédit à un taux d'intérêt très avantageux sans en subir le poids.

Avec ce système, les Etats-Unis paient 100 millions de dollars à l'Italie en mai 1917 pour être utilisés exclusivement au financement des exportations américaines dans le pays. Du 6 avril 1917 au 30 novembre 1918, les Etats-Unis prêtent 1,210 milliards de dollars-or à l'Italie, soit 60,5 millions par mois. Le rythme de l'endettement de l'Italie est énorme ce qui va provoquer une grave crise monétaire et financière.

Quelle peut être la réaction du nouveau ministre du Trésor : Nitti ?

b - L'appel à l'aide de Nitti :

α- L'appel aux aides économiques alliées :

Nous venons d'assister à la mise en place des outils de la domination économique alliée. La création de ces conseils interalliés à dominante économique sous la direction des Etats-Unis ou du Royaume-Uni a vassalisé l'économie et les finances italiennes en organisant le ravitaillement du pays et ses paiements.

Nitti devient le nouveau ministre du Trésor le 29 octobre 1917 dans le cabinet Orlando. Face à la situation économico-financière désastreuse, Nitti lance un appel à l'aide aux Alliés fin novembre. Nitti veut garantir les approvisionnements de l'économie italienne et ses moyens financiers[621]. Il demande à Sonnino de réaliser cette tâche mais il a bien compris l'opposition de son collègue à ses requêtes.

---

[619] Giancarlo Falco, *L'Italia e la politica finanziaria degli alleati 1914-1920*, Pise, p 53
[620] Recueil Relations avec les Etats-Unis, l'Angleterre…1916-1917, Cartons Verts, bureau étranger de Presse, *Papiers sur les relations économiques anglo-italiennes*, BDIC, Paris, 1916-1917
[621] ACS, *Carte Nitti*, scat 4, fax 5, lettre de Nitti à Sonnino du 16 novembre 1917, Rome

Tout d'abord, Nitti veut mettre en place un haut commissaire italien appartenant au Trésor à Washington. Il pense à Marconi, doté d'une superbe image aux Etats-Unis, ce qui permettrait une petite opération de propagande en même temps[622]. Le Parlement avait confié cette tâche à l'Ambassadeur. Nitti veut un agent neutre, efficace et crédible loin des intrigues du baron Mayor des Planches dont la présence à Londres est un danger car il monte les fonctionnaires les uns contre les autres. Ensuite, Nitti veut offrir aux Alliés des garanties sur une organisation financière italienne efficace et sûre ainsi qu' au niveau commercial. Ces garanties permettraient d'obtenir la confiance des Alliés sur l'utilisation des ressources fournies par eux. Enfin, il met en place un plan de mobilisation économique pour rassurer les Alliés sur l'effort de guerre italien. Nitti a clairement un autre regard que Sonnino sur les Alliés.

Sonnino voit dans les Etats-Unis une menace pour l'Italie en Méditerranée tandis que Nitti pense aux besoins essentiels du développement de l'économie italienne dont les finances ont besoin de l'Amérique. De plus, après la guerre, une relation amicale avec les Etats-Unis attirerait des capitaux dont le pays va avoir besoin. Nitti, le 19 novembre, part au Royaume-Uni pour négocier directement avec le sous secrétaire d'Etat au Trésor américain Crosby. Nitti envoie une lettre à Crosby pour demander l'aide des Etats-Unis[623]. Il déploie ainsi son memorandum. L'Entente a besoin d'une Italie en guerre et les Italiens veulent résister. Cependant, l'Italie est dans la nécessité. Nitti expose les chiffres des besoins de l'Italie en présence de Crespi et de Giuffrida à Londres. Il évoque avec Crosby les dangers qui guettent l'Italie. La situation alimentaire en Calabre et dans le Mezzogiorno est une catastrophe : seulement quinze jours de pain d'avance selon les préfets. Sans pain, le risque révolutionnaire est élevé[624].

La situation est donc difficile au point que Luigi Einaudi le 10 novembre dans le *Corriere della Sera* fait le constat suivant. : « L'Italie vit avec les ressources alliées, transportées par leurs navires et payées par leurs crédits ou qui font survivre l'Italie » [625].

β – La vision de Nitti sur la domination alliée :

Nitti veut soutenir l'économie italienne en utilisant toutes les ressources et surtout engendrer un grand développement industriel d'après-guerre. Il ne cesse de le rappeler lors des réunions interalliées, notamment le 30 novembre 1917 à Paris en présence d'Orlando et Sonnino.

[622] Alberto Monticone, *Nitti e la Grande Guerra*, Milano, 1966, p 144-149
[623] ACS, *Carte Nitti*, scat 1, fax 1, feuillet 2, Lettre de Nitti à Crosby retraçant son mémorandum du 19 novembre 1917, Rome
[624] Silvio Crespi, *Alla difesa d'Italia in guerra a Versailles. Diario 1917-1919*, Milano, 1937, p 7-8
[625] Luigi Einaudi, article *La realtà in afre* publié par Corrierre della Sera, 10 novembre 1917

Pour réussir son objectif industriel, il a besoin de la solidarité financière alliée après le conflit pour payer la facture de leurs approvisionnements. En novembre 1917, le problème du charbon et des changes reste un poins de blocage. Au final, Nitti croit en l'aide alliée mais il faut rassurer le Royaume-Uni et les Etats-Unis. L'Italie doit inspirer la confiance, et la crédibilité financière. Nitti pense qu'il faut aligner la politique étrangère italienne sur les Quatorze points de Wilson. Les Américains envoient dans ce but une mission économique à Rome pour faire le point des dettes de 1914 au 31 décembre 1917 et prévoir les besoins en 1918. Cravath, chef de mission, prend contact avec Nitti. Dans sa lettre du 11 janvier 1918, Cravath évoque la nécessité d'acheter en monnaies nationales chez les neutres pour maintenir le change du dollar, notamment en Espagne.

Après cette visite américaine, Nitti veut l'alignement de l'Italie sur le principe des nationalités pour assurer l'avenir d'après-guerre. Il s'oppose à Sonnino. Cette option politique l'isole au sein du cabinet. Nous allons maitenant étudier la crise monétaire et financière de l'Italie et le secours des Alliés instaurant leur domination.

c – Une nouvelle crise monétaire et financière :

A compter du 31 octobre 1917, le gouvernement Orlando est en place. Nitti (F. S) est le nouveau ministre des finances. Il voulait être *« l'animateur »* du gouvernement[626]. Nitti veut résoudre cette crise monétaire et réunit le consortium bancaire le 4 et 5 novembre 1917 en pleine catastrophe militaire et économique.

Nitti veut mettre en place un Institut national pour le contrôle des changes avec les pays étrangers. Il veut mettre en œuvre le contrôle et des capitaux pour sortir du triangle d'incompatibilités de Mundell[627]. Il s'agit par ce biais de stopper la fuite des capitaux qui avec Caporetto fait chuter la Lire. Au niveau du taux de change, l'Etat va recevoir toutes les demandes d'importations des Italiens et acheter les produits à l'étranger en dosant savamment la part de la lire et des devises dans l'achat. Les changes deviennent fixes par le contrôle de la banque centrale. Les capitaux ne sont plus libres d'aller n'importe où. La politique monétaire retrouve son autonomie. Stringher est opposé à cette politique financière puisque dès le 19 novembre, il signifie son opposition à Nitti en signant un accord de collaboration entre la B. d. I et les cambistes. Ce désaccord brise l'entente entre le Trésor et la B. d. I. Les banquiers préfèrent le consortium et la coopération plutôt qu'un institut de contrôle des changes étatique.

---

[626] Frederico Saverio Nitti, *Memorie : Rivelazioni, Dramatis Personne*, Bari, 1963, p236

[627] Triangle d'incompatibilités de Mundell : en politique monétaire 3 objectifs sont opposés = l'autonomie de la dite politique, la liberté de mouvement des capitaux et la fixité des changes. Vous devez choisir 2 objectifs sur trois. Dans notre étude, Nitti choisie l'autonomie de la politique monétaire et la fixité des changes. Il sacrifie la liberté des capitaux en contrôlant les changes.

Nitti avait une vision différente du rôle de l'Etat. Il veut un Etat interventionniste. Son action est orientée vers la taxation des profits énormes de la guerre, la centralisation de l'économie de guerre et une réduction des coûts de production. Nitti conçoit une économie dirigée[628]. Cette gestion étatique s'oppose à la vision libérale de Stringher. L'Institut de contrôle des changes voit le jour le 11 décembre 1917. Stringher a réussi à empêcher une seule disposition d'exister : la cession forçée au gouvernement des avoirs financiers privés italiens dans des pays neutres ou alliés[629].

Le jour où ce service étatique est créé, la spéculation contre la lire explose. Les capitalistes italiens veulent se défendre. Le second problème est le déficit commercial énorme depuis 1915 qui s'aggrave. Enfin, toutes ces réformes bouleversent les règles du marché créant des anticipations négatives de la demande effective globale. La demande effective est l'ensemble des commandes anticipées. En clair, les prévisions sont difficiles car l'incertitude réglementaire est forte. Celle-ci engendre des anticipations négatives qui gèlent la production et donc la croissance. Ce qui met en péril toute l'économie et la nouvelle allocation des ressources. De décembre 1917 à février 1918, la B. d. I essaie de formuler des règles opérationnelles et de rapprocher l'Etat et les financiers. C'est l'échec. La B. d. I tentait de définir la détermination du cours des changes et la statut du nouvel institut[630].

Toutes ces difficultés s'agrègent et l'Italie entre dans une crise monétaire profonde en février 1918. Gidoni, représentant de la B. d. I à New York, jouait ce rôle depuis mai 1917 avec un succès limité à la place du B. N[631]. Pour faire face à cette crise, il faut trouver de nouvelles liquidités. La réponse vient encore des Etats-Unis.

d – L'aide financière alliée et la réévaluation de la lire :

De février à juin 1918, la lire s'effondre de 15 % par rapport au franc suisse. Cependant, Nitti voulait faire appel le plus tard possible aux Etats-Unis au vu de la politique américaine vis-à-vis de l'Italie. Fin avril, l'Institut des changes était en mesure de financer 56 millions de lires-or pour le Trésor au lieu des 150-200 prévus et nécessaires pour Stringher. Nitti engage les négociations avec le secrétaire d'Etat au Trésor Crosby en présence de Stringher à Rome début juin 1918.

Les Etats-Unis proposent que l'Italie utilise tous les moyens possibles pour obtenir un gel des bons du trésor, des bons de caisses bancaires et des billets de trésorerie des entreprises à court

[628] Discours à la chambre du 20/10/1917 de FS Nitti, Atti Parlamentari, CD sessione 1913-1917, discussioni, volume 14, p 14 797, Rome
[629] ACS, RD, Décret n°1956 du 11/12/1917, Rome
[630] ACS, RD n°26 du 10/01/1918 et DM Tesoro du 16/02/1918, Rome
[631] ASBI, Carte stringher, 303/1. 01/93, Lettre de Miraglia à Stringher du 19/05/1918, Rome

terme contre garanties d'Etat. C'est presque une déclaration de cessation de paiement. Nitti partage cette vue américaine mais cet acte signifie que seul le Trésor américain prête à l'Italie, d'où une perte d'indépendance. Pour Stringher, l'Italie perd sa crédibilité de débiteur. Les marchés financiers ne lui prêteraient plus et imposeraient une prime de risque par des taux d'intérêt plus élevés, ce qui augmenterait les coûts du remboursement. L'Italie aurait une réputation de mauvais payeur.

	Etats-Unis	**Royaume-Uni**	**France**
Royaume-Uni	3,69 milliards		0
France	1,970 milliard	1,683 milliard	
Russie tsariste	0,188 milliard	2,472 milliards	0,959 milliard
Italie	1,031 milliard	1,855 milliard	0,075 milliard

Tableau n°6 : Les dettes interalliées 1914-1919 (en dollar or 1914)

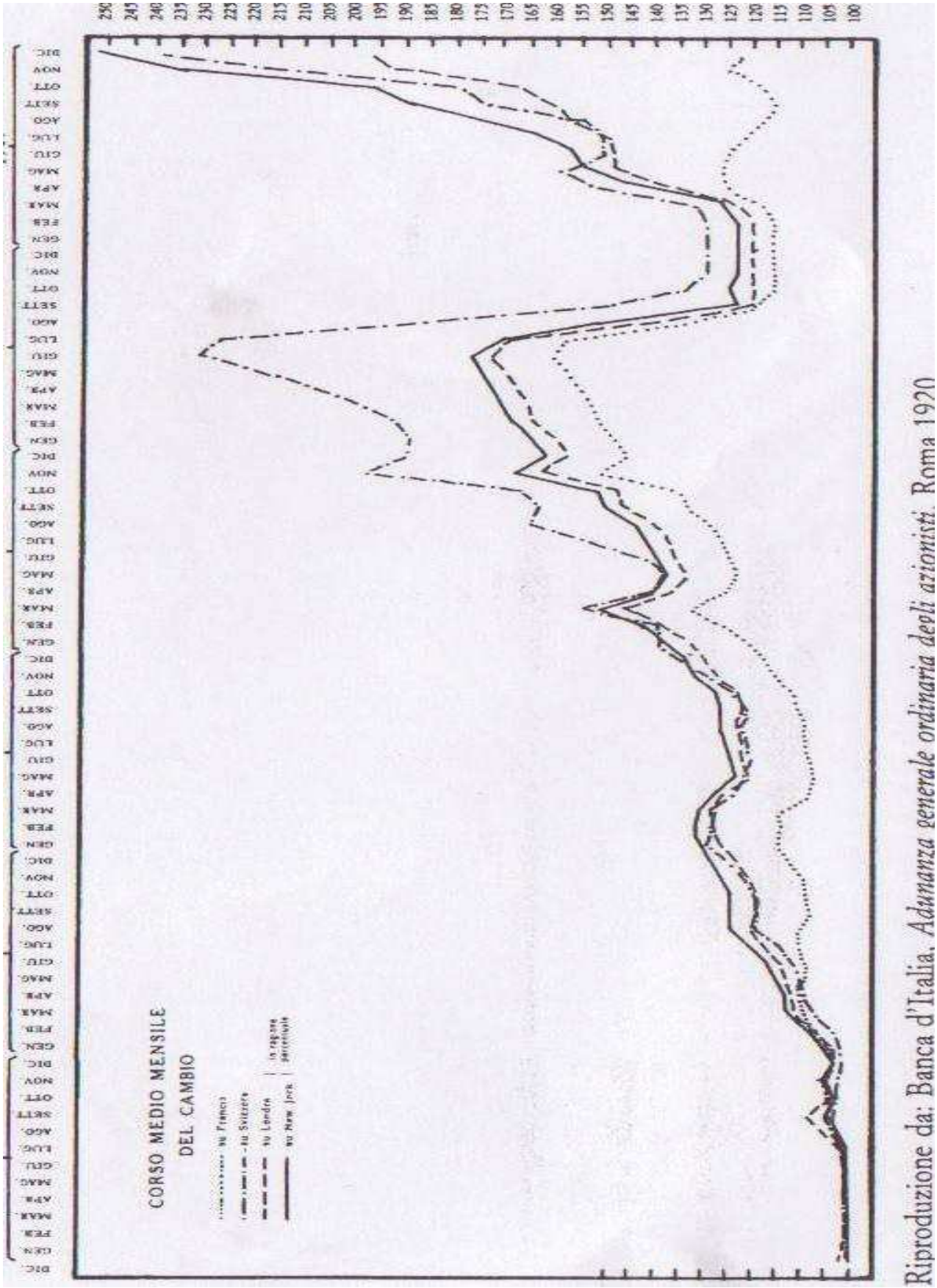
Giorgio Rochat et Mario Isnenghi, *La Grande Guerra 1914-1918*, Milan, 2004, p 291-307

Nitti accepte la proposition américaine. Il interdit l'exportation de Lires sous forme de billets ou en bons du trésor et de titres de créances délivrés en Lire[632]. Avec ce système, la Lire va connaître une constante réévaluation jusqu'en mai 1919. La Lire en 1914 valait un franc suisse (F. S), 2,3 F. S en juin 1918 et 1,3 en novembre 1918. Ce résultat est dû à la coopération financière américaine. Les importations italiennes sont payées par des crédits faits par le Trésor américain au moment de l'achat. A New-York, c'est directement la *Federal Reserve Bank* qui fixe le prix de la Lire à la semaine avec un encadrement strict du change. La Banque Centrale américaine ouvre des lignes de crédit à l'Institut Italien des changes en dollar[633]. Ce sont les Etats-Unis qui fixent la valeur de la Lire. La domination monétaire et financière américaine est totale.

Les Etats-Unis finançent ainsi l'Italie. La dette italienne atteint en 1918 10 milliards de lires constantes. Il est clair que cette situation est une arme pour Wilson. L'arme économique est un avantage stratégique surtout dans les négociations de paix. L'Italie dépend économiquement des Alliés.

[632] ACS, RD n°882 du 30 juin 1918, Rome et Roberto Bachi, *L'Italia economica nell'anno 1918*, Lapi, Città dé castello 1919, p 250

[633] ACS, révélation de Stringher au conseil d'administration de l'Institut de contrôle des changes (INCE), AUIC, *Verbali del consiglo di ammnistrazione dell'INCE*, 1/06/1918, p 39-41, Rome



Graphique n° 6 : Le cours de la Lire de 1914 à 1919

Extrait de A. S. B. I, aduranza per il 1914-1919, Rome, 1920

2 – De l'Armistice à Versailles :

De l'armistice de Villa Giusti à Versailles, le système bancaire italien est soumis à rude épreuve. Il faut réactiver les succursales des territoires libérés, créer de nouvelles banques à Trieste, Gorizia, dans le Trentin et réorganiser le réseau bancaire à l'intérieur des nouvelles frontières. Ensuite, il faut échanger la couronne autrichienne contre la lire dans ces nouveaux territoires.

Il faut approvisionnner le pays en grande quantité de liquidités. De plus, l'Italie doit importer des marchandises. Le pays a besoin des prêts alliés. Or, unilatéralement les Etats-Unis décident d'arrêter les prêts du Trésor américain. Stringher apprend cette nouvelle à Paris entre le 2 et le 15 novembre 1918. La position américaine correspond aux prêts clos puisque la guerre est terminée. L'Italie doit retourner aux marchés financiers avec sa réputation de mauvaix payeur.

Stringher arrive à négocier une extension des accords de Londres avec le Royaume-Uni en novembre 1918. Les lignes de crédits ouvertes par Londres dépendent des disponibilités britanniques diminuées par le retrait de Washington. L'Italie a obtenu un crédit de 50 millions £ de 1918 avec un taux d'intérêt décroissant jusqu'en juin 1919. Le reste des sommes nécessaires ont été prises sur les marchés. Les Italiens ont eu 1,4 milliards £ du Royaume-Uni en 1918-1919.

En mai 1919, l'aide alliée s'arrête avec la suspension des crédits publics auprès des différents États membres de l'Alliance. Pour faire face à la crise monétaire, l'Italie dissout l'I. N. C. E le 15 et retourne aux changes flexibles. La lire s'effondre dès mai 1919. Une fois les Alliés partis, l'Italie doit affronter ses difficultés seule et voit son économie s'effondrer.

Nous pouvons conclure que l'Italie est dépendante financièrement des Alliés de Caporetto à Versailles. L'Italie est donc stratégiquement soumise à l'Alliance car sans elle, c'est la crise financière et monétaire. Comment se sont constitués le commandement unique, et la domination des Alliés sur l'armée italienne ?

II – Le commandement unique soumet l'armée italienne

En janvier 1918, l'armée italienne est réduite à la défensive puisque 50% de ses effectifs sont hors de combat. Elle doit attendre pour reprendre des forces. Mais les Allemands préparent la campagne du printemps 1918 avec la volonté de vaincre car ils savent que le temps joue contre eux. En effet, même si la Russie bolchevique est sortie de la guerre par la paix de Brest-Litovsk, les Etats-Unis sont entrés en guerre. Chaque jour qui passe l'Entente se renforce au détriment des

Empires centraux. Les Allemands doivent donc faire vite pour l'emporter avant que le rapport de force soit trop en défaveur de l'Allemagne. C'est l'opération Michaël en Picardie.

A - La naissance du commandement unique :

Ludendorff lance son offensive entre les armées françaises et anglaises au niveau d'Amiens. La 5ème armée britannique est défaite en quelques heures. Les Allemands ont utilisé la même méthode qu'à Riga ou Caporetto. Ils progressent rapidement : plus de 70 Km en trois jours. La situation est très grave.

Clemenceau décide de réunir le conseil supérieur de la guerre interallié pour trouver une réponse au danger puissant qui menace l'alliance d'être vaincue par les Allemands en ce mois de mars 1918. C'est la conférence de Doullens où Clemenceau, Poincaré, Lord Milner envoyé spécial de Lloyd George, Pétain, Foch et Haig se réunissent pour repousser cette offensive allemande. Les Français parlent du commandement unique, où un général commandera toutes les armées alliées pour parer au danger allemand et donner la victoire finale. Cette conférence a lieu le 26 mars 1918.

Face au danger de défaite, puisque la 5ème armée anglaise du général Gough est détruite, les Alliés doivent réagir. Les gouvernements français et anglais donnent la direction des opérations à Foch. Il devient «le coordinateur de l'action des armées alliées»[634]. Le seul ennui est qu'il n'a pas les pouvoirs de commandant en chef. Il doit s'entendre avec les généraux commandants les armées nationales. Mais face aux difficultés de la bataille, le 3 avril, les Alliés font de lui le commandant en chef des armées alliées sur le front occidental : «il reçoit la direction stratégique des opérations militaires»[635]. Autrement dit, Foch commande les cinq armées alliées : française, anglaise, américaine, belge et italienne. Dans sa note à Poincaré du 1er avril, Foch demande l'adhésion du gouvernement italien à son commandement et l'élargissement de ses compétences à l'ensemble des opérations et non plus comme à Rapallo le commandement des réserves stratégiques de l'alliance.

Le 1er avril a été le premier jour de calme sur le front occidental depuis le 21 mars. Foch envisage d'attaquer l'Allemagne à revers par une offensive italienne contre l'Autriche, en poursuivant sur la Bavière pour dégager les Alliés. Le 3 avril, il obtient gain de cause après que Clemenceau ait bataillé pour lui avec les Anglais. Foch obtient la direction stratégique dans les faits de toutes les armées alliées en France. La conférence de Beauvais du 3 avril donne satisfaction à Foch. Par voie de conséquence, le président du conseil italien Orlando reconnaît les décisions de

[634] Guy Pedoncini, *Pétain général en chef 1917-1918,* Paris, Puf, 1974, p . 336-337
[635]Ibid, p . 341 - 342

Doullens et de Beauvais : «Au nom de l'Italie, Orlando a officiellement accepté que le commandement en chef des armées alliées [...] soit confié au général Foch»[636]. Cette décision s'applique à tout le front occidental. En effet, les Italiens ont envoyé deux divisions sous le commandement du général Di Robilant en France et plusieurs unités alliées combattent en Italie.

De plus, le commandement de Foch s'applique à tout le front occidental. Donc, les Italiens passent sous le commandement de Foch. Il existait à cet instant un front unique de Dunkerque à Venise. La totalité des armées alliées est commandée par un seul chef, ce qui signifie la fin des guerres nationales. L'Entente devient enfin une seule coalition.

Le gouvernement italien, ayant souscrit aux deux conférences de mars-avril 1918, voit son armée commandée par un général français. L'armée italienne ne peut plus mener la guerre seule puisque la stratégie est décidée par Foch. L'indépendance de l'armée italienne n'existe plus. La guerre devient interalliée et par voie de conséquence internationale.

B - L'Italie et le commandement unique :

1 – L'analyse stratégique :

Pour Clausewitz, la guerre est la continuation de la politique par d'autres moyens. Pour atteindre les buts fixés par le politique au cours d'une guerre, il faut une stratégie. Si elle s'avère efficace, c'est la victoire, en revanche si elle mène à l'impasse militaire c'est l'échec. A l'aune de la vision clausewitzienne de la guerre, le résultat de 1918 est logique. En effet «l'union fait la force», d'où la création du commandement unique.

Le problème est que l'Italie est entrée en guerre pour conquérir des territoires précis définis par le Pacte de Londres de 1915. La stratégie de Cadorna visait à garantir ses résultats diplomatiques par la prise de contrôle militaire de ces territoires. Mais les Italiens ont sous-estimé profondément les capacités de résistance des Austro-Hongrois. La stratégie italienne a échoué complètement avec onze batailles de l'Isonzo et Caporetto. L'Italie a été stratégiquement dominée par l'Autriche dans la maîtrise du terrain, la combativité, l'armement. Elle a été vaincue au niveau stratégique par l'Autriche. A partir de cet état de fait, il est logique que le pays soit entré en crise puisque les buts fixés n'ont pas été atteints. Avec Caporetto, l'Italie est virtuellement hors de combat. C'est l'aide alliée qui la maintient dans la guerre. Il est donc logique que cette dépendance

[636] Mermeix, *Le commandement unique,* 1ère partie *Foch et les Armées d'Occident,* Paris, 1920, p . 218-219

tactique se matérialise au niveau supérieur : la stratégie. Par conséquent, les buts de guerre doivent changer mais c'est là que le bât blesse puisque le gouvernement italien croît encore au mythe de l'Italie puissance méditerranéenne.

Nous avons donc une contradiction entre le déséquilibre stratégique au profit des Alliés et la volonté politique des gouvernants italiens. Cette illusion italienne va connaître rapidement des déboires en 1919. Elle explique aussi l'attitude de Diaz, nouveau commandant italien, face à Foch qui réclame une offensive italienne à cor et à cri en juillet 1918. Mais Diaz reste inactif jusqu'en octobre 1918 malgré les ordres du général en chef des armées alliées en Occident[637]. L'Italie est soumise aux décisions de Foch juridiquement, mais elle n'obéit que tardivement aux ordres du commandant en chef. L'Italie est donc dominée stratégiquement par les Alliés mais son obéissance prend beaucoup de temps à se concrétiser. C'est un réflexe non dit de fierté nationale alors que l'Italie n'en a plus les moyens depuis Caporetto.

En avril 1918, les Alliés créent le commandement unique des armées occidentales de la mer du Nord à Venise. La conférence de Doullens donne à Foch la direction stratégique des opérations. Il n'y a donc plus de stratégies nationales indépendantes visant des objectifs politiques particuliers. Il n'existe plus qu'un seul but de guerre : vaincre l'Allemagne et accessoirement l'Autriche.

La stratégie italienne n'est plus d'actualité. Cependant, l'Italie décide de se battre pour ralentir le phénomène et la prise d'autorité de Foch. Le but d'Orlando est bien de défendre l'indépendance fut-elle théorique de l'armée, notamment vis-à-vis de l'opinion publique italienne.

2 – Le combat d'arrière-garde des Italiens:

Cette tentative désespérée de maintenir l'indépendance italienne est un réflexe nationaliste complété par une volonté stratégique mise en échec. Ce sont les Alliés qui ont l'initiative politique et stratégique. Les réunions du C. S. G de Versailles permettent de s'en rendre-compte plus précisément. Nous venons de voir le refus italien de combattre à l'Ouest face aux Allemands et d'obéir à Foch.

C'est le Royaume-Uni qui lance le premier l'offensive contre les Italiens en exigeant l'envoi de troupes italiennes en France par une missive du 29 avril 1918. Le général Sackwille-West, représentant permanent du Royaume-Uni, demande l'inscription de ce thème à l'ordre du jour

[637]Général Tournès, *Histoire de la guerre mondiale,* tome 4, *Foch et la victoire finale des Alliés 1918,* Paris, 1936, p . 297

de la réunion du lendemain[638]. Les délégués militaires se réunissent le 30 avril. Sont présents le général Belin pour la France, le général Sackville-West au nom du Royaume-Uni, le général Di Robilant représentant l'Italie et le général Bliss pour les Etats-Unis. Le général Di Robilant commence par faire un bilan de la situation italienne. Il répond à la note britannique. Il donne la réponse de Diaz. Le généralissime italien n'a pas eu d'indications de mouvements autrichiens vers l'Ouest et donc il n'a aucune raison d'envoyer deux D. I italiennes en France. Diaz refuse le renseignement britannique sur cette concession autrichienne à l'Allemagne. Di Robilant rejette cette information. Cependant, Sackville-West repart à la charge en énonçant le fait qu'il faut une demande écrite de Foch pour débloquer la situation. Belin écourte la séance en disant que les pouvoirs du commandant en chef doivent être étendus à l'Italie, ce qui n'est pas clair. Belin vient de recevoir un télégramme de Barrère qui reconnaît cette extension de facto par Orlando[639]. Cependant, Orlando met en place des réserves. La séance est levée, faute de pouvoirs clairs reconnus par les Italiens. C'est le début de la résistance italienne à la perte d'indépendance. D'un problème purement militaire, c'est le passage à une question politique : qui commande ?

Face à la proposition française de lancer une grande offensive italienne pour maintenir les Autrichiens sur la Piave, Diaz refuse prétextant un manque de succès évident. Il parle aussi de l'arrivée de nouvelles unités ennemis du front russe : le 21 avril, une D. I est arrivée. Enfin, les conditions tactiques et méréorologiques ne permettent pas de lancer cette grande opération. Cependant, le 21 mars 1918, Diaz a demandé à Foch la constitution d'une réserve générale stratégique en Italie avec les unités alliées présentes : le 12 C. A français et le 14 ème C. A britannique. Bliss et Foch recommandent quatre D. I italienne, deux françaises et deux britanniques. Foch veut étudier le transport d'Italie de deux D. I en France. Il fait rapatrier début avril en France : deux D. I française et une D. I britannique. Il veut aussi deux D. I italiennes. Diaz refuse tout net sauf cas d'extrême urgence[640]. Les représentants au C. S. G sont Foch pour Paris, Rawlinson au nom de Londres, Giardino pour Rome et Bliss pour Washington. La réunion suivante a lieu le 13 mai 1918 à Abbeville en exécution de la décision du C. S. G. L'objet des réunions interalliées est toujours le même : le transport et l'envoi de troupes italiennes en France. Il faut savoir qu'à Abbeville, le C. S. G du 2 mai 1918 a donné toute liberté à Foch pour « coordonner l'action des forces alliées du front italien avec celle des armées […] sur le front français » selon Clemenceau[641]. Ce dernier demande à Foch de balayer les objections de Diaz et de la commander. Le général Di Robilant fait remarquer à Orlando l'hostilité de plus en plus forte des Alliés vis-à-vis des refus de

[638] U. S. S. M. E, E8, carton n°4 ; *Secret Document From British section to Italian section-Supreme War Courcil-Versailles*, 29 avril 1918, Rome
[639] U. S. S. M. E, E8, carton n°4, Télégramme de Barrère à Belin du 27 avril 1918 sur les pouvoirs de Foch, Rome
[640] U. S. S. M. E, E8, carton n°9, P. V C. S. G-comité exécutif-réunion du 21 mars 1918 et délibérations, Rome
[641] U. S. S. M. E, E8, Carton n°4, Lettre du Président du Conseil-Ministre de la Guerre Clemenceau au Commandant en chef des Forces Alliées en France Foch du 5 mai 1918, Rome

Diaz[642]. La pression alliée apparaît en plein jour. C'est la France qui met toute sa puissance dans la bataille. Le Royaume-Uni n'est pas en reste puisque le chef d'Etat-Major Impérial, le général Wilson, demande des explications sur les raisons du non engagement des troupes italiennes en France. Même Orlando s'en émeut grandement. Au niveau des délégués militaires, nous venons de voir l'isolement italien et les charges des Alliés.

Au niveau politique, l'affrontement commence le 30 janvier 1918 au C. S. G entre les Alliés plus les Etats-Unis et l'Italie. Durant cette réunion, la première question abordée est la création d'une grande réserve interalliée stratégique en prévision du report des 50 divisions allemandes du front russe. Cette réserve peut jouer à la défensive comme à l'offensive selon Foch. Robertson soutient cette doctrine. Le souci de Haig et Pétain est la crise des effectifs : 25 D. I de moins pour la France et 30 D. I pour le Royaume-Uni avec les pertes actuelles. Pétain et Haig sont clairs : *l'U. S Army* sera prête seulement en juillet. Ce constat met en exergue la pression alliée sur l'Italie pour avoir des divisions italiennes. Le 2 février, Clemenceau pose la question de l'étendue : de Nieuport à Venise ? Pour Foch, elle doit protéger le front allié de Nieuport à Venise. Cette réserve générale serait commandée par Foch avec des officiers franco-britanniques. Le C. S. G valide ce projet avec la Direction Supérieure de la Guerre qui commande la réserve générale, son transport et son emploi. Elle serait constituée par les unités alliées en Italie complétées par deux D. I italiennes. La crise des effectifs oblige aussi à réduire le front français, ce que la *British Army* ne peut supporter. Lloyd Georges en appelle aux unités italiennes[643]. Cette question est récurrente, ce qui met la pression à l'Italie. Durant la réunion du 14 mars 1918 à Londres au 11, Downing street, la question prioritaire est la réserve générale des Alliés. Orlando et Giardino lâchent sur le retour des unités alliées en Italie en vue de la reconstruction de l'armée italienne. En revanche, ils refusent d'envoyer des D. I en France en plus du 2ème C. A.

Le 1er mai 1918, c'est la réunion d'Abbeville face à la menace allemande en Flandres et en Champagne[644]. C'est l'extension des pouvoirs de Foch à l'Italie. C'est une proposition de Wilson. Clemenceau et Lloyd George se précipitent dessus et font monter la pression. Orlando se bat contre cette motion en prétextant le conflit de commandement entre le C. S. G et l'E. M italien, le transport interallié des unités en Italie… Lloyd George attaque. Il dit clairement que si le Royaume-Uni a accepté le commandement unique à Beauvais, l'Italie peut le faire à Abbeville sans se cacher sous de faux prétextes. Clemenceau rebondit en évoquant les bénéfices de *l'Allied Naval Council (ANC)* sans perte de souveraineté pour la France ou le Royaume-Uni. L'A. N. C a décidé le 26 avril 1918 de concentrer la flotte française en Mer Egée pour faire face à la capture de la flotte russe tout en confiant les îles Ioniennes avec Corfou aux Italiens. Orlando refuse en parlant des objections de son Amiral Thaon di Revel à cette décision. Il veut rediscuter au C. S. G de cette décision unilatérale

[642] U. S. S. M. E, E8, Carton n°4, Télégramme n°895 du 9/05/1918 de Di Robilant à Orlando, Rome
[643] U. S. S. M. E, E8, carton n°9, P. V réunion du 2 février 1918 du C. S. G à Versailles, Rome
[644] U. S. S. M. E, E8, carton n°9, P. V de la réunion du 1er mai 1918 du C. S. G à Abbeville, Rome

des Alliés. Clemenceau rappelle qu'il est nécessaire d'étendre les pouvoirs de Foch. L'idée sous-entendue est de satelliser l'armée italienne vis-à-vis de l'armée française par un commandant en chef français. Nous rappellons que le Royaume-Uni dirige la guerre navale et les Etats-Unis l'économie de guerre. Orlando répond que la coopération entre généraux suffit. De plus, Clemenceau remet en avant l'acceptation des pouvoirs de Foch sur *l'U. S. Army* malgré la souveraineté sourcilleuse des Etats-Unis. Orlando refuse en disant que l'accord de Beauvais porte sur le front français uniquement. Foch intervient : les armées alliées combattent en Italie ce qui justifie le commandement unique de Nieuport à Venise. Foch veut aussi coordonner les efforts alliés en connaissant toute la situation y compris en Italie. Orlando finit par lâcher sur la réserve générale et l'emploi des armées alliées en Italie[645]. C'est le premier craquement stratégique. L'Italie perd la souveraineté sur le transport France-Italie, l'emploi et la constitution de la réserve générale. Dans la foulée, Foch obtient l'extention de ses pouvoirs au front italien avec la quatrième résolution, ce qui consacre la victoire stratégique des Alliés sur l'Italie. Foch commande toutes les armées alliées de Nieuport à Venise[646]. L'indépendance militaire italienne est morte. L'Italie est vassalisée militairement par les Alliés, en particulier par la France sur terre et le Royaume-Uni sur mer.

A la réunion du 1er juin 1918 à Versailles, il est question de la coopération navale italienne en Adriatique. Les Italiens ont refusé de donner des navires à la flotte française de Moudros. Thaon di Revel s'y est opposé fermement. Clemenceau, fou de rage, interpelle l'amiral. Thaon di Revel rappelle les termes de la convention de 1915. La flotte italienne se bat en Adriatique seulement et si elle a besoin d'aide la 2ème flotte alliée à Corfou la renforce. Ce n'est pas à l'Italie de renforcer les Alliés en Mer Egée tant que la flotte autrichienne existe. L'Amiral Debon plaide le contraire. Ce dernier acte d'égoïsme met en colère Clemenceau.

L'hostilité stratégique franco-italienne n'est pas un mythe. Cependant, Paris a le soutien du Royaume-Uni et des Etats-Unis. Orlando est obligé de baisser pavillon. Nous allons voir la conséquence stratégique : l'Italie exécute les ordres. Elle envoie le 2ème CA se battre en France pour la France et les Alliés pour lesquels le succès est total.

[645] U. S. S. M. E, E8, carton n°11, Annexe 2 au P. V de la réunion du 2 mai 1918 et P. V de la dite réunion du C. S. G à Abbeville, Rome

[646] U. S. S. M. E, E8, carton n°9, résolutions de la 5ème réunion du C. S. G du 2 mai 1918 à Abbeville, Rome

C – Le déploiement du 2ème C. A italien en France mars - novembre 1918

En parallèle de la mise en œuvre du commandement unique, va se produire le premier acte de générosité de l'Italie vis-à-vis de ses alliés. En effet, depuis début mars 1918, Luddendorf lance son armée sur celle des Alliés en France. L'opération Michael sonne le glas de la 5ème armée britannique. Les Allemands progressent de 70 kilomètres en direction d'Amiens. Les Alliés vont utiliser leurs réserves stratégiques pour contrer cette puissante offensive calquée sur les méthodes de Caporetto. Les Alliés ont besoin d'hommes et comme le front italien est plutôt calme, ils décident de rapatrier l'armée alliée en Italie (AAI) : quatre divisions franco-britanniques rentrent. Orlando et Diaz sont affolés. Ils veulent conserver l'A. A. I pour continuer la reconstitution de l'Esercito et défendre le front. Lors de la réunion interalliée de Turin du 19 mars 1918, les généraux alliés se rencontrent : Giardino et Diaz pour l'Italie ; Rawlison représente le Royaume-Uni, Bliss les Etats-Unis, Weygand et Foch pour la France, Cavan-Pétain-Haig en tant que C. E. M. A. La pression alliée est forte. Diaz propose d'envoyer un C. A en France si l'A. A. I reste sur la Piave. Les généraux alliés acceptent. C'est l'envoi du 2ème C. A et des T. A. I. F soit six divisions en France. Ce C. A est aux ordres de commandant en chef de la réserve stratégique : Foch[647]. L'armée italienne en France est subordonnée à Foch et Pétain pour emploi au sein de la 5ème armée française.

Il s'agit tout d'abord étudier la composition du 2ème C. A et son installation en France. Puis, nous verrons ses faits d'armes sur le front français de juin à novembre 1918 et en conclusion l'action des T. A. I. F de 1917 à 1919.

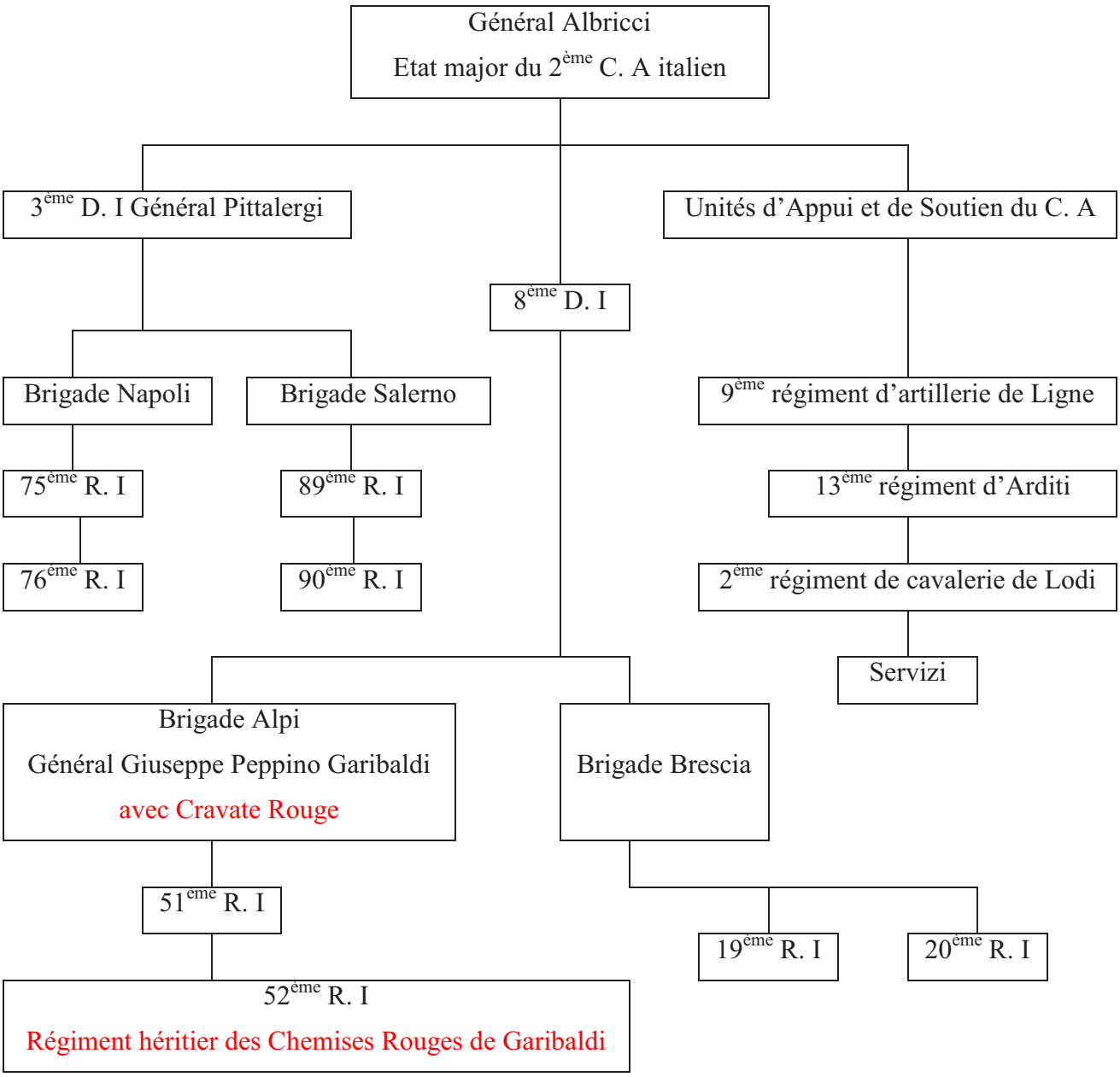
1 – La composition et l'installation du 2ème C. A en France :

C'est le général Albricci qui est désigné à la tête du 2ème C. A. Dans son ordre du jour n°1 du 26 avril 1918, nous allons en France « *non pas combattre pour nous autres comme par le passé, mais d'égal à égal avec les plus puissantes nations…* »[648].

Il énonce clairement le changement de portée. L'*Esercito* s'engage au bout de trois ans de guerre enfin dans le conflit mondial avec les autres nations alliées. La seule illusion est de combattre avec un poids égal aux autres alliés car il n'est pas comme Pershing autonome sur le front. Il est commandé par Pétain au sein de la 5ème armée française. Le 2ème C. A est intégré à l'armée française. La composition du 2ème C. A est la suivante :

[647] Mario Caracciolo, *L'Italia e i suoi alleati nella Grande Guerra*, collezione italiana di deceni memorie – Studie e documenti per servire alla storia della guearra del mondo, 1932, Milan, p 217-227

[648] Mario Caracciolo (colonel), *Le Truppe Italiana in Francia : il II Corpo d'armata – le TAIF*, collezione italiana di diari-Memorie – Studi e documenti per servire alla storia della Guerre del Mondo, 1919, Milan, p 10-30



Organigramme n°16 : Ordre de Bataille du 2ème C. A

Réalisé par Emmanuel BOUDAS

Mario Caracciolo, *Le truppe italiana in Francia*, ouvr. Cité, p.10 à 30

Le 27 avril 1918, le 2ème C. A fait mouvement sur Mailly camp d'entraînement. C'est le transport du 1747 officiers, 51 079 sous-officiers et soldats sans matériels autres que le paquetage individuel et les fusils italiens. L'entrainement commence le 29 avril. C'est Franchet d'Esperey qui est chargé de cette mission. Il jumelle le 2ème C. A avec le 4ème C. A français du général Gouraud. L'instruction commence et porte sur l'armement français dont les Italiens vont être équipés : fusils-mitrailleurs, grenades à mains, lance-grenade individuel, artillerie. La France fournit deux escadrilles complètes de Nieuport : la 16ème et la 235ème. Les Italiens perçoivent l'artillerie complète

de corps, soit une centaine de pièces de tous calibres et les matériels légers d'infanterie. Début mai, l'instruction passe au combat de la division et l'art de manœuvrer à ce niveau. Le 13 mai, afin d'aguerrir et de clôre l'instruction, la 3ème D. I monte en ligne dans un secteur calme en Argonne sous l'autorité du général Linder commandant le 13ème C. A français. La 3ème D. I est soutenue par la 120ème D. I du général Mordacq. La France fournit des unités françaises d'appui au sein de la 3ème D. I : le 14ème groupement d'artillerie lourde équipé d'obusiers de 149 mm et les compagnies de mitrailleuses de corps d'armée le 16 juin et le 16 juillet. Les Italiens y ajoutent le 13ème régiment d'Arditi.

Du 13 au 16 mai, la 3ème D. I relève la 120 sur le « secteur de l'Aire » entre Avocourt et Bouneilles. La division se comporte très bien face aux Allemands d'où le télégramme de Clemenceau à Orlando du 19 mai 1918 : « *une des divisions italiennes ayant pris le secteur a fait l'admiration de tous les camarades français : rencontre cordiale, bel entrain et complète fraternité d'armes* »[649]. Le 23 mai 1918, c'est le premier mort italien pour la France. Le 31 mai, la 8ème D. I relève la 3ème pour subir l'aguerrissement. Le 3 juin, le général Albricci envoie une lettre à Pétain demandant l'engagement total de son C. A sur une partie du front français. Le 6 juin 1918, Pétain donne son accord et la 2ème C. A entre en ligne à l'ouest de Reims sous l'autorité de la 5ème française.

Les Italiens mettent en place leur cimetière à Bligny. Le 13 juin, Albricci sort un nouvel ordre du jour : « *La France fait confiance à notre valeur, à notre honneur pour la défense d'une porte sacrée de son territoire. Nous combattons non seulement pour elle mais aussi pour la cause commune et pour la grandeur et l'honneur de l'Italie* ».

2 – Les combats du 2ème C. A italien enFrance :

a – La participation à la deuxième bataille de la Marne :

L'objectif du 2ème C. A est de protéger l'accès à Reims et Epernay qui est l'artère pour aller à Paris. La mission a donc une importance politique capitale.

Dans cette deuxième bataille de la Marne, les Allemands réemploient la technique de Riga. Ils ont été arrêtés en avril sur le front anglais. Le 12 juin, c'est à Villers-Côtteret que l'armée française leur a résistés et les a vaincus. C'est la troisième et dernière grande offensive de Luddendorf contre Reims avec 47 divisions. Le 2ème C. A fait face dans ce grand combat à 3

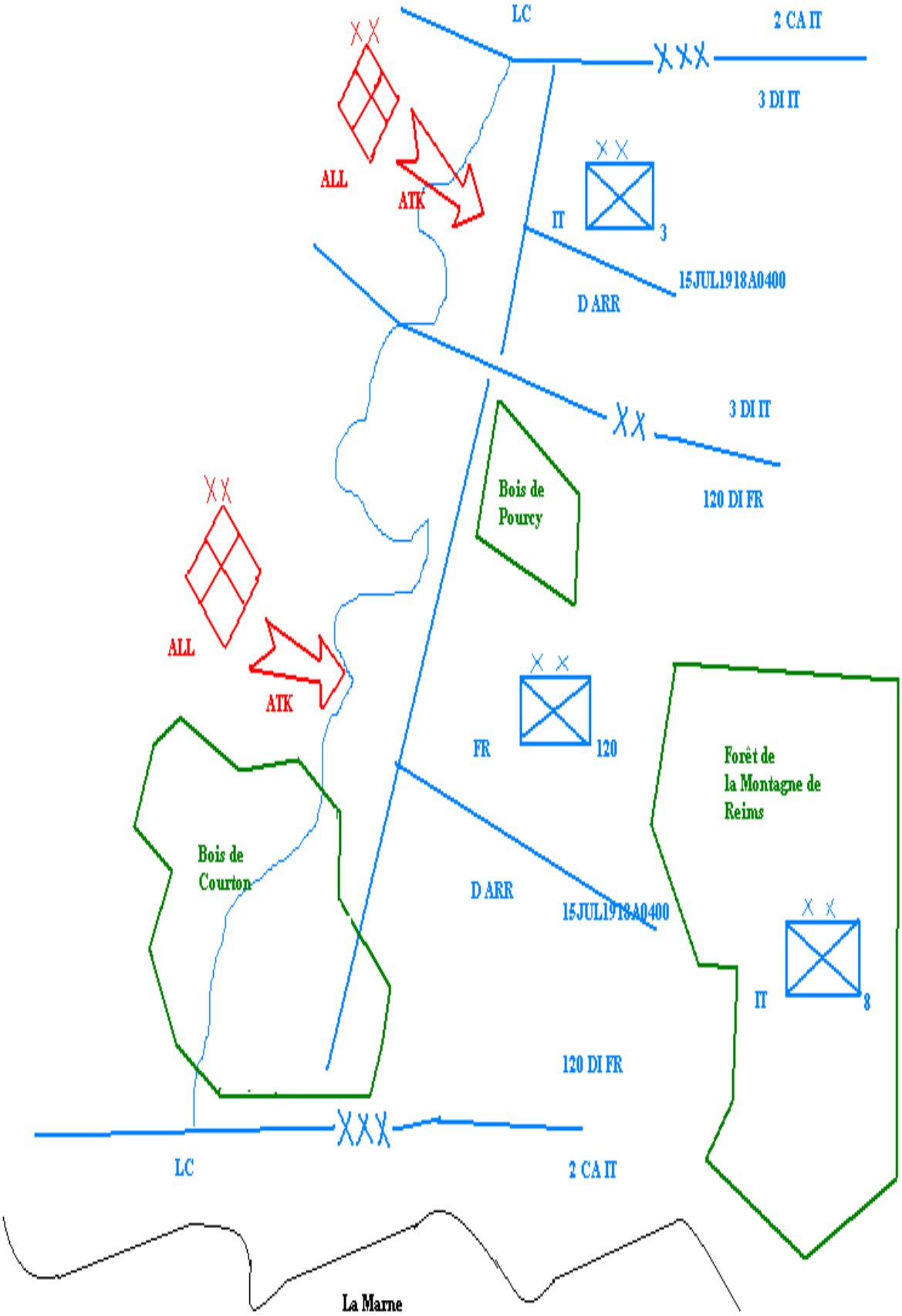
[649] AMAE, CPC Italie 1914-1918, Télégramme de Clemenceau à Orlando, document n°597, Paris

divisions allemandes : la 12ème D. I de Bavière, la 123ème de Saxe et la 86ème de Prusse. Dans cette dernière, les restes de la 232ème D. I sont incorporés. Les Italiens appliquent la doctrine Pétain de champ de bataille d'Armée avec une grande profondeur de lignes. Ils attendent les Allemands avec des troupes en nombre sur la seconde et la troisième lignes. La première n'est qu'un léger rideau de couverture. Le 15 juillet 1918, c'est le début de la deuxième bataille de la Marne.

Après le bombardement allemand à 4 h 00 du matin, les *Shlosstruppen* se ruent à l'assaut les lignes italiennes. La brave 8ème D. I italienne se défend avec acharnement dans le bois des Eclisses. Les Allemands ont attaqué sur le flanc gauche. La 19ème R. I se bat avec fureur tandis que la 20ème R. I doit reculer sur Espilly. La 20ème R. I poursuit sa retraite et fait jonction avec la 120ème D. I française à 6 h 30. Le général Albricci envoie les renforts d'armée à la 8ème D. I. Cependant, la 8ème D. I est mise hors combat malgré le soutien efficace de l'artillerie d'armée française et divisionnaire. La 10ème R. A ne conserve que sept pièces italiennes et deux françaises. Simultanément, la 3ème D. I italienne est attaquée dans le bois du Petit Champ. Les *Arditi* du 13ème Régiment charge les *Shlosstruppen* avec rage. Cette action permet au 75ème R. I de se dégager sur la Ferme d'Ecureuil. La brigade *Napoli* recule et la *Salerna* résiste. A partir de 14 h 00, le général Albricci fait charger tout le 2ème C. A avec toute la puissance de feu. Dès 16 h 00, tout le terrain perdu le matin est repris mais la 8ème D. I est taillée en pièce. Il l'envoie au repos à l'arrière et c'est la 120ème D. I qui prend son secteur. Les Allemands n'ont pas perçé.

Le 16 juillet, la 5ème armée renforce le 2ème C. A avec la 14ème D. I du général Barton. Elle est en réserve derrière la 8ème D. I. La 120ème D. I est renforcée de deux compagnies de mitrailleuses. Les Allemands relancent l'attaque mais le 52ème R. I les arrête sur l'Ardre. En contre-attaquant avec le 13ème d'*Arditi* et toute l'artillerie disponible, la 14ème D. I referme la brèche ouverte avec le 5ème C. A français. Le 17 juillet, c'est la contre-offensive générale du 2ème C. A. Le 120ème D. I reprend le bois de Pourcy, la 14ème D. I le bois de Courton permettant à la 3 de se dégager. La 3ème D. I prend le bois du Petit Champ après une demi heure de préparation d'artillerie. C'est le retour aux lignes initiales. Les pertes italiennes sont de 4 100 morts, 5 900 blessés ou prisonniers en trois jours de bataille. Le 18 juillet est la victoire qui provoque la retraite allemande.

Les combats de la Marne ont signifié le premier acte militaire de coopération interalliée pour les Italiens. Il allait en âtre ainsi jusqu'à la victoire alliée.



Carte n°13 : La Deuxième bataille de la Marne et la participation italienne

Réalisée par Emmanuel Boudas

b – Jusqu'à la victoire entre juillet et novembre 1918 :

Le 2ème C. A est sorti amoindri de la deuxième bataille de la Marne. Il est nécessaire de le reconstruire avant d'attaquer la poursuite. Du 25 juillet au 20 septembre, le 2ème C. A est envoyé sur le camp de Triaucourt pour se rééquiper, se restructurer, se reposer et se réentraîner.

Le 28 septembre, le 2ème C. A rentre en secteur sur l'Aisne et lance une offensive vers l'Oise. Le 3 octobre, les Allemands sont défaits et c'est la poursuite. Du 4 au 11 octobre, il passe le chemin des Dames. Le 12 octobre, le 2ème C. A arrive sur Sissonne. Après des combats très durs, le 5 novembre, il est sur la Meuse[650]. Cette poursuite au sein de la 5ème Armée Française se clôt le 11 novembre. Les pertes sont de 901 morts et 4 367 blessés au total du 11 août au 11 novembre[651].

DATES	MORTS	BLESSES
11/08 – 28/09	469	1 255
29/09 – 5/10	273	875
6/10 – 15/10	79	820
16/10 – 4/11	58	717
5/11 – 11/11	12	700
TOTAL	**901**	**4 367**

Tableau n° 9 : Les pertes du 2ème C. A durant la poursuite

Réalisé par Emmanuel. BOUDAS

Enzo et Laurent Berrafato, Jean-Pierre Verney, ouvr. cité, p. 176-177

Le 2ème C. A a donc participé à la victoire alliée de 1918 tandis que l'armée italienne est restée inactive d'où un certain fossé entre les Alliés et les Italiens car ils sont vus comme ayant très peu aidé à la cause commune. La présence du 2ème C. A en France n'a donc guère changé la situation stratégique. Elle a très probablement évité une dégradation des rapports de force. De toute manière le 2ème C. A était sous commandement français. Nous allons maintenant étudier le T. A. I. F.

650 Enzo et Laurent Berrafato avec Jean-Pierre Verney, *L'Italie en guerre en 1915-1918*, collection 14-18 éditions, Paris, 2006, p 159-166 et p 176-177

651 Ibidem p 183

3 – Les T. A. I. F : l'Italie travaillant au profit de la France ?

La naissance des Troupes Auxiliaires en France (TAIF) est assez complexe.

En premier lieu, elle est la conséquence d'un marchandage franco-italien. Après Caporetto, le général Dallolio essaye de rééquiper l'armée italienne qui a perdu la moitié de son matériel. Il demande à la France de fournir les canons et les munitions manquants. Pour Paris, le problème est humain puisque le gouvernement a dû faire appel avec *la loi Mourier* aux exemptés du front : ouvriers des arsenaux, mineurs, agriculteurs de la classe 1890 pour éponger le déficit en hommes de l'armée française[652]. La France manque d'hommes. Or l'Italie a un énorme potentiel humain. La France impose l'échange suivant : des armes contre des hommes. Dallolio accepte. Dix mille italiens partent pour la France. Au départ, leur mission est d'être servants de pièce. Les unités sont constituées d'inaptes au service ou des classes avant 1879[653].

Les T. A. I. F sont stucturés en compagnies avec à la tête un colonel inspecteur. Il travaille au profit des arsenaux français et des unités au front. La première compagnie arrive en France début décembre 1917. L'Armée Française demande à ces 10 000 Italiens de réaliser les travaux des systèmes défensifs dans les tranchées en vue des offensives de 1918. L'Italie envoie quatre bataillons de 1 000 hommes chacun. Ils commencent les travaux le 15 décembre 1917. Début 1918, Paris demande 60 000 hommes de plus que Rome envoie à partir du 21 janvier jusqu'au 1er mars. Ils sont au deux tiers inaptes et un tiers blessés. C'est le général inspecteur Giuseppe Tarditi qui prend le commandement. Il restructure les T. A. I. F autour de quatre groupements, vingt noyaux, 200 compagnies. Chaque compagnie a trois unités de 100 hommes. Un noyau est égal à dix compagnies. Chaque regroupement vaut cinq noyaux. Les T. A. I. F représentent la puissance de trente régiments de Génie. Ils réalisent des travaux défensifs de tranchées, des pistes d'aviation, des chemins de fer, postes d'artillerie… Parfois, comme ils sont soldats, ils combattent aussi avec les unités françaises. Les T. A. I. F renforcent aussi le 2ème C. A italien avec quatorze officiers et 6 869 sous-officiers et soldats. De mars à janvier 1918, ils réalisent 1 950 000 m3 de tranchées ; 56 000 abris, 549 200 baraquements, 80 840 kms de lignes de chemin de fer, 58 000 kms de lignes télégraphiques… Le travail du T. A. I. F est non négligeable.

La logistique italienne est organisée en deux échelons. Tout d'abord, c'est la base logistique de Dijon où sont présents les magasins et les dépôts de matériels. Ensuite, l'hôpital de Chambéry organise les rapatriements vers l'Italie par Modane-Turin[654]. Cependant, les approvisionnements sont rares. Au niveau médical, les T. A. I. F ont une convention avec le G. Q. G. Les militaires italiens sont hospitalisés dans les mêmes conditions que leurs camarades français. Ils sont regroupés par unité dans une même salle. Après guérison, ils sont envoyés en gares

[652] U. S. S. M. E, rapport de l'attaché militaire Colonel Berganze au C. S du 30 juin 1917, G 29, f 143, Rome, 1917
[653] U. S. S. M. E, L 3, f 179, rapport sur le T. A. I. F, novembre 1917, Rome
[654] U. S. S. M. E, F 2, f n°205, rapport de l'inspecteur général du T. A. I. F au C. S du 1er mars 1918, Rome,

régulatrices où les unités viennent les récupérer. S'ils ont besoin de convalescence, c'est Chambéry qui prend en compte avec l'H. M. C n°62[655]. Cependant, le général inspecteur rend-compte de sa difficulté majeure : 25 % des effectifs sont trop faibles pour être employés, ce qui nuit au moral de ces unités. Pour ce qui est des travaux, ils sont faits sous le commandement des officiers alliés du Génie rendant les officiers italiens un peu inutiles. En tout cas, le général inspecteur demande et obtient le déploiement de carabiniers pour assurer la discipline à Châlons sur Marne, Epernay-Ville en Tardenois-Villers Côtterets auprès de chaque chef de noyau.

Les T. A. I. F sont implantées de la manière suivante :

1er groupement (Châlons sur Marne) : 1er noyau Cuperly
4ème noyau Epernay
6ème noyau Lépine
9ème noyau Coulommes
11ème noyau Selens
14ème noyau Villers-Côterets
15ème noyau Ville en Tardenois

2ème groupement (Ligny en Barrois) : 2ème noyau Toul
5ème noyau Neufchâteau
13ème noyau Laveye
16ème et 18ème noyaux Baislaville

3ème groupement (Epinal) : 3ème noyau Rurgement le Château
8ème noyau Lunéville
10ème noyau Belfort
12ème noyau Baccarat

4ème groupement (Péronne auprès du B. E. F) : 7ème, 17ème ; 19ème, 20ème noyaux Péronne

L'œuvre des T. A. I. F est saluée par les Alliés car il a permis d'avoir un C. A allié en plus contre les Allemands. Cependant, les Italiens s'accrochent régulièrement avec les Français surtout après l'armistice italien. D'après le général inspecteur, cette situation est due aux Italiens eux-mêmes[656]. Pour les chefs de groupement, ces accrochages sont dûs à la condescendance française vis-à-vis de la guerre italienne et de la jalousie de la victoire. Dès le 12 janvier 1919, le rapatriement commence[657].

[655] U. S. S. M. E, L 3, f n°179, Ordres du G. Q. G n°243/5 adressé au Service de Santé du 15 mars 1918, Rome
[656] U. S. S. M. E, L 3, f 179, circulaire réservée aux chefs de groupement du 27/11/1918, Rome
[657] U. S. S. M. E, F 2, f 197, *Télégramme d'Orlando à la M. M. I à Paris sur la durée de l'engagement du T. A. I. F en*

Pour conclure sur ce point, les T. A. I. F sont un outil formidable pour la France et le Royaume-Uni. Il est le fruit de la faiblesse stratégique italienne vis-à-vis de la France. Il est le révélateur de cette situation de domination.

Nous venons de voir que les accords de Doullens et de Beauvais ont soumis juridiquement et hiérarchiquement l'armée italienne à Foch, commandant en chef des armées alliées. Il a fallu une guerilla de tous les instants pour obtenir l'exécution des ordres. Mais l'Italie a capitulé et envoyé le 2ème CA et les TAIF se battre en France.

Nous allons maintenant voir l'inaction italienne de décembre 1917 à novembre 1918 comme facteur renforçant la domination stratégique alliée au niveau naval, terrestre puis la défaite de la propaande de l'Italie.

III - L'inaction italienne renforce la domination alliée

L'Italie connaît après Caporetto un bouleversement militaire énorme. Elle passe d'une guerre offensive de 1915 à 1917 à une guerre défensive jusqu'en fin 1918. En effet, son armée est anéantie. Le pays doit prendre le temps de la reconstruire au niveau de l'organisation du commandement, des effectifs, des matériels, des chefs et le moral. La situation militaire l'oblige à une inaction lourde de conséquence : l'absence de victoire militaire sur l'Autriche-Hongrie sur mer ou sur terre. Cette absence de victoire accroît la domination des Alliés et leurs puissances à la table des négociations car eux seront couverts de la gloire militaire coûtant cher à l'Italie en 1919. En effet, c'est le sort des armes qui fixe les puissances et les détruit. L'Italie va sortir anéantie en tant que puissance. L'inaction militaire va faire d'elle une puissance secondaire, marginale et dominée par les Alliés.

Nous allons étudier cette inaction au niveau naval, puis terrestre. Enfin nous verrons l'échec de la propagande italienne chez les Alliés, cette dernière sanctionnant les autres défaites ou l'absence de victoires.

France du 26 mai 1918, Rome,

A - L'inaction de la marine italienne et le développement des opérations alliées

Nous allons mener une étude en trois points. Nous verrons d'abord les actions alliées et italiennes en Adriatique en 1918, puis, en Méditerranée. Ensuite, nous étudierons le Conseil Naval Alliés (A. N. C) et ses effets depuis sa création en décembre 1917. Enfin, nous évoquerons la participation américaine.

1 – L'étude des opérations sur le théâtre italien en 1918 :

a – L'Adriatique :

Avec Caporetto, la *Regia Marina* s'est concentrée sur la défense du port militaire de Venise et sur l'appui feu aux troupes durant la retraite. De leur côté, les Autrichiens n'ont pu mener aucune action à cause du mauvais temps et des patrouilles alliées. C'est le statu quo des deux côtés de l'Adriatique en ces mois de novembre et décembre 1917.

Les Autrichiens n'ont pas profité de leur supériorité psychologique et stratégique pour mener des raids ou des opérations combinées, afin de mettre la *Regia Marina* définitivement hors combat. Cependant, les Italiens prennent une initiative le 10 décembre 1917. Les *M. A. S 9* du lieutenant de vaisseau Rizzo et *11* du capitaine de corvette Ferrarini torpillent des navires à l'entrée de la rade de Trieste bloquant le port. Le *M. A. S 9* coule *le Wien*. Les Italiens reviennent indemnes. C'est le plus grand succès italien de la guerre : couler un navire et bloquer quelques jours un port. La capacité offensive italienne est cependant réduite et les succès peu reluisants face aux alliés.

En revanche, la K. U. K connaît de sérieuses difficultés puisque une mutinerie éclate à Cattaro le 1er février 1918. La révolte provient des marins du *Sankt Georg*, navire amiral de la flotte de croiseurs. C'est le navire le plus puissant de cette flotte avec le *Karl IV*. La mutinerie ne touche pas l'*Helgoland* et le *Novara* où la bravoure des commandants leur permet de garder leur autorité. Cependant, le reste de la flotte a levé le drapeau rouge. Cette mutinerie de très grande ampleur vient de motifs plutôt socio-économiques qu'ethniques. Les marins demandent une paix sans annexion, la démobilisation, l'indépendance de toutes les puissances, l'autodétermination des peuples et la démocratie, ainsi qu'une réponse loyale aux propositions du président Wilson : les quatorze points. Les marins veulent aussi une réponse à leurs difficultés quotidiennes : une meilleure alimentation et une distribution plus efficace entre officiers et matelots, une cuisine commune, des permissions régulières. Malgré la mutinerie, les marins résisteront à toutes les

offensives italiennes. Les unités de l'armée impériale n'ont pas été contaminées par la révolte. Elles ont détruit le vieux *Kronprinz Erzherzog Rudolf* lorsque celui-ci essaya de rallier les mutins.

Toute la flotte s'est mutinée mais l'Etat-Major de la marine fit déployer les sous-marins allemands à Cattaro pour torpiller ses propres navires. Le 3 février, il déploie la troisième division de navires de batailles de classe *Erzherzo*g. Une contre- mutinerie commence et les leaders de la révolte partirent pour l'Italie dans un hydravion. Le résultat est sombre : 40 marins arrêtés et 4 exécutés, 800 identifiés comme des hommes de peu de confiance. Cependant, la K. U. K modifie la vie des marins par une opération dite de « régénération » et Horthy devient amiral de la flotte. Pour Charles, c'est le moyen de mettre du sang neuf dans cette marine âgée. De plus, l'Amirauté continue sa politique de rajeunissement de la flotte en mettant en retraite la classe *Hasbourg, le Sankt Georg et le Kaiser Karl VI*. La classe « *Erzherzog* » avec ses canons de 9,2 pouces devient la première ligne des navires de bataille à Cattaro au lieu des vieux croiseurs lourds. La flotte de bataille est réduite aux navires les plus modernes : quatre dreadnoughts de classe *Viribus Unitis* et trois semi dreadnoughts de type *Radetzky*. L'inaction italienne est claire. Les Autrichiens s'affaiblissent pour des raisons internes. Leurs unités navales sont moins nombreuses mais plus modernes.

Du côté allié, la marine américaine arrive en renfort en Adriatique améliorant encore les capacités de combat de l'Entente. L'amiral en chef de *l'U. S. Navy* en Europe Sims met sur la table les projets issus de la *Planning Section* de son Etat Major. Il s'agit de prendre d'assaut la péninsule de Sabbioncello et d'établir une base à proximité de l'île de Curzola. Les Italiens passent leur temps à ergoter pour empêcher toute action alliée en Adriatique. Cette fois, c'est entre Churchill et le duc des Abruzzi[658]. Les avantages seraient multiples : couper les lignes de communications autrichiennes, contrôler la côte dalmate et la possibilité de monter un raid surprise sur Cattaro. Ce plan américain suppose la présence de 20 000 marines. Cette proposition est faite début février 1918 au cours d'une séance de l'A. N. C. Di Revel refuse pour plusieurs raisons. C'est un secteur italien qui nécessite un commandement italien. Ensuite, il faut des troupes en nombre suffisant[659]. Cependant, Sims obtient l'accord de l'A. N. C le 12 mars[660]. C'est Luddendorf qui va résoudre le dilemme italien puisque l'opération Michael commence et les troupes américaines sont envoyées en France. Ce vote de l'A. N. C montre l'isolement de l'Italie au sein du conseil et son incapacité à en modifier les décisions. C'est une nouvelle fois la preuve flagrante de la marginalisation italienne.

Pendant ce temps, les Italiens continuent leur guérilla navale. Dans la nuit du 10 février, trois M. A. S attaquent dans le Golfe de Buccari à côté de Fiume. Malheureusement, pour les Italiens, leurs torpilles de mauvaises qualités explosent avant de toucher les navires ennemis.

---

[658]P. G Halphern, *A naval History of World War* I, Annapolis, 1994, p. 169-177

[659]P. E Coletta, Allied and American naval operations in the European theater during the WWI , *studies in American History volume 7*, New York, 1996, p. 346-348

[660] USSME, E 8, carton n°9*, PV de la réunion de l'ANC du 14 mars 1918,* Rome

Gabriele d'Annunzio fit de cette aventure ratée une légende sur le courage de la *Regia Marina*. C'est un succès de propagande. Cependant, les Autrichiens contre-attaquent le 4 avril 1918 avec un raid osé sur Ancône dont le but est de détruire les M. A. S et les sous-marins italiens. Le lieutenant de vaisseau Veith, cinq cadets et 55 marins débarquent au nord de la ville mais au mauvais endroit suite à un problème d'instrument déclenchant l'arrivée des carabiniers et leur capture.

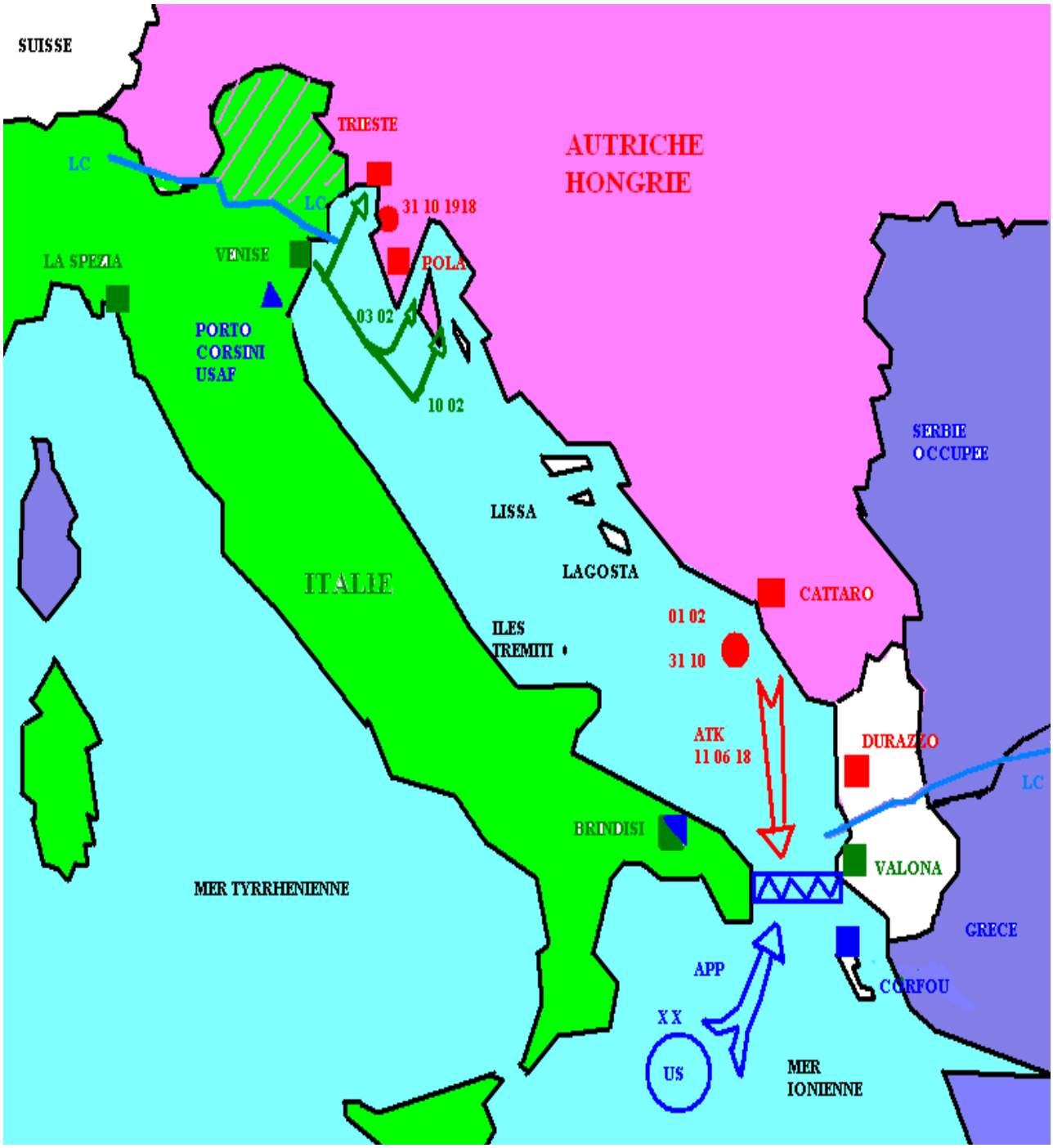
L'opération devient une arme de propagande italienne. Les Italiens lancent une offensive avec quatre *barchini saltatori* de classe *Grillo*. Ce sont des navires équipés avec des chaînes latérales *Caterpillar* qui permettent de franchir les barrages en protégeant le bateau et de deux torpilles. Ils attaquent Pola le 8 avril mais échouent. Les Italiens retentent le 12 avril mais ils sont détectés par un avion autrichien. Finalement, ils réussissent à passer le 13 mai mais ils coulent un navire avec des prisonniers. Décidemment, la *Regia Marina* est poursuivie par les échecs. En riposte, les Autrichiens construisent le même type de navires. Cependant, ils ne sont pas prêts avant la fin de la guerre.

Au printemps 1918, les Alliés renforcent le barrage d'Otrante avec six destroyers australiens en poste à Brindisi depuis octobre 1917. Les Autrichiens tentent encore une fois de passer le barrage le 22 avril avec cinq destroyers de classe *Tàtra*. Les destroyers britanniques *Jackal* et *Hornet* les interceptent à 15 milles nautiques de Valona. Le combat s'engage et le *Hornet* subit de gros dégâts. Les Autrichiens, pour éviter d'être détectés, se replient. Le *Jackal* poursuit les navires ennemis avec l'aide de deux destroyers britanniques (*Alarm* et *Come*), un australien (le *Torrens*) et un français (le *Cimeterre*). Ils se placent en embuscade à l'ouest du cap Pali. Les Autrichiens arrivent encore à s'en sortir sans pertes alors que les Anglais ont sept morts et trente cinq blessés. Les patrouilles alliées sont plus fortes et plus alertes.

Horthy planifie une action de grande ampleur pour l'aube du 11 juin 1918. L'objectif est de forcer le barrage d'Otrante pour en finir avec le blocus allié et faire remonter le moral de ses marins. C'est un plan similaire à l'opération du 15 mai 1917. Horthy met en marche le *Novara*, l'*Helgoland*, quatre destroyers de classe *Tàtra* avec pour objectif la ligne Santa Maria di Leuca-Fano. Les croiseurs légers *Spaum* et *Saïda*, avec quatre torpilleurs, doivent attaquer la base aéronavale d'Otrante. La différence avec 1915 est la constitution d'une réserve stratégique avec quatre dreadnoughts de Pola et trois navires de batailles de classe *Erzherzog* de Cattaro. Il existe en plus sept groupes de soutien séparés et protégés par des destroyers. L'intension de Horthy est d'appâter les croiseurs légers et lourds alliés pour les détruire. Il mobilise les sous-marins allemands et autrichiens entre Brindisi et Valona.

Les navires partis de Pola sont échelonnés en deux lignes. Le premier échelon est constitué du *Prinz Eugen* et le *Viribus Unitis*. Le deuxième du *Szent Istvàn* et du *Tegetthoff* avec six torpilleurs et un vieux destroyer. Par chance, pour les Alliés, Rizzo avec les *M. A. S 15* et *21* les interceptent à 3h30 du matin le 10 juin à 9 milles de Premuda. Les *M. A. S 15* et *21* coulent le *Szent*

Istvàn et le *Tegtthoff*. Horthy, croyant l'opération éventée, la reporte sine die. Les Alliés renforcent encore le barrage avec dix destroyers britanniques, australiens et français.



Carte n°14 : La campagne navale de 1918

Réalisée par Emmanuel BOUDAS

Echelle 1/6 000 000, soit 1 cm égal à 50 km.

Ce succès italien impromptu permet de soutenir la position de Di Revel face aux marines alliées qui veulent fusionner avec l'italienne supprimant le commandement italien en Adriatique. Cependant, l'offensive de Franchet d'Esperey du 14 septembre change la donne. Ses succès font éclater les armées des Empires centraux dans les Balkans. Il fonce sur l'Albanie et Durazzo pour capturer la seizième armée autrichienne. Franchet d'Esperey demande le soutien des marines alliées pour neutraliser le port. Or, Durazzo est dans la sphère italienne.

Cette fois, la France n'accepte plus l'inaction italienne et décide d'agir. Sous la pression française, Di Revel décide de lancer une opération : le bombardement de Durazzo le 2 octobre 1918. La *Task force* est commandée par l'amiral Palladini. Elle est constituée de trois croiseurs lourds de classe *Pisa*, huit destroyers britanniques, un chasseur de mines et huit torpilleurs italiens. Le deuxième échelon est composé de trois croiseurs légers et quatre destroyers britanniques avec la participation des *chasers* américains. Le troisième groupe est constitué du *Dante* et sept destroyers italiens avec Di Revel et commandé par Mola. Au même moment, il lance une offensive aérienne sur Pola. L'attaque commence. Les Autrichiens perdent un bateau à vapeur alors que l'*U31* torpille le *Weymouth*. Le port est détruit obligeant l'évacuation de Durazzo le 11 octobre par les Autrichiens.

Les événements à Vienne contre les Habsbourg fait sortir la K. U. K de la guerre sous-marine le 31 octobre. Les hostilités en mer cessent le 17 octobre du côté autrichien du fait des mutineries qui éclatent le 17 et du délitement de l'Empire. Si nous étudions le rapport de force entre l'Italie et les Alliés, il est clair que les Occidentaux ont déployé 67 bâtiments, soit autant que les Italiens peuvent posséder de navires en Adriatique. Le barrage d'Otrante n'est armé que par des navires alliés. Or, les Alliés ont aussi coulé huit sous-marins représentant le quart de la flotte autrichienne sous-marine de juin à octobre 1918. Les Italiens sont absents de cette guerre anti-sous-marine. Les Italiens, pendant la campagne de 1918 en Adriatique, n'ont mené qu'une seule offensive forte face à Durazzo en octobre.

Cette action montre que l'Italie n'intervient que lorsque ses intérêts albanais sont menacés par les franco-serbes. Ce qui accroît son isolement diplomatique et militaire. De plus, ce sont les Alliés qui ont mené cette guerre navale en Adriatique. La marginalisation de l'Italie est totale. Elle a perdu tout prestige international et son inaction en fait une puissance de second rang. La domination alliée est irréversible et indiscutable au niveau naval. Qu’en est-il de la guerre navale en Méditerranée ?

b – La Méditerranée :

Au début de 1918, la tactique britannique du convoi l'emporte sur celle des zones de surveillance à la française. Le 12 mars 1918, l'A. N. C adopte le système des convois. Cependant, il fallait diminuer les bâtiments d'escorte pour renforcer le barrage d'Otrante.

Le 16 janvier, l'amiral Calthorpe, commandement en chef de la flotte britannique en Méditerranée suggère une réorganisation complète du barrage. Il s'agit de donner de l'efficacité au dispositif pour atteindre les profondeurs de plongée des sous-marins allemands et autrichiens. Un tel dispositif permet de forcer ces submersibles à tenter de passer à la surface pour mieux les détecter par avion ou par écoute. Calthorque installe en plus des champs de mines, des patrouilles de sous-marins dans le nord du barrage et des ballons d'observations. Il envisage de déployer des chasseurs de sous-marins équipés de sonars plus performants en distance de détection, plus autonome énergétiquement. Ces bâtiments doivent aussi être plus rapides que les *drifters* précédemment utilisés par les Britanniques. Enfin, Calthorpe propose de renforcer le barrage par des destroyers qui escorteraient les chasseurs de sous-marins ou patrouilleraient autour du dispositif.

A la conférence de Rome du 8 février, l'A. N. C enterre le projet et revient au convoyage déjà évoqué précédemment. L'arrivée de l'U. S Navy va donner une réponse à ce problème. Malheureusement, l'efficacité germanique est forte malgré le convoyage : 103 738 tonnes coulées en janvier, 83 957 en février, 110 456 en mars, 75 866 en avril, 182 693 en mai, 58 248 en juin. Le tournant de la lutte anti sous-marine est le mois de mai puisque les pertes de navires marchands n'excèdent plus 100 000 tonnes par mois. Nous remarquons même un déclin du tonnage coulé : 76 629 tonnes en juillet, 65 377 en août, 35 856 en septembre, 28 007 en octobre, 10 233 en novembre[661]. Pour autant, les Allemands ont mis en service la classe *UB III* et réussissent à déployer des unités en Méditerranée : 23 sous-marins en août 1918. Les Alliés, pour lutter plus efficacement, développent un réseau de stations détectrices tout autour de la mer Méditerranée. Les Britanniques ont déployé 25 stations, les Italiens 20, les Français 14. Les services secrets de la marine ont envoyé une équipe de cryptographes à Tarente, puis à Rome au printemps 1917.

Il est clair que la détection à terre et le convoyage ont vaincu la guerre sous-marine. Les Allemands ont perdu en six mois six sous-marins. La Méditerranée devient une mer alliée en mai 1918 mais les Italiens y brillent par leur absence. La bataille du ravitaillement est une victoire anglo-franco-américaine renvoyant la *Regia Marina* à une marine de guerre de second rang. L'Italie n'a aucune importance navale en 1918 et son inaction le prouve.

[661]Paul. G Halphern, *A naval history of Worl War I*, Annapolis, 1994, p. 398-401

Nous allons maintenant voir la création et la mise en oeuvre de l'A. N. C.

2 – La création de l'A. N. C et ses effets :

Suite au traité de Rapallo, s'est créé, à Versailles, le Conseil Suprême Interallié de Guerre et ses deux avatars : l'A. N. C et le conseil terrestre. L'A. N. C réunit tous les chefs d'Etat Major des marines alliées : France, Italie, Royaume-Uni, Japon, Etats-Unis. Il est responsable de la conduite stratégique de la guerre navale et exprime des recommandations aux chefs du gouvernement.

Le Conseil a pour but de mettre en oeuvre les méthodes et les procédures pour assurer une coopération interalliée efficace. Chacun garde le commandement de ses forces navales. Le premier Lord de l'Amirauté britannique espère que l'A. N. C va mettre en mouvement la *Regia Marina*[662]. Il est clair que dans ce conseil les seuls pays qui peuvent accroître leurs capacités navales sont les U. S. A et le Japon. Le pays du Soleil Levant a envoyé une flotte sous commandement britannique. Seuls les Etats-Unis envoient *l'U. S. Navy* en renfort. La France est au maximum des ses possiblilités et l'Italie sur la défensive.

Les Etats-Unis peuvent soutenir les principaux fronts mais le front adriatique est stratégiquement peu intéressant, donc le soutien à l'Italie est faible. La première conférence de l'A. N. C a lieu le 22 janvier 1918 à Londres et évoque l'engagement américain. La deuxième à Londres du 12 mars évoque l'Adriatique. Pour les Franco-Britanniques, les Italiens contiennent les Autrichiens mais ils ne veulent pas les détruire. Ils ont une attitude défensive, au lieu d'attaquer les bases navales autrichiennes. Les Italiens préfèrent le barrage d'Otrante et contenir les Alliés à l'entrée de l'Adriatique[663].

Pour les Alliés, l'Italie n'agit qu'en fonction de ses intérêts non au profit de l'Alliance. Les Italiens ne font que demander des renforts par la voix de Thaon Di Revel. Les Anglo-Américains veulent réfléchir sur la Méditerranée en sa totalité, non sur un théâtre particulier. Di Revel fait un plaidoyer complet pour la cause italienne. Il demande la construction du barrage d'Otrante plutôt que détruire la flotte autrichienne et veut continuer à mener sa guérilla navale et aérienne contre la K. U. K. Pour Di Revel, un commandement unifié n'apporte rien de plus et l'Italie doit commander en Adriatique. Les Alliés n'en tiennent pas compte et mettent l'amiral Jellicoe à la tête des marines alliées[664]. Les Américains n'acceptent pas que la politique italienne interfère dans les opérations en Adriatique. La conséquence est que l'Italie est vue comme une alliée de peu de foi par les Britanniques et les Français.

---

[662]Robert Lansing, *War Memoirs of Robert Lansing, Secretary of State*, Indianapolis, 1935, p. 245

[663]ANA, RG45, QC, *ANC Papers n°77 conclusions reached at the second meeting held March 12-14 1918 in London*, WDC

[664]P. E Coletta, *Allied and American naval operations in the European Theater during the World War I*, New York, 1996, p. 346-348

Les Alliés veulent une attitude offensive et des prises de risques[665]. Sims propose son opération combinée qui est adoptée, sans l'accord de l'Italie le 12 mars[666]. Dans le courant du mois de juin, Sims en vient à penser que « la politique actuelle de contrôle par la marine italienne vise à sauver ses bateaux dans le but de conserver la supériorité envers l'Autriche après la guerre »[667]. Pour lui, l'Italie ne veut pas coopérer avec ses alliés étant une attitude condamnée par les Alliés. Ce qui accroît l'isolement militaire italien[668]. Il est évident que ce sont les Etats-Unis, la France et le Royaume-Uni qui prennent les décisions. Le condominium anglo-franco-américain domine l'Italie.

Comment se déroule l'engagement américain en Adriatique ?

3 – L'U. S. Navy en Adriatique et en Méditerranée :

La participation américaine a eu deux aspects : la guerre navale et l'affrontement aéronaval. C'est la naissance de l'aéronavale en 1918. Il nous faut donc étudier les deux types de guerre. L'aide américaine a été décisive car elle a définitivement renversé le rapport de force naval au profit des Alliés.

a – La participation navale américaine :

Le second groupe de chasseurs de sous-marins américains, appelé *Unit B*, part de Norfolk(Etats-Unis) début mai 1918 et arrivent à Plymouth le 28 pour se rendre à Corfou début juin. L'utilisation de ce type de navire se fait de la façon suivante.

Pour couler un sous-marin, *l'Unit B* forme une longue ligne avançant à vitesse lente. Deux chasseurs sur chaque aile sondent jusqu'à 100 pieds de profondeur soit environ 50 mètres. Lorsque un *Uboote* est détecté, les navires lancent une bouée sur ce point. Les navires américains éteignent leurs moteurs pour confirmer par une seconde écoute par les chasseurs sur les ailes. Lorsque la profondeur est établie, les navires lancent des grenades anti sous-marines obligeant le sous-marin à remonter. Les trois derniers navires donnent la chasse pour le couler. Au total, une unité de chasse anti sous-marine se compose de cinq navires.

Charles Scott, un observateur sur un des navires de *l'Unit B,* énonce la phrase suivante en arrivant à Corfou. « Les conditions dans l'Adriatique sont excellentes pour chasser un sous-marin. La mer était très profonde, avec des profondeurs atteignant de 2 500 à 3 600 pieds. Le trafic

[665]ANA, RG 45, QC, *ANC Papers n°50 Reports of the Commission du 12-14 mars 1918*, WDC
[666]Voir point précédent
[667]ANA, RG45, *Sims to Secretary of the Navy*, 20 juin 1918, WDC
[668]PE Coletta, *The United States and Italy in the ANC of World War I*, Anapolis, Unites States Naval Academy, Article tiré de *Italia e Stati Uniti dall'Indipendenza americana ad oggi 1776-1976*, Premier Colloque international d'Histoire Américaine à Gênes du 26 mai au 29 mai 1976, Torino, 1917

commercial est faible ce qui permet aux hommes de l'écoute sonar d'avoir très peu de bruits parasites »[669]. Les Américains constatent une lacune grave alliée : les positions des navires sont toujours les mêmes sur le barrage d'Otrante donnant aux Allemands une parfaite connaissance du dispositif. Il est donc nécessaire de modifier les positions alliées tous les jours.

Enfin, *l'U. S. Navy* s'entraîne avec la Regia Marina pour accroître ses capacités opérationnelles qui sont résumées dans le triptyque : détection-poursuite-destruction (D. P. D). Les Américains se lancent dans la bataille le 6 septembre 1918 au plus près du barrage. Le quartier-maître Alfred Maier sur le chasseur *SC-129* détecte un sous-marin à 200 yards au milieu du triangle fait par les navires américains. Les Américains mettent en oeuvre douze grenades, puis les équipages attendent vingt minutes en coupant les moteurs. Les navires d'écoute n'entendent plus rien, sauf vingt-cinq coups de revolver dix minutes plus tard, avec l'aide du sonar. L'équipage du U-Boot s'est suicidé pour éviter de se noyer. Cet épisode montre l'efficacité américaine et la cruauté de ce type de guerre.

L'U. S Navy va connaître son premier succès le 28 septembre 1918 à Durazzo. Depuis le printemps, ce port est la voie de ravitaillement des Empires centraux en Macédoine. Avec l'offensive française de l'été, il est nécessaire de couper cette ligne de communication pour assurer à l'A. A. O son succès prometteur. A cet effet, le Commodore Kelly, commandant l'U. S Navy en Adriatique, affecte au capitaine de vaisseau Nelson, officier commandant *l'Unit B*, douze chasseurs supplémentaires. Avec cette force, il peut protéger une forte escadre constituée de croiseurs. Les Alliés décident d'attaquer Durazzo avec une flotte constituée de trois croiseurs britanniques (le *Lowestoft*, le *Darthmouth*, le *Weymouth*) et trois italiens de classe Pina (le *San Giorgio*, le *Pisa* et le *San Marco)*. Selon les rapports des services secrets de la *Royal Navy*, le dispositif naval ennemi à Durazzo est composé de sous-marins et de destroyers. *L'Unit B* doit protéger cette division navale.

Le 2 octobre, la flotte apparaille de Brindisi. A 10h00, les navires alliés voient Durazzo. Les Autrichiens les détectent par avion. Les *S. C 225* et *327* font face au sud. Enfin, les *S. C 95*, *179* et *338* sont sur le flanc gauche et les *S. C 130*, *324* et *337* sur l'aile droite. Lors du bombardement naval, le *Weymouth* est attaqué par un sous-marin qui est coulé par les *subchasers*. Les *S. C 128* et *215* en coulent un de plus mais le *130* explose sur une mine. Sur le seul affrontement naval en Adriatique en un an, *l'U. S Navy* représente les deux tiers des unités déployées et les Alliés les trois quarts. Ce constat montre l'étendue de l'inaction italienne et sa volonté faible de se battre.

Ce sont les Alliés sur mer qui ont vaincu les Autrichiens en 1918. A ce titre, la domination militaire sur mer des Alliés est totale sur l'Italie.

[669]AB Ferrer, *The US Navy in World War I : combat at sea and in air*, Westport, 1995, p. 107-114

b – L'aéronavale américaine : *l'U. S. A. F Navy*

L'U. S. A.F Navy apparaît à cette époque. Ce sont les débuts de l'aéronavale dans toutes les marines européennes impliquées dans le conflit. La particularité de cette arme nouvelle est qu'elle est très prisée par les Anglo-Saxons qui y voient le prolongement de la théorie stratégique de Mac Millar du *Sea Power* en donnant aux marines un moyen d'action contre des objectifs au centre des terres.

Dans cette vision anglo-américaine, la théorie du général italien Douhet prend toute sa mesure. En effet, il pensait que l'aviation permet de mener des bombardements stratégiques pour détruire le potentiel militaro-économique de l'adversaire : usines d'armement, chantiers navals, aciéries, mines,... Les Américains vont reprendre cette idée en l'adaptant à des objectifs tactiques. L'aéronavale américaine va avoir pour but de bombarder les bases navales autrichiennes de Pola et Trieste au lieu de réaliser des vols de reconnaissance. Le lieutenant Commander Edward Mac Donnell est l'officier américain le plus élevé en grade sur le sol italien pour l'aéronavale américaine. Il était le chef de la 1ère escadrille américaine en Italie. En janvier 1918, il arrive en Italie et teste pour l'U. S Navy le *Caproni Ca-3* version bombardier. C'est un avion trimoteurs, biplan à fuselage jumelé qui est armé par quatre personnels : le pilote, le copilote, l'observateur et le tireur. L'observateur était au nez de l'appareil pour détecter la cible alors que le tireur lâchait les bombes. La cible de l'expérimentation opérationnelle était un terrain d'aviation loin derrière les lignes ennemies. Ce fut un franc succès. Le concept aéronaval est validé par *l'U. S. Navy*.

L'U. S Navy décide de déployer une base de bombardiers à Porto Corsini en mai 1918. Cette ville se situe à 90 kilomètres de Venise et à 80 kilomètres de Pola. Les Etats-Unis envoient 35 officiers, 300 hommes et 250 tonnes de matériels. C'est le lieutenant Haviland qui va commander la base. C'est un homme d'expérience puisqu'il a volé avec l'armée de l'air française et commandé la *Dunkink Seaplane Base*. Porto Corsini est une base difficile. Elle est placée idéalement pour attaquer Pola mais elle est au bord d'un canal de 100 pieds de largueur menant à l'Adriatique (environ 42 mètres). Ensuite, il faut décoller dans le sens du vent. Ce qui est contraire aux pratiques aériennes.

Cependant, l'entraînement des pilotes au bord du lac Bolsena permet de surmonter ces difficultés. La base devient opérationnelle le 27 juillet 1918. *L'U. S Navy* s'équipe d'avions italiens les *Macchi* : *M5* et *M8*. Le *M5* est un chasseur monoplace avec deux mitrailleuses et deux bombes. Le *M8* est biplace, équipé d'une mitrailleuse et de quatre bombes de 24 livres chacune. Les Autrichiens sont équipés d'avions allemands : les *Albatros D III* et du *Lohner-L* (hydravion). Les *Macchi* sont issus de la capture d'un *Lohner-L* à Ravenne le 27 mai 1915. Il est clair que la supériorité technique allemande est présente. Les *Macchi* sont inférieurs en terme de performances

aux avions allemands. Les opérations commencent en août 1918. Il est nécessaire de savoir que les Autrichiens ont installé à Pola 114 canons antiaériens d'après les services secrets de *l'U.S Navy*.

Début août, une première offensive est lancée contre Pola. Les bombes pleuvent mais *l'U.S Navy* perd un pilote. Le 21 août 1918, l'U. S. A.F Navy lance une opération d'un type nouveau : un lâcher de prospectus par les airs. A cet effet, elle fait décoller cinq *M5* et deux *M8.* Cette opération a pour objectif Pola. C'est la première opération psychologique dont le but est de mener une campagne défaitiste contre les marins autrichiens et les civils qui ramasseraient les prospectus. Cette action est la première d'une longue série jusqu'à nos jours. Cependant, les cinq *M5* sont repérés par la chasse autrichienne et après un long combat aérien, les Américains doivent se replier. Ils détruisent deux *Albatros* et perdent un *M5,* celui de l'enseigne de vaisseau Ludlon. Ce pilote est sauvé in extremis par le lieutenant Hamman.

Le soir même du 21 août, les Autrichiens contre-attaquent en bombardant Porto Corsini avec 49 bombes. Cependant, seules douze d'entre elles ont touché la base et blessé six civils. Dans la nuit, *l'U. S. A. F Navy* riposte et deux *M8* bombardent Pola. Ils détruisent une batterie antiaérienne, l'arsenal et le terrain d'aviation des *Albatros*. Le 23 août, les Américains attaquent de nouveau Pola avec l'appui de la flotte italienne. Cette mission a été une totale réussite. Malheureusement, le *M8* ne peut transporter que 200 livres de bombes causant peu de dégâts.

Le haut commandement naval allié décide d'utiliser des avions plus adaptés le *Ca-3* bombardier. Le centre de formation de Foggia tourne à plein régime permettant d'équiper et d'armer des escadrilles rapidement. En novembre 1918, il existe dix escadrilles au sein du quatrième groupe américain de bombardiers de Porto Corsini. Les raids successifs sont des réussites exemplaires jusqu'à l'Armistice. L'aéronavale américaine était la seule présente dans le Haut-Adriatique. Quand aux Italiens, ils s'avèrent absents. L'*U. S. A. F Navy* a joué un rôle prépondérant dans l'usure et la mise hors combat de la base de Pola. La guerre aéronavale a donc été une opération américaine dont les Italiens ne se sont pas préoccupés. Ils ont totalement ignoré cette nouvelle technique de combat.

En conclusion, la *Regia Marina* n'a quasiment pas participé à la campagne de 1918. Elle a été absentes des batailles navales, des décisions stratégiques de l'A. N. C où les Alliés ont imposé leurs vues sur la guerre en Adriatique. Enfin, la participation américaine a été puissante et déterminante puisque avec les marines franco-britanniques, elle a donné la victoire navale sans les Italiens. L'U. S. Navy a fait basculer le rapport de force du côté des Alliés. Cette inaction et cette absence italienne prouvent la domination aéronavale alliée en Adriatique et l'infériorité stratégique des Italiens.

Qu’en est-il de l’action terrestre de l’armée italienne ?

B – L'inaction terrestre italienne face à la victoire alliée en France :

De décembre 1917 à octobre 1918, l'armée italienne mène une guerre défensive pour la première fois de la guerre alors que la guerre de mouvement reprend en France en mars 1918 et se clôt par la victoire des armées françaises, anglaises et américaines. Les Italiens n'ont pas eu de victoires contre les Autrichiens. Ce fait a une importance cruciale dans la mesure où l'Italie va se retrouver à Versailles face à des Alliés auréolés par la victoire sur l'Allemagne. Elle va être en infériorité stratégique. Elle va devoir accepter le traité de Versailles comme l'Allemagne sans discuter. C'est la domination la plus totale sur l'Italie pour les Alliés. Nous allons donc voir pourquoi les Italiens n'ont pu gagner la première guerre mondiale sans l'appui militaire et stratégique des Alliés. Ils étaient justes dans le bon camp.

Tout d' abord, l'armée italienne devait se reconstruire avec l'aide des Alliés. Ensuite, les Italiens ont gagné une bataille défensive : la deuxième bataille de la Piave en juin. Puis, la victoire de Vittorio Veneto est due à l'écroulement des Autrichiens et non à l'offensive italienne. Enfin, les conditions d'armistice ont été décidées par le Conseil Supérieur de la Guerre Interallié puisque les Italiens avaient l'interdiction de faire une paix séparée.

1 - La reconstruction de l'armée italienne :

L'armée s'est reconstruite avec l'aide des Alliés dans trois domaines clés. Les Alliés ont apporté une aide matérielle immense. Ensuite, les Italiens ont reconstruit moralement et tactiquement autour de la doctrine Pétain, car il a géré la crise de 1917 dans l'armée française et ses idées ont fait école. Puis les Alliés ont fourni le renseignement. La seule idée italienne neuve est la création des *Arditi*.

a - L'aide matérielle des Alliés pour reconstruire :

Les Alliés ont envoyé 11 divisions en Italie pour soutenir l'armée italienne en déroute après Caporetto. Ces troupes sont entrées en ligne et ont tenu le front entre Nervesa et Pederobba depuis le 24 novembre 1917 (villes le long de la basse-Piave au nord de Vicenza).

Elles sont puissamment armées : l'armée Duchêne possède 77 batteries d'artillerie dont 31 de campagne, 9 de montagne, 4 de tranchées, 24 à canon court et 9 lourdes à canons longs. L'armée Plummer a 44 batteries dont 24 de campagne, 9 de montagne, 2 de tranchées, 9 courtes et 9 lourdes

avec 4 équipées du 155 L[670]. Les Britanniques ont déployé 5 divisions : les 23ème, 41ème, 13ème, 5ème, 7ème et 48ème D. I. En janvier 1918, les Britanniques ont mis en ligne 114 000 soldats avec une moyenne de 78 000 combattants. Les Anglais vont perdre en un an 90 officiers et 1 200 soldats et sous-officiers[671].

Pour les unités françaises, le point de situation a été fait dans la partie précédente. Les Français ont déployé 150 000 hommes sur le théâtre italien. Les unités du corps expéditionnaire franco-britannique sont maintenues en Italie jusqu'à la fin de la guerre. En revanche, pendant la campagne allemande du printemps 1918 où Ludendorff détruit la 5ème armée britannique, 2 divisions françaises et 2 britanniques vont rentrer en France. Les Italiens vont envoyer le 2 C. A en renfort. Par conséquent, la première manifestation de l'aide matérielle alliée est le maintien du corps expéditionnaire pendant toute l'année 1918.

Cette utilisation de troupes alliées dans le dispositif de Diaz lui permet de reconstruire l'armée italienne durement éprouvée par les combats d'octobre à novembre 1917 : 400 000 déserteurs, 10 000 tués, 265 000 prisonniers, plus les pertes des années précédentes. La 2ème armée de Capello a été totalement détruite, la 3ème coupée en morceaux etc. Il faut donc reconstituer les unités. Les Alliés lui fournissent le temps nécessaire à cette entreprise, ce qui est déjà un soutien matériel puissant. Le 23 décembre, le général Fayolle dans une lettre à Foch exprime deux choses. En premier lieu, la situation tactique ne lui donne plus aucune inquiétude. En effet, les Autrichiens sont seuls et usés suite au retrait des Allemands et l'hiver commence. Puis dans un deuxième temps, il nous dit que la reconstruction des différentes armées italiennes étaient en bonne voie : achevée pour la 2ème armée et presque finie pour la 5ème[672].

Les Alliés vont ensuite fournir une grande quantité de matériels : 300 000 fusils, environ 600 canons de campagne, 400 pièces de moyen calibre, et 40 de gros calibre. La France décide d'accroître encore les livraisons de matériels de guerre qui vont être terminées en février 1918 : 150 000 fusils, 25 millions de cartouches, 300 canons de 75 mm avec 300 000 obus de dotation, 100 pièces de 120 mm L avec 50 000 munitions, 75 canons de 155 L avec 50 000 obus. Les Français vont céder 100 avions de type *Nieuport* pour rééquiper la chasse italienne[673]. Cette artillerie supplémentaire est livrée pour renforcer directement les armées italiennes. Si on ajoute les pièces alliées sur le front, plus celles livrées en octobre 1917, les Alliés ont fourni 80% de l'artillerie.

Dans une guerre de siège comme la première guerre mondiale, ce soutien allié en artillerie est vital et montre l'importance de l'aide alliée. Il illustre aussi l'étendue de la dépendance italienne envers les Alliés et la domination qu'ils exercent par voie de conséquence sur l'armée italienne. Elle est soumise aux approvisionnements alliés.

---

[670] SHD, 17 N 527, Ordre de bataille des armées alliées en Italie, Vincennes
[671] *The British Army in campaign in Italy 1917-1918,* site internet anglo-saxon sur la première guerre mondiale : http://www.worldwarI.com
[672] AFGG, tome 6, volume 1, chapitre 3, p . 117-118-119
[673] Ibid, p . 122-123

Maintenant, nous allons voir que l'armée italienne est sous la domination des thèses du général Pétain dans la reconstruction proprement dite. Nous verrons une domination par la reprise de la méthode Pétain pour soigner l'armée après les mutineries de 1917. Ensuite, nous étudierons la reprise par le *Comando Supremo* de la doctrine du champ de bataille d'armée dans la profondeur.

b - La domination doctrinale alliée pour reconstruire l'armée italienne :

Avant de traiter la reprise de la doctrine Pétain, il faut déjà expliquer en quoi elle consiste. En avril 1917, Nivelle lance l'offensive du Chemin des Dames. C'est un échec retentissant qui causa la mort de plus de 150 000 Français inutilement vu le degré de préparation des fortifications allemandes dans les grottes calcaires de Craonne. Les divisions qui ont participé à cette attaque se mutinent. Il y a eu différentes raisons à cette réaction de la troupe.

Tout d'abord, les soldats en ont eu assez de se faire massacrer pour rien. Ensuite, après tant d'échecs depuis l'offensive d'Artois en 1915, les soldats n'ont plus confiance dans le commandement qui passe pour incompétent. Enfin, les conditions de vie dans les tranchées ne se sont pas améliorées en deux ans de guerre. Les soldats voudraient manger chaud, avoir un abri pour se reposer véritablement à l'arrière car rien n'a été prévu, une bonne alimentation, un système de permissions juste. Enfin, une des grandes revendications des poilus est de bénéficier de trains chauffés, de gares réchauffées lors de leurs permissions. C'est un tableau assez général pour expliquer le malaise des soldats et les mutineries.

Pétain va soigner cette armée française usée et au bord de l'effondrement. Tout d'abord, il va châtier les meneurs des mutineries : il a existé 554 condamnations à mort par les Conseils de Guerre (tribunaux militaires). Pétain fit exécuter seulement 49 soldats pour l'exemple[674]. Ensuite, il s'attaque aux différentes causes du malaise des soldats. Il institue un système de permissions par roulement : chacun est son tour noté sur le fameux cahier de permission créé à ce moment précis. Ensuite, il fait chauffer les trains et les gares de permissionnaires. Il décide d'accroître la qualité et les quantités des aliments des rations pour améliorer le moral. Les popotes utilisent des cuisines roulantes à l'arrière pour permettre aux soldats de manger chaud pendant les phases de repos[675]. Il fait ensuite réaliser dans les tranchées des véritables abris par les services du Génie pour améliorer les conditions de vie des Poilus avec des poils à mazout pour le chauffer l'hiver. Enfin, pour rétablir la confiance dans le commandement, Pétain opte pour deux solutions complémentaires : l'offensive à objectifs limités avec une énorme préparation d'artillerie pour économiser le sang est égale à la guerre de matériels et la propagande de guerre longue.

L'offensive selon Pétain doit viser des objectifs à la portée de l'infanterie : 7 à 8 km de la

[674] John Keegan, *La Première Guerre Mondiale,* New York, 2003, p .396 à 408
[675] Guy Pedroncini, *Les mutineries de 1917*, Paris, 1983

première ligne française. La préparation d'artillerie doit être puissante et écraser l'adversaire sous un déluge de feu. Elle va être complétée par un barrage roulant d'artillerie juste devant la progression de l'infanterie. Ensuite, l'infanterie n'a plus qu'à prendre possession des tranchées ennemies et percer. C'est une guerre de matériel car ce type d'offensive nécessite une incroyable puissance de feu et donc un grand nombre de pièces et une consommation énorme d'obus. Pétain met en oeuvre son plan à la bataille de La Malmaison en août 1917 où la concentration atteignait 2 pièces par mètre de terrain sur un front de 5 Km. Les pertes furent d'une centaine d'hommes et la percée de 7 Km. La troupe fait donc de nouveau confiance dans le commandement car Pétain est vu comme le chef économe de ses hommes. Enfin, il met en oeuvre une propagande de guerre longue : il choisit de dire la vérité aux hommes et de montrer ses succès au regard du rapport : gain tactique/pertes humaines. Il autorise les parutions des journaux de poilus pour soutenir le moral et mettre en adéquation la presse de l'arrière avec celle des tranchées. Cette méthode Pétain a rétabli l'armée française en l'espace de cinq mois.

Le nouveau commandement italien, voyant les résultats de Pétain, décide de mettre en place les mêmes méthodes. Le nouveau triumvirat Diaz-Giardino-Badoglio à la tête de l'*Esercito* réorganise l'armée selon les principes Pétain. Le premier point est la fin de l'application du règlement de discipline générale de 1865 issu de l'armée sarde. Le commandement devient plus humain et souple. Diaz adapte le commandement aux nécessités de la longue guerre de tranchées. En revanche, il maintient une forte discipline chez les officiers : certains ont été exécutés pour avoir été séparés de leurs hommes, ce qui était vu par les carabiniers comme un abandon de poste[676].

Ensuite, ils améliorent les conditions de vie des soldats. La ration passe de 3067 calories en novembre 1917 à 3580 en juin 1918. C'est important car l'hiver en montagne est très rude. Les esquimaux consomment 3500 calories par jour. Cette comparaison montre l'effort du commandement italien pour bien alimenter ses soldats et leur permettre de tenir aux rigueurs de l'hiver. De plus, les permissions passent de 25 à 35 jours par an, ce qui accroît le moral en adoptant le système français.

A partir du mois de décembre, le ministère de la Guerre crée un nouveau secrétariat d'état pour l'assistance militaire et les pensions de guerre. Cette initiative du ministre Bissolati rassure les soldats puisqu'en cas de décès leurs familles auront une aide financière de l'Etat. Enfin, les mutilés pourront bénéficier d'une aide. Nous pouvons ajouter la création de l'association des Anciens-Combattants : *l'Opera Nazionale Combattenti* en décembre 1917.

L'ex-ministre Corrandini crée un organisme étatique de soutien des familles de soldat qui a pour but de prodiguer gratuitement des soins, de délivrer des aides financières, des assurances et des moyens de communication entre les familles et les combattants. Elle s'appelle l'*Opera di Assistenza e Propaganda tra i soldati e i loro familiari*. Le commandement autorise la parution de nombreux

[676]Giorgio Calasso, *Storia d'Italia,* volume 12 *la prima guerra mondiale e il fascismo,* Rome, 1995, p . 116

journaux de tranchées jusqu'à une cinquantaine. Nous trouvons des journaux comme *La Trincea, L'Astico, La Giberna, La Tradotta, La Ghirba, Il Razzo* qui tirait à 200 000 exemplaires...[677]

Les Italiens face à une crise militaire sans précédent ont reconstruit leur armée sur le modèle français élaboré par Pétain. L'armée italienne est donc sous l'influence des idées de Pétain. Elle est dominée doctrinalement par la France pour ce qui est de la réorganisation du fonctionnement des unités.

Maintenant, nous allons voir la reprise de la doctrine Pétain : le champ de bataille d'armée dans la profondeur.

c - La domination tactique de la doctrine Pétain : le champ de bataille d'armée dans la profondeur

Diaz se rend bien compte que la baisse de moral n'explique pas complètement le désastre de Caporetto. Les causes tactiques ont leur part de responsabilités : une artillerie inexistante et inefficace, une infanterie sans deuxième ligne, des PC trop loin des combats etc...[678]

Il est donc nécessaire de résoudre ce gros problème tactique. La solution pour Diaz est d'appliquer la directive n°4 de Pétain de décembre 1917 qui instaure la notion de champ de bataille d'armée en profondeur[679].

Pétain part de la constatation que le système défensif allemand est organisé sur plusieurs lignes de défenses permettant une défense élastique : reculer sur la 2ème ou la 3ème ligne pour absorber l'offensive afin de l'user. Il imagine une tactique inspirée de la ligne Hindenburg. Pour lui, la première ligne, lors d'une offensive ennemie, est condamnée par le feu de l'artillerie allemande. Il faut donc mettre le moins possible d'hommes dans cette tranchée. Ensuite, il faut réaliser des lignes de tranchées dans la profondeur du fuseau d'une armée. Chaque armée doit avoir dans son dispositif plusieurs lignes de défense, mais indépendamment des autres. Il faut placer le 1/3 des troupes dans la deuxième ligne et installer les 2/3 restantes dans les 3ème et 4ème lignes prêtes à contre-attaquer les unités allemandes dès leur entrée dans la première ligne française. Les contre-attaques doivent être incessantes pour user et finalement stopper l'offensive allemande. L'artillerie doit couvrir les contre-attaques par des feux nourris sur les batteries ennemies et l'arrière immédiat des assaillants. Enfin, l'aviation doit harceler la progression de l'infanterie allemande. C'est donc un système de défense dans la profondeur d'un fuseau d'armée. C'est pour cette raison qu'il s'appelle le champ de bataille d'armée dans la profondeur.

---

[677] Ibid, p . 117
[678] Bilan réalisé par les Français sur l' *Esercito* à Caporetto par Foch, partie prédédente
[679] SHD, 16 N 1692, dossier 83, Directives du GQG n° 4 aux Commandants d' Armées, Vincennes

Diaz réorganise tout son dispositif de cette manière dès janvier 1918[680]. Les Autrichiens vont en faire la mauvaise découverte lors de leur offensive de la Piave en juin 1918. L'ensemble de la réorganisation tactique et fonctionnelle de l'armée italienne s'est faite sous l'influence alliée et, par conséquent, sous la domination des thèses du général en chef français. Ce fait montre la domination intellectuelle des Alliés sur le commandement italien et sur son armée. Donc l'armée italienne est soumise aux Alliés.

La restructuration de l'armée italienne s'est faite sous le modèle allié. Cependant, des unités d'élites apparaissent, nous allons les voir ultérieurement. Nous allons étudier la clé du redressement italien : les Alliés fournissent le renseignement tactique et stratégique.

d – Le renseignement militaire venant des Alliés (juin – novembre 1918) :

Les Britanniques ont été une source majeure de renseignements pendant l'année 1915. Cette dépendance stratégique a été refusée par les Italiens et s'achève lors du départ des troupes allemandes du front italien début 1916 pour Verdun. Cependant, cette grave carence stratégique italienne s'est poursuivie jusqu'en 1917 où les Autrichiens ont brisé et vaincu les services italiens.

Avec le désastre militaire de Caporetto et l'inefficacité des services italiens à établir l'offensive pour le C. S, la surprise stratégique et tactique a été totale. Cependant, avec l'arrivée du corps expéditionnaire franco-britannique, les services secrets alliés reviennent en Italie en décembre 1917. Les Alliés ont une structure efficace en matière de renseignement. Pour l'armée française, la chaîne renseignement part des officiers de renseignement régimentaires pour aller au Deuxième bureau de l'Etat-Major de la Xème Armée. Fayolle puis Duchêne et Maistre reçoivent l'aide de cette chaîne militaire de renseignement. Ensuite, nous avons la chaîne centrale avec l'antenne de Rome du 2 B/E. M. A qui transmet au chef interarmes les informations en sa possession d'ordre militaire et moral. Cette antenne est armée par l'attaché militaire le colonel de Gontrecourt et les hommes des services spéciaux : un système d'une efficacité redoutable. Pour la *British Army*, nous avons bien sûr la chaîne militaire qui aboutit au M. I 1 (a). Cependant, le chef interarmes n'a pas de chaîne propre comme chez les Français. Il possède un officier du M. I 1 à ses côtés qui lui donne la totalité du renseignement. Cet officier donne ses ordres aux agents des différents bureaux du M. I 1, aux unités militaires collectant le renseignement. Cet officier a aussi un représentant du M. I 5 avec lui. Cette structure centralisée a aussi un effet redoutable sur le terrain. Cavan a un instrument de

[680] Giorgio Calasso, *Storia d' Italia,* volume 12 *La prima guerra mondiale e il fascismo,* Rome, 1995, p . 123

renseignement extraordinaire[681].

Comme en 1915, le renseignement va venir des Alliés avec leur retour sur le terrain en novembre 1917. Les S. S. I hors jeu, les Alliés ont la maîtrise totale du renseignement et de son cycle. A partir de janvier-février 1918, les unités alliées sont amalgamées au sein de la 6ème armée italienne puis de la 10ème armée. Ces armées italiennes successivement tiennent le centre du front sur la Piave, l'endroit le plus exposé aux offensives ennemies, le secteur de Nervesa-Pederobba (30 kms de front). Avec la mise en place des réseaux, la chaîne alliée de renseignement devient opérationnelle en juin 1918. Le 22 juin 1918, l'officier M. I 1 auprès du Q. G britannique en Italie transmet son premier rapport aux Italiens. Il s'intéresse à l'emploi de l'artillerie chimique par les Autrichiens du 15 juin. Pour le M. I 1, la tactique et l'emploi du chimique sont parfaitement copiés sur la bataille de la Somme menée par les Allemands. Une grande variété de gaz a été utilisée et en grande quantité (5 000 obus par fuseau divisionnaire). Le temps clair a réduit l'effet des gaz. Les obus chimiques sont tirés par des canons de 77 mm et de 101 mm. L'emploi du chimique est la contre batterie sur l'artillerie italienne[682]. Autrement dit, les Autrichiens neutralisent la défense italienne. Les gaz utilisés sont probablement des persistants (persistance supérieure à deux jours sur le terrain), soit l'ypérite, soit du sulfate d'éthyle dichloré[683]. Ce genre d'analyse aurait du être établie par les S. S. I ou le C. S pour mettre en place des contre-mesures, ce qui n'a pas été fait. Les comptes-rendus tactiques se suivent et se ressemblent.

Le 5 août 1918, *l'Intelligence Service* signale des mouvements de troupes autrichiennes en France. La 35 D. I est arrivée entre le 12 et le 16 juillet à Arlon (Ardennes Belges). Elle est restée jusqu'au 23 juillet. Cette division avait été vue la dernière fois sur la Piave en juin 1918. Les troupes allemandes ont donc quitté le front italien pour la France. Les Autrichiens sont vus en train de partir pour la Champagne entre le 15 et le 22 juillet. Le M. I 1 a constaté un mouvement ferroviaire avec de l'artillerie provenant de Russie à destination de Reims. D'après un rapport du 2 B/E. M. A, les Français ont établi un rapatriement de troupes autrichiennes de Ratisbonne vers le front français à raison de 70 à 80 trains entre le 1er et le 17 juillet. Selon des interrogatoires de prisonniers de guerre ; ces trains d'artillerie et d'infanterie passent près de Thionville le 16 juillet, puis à Friburg et à Strasbourg. Cent mille Autrichiens ont été vus à Sarreguemines entre le 11 et le 16 (près de Trêves). D'après les agents des S. S. F, ces troupes sont destinées au front occidental[684]. Ce renseignement est crucial car le front italien voit réduire les forces adverses de deux C. A, améliorant ainsi le rapport de force pour les Alliés sur ce front. Les Italiens peuvent attaquer, selon les Alliés mais ceux-ci ne le veulent pas. Face à cette hostilité et grâce à la maîtrise du renseignement, les Alliés font tomber tous les arguments des Italiens pour exiger en ce mois d'août

[681] Voir les organigrammes des services secrets alliés, point sur l'Italie et la guerre secrète, 1ère partie, 2ème chapitre
[682] U. S. S. M. E, F2, carton n°188, compte-rendu du M. I 1 au G. H. Q British Force in Italy et au C. S n°205 annexe n°2 du 22 juin 1918 sur l'utilisation du chimique, Rome
[683] Olivier Lepick, *La Grande Guerre Chimique 1914-1918*, 1998, Paris, p 239-247
[684] U. S. S. M. E, F2, 188, mémoire n°5866 de la M. M. B auprès de l'U. I. C. S du 5/08/1918, Rome

1918 l'attaque immédiate de Foch. C'est un instrument puissant de domination stratégique. Ce sont les Alliés qui ont suppléé aux S. S. I pour fournir le renseignement à partir de juin 1918. Les Alliés mettent en place les moyens nécessaires avec le *34th squadron* de la R. A. F pour prendre des photos. C'est la naissance du Renseignement d'origine image en Italie (R. O. I. M).

Le rapport du 9 août 1918 signale les mouvements ennemis. A Vittorio Veneto, l'activité ferroviaire est intense. A Pordenone, deux trains autrichiens dont un hôpital sont en gare. C'est le même scénario à Gorgio della Chiesa. A Oderzo, les Autrichiens construisent une nouvelle route vers les ponts de la Piave[685]. L'intérêt de ce capteur est de voir les intentions de l'ennemi par les mouvements de mise en place. Ce sont des informations essentielles. Le rapport du 10 août du M. I 1 recense les nouvelles du front : les Britanniques ont capturé 500 ennemis lors d'un raid sur les lignes adverses malgré les tirs permanents de l'artillerie autrichienne.

Les opérations de l'aviation italienne ont été nombreuses : raids sur les lignes de chemin de fer, les usines et aérodromes dans la plaine du Frioul et le port de Pola. Le matin même, l'aviation italienne a largué des tracts sur Vienne et rentre saine et sauve malgré le survol de Neustadt, Graz, Lubiana et Trieste[686]. Cependant, le harcèlement autrichien est incessant sur le front britannique. La R. A.F a abattu deux avions ennemis sur Asiago (Trentin). L'activité de l'artillerie et de l'aviation ennemie est faible. Les unités autrichiennes face au B. E.F. I ont été identifié : la 6ème D. I, 38 D. I, 10ème D.C et 52ème G. A. Ce sont des Hongrois et des Bosniaques. Depuis le mois de juin aucun renfort n'a été amené ce qui réduit les régiments à 50 % des effectifs. Les régiments slaves se délitent selon les prisonniers de guerre et les débandés capturés. De plus, la R. A. F a recensé toutes les bases aériennes ennemies : Colle Umberto avec quatres bombardiers et deux chasseurs, Godega, Gajarine en déménagement, Mansue avec quatorze hangars mais sans avions, Motta avec un appareil au sol, Fonzano, Gardolo avec deux bombardiers-deux chasseurs, Romagnano doté de sept appareils et Pergine. La face aériennes adverse eset estimé à une dizaine de cbombardiers et chasseurs pour 15 kms de front. Le B. E. F. I a capturé 1 107 ennemis depuis la seconde bataille de la Piave. Ces rapports sont d'une très grande richesse. Nous savons où est l'ennemi, quels sont ses moyens, ses activités. Face au B. E. F. I, le M. I 1 sait tout. Le renseignement est très précis et travaillé.

Après l'attaque britannique du 9 août sur Asiago, le M. I 1 tire les conclusions suivantes. Les Austro-Hongrois ont une haute estime envers les Britanniques. Ils ont peur de l'artillerie anglaise car elle domine l'autrichienne. Certains secteurs sont mieux défendus et protégés que d'autres. Le secteur de Canova (est d'Asiago) est très bien défendu. Les Autrichiens se plaignent de leur artillerie et de leur aviation inefficaces. Une rumeur court : le retrait d'Asiago vers les montagnes plus faciles à défendre. Cependant, le moral ennemi est bon et l'aspect des troupes

[685] U. S. S. M. E, F2, 188, compte-rendu des photos prises par le *34th Squadron* pour la *Branch Intelligence 14th wing R. A. F-139th sqadron* transmis à la 6ème armée italienne du 9 août 1918, Rome

[686] U. S. S. M. E, F2, 188, rapport n°354 du 10/08/1918 du M. I 1 auprès du G. H. Q B. E. F in Italy, Rome

correct malgré le manque de nourriture. Leur santé est excellente sauf dans l'infanterie où les combattants avec un état physique faible sont contaminés par des parasites. Le M. I 1 pousse l'analyse le plus loin possible. A partir d'observations sur l'état des Autrichiens, le M. I 1 essaie de déterminer le niveau des forces morales, sa préparation et la volonté de se battre. Pour le M. I 1, les Autrichiens veulent se battre et sont dans un état correct. En revanche, ils se sentent abandonnés des unités d'appui et de protection. L'ennemi n'est pas encore abattu.

Toutefois, les interrogations des prisonniers polonais et autrichiens montrent une haine de plus en plus forte envers l'Allemagne[687]. La logistique adverse est passée au peigne fin pour définir les cibles à frapper. Les dépôts de munitions sont à Trente, Matarello, Calliano, Folgaria, Roana, Mandrielle. Les plots d'approvisionnements et de soutien sont à Mandrielle, Folgaria, Calliana, Matarello, Trente et Caldonazzo. Le rapport donne l'organigramme complet de l'artillerie adverse. Les R. A ont à six batteries équipées de canons de 81 et de 101 mm. Les R. A lourdes sont équipés en 150 mm à 3 minutes et 1 à 105 mm. Ce sont des canons à répétition : 5 à 6 coups minute avec une élévation en site de 46°, avec des tubes longs. Cette étude fouillée du M. I 1 de l'artillerie ennemie et de la logistique permet d'organiser une grande opération de feux dans la profondeur pour réduire très sérieusement les capacités ennemies. Ce renseignement aurait dû aider la victoire des Italiens s'ils avaient décidé de combattre.

Dans le rapport du 2 septembre, l'attitude des Autrichiens est une lassitude morale vis-à-vis du conflit. L'artillerie a une activité très faible pour éviter le feu britannique de contre-batterie. L'activité aérienne est résiduelle. En revanche, les défenses ont été renforcées dans les secteurs de Croce, Roana, Val d'Assa, Canova. Cependant, c'est avec le retrait des mortiers. Une rumeur de retrait circule parmi la troupe autrichienne[688]. Ce renseignement aurait dû motiver les Italiens. L'inactivité italienne durant la fin de la guerre est patente et volontaire malgrè la qualité des renseignements fournis par les Alliés. L'Italie essaie de résister à cette dépendance stratégique forte tandis que c'est le bras armé de Foch par faire pression afin d'obtenir cette offensive italienne tant désirée.

Les rapports du 2 B. IXème Armée font état d'une activité très faible, résiduelle à partir du 4 septembre 1918. Cependant, les oppositions entre nationalités éclatent au grand jour d'après des intérrogatoires de soldats yougoslaves. L'égalité entre nationalités est mise en place dans l'Armée mais le commandement est méfiant envers les Tchèques et les Yougoslaves. Les Autrichiens mélangent systématiquement un germanophone avec une autre nationalité durant les patrouilles ou les assauts. La décomposition a commencé[689].

---

[687] U. S. S. M. E, F2, 188, rapport n°254 du M. I 1 auprès du G. H. Q du B. E. F. I, du 10 août 1918, Rome
[688] U. S. S. M.E, F2, 188, comptre-rendu n°277 du 02/09/1918 du M. I 1 au G. H. Q du B. E. F. I, Rome
[689]U. S. S. M. E, F2, 179, Compte rendu n°277 du 02/09/1918 du 2 B. IXème Armée Française pour la 6ème armée italienne, Rome

(4)

AUSTRIAN ARTILLERY ORGANISATION.

Organisation of Artillery Command:-

Army Artillery H.Q.
(Generaloberst)

A Corps Artillery H. Q. (Generaloberstleutnant)
B Corps. Artillery H. Q. (Generaloberstleutnant).
C Corps. Artillery H. Q. (Generaloberstleutnant).

X Division. Artillery H.Q. (X Artillery Brigade) (Generalmajor)
Y Division. Artillery H.Q. (Y Artillery Brigade) (Generalmajor)
Z Division. Artillery H.Q. (Z Artillery Brigade) (Generalmajor).

X Field Artillery Regiment. (Oberst or Oberstleutnant). — 6 batteries.
100 X Field Artillery Regiment. (Oberst or Oberstleutnant). — 6 batteries.
X Heavy Field Artillery Regiment. (Oberst or Oberst-leutnant. — 4 or 3 batteries.

NOTE. The F.A.R. contains both guns and howe. and one T.M. Battery (See under organisation of Regiment).

Artillery Command Staffs.

Army H.Q.

General.	Generaloberst, always known as Feldzeugmeister.
Colonel.	Oberst.
Lieut-Colonel.	Oberstleutnant.
Major.	Major.
Staff Captain.	Generalstabshauptmann.

Corps H.Q.

Lieut-General.	Generaloberstleutnant.
Colonel or Lieut-Colonel.	Oberst or Oberstleutnant.
Major.	Major.
Staff Captain.	Generalstabshauptmann
Reconnaissance officer	

Arty. Bde. H. Q.

Major-General.	Generalmajor.
Lieut-Colonel.	Oberstleutnant.
Major.	Major.
Staff Capt.	Generalstabshauptmann.
Reconnaissance officer.	

Arty. Regtl. H.Q.

Colonel or Lieut-Colonel.	Oberst or Oberstleutnant.
2 Adjutants.	Lieutenants.

Document n° 5 : Rapport britannique sur l'artillerie autrichienne

Cf f2, 188, *Rapport n°254 du M. I 1 pour le B. E. F. I du 10/08/1918*

Au niveau tactique, l'armée autrichienne dispose d'un nouveau masque à la suite d'une rumeur sur l'utilisation par les Italiens d'un gaz nouveau très puissant. Les Autrichiens développent de nouvelles contre-mesures chimiques : des cadres à l'entrée pour protéger et rendre hermétique les abris, complétés par des bottes de paille ou des fagots de bois. Les renseignements français nous décrivent une Autriche-Hongrie, au bord du gouffre. Le rapport du 15 septembre des S. S. F s'attèle à l'étude de l'artillerie restructurée de l'ennemi. Avec chaque D. C est affecté un R. A hippomobile. Il faut ajouter quatorze R. A. M dotés de six batteries de 75 mm et trois d'obusiers de montagne. Il existe aussi quatorze R. A. L avec des pièces de 105 et 150 mm. Ces 28 régiments sont hors divisions. Certaines unités d'artillerie de brigades n'ont pas de matériels. A chaque D. I sont affectés deux R. A. C, un R. A. L et un G. A. M. Cette étude de la nouvelle structure autrichienne permet de connaître l'objectif : économiser les moyens d'appui aux D. I et D. C. C'est le début de la fin. Cependant, les Italiens ne réagissent pas. L'activité ennemie reste faible en ce 16 septembre 1918 où seule l'aviation alliée procède au bombardement de cibles autrichiennes. Les Italiens n'ont mené que des coups de main sur la Brenta pour capturer des prisonniers : 343 dont douze officiers. L'artillerie autrichienne continue son action de harcèlement des Italiens. L'ordre de bataille reste identique du côté autrichien. Il est à noter la réduction d'un bataillon par régiment et la présence de 160 hommes par compagnie. D'après des renseignements confirmés, la 2ème D. I venant de Russie s'est établie face à la 3ème armée italienne à Portogruardo à partir du 23 juillet 1918. L'artillerie divisionnaire est arrivée neuf jours avant[690]. Dans le Bulletin de Renseignement (BR) du 21 septembre, l'activité autrichienne est résiduelle. Pourtant, les vols de reconnaissance ont identifié des mouvements de troupes sur la ligne de chemin de fer Conegliano, Casarsa, Sacile, Porderone. Ce sont des mouvements nocturnes avec d'après des agents une partition des unités au carrefour Vittorio/Serravalle : le premier groupement vers Ponte Delle Alpi au sud et le second vers Roujine au nord-ouest. Les mouvements se font par compagnie à 15 minutes d'intervalle[691]. Au vu de ces compte-rendus, les services français donnent des renseignements tactiques très précieux sur les intentions futures de l'ennemi mais établissent aussi le quasi-cessez le feu autrichien qui permet aux Alliés de reprendre l'initiative et de marcher vers la victoire. Les Italiens refusent encore.

Dans le B. R du 29 septembre 1918, les services français travaillent sur la lutte anti-aérienne (LAA) dans l'armée autrichienne à partir d'un rapport volé au K. U. K n°99 652. Le commandement ennemi constate les effets psychologiques dévastateurs des bombardements des aviations franco-britanniques. Il demande de renforcer l'instruction de l'infanterie pour obtenir le même effet qu'avec la préparation à la charge de cavalerie. De cette manière, l'infanterie autrichienne n'aura plus peur. Cette instruction consiste à faire voler son aviation le plus bas possible pour habituer les fantassins et de récompenser pécuniairement les soldats abattant des

[690] U. S. S. M. E, F2, 179, Bulletin de renseignement n°314 du 16/09/1918 du 2 B/Xème Armée Française pour la 6ème armée italienne, Rome

[691] U. S. S. M. E, F2, 179, B. R n°319 du 21/09/1918 du 2B/Xème A. F pour la 6ème armée italienne, Rome

avions. Le moyen à privilégier dans la L. A. A est la mitrailleuse. D'après ce même B. R, les agents français établissent le renfort des armées ennemies par des unités bosniaques face à l'offensive italienne prévue par l'adversaire. Ils évaluent l'effectif à 12 000 hommes soit un D. I du côté de Vittorio[692]. Jusqu'à fin octobre, les rapports se succèdent en martelant le même refrain : c'est le moment d'attaquer.

Le 26 octobre débute l'offensive de Vittorio Veneto, les B. R font apparaître des renseignements très intéressants. Tout d'abord, la 106ème division de *Landsturm* est vu le 11 octobre à Sivry (est de la France), ce qui montre la « mauvaise foi » des Italiens et la supériorité du renseignement britannique. Ensuite, l'armée autrichienne est touchée par une vague de démoralisation extraordinaire : sur les 600 hommes du train, seuls 80 arrivent sur le front. Depuis juin, les désertions s'amplifient. Juin 1918, tout un régiment déserte à Graz par la malnutrition et la famine. Les déserteurs se cachent dans les villages. A Vienne, 60 000 déserteurs sont comptés en civil ou en uniformes. Les officiers chargés de les retrouver se préoccupent plus de piller pour survivre que leur mission : « nous n'avons rien ; si vous voulez manger, débrouillez-vous »[693]. En clair, l'ennemi s'effondre sans aucune pression des Italiens. C'est le blocus franco-britannique qui paie. L'ennemi abandonne ses positions sur la ligne de Cime Tre Pazzi (Trentin), Asiago où il se replie sur Roncalto-Stefle. En revanche, l'armée française en Italie prend d'assaut Segusino dépassé de 1 km au nord. La IIIème armée italienne passe la Piave sans rencontrer de résistance[694]. L'effondrement autrichien est profond. C'est une implosion qui permet aux Italiens de progresser sans combattre. Les unités autrichiennes font sauter les magasins, les ponts sous la couverture de leurs artilleries. La marine italienne trouve même 28 canons de gros calibre abandonnés dans le fuseau de la 3ème armée[695]. Le 2 novembre 1918, le B. E. F. I prend Pordenone à 15 h 40. La R. A. F signale la destruction des deux ponts sur la Cosa à Gradisca[696].

Le M. I 1, grâce à la détection par goniomètre, localise toutes les stations autrichiennes qui fonctionnent encore. Le renseignement d'origine électro-magnétique a encore frappé (20 E. M). La victoire du M. I 1 est totale sur l'*Evidenzbü*ro en Italie. Les Britanniques ont intercepté 113 messages et 1 637 conversations radios durant la semaine du 24 octobre au 1er novembre 1918. Ce à quoi les Italiens ont échoué, les Britanniques l'ont fait : la victoire des codes. Pour arriver à ce résultat, ils ont cassé le redoutable code autrichien d'origine allemande en se fondant sur le travail français du *Télégramme de la Victoire* de juillet 1918 très probablement. Par les stations goniométriques du groupe Felte, elles sont détectées à Nemeggio-Cellouda-Cana-Anzu-Mellane.

---

692 U. S. S. M. E, F2, 179, B. R n°327 du 29/09/1918 du général Bauby chef du 2 B/Xème armée française auprès de la 6ème armée italienne, Rome

693 U. S. S. M. E, F2, 179, extrait de *Berner Tagwaht* de Berne dans le B-R n°346 de la 2 B/Xème armée française au profit de la 10ème armée italienne du 21 octobre 1918, Rome

694 U. S. S. M. E, F2, 179, B. R n°358 du 2 B / Xème armée française au profit de la 10ème armée italienne du 30 octobre 1918, Rome

695 U. S. S. M. E, F2, 179, B. R n°360-361 du 1er novembre 1918, Rome

696 U. S. S. M. E, F2, 188, B. R n°350 du M. I 1 au G. H. Q en Italie pour la 10ème armée italienne, Rome

Pour la Brenta, c'est Cismon-Giaron-Mellane-Lamon-Tomba-Prassdan-Arsie-Seren. Pour Asiago, les stations sont Pra della Bella, Strigno et Casera. Pour Foza, il n'existe aucune station. Sur la Piave, nous avons Campion, Sacile, San Polo di Piave, Mansue et Portogruaro. Le M. I 1 établit aussi que les intentions de l'ennemi sont de construire une ligne de défense sur le Tagliamento d'après l'interrogatoire de prisonniers de la 36ème division *Schützen* au soir du 1er novembre soit deux jours avant la demande d'armistice.

Au vu de notre étude passée sur le renseignement allié, ce sont les Franco-Britanniques qui ont délivré les informations essentielles pour la victoire puisque les S. S. I étaient hors-combat depuis octobre 1917. Les Alliés ont reconstruit l'armée italienne au niveau logistique, doctrinale et maintenant dans le domaine du renseignement. La domination alliée dans ce champ de bataille a été totale. Le M. I 1 et le 2ème Bureau ont le monopole de l'information.

Nous allons maintenant étudier la seule idée italienne pour reconstruire leur infanterie : des régiments d'élites.

e – Les troupes d'assaut italiennes : une réponse sur le modèle allemand :

Avec la bataille de Riga en février 1917, l'armée impériale de Guillaume II spécialise son infanterie. Elle met en œuvre une infanterie d'élite : les *Schlosstruppen* et, en conserve une autre de ligne classique.

La première est constituée à partir des meilleurs fantassins regroupés en une unité unique dont la mission est de s'infiltrer en profondeur dans le dispositif adverse. Elle est équipée de grenades et d'armes automatiques. Ils sont soudés par un formidable esprit de corps.

La seconde devient de facto une infanterie médiocre, mal équipée avec un mental plus faible. Cette tactique est très risquée si l'adversaire attaque sur le point où cette infanterie d'élite est absente.

Pétain pensait que spécialiser l'infanterie revenait à accepter la défaite, d'où son refus de cette tactique nouvelle. Le 29 juillet 1917, le général Capello, commandant la 2ème armée, décide de tester ce système en créant le 1er régiment d'*Arditi* sous le commandement du lieutenant-colonel Bassi. Son premier engagement fut la bataille de Bainsizza le 18 et 19 août 1917 entre Auzza et Loga près de Gorizia. Le 4 septembre, c'est le Mont Saint Gabriel où le succès est immédiat. Les effets sur les hommes sont excellents : un moral d'acier, une foi inébranlable dans la victoire. Ces

unités montent en puissance : vingt régiments à la veille de Caporetto soit 20 000 hommes[697]. Elles bénéficiaient d'un traitement très avantageux pour l'alimentation, les permissions et le confort en ligne.

A Caporetto, les *Schlosstruppen* allemands enfoncent les lignes de la 2ème armée. S'ensuit la déroute jusqu'au 9 novembre où les Italiens les arrêtent sur la Piave. Durant la bataille, les Italiens ont engagés leurs *Arditi* avec l'infanterie classique et non à part comme les Allemands. Ce schéma n'a pas empêché l'effondrement de l'*Esercito* et a peut-être permis sa résurrection. Malgré cette inconnue, le commandement italien continue à développer ses unités : trente régiments à Vittorio Veneto et un C. A lors de l'offensive finale soit deux divisions. Le service P va faire de l'engagement des *Arditi* une épopée glorifiant l'enthousiasme, le patriotisme, la détermination et leur foi en la victoire inéductable. Les Arditi deviennent un modèle de combattants d'exception. En fait, ils sont les agents d'une campagne de propagande qui vise à rétablir le moral de l'armée par leur exemple.

Cependant, Diaz et Badoglio font un choix strictement inverse aux Allemands constaté dès Caporetto : l'intégration aux D. I classiques. Même si les *Arditi* ont un meilleur armement (734 fusils, 8 mitrailleuses, 24 pistolets mitrailleurs et 2 canons de 65 117 mm par régiment, un entraînement très poussé), le C. S décide de renforcer l'infanterie de ligne pour l'amener au niveau de ces unités d'élite progressivement. Les *Arditi* deviennet des supplétifs au sein des C. A. Le C. S ne crée pas un centre spécial d'entraînement au camp de Sdricca et ne met pas en place un inspecteur général pour leur préparation opérationnelle ce dont bénéficie l'infanterie de ligne.

Pour les Italiens les troupes d'élites d'assaut sont un moyen de propagande et non un choix tactique clair sur modèle allemand. Le C. S les utilise pour remotiver l'infanterie par leur présence et leur image. L'Armée Italienne reste donc dans le modèle d'armée définie par Pétain et ne passe pas sous influence allemande. Les *Arditi* sont un stratagème propagandiste dans le post-Caporetto. Ces unités spéciales ont été le fer de lance moral des Italiens sans nuire à leurs capacités opérationnelles. Cependant, leur enthousiasme a dégénéré dans l'après-guerre puisque les *Arditi* n'ont pu accepter le parlementarisme non flamboyant. Ils deviennent malheureusement le creuset du fascisme.

Les *Arditi* sont une réponse psychologique à la crise du moral de 1917 et non tactique. L'armée italienne reste fidèle au modèle Pétain.

L'armée italienne en reconstruction n'a monté aucune offensive, elle se situe dans une situation d'attentisme. Cette période va durer jusqu'en juin 1918 où les Autrichiens vont passer à l'offensive : c'est la deuxième bataille de la Piave. Elle a été portée à bout de bras par les Alliés

[697] Giorgio Rochat, *La truppe d'assalto italiane nella Prima Guerra Mondiale – problemi di reclutamento, addestramento, impiego*, colloque sur *La logistique des armées au combat pendant la Première Guerre Mondiale sous la direction du général Gambiez du 6 au 8 juin 1970*, Nancy 2, 1984, p 280-298

jusqu'en juin 1918.

2 - *La deuxième bataille de la Piave : une victoire italienne défensive*

a – Les deux armées à la veille de la bataille :

Les Autrichiens reprennent l'offensive en ce mois de juin 1918. Ils ont le privilège de l'initiative sur les Italiens. En effet, les Italiens sont restés en position attentiste de reconstruire leur armée qui était presque hors de combat en décembre 1917.

Les Autrichiens décident cette offensive dans un contexte particulier. Les Allemands lancent des offensives d'une rare vigueur sur le front français en appliquant la méthode de Riga contre les Anglais en mars : c'est l'opération Michael, puis contre les Français en mai à Noyon et Reims. Ils progressent rapidement mais les Alliés réussissent à les contenir. Les Allemands jettent leurs ultimes forces dans la bataille car ils savent qu'avec l'arrivée des troupes de l'*US Army*, ils ont peu de temps pour l'emporter. En effet, l'Entente se fortifie chaque jour alors que l'Allemagne et ses alliés s'affaiblissent en hommes et en matériels.

Face à cette montée des périls pour l'Allemagne et donc pour l'Empire, les Autrichiens doivent obtenir rapidement une victoire sur l'Italie pour aider les Allemands, ou un succès décisif pour l'obliger à négocier la paix afin de sauver la double monarchie. L'objectif stratégique autrichien est de sauver l'Empire par une victoire rapide et totale sur une Italie très faible depuis Caporetto. C'est donc pour eux la bataille décisive, cher au coeur de Clausewitz. Ils engagent tous leurs moyens, c'est à dire 680 régiments, 7000 pièces d'artillerie alors qu'ils n'en disposaient que de 574 et 5255 à Caporetto. Ils attaquent donc avec une puissante machine de guerre. La seule différence avec Caporetto est l'absence des Allemands surtout de leur commandement. Par conséquent, le combat interarmes né à Caporetto ne peut pas être aussi bien mené expliquant en partie leur échec.

Les Autrichiens décident de lancer une offensive à deux directions convergentes vers Trévise, siège de l'Etat-Major italien depuis décembre 1917[698]. Cette opération, si les troupes parviennent à franchir les lignes italiennes arc boutées sur la Piave et les Alpes, peut effectivement anéantir militairement les Italiens. La planification est excellente. Seuls les événements peuvent modifier ce rapport de force largement favorable aux Autrichiens. La victoire est clairement à leur portée sur le terrain. Pour cette offensive, ils vont mettre en place 73 divisions entre les attaquants et les défenseurs soit 900 bataillons et 7500 pièces d'artillerie. Pour cette opération, ils vont constituer deux ailes marchantes avec 54 divisions soit 774 bataillons ou encore 1,4 millions d'hommes avec

[698] Piero Melograni, *Storia politica dell'Italia 1915-1918,* Milano, 1998, p .545-546-547

au moins 6000 canons de toutes tailles. L'aile gauche, qui a pour objectif la Brenta et le Monte Grappa, est composée de 3 divisions, 1 CA et plusieurs divisions de réserve. L'aile droite est constituée de 8 divisions, 2 CA et une dizaine de divisions de réserve.[699] Donc l'aile droite monopolise les 2/3 des troupes et des moyens. Elle est positionnée le long de la Piave inférieure, notamment autour des ponts proches de Piave-Santa Donà.

Face à l'armée autrichienne, l'armée italienne compte les 8, 7, 3èmes et 1ère armées avec leur artillerie en voie de reconstitution depuis Caporetto. Mais cette armée italienne n'est plus la même. En effet, elle a bénéficié de sa reconstruction par les Alliés. Elle met en oeuvre au niveau tactique les thèses du général Pétain sur le champ de bataille d'armée dans la profondeur. Ensuite, elle est moralement plus forte suite à la présence des Alliés sur le terrain : 8 divisions franco-britanniques et la Légion Tchèque soit 200 000 hommes au total en plus. La situation morale a évolué positivement car l'Italie ne mène plus une guerre impérialiste. Son territoire est envahi par les Autrichiens qui ne sont qu'à 50 km de Venise. C'est devenue une guerre nationale où il s'agit de libérer des Italiens occupés depuis décembre 1917 : la Vénétie et le Frioul.

Une véritable volonté de résister est forte au sein des soldats italiens et de la population. La conscience nationale réapparaît en juin 1918. Enfin, l'armée a de nouveau confiance dans ses chefs par l'application par Diaz des principes Pétain en matière d'opérations limitées peu coûteuses en hommes : 520 000 pertes en 1917, 143 670 en 1918[700]. La division par cinq des pertes au combat des Italiens a recréé un climat de confiance qui renforce la combativité des soldats.

C'est la renaissance de l'armée italienne. Mais son manque d'artillerie, constant depuis 1915 continue. Les Autrichiens ne vont pas attaquer la même armée.

b – Les opérations de juin à juillet 1918 :

La bataille commence le 15 juin avec la préparation d'artillerie autrichienne minutée de 4 heures comme à Caporetto fondée sur l'emploi des gaz : phosgène+chlore = 80% des obus tirés et 20% d'explosifs sur les premières lignes.

Un bombardement d'une heure des PC et des arrières pour anéantir le commandement et un barrage roulant protégeant l'assaut des fantassins d'élites. Les *Schlosstruppen* lancent des embarcations sur la Piave et traversent le fleuve. Mais les services secrets alliés ont démasqué les Autrichiens quelques jours avant, leur permettant néanmoins de se préparer, d'où les difficultés des premiers jours à percer[701]. Malgré ce fait, les Autrichiens y arrivent avec leurs trois armées

[699] SHD, 17 N 527, Ordre de bataille de l'armée italienne sur la Piave juin 1918, Vincennes
[700] Piero Melograni, *Storia politica dell'Italia 1915-1918,* Milano, 1998, p . 545-546-547
[701] SHD, 17 N 527, ODB des armées italiennes, Vincennes

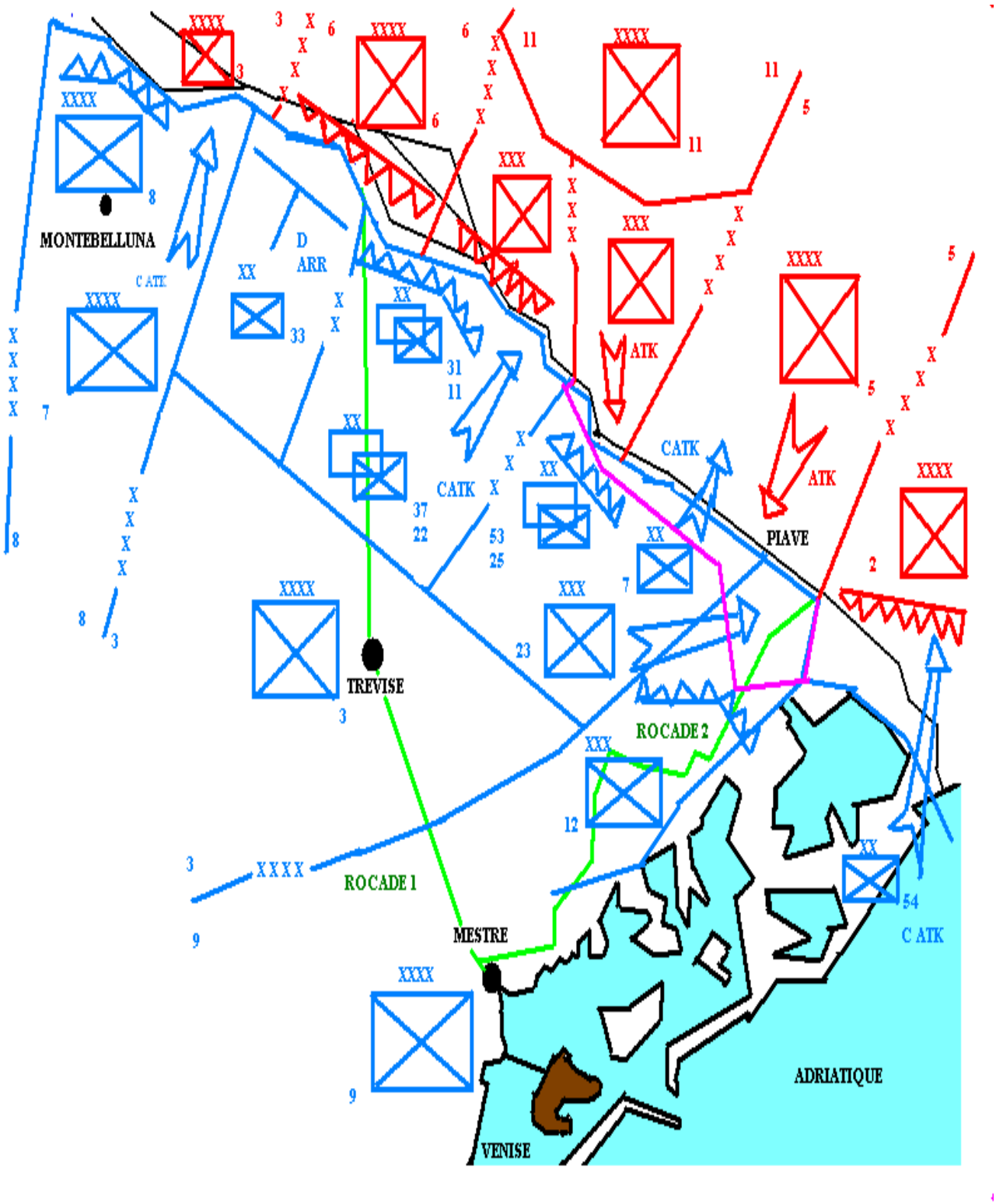
engagées : la 11ème de Scheuchenstuel, la 6ème de l'Archiduc Joseph et la 5ème de Von Wurm le 22-23 juin sur tout le front.

L'aile gauche marchante autrichienne attaque entre l'Astico et la Brenta avec 10 divisions en premier rideau par le val d'Assa jusqu'au val Frenzela. Elle perce et atteint le Monte Grappa en suivant les méandres de la Brenta. Elle prend Asiago avec 23 divisions ainsi que le plateau. Pourtant, sur les pentes du plateau d'Asiago, comme en 1916, les Italiens et les Alliés arrêtent les Autrichiens. La 6ème armée est composée de 2 CA italiens et des troupes alliées (200 000 hommes rien que pour les trois nations aidant les Italiens). Les Britanniques ont stoppé les Autrichiens dans le triangle Roncalto -Cesuna -Traverso le 9 juin. Le 28, les Anglais stabilisent le front et en quelques jours reconquièrent le terrain perdu. Ils ont fait prisonniers 1000 Autrichiens avec 7 canons, 72 mitrailleuses, 20 lance-flammes. Le 30, les troupes françaises contre-attaquent sur Pennar et l'Opera Brutus et capturent 500 Autrichiens avec 7 canons, 2 pièces de tranchées, 16 mitrailleuses, 10 lance-flammes. Les Autrichiens ont été repoussés rapidement entre l'Astico et la Brenta.

Sur le Grappa, les Autrichiens intensifient leur action car c'est le coeur du système défensif italien sur la Piave. L'objectif est de prendre le mont puis de s'emparer de la ligne Monte Tomba-Montefenera pour contourner complètement la défense et prendre à revers tout le dispositif italien. Les Autrichiens prennent le val San Lorenzo le 15 juin matin et arrivent sur la ligne du Pertica à l'ouest du massif du Grappa. A la sortie de la ville de Solarolo, les Italiens résistent et tiennent malgré de fortes pertes. Les Autrichiens piétinent dans ce secteur. Les Italiens contre-attaquent avec le 9ème C. A et reprennent le terrain perdu dès le 15 juin au soir.

Sur la Piave proprement dite, l'aile droite autrichienne, puissante, traverse le fleuve à Montello et à Santa Donà avec 14 divisions des 5ème et 6ème armées. Sur Montello, les 31, 17 et 13 D. I d'élites occupent le saillant nord de la ville dans le but de prendre le noeud ferroviaire de Nervesa et les ponts de Priula. Les Italiens se battent. Les Autrichiens essaient de profiter d'une brèche à Giavera, mais une charge des autos blindées italiennes les arrête. La bataille fait rage dans Montello et le long de la Piave jusqu'au 19 au soir. Mais les Italiens tiennent et les Autrichiens sont usés.

La 3ème armée sur la Piave combat contre le gros des troupes autrichiennes et finit par les stopper définitivement le 19. Les Autrichiens n'ont pas pu atteindre ni Nervesa, ni Candelù qui étaient leurs objectifs prioritaires de l'aile droite. Le 20 juin, l'équilibre se rompt au profit des Italiens face à des Autrichiens épuisés. La contre-attaque italienne est générale obligeant les 18 divisions ennemies à repasser la Piave le 23 juin. Le 24 juin, le front a quasiment repris sa ligne de contact d'origine.



Carte n°16 : La bataille de la Piave (15 juin-6 juillet 1918)

Réalisée par Emmanuel BOUDAS

Echelle 1/60 000 000, soit 1cm égal à 10 km.

Cependant, après cette bataille de coup d'arrêt, les Italiens passent à l'attaque au matin du 29 juin. Le jour même, l'armée italienne reprend le Val Bella. Le 30, ils reprennent le col del Rosso, le col d'Echele. En deux jours, les Italiens ont détruit quatre divisions d'élite : la 3ème Edelweiss, la 26ème Schültzen et les 36 et 53èmes DIM. Les Italiens ont fait 2000 prisonniers, capturé 24 pièces d'artillerie, 2000 fusils. Par toute une série d'offensives limitées, à partir du 2 juillet, les Italiens ont récupéré la totalité de la ligne de contact sur le Grappa et la Brenta. Pour terminer, la contre-offensive de la 9ème armée sur la basse Piave avec la 54ème D. I a pris des têtes de pont à Cortellazzo et à Cavazuccherina. Cette armée débouche sur le Piave Nuovo et déplace au sud du front la ligne de contact de 10 Km.

Le bilan de l'opération est nettement à l'avantage des Italiens dans cette victoire défensive. Ils ont tenu face à une offensive puissante autrichienne avec relativement peu de pertes : 80 000 tués ou blessés au combat. Les Autrichiens sortent usés de la bataille empêchant ainsi à terme de sauver l'Empire. Les Italiens ont gagné cette bataille pour deux raisons majeures : l'application des thèses de Pétain sur la guerre défensive et la reconstruction d'une armée épuisée. Ensuite le retour du patriotisme des soldats italiens, avec l'occupation de la Vénétie, compte dans cette victoire. La soumission de l'armée italienne aux doctrines alliées a porté ces fruits : l'Italie est sauvée. Cette situation créé une énorme dette morale et militaire envers l'Entente.

L'Italie était réduite à un instrument marginal dans les mains des Alliés. La seconde bataille de la Piave est la seule victoire italienne contre l'Autriche. Or c'est une bataille défensive. Ce qui traduit l'attentisme italien et la perte de l'initiative. Une telle attitude dans la guerre inscrit l'Italie dans une position de soumission aux Alliés puisque ses faits d'armes sont négligeables.

c – La participation alliée à la bataille :

Nous venons de voir que les Italiens ont réussi à repousser les Autrichiens lors de cette bataille défensive. Cependant, qu'en est-il des Alliés présents sur le front italien ?

Le 31ème C. A français est reparti en France ainsi que deux D. I britanniques du 11ème C. A. Maistre donne ses ordres le 24 mars 1918 où le 12ème C. A va occuper la zone de Lusiana pour relever le 25ème C. A italien épuisé au sein de la 6ème armée. La mission du C. A est de s'opposer à toute offensive ennemie en s'appuyant sur une organisation solide du terrain avec des unités de réserve pour contre-attaquer immédiatement. L'aviation et l'artillerie seront aux ordres des commandants de division sachant que le chef du C. A garde à sa disposition une artillerie de corps et une aviation de réserve. A gauche, c'est le 20ème C. A italien dont le Q. G est à Casa Gerardi et à droite, nous avons le 14ème C. A britannique dont le G. H Q est à Loredo. La limite ouest du secteur

français est la route de Santa Maria Maddalena – côte 1 071 – route d'Asiago – Pria dell'Acqua. La limite est la côte 985 ouest de Val Chiama – ouest côte 1 283 de Montagna Nuova[702]. L'organisation défensive du plateau d'Asiago comprend une première ligne avec une tranchée avancée et la principale ; une seconde ligne dotée de plusieurs points défensifs fortifiés et des boyaux de communication. L'effort défensif est porté entre la première ligne principale et la seconde. La 47ème D. I prend le secteur de droite de Val Bella et la 24ème D. I à gauche sur Campo Rossignolo. Chaque D. I occupe son secteur avec deux R. I à l'avant, un en réserve sur la seconde ligne. Les point-clés sont les axes routiers. La 24ème D. I a quatres groupes d'artillerie (le quatrième groupe du 1er R. A. M, le deuxième du 52ème R. A. C, le deuxième du 155 R. C. S…), un à deux bataillons de travailleurs italiens, une compagnies de mules. Deux R. I seront au repos aux ordres du C. A. La 47ème D. I a cinq groupes d'artillerie (le neuvième du 177 R. A. L, le cinquième du 1er R. A. M, le quatrième du 2ème R. A. M, le 1er du 52ème R. A. C, deux groupes du 155 R. C. S), un bataillon de travailleurs, une demi compagnie de mules, deux B. C. A aux ordres du C. A. Ce plan défensif a vocation à perdurer.

L'activité ennemie est nulle, tandis que le 50 R. I a pris un poste autrichien et le 4ème B.C.A a découvert une brèche dans le système adverse le 27 mars 1918[703]. Le 28 mars, un détâchement de vingt chasseurs du 54ème B. C. A a constaté que le village de Val Bella est inoccupé. L'artillerie a réglé ses tirs. L'ennemi ne bouge pas[704]. Dans l'ordre général n°101, le 12ème C. A arrive vers le front de la Piave. Le 5 avril 1918, il reçoit l'ordre d'embarquer. La 47ème D. I embarque à Padoue et la 46ème D. I reste sur la zone de transit[705]. Les 47ème et le 46ème D. I rentrent en France. La 23ème et le 24ème D. I prennent le secteur Perpiana-Torrent Lavarda sur l'Asiago le 3 juin 1918[706]. Le front français a pour limite ouest le carrefour de Rendela – côte 1 032 – Clama, pour limite est la route de Val dei Ronchi – Bertigo – Malga – Costalunga. Le 14ème C. A britannique est à gauche et le 13 C. A italien à droite. Il faut préparer une action offensive à une date inconnue. Les Français sont restés l'arme au pied sur le plateau d'Asiago durant la bataille de la Piave. L'armée française compte en Italie en juin-juillet 1918 28 000 hommes, 373 mitrailleuses, 132 pièces de campagnes et de tranchées, 80 canons gros calibre et 15 avions de chasse[707]. La victoire italienne de la Piave avec la 3ème Armée est dûe aux Britanniques qui ont combattu quatres jours du 22 au 28 juin entre Parego et Roncacalto[708].

Un article du *New York Times* rend hommage à l'armée italienne dans cette bataille en précisant que les Etats-Unis vont baptiser un navire du nom : *Piave*. Cette information illustre tout le bien que pensent les Alliés du rétablissement italien sous leur houlette.

---

[702] U. S. S. M. E, F2, 213, ordre général n°31 du 24 mars 1918 du 12 C. A sur le plateau d'Asiago, Rome
[703] U. S. S. M. E, F2, 213, rapport du 12ème C. A à la 6ème armée italienne du 27 mars 1918, Rome
[704] U. S. S. M. E, F2, 213, rapport du 12ème C. A à la 6ème armeé italienne du 18 mars 1918, Rome
[705] U. S. S. M. E, F2, 213, ordre particulier n°10 du Q. G. C. A du 5 avril 1918 du C. E. M général Jouvin, Rome
[706] U. S. S. M. E, F2, 168, ordre d'opération n°2 du 12ème C. A et l'ordre générale n°151 du 13 juin 1918, Rome
[707] U. S. S. M. E, F2, 168, O. D. B du 12ème C. A au 10/06/1918, Rome
[708] U. S. S. M. E, L3, 36, Le déploiement britannique en juin 1918, Rome

La deuxième bataille de la Piave est une victoire défensive italienne. En effet, il va falloir attendre fin octobre 1918 avec Vittorio Veneto pour voir l'armée italienne prendre l'initiative. Or, dans le même temps, les Alliés battent l'armée allemande. Ludendorff parle du jour de deuil de l'armée allemande le 8 août 1918, alors que les Italiens n'attaquent pas les autrichiens. Les Alliés entrent à Lille en septembre et à Gand en Belgique en octobre. C'est ce parallèle conjugué à la non victoire de Vittorio Veneto qui va expliquer en grande partie la soumission de l'Italie imposée par les Alliés en 1919.

3 – La non victoire de Vittorio Veneto (octobre -novembre 1918):

Tout d' abord, les Alliés ont dû exercer une pression très forte pour que l'armée italienne engage enfin la bataille de juillet à octobre 1918. Ensuite, la victoire militaire n'est pas due à l'armée italienne mais à l'effondrement des Impériaux qui ont refusé de se battre. En fait, la bataille n'a pas eu lieu. Vittorio Veneto n'est qu'un mythe créé par Orlando.

a - La pression alliée sur l'Italie :

Les Italiens sont à l'issue de la bataille de la Piave dans un excellent état d'esprit puisqu'ils ont arrêté et renvoyé dans leurs lignes les Autrichiens. En revanche, le *Commando Supremo* pense que l'armée n'est pas prête à lancer l'offensive finale pour dégager le territoire italien et envahir celui de l'Autriche.

Pour le Haut Commandement italien, la guerre va durer jusqu'en 1919. Cette situation les conduit à l'inaction pour conserver le potentiel de leur armée afin de pouvoir lancer l'effort final en même temps que les Alliés en France. Les principaux chefs politiques et militaires favorables à une action attentistes sont Diaz, le Chef d'Etat- Major, Badoglio son second, et Nitti le ministre des finances[709]. Orlando se rallie à cette opinion de l'Etat-Major.

Malheureusement, le gouvernement sent que la pression des Alliés monte. En effet, Foch, après la victoire défensive italienne, pense que l'armée italienne est de nouveau apte au combat contre l'ennemi autrichien. Pour lui, le rapport de force est tout à fait du côté italien avec 57 divisions dont trois anglaises, deux françaises et une tchèque réparties en sept armées avec des effectifs complets contre 60 divisions autrichiennes épuisées avec des troupes peu nombreuses et moralement affaiblies. Foch donne donc l'ordre d'attaquer «avec insistance»aux Italiens en vertu des

[709]Piero Melograni, *Storia politica dell' Italia 1915-1918,* Milano, 1998, p 549

pouvoirs de commandant en chef des armées alliées[710].

Orlando lui-même vient au secours de ses généraux et refuse l'offensive demandée par Foch en prétextant le manque de troupes en Italie. Il demande aux Alliés dix divisions supplémentaires, notamment américaines. Les Italiens conditionnent l'offensive à l'envoi de troupes américaines en Italie. Mais Wilson veut concentrer les forces américaines sur le front où la décision viendra et c'est la France. Il donne l'ordre à *l'American Expeditionnary Force* de rester en France. Il décide d'envoyer uniquement un régiment d'infanterie en Italie qui est intégré aux troupes franco-britanniques en novembre 1917[711]. Les Américains n'étaient pas disposés à envoyer des troupes supplémentaires. De plus, le général Pershing dit à Diaz que «ce serait un secours immense pour les Alliés si les armées italiennes pouvaient prendre l'offensive et profiter de la situation où se trouvent les Allemands, ayant toutes leurs forces en France condamnées à la défensive»[712]. Cependant, les Italiens refusent en prétextant le besoin de réserve pour 1919, ce que Pershing trouve ridicule. La pression alliée monte pour pousser les Italiens à l'attaque. Les arguments de Diaz s'effondrent les uns après les autres à partir du 8 août 1918, jour de deuil pour l'armée allemande.

Les Alliés percent partout. Ils prennent Cambrai le 10 août. Les Américains attaquent le saillant de Saint Mihiel avec la 5ème armée française. Ils réussissent ouvrant ainsi la porte du Luxembourg le 11 septembre. Les Britanniques prennent Lille le 28 septembre. Gand en Belgique est libéré le 1er octobre par les troupes belges et britanniques. Les Allemands reculent sur tous les points du front mais en ordre. L'armée d'orient de Franchet d'Esperey prend Monastir et fait prisonnier 400 000 Bulgares provoquant la reddition de la Bulgarie. Début octobre, l'armée d'Orient entre dans Belgrade et avance vers Budapest. Les Autrichiens demandent l'armistice le 5 octobre. Les Alliés progressent sur tous les fronts. Foch, exaspéré, donne l'ordre à Diaz d'attaquer le 28 septembre.

Diaz commence le 11 octobre 1918 les préparatifs pour une offensive. Les Italiens se décident à attaquer car la pression alliée est de plus en plus forte. En effet, Foch commande les Alliés et lance une offensive générale le 18 juillet qui va s'arrêter le 11 novembre. Les Italiens se trouvent face à deux pressions alliées différentes. Premièrement, l'autorité militaire et juridique de Foch est puissante sur Diaz. Deuxièmement, les Alliés sont en train d'écraser les Empires Centraux sur tous les fronts. La peur que la guerre s'arrête avant qu'ils n'aient remporté leur victoire sur l'Autriche taraude les Italiens.

Si la guerre devait se terminer sans une victoire italienne, les Alliés seraient tous puissants en Europe et ils auraient une arme diplomatique extraordinaire contre l'Italie dans les négociations de paix : pas de victoire militaire signifie pas de territoires revendiqués attribués. Le traité de

[710]Général R Tournès, *Histoire de la Guerre Mondiale,* tome 4 *Foch et la victoire des Alliés 1918,* Paris, 1936, p . 297
[711]André Kaspi, *Les Américains,* tome 1 *Naissance et essor des USA 1607-1945,* Paris, 1986, p. 270
[712]Général Pershing, *Mes souvenirs de guerre,* Paris, 1920, p. 226-227

Londres ne serait pas appliqué et les Italiens n'obtiendraient rien. Cette hypothèse est inacceptable pour Orlando. Les Italiens cèdent donc aux Alliés et attaquent sur la Piave. La bataille de Vittorio Veneto, qui va débuter est le fruit des pressions alliées : psychologiques ou légales. C'est une bataille imposée par les Alliés de façon consciente ou inconsciente.

En quoi Vittorio Veneto n'est pas une victoire italienne, mais un mythe construit par Orlando pour éviter de perdre la face devant son peuple et les Alliés ?

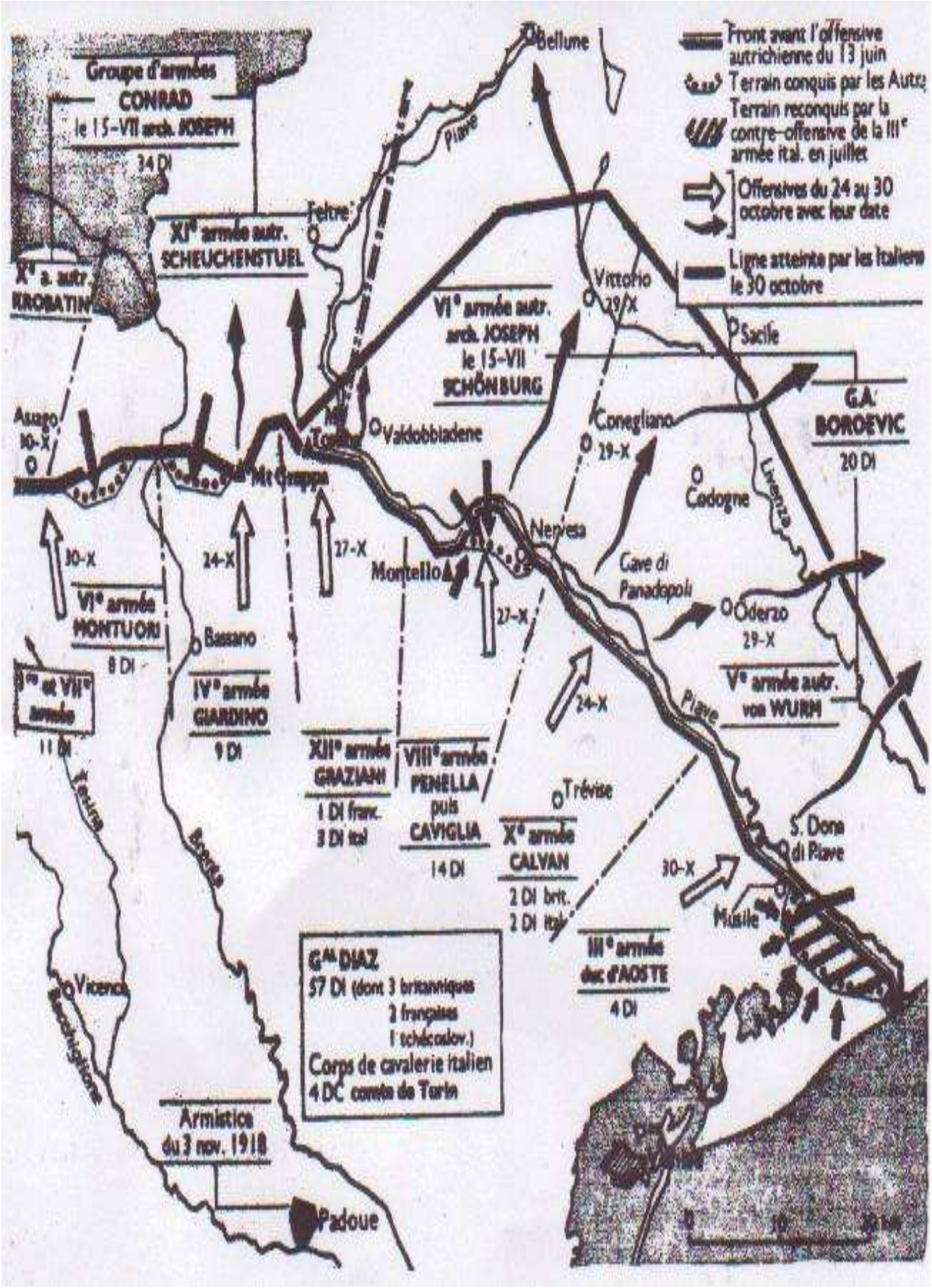
b – Vittorio Veneto n'est pas une victoire italienne :

La préparation de la bataille commence le 11 octobre 1918. Pour lancer cette offensive, il faut déjà réhabituer les hommes à la guerre de mouvement qui a réapparu en mars 1918 avec l'opération Michael en France.

Diaz, dans sa lettre aux généraux d'armées du 17 septembre, donne ses directives. Il demande aux commandements d'armées de remplacer les travaux défensifs par des instructions sur la guerre de mouvement. Les grandes unités de deuxième ligne doivent cesser tous les travaux et reprendre les manoeuvres, la marche et les contre manœuvres durant les instructions. Ces dernières doivent ensuite être étendue aux brigades de renfort de première ligne. Pour Diaz, ces instructions ont trois buts : réenseigner la guerre de mouvement, rétablir un esprit offensif au sein des unités, enfin donner un moral élevé aux hommes en leur parlant des objectifs nationaux : libérer l'Italie de l'Autriche, conclure la paix par la victoire[713].

Une fois les unités prêtes, Diaz prépare son plan d'offensive. Il décide une attaque frontale et centrale. Le but est de détruire le coeur du corps de bataille autrichien. A cette mission, il affecte 3 armées : la XIIème armée du général français Graziani avec pour objectif le Monte Tomba au nord de la Piave, la VIIIème armée du général Cavaglia au centre visant Vittorio Veneto et la Xème armée du général anglais Lord Cavan au sud de la Piave[714]. Dans cette bataille, ce sont les unités alliées qui sont responsables de la percée sur les ailes. Diaz utilise une fois de plus les troupes alliées, à croire qu'il n'a pas confiance dans sa propre armée. Si le plan fonctionne, la victoire sera due au 2/3 aux Alliés. L'objectif des Français est de se porter sur la droite pour aider le flanc gauche de la 8ème armée italienne sur le village de Valdobbiadene, ensuite de traverser la Piave vers le Nord avec la cavalerie.Les Français perçent le front sur Sisemol le 29 octobre et occupent Zocchi le 30. Au matin du 31 octobre 1918 la 24ème DI rejoint la rivière Longara et les unités italiennes à Ristecco à midi. Le soir les Français sont à Galio. En face les Autrichiens disposent trois armées : la 4ème de Schönburg, la 5ème de Von Wurm et le Groupe d'Armée GA de Boroevic.

[713] SHD, 17 N 528, Lettre de Diaz aux commandants d'armées du 17 septembre 1918 n°13 480, Vincennes
[714] USSME, L3, 179, synthèse italienne de la bataille de Vittorio Veneto 1918, Roma



Carte n°17 : La Bataille de Vittorio Veneto

D. Lormier, *L'Italie en guerre 1915-1918*, Bordeaux, 1986

Le 24 octobre, les Italiens attaquent. La résistance austro-hongroise est forte. Les Italiens et les Alliés ne percent pas. Pendant 4 jours, les Autrichiens tiennent sur tous les points du front. Mais un événement extérieur se produit. Les Français de Franchet d'Esperey entrent en Hongrie et en Bosnie. De plus, des conseils socialistes fleurissent partout au sein de l'Empire. Enfin, les conseils nationaux de l'Empire (Polonais, Tchèque…) saisissent cette opportunité de l'arrivée des Français pour créer leurs Etats indépendants[715].

L'Empire Austro-hongrois est en train de se disloquer sous la pression conjuguée de l'offensive française et des nationalités. Les soldats slaves et hongrois quittent le front pour rentrer chez eux défendre leurs terres contre les Français et contre un retour des Autrichiens. Ils ont refusé de continuer le combat. Au bout de 4 jours de combat, les Italiens sont stoppés mais le départ du front des soldats des minorités nationales de l'Empire a ouvert les portes de la Vénétie aux Italiens. Donc, le 29 octobre, les Italiens avancent et font 40 Km en 24 heures. Ils atteignent le 29 les villes Vittorio Veneto, Conegliano, Oderzo sur la rivière Livenza. Les restes de l'armée impériale battent en retraite en direction du Brenner et de l'Isonzo, précédés par les soldats slaves ou hongrois marchant vers leurs pays. L'armée italienne déclenche la poursuite, mais il est à présent clair que Vittorio Veneto n'est pas une victoire militaire. Les Italiens n'ont pas percé les lignes ennemies.

La victoire n'est due qu'à l'effondrement de l'Empire des Hasbourg pour des raisons intérieures mises en lumière par la magnifique progression de l'armée d'Orient. Le général Caviglia, commandant de la VIIIème armée le reconnaît lui même : «la 6ème armée austro-hongroise est venue à se trouver dans une situation très difficile : d'avoir sur le front des lignes intactes avec des troupes fidèles et battantes, mais avec la menace inéluctable de se voir dissoudre d'un coup non à cause de nous mais plutôt en raison des grands bouleversements en cours à l'intérieur de leurs pays» [716].

Les Italiens n'ont donc pas vaincu les armées autrichiennes. Vittorio Veneto est la bataille qui montre l'effondrement des Autrichiens pour des raisons politiques. Cette non victoire italienne, en ayant mis en plus en première ligne les troupes alliées, met l'Italie en position de soumission aux Alliés puisqu'elle est incapable de mener une offensive. Elle a besoin d'engager des troupes alliées. Cette faiblesse sera mise en exergue à Versailles.

Orlando a manipulé l'opinion pour faire croire à une victoire écrasante de l'Italie et transformer Vittorio Veneto en mythe.

---

[715] Luigi Valiani, *La Désagrégation de l'Autriche-Hongrie,* Revue d'Histoire moderne et contemporaine, tome 16, Paris, 1969, p. 78à 81

[716] Piero Melograni , *Storia politica dell' Italia 1915-1918 ,* Milano , 1998 , p 551-552

c - Vittorio Veneto : un mythe ?

Orlando va constater que l'armée n'a pas vaincu malgré la progression des unités de 40 km jusqu'à Vittorio Veneto. Cette situation va créer une problématique politique gênante pour son cabinet. Cette absence de victoire a plusieurs conséquences.

Tout d'abord, le prestige militaire de l'Italie et l'honneur de son armée ne sont pas rétablis. La réputation des Italiens née à Caporetto, de ne pas savoir faire la guerre, risque d'être conservée en Italie même et chez les Alliés. Ensuite, l'Italie se retrouve exclue de la victoire générale puisque l'Autriche est invaincue. Or, le poids d'une nation lors des négociations de paix dépend de son comportement durant les hostilités. Seule la victoire assure un poids dans les négociations.

Orlando, qui connaît parfaitement le rapport de force entre les puissances de l'Entente et son pays, sait qu'il doit obtenir obligatoirement la victoire s'il veut avoir une chance plus tard de pouvoir résister aux Alliés[717]. Enfin, s'il veut s'assurer des territoires convoités en 1915, l'Italie doit envahir ces terres et vaincre l'Autriche. Le problème est que la fin de la guerre approche très vite. L'armée doit faire le plus rapidement possible pour affronter de nouveau les Autrichiens, chose difficile, compte tenu de la décomposition de l'Empire. Il ne reste plus qu'une seule solution. Il faut transformer Vittorio Veneto en victoire totale sur les Autrichiens. Orlando va donc procéder à des manipulations.

A cette fin, Orlando interdit la parution d'un communiqué de l'armée sur l'état de son homologue autrichien[718]. Ce texte précisait les conditions de décomposition avancée suite à l'implosion de l'Empire et donc la non-victoire de Vittorio Veneto. Les soldats autrichiens étaient complètement abandonnés. Ils étaient affamés, sans ravitaillement en armes ou en munitions. En fait, quand les Italiens attaquaient, les Autrichiens se rendaient. Les raisons invoquées par Orlando au *Commando Supremo* sont multiples. Il dit dans un télégramme adressé à Diaz que «les horreurs de cette retraite lui semblent destinée à raviver la réaction contre la guerre». Ensuite, il énonce : «insister sur les excès des troupes peut alimenter des mouvements anarchistes, [...] c'est toujours bien d'éviter la contamination». Enfin, le lecteur pourrait croire que cela «atténue l'importance de notre victoire contre une armée qu'aujourd'hui nous décrivons dans de telles conditions désastreuses»[719].

Ce télégramme montre la manipulation d'Orlando qui a peur que l'opinion publique mondiale, italienne et des gouvernements voyant cette bataille comme une non victoire suite à l'état des Autrichiens. Donc, il interdit la parution de ce communiqué afin de créer le mythe de la victoire miracle de Vittorio Veneto pour redresser l'honneur de l'armée, de l'Italie et lui rendre sa place par

[717]Giorgio Prezzolini, *Vittorio Veneto,* Rome, 1923, p .35 à 41
[718]Piero Melograni, *Storia Politica della Grande Guerra,* Milan, 1988, p 549-550
[719]ACS, *Papiers Présidence du conseil*, b19221-4T, télégramme n°35250 du 9 novembre 1918, Rome

rapport aux Alliés. Enfin, il dit à Diaz avant la bataille qu'elle doit être «une offensive de parade» afin de sauver les apparences[720].

La conclusion de cette affaire est très claire. Orlando a manipulé les faits militaires pour leur donner le sens qu'il voulait. Le problème, qui en résulte, est qu'il crée une contre vérité envers le peuple italien sur la victoire de son pays par les armes. Ce mensonge accroît le fossé entre la réalité stratégico-militaire et l'imaginaire collectif italien sur la véracité de la victoire. Il vient de former un deuxième mythe sans le savoir : la victoire mutilée car les Alliés vont donner à l'Italie en fonction de ses mérites et non par rapport à une fausse victoire.

L'heure de l'armistice arrive. Il est nécessaire de voir les clauses et les négociations de l'armistice de Villa Giusti.

4 - Les clauses de l'armistice de Villa Giusti :

a – L'étude des clauses :

L'armistice est demandé par les Autrichiens le 30 octobre 1918. Les Alliés ne sont pas favorables à la fin des hostilités car «ce serait couper les jarrets à nos armées alors qu'elles marchent vers la victoire» selon Poincaré[721].

Les Empires centraux adressent leur demande directement au Président Wilson selon son programme des 14 points. Les pays centraux ont fait ce geste en espérant que les Etats-Unis obligeraient l'Entente à des conditions d'armistice puis de paix honorables. C'est une erreur puisque l'armistice et ses clauses sont décidés par le Conseil Supérieur Interallié de la Guerre à Versailles. En effet, les Alliés en 1914 à la conférence de novembre à Londres se sont interdits de conclure une paix séparée. L'Italie en 1915 a adhéré officiellement à cette clause avec le pacte secret. Enfin, les Etats-Unis se sont engagés à ne cesser la lutte que si les Centraux demandent la paix selon le programme wilsonien avec l'accord de l'Entente. Par conséquent, les négociations de l'armistice et de ses clauses sont uniquement du ressort de Versailles s'il y en a évidemment.

En demandant l'armistice aux Alliés, les Italiens sont juridiquement obligés d'attendre les instructions de Versailles avant de pouvoir recevoir les plénipotentiaires autrichiens[722]. Les Italiens vont donc révéler aux Autrichiens les clauses dictées par Versailles. Ce sont les Alliés qui décident des conditions de fin des hostilités sur le front italien. La souveraineté italienne est mise par ce fait à mal.

---

[720]ACS, *Papiers de la Présidence du Conseil*, b 19221-4, Phonogramme d'Orlando au CS du 9 novembre 1918, Rome
[721]Raymond Poincaré, *Au service de la France,* tome 11, Paris, 1932, p. 450
[722] *L'Armistizio di Villa Giusti,* site internet italien, http//:www.armistiziodiVillaGiusti.it

Les conditions de l'armistice communiquées à la délégation autrichienne, dirigée par le général Weber, sont les suivantes: l'évacuation de territoires, le désarmement, le retour des prisonniers de guerre et enfin, l'utilisation des terres de l'Empire par les Alliés afin d'attaquer l'Allemagne par le Tyrol.

Pour les territoires à évacuer, les Alliés ont retenu la frontière naturelle des Alpes. Les Autrichiens doivent se retirer d'une ligne passant par le col du Brenner, le mont Toblach, les Alpes Carniques, le mont Tarvis, la ligne de partage des eaux des cols de Polberdo, de Podlaniscam et d'Idria. Cette ligne se prolonge vers Volosca au bord de l'Adriatique. Ensuite, les Alliés demandent aux Autrichiens d'évacuer la Dalmatie et l'ensemble des îles le long de la côte dalmate. Tous ces territoires vont être occupés par les forces alliées. Dans ce cas, l'Entente et les Etats-Unis acceptent que l'Italie occupe ces territoires qui lui étaient promis par le Pacte de Londres jusqu'à la conclusion de la paix.

Pour le désarmement, les choses sont assez claires. Les Autrichiens sont obligés de livrer toute leur artillerie aux Alliés sur les points désignés : Trente, Bolzano, Pieve di Cadore, Carnia, Tolmino, Gorizia et Trieste. Ils remettent aussi toute leur flotte de guerre avec une attention particulière sur les sous-marins en construction ou en mer, autrichiens ou allemands. Leurs bâtiments doivent être regroupés sur Pola où ils sont comptabilisés puis internés. Enfin, l'armée autrichienne doit livrer son aviation[723]. Les prisonniers de guerre de l'Entente seront rendus dans un délai de huit jours et tous les travaux arrêtés d'ici là. Il ne peut avoir de réciprocité. Les Autrichiens seront libérés à la conclusion de la paix.

Pour ce qui est de l'utilisation du territoire autrichien par les armées alliées, les forces de l'Entente peuvent employer à leur guise toutes les voies de communication terrestre, aérienne ou navale pour continuer les opérations militaires nécessaires contre l'Allemagne. Le commandement militaire allié se mettra en rapport avec les chemins de fer autrichiens et l'Etat-Major impérial pour organiser le déplacement des unités de l'Entente. Le ravitaillement des armées alliées sera acheté auprès des paysans et des commerçants autrichiens. Enfin, les Autrichiens font quitter toutes les troupes allemandes stationnées sur son sol sinon les interner au plus vite[724]. Cette dernière clause provoque beaucoup d'émoi chez l'Empereur Charles Ier car il avait promis à Guillaume II que jamais son territoire ne servirait de base pour attaquer l'Allemagne. C'est d'ailleurs le seul point d'achoppement des clauses de l'armistice. L'Empereur fait donc traîner les choses.

Face au chaos qui se développe en ce soir du 2 novembre 1918, l'Empereur réunit un conseil de la couronne et finit par céder[725]. La délégation autrichienne accepte de signer l'armistice le 3 novembre. Les hostilités doivent cesser dans les 36 heures pour les Alliés alors que les

[723] SHD, 17 N 528, Clauses de l'armistice de Villa Giusti, texte intégral, Vincennes
[724]Ibid
[725]*L'Armistizio di Villa Giusti,* site internet italien, http//:www.armistiziodiVillaGiusti.it , p .2

Autrichiens donnent immédiatement l'ordre de fin des hostilités[726]. Cette différence va permettre à l'Italie de s'enfoncer un peu plus en Autriche et de rentrer dans Trieste le 4 novembre à 12h. Elle capture en 36 heures plus de 470 000 Autrichiens. L'armistice de Villa Giusti met fin à la guerre le 4 novembre à 12h00. Mais une fois de plus, ce n'est pas l'Italie qui a choisi son destin. Ce sont les Alliés à Versailles qui ont écrit ce texte.

Pour conclure sur ce point, l'Italie n'a pas gagné la Première Guerre Mondiale. Son attentisme militaire et la fausse victoire de Vittorio Veneto sont présents pour montrer le fossé entre la réalité et l'imaginaire des Italiens. De plus, la fin de la guerre nous fait voir la domination stricte des Alliés sur l'Italie grâce à la victoire sur l'Allemagne alors que les Italiens n'ont pas vaincu les Autrichiens. La position stratégique des Alliés, en raison du sort favorable des armes, est indéniablement la domination militaire sur les Italiens. Ce nouveau rapport de force va se concrétiser avec les négociations pour la paix.

Foch imagine un plan pour l'après armistice : l'Italie bras armé de l'alliance par l'invasion de la Bavière. Il s'agit de l'étape suivante : la guerre à l'Allemagne par un mouvement tournant à travers les Alpes.

b – Le plan de guerre de Foch :

Lors de l'élaboration des clauses de l'armistice, les Alliés exigent la libre utilisation du territoire des Habsbourg au corps défendant de Charles 1er. Les raisons des Alliés sont simples : vaincre l'Allemagne en la forçant à combattre sur deux fronts pour diviser ses forces et entrer sur son territoire afin de faire la guerre pour la première fois depuis 1814 sur son sol. Il est clair qu'au niveau stratégique l'ouverture de ce deuxième front sonnerait le glas de la défaite pour l'Allemagne.

Foch veut attaquer Munich par le col du Brenner sur deux axes mouvement convergeant avec deux axes d'attaque concentriques. Tout d'abord, le premier groupement d'armées frappe par la vallée de l'Inn avec pour premier objectif Innsbruck. Le 1erG. C. A suit le Scharnitzpass pour atteindre Mittenwald, puis descendre sur Munich. Le deuxième groupement attaque Linz puis file sur Salzbourg en passant par Zell am See avant dans un second temps faire mouvement sur Munich.

Le 1er G. C. A est composé de dix D. I avec un État-major d'Armée représentant 650 trains dont 40 par jour pour la mise en place sur le Brenner. Il faut 22 jours pour concentrer et mobiliser ce G. C. A. Le 2ème G. C. A est constitué de 30 D. I avec deux état-majors d'Armée soit 1 800 trains. Les axes ferroviaires sont au nombre de trois : Porterebba-Villach 18 trains par jour, Gorizia-Linz 18 et Trieste-Laybach-Graz 20. Il faut 28 jours pour mobiliser ce G. C. A avec 56 trains par

[726]Ibidem

jour. Sur ce front, les Allemands ont peut-être dix divisions de couverture. Les Alliés peuvent se battre à quatre contre un allemand. Foch prévoit, si l'opération est difficile, de faire attaquer l'A. A. O de Franchet d'Esperet sur l'axe Prague-Nuremberg pour marcher soit sur Munich, soit sur Berlin[727].

Le 2ème G. C. A aurait cinq D. I alliées et vingt italiennes. Le 1er aurait dix D. I italiennes. Cette dicision est validée par Foch, Bliss, Wilson et Di Robilant. Ce plan est stratégiquement imbattable. Cependant, l'histoire ne nous dira jamais s'il avait une chance de réussir.

L'armée italienne n'a pas vaincu seule l'Autriche. Ce sont les Alliés qui ont reconstruit l'*Esercito*, qui ont mené l'offensive de Vittorio Veneto. Ils ont fourni les canons, le renseignement, et l'instruction. Ils ont imposé le texte de l'armistice et faillit engager l'Esercito contre les Allemands dans les Alpes Bavaroises. La domination stratégique alliée est totale.

Face à un échec militaire, l'Italie connaît une nouvelle défaite de sa propagande face aux Alliés de 1918 à 1919.

C – L'impossible réussite de la propagande italienne face aux Alliés (1918-1919) :

A compter d'août 1917, l'Italie connaît un conflit pour modifier la propagande vers le principe des nationalités afin de casser l'image négative de l'Italie chez les Alliés surtout et les neutres. De 1917 à 1918, la propagande italienne stagne et reste dans l'expectative. La relance vient en janvier 1918 avec la publication par les Bolcheviks du Pacte de Londres, ce qui déclenche une vague anti-italienne de par le monde. Il est donc nécessaire pour le pays de rétablir sa crédibilité internationale et son image.

Il s'agit d'abord de la tentative ratée d'une nouvelle propagande de 1918 à 1919, ensuite de sa mise en œuvre qui crée un conflit interne majeur, puis de la vassalisation par les Alliés de celle-ci avec la seconde conférence interalliée dans ce domaine et enfin de la création du service P de l'Armée sur le modèle des Alliés.

1 – La tentative de la mise en place d'une nouvelle propagande italienne (1918-1919) :

En janvier 1918, la vieille notion de concert européen des nations issu du traité de la Sainte Alliance de 1815 subit les assauts de la nouvelle diplomatie de Wilson avec le programme des Quatorze points ripostant à celle des Bolchevicks[728]. Les Italiens s'inscrivent dans cette ancienne

[727] U. S. S. M. E, E8, 11, Réunion du C. S. G des représentants miltaires permanents à Paris le 3 novembre 1918 à 16 h, Rome

[728] James Harvey Robinson et Charles Beard, *Readings in modern European History*, Boston, 1908, p. 354-355

diplomatie secrète. Dans ce contexte la propagande américaine et soviétique marquent très sérieusement des points.

Pour les Bolcheviks, l'idéal révolutionnaire appuyé par les trois décrets sur la paix, la terre et l'autodétermination des peuples déclenche une vague pacifiste dans les peuples[729]. Wilson riposte avec la « New diplomacy » et le principe des nationalités. Les Français et les Britanniques s'alignent sur les Américains sachant que leurs revendications seront prises en compte. L'Italie est seule. Son image est celle d'un pays impérialiste, expansionniste, voir oppresseur. Il est nécessaire de réagir. Albertini veut depuis 1917 une propagande fondée sur le principe des nationalités et une nouvelle politique étrangère. Les arguments stratégiques des buts de guerre italiens s'opposent au messianisme wilsonien. Borgese veut rétablir la situation par un accord italo-yougoslave pour combattre Wilson et l'Autriche. Pour Borgese, la solution est relativement simple.

L'Italie doit reprendre l'initiative en terme de propagande externe. Le pays doit renoncer à la Dalmatie, négocier une révision du Pacte de Londres. Il vaut mieux un bon accord avec les Yougoslaves plutôt qu'un « Diktat » imposé par l'Amérique, selon Borgese. Ce dernier a parfaitement saisi le problème apparu en avril 1917. Ce sont les Etats-Unis qui vont s'opposer aux revendications italiennes permettant ainsi à Paris et à Londres de ne pas tenir leurs engagements. Cette situation est due au contexte où les Yougoslaves ont convaincu les Américains de la justesse de leur cause. Pour Borgese, l'Italie doit agir pour ne pas subir, d'où le congrès de Rome des Nationalités opprimées. Borgese est l'auteur de cette idée à Rome après son voyage en Suisse où il a rencontré les leaders yougoslaves : Trumbič et Pasič.

Le mouvement libéral-national rassemblé par Albertini est très conscient de ce problème : l'hostilité de l'opinion publique mondiale face aux revendications italiennes. La garde démocratique bissolatienne avec Salvemini craint les dangers de cette défiance du monde envers l'Italie lors de la conclusion de la paix. Bissolati et ses camarades décident de rompre l'alliance avec les nationalistes, responsables selon eux de cette situation catastrophique[730]. La propagande italienne vis-à-vis des Alliés est en échec à cause des activités des nationalistes. Borgese et les autres plaident le 16 mars 1918 l'urgence d'une propagande fondée sur le principe des nationalités et la fin du règne des nationalistes à la Consulta. Ils veulent lancer une action de propagande de grande ampleur à l'extérieur sous l'égide d'un nouveau sous-secrétariat au sein du ministère des Affaires Etrangères. Ces hommes vont plus loin en développant une nouvelle ligne politique alternative à celle de Sonnino.

Ce sont Albertini, Amendola, Borgese, Emanuel et Ferrero, journalistes interventionnistes de gauche, qui en sont les auteurs. Ils vont développer une action au Royaume-Uni, en France, en Italie même et en Russie. Puis, ils veulent agir lors de la première conférence interalliée de

[729] Pierre Miquel, *La Grande Guerre*, Paris, 1983, p 481 - 484
[730] Luciano Tosi, *La propaganda all'estero nella Prima Guerra Mondiale*, 1983, Rome, p 168-183

propagande à Paris. C'est le Congrès de Rome qui clôt cette offensive.

a – L'offensive propagandiste italienne au Royaume-Uni :

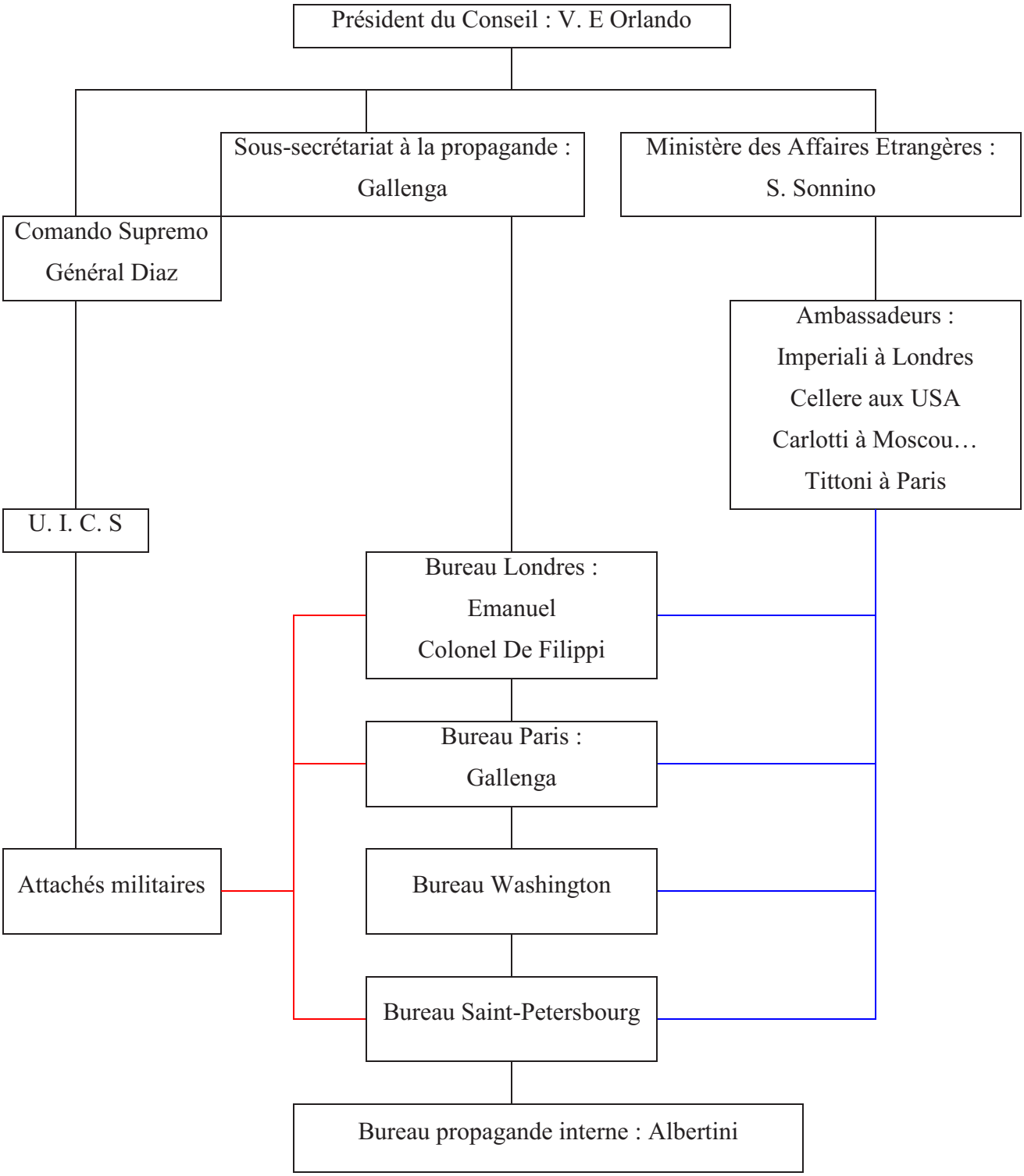
Les efforts principaux des propagandistes du *Corriere* vont se tourner vers le peuple britannique où les courants austrophiles et la défiance envers l'Italie sont les plus développés.

Emanuel avec d'autres journalistes écrit au sein du Bureau Italien d'Information rattaché au ministère de l'Information britannique des articles pour les journaux anglais. Cette cellule travaille avec l'attaché militaire, le général Mola. Ils travaillent l'opinion publique pour contrer la campagne de presse anti-italienne menée par l'Etat-Major Impérial. Cette attitude de l'armée britannique est intéressante. Elle est déployée depuis Caporetto en Italie septentrionale où elle a capturé des prisonniers autrichiens d'origine slave ou allemande. Il est probable que les officiers britanniques soient devenus sensibles au conflit italo-yougoslave dans une acception plutôt slavophile. En revanche, Emanuel arrive à collaborer avec Steed en attribuant des colonnes dans le *Times*. En échange, Albertini utilise le service télégraphique du sous-secrétariat à la propagande pour télégraphier les commentaires du *Corriere* sur les bulletins de guerre.

Emanuel et Steed ont organisé des rencontres entre le général Mola et Trumbič, chef du conseil national yougoslave à Londres, du 14 au 18 décembre 1917. Des deux côtés, les délégués reconnaissent l'avantage du démembrement de l'Empire des Hasbourg, de la mise en œuvre du principe des nationalités. Les deux parties jugent nécessaire de négocier un accord pour les concessions territoriales. L'Italie laisserait la côte dalmate, Zara ville libre tandis que les Yougoslaves renonceraient au Carso et à l'Istrie. Ce compromis est parrainé par Steed qui connaît bien la situation italienne : le gouvernement italien peut accepter mais Sonnino ferait tout pour réduire à néant cet accord. Steed fait confiance à Bissolati, Berenini et Gallenga. Steed connaît ce dernier depuis août 1917 et assiste aux colloques d'Emanuel et du colonel De Filippi, responsable de la propagande italienne à Londres.

Orlando, lors de son voyage à Londres la dernière semaine de janvier 1918, tente d'obtenir plus de soutien du gouvernement britannique suite au courant austrophile puissant au Royaume-Uni. Il rencontre aussi Emanuel, Steed et Trumbič. Durant ces entretiens, Orlando manifeste son soutien à la recherche d'un accord. Il parle avec Emanuel en lui expliquant que pour lui le principe des nationalistes est une ruse de guerre pour préserver les intérêts italiens. Pour Orlando, une politique d'ouverture vers les Yougoslaves est plus rémunératrice que la version intransigeante de Sonnino, bien que le président du Conseil suive son ministre. Lors de la publication au Royaume-Uni du Pacte de Londres, les propagandistes italiens tentent de stopper la marée anti-italienne dès le 17 janvier 1918. Steed, pour limiter l'austrophilie britannique qui réduit les effets de la propagande

alliée envers les Yougoslaves et les Italiens, propose de censurer les journaux anti-italiens et lancer une campagne pour la dissolution de l'Autriche au Royaume-Uni.



Organigramme n°17: L'organisation de la propagande externe italienne (1918-1919)

Réalisé par Emmanuel BOUDAS

(Luciano Tosi, ouvr. cité, p 188)

La tentative d'une nouvelle propagande italienne débouche donc à Londres sur des résultats avec les Yougoslaves mais échoue totalement à renverser l'opinion publique britannique anti-italienne. Quelle est la situation à Paris ?

b – La relance de la propagande italienne en France :

Début février 1918, c'est le sous-secrétaire lui-même, Gallenga, qui se rend à Paris pour deux raisons : la convocation pour le congrès de Rome des délégués des nationalités opprimées, la première conférence interalliée de propagande et le combat contre l'hostilité très forte des Français à la nouvelle propagande italienne des nationalités.

Les dirigeants français craignent que cette offensive de Rome ne gêne le « leadership » de Paris pour mener la bataille de l'autodétermination des nations opprimées. Il est clair que le gouvernement français veut le congrès de ces peuples à Paris non à Rome. Dans le but de vaincre l'hostilité de la France, Gallenga rencontre les chefs en exil des Tchèques, des Polonais, des Roumains et des Yougoslaves à Paris. Ensuite, Gallenga voit Stéphen Pichon, ministre des Affaires Etrangères, pour jeter les bases d'une collaboration interalliée en terme de propagande. Pichon a donné son accord pour réunir en mars les responsables des propagandes alliées pour identifier les méthodes et les moyens d'une collaboration efficace. C'est une réunion plus technique. Le but de Gallenga est de réduire l'écart entre les Alliés et l'Italie en améliorant la propagande italienne grâce à l'expérience alliée. Cependant, en fusionnant les propagandes, Gallenga ne voit pas le rapport de force entre les Alliés et l'Italie. L'arrière-pensée de Pichon est évidente : vassaliser la propagande italienne. L'Italie est le pays le plus faible dans ce domaine. C'est un choix italien très risqué.

La propagande italienne en France ne perce pas vis-à-vis de l'opinion publique française. Elle cherche à toucher les nationalités opprimées dans le but d'organiser le congrès de Rome. C'est donc une opération sans envergure et très limitée.

Mais quels sont les effets en Italie de cette nouvelle propagande ?

c – Les effets sur l'Italie :

Début février, Albertini réunit deux fois le « Faisceau Parlementaire de la Défense Nationale » à Milan puis à Rome. Le Faisceau a décidé la création d'un « comité pour l'accord entre les nationalités sujettes de l'Autriche-Hongrie ». Il obtient cette décision avec l'unanimité des interventionnistes.

Après Caporetto, les nationalistes, pour éviter d'être exclus de la vie politique, rebondissent par l'acceptation d'un accord avec les Yougoslaves qu'ils ont tant combattu. Albertini propose l'envoi du député Torre à Londres pour négocier avec Trumbič afin de bénéficier de la participation des Yougoslaves au Congrès de Rome. Di Cesaro, Barzolai, Giuriati, Maraviglia et Preciozi soutiennent cette idée. Il ne s'agit pas de négocier des concessions territoriales mais seulement de se mettre d'accord sur des principes généraux pour la paix. C'est bien une offensive de propagande. Le gouvernement italien craint que la France devance Rome pour convoquer les représentants des nationalités opprimées. Rome a peur d'un protectorat français sur le bassin du Danube car l'opinion et le gouvernement français sont favorables aux Yougoslaves, ce qui mettrait l'Italie hors jeu pour les négociations de paix. Pour pallier cette éventualité, Orlando écrit à Imperiali le 17 février 1918 pour lui demander de prendre contact avec Steed et Emanuel pour reprendre l'initiative si le Congrès se déroule à Paris par une grande campagne au Royaume-Uni. Pour réussir, Orlando met 650 000 lires comme budget à la propagande. Ensuite, il appuie la mission de Torre en lui donnant comme colistier Borgese pour pouvoir résister à Sonnino.

Le 1er mars 1918, Torre et Borgese rencontrent Trumbič à Londres. Auparavant, le 22 et 23 février eurent lieu les travaux de la conférence socialiste interalliée. Le P. S. I y a participé avec Alessandro Schiari, Lodivico D'Aragona, Giuseppe Modigliani et Giacinto Serrati. L'Unione Socialista Italiana (U. S. I) qui regroupe les interventionnistes de gauche est présente avec Silvestri, Bissolati, De Ambris, Giuseppe Canepa, Ettore Ciccotti et Gartini. Des représentants de la D. S. I sont aussi à la conférence. C'est un parti issu des réfugiés de Vénétie et assez intransigeant vis-à-vis des revendications italiennes. Pour tempérer le D. S. I, Orlando envoie Gallenga à cette conférence. Orlando touche au but puisque l'U. S. I défend la ligne du gouvernement. La Dalmatie va être l'objet d'une négociation avec un état yougoslave sur des principes de justice et de conciliation. L'U. S. I se prononce en faveur de la dissolution de l'Autriche et de l'Indépendance des nations danubiennes. Le D. S. I s'aligne.

Dans le memorandum de la conférence, ces déclarations sont votées malgré le vote contraire du P. S. I. Cependant, dans le même temps, la conférence condamne « les buts de conquête de l'impérialisme italien » tout en soulignant le droit de l'Italie sur les territoires autrichiens habités par des Italiens et le droit à la sécurité sur les mers adjacentes[731]. Cette conférence dissipe un peu l'hostilité des Yougoslaves vis-à-vis de l'Italie. L'intérêt de cette conférence socialiste interalliée est de donner un climat favorable et détendu aux rencontres Trumbič – Torre. Emanuel et Steed participent à ces contacts pour aider au mieux les négociations. La pierre d'achoppement est la question territoriale. La déclaration Trumbič – Torre s'aligne sur la ligne politique du memorandum de la conférence socialiste interalliée sans la condamnation des buts de guerre italiens. Cette déclaration ouvre la participation yougoslave au Congrès de Rome. La

[731] Ibidem p 176

politique de propagande d'Orlando est donc un succès car l'image du pays se redresse. L'idée d'un accord de fond italo-yougoslave est une arme de propagande très efficace sans menacer directement le Pacte de Londres.

Borgese a dû quitter les négociations pour Paris où a lieu le 4 mars 1918 la première conférence interalliée de propagande. L'idée de Gallenga fonctionne puisque la conférence de Paris du 6 au 8 mars 1918 sous la houlette de Pichon a bien lieu. Gallenga et Borgese représentent l'Italie avec le renfort de Fassini. Les Alliés sont représentés par le chef du bureau de la presse et de la propagande au ministère de l'Information le colonel Buchan pour le Royaume-Uni, Crosby pour les Etats-Unis et Franklin-Bouillon pour la France en sa qualité de président de la Commission des Affaires Etrangères de la Chambre. Les délégués évoquent les domaines où la coopération peut être développée. La lutte contre la Turquie doit être accélérée en favorisant Djemal Bey contre Enver Pacha pour séparer le pays de ses alliés. Les Français proposent une déclaration commune sur l'indépendance des Polonais et le retour de l'Alsace-Lorraine avec le soutien de Londres. Les Britanniques veulent relancer la propagande alliée en Russie à partir du centre anglais de Stockolm. Gallenga accepte de soutenir cette action britannique et envoie le capitaine Kobilinsky avec Carlo Emanuela en Suède.

Au soir du 6 mars, les deux sous-commissions présentent leurs travaux. La première sur les opuscules et la presse, recommande l'échange des publications et de leurs communications pour éviter les doublons et les lacunes. L'objectif est d'être plus productif et efficace. La commission préconise une grande précision dans le contenu et les traductions pour éviter les effets contre-productifs. La deuxième sur les photographies et le cinéma présente des conclusions similaires. La conférence propose une gestion plus rationelle et efficace des stations télégraphiques et radio. Ensuite, elle veut réduire les coûts des télégrammes de propagande. Enfin, la conférence voudrait que les industriels alliés préfèrent des pages de propagande plutôt que publicitaires dans les journaux des pays neutres. Les publicités doivent montrer la cause alliée en plus de l'aspect industriel. Selon ces travaux, il existe matière à accroître la coordination entre les Alliés.

Le 8 mars, la conférence décide de s'institutionaliser par des réunions régulières pour augmenter l'efficacité alliée. Les Britanniques proposent de s'attaquer en priorité au pays ennemi le plus faible : l'Autriche. Les Alliés sont plutôt en accord. Les Italiens soulignent les discours d'Orlando du 4 mars au Sénat où il évoque l'ouverture vers les Yougoslaves, ce qui est un excellent argument de propagande. Lord Beaverbrook, ministre de l'Information depuis janvier 1918, veut même approfondir la question après la conférence avec les délégués de Londres.

Le bilan de la première conférence interalliée de propagande est vu comme satisfaisant par Gallenga puisqu'elle oblige l'Italie à accroître les moyens consacrés à cette activité et lui permet d'acquérir de nouvelles techniques et méthodes. Il a aussi constaté le « propaganda gap » entre les

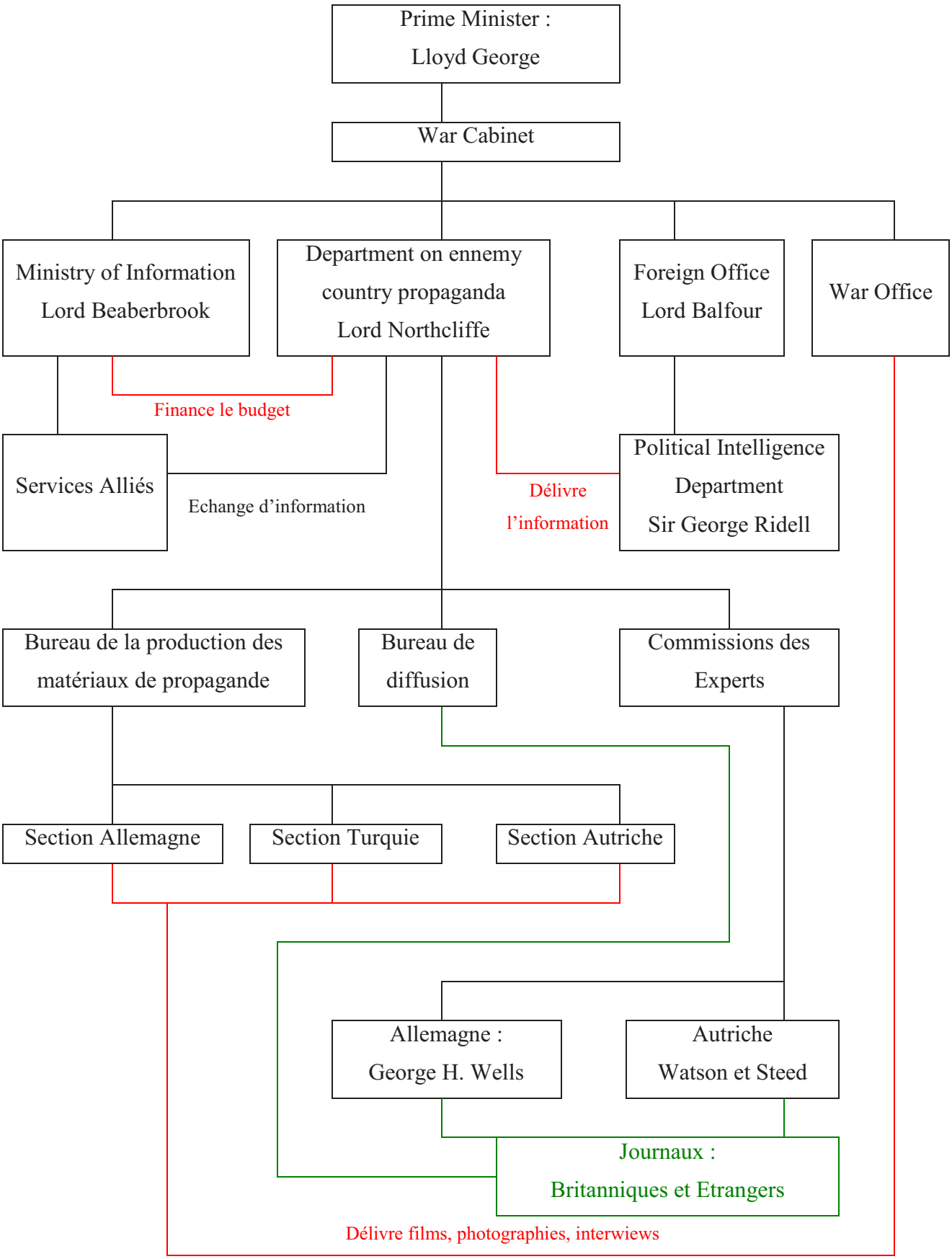
Américains aidés des Britanniques et les Italiens autant au niveau des concepts que des organisations et des moyens. La propagande italienne est en infériorité par rapport à celle des Alliés. Ces derniers dominent l'Italie dans ce domaine. Cependant, la propagande italienne a marqué des points car elle a su organiser et préparer le Congrès de Rome.

d- La préparation et l'organisation du Congrès de Rome (mars – avril 1918) :

Gallenga continue la préparation du Congrès par la maintien des contacts entre Torre et Borgese d'une part et les représentants des nationalistes d'autre part. lors de la réunion de 12 mars 1918, les représentants italiens rencontrent Etienne Fournol pour les Français, Lujo Vojnovič et Ivo De Giulli pour les Yougoslaves, Roman Dnowski et Leyda pour les Polonais, Benĕs et Lychrawa pour les Tchèques et Dimitri Draghiscar pour les Roumains.

La présence de Gallenga montre l'intérêt du gouvernement italien pour ces réunions à Paris. Ces rencontres buttent sur deux difficultés majeures : l'hostilité du gouvernement français et la résistance des Polonais. Le résultat voulu est cependant obtenu : le congrès de Rome va avoir lieu officiellement. Torre et Borgese restent à Paris pour vaincre les dernières résistances. Gallenga part pour Londres s'entretenir avec Lord Northcliffe, nouveau chef de la propagande britannique, chef ennemi. Les Italiens n'ont pas la chance des Britanniques puisque Steed a l'oreille de Northcliffe alors que Scialoja n'écoute pas ses hommes de lettres non nationalistes. Steed a convaincu Northcliffe de s'attaquer à l'Autriche, pays le plus faible des Empires centraux et d'adopter une propagande claire : la dissolution de l'Empire. Northcliffe décide d'associer les Alliés à cette tâche. La réunion du 12 au 15 mars 1918 à Londres évoque ce sujet.

Gallenga, Franklin-Bouillon, Robinette pour les Etats-Unis, Steed avec la présence de Henri Moysset (chef de cabinet de la marine française expert de l'Allemagne) discutent ensemble. Moysset propose un organe interallié de conduite de la propagande avec les mêmes délégués. Ce projet signifie le commandement unique de la propagande sous la houlette des Anglo-saxons. Les plus puissants sont les Etats-Unis avec la C. P. I et le Royaume-Uni avec leur organisation efficace. Les Britanniques décident d'envoyer Steed en Italie pour déclencher l'offensive contre l'Autriche. C'est une prise de contrôle directe par le Royaume-Uni de la propagande italienne. Lla vassalisation de l'Italie est en cours puisque son autonomie en terme de propagande a disparu. Les Alliés ont gagné la guerre idéologique selon Moysset : l'indépendance pour les nationalités et la liberté.



Organigramme n°18 : L'organisation efficace de la propagande externe britannique

Réalisé par Emmanuel.Boudas

(Luciano Tosi, ouvr. cité, p.190-191)

C'est dans ce contexte que le Congrès de Rome s'ouvre le 8 avril 1918. C'est la plus grande opération psychologique alliée de la guerre. Les Italiens et les Yougoslaves réaffirment les déclarations de Londres en respectant l'accord Torre – Trumbič. Le 26 mai 1918, lors de son discours de Milan, Bissolati célèbre cet accord qu'il appelait de ses vœux. Il rappelle les buts de guerre souhaités par son camp : le retour de l'Alsace-Lorraine à la France , la Belgique libre, les terres irrédentes à l'Italie, la création d'Etats-Nations pour les nationalités opprimées et la dissolution de l'Empire des Habsbourg[732]. Ce résultat est salué par le monde entier mais il est clairement sous influence britannique : négocier au Royaume-Uni, Steed responsable de la propagande alliée contre l'Autriche, la mise en place d'un organisme allié centralisateur.

La nouvelle propagande italienne fondée sur le principe des nationalités est passée sous la domination alliée bien qu'elle soit un stratagème italien pour faire diversion afin de préserver les intérêts de l'Italie. Cette propagande a divisé le gouvernement italien ce qui a affaibli encore un peu plus le pays.

2 – Sa mise en œuvre divise le gouvernement italien :

Cette politique d'ouverture de la propagande vers les Yougoslaves, menée par Gallenga avec le soutien d'Orlando, rencontre l'opposition forcenée de Sonnino qui y voit une constante menace vis-à-vis du Pacte de Londres et des intérêts italiens. Pour Sonnino, cette fausse politique d'ouverture va créer encore plus de problèmes lors de la paix quand les masques vont tomber.

Face à cette menace, le 9 mars 1918, Sonnino envoie un mémorandum au sous-secrétaire d'Etat à la propagande où il attaque Gallenga sur plusieurs points. Avec le système mis en place fin 1917, le ministre des Affaires Etrangères ne peut pas suivre les travaux du sous-secrétaire d'Etat. Il ne connaît rien ni du financement, ni des actions menées qui peuvent entrer en contradiction avec la politique étrangère. Sonnino demande que les rapports à dominante politique lui soient communiqués, que les attributions du bureau de propagande en Suisse lui soient données. Enfin, Sonnino veut être tenu au courant des relations du sous-secrétariat avec les gouvernements alliés. En clair, Sonnino réclame le contrôle de l'action de Gallenga pour se protéger des surprises de ses actions.

Pour compléter son action de remise en cause du travail de Gallenga, Sonnino fait appel aux nationalistes, sur la touche depuis la crise de Caporetto. Le 24 mars 1918, Giorgio Pitacco et Giovanni Lorenzoni font parvenir un mémoire à Orlando où ils expliquent leur motivation pour créer une nouvelle association nationaliste. Ils veulent appuyer Sonnino en s'occupant de la

[732] Leonida Bissolati, *La politica estera dell'Italia dal 1897 al 1920*, Milano, 1923, p 402-407

propagande à l'extérieur. Pitacco et Lorenzoni mettent en œuvre *l'Associazione politica degli Italiani Irredenti (APII)* [733]. Une autre association *Trento e Trieste* offre ses services aussi à Sonnino. Ces deux associations développent une propagande nationaliste en concurrence directe avec celle de Gallenga. Le 14 mai, l'A. P. I. I crée une section adriatique avec Pitacco à sa tête et trentine avec Lorenzoni. Elle développe son action en France avec la société *Italia Irredenta*, au Royaume-Uni, aux Etats-Unis et en Suisse par la création de sections[734]. Cette propagande concurrente rend floue et confuse l'action officielle.

Cette situation brouille le message de Gallenga. La propagande italienne devient inefficace. L'opinion publique alliée et américaine devient ostile. L'image de l'Italie va se dégrader encore plus. Logiquement, Gallenga s'y oppose en disant que seuls des agents de l'Etat ont le droit de faire de la propagande. La privatisation de la propagande est un brillant stratagème pour contourner et affaiblir Gallenga. Orlando et Gallenga résistent en maintenant les contacts avec la D. S. I. Sonnino se trouve un allié de poids : la France hostile à la propagande de Gallenga. Les deux pays se liguent contre cette dernière lors de la réunion interalliée, à Versailles, le 3 juin 1918. Paris demande un engagement italien vis-à-vis des Yougoslaves. Schott, envoyé de Gallenga, est embarrassé. En France, l'A. P. I. I et *l'Italia Irredenta* font tout pour discréditer le D. S. I, y compris en créant un bureau concurrent à celui de Borgese. La contre-propagande des nationalistes est puissante. Aux Etats-Unis, l'A. P. I. I lance une grande offensive à New York en juin 1918. Ils mettent en œuvre une section adriatique sous la direction de Giovanni Almagià, rédacteur en chef du *Il Cittadino* local et une section trentine avec Carlo Tomazoli. L'A. P. I. I s'unit à Cellere pour défendre jusqu'au bout le Pacte de Londres quelqu'en soit le prix. Ce dernier est immédiat : une image détestable de l'Italie aux yeux du peuple américain. Cette propagande nationaliste a donné la victoire aux Yougoslaves.

L'A. P. I. I développe son action à travers le monde en mai 1918 avec deux missions de propagande. La première est la mission de Giovanni Miceli, rédacteur du *Messagero*, en Amérique latine en visitant les communautés italiennes à Montevideo, Sao Paulo, Rio de Janeiro et Buenos Aires. La seconde est la mission du lieutenant Vittorio Fresco en Amérique Centrale. L'A. P. I. I lance une grande campagne au Royaume-Uni avec le lieutenant Andrea Serrao, secrétaire général de l'Institut Italo-Britannique et Luigi Caprara. Avant de s'installer, l'association voulait travailler avec le réseau de Gallenga mais la propagande annexioniste de *Trento e Trieste* a fermé tout dialogue avec les officiels italiens. L'ambassadeur Imperiali, rallié à Gallenga et le général Mola se sont ligués contre l'A. P. I. I à Londres. Gallenga donne comme instruction à Imperiali de les garder sous le coude pour utiliser leur ferveur patriotique à bon escient. Impériali télégraphie à Sonnino de ne pas envoyer d'autres personnels car cette concurrence déstabilise la politique étrangère et la propagande de l'Italie. Sonnino veut garder sous sa tutelle la propagande lorsqu'elle incarne la

[733] L'APII : Associazione politica degli Italiani Irredenti
[734]Leonida Bissolati, *La politica estera dell'Italia dal 1897 al 1920*, Milano, 1923 p 194

politique étrangère.

Cependant, dans l'urgence du Congrès de Rome, Sonnino fait une concession à Orlando en évoquant les liens d'amitié avec les Yougoslaves mais il demande au président du conseil de ne faire aucune déclaration de renonciation au Pacte de Londres. Sonnino ne veut pas passer sous silence les revendications italiennes. Cet accord n'empêche en rien les nationalistes de continuer à critiquer la politique de fausse ouverture. Une délégation est reçue par Orlando le 15 juillet 1918. elle composée des nationalistes suivants : Attilio Hortis, Pitacco, Felice Bennati, Luigi Marzorana, Teodoro Mayer, Roberto Ghiglianovic et Giuriati. Orlando leur explique l'instrumentalisation de cette politique pour préserver les intérêts italiens dans un contexte défavorable à l'Italie : Caporetto, la sortie de la Russie de la guerre et l'austrophilie des Alliés. Orlando tente de les convaincre de la nécessité de s'adapter pour survivre. L'objectif est de décrocher la direction du mouvement des nationalités pour convaincre les Alliés des bonnes intentions italiennes afin de garantir les territoires visés par l'Italie. C'est un calcul politique. Les nationalistes acceptent, cependant ils veulent les têtes de Mola et de Gallenga, notamment *Trento e Trieste*. Salvemini et Bissolati condamnent ce jeu de dupes avec les nationalistes et les Yougoslaves.

L'ambiguité de cette politique va créer un conflit lors de la paix avec les Slaves. Orlando lui s'attaque à Sonnino qui, à travers la *Dante Alighieri* et les nationalistes, jette de l'huile sur le feu avec les Yougoslaves qui vont choisir plutôt la France. Les nationalistes accélèrent en prenant contact avec Barrère, Rodd, le belge Carton de Wiart, le sénateur américain Salvatore Cotillo. Sonnino soutient leur action en prétextant vouloir faire connaître la vérité sur l'Italie par un service de propagande au sein des Affaires Etrangères. Sonnino s'intéresse enfin au poid politique des opinions publiques et aux manières de la convaincre avec tact. Orlando met en place des illusions dangereuses pour la paix. Gallenga s'oppose à Sonnino de manière globale.

Le résultat de cet affrontement est la paralysie de la propagande externe de l'Italie. La sanction de cette situation est la démission le 28 juillet 1918 de Gallenga. Orlando arrive à le persuader de rester moyennant son intégration au comité de guerre. Cependant, Orlando croît au Pacte de Londres et non au principe des nationalités. C'est globalement une défaite des démocrates ; cette division au sein du gouvernement affaiblit l'Italie et paralyse sa propagande. La tentative de la nouvelle propagande alignée sur les quatorze points est un échec.

La deuxième conférence interalliée en août 1918.va consacrer la domination alliée sur la propagande italienne.

3 – La deuxième conférence interalliée

a - La conférence de Londres :

Le 14 août 1918 s'ouvre la deuxième conférence interalliée de propagande à Londres. Le contexte est plus simple : le triomphe du principe des nationalités au sein de l'Empire des Habsbourg et la reconnaissance par la France, le Royaume-Uni, les Etats-Unis des mouvements nationaux. L'Empire des Habsbourg est aux prises avec les revendications nationales. La décomposition de cet empire multinational a commencé. La première grande catastrophe européenne a débuté.

Londres désire intensifier la propagande alliée contre les Empires centraux pour les vaincre de l'intérieur. Les Britanniques voient dans cette conférence le moyen de définir les techniques et les contenus pour l'effort final. Northcliffe veut frapper l'Autriche en premier dans le cadre de la stratégie indirecte classique du gouvernement britannique. Les Britanniques proposent de faire une déclaration interalliée en faveur des Yougoslaves reconnaissant leur indépendance et l'unité nationale des Slaves du sud. Le débat se déplace logiquement sur la politique ambiguë des Italiens. Les Britanniques les accusent de retarder le mouvement et d'ambiguïté. Londres veut faire pression sur l'Italie pour qu'elle renonce au Pacte de Londres au profit d'un accord avec les Yougoslaves. L'objectif est d'avoir une propagande crédible, efficace et unie pour les Alliés ; donc à l'unanimité, la dissolution de l'Autriche-Hongrie et l'indépendance des nationalités.

A cette conférence, cinquante délégués vont travailler à cet objectif. La France est représentée par le ministre Antony Klobukowski et Sabatier d'Espeyran. Le Royaume-Uni mandate Lord Northcliffe, Steed, Watson, Charles Nicholson, Reginald Hall, Lord Beaverbrook et Campbell Stuart. Les Etats-Unis le sont par Walter Lippman. L'Italie est représentée uniquement par Borgese. Borgese s'est adjoint des fonctionnaires italiens en poste à Londres. La différence de taille des délégations indique le poids de chacun dans la conférence. Ce sont les Franco-Britanniques qui ont l'avantage numérique et politique. La conférence se répartit en quatre commissions. Le colonel De Filippi va assister à la commission des prisonniers de guerre, Emanuel au matériel et méthodes de propagande et Borgese à la politique avec Klobukowski, Lippman et Steed. Le secrétaire de la délégation italienne est le lieutenant Cajrati du bureau de la propagande à Londres ;

Lors des discours inauguraux du 14 août 1918, Lord Northcliffe évoque le besoin d'un plan d'action de la propagande contre la Bulgarie et la question austro-hongroise. Northcliffe plaide pour la fin de l'Empire des Habsbourg et souligne la reconnaissance officielle de nation alliée aux Tchéquoslovaques. Ce discours montre les intentions britanniques : pousser l'Italie à accepter son destin. Le 15 et le 16, au sein de la commission politique, Steed attaque les atermoiements italiens

face à la question yougoslave. Il exhorte l'Italie à faire cette déclaration commune en faveur des Slaves et à renoncer au Pacte de Londres. C'est un réquisitoire pour Emanuel contre la politique sonninienne. Londres veut forcer la main à Rome. Borgese prend son bâton de pèlerin et lutte pour faire inscrire une nouvelle déclaration non contraignante pour Rome. Borgese s'oppose à ce renoncement en faisant valoir l'absence d'un gouvernement et de partenaire pour négocier avec Rome. Si Borgese avait accepté, l'image de l'Italie serait un pays faible et un exécutant des Alliés. Après plusieurs jours de bataille avec Steed, Borgese obtient le retrait de la renonciation au Pacte de Londres. Cependant, le point de vue britannique a prévalu avec la réaffirmation d'une Yougoslavie indépendante et libre. Borgese fait adopter deux résolutions par les Alliés : la condamnation des nationalistes italiens sur les futures frontières de l'Italie et l'intégration des délégués des minorités nationales des Hasbourgs à la prochaine conférence. Le Pacte de Londres est remis en cause mais Borgese ne s'est pas écarté de la position d'Orlando. Il a essayé de rebondir en faisant condamner ses ennemis politiques intérieurs et adressant un geste vis-à-vis des Slaves. Les autres questions politiques ont été traitées très vite. La vraie mesure mise en place est la création d'un Conseil interallié de propagande permanent afin d'unifier les différentes politiques nationales. Face aux Alliés, l'Italie a des moyens limités et un poids amoindri du fait des ambiguïtés. Il est clair que les Italiens viennent de perdre leur autonomie. Ils sont les vassaux des Alliés. L'équilibre stratégique de 1915 est rompu idéologiquement. Le règne de la domination alliée a bien commencé.

La commission pour le matériel de propagande se divise en deux sous-commissions : une militaire et une civile. Dans la commission militaire, les délégués comparent les méthodes les plus efficaces de propagande : avions, ballons, projectiles pour améliorer la diffusion chez les Empires centraux. Pour la commission civile, ils discutent des moyens pour retourner les opinions publiques ennemies. La commission sur les prisonniers de guerre développe ses thèmes autour du rapport de Nicholson sur la propagande dans les camps de prisonniers. Les délégués conviennent d'une propagande sur les buts de guerre de l'Entente pour les retouner contre leur pays.

La deuxième conférence interalliée de propagande vassalise l'Italie et la met au ban des nations alliées. Elle garde son image détestable de puissance confuse, nationaliste et expansionniste. La propagande italienne est dorénavant sous le contrôle des Alliés par le Conseil interallié de propagande. Quelles en sont les conséquences à Rome ?

b - Les réactions du gouvernement italien :

Le président du Conseil intervient immédiatement en faveur de l'action des nationalistes. Sa politique d'ouverture aux nationalités l'a dépassé et il décide donc de rejetter la résolution de la deuxième conférence interalliée vue comme trop engageante. De plus, le congrès slave de Liubjana

du 15 août 1918 a renforcé son hostilité et son inquiétude envers les Slaves. Cette situation augmente l'affrontement interne entre Albertini, avec l'appui des démocrates, et de Sonnino.

La vague de protestation et d'hostilité des Américains déclenche chez Albertini la triste constatation de la perte d'image de l'Italie. Albertini fait le choix très clair de la politique des nationalités avec toutes ses conséquences territoriales. Il polémique sur la politique étrangère de l'Italie. Face à un contexte aussi difficile, Orlando, par conviction, décide de s'aligner sur Sonnino mais en maintenant officiellement cette politique des nationalités pour garder une marge de manœuvre sur le plan interne et externe. Le 4 septembre, Sonnino écrit à Orlando au sujet des résolutions inacceptables de Londres. Il veut rétablir l'autorité du gouvernement sur la propagande pour sauver le Pacte de Londres. Il propose comme unique solution de placer la propagande sous son autorité ministérielle.

La campagne du *Corriere della Serra* le pousse encore plus à agir. L'A. P. I. I et la *Dante Alighieri* pressent Sonnino en dénonçant les actes de trahison, selon eux, de Gallenga. Sonnino accuse ce dernier de tendances slavophiles, de mener une campagne contre lui et les terres irrédentes. Orlando demande à Sonnino de réfléchir sur les conséquences politiques de ce choix. Gallenga se ligue avec Bissolati contre Sonnino. Nous sommes face à une division en deux camps du gouvernement. Orlando tranche avec le conseil des ministres du 7 et 8 septembre 1918 par une déclaration favorable à l'Indépendance des Yougoslaves.

Cependant, il ne parle pas du Pacte de Londres. Orlando soutient au minimum cette politique qui est finalement un naufrage.La conférence de Londres a plongé l'Italie dans une crise de gouvernement, qui l'affaiblit encore un peu plus. On va le constater sur la propagande militaire.

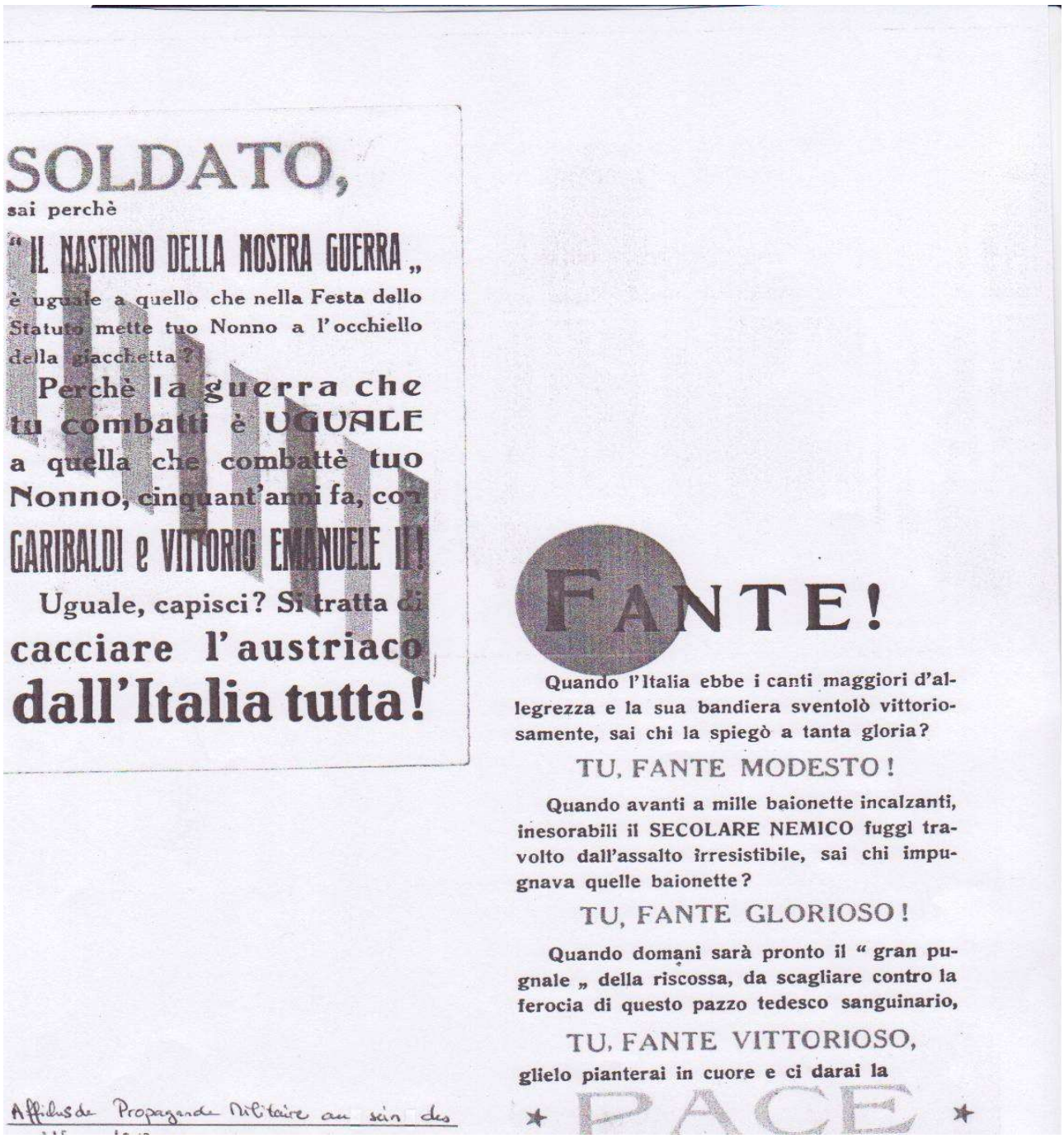
4 – La création du service P sur le modèle de propagande militaire alliée :

La propagande externe est un fiasco. Pour la propagande interne, c'est paradoxalement l'Armée qui est l'acteur central. Il est évident que la propagande militaire a échoué de 1915 à 1918 au vu du défaitisme de 1917 de Caporetto[735]. Nous savons aussi que l'armée italienne de Diaz se reconstruit sur le modèle Pétain.

La propagande suit la même trajectoire avec la création du *Servizio P* sur le modèle américain du C. P. I[736]. Cette reconstruction commence avec les hommes de lettre et d'art nécessaire à la tâche. Diaz, sur le modèle du C. P. I, fait appel aux intellectuels pour reconstruire le soldat-citoyen.

[735] Voir deuxième partie, chapitre 2, La crise morale et militaire de l'Italie
[736] Voir Troisième partie, Chapitre 1, L'organisation et les actions de la C. P. I

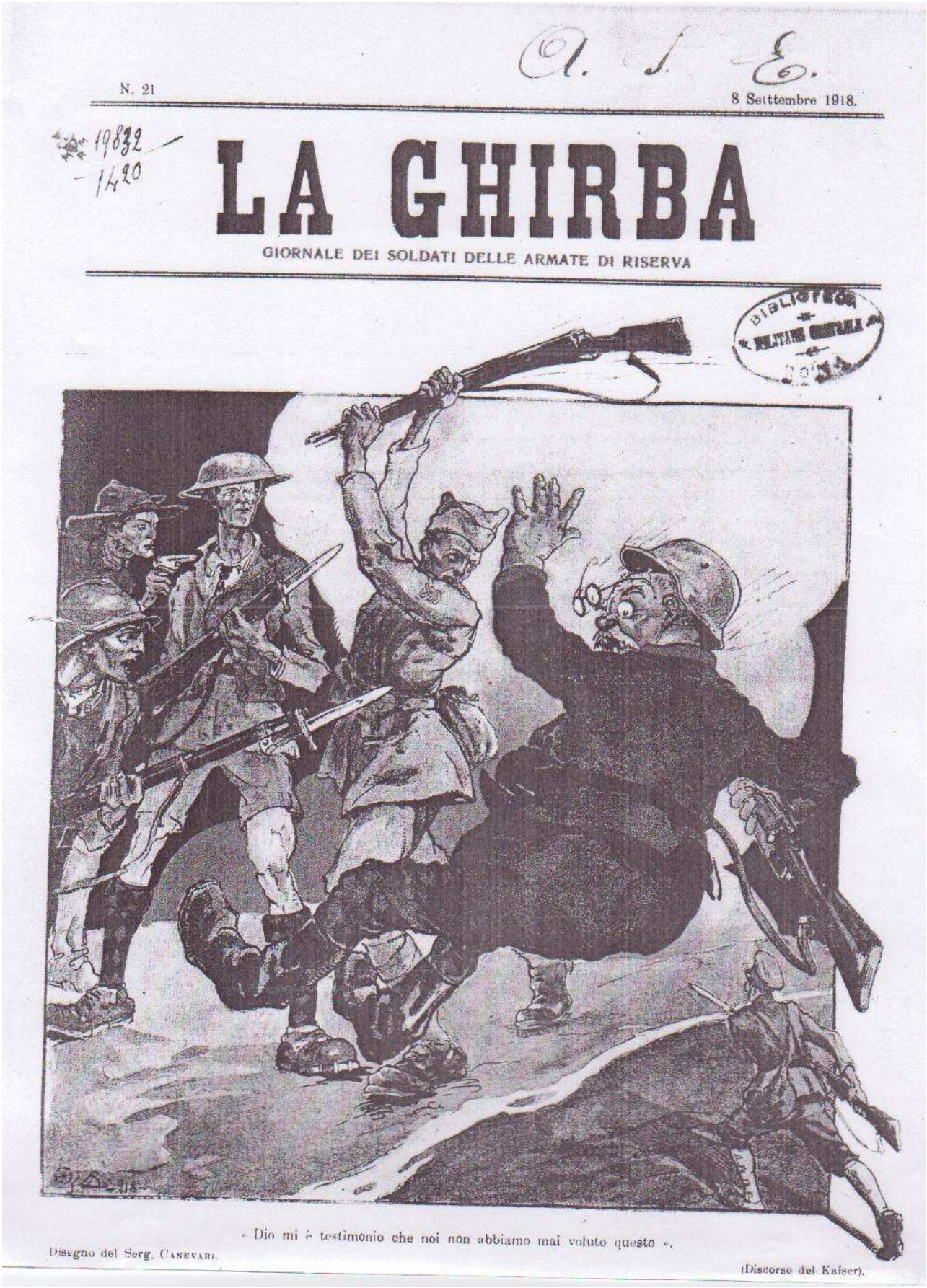
L'écrivain Jahier (classe 1884) voulait voir le rôle de l'officier d'instruction dans les camps d'entraînement évoluer vers l'instructeur des forces morales du soldat. L'objectif est bien de créer un soldat intelligent qui sait pourquoi il se bat. Cet officier doit écrire dans des journaux de tranchées tel que L*'Astico, La Ghirba, Il Giornale della Trincèra*. Il faut utiliser tous les moyens disponibles : dessins, illustrations, peintures, manifestes, cartes postales de guerre pour marquer l'imaginaire du soldat[737].



<u>Image n°9 : Affiches de propagande militaire au sein des Unités 1917-1919</u>

Nicola della Volpe, *Escercito e Propaganda nella Grande Guerra,* 1989, Rome, p 82 et 93

[737] Mario Isnenghi et Giorgio Rochat, *La Grande Guerra 1914-1918*, 2000, Milan, p 410-414



N. 21

8 Settembre 1918.

LA GHIRBA

GIORNALE DEI SOLDATI DELLE ARMATE DI RISERVA

« Dio mi è testimonio che noi non abbiamo mai voluto questo ».

Disegno del Serg. CANEVARI.

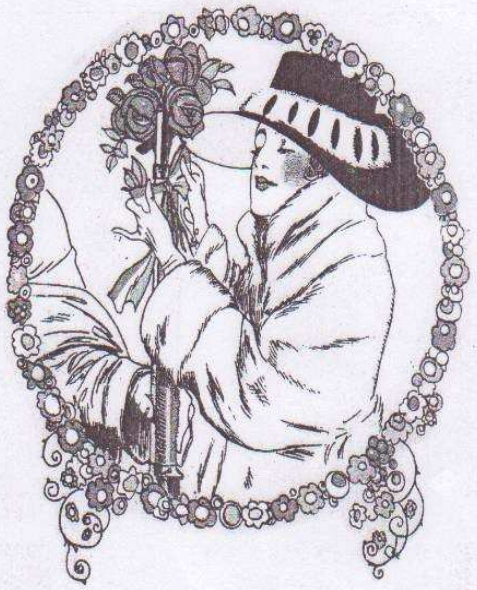
(Discorso del Kaiser).

<u>Image n°10 : Première page du Journal de tranchées *La Ghirba* sur l'Alliance (8/09/1918)</u>

Tiré de Nicola Della Volpe, *Esercito e Propaganda nella Grande Guerra*, Rome, 1989, p 249

Edizione della Banca Italiana di Sconto, bozzetto di Lionne.

Edizione del Credito Italiano, bozzetto di Mauzan.



Date a l'Italia in gesti umili ed alti,
o pie sorelle; date, o madri, o spose!
E ogni cor di soldato in Voi s'esalti,
ed ogni arme per Voi s'orni di rose!

Image n°11 : Affiches de propagande militaire au sein des Unités 1917-1919

Nicola della Volpe, *Escercito e Propaganda nella Grande Guerra,* 1989, Rome, p 82 et 93

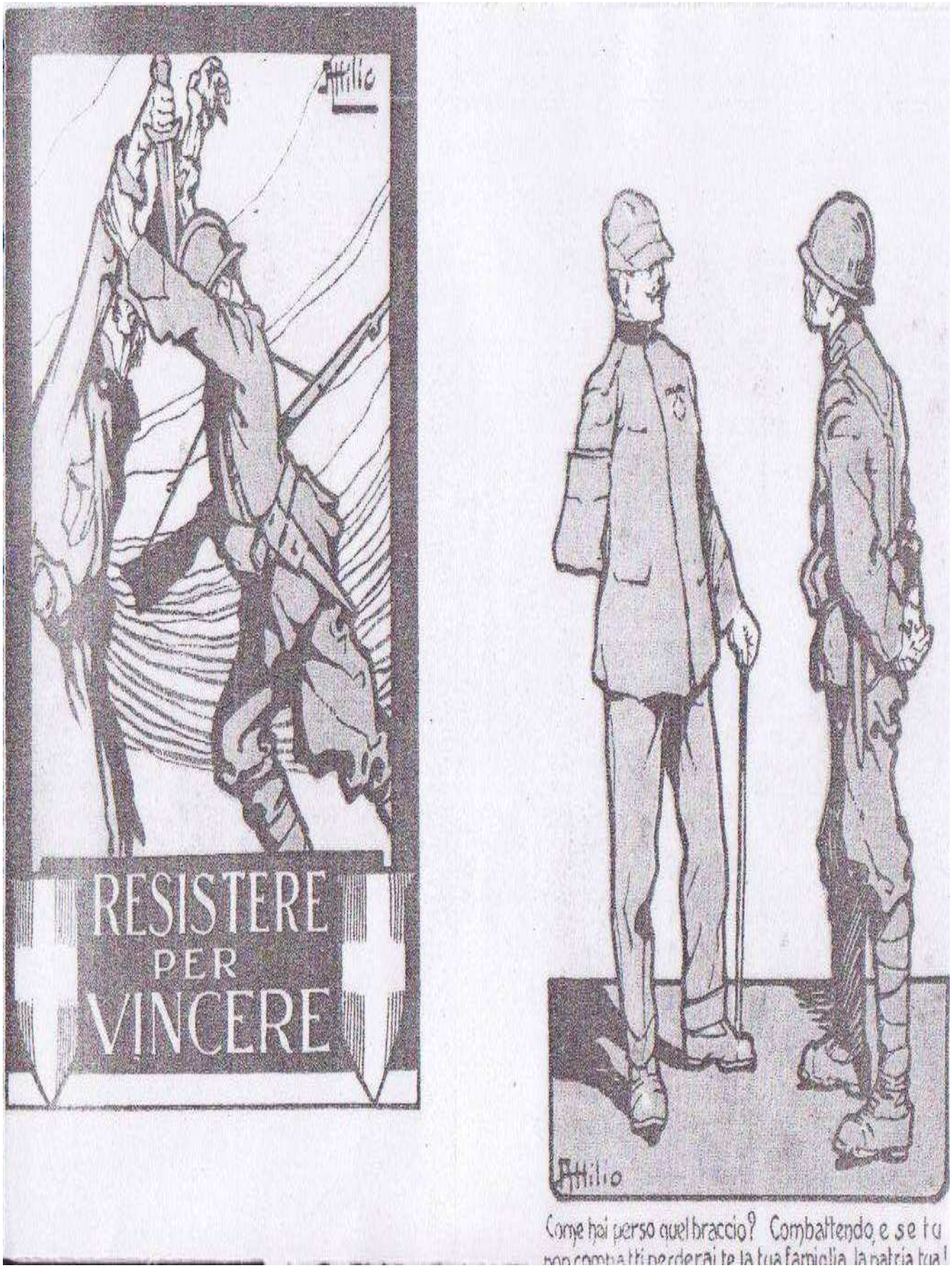
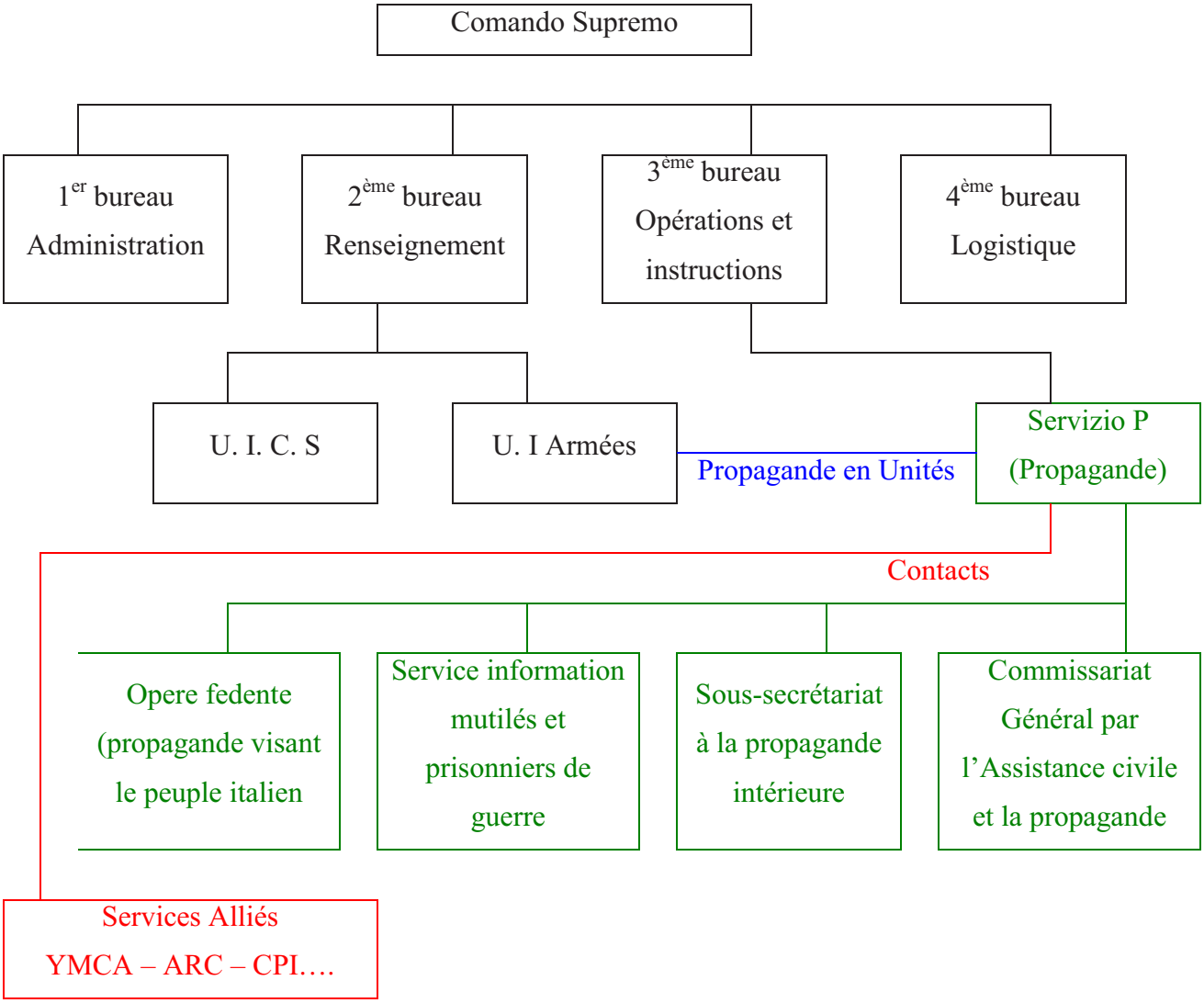


Image n°12 : Affiches appelant au combat 1917-1918

Nicola Della Volpe, *Esercito e Propaganda nella Grande Guerra,* 1989, Rome, p 69

Cette propagande simple a su remobiliser les troupes. Diaz a eu raison de dire « chacun à son poste ». Les intellectuels ont ainsi pris toute leur place en 1918. Les propagandistes en uniforme retrouvent leur utilité sociale en essayant de vendre le produit « Italia ». Ce sont essentiellement des officiers les plus intellectuels, qui travaillent au sein du Service P. Les thèmes abordés sont les quatorzes points de wilson, la vision du monde des Alliés, la paix et la révolution russe avec un vocabulaire de tranchée. Salvemini voulait coller aux hommes, au terrain et à la réalité. Les propagandistes devaient dire la vérité, qui tient une place centrale dans la propagande française avec Pétain. Enfin, la structure même du service est copiée du modèle américain[738]. Chaque service cible un public précis et l'ensemble couvre tous les champs de la propagande. C'est le principe du C. P. I : occuper tout le terrain.



Organigramme n °19 :

Le service P avec son organisation à l'américaine calquée sur le C. P. I

Réalisé par Emmanuel BOUDAS

Mario Isnenghi et Giorgio Rochat, ouvr. cité, p. 410-414

[738] Voir l'organigramme du CPI, 3ème partie, chapitre 1

La propagande militaire a été reconstruite sur un modèle allié. Cet élément démontre l'importance de la vassalisation par les Alliés de la propagande italienne.

Pour conclure sur la propagande italienne, nous avons vu que les Alliés ont su contrecarrer les actions italiennes. Puis, ils ont repris l'avantage en vassalisant la propagande avec la deuxième conférence interalliée. Enfin, le Service P est calqué sur celui des Alliés ; ce qui montre l'influence puissante de l'Entente en Italie. La propagande italienne a échoué avec son double discours fondé sur le principe des nationalités. Pire, elle a déclenché une guerre au sein du gouvernement. Le pays est affaibli et dominé par les Alliés.

La période étudiée est assez vaste : la campagne de 1918. Il est vite devenu clair que, sur les mers les Anglo-américains dominent l'Italie par l'importance des moyens navals déployés. Ils ont combattu seuls les Autrichiens, et vassalisé la *Regia Marina* avec l'ANC.

Au niveau terrestre, l'armée italienne a été reconstruite par les Alliésà partir de la doctrine Pétain, de leurs matériels de guerre, et du renseignement donné par les Franco-britanniques. Les Alliés ont instruit les Italiens. La domination stratégique est totale. De plus, les Italiens n'ont seulement emporté des succés défensifs. Vittorio Veneto et l'armistice sont des événements réalisés en grande part par les Alliés. Enfin la propagande italienne a été défaite par les Alliésà la première conférence de propagande interalliée à Paris. A Londres, le conseil interallié de propagande a pris le contrôle de celle de Rome. Le processus de vassalisation est complet. La conséquence ultime est la défaite diplomatique. Le traité de Versailles consacre la domination alliée et sanctionne le nouvel ordre mondial.

IV - Le traité de Versailles

Les Italiens sortent de la Première Guerre Mondiale avec l'armistice de Villa Giusti le 4 novembre 1918. Ils n'ont pas vaincu l'Autriche-Hongrie qui a été défaite par les minorités nationales opprimées qui la composent : les Slaves du sud, les Polonais, les Tchèques. La propagande de l'Entente fondée sur la liberté des peuples à se gouverner eux mêmes est responsable aussi de cette implosion, notamment avec le programme wilsonien en 14 points. L'Italie sort très affaiblie du conflit. Son économie est ruinée. Elle a perdu 650 000 hommes. Enfin, elle est dominée par les Alliés sur tous les plans. Le pays entre dans les négociations de paix avec un handicap très lourd qui va révéler son incapacité à obtenir la paix désirée en 1915. Elle aborde une période de soumission stratégique totale que le traité de Versailles consacre. Le traité de paix a le même rôle que celui de

Rapallo pour mettre en exergue le nouvel équilibre stratégique de 1919.

Il s'agit d'étudier son élaboration pour mieux comprendre en quoi il consacre la soumission stratégique de l'Italie aux Alliés. Nous verrons deux points : les difficultés politiques qui vont affaiblir le gouvernement dans les négociations d'octobre 1918 à janvier 1919, puis l'élaboration du traité en lui-même de février à mai.

A - Les difficultés politiques de l'Italie d'octobre 1918 à janvier 1919

Les problèmes politiques de l'Italie ont leurs racines en 1915. En effet, l'entrée en guerre de l'Italie a été justifiée par le Traité de Londres du 26 avril 1915 qui promettait au pays l'annexion du Trentin, du Haut Adige, de l'Istrie et Trieste, de la côte dalmate mais sans Fiume. C'était un traité secret entre l'Entente et l'Italie. Sonnino, pour justifier l'intervention, voulait plus que le *Parecchio* offert par l'Autriche. Mais le peuple italien, nous l'avons vu en 1917, commençait à rejeter la guerre. Les socialistes s'opposaient aux premiers faisceaux nationalistes de Mussolini.

Le gouvernement pour remonter le moral national a mis en exergue les compensations territoriales promises avec le soutien total des Alliés. Le problème est que les dissensions entre l'Italie et les Alliés s'accroissent, ce qui semblait acquis ne l'est plus. En effet, au cours de l'année 1916, Sonnino apprend l'existence du pacte Sykes-Picot qui exclut l'Italie du partage de l'Empire ottoman. Il obtient aux forceps une renégociation. Ce fut l'accord de Saint-Jean-de-Maurienne.

La conséquence est la perte de confiance de Sonnino dans les Alliés. Il pense que les intérêts vitaux de l'Italie sont en danger. Il est méfiant. Puis les Bolcheviks dénoncent au monde en janvier 1918 les accords secrets conclus par l'Entente, dont le Pacte de Londres, ce qui crée une opinion mondiale opposée à la politique impérialiste italienne. Par conséquent, les Alliés dénoncent la totalité des traités signés en octobre 1918[739]. La France et le Royaume-Uni maintenaient uniquement le Pacte de Londres, entraînant la perte de la zone d'influence italienne en Smyrne et dans le sud de l'Empire Ottoman. Ensuite, les Alliés n'appliqueraient que le traité de Londres et rien que le contenu. C'est le dernier engagement juridique liant l'Entente à l'Italie.

Le contexte général accroît encore la pression sur l'Italie. Tout d'abord, les Etats-Unis de Wilson ont clairement choisi de soutenir les Slaves dans leur création de l'Etat Yougoslave. Ce choix est motivé par plusieurs raisons. Le poids des Slaves aux Etats-Unis est important au sein du corps électoral pour l'élection présidentielle de 1920. Wilson, qui veut briguer un 3ème mandat

[739]Emilio Anchieri, *L'Italie devant la victoire,* Revue d'histoire moderne et contemporaine, tome 16 *l'Europe en novembre 1918,* Paris, janvier 1969, p . 144

présidentiel, en tient compte. De plus, en avril 1918, les représentants des minorités nationales de l'Empire des Habsbourgs se réunissent à Rome avec les Italiens non membres du cabinet et signent un pacte de solidarité pour leur libération et la reconnaissance de l'indépendance de la Yougoslavie par l'Italie[740]. Orlando a donné son adhésion morale à cet acte, mais Sonnino s'y opposait fermement. Le 3 juin 1918, lors de la conférence interalliée de Paris, Sonnino s'est opposé à la mention de ce pacte dans la déclaration finale[741]. Cette opposition entre Sonnino et Orlando affaiblit le gouvernement italien. Cependant, Sonnino a le dessus en affirmant le nationalisme de la politique italienne. Donc, les Alliés décident de démembrer l'Autriche-Hongrie, car donner à l'Italie les terres réclamées c'était éliminer l'Empire des Hasbourgs. Enfin, cette attitude anti-yougoslave crée une tension de plus en plus forte avec les Etats-Unis principalement.

Ensuite, la deuxième raison, qui accroît la pression sur l'Italie, est la décision du Comité national de la ville de Fiume qui proclame son rattachement à l'Italie en décembre 1918. Cette décision crée une vague nationaliste en Italie. Fiume devient une cause sacrée pour les nationalistes. Le problème est que la coalition gouvernementale est hétéroclite et fragile, composée de socialistes, de démocrates, de catholiques et de libéraux. Cette coalition avec l'affaire de Fiume explose au Parlement[742]. En effet, la droite atteint par la fièvre nationaliste, soutient Sonnino qui veut le traité de Londres et Fiume alors que la gauche wilsonienne de Bissolati veut une Yougoslavie amie, qui implique l'abandon soit de Fiume, soit de la Dalmatie. Orlando est coincé entre les deux. Il décide d'opter pour la politique étrangère de la majorité pour aller négocier la paix. Au vu de la pression nationaliste, Orlando choisit la politique maximaliste de Sonnino. Bissolati, ministre de gauche, démissionne. Les difficultés de politique intérieure nées de l'affaire de Fiume obligent le cabinet à une politique étrangère intransigeante anti-yougoslave au risque d'entraîner un conflit diplomatique avec les USA et, par voie de dépendance financière avec les Alliés. C'est l'origine de l'affrontement entre les Italiens et les Alliés dans les négociations de paix.

Le 26 décembre 1918, au cours d'une séance du comité de guerre, Diaz et Orlando essaient de modérer cette politique mais c'est l'échec. Sonnino l'emporte sur toute la ligne. L'axe Orlando-Nitti-Bonomi échoue à inverser la tendance[743]. Le 3 janvier 1919, Wilson arrive à Rome. Le conflit américano-italien éclate au grand jour : les Etats-Unis veulent appliquer le principe de liberté des peuples alors que les Italiens réclament l'annexion de Fiume et de la Dalmatie. Le 11 janvier, les derniers ministres wilsoniens démissionnent : Nitti (finances) et Bonomi (transport)[744]. Dans le fracas de la tempête, Bissolati appelle le gouvernement italien à faire des concessions pour maintenir l'Italie dans le camp des vainqueurs. Pour lui, il est nécessaire d'abandonner le Dodécanèse aux Grecs, de créer la Yougoslavie avec la Dalmatie, pour conserver Fiume italienne.

[740]Ibid, p . 145
[741]Ibid, p . 146
[742]Ibid, p . 147
[743]Ibid, p . 148-149
[744]Ibid, p . 150-151-152

L'Italie peut ensuite négocier une garantie de démilitarisation de l'Adriatique otiental[745]. Il plaide pour une autre politique mais il n'est pas entendu par le gouvernement Orlando.

La ligne dure l'emporte à Rome, ce qui au vu l'état de dépendance de l'Italie par rapport aux Alliés et aux Etats-Unis, affaiblit le gouvernement italien. L'Italie se retrouve isolée face aux Etats-Unis et à l'Entente. Elle doit tout aux Alliés depuis 1917. Elle est dans l'incapacité de retourner la situation. L'Italie court à la catastrophe diplomatique et révèle son impuissance totale face aux Alliés qui consacre leur domination avec le traité de Versailles. Son destin lui échappe complètement en raison d'une intransigeance diplomatique qui est en contradiction totale avec sa dépendance stratégique vis-à-vis des Alliés. Elle perd toute crédibilité, tout intérêt pour les Alliés consacrant sa soumission.

Nous venons de voir les difficultés politiques du gouvernement italien qui s'accroissent. La pression extérieure augmente avec le choix américain sur l'Adriatique de refuser les revendications italiennes, l'unification des Yougoslaves, la fin des traités liant l'Entente menaçant le Pacte de Londres. Ces décisions créent des problèmes politiques intérieurs qui se soldent par la mise en place d'une politique nationaliste intransigeance dont l'Italie n'a pas les moyens.

Enfin, la décision de Fiume de devenir italienne forme le terreau du conflit diplomatique entre les Alliés et l'Italie. L'Italie est en très mauvaise posture stratégique. Elle aborde les négociations de paix dans les plus mauvaises conditions qui soient. Elle veut engager une épreuve de force diplomatique qu'elle ne peut pas gagner. Ce moment diplomatique décisif va montrer la domination alliée sur l'Italie.

B - L'élaboration du traité de Versailles (février - mai 1919)

L'élaboration du traité sera vue selon les deux questions qui ont confronté les Alliés et l'Italie. Nous traiterons de la question de Fiume, puis celle de la Dalmatie. En effet, les revendications italiennes sur le Trentin, le Haut Adige, l'Istrie et Trieste ne posant aucunes difficultés particulières, le conseil des Quatre les a toutes satisfaites. Puis nous verrons la rupture entre l'Italie et les Alliés. Enfin la chute de House sera la dernière désillusion italienne dans les négociations du traité.

[745] Leonida Bissolati, *La politica estera dell'Italia dal 1897 al 1920*, Milan, 1923,p 400-412

1 - La question de Fiume :

Au départ de la conférence de la Paix, le gouvernement italien ne s'est prononcé sur aucune question portant sur l'Allemagne. Ce silence est compréhensible dans la mesure où le seul intérêt du pays résidait dans le paiement des réparations. En revanche, à partir du 3 avril 1919, les Alliés et les Etats-Unis abordent les questions qui intéressent l'Italie : Fiume et la Dalmatie. Les Alliés décident à ce moment d'écouter les arguments pour et contre l'annexion de la ville. Ils vont donc écouter tour à tour Orlando et Trumbič qui est le chef du Conseil National Yougoslave. Ensuite, ils prendront leur décision.

a - Le plaidoyer italien :

Pour ce qui est de Fiume, Orlando commence par présenter le point de vue italien de la situation. Pour le gouvernement italien, le traité de Londres de 1915 est un compromis rendu «obligé [par] le mélange des nationalités dans la région de l'Adriatique» sachant que «la question de Fiume a surgi plus tard»[746]. Pour lui, le compromis de 1915 se fondait encore sur un axiome : l'existence de l'Autriche-Hongrie.

Orlando n'avait jamais envisagé la dissolution de l'Empire des Habsbourg. Donc, il était capital puisque l'Italie annexait toute la côte dalmate, de laisser un débouché maritime à l'Autriche afin qu'elle participe au commerce mondial[747]. En effet, la situation géopolitique de l'Autriche lui laissait l'Adriatique comme seule porte de sortie pour ses exportations. L'Empire n'avait pas de façade maritime sur la mer noire car la Roumanie, qui la détenait, était un ennemi. La Serbie récupérait le Monténégro, la Bosnie et une partie de la Croatie interdisait un autre accès à la mer que Fiume. Enfin, si la Bulgarie ou l'Empire Ottoman changeait de camp, elle ne pouvait pas commercer avec l'ensemble des Slaves du sud.

Cette réalité stratégique mise en évidence par les Russes durant les négociations de 1915, a obligé les Italiens, pour obtenir le reste de leurs revendications, de concéder Fiume à l'Autriche[748]. En revanche, la situation en 1919 a changé du fait de la disparition de l'Empire des Habsbourg et de la proclamation du conseil de la ville de Fiume qui a demandé le rattachement à l'Italie. Le peuple italien en a fait une cause nationale.

Orlando utilise le plaidoyer suivant pour convaincre ses Alliés de lui céder Fiume afin de satisfaire la politique maximaliste de Sonnino. Il expose quatre arguments dans sa démonstration.

---

[746]Colonel P Mantoux, *Les Délibérations du Conseil des Quatre (24 mars -28 juin 1919),* tome 1 *jusqu'à la remise à la délégation allemande des conditions de paix,* Paris, 1955, p . 127

[747]Ibidem

[748]La première partie sur le marchandage de 1914-1915

Tout d'abord, l'existence de l'Autriche permettait un équilibre entre les nationalités dans la ville de Fiume. Cet équilibre donnait aux intérêts italiens la garantie d'être protégés et respectés par la rivalité qui existait entre les Hongrois et les Croates. Le problème est que cette situation n'est plus. En effet, la ville était constituée en une organisation autonome entre les deux nationalités rivales. Cette organisation n'existe plus et donc l'élément italien de la ville va être submergé[749].

Il va l'être à deux niveaux : démographique et politique. Finalement, l'enjeu même de l'annexion de Fiume est la survie de l'italianité au sein de cette ville. Ensuite, l'argument économique serait maintenant en la faveur de l'Italie avec la disparition de l'Autriche-Hongrie. En effet, seuls 7 % des exportations croates passent par Fiume alors que tout le reste provient du bassin du Danube : Autriche, Hongrie, Tchécoslovaquie[750]. Fiume est donc le débouché maritime de toute la plaine danubienne et non de la seule Croatie. Or, il est impossible de donner la ville à tous ces pays à la fois. Il est donc logique de la donner au plus neutre de tous : l'Italie. Une administration italienne donne plus de garanties à tous les pays plutôt qu'une Yougoslavie ennemie des anciens peuples dominants de l'Empire austro-hongrois. De plus, la Yougoslavie possède plusieurs ports le long de l'Adriatique. Ce point rend Fiume peu utile à l'économie yougoslave à contrario de la Pologne qui n'avait pas de façade maritime et à qui il a fallu donner Dantzig pour pouvoir survivre. Ce n'est pas le cas ici. La Yougoslavie possède Cattaro (Koter), Spalato (Split), Mitrovitch (Monténégro) par exemple qui sont des ports en eaux profondes. Enfin, Fiume est inséparable de son hinterland croate et hongrois avec une population importante de la même nationalité. Fiume est plus croate que yougoslave.

Les Alliés posent des questions à Orlando. Lloyd George demande à Orlando si un statut de ville libre sous la protection de la Société Des Nations (S. D. N) conviendrait à Fiume. Le président du conseil italien répond : «j'accepterai ce régime pour le port, mais non pour la ville»[751] car pour lui, ce statut signifie la mort de l'italianité de la ville en raison de la forte démographie croate. Wilson, qui est un fervent défenseur des Yougoslaves, tient beaucoup à ce statut. Il invoque, pour appuyer la thèse britannique, le rapport de son envoyé spécial à Fiume. Ce rapport énonce l'idée que certains notables, à l'évidence hongrois, voudraient une ville internationale autonome facilitant la concurrence entre les ports sur l'Adriatique, notamment entre Trieste et Fiume. Enfin, le président des Etats-Unis fait valoir que ces ports «n'ont que des communications difficiles avec l'intérieur» alors que Fiume possède une voie de chemin de fer, ce que n'ont pas les autres villes le long de la côte dalmate[752].

Face à cette remise en cause de la souveraineté italienne sur Fiume par les Etats-Unis, Orlando opte pour la résistance à outrance car il invoque le mandat confié à lui par les Italiens pour

---

[749]Colonel P Mantoux, *Les Délibérations du Conseil des Quatre (24 mars -28 juin 1919),* tome 1 *jusqu'à la remise à la délégation allemande des conditions de paix,* Paris, 1955, p . 128-129
[750]Ibidem
[751]Ibidem
[752]Ibid, p . 130

récupérer Fiume. Selon lui, les difficultés économiques de l'utilisation des ports dalmates, suite au manque de voies de communication, ne sont pas un problème dans la mesure où les Alliés peuvent aider financièrement les Yougoslaves. Ensuite, Orlando juge que Fiume «est avant tout une question de sentiment» et donc, le sort de Fiume ne peut être marchandé. Il y voit une question de morale. Elle doit appartenir à l'Italie. C'est une question de principe : les Italiens ne peuvent abandonner leurs concitoyens dont «la libération a été le grand but de notre guerre nationale»[753]. Face à une telle tirade, Wilson rétorque que l'Italie a signé le traité de Londres qui excluait Fiume de ses annexions.

Nous pouvons conclure de ce plaidoyer et des réactions alliées que l'Italie s'arc-boute sur la défense de l'annexion de Fiume alors que le pays le plus puissant de l'alliance, les Etats-Unis, s'oppose à ce choix. Nous pouvons voir la principale ligne de force de ces négociations : le conflit américano-italien sur la question de Fiume. Or, les Etats-Unis ont une colossale influence sur les Alliés. En effet, les Etats-Unis ont 1,5 million de soldats en Europe. Ils ont financé la guerre de l'Entente en totalité. Leur avis est donc prépondérant car les Alliés ont besoin de l'aide financière américaine pour relancer leurs économies dévastées. Par conséquent, l'opposition des Etats-Unis signifie la fin de non recevoir des Alliés. Les Alliés et les Etats-Unis vont maintenant écouter le contre plaidoyer yougoslave.

b - Le contre plaidoyer de Trumbič :

Le 3 avril 1919 à 16h, les Alliés reçoivent le délégué yougoslave et écoutent son discours pour le rattachement de Fiume à la Yougoslavie. Pour lui, il y a un certain nombre de manipulations et des aberrations politiques.

Tout d'abord, Trumbič parle de Fiume comme d'une ville slave bien que la majorité de la population parle italien. Pour lui, c'est une italianité artificielle issue de la politique hongroise dans cette ville puisqu'elle était sous administration de la Hongrie depuis 1848. Cette administration hongroise a soutenu les Italiens au détriment des Slaves. En 1848, il y avait 12 400 Slaves face à 1000 Italiens. Avec la convention entre la Hongrie et la Croatie de 1868 qui établit l'autonomie de la Croatie sans Fiume, les Hongrois ont mis la main sur la ville. Depuis 1868, ils y ont mené une politique anticroate en supprimant les écoles de langue serbo-croate et en adjugeant des avantages aux Italiens. Avec le développement économique voulu par Budapest, les Italiens ont été placés par les Hongrois aux plus hauts postes administratifs, économiques et politiques locaux. L'irrédentisme italien n'existait pas. Les Italiens intégraient les partis politiques hongrois. Les Italiens ont prospéré

[753]Ibid, p . 130

avec la création du chemin de fer entre 1870 et 1880. En 1880, il y avait 9920 Italiens, face à 11 175 Slaves. En 1890, la proportion était de 50% pour les deux communautés.

En 1910, les Italiens étaient 24 212 faces à 15 696 Croates, plus 6 493 Hongrois et 2315 Allemands[754]. Ce sont des chiffres seulement pour la ville de Fiume sans les faubourgs. Par conséquent, l'italianité de Fiume est artificielle. Ce sont des immigrés. De plus, le capital italien ne représente que 6 % des capitaux à Fiume alors que les Slaves ont investi 28 %. En effet, les banques croates ont un capital de 29 millions de couronnes avec 8 millions en réserve. De plus, elles ont un chiffre d'affaire de 2 milliards de couronnes face aux 246 millions de la *Banca Cooperativa italiana*[755]. Enfin, Fiume devrait être le débouché maritime de la Serbie qui passait avant par Salonique. Le gouvernement yougoslave compte développer l'hinterland du port en réalisant un chemin de fer reliant Zagreb, Belgrade à Fiume. En revanche, les ports dalmates sont difficiles d'accès. La construction de voies ferroviaires dans ces montagnes coûterait très chère.

Face à ces dires, Lloyd George pose la question de l'activité des Italiens. Trumbič évoque le petit commerce et le chemin de fer. Lloyd George demande comment 24 000 Italiens peuvent vivre. Trumbič en profite pour dénoncer des manipulations possibles des Autro-Hongrois. Les statistiques impériales seraient fondées sur la langue et non l'ethnie. Ensuite, tout a été fait pour accroître l'influence italienne car les Hongrois et les Italiens ont combattu ensemble l'Empire en 1848. Il y a donc une amitié italo-hongroise qui a été renforçée par la Triple Alliance[756]. Trumbič dénonce un complot anticroate à Fiume. Wilson demande l'origine des sources. Trumbič parle de sources locales. Nous pouvons conclure que Trumbič essaie par tous les moyens de contester l'italianité de la ville. Il le fait car il sait que les Alliés vont juger selon le programme wilsonien de liberté des peuples. Or, s'il veut gagner, il doit faire accepter l'idée d'une italianité artificielle. Wilson, pro-yougoslave pour des raisons de politique intérieure, va pencher pour les Yougoslaves engendrant le conflit avec les Italiens. La première puissance économique et politique mondiale décide de faire le choix yougoslave. C'est la raison fondamentale du rejet allié du rattachement de Fiume à l'Italie.

A partir de ce point et en ayant constaté les manipulations d'Orlando sur Vittorio Veneto, le mythe de la victoire mutilée vient de naître. Les Italiens n'ont pas eu gain de cause car l'Amérique s' y est opposée, ce qui a révélé l'impuissance italienne et la domination totale des Alliés, particulièrement des Etats-Unis sur la destinée de l'Italie.

[754]Ibid, p . 131
[755]Ibid, p . 132 à 136
[756]Ibid, p . 138

c - Les délibérations sur Fiume :

Le 13 avril, les discussions sur l'Allemagne sont terminées et le Conseil des Quatre voudrait convoquer la délégation allemande. Orlando soulève le problème que, si les Italiens apprennent que la question allemande est élucidée et non celle de l'Adriatique, il va se produire un mouvement de rejet des Alliés en Italie.

Pour lui, il faut un accord de principe au moins sur Fiume avant de convoquer les Allemands. Orlando demande quatre ou cinq jours pour régler ce problème[757]. Clemenceau, Lloyd George sont d'accord mais veulent une date fixe pour les Allemands, en disant dans le même temps que la question italienne est en train d'être traitée. Orlando veut régler ces questions avant l'arrivée des Allemands. Cette attitude entraîne la colère de Lloyd George qui veut rétablir la paix avec l'Allemagne le plus vite possible. Pour lui, l'Allemagne est la première nécessiteuse de l'armistice, donc elle doit être traitée en premier.

Ensuite, l'Italie n'est concernée que par les négociations avec l'Autriche-Hongrie dissoute. Enfin, les pertes lourdes des Alliés justifient la convocation des Allemands. De plus, Fiume n'a aucun rapport avec l'Allemagne[758]. Orlando n'accepte pas l'agenda allié : convocation des Allemands et négociation sur Fiume entre leur arrivée et leurs observations. Cependant, Orlando prononce cette phrase après cet accord : «je vous demande quelques jours pour savoir au moins à quelle sauce vous entendez me cuire et vous refusez ?»[759]. Cette phrase est révélatrice de la soumission de l'Italie par rapport aux Alliés.

L'impuissance italienne est mise en lumière par le Président du Conseil italien. Clemenceau demande de convoquer le plus vite possible les Allemands et propose de négocier immédiatement sur les questions italiennes. L'intérêt de la France est de conclure au plus vite avec l'Allemagne mais elle est prête à faire de même avec les Italiens. Ce compromis est finalement retenu. Orlando doit abdiquer encore face aux Alliés. La solution retenue par les Alliés pour accélérer le traitement des questions italiennes est un entretien entre le Président des Etats-Unis et le Président du Conseil italien.

Les négociations sur Fiume commencent entre Wilson et Orlando puisque les Alliés s'aligneront sur les décisions prises par les deux hommes[760]. Or, Wilson est pro-slave et Orlando anticroate. Ce qui ne laisse rien présager de bon pour l'Italie. L'entretien ne fait que sanctionner les oppositions entre les Etats-Unis et l'Italie. Donc, la question revient au Conseil des Quatre. Le 19 avril, les négociations reprennent sur Fiume. Orlando reprend son argumentaire pour l'annexion de

[757]Ibid, p . 236-237-238
[758]Ibid, p . 240
[759]Ibid, p . 241
[760]Ibid, p . 244

la ville. Fiume était un point de passage du *limes* romain et donc une frontière naturelle de l'Italie. Ensuite, c'est la ville elle-même qui demande le rattachement à l'Italie. Enfin, Fiume est un port danubien, non yougoslave[761].

Pour Wilson, cette annexion serait contraire au nouvel ordre international : «Placer Fiume sous la domination de l'Italie serait absolument contraire au principe nouveau sur lequel doivent se baser les relations internationales»[762]. Pour Wilson, Fiume est un îlot de population italienne dans un monde slave. La vision italienne de la paix s'oppose au messianisme américain qui n'accepte pas la diplomatie classique européenne. C'est le rejet de la revendication italienne sur Fiume. L'Italie a été incapable de défendre une ville (pro-)italienne.

C'est dire son affaiblissement diplomatique et militaire. La non victoire contre l'Autriche se paie au prix fort puisque l'Italie est une puissance négligeable dans le jeu international. Sa soumission à l'égard des Alliés et surtout des Etats-Unis est totale.

Qu'en est-il de la question dalmate ?

2 - *La question de la Dalmatie :*

La Dalmatie, ce petit mais long morceau de terre coincé entre l'Adriatique et la chaîne de montagnes bosniaques, est la seconde revendication italienne provoquant un grand désaccord entre l'Italie et les Alliés. Le processus choisi par les Quatre commence par le plaidoyer d'Orlando, puis la réponse des Alliés.

a - Le plaidoyer d'Orlando :

Le 19 avril, le Conseil attaque le problème de l'attribution de la Dalmatie. Le traité de Londres la rattachait à l'Italie. Mais, les Etats-Unis ne reconnaissent pas les accords secrets signés par les Alliés entre 1914 et 1917. Orlando accepte de négocier sans s'appuyer sur le traité à cause des Etats-Unis. Il invoque pour convaincre Wilson deux arguments : l'un stratégique, l'autre historique.

Au niveau stratégique, la côte italienne en Adriatique est «à la merci de quiconque est maître de l'autre rive»[763]. C'est une donnée géographique. Si des forces navales non italiennes ou alliées de quelque dimension que ce soit contrôlent l'autre rive, elles peuvent lancer des raids sur des villes italiennes, les bombarder comme en 1915 ou en 1916. Le temps pour la flotte italienne d'arriver, les bateaux ennemis seront repartis pour se couvrir dans le labyrinthe des petites îles le

[761]Ibid, p . 280
[762]Ibid, p . 283
[763]Ibid, p . 280

long de la côte dalmate. Par conséquent, la côte italienne fait face à un danger constant. La première guerre mondiale a donné une parfaite illustration de cette menace. En effet, les Autrichiens lançaient des raids contre les ports et villes italiennes malgré la supériorité écrasante de la 1ère flotte alliée sous commandement italien[764]. Il est donc nécessaire de contrôler la côte dalmate avec au moins une base navale à vocation défensive, ou par l'attribution de la Dalmatie à l'Italie pour mettre un terme à l'insécurité navale italienne en Adriatique.

Au niveau historique, Orlando veut justifier l'italianité de la Dalmatie pour que Wilson, défenseur de la liberté des peuples à disposer d'eux mêmes (le principe des nationalités), accepte cette clause du traité de Londres. Pour Orlando, la Dalmatie est italienne depuis les origines jusqu'au traité de Campo-Formio de 1797. En effet, la Dalmatie était une province romaine. Ensuite, elle a été un élément central de l'Empire de la République de Venise pendant des siècles. Enfin, son isolement par rapport à l'intérieur des terres dû aux montagnes environnantes l'a poussé vers l'Italie. Après le traité de Campo-Formio et jusqu'en 1881, la majorité de la Diète dalmate était italienne. Pour corroborer cette affirmation, le gouvernement italien a trouvé à Zara un document autrichien officiel de 1887 établissant que sur 87 communes dalmates 19 étaient purement italiennes et 25 biculturelles. Pour Orlando, ce document montre l'Italianité de la province. Enfin, actuellement en 1919, nous pouvons trouver une majorité italienne à Zara, Trau, Spalato[765].

Il conclut en disant que «le Pacte de Londres est une transaction et [...] que nous sommes donc modérés dans nos revendications»[766]. Pour le gouvernement italien, ces revendications le sont par le fait qu'elles ont été l'objet d'une négociation interalliée en 1915 et par la concession faite au départ : sans Fiume. Cependant, vu la faiblesse de l'Italie par rapport aux Alliés, le fait qu'elle n'a pas gagné la guerre sans le soutien de leurs armées et sa dépendance très forte, ses revendications paraissent aux Alliés inacceptables surtout pour le président américain.

b - Le refus des Alliés et des Etats-Unis :

C'est Wilson qui commence en donnant le point de vue des Etats-Unis. Clemenceau et Lloyd George suivront pour leurs pays respectifs. Le président Wilson énonce clairement son refus. Il invoque la même raison que pour Fiume : le principe des nationalités contenu dans son programme des Quatorze points de janvier 1918.

Wilson applique à une réalité européenne un principe des *Pilgrim Fathers*. Son

[764]Ibid, p . 280
[765]Ibid, p . 281
[766]Ibid, p . 281

messianisme se heurte à la diplomatie classique issue du traité de Wesphalie de 1648. Comme les pères fondateurs des Etats-Unis, il s'oppose à l'esprit du pacte de Londres de 1915. Comme l'Amérique est la première puissance économique et politique du monde, il impose cette vision de l'Homme et du monde aux Alliés. Or, la puissance qui a le plus négocié et obtenu des territoires par un traité secret, montrant son impérialisme pour les Américains, c'est l'Italie. Ce sont les raisons qui amènent Wilson à refuser tout rattachement de la Dalmatie aux Italiens. Il refuse en particulier l'argumentaire stratégique qui est en opposition avec sa vision de la nouvelle diplomatie (qui va mener l'Europe à la catastrophe en 1939). Il accepte l'idée de frontières naturelles : les Alpes, mais non stratégiques : la Dalmatie. Enfin, il veut faire des populations de l'ancien Empire des Habsbourg des amies.

Ensuite, il invoque un autre argument. Il veut «libérer la péninsule des Balkans de l'intervention des grandes puissances» car pour lui, c'est la raison du déclenchement de la guerre[767]. Il veut instaurer un nouveau système de gestion des relations internationales fondé sur le multilatéralisme. Il refuse la volonté d'hégémonie d'un pays quelqu'il soit. C'est un noble idéal mais ce système peut-il fonctionner dans une Europe en proie au nationalisme le plus fervent ? C'est d'ailleurs l'interrogation des dirigeants italiens, notamment de Sonnino[768].

Clemenceau enchaîne pour exprimer la position de la France dans ce conflit américano-italien. La France est liée à l'Italie par un traité et le gouvernement français s'il s'avère nécessaire «ne reniera pas la signature» et appliquera le traité, mais rien que le texte. Cette déclaration française signifie pour l'Italie que la France, en cas de désaccord, accepte l'annexion de la Dalmatie mais pas celle de Fiume. Pour Clemenceau, l'Italie, passé l'enthousiasme national de sa résistance, va se retrouver isolée sur la scène politique internationale. Une nouvelle fois, le monde pourrait sombrer dans la guerre. Lloyd George, au nom du Royaume-Uni, s'aligne sur la position française : le traité, rien que le traité. Le seul risque que prend l'Italie est la rupture de l'alliance avec la France et la Grande Bretagne. Mais, ce serait mettre «le gouvernement des Etats-Unis dans une situation impossible»[769]. Les Alliés doivent choisir entre l'alliance italienne en appliquant le traité et celle des Etats-Unis en refusant de livrer la Dalmatie et Fiume. Les Alliés doivent arbitrer entre les avantages et les inconvénients de chaque alliance. Choisir l'Italie, c'est s'assurer d'un allié sûr mais faible contre l'Allemagne, avec un conflit latent par rapport à la Yougoslavie. Faire le choix de l'Amérique, c'est être sûr de pouvoir financer la reconstruction d'une France anéantie, de relancer les économies de l'Entente, enfin de s'assurer des débouchés commerciaux.

Malheureusement, c'est aussi l'absence d'un allié efficace, sûr et prompt à intervenir contre l'Allemagne. L'arbitrage est difficile. Wilson souligne cette dépendance des Alliés par rapport à

[767]Ibid, p . 284
[768]Ibid, p . 286
[769]Ibid, p . 291

l'Amérique : «je ne crois pas exagérer l'importance de l'assistance militaire et financière qui a été donnée aux Alliés par les Etats-Unis»[770]. Les gouvernements alliés choisissent logiquement les Etats-Unis, seuls aptes à les aider à relever leurs économies ruinées par la guerre : «il est essentiel que l'Amérique reste avec nous jusqu'au bout»[771]. Pour Orlando, c'est *le casus belli* et la rupture avec la conférence.

3 - La rupture entre les Alliés et l'Italie :

Cette rupture est due à quatre facteurs : le refus italien d'accepter la décision des Alliés, l'appel de Wilson au peuple italien par-dessus le gouvernement légal, ensuite l'incompréhension d'Orlando face à la rupture, enfin la chute du colonel House qui prive l'Italie de moyens de communications. Cette étude va montrer tout l'intérêt de cette rupture inévitable au niveau stratégique et pourtant quelque part refusée par les Italiens.

a – La décision des Alliés :

Nous allons étudier la position de chacun des pays de manière à établir le périmètre très étroit voir impossible de négociation. Elle va nous permettre de saisir toutes les nuances des positions de chacun et les limites d'action.

α – La position française vis-à-vis de l'Italie :

L'Italie est depuis l'entrée en guerre en mai 1915 l'allié de la France. Dès cette époque, l'ambassadeur Maurice Paléologue, en poste à Saint-Pétersbourg, avait un jugement négatif. Pour lui, la France devait traiter l'Italie comme une « associée secondaire » afin de l'exclure des négociations de paix au lieu de s'encombrer d'un « demi-allié » puisque sa puissance militaire est faible[772]. Ce constat de Paléologue s'est vérifié pour la classe politique française avec la guerre et la domination stratégique alliée en place depuis novembre 1917.

La France va reprendre sa politique étrangère classique en Méditerranée depuis 1870 puisque la guerre est finie : anti-italienne ; ce revirement est dû à des éléments stratégiques déjà étudiés : la victoire militaire alliée et non italienne, la domination financière, les divisions internes italiennes. C'est en avril 1919 qu'explose le différend entre les Alliés et l'Italie, en particulier entre

[770]Ibid, p . 293
[771]Ibid, p . 300
[772] AMAE, CPC, série Guerre 1914-1918 Italie, document n°564, feuillet n°257, télégramme chiffré du 10/07/1915 n°863 de Paléologue au ministre, Paris, 1915

la France et cette dernière. La France veut aider les nouvelles nationalités issues de l'ancien empire des Habsbourg pour en faire des clients politiques fidèles utiles pour stopper l'Allemagne sur le bassin danubien et l'Adriatique. Il fallait donc procéder à une nouvelle répartition des terres entre les Italiens, les Serbes plus les Yougoslaves, les Monténégrins et les Albanais. Le problème est évident : à qui va la Dalmatie et Fiume ? Les Italiens vont être déterminés puisqu'ils ont appris fin 1917 l'existence des traités dont ils sont absents.

Initialement, la France n'était pas favorable aux Yougoslaves mais préférait une Serbie puissante, dominant une partie des Balkans qui devait récupérer le mouvement de Trumbič. Cette volonté française pro-serbe a été encouragée par l'accord entre Sonnino et Pachitch de 1916 pour éviter un mouvement yougoslave fort ayant des revendications territoriales puissantes[773]. Cette décision se matérialise dans le refus de reconnaître le Conseil Yougoslave et la Yougoslavie comme nation alliée connue sous le nom de proposition Trumbič le 28 octobre 1918. Il existe évidemment un profit pour l'Italie. Pour surmonter cette difficulté, Berthelot, sans ordre du gouvernement français, donne aux Yougoslaves la solution : passer par Wilson non lié par le Traité de Londres. Le 1er décembre 1918, la Serbie déclare la naissance de la Yougoslavie (Croatie-Slovénie-Serbie-Monténégro). Cette décision a été un coup de tonnerre puisque de facto les Yougoslaves deviennent nation alliée. L'ambassadeur Fontenay explique à Paris que ne pas reconnaître cet État, c'est envoyer la Croatie dans les bras de l'Allemagne. Paris se résout à cette conclusion. La Conférence s'ouvre dans ce nouveau contexte diplomatique.

Au sein du gouvernement, deux visions différentes font leur apparition : Poincaré et Barrère voulaient conserver l'alliance italienne, ce qui signifie accepter les revendications italiennes. L'autre ligne est composée d'un courant favorable aux Yougoslaves : Berthelot, Tardieu et bien d'autres encore. Clemenceau se positionne en tant qu'arbitre et c'est lui qui va fixer le nouveau cap de la politique étrangère française, non pas sur des doctrines mais en fonction de la situation diplomatique d'avril à juillet 1919. La crise explose à cause de Fiume que les Italiens demandent en plus de la Dalmatie. Poincaré et Barrère conseillent à Orlando et à Sonnino d'en rester au Traité de Londres[774]. Orlando, lui, préfère renoncer à la Dalmatie pour obtenir Fiume en raison de son opinion publique concentrée sur cette ville qui a demandé à être annexée.

Sonnino lui était d'accord avec Barrère alors que la thèse d'Orlando avait les faveurs de Clemenceau. Ce dernier soutient au début ce compromis mais il change d'avis à la suite de deux événements. Les Italiens en ne soutenant pas les ambitions françaises sur la rive gauche du Rhin ont déçu Clemenceau au point qu'il s'est senti trahi. Ensuite, pour aider les Serbes à prendre en compte le nouveau territoire, Clemenceau a fait de Fiume une base militaire pour l'armée française d'Orient

[773] François Grumel-Jacquignon, *La Yougoslavie dans la stratégie française de l'entre-deux guerres 1918-1935 : aux origines du mythe serbe en France*, Berne, Peter Lang, 1999, p 1 à 100

[774] Anne-Sophie Nardelli, *La France et l'Italie à la conférence de la paix*, Revue d'Histoire diplomatique, 2004, Paris, p 1 à 24

victorieuse sur le Danube[775]. Le problème est que des soldats français ont été lynchés par des civils de la ville et les Italiens ont laissé faire ; Clemenceau les assimile à des assassins[776]. La position d'arbitre de la France avec cette base est difficile. Dans tous les cas, pour Clemenceau, la voix est tracée : il ne bougera pas le petit doigt pour eux. Barrère en est désolé et Paul Cambon lui écrit : « nous nous arrangeons toujours pour donner à penser aux Italiens que nous sommes leurs seuls adversaires »[777].

Cette vision de Barrère et Cambon est celle des gens qui ont lutté pendant vingt ans pour arriver au résultat de 1915 mais les antagonismes impérialistes sont plus profonds que trois ans de guerre commune. Les opposants à l'Italie tels que Jules Laroche, Albert Legrand (second de Tardieu à la Conférence) soutiennent les alliances avec les nations d'Europe centrale. Pour Legrand, le nationalisme italien est une menace pour les intérêts français dans la région. Pour Laroche, il faut créer une diversion : donner aux Italiens un mandat sur l'Albanie contre la Dalmatie aux Yougoslaves[778]. Ce projet est développé avec une internationalisation de Fiume. Au vu de l'intérêt de l'Italie pour l'Albanie, ce serait un appât intéressant puisque l'Italie pèserait lourdement sur la sécurité de la Serbie. Berthelot est opposé à ce marchandage.

Le 28 mai 1919, nous retrouvons ce projet dans le compromis Tardieu mais les Italiens refusent le mandat de 15 ans de la S. D. N sur Fiume avec des plébiscites à la clé pour connaître ou non l'annexion par l'Italie ; ce qui a fini d'amener la France contre l'Italie, c'est la connaissance de la puissante campagne anti-française en œuvre. Par conséquent, Clemenceau décide l'isolement des Italiens : il ne les intègre pas dans le Traité d'alliance entre les Etats-Unis, la France et le Royaume-Uni. Le 1er mai 1919, Barrère présente un projet où Fiume va à Rome, la Dalmatie à Belgrade et les territoires autres à la S. D. N sauf Zara. Le Quai d'Orsay le refuse[779]. Barrère s'attaque à Clemenceau ce qui lui vaut d'être exclu de la décision.

C'est à ce moment que la presse s'en saisit et lance une virulente campagne anti-italienne. Auguste Gauvain, du *Journal des Débats*, a écrit des pamphlets où il dénonce la faible participation militaire italienne et la déclaration de guerre tardive à l'Allemagne en 1916. Enfin, il invective les Italiens de Fiume, noyés dans un océan de Slaves. Ernest Denis dans *La Guerre documentée* fait de même[780]. Pour les Italiens, le fait que la censure a laissé passer ses articles montre la caution du cabinet français. La position française est donc au final assez claire : l'Italie est isolée, elle doit plier et la France ne l'aidera pas.

Cette position est illustrée par la non distribution de mandats en Afrique à l'Italie alors

---

[775] ibidem, p 12
[776] Margareth Mac Millan, *Paris 1919*, Londres, 2001, p 301
[777] AMAE, *Papiers Barrère*, carton n°1 lettre de Paul Cambon du 7 mars 1919, Paris
[778] AMAE, CPC 1918-1940, série A-Paix n°317, conditions de la paix Italie, conditions politiques Fiume-Adriatique, feuillet n°87 du 21 avril 1919, Paris
[779] AMAE, Papiers Barrère, carton n°6, feuillet 2 à 9, *Note sur la conférence de la Paix*, 15 mai 1919, Paris
[780] Anne-Sophie Nardelli, *La France et l'Italie à la conférence de la paix*, Revue d'Histoire diplomatique, Paris, 2004, p 17

qu'elle est présente au sein de la commission interalliée. Elle n'obtient aucune compensation issue des colonies allemandes. La France ne lui donne que le triangle entre Ghadamès, Ghat et Tummo en Tunisie. Le 20 mai 1919, lorsque l'Italie débarque en Turquie, le gouvernement français condamne cette action, suivie par le Royaume-Uni et les Etats-Unis. L'Italie est vue comme une nation impérialiste.

C'est avec cette invasion que la politique étrangère française se durcit. Paris, le 1er juillet 1919, rejette l'application stricte du Traité de Londres et intègre les Quatorze points à égalité. Cette décision sonne le glas de l'amitié franco-italienne.

La France ne bouge pas pour l'Italie face aux Etats-Unis de mars à juin. Puis, de juin à juillet, c'est le durcissement. La France est opposée aux revendications italiennes qui ne sont pas en rapport avec la situation stratégique où les Alliés dominent le pays. Nous allons étudier la position américaine.

β – La position américaine :

Avant d'énoncer la vision américaine, il est très intéressant à noter que Cellere, ambassadeur italien aux Etats-Unis, voit l'Amérique comme les « usuriers » qui veulent imposer la paix[781]. La position de l'ambassadeur italien éclaire avec acuité l'opposition italo-américaine.

La position des Etats-Unis à l'égard de l'Italie est en fait celle de Wilson. D'autant plus que ce dernier veut être l'arbitre du conflit italo-yougoslave. Cela est constaté à travers le communiqué du 23 avril 1919 dans la presse italienne où Wilson en appelle aux peuples directement[782]. Avec cette action, il passe outre les dirigeants démocratiquement élus par les Italiens, ce qui provoque le départ de Sonnino et Orlando de la conférence. A travers ce prétexte voulu et donné par Wilson, il s'agit bien d'une provocation. Wilson est en désaccord profond avec les dirigeants européens. Il est obligé de composer avec les réalités nationales en France, pour le Royaume-Uni et le Japon. Cependant, Wilson veut manifester encore et toujours son idéal au lieu d'en rester à des réalités. Il est l'homme par excellence aveuglé par une idéologie et qui ne veut pas voir la réalité. Il veut faire un exemple.

C'est l'Italie, le pays le plus faible de l'alliance. La position américaine est très simple : faire un exemple au nom du wilsonisme. Le problème est que cette position va avoir des conséquences incalculables en terme de stabilité pour la paix de Versailles. L'idéalisme est incompatible avec la diplomatie et la victoire.

[781] Margareth Mac Millan, *Paris 1919*, 2001, London, p 288
[782] Ambrosius Lloyd Eugene, *The World War and the American diplomatic Tradition*, 1987, NY, p 122 à 132

γ – La position britannique :

Orlando exprime les raisons d'une résistance à outrance et pourquoi il quitte la conférence. Il évoque le danger révolutionnaire d'une part suite au mécontement des Italiens et du problème fasciste d'autre part.

La situation peut déclencher une guerre civile entre le gouvernement et les fascistes, voir un nouveau conflit. Cependant, Wilson reste inflexible. Lloyd George soutient le président des Etats-Unis. Pour lui, les Alliés ont aussi donné leur parole aux Serbes de leur accorder Fiume. Il parle d'un autre fait lourd de conséquences : l'Etat-Major impérial a reçu des renseignements dont ressort l'idée que si Fiume est donné aux Italiens, les Yougoslaves entreront en guerre contre l'Italie[783]. Pour les Alliés, ce n'est donc pas possible d'accepter la revendication italienne. C'est la rupture.

Les Alliés s'en rendent compte : «ce sera déclencher la tempête en Italie». Ils ont donc conscience des conséquences géopolitiques de leur décision : l'Italie n'annexera pas ni la Dalmatie, ni Fiume. Les Italiens quittent donc le 23 avril la conférence de la paix. Lors des réunions suivantes du Conseil des Trois, nous pouvons sentir avec force les regrets de la France, alors que les Britanniques et les Américains préfèrent ignorer les Italiens. Les Alliés continuent à envoyer des invitations aux Italiens tout en voulant qu'ils ne répondent pas pour ne pas à avoir à justifier cette situation devant la presse et les opinions publiques nationales. Les Alliés ignorent finalement les Italiens : «il vaut mieux leur montrer que nos travaux continuent» énonce Clemenceau.

Les Alliés sont parfaitement cyniques dans cette affaire. La rupture doit venir au grand jour des Italiens. Surtout Lloyd George dit cette phrase emblématique : «nous avons pris hier une décision contraire aux intérêts de l'Italie et nous l'avons prise en l'absence de ses représentants ; je n'aime pas beaucoup cela. Je ne suis pas sûr que nous n'avions pas laissé dans l'esprit de Mr Orlando l'impression que nous penchions plutôt vers la solution contraire. Les Italiens quittent Paris»[784].

Cette phrase révèle au grand jour la soumission de l'Italie par son incapacité à obtenir des Alliés la solution qu'elle désire. Si elle avait été une grande puissance militaire, politique avec des intérêts stratégiques bien défendus par une victoire sur l'Autriche, son poids durant la négociation de la paix aurait été différent.

[783]Ibid, p . 305 à 314
[784]Ibid, p . 451

δ – La position italienne :

Elle est fonction de l'attitude des Yougoslaves. Pour les deux parties, le conflit est profond et tenace. Pour les Italiens, la Yougoslavie est l'héritière de l'Empire des Habsbourg. A ce titre, elle est un ennemi. Pour eux, à la différence des Hasbourgs qui avaient une politique complexe mais apaisée vis-à-vis de l'Italie, les Yougoslaves font face aux Italiens.

Rome considère les Slaves comme des ennemis occupant les terres irrédentes. Cette position explique le plan Badoglio de décembre 1918 pour occuper la Dalmatie et détruire l'Armée Serbe en Bosnie en utilisant les divisions religieuses : l'Islam contre l'Orthodoxie[785]. Les Italiens voulaient se servir des Bosniaques musulmans pour résister à l'Armée Serbe et empêcher la conxtruction de la Yougoslavie. Les Italiens voient dans les Croates et les Slovènes des conquérants, ce qui motive encore plus l'annexion de Fiume. Dès la cessation des hostilités, les Autrichiens remettent leur marine aux Yougoslaves. Rome y voit un *casus belli* et décide d'attaquer. La Regina Marina coule le *Viribus Unitis*e

Rome continue à voir dans les Slaves un peuple à civiliser d'où le plan d'invasion de Badoglio. Les Alliés ont une vision différente : la Yougoslavie, héritière de la courageuse Serbie, ce qui crée le fossé. Les Italiens sombrent dans la paranoïa et voient des ennemis partout[786]. Les responsables italiens en viennent à combattre les Alliés d'hier mais sans les moyens nécessaires. Cette situation peut amener l'Italie à se rapprocher de l'Allemagne pour neutraliser la Yougoslavie.

La position italienne est simple : c'est tout au rien mais ce qu'Orlando et Sonnino ne voient pas, c'est que la victoire n'est pas italienne. Elle est avant tout franco-britannique sur le terrain. C'est ce qui fait d'elle une puissance mineure. L'Italie est donc battue, ce qui explique la victoire mutilée.

L'appel du président des Etats-Unis aux Italiens passe par-dessus la tête des représentants légitimement élus par eux.

b- L'appel du Président Wilson aux Italiens :

Les Alliés ont donc décidé de ne pas donner satisfaction aux Italiens mais ils butent sur l'opposition d'Orlando et de Sonnino à la politique de Wilson vis-à-vis de Fiume, de la Dalmatie. Wilson veut contourner l'élite politique italienne en faisant appel directement au peuple afin de renverser la situation.

---

[785] Margareth mac Millan, *Paris 1919*, 2001, London, p 250-285
[786] Jacques Bainville, *les conséquences politiques de la paix*, Paris, 1996, p 116 à 121

α- Le contexte politique et social italien entre janvier-mai 1919 :

L'Italie est en pleine ébullition politique et sociale depuis l'armistice comme nous l'avons déjà vu. L'économie italienne est en proie à une grave crise financière et monétaire. Elle vit grâce à l'aide des Alliés.

A ces difficultés, il faut ajouter l'agitation du P. S. I qui avec la Révolution d'Octobre veut créer un régime bolchevique en Italie. De l'autre côté, les radicaux et les socialistes réformistes veulent une Italie républicaine et une assemblée constituante élue au suffrage universel avec le vote des femmes. La droite essaie de défendre la monarchie constitutionnelle face à cette agitation politique[787]. Le malaise politique est fortement développé dans la population en raison de l'instabilité économique, de l'inflation élevée (indice 481 en 1918, 399 en 1919), un taux de chômage en hausse avec la démobilisation. Les Italiens se lançent dans le syndicalisme plutôt révolutionnaire puisque la C. Gd. L passe de 249 000 à 1 160 000 adhérents. Ils adhèrent au P. S. I avec 84 000 cartes en 1919 au lieu de 25 000 en 1914. Les Italiens lisent davantage *L'Avanti* : en 1914 18 000 journaux tirés, en 1919 200 000 tirages[788]. La gauche italienne commence sa poussée en janvier 1919 jusqu'en juin par l'explosion du nombre de grèves à Gênes, Milan et Turin. Le 24 janvier, 10 000 travailleurs défilent à Turin. Le 16 janvier, la C. Gd. L et le P. S. I manifestent avec 30 000 prolétaires pour la journée à 8 heures et la réforme électorale. La gauche dénonce les horreurs et les sacrifices en vain de la guerre. Elle s'attaque au régime responsable de cette guerre et de ses conséquences sociales néfastes.

Face à cette poussée de la gauche, la droite réagit en soulignant la déloyauté, le défaitisme et les renoncements de cette dernière durant le conflit, à Caporetto en particulier. Mussolini développe un contre-programme efficace face au P. S. I centré sur le suffrage universel, le vote à la proportionnelle, une assemblée constituante et l'abolition du Sénat[789]. Au niveau social, il propose la journée de huit heures, la sécurité sociale, la construction de maisons subventionnées pour les Vétérans et les corporations[790]. Le programme du parti fasciste est assez à gauche socialement et à droite économiquement mais les développements politiques sont-ils les vraies convictions de Mussolini ? Ce dernier s'attaque au P. S. I, soutient Orlando et son cabinet. Il est le meneur de cette nouvelle droite nationaliste et veut une paix carthaginoise avec l'Autriche. Le 19 janvier 1919 à la *Scala de Milan*, le capitaine Ferruccio Vecchi, ancien Arditi et le poète futuriste F. T Marinetti président un rassemblement et fondent *L'Associazione dei Arditi* de la capitale lombarde avec un

[787] Ernest Lémonon, *L'Italie d'après-guerre 1914-1921*, Paris, 1922, p 10-80
[788] Louis Hautecoeur, *L'Italie sous le ministère Orlando 1917-1919*, Paris, 1921, p 150-206
[789] Arno J Mayer, *Politics and Diplomacy of Pencemaking : containment and counterrevolution at Versailles 1918-1919*, Londres, 1968, p 673-715
[790] Benito Mussolini, *Il Popolo d'Italia*, Articles du 30 mars-13 et 14 avril-1er mai 1919,BDS, Rome et *Opera Onaria*, Firenze, 1934, volume 13, p 16-19

journal : *L'Ardito*. Le 20 janvier se forme *L'Associazione Nazionale di Combattimento* qui se répand jusqu'à mi-mars dans toutes les villes d'Italie. Son programme est simple : lutter contre le P. S. I et faire de Fiume une ville italienne[791]. Assez vite, Mussolini décide de centraliser ces organisations pour mieux les contrôler et les mobiliser. *Il Popolo d'Italia* annonce le 23 mars 1919 la rencontre des délégués des ligues d'anciens combattants à Milan avec Mussolini pour formuler un programme et une stratégie afin d'écraser les autres partis. Mussolini veut créer un grand parti pour récupérer tous les territoires promis à Londres en 1915 et écraser les tendances bolcheviques.

Vecchi représente le *Fascio di combattimento* de Milan. Michele Bianchi est nommé secrétaire général du *Fascio Nazionale* le 1er avril 1919. Le 20 mars 1919, le P. S. I adhère à la Troisième Internationale. Cetta adhésion pousse la création du *Fascio Nazionale di Combattimento* le 23 à Milan sous la direction de Mussolini. Cette centaine de militants se rassemble devant le Palazzo Cartani sur la place *San Sepolero*. Ces fascistes de la première heure sont surnommés les *Saints Sépulcristes* et c'est un amalgame de futuristes, de syndicalistes, d'Arditi et de commerçants. Les *Ardit*i veillaient à l'ordre de cette manifestation d'où le goût déjà prononcé pour les méthodes para-militaires des Fascistes. Par la suite, Mussolini fait de grands discours sur l'Italie des Alpes à l'Adriatique en incluant Fiume et la Dalmatie[792]. Il annonce l'entrée du *Fascio* dans la vie politique lors des nouvelles éditions. *L'Idea Nazionale* salue l'arrivée de ce nouveau parti comme vaillant défenseur de l'Etat contre le Bolchevisme. C'est une incompréhension du phénomène fasciste qui veut abattre à tous les partis démocratiques et de gauche. Le journal de Sonnino le voit comme un canaliseur des forces sociales en mouvement.

A la Chambre, les nationalistes veulent aussi une paix carthaginoise. Orlando, devant les députés, parle de la crise économique et financière mais c'est son discours sur la politique étrangère qui concentre l'attention ce 1er mars 1919. En effet, avec les démissions de Nitti et Bissolati, Orlando se retrouve isolé sur ce problème. Il fait ce que politiquement le bon sens lui dicte. Il s'aligne sur Sonnino : « L'Italie ne pourrait pas ignorer l'appel qui venait de la ville la plus italienne, bijou du Quarnero » et poursuit en évoquant les droits sacrés du pays ainsi que du sacrifice du peuple. A ce discours fleuve, tous les députés sauf les socialistes l'acclament au cri de « Viva Fiume ! »[793]. Le programme d'Orlando est donc le traité de Londres plus Fiume. Orlando s'aligne sur Sonnino pour retrouver une majorité, un soutien politique sans lequel, il ne peut pas manœuvrer lors des négociations avec les Alliés. Il plaide pour Fiume et le traité mais tout en pensant le renégocier. Cependant, les conflits s'intensifient et une vague nationaliste sans précédent se met en place. La course à la surenchère territoriale finit mal pour le président du Conseil.

A la mi-mars, la crise politique interne s'intensifie avec la rupture entre le P. S. I et Turati,

---

[791] Giorgio A Chiurco, *Storia della Rivoluzione fascista 1919-1922*, Firenze, 1929, Volume 1, p 97-90

[792] Laura Fermi, *Mussolini*, Chicago, 1961, Chicago , p 155 et Benito Mussolini, *Il Popolo d'Italia du 24 mars 1919* cité *dans Opera Onaria*, volume 12, Firenze, 1954, p321

[793] *Atti del parlamento della camera dei diputati e discussioni*, volume 7 (année 1919), discours d'Orlando du 1er mars 1919, Rome, 1919, p 18 071- 18 076

la montée des grèves. La menace bolchevique se développe selon Sonnino. Orlando connaît la nécessité de réformes structurelles socio-économiques et la vague de fond nationaliste. Face à cette crise interne, il demande aux Alliés de l'aider à lutter contre les bolcheviks en donnant à l'Italie Fiume et la Dalmatie[794]. Le 20 février 1919, l'agitation s'aggrave et les grèves se généralisent : le 14 mars le textile à Turin, le 16 Fiat, le 20 à Pavie, le 24 les fabriques de robes à Gênes, le 25 les barbiers à Milan et les tailleurs à Turin. Les manifestations ont lieu le 1er avril à Bologne, le 2 à Turin – Roverto – Brescia et le 8 à Turin. Lors du congrès du 18 au 22 mars 1919, le *politburo* du P. S. I entre dans une ligne dure et dénonce le wilsonisme. Il demande de combattre la notion de défense nationale et enfin le retour idéologique à la conférence de Berne. Le P. S. I condamne le groupe parlementaire réformiste de Turati, Trèves et les autres qui ont adhérés au wilsonisme. Enfin, le P. S. I lançe une campagne contre l'intervention alliée en Russie. Le parti prépare une grève générale pour exiger la démobilisation des troupes[795]. Il est évident que la radicalisation du P. S. I ne peut laisser insensible les partis de centre-gauche attirés par le militantisme révolutionnaire, les idéaux et la puissance politique. Bissolati et les Républicains décident de combattre le bolchevisme, l'anarchisme. Ces socialistes modérés et les libéraux veulent réformer la société et rénover la vie politique nationale. Ils établissent un nouveau programme : une république sociale, une paix wilsonienne, une assemblée constituante, le suffrage universel et une large autonomie régionale. Pour cette gauche italienne, le suffrage universel est la clé du changement au profit du prolétariat sans violences et en respectant la loi. Seuls les Radicaux se distinguent par leurs ambitions sociales : la reconnaissances des syndicats, le salaire minimum, les 48 heures hebdomadaires et la sécurité sociale.

En parallèle de cette confrontation entre le futur P. C. I et les modérés à gauche, le fascisme se développe fortement dans toute l'Italie. Quatre semaines après le congrès de Milan du 23 mars 1919, des faisceaux régionaux apparaissent à Gênes, Turin, Vérone, Trevise, Bergame, Padoue, Naples, Pavie, Trieste, San Remo, Mestre, Bascia, Recco, Bologne, Rome, Perugia, Camerino, Stradella, Feltre, Forti, Savona, San Stefano, Varese, La Spezia, Venise et Zara. Le faisceau de combat se regroupe en trois entités : le *Comitato della difesa dei diritti d'Italia* à Milan, *l'Unione Famiglie prigioneri* de Parme et *l'Associazione dei Arditi d'Italia*. Ces trois piliers représentent 20 000 associations ; ce qui confère au fascisme un grand poids politique. L'affrontement entre le P. S. I et les fascistes commence la semaine du 11 au 18 avril 1919. Le spectre de la guerre civile plane au dessus du pays. Le 11 avril, la Chambre du Travail de Rome ordonne la grève générale en réponse à l'interdiction de la manifestation prévue à l'origine pour dénoncer la repression allemande du spartakisme à Berlin et célébrer l'anniversaire de Lénine. La police réprime la manifestation et arrête les leaders du P. S. I : D'Amato, Vella, Della Stat, Edoardo

[794] Luigi Saluatorelli et Gionanni Mira, *Storia d'Italia nel periodo fascista*, Turin, 1956, p73
[795] Louis Hautecoeur, *L'Italie sous le ministère Orlando 1917-1919*, Paris, 1921, p 211 et Articles tirés de l'*Avanti* du 19 et 23 mars 1919, BDS, Rome

Della Torre… En riposte, les fascistes organisent des contre-manifestations avec un groupe d'Arditi à Rome de la *Piazza Colonna* à la *Via Nazionale* pour marcher sur le ministère de la guerre où Luigi Federzoni, député nationaliste, fait un discours anti-P. S. I, pour l'obtention de Fiume et de la Dalmatie. En même temps, les fascistes défilent devant le palais du Quirinale et manifestent sur la Piazza Sciarra où le siège du *Corriere della Sera* est implanté à Rome. Cette confrontation va donner quelques blessés légers.

Cependant, c'est le P. S. I qui remporte la première manche puisque 100 000 travailleurs ont défilé malgré les fascistes et la police. Le contexte politique est plutôt révolutionnaire. Orlando évoque cet argument à la conférence de la paix pour exiger encore une fois la satisfaction des revendications intaliennes. Pour la droite sonninienne à travers *l'Idea Nazionale*, ces manifestations sont un échec total et le journal parle du peuple italien comme la nation que refuse le sabotage et la mutilation de sa victoire[796]. La situation politique est complexe. La politique étrangère de l'Italie devient l'otage de l'affrontement violent entre le P. S. I et la droite nationaliste et fasciste. Orlando est face à une crise politique grave qui le prive de majorité claire. Il doit essayer de négocier au mieux des intérêts de l'Italie face à des Alliés hostiles dans un contexte de guerre civile. Sa position est encore plus affaiblie à Versailles avec cette crise interne.

Cependant, les troubles se développent encore. Le dimanche 13 avril, le P. S. I organise un rassemblement à Milan sur la Piazza Garigliano dans ces locaux de sa section milanaise. La police entre dans le meeting et l'ouvrier Giovanni Gregotti trouve la mort tandis que plusieurs de ses camarades sont blessés. Pour protester contre cette répression, une grève générale de 24 heures est décidée par le 16 avril. Turati, Bianchi et Mariani appellent au calme. Les ouvriers rentrent chez eux sauf un groupe qui manifeste du Foro Bonaparte à la Piazza del Duomo en chantant l'Internationale. Simultanément, des fascistes défilent Via Manzoni, sur la Piazza della Scala pour arriver sur la même place devant la cathédrale. La police n'arrive pas à les séparer. C'est le drame : destruction des locaux de l'*Avanti* par les Fascistes, un soldat tué, un immeuble détruit, quatre ouvriers assassinés et plusieurs blessés[797]. Pour fêter leur victoire, les Arditi font flotter leur drapeau noir et les trois couleurs nationales devant le siège du *Popolo d'Italia*. Mussolini sort sur le balcon pour haranguer ses troupes et dit que « tous les Italiens sont déterminés à préserver les fruits de la victoire ». Même si les manifestations se suivent dans douze villes d'Italie le 17 et 18 avril, l'ensemble de la presse sauf l'*Avanti* condamne le P. S. I et la C. G. L. Elle accuse ces deux entités d'avoir organisé, planifié les troubles et les morts. La presse appelle le gouvernement à écraser le mouvement[798]. Pour Mussolini, c'est « la première épisode de la guerre civile »[799]. Il s'agit de

[796] Articles tirés de *Giornale d'Italia* du 12 avril 1919, de *l'Idea Nazionale* du 11 et 12 avril 1919, BDS, Rome
[797] Luigi Albertini, article publié par le *Corriere della Sera*, 14 et 15 avril 1919, Milan, BDS, Rome et Pietro Nenni, *Storia de quatro ann*i, Rome, 1946, p 21
[798] Arno J Mayer, *Politics and diplomacy of Peacemaking : containment and couterrevolution and Versailles 1918-1919*, Londres, 1968, p 681-686
[799] Benito Mussolini, *Opera Omnia*, Florence, 1954, p 61 et Article tiré du *Popolo d'Italia* du 18 avril 1919, Milan,

défendre la liberté de la « tyrannie asiatique ». C'est l'œuvre magistrale pour sauver l'Italie et la Nation. Ce conflit interne complique la vie du gouvernement.

La radicalisation de la gauche pousse la droite vers une ligne dure en terme de politique étrangère : le traité de Londres plus Fiume. En terme intérieur, c'est la lutte finale contre le bolchevisme. C'est dans cette situation extrême que Wilson propose à Versailles d'attribuer la Dalmatie à la Yougoslavie moins certaines îles et faire de Fiume une ville libre. Les négociateurs italiens sont atérés et sonnent l'alarme à Rome. La rumeur se répand à Rome. Le *Giornale d'Italia* réagit avec l'expression *risorgimentale* par excellence *« Italia farà da sé »* et demande au gouvernement de résister pour défendre les intérêts vitaux du pays. La situation s'aggrave du fait de l'appel de chaque nation alliée lançé par les parlementaires français et britanniques à se battre pour les intérêts nationaux. La plupart des journaux italiens *(Corriere della Sera, Gazzetta del Popolo, La Stampa*) monte au créneau en demandant au Parlement de soutenir Orlando dans sa résistance aux Alliés. Le 14 avril 1919, le sénateur Mazziotti décide de convoquer les parlementaires en séance extraordinaire le 15 au Montecitorio. Le 15 avril, 150 sénateurs et 250 députés répondent à l'appel et envoient un télégramme écrit par le secrétaire Raimondo à Orlando. Ce document déclare que le Parlement n'accepterait pas une paix malmenant les intérêts du pays, notamment sur la situation des villes italianisantes, ou offensant par un refus de satisfaire les revendications territoriales, les réparations financières et la sécurité des frontières. Tout autre paix serait une violation du droit, du traité et des sacrifices des Italiens. Il ne peut pas avoir de compromis ou de marchés. C'est le Traité de Londres et Fiume sinon « *Italia farà da sè* ». La vague nationaliste s'abat sur l'Italie qui oblige à une paix sans concessions de la part du gouvernement. Orlando, sous cette pression, doit défendre cette position controversée.

Lors des délibérations, Clemenceau regrette l'entêtement des Italiens. La France ne peut aller au-delà du Traité de Londres et n'accepte pas de modifier une clause et non une autre. Pour Paris, soit l'Italie renégocie tout le traité, soit elle n'applique que le texte. Pour le président du Conseil, la raison doit l'emporter. Lloyd George s'aligne sur la position française. Orlando s'indigne. Le 20 avril, les quatre grands reprennent les négociations sur le problème adriatique[800]. Wilson lui répond qu'il ne reconnaît pas le Traité de Londres. Lloyd George propose aux deux autres pays signataires de se voir le 21 pour en parler. Pour Sonnino, Wilson essaie de se racheter une virginité idéologique après les marchandages avec Paris et Londres en se vengeant sur Rome. Lloyd George propose les îles dalmates, une Dalmatie yougoslave démilitarisée, Fiume ville libre. Pour le Britannique, l'aide américaine est une nécessité vitalie pour l'économie italienne post guerre. Sonnino demande une compensation en Asie Mineure. Wilson refuse. C'est l'impasse.

Wilson veut passer au-dessus d'Orlando en parlant directement au peuple italien pour avoir

BDS, Rome

[800] FRUS, Peace Conference, Volume 5, 1919, DS, WDC, p 95-101

un accord. Le problème est que politiquement l'Italie est coupée en deux : le P. S. I et la droite nationaliste mais partageant toutes deux leur opposition à Wilson. Le 23 avril au soir, ce dernier publie son communiqué au peuple italien.

β – L'appel de Wilson aux Italiens :

Lloyd George sent arriver la rupture et propose une garantie supplémentaire : l'organisation d'un plébiscite dans les villes à problème visant à l'intégration à terme dans l'Italie. Le Britannique ne veut pas du retour de Giolitti à Rome.

Wilson s'y oppose en pensant que les Italiens se rallieront à la coopération avec les Etats-Unis plutôt qu'à l'isolement[801]. Pour le président américain, accepter Fiume italienne serait prendre le risque d'un bloc slave à l'Est, hostile à l'Occident. Cependant, Orlando ne cède pas un pouce de terrain. La seule solution de Rome est la paix séparée avec l'Autriche ; ce qui serait une trahison par rapport aux engagements de septembre 1914. Face au discours prévu de Wilson aux Italiens. Londres et Paris envoient un mémorandum à Orlando écrit par Balfour pour signifier leur alignement sur les Etats-Unis.

Wilson lance le 23 avril 1919 au soir son fameux appel. Dans ce texte, il explique que les Etats-Unis vont appliquer à l'Autriche les mêmes conditions politiques qu'à l'Allemagne car ils ne sont pas liés par le Traité de Londres. De plus, la fin de l'Empire des Habsbourg met fin aux problèmes de sécurité de l'Italie en Adriatique, en Méditerranée Orientale d'autant plus avec les garanties alliées suivantes : la Dalmatie démilitarisée, une Yougoslavie désarmée et la protection des Italiens y résidant. En revanche, Fiume n'appartient pas à l'Italie car ce port touche à l'économie du bassin danubien[802]. Son appel a pour but de retourner la situation politique en faveur des Etats-Unis et à pousser Orlando à se séparer de Sonnino en s'appuyant sur les démocrates. De plus, il veut une capitulation sans condition de la délégation italienne.

Cette politique du Président a été l'objet d'un affrontement entre ses conseillers. Le premier dirigé par le colonel House et composé de Mezes, Auchincloss, Miller, Beer est plutôt pro italien pour préserver l'alliance. Fiume est sacrifié. Le second groupe dirigé par Charles Seymour et composé de Lunt (chef de la division italienne), de Clive Day (chef pour les Balkans), de Johnson (géographie des frontières) et de Young (affaires économiques) refuse Fiume aux Italiens. Ces deux groupes s'opposent violemment[803].

Le 17 avril, les experts du second groupe envoient une lettre au Président dénonçant

[801] Ibidem, p 135-149
[802] Article *Il messagio de Wilson* de l'Unità, 3 mai 1919, BDS, Rome
[803] Paul Birdsall, *Versailles 20 years After*, New York, 1941, p I à XI, Reynal and Hitchcock

l'attitude de l'Italie liée à la vieille diplomatie. Refuser Fiume, c'est défendre la nouvelle diplomatie wilsonnienne[804]. Le 18 avril, Lansing-Bliss et White se réunissent et donnent le coup de grâce au groupe House[805]. C'est la ligne du second groupe qui l'emporte.

Les Italiens réagissent : c'est le départ de Paris pour Rome le 24 avril.

γ – Les conséquences en Italie de l'appel :

Le retour d'Orlando est un véritable chemin de gloire. Pour les Italiens, il est le héros national qui a su dire non. Pour la première fois, il est plus fort que Sonnino. Le long du chemin du retour à Rome, il voit des manifestations populaires de soutien à Turin, Gênes et Pise. A son arrivée à Rome, les cloches des églises sonnent.

Durant la promenade en voiture dans les rues de la ville, il entend les cris suivants : « Viva Orlando ! Viva Fiume ! Viva l'Italia »[806]. Même si Orlando assume les contre-manifestations, il ne peut calmer la foule résolument anti-Wilson. Les wilsoniens en Italie sont balayés : c'est le baiser de Judas. Le P. S. I s'oppose à la guerre et à l'idéal wilsonien des Quatorze points. Lorsque le *Labour* envoie au P. S. I un télégramme pour se battre aux côtés du Président américain, le P. S. I attaque les Britanniques en dénonçant l'impérialisme des Etats-Unis. Ils leur demandent de revenir aux principes de Zimmerwald. C'est la déroute du wilsonisme en Italie. Le seul wilsonien Bissolati appelle à un compromis fondé sur l'échange entre Fiume et Zara et des garanties sur l'Adriatique[807]. Cependant, la vague nationaliste le rend inaudible.

La presse démocratique et libérale charge Wilson, notamment dans les colonnes de la *Stampa*, le *Secolo*, la *Tribuna* et le *Corriere della Sera*. Même les giolittiens se rallient au cabinet. Salvemini, un des responsables de la gauche démocratique interventionniste, est choquée par le sens de la justice du Wilson. Pour lui, c'est la justice à deux vitesses : celle des puissants (France, Royaume-Uni, Etats-Unis) et les autres (l'Italie). C'est une mascarade, une parodie de justice à l'opposé de l'idéal wilsonien. La Ligue des Nations n'est que le lieu de marchandage entre grandes puissances. Fiume est peuplé au deux tiers d'Italiens et ne pas l'attribuer à l'Italie est une injustice. De plus, la ligue doit garantir la liberté du commerce (article 21 de la ligue). Si les Slaves veulent Fiume, c'est qu'ils pensent l'impossibilité pour la ligue d'assurer ses obligations, tandis que les Italiens doivent obligatoirement lui faire confiance sur les garanties apportées aux citoyens d'origine italienne. C'est incohérent pour Salvemini. Il comprend le mouvement de révolte des Italiens[808]. Le centre gauche est donc écrasé par les tirs du P. S. I et de la droite.

---

[804] D S, *Wilson Papers*, volume 8, n°38, Lettre des six experts du 17 avril 1919, W D C
[805] D S, *Wilson Papers*, volume 8, n°39, Lettre de Bliss à wilson du 21 avril 1919, W D C
[806] Arno J Mayer, *Politics ans Diplomacy...*, Londres, 1968, p 702
[807] Leonida Bissolati, *La Politica estera dell'Italia dal 1897 al 1920*, Milan, 1923, p 415
[808] Article *Il messagio di Wilson* de l'Unità, 3 mai 1919, BDS, Rome

A droite, la réaction au discours de Wilson est d'une rare violence. Vittorio Vettori du *Giornale d'Italia* attaque Wilson en critiquant sa démogagie et ses tactiques de guerre subversives : *« Imbu de ses succès de ses appels directs au peuple allemand, il pensait utiliser les mêmes tactiques avec le peuple italien »*[809]. L'organe sonninien pousse à la roue, y compris en reprenant le discours du Risorgimento, *Italia farà da sè*. *L'Idea Nazionale* demande au gouvernement de prendre le décret d'annexion pour Fiume, l'Adige complet, l'Istrie, la Dalmatie, Zara, Sebenico et Spalato. Pour le journal, l'Italie n'a pas de richesses économiques mais elle occupe par ses armées ses territoires depuis l'Armistice. L'Italie doit seulement agir. L'annexion pure et simple est soutenue par tous les journaux de droite : *L'Idea Nazionale*, *Giornale d'Italia*, *Gazzetta del Popolo*, *Perseverenza* et *Resto del Carlino*. Quand à Mussolini et le *Popolo d'Italia,* ils soutiennent cette campagne. Mussolini dit à ses hommes *« nous sommes occupés à garder Milan, nous ne devons pas négliger Paris »*[810]. Mussolini exhorte ses troupes à s'opposer à Wilson. Pour lui, l'Italie n'est plus comme en 1878 lors du Congrès de Berlin une jeune nation faible. Elle est une grande puissance et Mussolini demande l'égalité de traitement avec Paris, Londres et Washington. Il s'attaque à la condescendance de Wilson vis-à-vis de l'Italie. Il appelle ses hommes à résister. Le 21 avril, Mussolini se joint à la presse nationaliste pour demander le décret d'annexion.

En parallèle, de nombreuses manifestations ont lieu à Fiume où l'association locale *Giovanna Italia Società* a créé le cri de guerre « *L'Italie ou la mort* » et menace de détruire la ville plutôt que la livrer à la Yougoslavie ou à la S. D. N. Le 26 avril, le conseil municipal vote le retour à la mère-patrie et transmet le pouvoir symboliquement au général Francesco Grazioli. La clameur annexioniste atteint tous les territoires promis. Le 22 avril, face à Wilson, le Faisceau de Combat organise un rassemblement sur la place du Saint Sépulcre à Milan pour combattre les Léninistes et soutenir Sonnino pour ne pas céder. Le 23 avril, dans les rues de Rome des députés et des sénateurs marchant derrière le drapeau national en criant « *Viva Fiume ! L'Italia farà da sè* ». Les Fascistes défilent le 23 et le 24 pour Fiume et la Dalmatie à Savone, Stradella, Forli Gemonia, Bari, Pérouse et Brescia[811]. Le 23 avril, Federzoni envoie un télégramme à D'Annunzio lui demandant d'aider à mobiliser les Italiens. Toutes les associations nationalistes se regroupent dans le *Comitato d'Azione Centrale per il ritorno dei territori Nazionali*. Sous l'autorité du comité, 10 000 nationalistes se retrouvent à Augusteo le 4 mai pour exiger l'annexion immédiate.

Face à cette surenchère nationaliste, Orlando veut rassembler le parlement derrière lui. Il demande le soutien du parlement par le vote de confiance. Le parlement constitue une commission de 15 membres pour établir un communiqué exprimant l'opinion unanime de la classe politique. Ce sont les annexionnistes qui ont le dernier mot et le consensus retenu est : Londres plus Fiume. Le 27

[809] Extraits de la presse de droite du 30 avril et du 10 mai 1919, articles du *Il Giornale d'Italia,* BDS, Rome
[810] Benito Mussolini, article du *Popolo d'Italia* du 20-25 avril 1919, Milan, BDS, Rome
[811] Extraits du *Popolo d'Italia* et de la *Gazetta del Popolo* du 29 avril 1919, BDS, Rome

avril, la commission présente à Orlando le résultat de ses travaux[812]. Lors de l'entrée d'Orlando et de Sonnino le 29 avril à la Chambre, c'est l'ovation. Orlando résume la situation : la France et le Royaume-Uni sont prêts à honorer le Traité de Londres mais sans Fiume, devenue ville libre. Les Etats-Unis s'y opposent. La session du 24 avril a révélé cette opposition entre l'Entente et les Etats-Unis. Il promet de résister à toutes les manœuvres portant atteinte à la dignité nationale. Cependant, Orlando veut préserver l'alliance et les amitiés avec les Alliés. Il appelle à continuer à négocier jusqu'à obtenir un bon accord. Puis, Luzzati, rapporteur de la commission, énonce son soutien au gouvernement, selon les travaux du 23 et 24 avril. Ce choix ravit tous les députés et les sénateurs : des fascistes à Turati. Le ministère Orlando obtient la confiance avec 382 votes sur 422.

Cette étude nous montre combien la rupture était inéductable face aux équilibres stratégiques de 1918 à 1919. Orlando était condamné à l'échec.

c – L'incompréhension d'Orlando vis-à-vis de la rupture :

Orlando ne saisit pas le refus des Alliés et principalement des Etats-Unis de satisfaire les revendications italiennes. Les questions italiennes tournaient autour de Fiume et de la Dalmatie. Orlando essaie de donner des explications à cette situation : l'opposition de Wilson pour des motifs idéologiques, les choix stratégiques des franco-britannique et enfin une volonté étrange et extérieure au président des Etats-Unis, une sorte de fantasme imposé par Dieu ou par Satan.

Au niveau géostratégique, Orlando pense que les Alliés ont des plans machiavéliques vis-à-vis de l'Italie. En effet, selon lui, ils auraient créé le couloir de Dantzig afin de justifier la non annexion de Fiume par les Italiens. Il énonce cette affirmation au vu de l'argumentaire allié du débouché sur la mer nécessaire. Ce serait un piège contre son pays[813]. Il en vient à dire que toute la conférence de la paix n'avait qu'un but : réduire les promesses données à l'Italie au profit de la Yougoslavie. Orlando met en doute les arbitrages réalisés qui auraient été mis en œuvre pour des raisons non objectives. Toutefois, il reconnaît le poids des Etats-Unis : « la conférence fut en substance un arbitrage dont l'arbitre était Wilson »[814].

Il aborde à ce moment précis la véritable raison pour lui du refus des annexions italiennes : Wilson. Orlando pense que Wilson a dû adopter une attitude pragmatique à cette conférence en opposition avec le programme des Quatorze points promis aux Allemands lors de la signature de l'Armistice. L'Italie fut le moyen de faire un exemple conforme au wilsonisme mort durant la

[812] *Atti del parlamento della camera dei Diputati e discussioni*, volume 7, année 1919, débats à la Chambre du 29 avril 1919, p 18 845-18 863, BDS, Rome
[813] Vittorio Emmanuele Orlando, *Memorie*, Milano, 1960, p 413-417
[814] Ibidem, p 445-457

conférence. Orlando voit son pays comme un martyr tué sur l'autel de l'idéologie wilsonienne et sacrifié par les Franco-britanniques.

Il commence par expliquer son opposition aux Yougoslaves. La mentalité balkanique est avant tout un expansionnisme débridé qui est prêt à se battre pour un village, un arpent de terre jusqu'au bout. Pour Orlando, les populations balkaniques sont des nationalistes extrémistes opposés aux idées de l'Occident. A ce titre, ils sont allés jusqu'à nier les sacrifices italiens. Pour ces deux raisons, l'Italie s'oppose totalement aux Yougoslaves, ce jusqu'au boutisme des Slaves du sud explique leur refus du compromis Tardieu durant la conférence. Ensuite, pour Orlando, les Croates et les Bosniaques ont perdu la guerre au même titre que les Autrichiens. Il est donc nécessaire pour l'Italie de s'assurer des bénéfices de la guerre tout en tendant la main vers les vaincus pour éviter une nouvelle guerre : « une paix imposée par les vainqueurs ne peut durer à moins que les conditions soient telles qu'aucun vaincu ne peut réagir ». Il voulait négocier avec les Yougoslaves mais c'est leur intransigeance qui est à l'origine du problème. Cependant, Wilson reprend la cause yougoslave. Orlando donne l'explication suivante. Au départ, il délivre au monde le programme des Quatorze points et son corollaire : un système de sécurité collective pour assurer la paix future. Il veut fonder un nouveau système international sur la justice et la raison.

Pour Orlando, il n'existe qu'une seule suite possible : la non participation des Etats-Unis aux négociations de paix. Or, en voulant intervenir et imposer aux Européens son programme, Wilson se met en porte à faux avec sa propre idéologie. Il découvre la puissance des Etats-Unis sur une Europe affaiblie et veut prendre des décisions. Cependant, Wilson ne connaît rien à l'Europe et à ses mécanismes traditionnels. Des injustices vont être sûrement commises pouvant engendrer une nouvelle guerre. Il est évident qu'Orlando évoque surtout l'Italie et l'Europe de l'Est. Le Président du conseil italien décrit Wilson comme ayant changé avant et après l'intervention américaine. Le pieux et pacifique Wilson a laissé place à un personnage hégémonique, omnipotent, voulant tout décider. Orlando nous décrit le passage d'une Amérique isolationniste à la superpuissance dont Wilson n'est que le reflet. Ce sont les événements qui donnent à Wilson ce poids, non une doctrine. Pourtant, l'idée d'une puissante contradiction entre les Quatorze points et Versailles est juste puisque dans le point précédent nous avons vu l'attitude américaine qui impose des décisions aux Alliés.

En effet, cette contradiction apparaît pour Orlando dans le traitement des questions suivantes : les exigences françaises vis-à-vis de l'Allemagne et de la Pologne, la création des nouveaux pays de l'Est pour créer le « fil de fer barbelé » de Clemenceau autour des Allemands. Wilson accepte l'occupation temporaire de la rive gauche du Rhin, l'utilisation de la Sarre par les Français, la création d'une Pologne forte en prélevant des terres en Silésie et en Prusse orientale, l'apparition de la Tchécoslovaquie et de la Yougoslavie. Au niveau stratégique, les jalons de la

Petite Entente sont posés, ce qui est en contradiction avec l'esprit et la doctrine wilsonienne[815].

Le comble du pragmatisme wilsonien selon Orlando est d'accepter l'annexion du Shantung par le Japon aux détriments d'un pays libre et allié, la Chine, et des intérêts américains dans le Pacifique et l'Extrême-Orient. A tel point que ce serait la raison de la non ratification du Traité par le Sénat en 1920 selon Orlando. Le peuple américain a condamné cette annexion comme contraire aux valeurs et à l'image des Etats-Unis. Orlando y voit un déni de justice : voler un allié pour en récompenser un autre. Où est la morale wilsonienne ? Lansing voulait démissionner au vu de cette erreur diplomatique. Orlando critique cette transaction car l'Italie voulait se servir sur un ennemi, non un ami, ce qui lui fait dire que son pays a des revendications légitimes et justes.

Au vu de l'échec psychologique et stratégique de Wilson vis-à-vis des Alliés, il devait revenir à ces thèses. La seule question qui restait à ce moment-là, est la frontière entre l'Italie et la Yougoslavie. Il a voulu faire un exemple. Wilson refuse le compromis Tardieu proposé par la France : le Traité, rien que le Traité[816]. Wilson irait plus loin en négociant l'acceptation de la demande française contre le soutien français pour vaincre l'Italie selon Orlando. De cette façon, Wilson aurait isolé l'Italie afin de reprendre la main, pour remettre au premier plan le wilsonisme sur la question italo-yougoslave. Orlando voit dans la conférence une machination américaine contre l'Italie.

Pourtant, Orlando est un ami personnel de Wilson puisque nous pouvons retrouver dans les notes du colonel House : « le Président Wilson éprouvait également pour la personne du signor Orlando une chaude sympathie ». Malgré cette amitié, Wilson refuse à l'Italie Fiume outre la Dalmatie ce qu'Orlando ne peut accepter. Orlando vient à parler d'une force obscure possédant son ami[817]. Il ne comprend pas pourquoi Wilson soutient un pays satellite des Alliés au détriment d'une puissance de l'Entente. Il invoque cette force mystique. Orlando nous rapporte enfin une rumeur qui circule sur Wilson à Paris : il veut récompenser ses électeurs d'origine yougoslave.

En conclusion, Orlando condamne le traité de Versailles, ce qui va déboucher évidemment sur la « Victoire Mutilée ». La vision d'Orlando est finalement le sentiment d'un marché de dupes par rapport aux Quatorze points. Il constate le traitement de son pays : plus bas qu'un satellite de l'Alliance. Enfin, il est écoeuré des décisions de Wilson au point de parler de force obscure qui domine son ami ou de la folie. Par cette étude, nous pouvons voir le nouvel équilibre stratégique, l'hypocrisie et l'incompréhension des Italiens. La chute de House ne va pas arranger la situation italienne.

[815] Ibidem, p 450
[816] voir point précédent
[817] Ibidem p 471-480

4 - La chute du colonel House : une désillusion italienne

Le Président avait un aide de camp depuis 1917 : le colonel House, envoyé de Wilson en Europe. Ils étaient liés par une forte amitié et une connivence intellectuelle. House était considéré comme le canal de communication directe avec Wilson. Il avait un pseudo ministère des Affaires Etrangère puisqu'il était le chef de *l'Inquiry*, véritable équipe d'experts chargés de l'élaboration des Quatorze points. House eut ainsi un rôle tout à fait important dans les relations italo-américaines durant les négociations de paix[818].

Tout d'abord, House était concentré sur les relations entre les Alliés et l'Allemagne. C'était sa priorité absolue, ce qui explique en partie le désintérêt et le report continu des questions italiennes. Pour House, l'Italie était un allié tout à fait mineur. Ensuite, il considérait comme impossible de dialoguer avec le gouvernement italien. Lors de ses voyages en Europe, il n'est jamais allé en Italie, ce qui tend à démontrer que pour lui les Italiens représentaient une quantité négligeable. Or, House est l'homme le plus influent auprès de Wilson. Ce constat montre combien l'indifférence américaine était forte. Cette attitude a été soutenue par l'hostilité britannique croissante de 1917 à 1919 vis à vis du Pacte de Londres. En effet, la nouvelle équipe britannique de 1916 voit l'arrivée d'un ministre et de journalistes italophobes : Balfour au *Foreign Office*, Steed au *Times* et Robert Seton-Watson à la *New Europe*.

L'hostilité britannique renforce l'indifférence de House. Durant la conférence, il était le deuxième de la délégation américaine après le Président et le seul autorisé à rester lors des débats au plus haut niveau. Cependant, ce capital fond avec l'amitié de plus en plus forte qui le lie aux Alliés. Cette séparation aboutit au divorce en avril 1919. Durant cette phase crépusculaire, le gouvernement italien a pu approcher House. Le colonel change de position dans un sens favorable à Orlando et Sonnino, ce qui lui a valu d'être surnommé le « sauveur de l'Italie ». Les Italiens espéraient renouer avec Wilson. Malheureusement, ils ont parié sur le mauvais homme, car cette situation a renforcé l'inimitié de Wilson pour la cause italienne. C'est Lansing lui-même qui l'affirme dans ses mémoires. Cette défiance envers l'Italie aboutit au résultat étudié précédemment. Le drame de cette histoire pour l'Italie est qu'elle n'a jamais su trouver le bon moyen pour communiquer avec Wilson[819].

La soumission stratégique est pleinement visible puisque ce sont les Alliés qui ont fixé son destin sans ses représentants. Le traité de Versailles, qui reprend les travaux du Conseil des Quatre, met en exergue les nouveaux équilibres stratégiques issus de la guerre : les Etats-Unis sont la

[818] Daniela Rossini, *Il mito americano nell'Italia della Grande Guerra*, Roma, 1998, p 165-170
[819] Ibidem, p 169

première puissance mondiale et ils décident de tout. La France et le Royaume-Uni sortent vainqueurs, obtiennent la satisfaction de leurs buts de guerre. Ils se partagent les colonies allemandes et les restes de l'économie allemande ruinée. En revanche, ces deux grands pays sortent épuisés de la guerre économiquement, humainement et socialement. L'Italie est le pays vassal de l'alliance. Son poids stratégique est négligeable et ses gains lors de la paix de Versailles sont bien inférieurs à ce qui avait été promis en 1915. Etant données les manipulations d'Orlando sur Vittorio Veneto et ses maigres résultats, le peuple italien se révolte. Le mythe de la victoire mutilée vient de naître.

D'octobre 1918 à mai 1919, l'Italie a connu de grandes difficultés intérieures. Elles se sont mélangées avec les faits internationaux pour affaiblir encore un pays déjà ruiné, épuisé, au bord de la révolution. L'armée n'a pas gagné la première guerre mondiale. Cette absence de victoire va peser lourd dans le nouvel équilibre stratégique. L'Italie est dominée par les Alliés et soumise à leurs décisions. Elle a perdu toute indépendance. Elle est seulement un vassal de l'alliance. Le traité de Versailles illustre parfaitement ce résultat.

Conclusion générale :

Cette thèse avait pour objectif d'étudier dans toutes ses dimensions les relations interalliées entre l'Italie et les Alliés de 1914 à 1919. Les dimensions de cette étude sont multiples : économique, politique, militaire, diplomatique et sociale. Elles ont permis d'établir des tendances et des faits structurant les équilibres ou déséquilibres stratégiques entre deux parties. Il est clair que la Grande Guerre se structure en trois parties dans l'histoire des relations interalliées.

De 1914 à février 1917, un équilibre stratégique s'est établi entre l'Italie et les Alliés. Tout d'abord d'août 1914 à avril 1915, l'Italie marchande son entrée en guerre entre les deux camps et conclut avec l'Entente. Nous avons vu que ce choix s'est fait en septembre 1914 mais que les Italiens ont voulu faire monter les enchères avec les Alliés. Le Pacte de Londres montre parfaitement cette situation favorable à l'Italie. La manœuvre de Salandra et Sonnino est des plus habiles. La Russie accepte cet accord tout en étant opposée au plus profond d'elle-même au traité au nom de la protection des Slaves. Ensuite, de 1915 à 1917, l'Italie mène une action terrestre et navale vigoureuse pour conquérir les gages du traité. Cependant, son impréparation militaire est patente, le commandement italien entêté et inefficace. Les Autrichiens ont pris assez souvent le dessus sur les Italiens. Plus les années passent, plus les Alliés doivent s'engager sur les fronts italiens sur terre ou sur mer : envoi de batteries d'artillerie, de bâtiments de guerre… L'engagement allié est croissant et présent dès 1916. C'est donc une campagne militaire vigoureuse, mais plutôt fragile et inefficace sans l'aide des Alliés.

Le point fort de cette période va être l'accession de l'Italie à l'indépendance économique et à un capitalisme industriel puissant. En effet, malgré toutes les tentatives françaises de remplacer la domination économique allemande, les Italiens vont profiter de la guerre pour liquider cette vassalité due à la B. C. I. Ils vont organiser, créer une industrie de guerre puissante et efficace en s'appuyant sur leurs champions nationaux : Fiat, Ansaldo, Breda… Le gouvernement va investir massivement dans l'outil industriel et intervenir socialement par la mise en place de la discipline militaire, pour augmenter la productivité. Les entreprises privées italiennes vont faire des investissements de capacité pour suivre la demande publique (les commandes pour l'Armée) et pour soutenir une croissance économique puissante. Comme nous l'apprend Keynes, les profits d'aujourd'hui sont des emplois de demain. C'est le mécanisme du multiplicateur économique. Le capitalisme industriel italien s'est construit sur le *keynésianisme militaire* des années de guerre. L'Italie devient une grande puissance économique soutenant son positionnement stratégique par rapport aux Alliés de 1915 à 1917 grâce aux soins éclairés du général Dallolio. Cependant, nous

voyons déjà apparaître les faiblesses de ce décollage économique exponentiel : un déficit commercial record avec les Alliés qui fournissent toutes les matières premières, un déséquilibre financier fondé sur l'endettement auprès des Alliés. C'est un miracle économique illusoire : l'Italie est sous perfusion financière et commerciale des Alliés. L'indépendance économique italienne à peine née est fortement menacée par ce lien de dépendance qui peut être un levier politique puissant pour les Alliés. Enfin, les rivalités impériales montent et les contentieux se mlutiplient avec la France et la Russie.

Les questions slaves, libyennes et grecques créent des divergences de fond. L'Italie n'a pas aidé au sauvetage des Serbes, « concurrents » dans l'Adriatique, ce qui transforme la France et la Russie en ennemis stratégiques. En Libye, les Italiens sont balayés par les Senoussis ce qui nécessite l'intervention britannique et donc pose la question pour les Alliés de la viabilité d'un empire colonial italien bâti sur les restes des Allemands. La question grecque oppose l'Italie, voulant établir son protectorat en Albanie face aux Alliés qui veulent la Grèce en guerre à leurs côtés pour libérer la Serbie. Les tensions montent. Dans cette période de 1914 à 1917, l'Italie maintient avec difficulté son équilibre stratégique avec les Alliés. Seulement en 1917, tout va changer.

Pour l'Entente, l'année 1917 est celle de l'usure et des revers : la Russie hors-jeu en octobre, l'échec sur le Chemin des Dames et les mutineries, la solitude britannique à Passchendale doublée d'une crise financière. Pourtant, c'est l'Italie qui va s'effondrer en l'espace de six mois. Au niveau diplomatique, Sonnino va essuyer échec sur échec. Cette situation est due à une défense jusqu'au boutiste des intérêts italiens sans jamais donner le change aux Alliés du fait de la faiblesse italienne. Sonnino perd les accords de Saint-Jean-de-Maurienne puisqu'il cède sur le Grèce. Il maintient l'illusion avec des concessions alliées en Asie Mineure. Ensuite, les Alliés engagent sans prévenir l'Italie des négociations de paix secrètes avec l'Autriche. In extremis, il réussit à les faire échouer mais cette situation s'est jouée à peu de choses. Enfin à la conférence de Saint-Petersbourg, le front anti-italien s'élargit au Royaume-Uni ulcéré par l'attitude des Italiens. La Russie réussit ce coup politique magistral de retourner les Occidentaux contre l'Italie alors que ces derniers ont tout fait pour qu'elle rejoigne l'Entente. Globalement, l'Italie est isolée diplomatiquement. L'arrivée des Etats-Unis dans le conflit complique encore plus la situation de l'Italie. Wilson refuse la diplomatie secrète, le traité de Londres et les revendications italiennes. Il les juge sans fondement et contraire à la justice internationale vis-à-vis des Slaves. L'Italie est seule face au reste du monde !

L'élément dérerminant est l'entrée du pays dans un processus de désagrégation politique et sociale qui amène progressivement à une crise de régime et militaire. La discipline militaire dans les usines et le rythme effrené de production amènent le mouvement ouvrier socialiste à se révolter contre les officiers et le gouvernement. Les femmes de la classe ouvrière explosent de colère à cause de la disette. Les deux phénomènes se conjuguent. C'est la crise sociale d'avril-août 1917

marquer la semaine rouge du 22 au 28 août. Le gouvernement intervient militairement. Le problème est que cette révolte ouvrière se double d'une crise morale de la nation. Le bain de sang et la discipline extrèmement dure au sein des unités sapent le moral de l'Armée Italienne exangue. La papauté diffuse des messages de paix. La note papale d'août-septembre 1917 retourne l'opinion publique italienne massivement catholique. La crise morale touche toutes les couches de la population. Le cabinet Boselli est fortement mis à mal et la révolution montre le bout de son nez avec l'inspiration dûe à la situation russe. La crise devient politique.

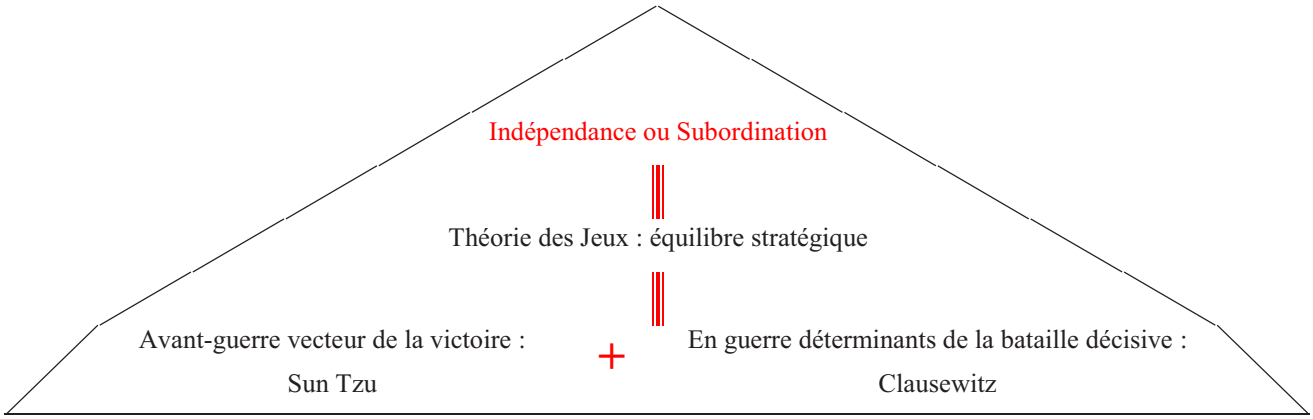
La crise devient tragédie avec Caporetto puisque l'Armée Italienne est défaite par les Austro-Allemands. Les Italiens perdent 400 000 déserteurs ou débandés, 300 000 blessés et tués, soit 700 000 hommes sur 1,4 millions. L'Armée Italienne est mise hors de combat. Certes, elle va se redresser sur la Piave quinze jours plus tard. Cependant, les Alliés doivent s'engager davantage par l'envoi de 150 000 soldats franco-britanniques en Italie. Les Alliés vont fournir en plus l'artillerie, la logistique et une contre propagande efficace. L'engagement allié en Italie devient total et se transforme en tutelle avec le Pacte de Rapallo. C'est la consécration de la domination alliée. L'aide économique alliée se renforce et transforme l'essai. C'est le retournement stratégique complet : l'indépendance devient subordination. Nous allons voir la dernière période 1918-1919.

De 1918 à 1919, c'est le temps de la soumission de l'Italie aux Alliés et aux Etats-Unis sur tous les plans : économique, militaire, diplomatique. Le Commandement Unique interallié soumet les Italiens militairement aux décisions de Foch sans aucune discussion possible. Ensuite, l'armée italienne est reconstruite sur le modèle français et lui permet aussi la victoire défensive de la Piave en juin 1918. Cependant, l'inaction militaire italienne renforce encore le poids des Alliés par leur victoire en France que Vittorio Veneto ne peut remettre en cause. Au niveau économique, la dépendance financière et monétaire est totale envers les Alliés. Ce sont eux qui paient l'effort de guerre italien et lui fournissent tout ce dont l'économie italienne a besoin. Avec l'armistice, la crise politique italienne explose car la tentative « d'Union Sacrée » disparaît avec la paix. Il existe deux lignes opposées : Sonnino et son nationalisme intransigeant contre Bissolati et son wilsonisme modéré. C'est le chaos politique car Orlando ne sait quel choix réaliser. Le tout est complété par une solide hostilité des Etats-Unis au choix italien. Comme les Etats-Unis dominent l'alliance, la France et le Royaume-Uni sont donc obligés de s'aligner s'ils veulent l'aide américaine pour finir la guerre et préparer la paix. Ce résultat est validé par le traité de Versailles et celui de Saint Germain. C'est la naissance du mythe de la victoire mutilée pour les Italiens.

En résumé, l'Italie passe du statut de puissance indépendante en 1915 à celui de dominée à Versailles en 1919. L'armée 1917 est la charnière entre les deux équilibres stratégiques.

Cette thèse produit deux apports : l'un théorique, l'autre sur le plan de la connaissance.

Au niveau théorique, notre premier travail veut approcher l'étude de la Première Guerre Mondiale par une analyse stratégique globale fondée sur les déterminants de la puissance : économie, cohésion politique et sociale, les forces militaires, la diplomatie. Cette analyse stratégique balaie tout le champ de la guerre : de l'entrée, aux opérations, à la conclusion de la paix. Pour arriver à cette étude large, il a fallu faire appel à deux pensées stratégiques majeures se complétant mutuellement : la chinoise et la clausewitzienne. Sun Tzu étudie l'avant-guerre tandis que Clausewitz nous présente les clés de la victoire sur le champ de bataille avec le mythe de la bataille décisive. Nous pouvons à ce moment là proposer une stratégie, du début à la fin des hostilités, cohérente et structurée en montrant avec précision son efficacité. A partir de ce point, nous confrontons, avec la théorie des jeux, les stratégies de chacun pour déterminer les équilibres passés et nouveaux. Cette pyramide théorique permet une définition précise des rapports de force internationaux. Nous mettons en exergue les transformations géopolitiques issues de la Grande Guerre.



Document n°6 : Cadre théorique de la thèse

Emmanuel BOUDAS

Au niveau de la recherche historique, cette thèse apporte une vision originale de la représentation mentale du conflit et sur les relations interalliées entre l'Italie et les Puissances Occidentales. Les historiens se concentrent sur l'histoire culturelle et sociale du conflit, ses raisons profondes. Ce faisant ils ont évacué le champ de la réflexion stratégique et politique au profit d'une histoire plus fondée sur les victimes de la guerre. Cette thèse revient au fondement de l'histoire. La politique et la guerre sont les moteurs véritables de l'histoire. L'un étant la continuation de la politique par d'autres moyens. Ce travail rend plus intéressant les biographies des personnages centraux de la période, l'histoire évènementielle tout en essayant de rendre à l'histoire militaire ses

lettres de noblesse. En terme de philosophie de l'histoire, cette thèse revient à la tradition et à l'essentiel : la politique et la guerre moteurs du monde (au sens noble de l'expression). Enfin, ce travail apporte un regard original sur les grands mythes de l'Italie de cette période : la victoire mutilée…

Tout au long de notre étude, nous avons toujours essayé de mettre en lumière les factions opposées au sein de la société italienne pour bien montrer qu'elle était divisée au plus profond d'elle-même avec l'entrée en guerre, les combats, la pseudo-victoire et les négociations de paix. Nous avons vu que les masses ouvrières sont fascinées par la Révolution d'Octobre. Pour maintenir le pays mobilisé et conserver le soutien des Alliés, alors que l'Italie allait au plus mal, le gouvernement italien a dû écraser dans le sang les émeutes insurrectionnelles. Face au défaitisme et au pacifisme des ouvriers est né un regroupement de patriotes constitué en faisceaux. Ce mouvement d'extrême droite unifié par Mussolini prend de l'ampleur avec ces insurrections et la Victoire Mutilée. Or, nous venons de voir comment s'est constitué ce mythe. Ce sont les manipulations d'Orlando conjuguées aux paradoxes de la situation (la victoire sans vaincre l'ennemi par faiblesse) qui ont créés ce mythe.

En 1919, s'engage en Italie une guerre civile larvée entre les paysans sans terre qui veulent récupérer les terres promises par Orlando durant la guerre lorsqu'ils étaient dans les tranchées, avec les ouvriers communistes d'un côté et les fascistes défendant les propriétés de l'autre. De ce conflit va naître le Fascisme en 1922 avec la Marche sur Rome. L'affaiblissement de l'Italie au niveau économique, diplomatique et militaire suite à la guerre qui a donné la Victoire Mutilée est-il responsable de l'avènement du Fascisme au pouvoir en 1922 à Rome ? Cette question est très intéressante du fait de la complexité du phénomène fasciste en Italie. Ce sujet a été largement étudié par l'historiographie moderne italienne, française et britannique. Cependant, seuls les Italiens ont essayé de trouver l'explication du développement du fascisme dans la Grande Guerre. C'est l'expérience de la guerre et l'absence de réformes en 1919 avec la naissance de l'esprit *Arditi* qui pourraient être les clés de cette nouvelle étude.

TABLE DES DOCUMENTS

I - Les cartes :

1 : Les impérialismes italiens p. 19
2 : Les revendications italiennes en 1915 en Adriatique p. 38
3 : Les opérations navales en 1915 p. 72
4 : Le sauvetage de l'armée serbe p. 81
5 : L'évacuation de l'armée serbe (1915-1916) p. 83
6 : La campagne navale 1915-1916 p. 86
7 : La stratégie de Cadorna (mai 1915) p. 88
8 : Le dispositif des deux armées mai 1915-mai 1916 p. 99
9 : La *Straftexpédition* mai 1916 p 102
10 : La campagne italienne en Albanie (1915-1917) p 135
11 : Les accords de saint-Jean-de-Maurienne p 247
12 : Le dispositif à la veille de Caporetto 23 octobre 1917 p 294
13 : Les opérations de Caporetto p 295
14: La deuxième bataille de la Marne et la participation italienne p 368
15 : La campagne navale de 1918 p 376
16 : La bataille de la Piave (15juin-6 juillet 1918) p 401
17 : La bataille de Vittorio Veneto p 407

II - Les Organigrammes :

1 : Les neufs fonctions logistiques p. 92
2 : Le schéma logistique doctrinal italien selon le règlement de 1915 p. 93
3 : La structure des chemins de fer italiens en guerre (1915-1916) p 95
4 : Les services secrets italiens : organisation générale (1915-1918) p 111
5 : La structure de 1915-1916 : les services de renseignement italien de l'armée de Terre p 113
6 : La structure de 5 octobre 1916 au 11 novembre 1918 : les services de renseignement italien de

l'Armée de Terre p. 114
7 : Les services secrets autrichiens de 1914 à 1918 p. 117
8 : Le bureau interallié de renseignement 1915-1918 p.122
9 : Les services secrets français 1907-1920 p. 123
10 : Les services secrets britanniques 1909-1940 p. 124
11 : L'organisation des services secrets américains 1917-1919 p. 125
12 : La guerre des services au sein de la propagande italienne à l'étranger 1915-1919 p. 159
13 : La structure de la propagande italienne 1917 et guerre de services p. 165
14 : L'arbre généalogique des Senoussis de Libye p. 184
15 : L'organisation de la mobilisation industrielle p. 229
16 : L'odre de bataille du 2ème C. A p. 365
17 : L'organisation de la propagande extérieure italienne 1918-1919 p. 416
18 : L'organisation efficace de la propagande extérieure britannique p. 421
19 : Le service P avec son organisation à l'américaine calquée sur le C. P. I p. 432

III - : Les images

1 : Affiche de la propagande sur l'Italie marchandant sa guerre p. 45
2 : Affiche de la propagande italienne sur l'Entente p 157
3 : Illustration des conditions physiques-morales-météorologiques pour le soldat italien sur le front du Trentin en 1915-1916 p 269
4 : Soldats italiens du 24ème R. I à Tre Crocci issus des campagnes du sud de l'Italie p 271
5 : Photographies illustrant les difficultés et les réalités du front p 288
6 : La diversité des hommes et des matériels sur le front austro-italien p 290
7 : Images du front 1916-1917 et visite de Joffre sur l'Isonzo en 1916 p.297
8 : La réalité du front italien : un combat en montagne p 319
9 : Affiches de la propagande militaire au sein des unités 1917-1918 p 428
10 : Première page du journal de tranchée *La Ghirba* sur l'Alliance (8/09/1918) p 429
11 : Affiches de la propagande militaire au sein des unités 1918-1919 p 430
12 : Affiches appelant au combat 1917-1918 p 431

IV - Les documents :

1 : Tableau du M. I. 1 (a) sur les mouvements stratégiques allemand vers l'Italie p 127
2 : Rapport du deuxième bureau de l'Etat-Major des Armées S. C. R-B. E. T. E 1915-1917 p 201
3 : Félicitations de Diaz à l'armée française p 305
4 : Le texte original du traité p 317
5 : Rapport britannique sur l'artillerie autrichienne p 393
6 : Cadre théorique de la thèse p 467

V - Les graphiques :

1 : Le marché de la monnaie p 222
2 : La courbe en J p 223
3 : L'émission de monnaie en Italie 1914-1919 p 224
4 : Le profit p 231
5 : Monopsone : la demande coudée p 237
6 : Le cours de la Lires 1914-1919 p 356

VI : Les tableaux :

1 : Le financement de l'Italie par les Alliés en milliards de Lires 1914 p 210
2 : Couverture par les Alliés des dépenses de guerre italiennes p 211
3 : Etude affinée en Lires or 1914 du financement de la guerre par l'Italie p 211
4 : La production agricole italienne (1914-1918) p 236
5 : Principales importations et exportations de 1886 à 1913 en quantité p 239
6 : Les dettes interalliées 1914-1919 p 355
7 : Les pertes du 2ème C. A durant la poursuite p.369

Table des Matières volume 1 :

L'Italie et les Alliés de 1914 à 1919 : Indépendance ou Subordination ?

Sommaire p. 1

Introduction p. 2

1ère partie : L'équilibre stratégique entre les Alliés et l'Italie de 1914 à 1917

I - Le marchandage de l'intervention de l'Italie de 1914 à 1915 : p. 12

A - Les origines de l' intervention p. 12

1 - La politique extérieure de l'Italie avant guerre p. 12

a – La politique étrangère de l'Italie p. 12

b – Les conceptions en matière de diplomatie des Italiens p.14

2 - La question libyenne p. 16

3 - Les intérêts stratégiques italiens p. 17

4 - Les propositions de l'Entente (août-novembre 1914) p. 20

a- les propositions d'août 1914 p. 20

b- le pacte du 5 septembre 1914 p. 22

c – Un prémice de l'intervention : la Légion garibaldienne en Argonne (1914-1915) p. 23

d – D'Annunzio : l'avocat de l'intervention italienne au côté de la France p. 27

B - Les négociations avec les Empires Centraux **p. 29**

1 - Maintien du dialogue avec l'Entente p. 29
2 - L'échec des négociations avec les pays centraux p. 30

C - Les négociations fructueuses avec l'Entente **p. 32**

1 – *Les pressions des Alliés sur l'Italie* *p.32*
a - Au niveau économique p. 32
b - Des pressions sur l'opinion publique p. 34

2 - L'Entente accepte sans coup férir les prétentions italiennes *p. 35*
a - Le mémorandum du 4 mars 1915 p. 36
b - Les négociations p. 39
c – L'opposition russe au ralliement de l'Italie (septembre 1914-avril 1915) p. 41
α – L'hostilité russe à l'alliance italienne (mars-avril 1915) p. 42
β – L'extrême nécessité de l'intervention italienne p. 44

D - Le Pacte de Londres (26 avril 1915) **p. 46**

1 - Le traité du 26 avril 1915 *p. 46*

2 - Le processus d'adoption du traité *p. 47*
a - Les aspirations populaires p. 47
b – L'idée impériale en Italie et son développement interventionniste p. 48
c – Pourtant commence un conflit politique intérieur p. 50
α – L'échec de P. S. I face à la guerre et la victoire de Mussolini p. 51
β – Le catalyseur du mois de mai 1915 : D'Annunzio p. 54
γ – La défaite des neutralistes et la crise institutionnelle : mai 1915 p. 55
δ – Le mois « de mai radieux » vu par la presse française p. 57
d – Les réactions en Italie et en France p. 59
α – Les réactions françaises p. 59
β – Les réactions italiennes p. 60

II - Une action militaire puissante mais fragile : p. 61

A - La guerre navale **p. 62**

1 – La situation de la Marine Italienne avant 1914 *p. 62*

2 - La campagne de 1915 *p. 64*

a - La situation de la marine italienne p. 64

α- Force et faiblesses de la Regia Marina en 1915 p. 64

β – L'entrée de l'Italie dans l'Entente et le soutien allié p. 66

b - Les opérations de 1915 p. 67

α- Le débat opératif à la tête de l'Etat-Major de la Regina Marina p. 67

β – Les opérations en Adriatique p. 68

γ – Les opérations en Méditerranée p. 73

δ – Conclusion sur la campagne de 1915 p. 74

3 - la campagne de 1916 *p. 75*

a – Le sauvetage de l'Armée Serbe de d décembre 1915 à février 1916 p. 75

α – Le contexte de cette opération d'octobre-novembre 1915 p. 75

β – Le sauvetage p.. 76

γ – Un affrontement politique franco-italien sans précédent p. 79

b – Les opérations en Adriatique en 1916 p. 84

c – Les opérations en Méditerranée en 1916 p. 85

d – Une conclusion rapide sur la campagne de 1916 p. 85

B - Le front italien sur terre de 1915 à février 1917 **p. 87**

1 - La stratégie italienne et les moyens dont elle dispose p. 87

a - La stratégie de Cadorna en mai 1915 p. 87

b - Les moyens de l'armée italienne p . 89

c – La logistique italienne p. 90

α – Le règlement logistique du 9 mai 1915 p. 91

β – La mise en place des forces de couvertures et les prévisions des F. S p. 94

2 - La campagne de 1915 *p . 96*

a - La doctrine tactique italienne p . 96

b - Les opérations militaires p . 97

3 - La Strafexpedition mi juin 1916 *p. 100*
a – La bataille p. 100
b – Les conséquences politiques : l'arrivée du cabinet d'Union Nationale gage de stabilité vis-à-vis des Alliés p. 103

4 - La campagne de juillet 1916 à février 1917 *p. 106*

5 – La logistique italienne de 1915 à 1917 *p. 107*
a – L'organisation logistique p. 107
b – L'activité de transport stratégique de 1915 à 1917 p. 108

6 – L'Italie est inefficace dans la guerre secrète 1915-1917 *p. 110*
a – L'organisation des services secrets italiens p. 111
b – L'échec italien dans la guerre secrète p. 115
α – L'échec de l'Ufficio Informazioni du Commando Supremo p. 115
β – Les résultats mitigés des Ufficio Informazioni d'Armées p. 120
c – Les relations interalliées dans la guerre secrète p. 122
α – Le bureau interallié de Folkestone p. 122
β – L'aide des Alliés à l'Italie de 1915 à 1917 p. 125

C – La campagne italienne en Albanie de 1914 à 1917 **p. 131**

1 – Le contexte entre 1913 et 1914 *p. 131*
2 – L'intervention italienne entre 1914 et 1917 *p. 133*

III – L'opposition entre l'Italie et l'Entente de 1915 à 1917 : L'indépendance italienne, l'influence française grandissante et les rivalités impériales p. 137

A – Les relations franco-italienne (1915-1917) **p. 137**

1 – Les relations économiques *p. 137*
a – Au niveau financier p. 138
α -L'offensive française sur la BCI entre 1914 et 1916 p. 138

β – La relance Devies en Italie entre 1916-1917 p. 140
b – Au niveau commercial et industriel p. 143
c – Un exemple de la polotique économique française : Fiat p. 144
α – De 1901 à 1915 : Fiat, une entreprise mondiale p. 144
β – Les relations Fiat-France en 1915 (janvier-février) p. 145
γ – 1915-1917 : une relation étroite p. 146

2 – La question de la propagande (1915-1917) *p. 148*
a – La propagande française en Italie (1915-1917) p. 148
α – Les moyens français de propagande p. 149
α1 – La Presse Italienne p. 149
α2 – Les brochures et les livres : publications françaises p. 151
α3 – Le cinéma p. 152
β – La cible visée : les catholiques italiens p. 152
γ – Un cas particulier parmi les propagandistes français : Luchaire et l'I. F. F p. 154
b – La propagande italienne en France (1915-1917) p. 156
α – Une propagande en situation d'échec (1915-1916) p. 156
β – De 1916 à 1917, l'échec italien en France p. 159
β1 – La propagande italienne de décembre 1916 à février 1917 p. 160
β2 – La mission Borgese fevrier-juin 1917 p. 161
β3 – La propagande de Scialoja en France mars-juin 1917 p. 164

3 – L'Italie dans l'imaginaire français *p. 166*

4 – La montée des conflits diplomatiques franco-italiens (1915-1917) *p. 167*
a – La publication des accords du 5 septembre 1914 p. 168
b – La Nouvelle Politique de Briand (décembre 1915-janvier 1917) p. 170
c – La questioin de la Salonique p. 172
d – Une tentative de rapprochement : Nitti-Franklin Bouillon p. 173

5 – La montée des rivalités impériales *p. 174*
a – La question balkanique p. 174
α – La rivalité yougoslave p. 175
β- La question monténégrine p. 176
γ – La rivalité grecque en Epire p. 178

b- La Libye, enjeu colonial et impérial p. 180
α- La situation de 1911 à 1914 p. 180
β – Les rapports franco-italiens de novembre 1914 à mai 1915 p. 181
γ – De mars 1915 à 1917, la rivalité s'accroît p. 182

B – Les relations italo-russes (1915-1917) : une guérilla diplomatique permanente p. 184

1 – La mise en place de la guerilla diplomatique russe p. 185
2 – La question roumaine p. 187
3 – La question bulgare p. 189

C – Les relations italo-britanniques (1915-1917) p. 192

1 –Les relations politiques p. 192
2 – Les relations économiques anglo-italiennes p. 194
3 – Les relations militaires p. 196

D – La vision allemande des relations entre l'Italie et les Alliés en 1915-1916 p. 198

α – L'affrontement franco-italien p. 198
β – L'Italie sujette du Royaume-Uni p. 199

IV Le développement rapide de l'économie italienne renforçant l'équilibre stratégique en faveur de l'Italie (1914-1917) p. 207

A – Une politique financière adaptée mais risquée (1914-1917) p. 208

1 – Une politique financière audacieuse et adaptée p 208.
a – Les causes de cette politique financière p. 208
b – La politique financière italienne p. 212
α – La neutralité (1914-1915) p. 213
β- Une politique financière adaptée et risquée (1915-1917) p. 214
γ- Une économie financière de guerre consolidée (1916-1917) p. 216

2 – Une politique financière risquée *p. 217*
a – Le développement des dettes vis-à-vis de l'Entente p. 217
b – La monétisation des déficits créée une inflation rampante p. 220
c – Une crise monétaire : la chute de la Lire p. 222

B – La guerre donne naissance à une économie italienne puissante **p. 225**

1 – La mise en place de la mobilisation industrielle *p 225.*
a – La situation industrielle avant le 9 juillet 1915 p. 226
b – La création du sous secrétariat aux munitions et son organisation p. 227

2 – Un développement industriel et économique exceptionnel *p 230.*
a – Les facteurs de la puissance économique p. 230
α – La mise en œuvre de la mobilisation industrielle p. 230
β – L'explosion de la production industrielle p. 232
γ – Le développement du secteur énergétique p. 235
δ- La croissance de l'agriculture p. 236
b – Les faiblesses de l'économie italienne en développement p. 237
α – Un déficit commercial record p. 237
β – Une flotte marchande très amoindrie p. 240

CONCLUSION **p. 241**

2ème partie : l'année 1917 le retournement stratégique complet **p. 242**

I - Les dernières gesticulations italiennes et la nouvelle attitude des Alliés : **p. 242**

A - Les accords de Saint Jean de Maurienne **p. 243**

1 - La genèse de l'accord *p. 243*
2 - le traité de Saint-Jean-de-Maurienne du 19 avril 1917 *p. 245*
3 - Sonnino tente le coup de force diplomatique mais échoue *p. 248*

B - L'échec des négociations avec l'Autriche suite au veto italien **p. 249**

C – Un regard nouveau des Alliés sur l'Italie **p. 251**

1 - La conférence de Saint Pétersbourg du 4 février 1917 *p. 252*
2 – Le conflit italo-russe *p. 254*
3 – L'échec des missions italiennes en Russie *p 256*

4 – L'échec de la propagande italienne chez les Alliés en 1917 *p. 258*
a – La mission italienne au Royaume-Uni août 1917 p. 258
b – L'échec de la campagne de propagande italienne aux Etats-Unis en 1917 p. 260
c – Une nouvelle propagande italienne fondée sur le principe des nationalités p. 261

II - La crise sociale, morale de l'Italie :
Cause profonde du renversement de la posture stratégique du pays : p. 262

A - La crise sociale et ouvrière italienne (avril-août 1917) **p. 263**

1 - La révolte des Femmes italiennes *p. 263*

2 - L'Insurrection de Turin (août) *p. 265*
a - La genèse (printemps 1917) p. 265
b - Les émeutes insurrectionnelles p. 266

B - La crise morale et militaire de la nation italienne **p. 268**

1 - La crise du moral au sein de l'armée *p. 268*
a - Les pertes humaines p. 268
b - Une discipline trop dure et les exécutions sommaires p. 270

2 – La crise morale et navale de l'Italie *p. 273*
a – La défaite d'Otrante (mai 1917) p. 273
b – Les Britanniques commandent dans la lutte anti-sous-marine p. 275

3 – Des services secrets italiens brisés *p. 277*
a – La guerre des services (janvier-octobre 1917) p. 277
b – La bataille perdue des codes p. 278
c – Les services italiens et Caporetto (août-octobre 1917) p. 279
d – L'affaire de Carzano p. 280

4 - La propagande catholique et ses effets néfastes *p. 281*
a - Le message de Benoît XV p. 282
b - Les effets dévastateurs de la note papale p. 283

5 – La chute du cabinet Borelli mai-octobre 1917 : les divisions facteurs de faiblesse *p. 284*

III - De Caporetto à Rapallo : de la Défaite au sacre de la subordination (octobre-décembre 1917) : p. 289

A - L'offensive austro-allemande de Caporetto **p. 289**

1 - La stratégie allemande *p. 289*

2 - L'offensive allemande *p. 291*
a - Les procédés tactiques nouveaux p. 292
b - Caporetto et le dispositif des Centraux p. 293
c - La bataille de Caporetto p. 295
d – Les conséquences logistiques pour l'Italie p. 298

B - L'intervention alliée gage de la subordination de l'Italie **p. 299**

1 - La prise de décision d'intervenir *p. 299*

2 - L'intervention *p. 300*
a - L'intervention militaire p. 300
α - Les opérations alliées p. 300
α1 – L'engagement allié p. 300
α2 – Un exemple de démonstration militaire : le Monte Tomba p. 303

β - L'aide technique auprès de l'armée italienne p. 306
β1 – La naissance des Ecoles d'armes p. 306
β2 – La création de centre d'instruction spécifique p. 308
γ - Le soutien logistique allié à l'Italie p . 310
b - L'aide économique p . 311
c - Les opérations de contre-propagande allié p . 313

C - Le Pacte de Rapallo : la consécration de la domination alliée p . 315

1 - Le texte du traité p . 316
2 – La réaction du gouvernement italien p. 318
3 – La position britannique vis-à-vis de l'Italie dans ce nouveau contexte p. 318

CONCLUSION p. 321

3ème partie : L'Italie soumise aux alliés (1918 à 1919)

I – L'opposition entre les Etats-Unis et l'Italie : p. 322

A – La politique étrangère des Etats-Unis vis-à-vis de l'Italie p. 323

1 – Une nouvelle vision diplomatique mondiale : le Wilsonisme p. 324
a – Le Programme de Paix de Wilson p. 324
b – la Ligne des Nations p. 325

2 – La nouvelle politique étrangère américaine p. 326
a – L'activité diplomatique entre les Etats-Unis de l'Italie de mai 1917 à novembre 1918 p. 326
α- La mission italienne à Washington entre Mai et juillet 1917 p. 326
α' – La mission entre mai et juin p. 326
α'' – Les premiers gestes inamicaux envers l'Italie entre juin et juillet p. 329
β- La Belligérance américaine s'étend aux Hasbourg p. 331
γ – La question adriatique : stratégie ou idéologie wilsonienne p. 332
δ – La doctrine du Postponement p. 335
b – La wilsonisme et la conscience politique italienne 1917-1919 p. 336

B – La présence militaire américaine en Italie **p. 338**

1 – L'Aide humanitaire américaine à l'Italie *p. 339*
a – L'Américan Red Cross p. 339
b – La Young Men's Christian Association p. 341

2 – Une savante opération psychologique du Commitee on Public Information p. 342
a – L'organisation et les actions du C. P. I p. 343
b – Portrait de l'Italie dans l'imagianre américain de 1917 à 1919 p. 346

3 – L'envoi de soldats américains à des fins de propagande *p. 347*

C – La domination économique des Etats-Unis et de l'Entente sur l'Italie **p. 349**

1 – De Caporetto à l'armistice *p. 350*
a – La mise en place du Clearing principal p. 350
b – L'appel à l'aide de Nitti p. 351
α – L'appel aux aides économiques alliée p. 351
β – La vision de Nitti sur la domination alliée p. 352
c – Une nouvelle crise monétaire et financière p. 353
d – L'aide financière alliée et la réévaluation de la lire p. 354

2 – De l'Armistice à Versailles *p. 357*

II - Le Commandement unique soumet l'armée italienne : p. 357

A - La naissance du Commandement unique **p . 358**

B - L'Italie et le Commandement unique **p . 359**

1 – L'analyse stratégique *p. 359*
2 – Le combat d'arrière-garde mené par les Italiens en pure perte *p. 360*

C – Le déploiement du 2ème C. A italien en France mars-novembre 1918 **p. 364**

1 – La composition et l'installation du 2ème C. A en France *p. 364*

2 – Les combats du 2ème C. A italien en France *p. 366*

a – La participation à la deuxième bataille de la Marne p. 366

b – Jusqu'à la victoire entre juillet et novemnre 1918 p. 369

3 – Les T. A. I. F : l'Italie travaillant au profit de la France *p. 370*

III -L'inaction italienne renforce la domination alliée : p. 372

A - L'inaction de la marine italienne et le développement des Opérations alliées **p.373**

1 – L'étude des Opérations sur le théâtre italien en 1918 *p. 373*

a – l'Adriatique p. 373

b – La Méditerranée p. 378

2 – La création de l'A. N. C et ses effets *p. 379*

3 – L'U. S Navy en Adriatique et en Méditerranée *p. 380*

a – La participation navale américaine p. 380

b – L'aéronavale américaine : *l'U. S. A. F Navy* p. 382

B - L'inaction terrestre italienne face à la victoire alliée en France **p. 384**

1 - La reconstitution de l'armée italienne *p. 384*

a - L'aide matérielle des Alliés pour reconstruire p. 384

b - La domination doctrinale alliée pour reconstruire l'armée italienne p. 386

c - La domination tactique de la doctrine Pétain : le champ de bataille d'armée p. 388

d – Le renseignement militaire venant des Alliés (juin-novembre 1918) p. 389

e – Les troupes d'assaut italiennes : une réponse à la crise morale de l'Armée sur le modèle allemand p. 396

2 - La deuxième bataille de la Piave : une victoire défensive *p. 398*
a - Les deux armées à la veille de la bataille p. 398
b - L'opération de juin à juillet 1918 p. 399
c – La participation alliée à la bataille p. 402

3 - La non victoire de Vittorio Veneto (octobre-novembre 1918) *p. 404*
a - La pression alliée sur l'Italie p. 404
b - Vittorio Veneto n'est pas une victoire p. 406
c -Vittorio Veneto : un mythe ? p. 409

4 - Les clauses de l'armistice de Villa Giusti *p. 410*
a – L'étude des clauses p. 410
b – Le plan de guerre de Foch p.412

C – L'impossible réussite de la propagande italienne face aux Alliés (1918-1919) p. 413

1 – La tentative de la mise en place d'une nouvelle propagande italienne (1918-1919) *p. 413*
a – L'offensive propagandiste au Royaume-Uni p. 415
b – La relance de la propagande italienne en France p. 417
c – Les effets sur l'Italie p. 417
d – La préparation et l'organisation du Congrès de Rome (mars-avril 1918) p. 420
2 – Sa mise en œuvre divise le gouvernement italien *p. 422*
3 – La domination alliée sur la propagande italienne : la deuxième conférence interalliée *p. 425*
a – La conférence de Londres p. 425
b – Les réactions du gouvenement italien p. 426

4 – La création du service P sur le modèle de propagande militaire alliée *p. 427*

IV - Le traité de Versailles : p. 433

A - Les difficultés politique de l'Italie (octobre 1918- janvier 1919) p. 434

B - L'élaboration du traité 5 février- mai 1919 **p. 436**

1 - La question de Fiume *p. 437*
a - Le plaidoyer italien p. 437
b - Le contre-plaidoyer de Trumbič p. 439
c - Les délibérations sur Fiume p. 441

2 - La question de la Dalmatie *p. 442*
a- Le plaidoyer d'Orlando p. 442
b- Le refus des Alliés et des U. S. A p. 443
3- la rupture entre les Alliés et l'Italie *p. 445*
a – la décision des Alliés p. 445
α – La position française vis-à-vis de l'Italie p. 445
β – La position américaine p. 448
γ- La position britannique p. 449
δ – La position italienne p. 450
b – L'appel du Président Wilson aux Italiens p. 450
α – Le contexte politique et social ialien entre janvier et mai 1919 p. 451
β – L'appel de Wilson aux Italiens p. 456
γ – Les conséquences en Italie de l'appel p. 457
c – L'incompréhension d'Orlando vis-à-vis de la rupture p.459

4 – La chute du Colonel House : une désillusion italienne **p. 462**

Conclusion générale **p. 464**
Table des Documents et Cartes **p. 469**
Table des Matières du volume 1 **p 472**

Table des Matières volume 2 :

LES ANNEXES DOCUMENTS DIVERS

La légende des cartes p. 1

Annexe 1 : Le rapport britannique sur les forces italiennes du 25 août 1915 p. 2
Annexe 2 : Les mouvements de troupes allemandes vers l'Italie p. 6
Annexe 3 : La carte des régions d'origine des Officiers Italiens p. 7
Annexe 4 : Bulletins de presse de mai 1917 sur les relations interalliées p. 8
Annexe 5 : Ordre de bataille italien à la veille de Caporetto p. 10
Annexe 6 : Carte du retrait italien duTagliamento au Piave octobre-novembre 1917 p. 11
Annexe 7 : Carte de l'attaque autrichienne sur le Monte Grappa novembre 1917 p. 12
Annexe 8 : Rapport du général Maistre sur la prise du Monte Tomba p. 13
Annexe 9 : Lettre de Clémenceau à Foch sur le commandement allié p. 14
Annexe 10 : P. V de la 5ème session du C. S. I. G à Abbeville p. 26
Annexe 11 : P. V de l'A. N. C du 14 mars 1918 p. 28
Annexe 12 : Cours d'information sur l'officier d'artillerie orienteur pour les Italiens p. 29
Annexe 13 : Cours d'information sur le combat de l'infanterie pour les Italiens p. 41
Annexe 14 : Cours sur l'aviation d'artillerie pour les Italiens p. 52
Annexe 15 : La carte du front des Balkans juillet-septembre 1918 p. 53
Annexe 16 : Le deuxième bureau en Suisse p. 54
Annexe 17 : Les services Secrets du Pape 1914-1918 p. 55
Annexe 18 : L'organigramme des personnalités françaises p. 56
Annexe 19 : L'organigramme des personnalités britanniques p. 57
Annexe 20 : L'organigramme des personnalités italiennes p. 58
Annexe 21 : L'ordre de bataille interalliée 1917-1919 p. 59

Les différents navires italiens de la Grande Guerre p. 60

L'Economie p. 71

Les photographies p. 74
Index des noms propres p. 89
Indes des sociétés et des associations p. 104
Index des noms de villes et des régions p. 111
Chronologie p. 125
Les sources p. 128
Glossaire p. 147
Table des matières du volume 2 p. 152

Film: La grande Guerre, l'Italie et les Alliés, images inconnues 1915-1919 vol 2

Titre en français : L'Italie et les Alliés de 1914 à 1919 : indépendance ou subordination ?

Résumé en français :

Cette thèse a pour objectif d'étudier les relations interalliées entre l'Italie et l'Entente avec rigueur et dans toutes ses dimensions : militaire, diplomatique, économique et sociale de 1914 à 1919. Nous avons établi des rapports de forces et des lignes stratégiques structurants les anciens et nouveaux équilibres stratégiques de la guerre à la paix de Versailles. L'Italie de l'indépendance stratégique en 1914-1916 à la subordination envers les Alliés en 1917, pour finir par être vassalisée en 1918-1919 par l'Entente et les Etats-Unis. La Victoire Mutilée de 1919 devient un résultat logique provenant du nouvel ordre mondial crée par la Première Guerre Mondiale.
Ce résultat est obtenu par une nouvelle analyse stratégique globale fondée sur les déterminants de la puissance : l'économie, la cohésion nationale, l'effort de guerre et les victoires ou défaites qui en découlent, la diplomatie, les forces morales des nations. Cette analyse balaie tout le spectre du conflit armé : de la déclaration de guerre à la paix. Elle est fondée sur 3 piliers théoriques : la pensée stratégique de Sun Tzu, l'héritage de Clausewitz, et la théorie des jeux. Les lignes stratégiques obtenues définissent des rapports de force internationaux et de nouveaux équilibres. Cette thèse débouche au niveau de la recherche historique sur une nouvelle vision des relations interalliées durant la Grande Guerre. Elle revient au fondement de l'histoire : la politique et la guerre en sont le cœur. Il s'agit de rendre à l'histoire politico-militaire ses lettres de noblesse. Cependant 3 pistes de recherches restent à explorer : les rivalités culturelles entre nations, les différences entre modèles sociaux, et une analyse des mentalités. Le Fascisme est la conséquence ultime en Italie de la guerre en raison de la Victoire Mutilée et l'affaiblissement général du pays. En effet, la guerre a déstabilisé le pays en créant une crise politique, socio-économique grave. La naissance de l'esprit Arditi, l'absence de réformes sociales en 1919 et l'expérience de la guerre sont-ils responsables de la Marche sur Rome par les fascistes ?

Mots clés : Première Guerre Mondiale, Italie et les Alliés, Théorie des jeux et histoire diplomatique, Stratégie

Titre en anglais : Italy and Allies from 1914 up to 1919: from independence to subordination ?

Résumé en anglais:

This thesis aims to study interallied relationships between Italy and the Entente with rigor and in all dimensions: military, diplomatic, economic and social from 1914 to 1919. We can establish force reports and strategic lines in order to structuring old and new balances from war to Versailles' peace. The world war one began by an independent Italy in 1914-1916. Then in 1917, Italy became an subordinate state toward Allies. Finaly, in 1918-1919 Italy was a vassal state of Allies and Associates. The injured victory of 1919 became a logic result in reason of new global order created by the World War one.This result is obtained by a new strategic global analysis, founded on power determinants: economy, national cohesion, war effort, diplomacy and moral forces of nations. This analysis scans all the spectre of war: from breaking out to peace. It's founded on three theoric schemes: the stategic think of Sun Tzu, the war meaning of Clauzewitz and the game theory. The obtained strategic lines give international force reports and new balances.This thesis emerges on historic level on a new vision of interallied relationships during the World War one. It was back at historic foundation: policy and war are the history heart. It concerns to restore at politic and military history her nobility letters. Moreover it stays three research sectors to develop: cultural rivalries between nations, differences between social models, and a psychologic analysis.
Fascism is the last consequence in Italy from war and the injured victory. Italy was lower than before the WorldWar one. The World War one has destabilized Italy by creating a politic and economic crisis. The beginning of Arditi spirit, missing of social reforms in 1919 and the experience of war are they in charge of the March on Rome by Fascists ?

Key Words : World War I, Italy and Allies, Diplomatic history and game theory, Strategy

Université Sorbonne Nouvelle - Paris 3
Ecole doctorale : Etudes Doctorales des Etudes Anglophones Germanophones et Européennes
Adresse : Université Paris 3 Sorbonne Nouvelle, site Censier
13 rue du Santeuil
75231 PARIS Cedex 05